

LES BIBLIOTHÈQUES CENTRALES ET LA CONSTRUCTION DES IDENTITÉS COLLECTIVES

Edité par Frédéric Barbier et István Monok

Les Bibliothèques centrales et la construction des identités collectives
Edité par Frédéric Barbier und István Monok

L'Europe en réseaux.
Contributions à l'histoire de la culture écrite 1650–1918

Vernetztes Europa.
Beiträge zur Kulturgeschichte des Buchwesens 1650–1918

Edité par / Herausgegeben von
Frédéric Barbier, Marie-Elisabeth Ducreux, Matthias Middell,
István Monok, Éva Ring und Martin Svatoš

Volume III

Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences
sociales, Paris, Centre des Hautes Etudes, Leipzig, Centre européen d'histoire du
livre de la Bibliothèque nationale Széchényi, Budapest

LES BIBLIOTHÈQUES CENTRALES ET LA CONSTRUCTION DES IDENTITÉS COLLECTIVES

Edité par Frédéric Barbier et István Monok



Leipziger Universitätsverlag 2005

Die Deutsche Bibliothek verzeichnet diese Publikation in der Deutschen Nationalbibliographie. Detaillierte bibliographische Daten sind im Internet über <http://dnb.ddb.de> abrufbar.

© Leipziger Universitätsverlag GmbH, Leipzig 2005
Oststr. 41, D – 04317 Leipzig
Tel./Fax: (0341) 99 00 440
www.univerlag-leipzig.de
info@univerlag-leipzig.de

Satz: K & M Satz- und Verlagsbüro, Leipzig
Druck: APRESYS, Leipzig
Bindung: Buchbinderei Prade, Leipzig
ISBN 3-86583-050-1
ISBN 3-86583-056-0 (Band 1-3)

Table des Matières

Frédéric Barbier

Introduction: Une histoire des « Bibliothèque centrales »

9

Paul Raabe

Was ist eine Nationalbibliothek?

33

Filiations:

Etats, villes, académies, universités, sociétés savantes

Norbert Bachleitner

Die Wiener Hof- und Nationalbibliothek

47

Sabine Wefers

Die Deutsche Bücherei Leipzig und der deutsche Multizentralismus

57

Otto S. Lankhorst

Le cas néerlandais: une bibliothèque royale dans un pays de tradition
républicaine

67

Pierre Casselle

Paris. La ville et ses bibliothèques

79

István Monok

Le projet de Ferenc Széchenyi et la fondation de la Bibliothèque
nationale hongroise

87

Dorottya Lipták

Mäzene und Mäzenatentum im Dienste der Nation und der Hauptstadt
101

Attila Verók

Die Gründung der Bibliothek Bruckenthal und ihr Einfluß auf das
Geschichtsbewußtsein der Siebenbürger Sachsen
125

Eva Mârza

Die Bibliothek der Metropole von Alba Iulia
133

Iacob Mârza

Das Schulzentrum Blasendorf, der Kern einer rumänischen Bibliothek
in der Aufklärung
155

Augustin Mat'ovčík

Zur Entwicklung und Realisierung der Idee einer Slowakischen
Nationalbibliothek
163

Daniel Baric

L'exemple croate : de la Bibliothèque de l'Académie à la Bibliothèque
universitaire de Zagreb, 1818–1913
169

Marie Ryantová

Das Nationalmuseum in Prag und seine Bibliothek im Wandel der Zeit
(1818–1928)
183

Aneta Donscheva

Die Gründung der Bulgarischen Nationalbibliothek im Jahre 1878,
und ihre Rolle für das nationale und kulturelle Bewußtsein
191

Thomas Serrier

Bibliothèque régionale et mission nationale: Le cas de Posen/Poznań
aux XIX^e–XX^e siècles

197

Andris Vilks

Von den Ideen und Ansätzen bis zur Verwirklichung der
Nationalbibliothek in Lettland

229

Jiří Pokorný

Die öffentlichen Bibliotheken in Mitteleuropa um die Wende
des 19. und 20. Jahrhunderts

245

Sémiotique de la bibliothèque:
architecture, décoration, organisation, pratiques

Jean-Dominique Mellot

Dépôt légal, « bibliothéconomie politique » et identité(s)
en France sous l'Ancien Régime

257

Bruno Blasselle

Quelques réflexions sur l'histoire des publics de la
Bibliothèque nationale de France

277

Jean-Michel Léniaud

Les livres et la nation : catégories d'une architecture

289

Frédéric Barbier

Le livre exposé : le livre et les bibliothèques dans les
expositions industrielles, 1850–1914

297

Henri-Jean Martin

Culture, livres, classification : réflexion autour de trois termes
325

Liste des illustrations
339

Liste des auteurs
341

Introduction :

Une histoire des « bibliothèques centrales »

Frédéric Barbier

Il est permis de penser que la direction suivait le sage principe qu'il est bon de décourager les arts et les sciences, et seul qui y était poussé par un besoin absolu ou par une irrésistible passion pouvait se soumettre de bon gré aux épreuves d'abnégations exigées pour avoir le droit de consulter les volumes. L'horaire était court et irrationnel, l'éclairage chiche, les catalogues en désordre ; l'hiver, aucun chauffage ; pas de chaises, mais des escabeaux inconfortables et bruyants ; enfin, le bibliothécaire était un rustre incompetent, insolent et d'une laideur éhontée, placé sur le seuil pour effrayer par son aspect et son aboiement les candidats à l'entrée...¹

Tenu à Budapest (Bibliothèque nationale Széchényi) en novembre 2002, le colloque sur « Les bibliothèques centrales et la construction des identités nationales en Europe centrale et orientale (XVIII^e-XX^e siècles) » s'insérait dans un programme de recherche plus général, présenté sous l'intitulé de « Livre, cultures et nationalités en Europe centrale et orientale (mi-XVII^e-début XX^e siècle) ».

Itinéraire historiographique : le comparatisme franco-allemand

Sur le plan historiographique, il s'agissait pour nous de prendre appui sur les travaux d'histoire comparée du monde du livre en Allemagne et en France aux XVIII^e et XIX^e siècles, travaux qui ont permis de montrer, d'abord, comment les activités de production et de diffusion de l'imprimé à l'époque de la « seconde révolution du livre » (la Révolution industrielle) suivaient des conjonctures et des logiques profondément différentes d'un pays à l'autre². L'analyse, engagée dans une perspective large, souligne d'entrée, comme il est logique, le rôle des facteurs infrastructurels lourds : démographie, urbanisation, alphabétisation, conjoncture économique (et notamment chronologie de l'industrialisation), évolution de la richesse

¹ Primo Levi, *Le Système périodique*, trad. fr., Paris 1997, p. 213.

² *Les Trois révolutions du livre*, numéro thématique de la *Revue française d'histoire du livre*, 106-109, 2000, 343 p., ill.

moyenne, etc. Pourtant, d'autres facteurs interviennent également de manière décisive, même s'ils sont moins faciles à mettre en évidence : le statut de l'écrit et de l'imprimé n'est pas le même en Allemagne et en France, leur rôle dans la construction de l'État, de l'identité collective et du lien social varie également : on soulignera notamment l'antériorité des catégories culturelles par rapport aux catégories politiques en Allemagne, pays qui se définit précisément comme une *Kulturnation*³. Au total, un modèle d'abord politique s'oppose à un modèle d'abord ethnographique, dans lequel la *Nation* serait donnée comme une évidence naturelle. La géographie religieuse renforce encore ces jeux d'oppositions.

La modernité de la « librairie allemande » débouche logiquement sur cette articulation particulière de la culture et de la politique que Thomas Nipperdey présente comme idéaltypique du « nationalisme romantique » :

Les deux postulats fondamentaux qui commandent [la] vision du réel [du nationalisme romantique] sont les suivants : toute culture est nationale et doit être comprise comme telle ; une nation est définie par sa communauté de cultures...⁴

La culture désignera donc un complexe fonctionnel large, qui se définira notamment, au XIX^e siècle, par ses capacités d'intégration : elle est le propre d'une collectivité à laquelle elle permet de se constituer en nation⁵. À la base de la culture nationale figurera la langue commune, ou que l'on désignera comme telle : dans les deux domaines clefs de la philologie et de la linguistique, la tradition allemande héritée de la Renaissance et de la Réforme (étude et exégèse de la *Bible*) est un élément majeur. Interviennent ensuite la définition d'une littérature nationale et de ses « classiques », d'un

³ Frédéric Barbier, *Livre, économie et société industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle* (thèse d'Etat, ancien régime, Paris IV, 1987), Lille 1988, 4 micro-fiches. Version remaniée pour l'édition : *L'Empire du livre : le livre imprimé et la construction de l'Allemagne contemporaine (1815-1914)*, préface de Henri-Jean Martin, Paris 1995, XI-612 p., cartes.

⁴ Thomas Nipperdey, *Réflexions sur l'histoire allemande*, trad. fr., Paris 1992, p. 156.

⁵ L'analyse sociologique développe une démarche analogue : « L'analyse sociologique et l'histoire se rejoignent pour montrer que la modernisation – ou du moins l'entrée dans l'âge industriel – va de pair avec un processus qui tend à doter chaque société d'un centre politique (...). La nouveauté vient cependant du fait que précisément cette loi ne souffre plus aucune exception et que l'état de la division du travail est tel, dans nos sociétés modernes, qu'aucune d'entre elles n'échappe à la mise en place de structures de coordination. » Cette conception aboutit à faire du modèle de l'Etat-Nation le schéma logique auquel parviennent les nations modernes (Bernard Badie, Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Paris 1983, p. 111).

théâtre (le Théâtre national allemand)⁶, d'une expression juridique propre, d'un vocabulaire esthétique privilégié⁷, d'une tradition artistique et folklorique originale⁸, et l'établissement aussi d'une bibliographie nationale⁹. L'« histoire nationale » est instrumentalisée comme l'une des composantes majeures de la mémoire collective – et on soulignera ici le rôle de la « Guerre de libération » (*Befreiungskrieg*) menée en 1813 contre les Français¹⁰.

On voit que, à tous les niveaux, le monde du livre intervient comme un médiateur privilégié, avec par exemple le lancement de collections de *Monumenta* historiques¹¹ ou encore de littérature nationale, l'édition de dictionnaires et d'encyclopédies, etc.¹² Ce patrimoine collectif, parfois d'abord défini par un petit groupe d'intermédiaires, sera diffusé par le biais de la généralisation de l'obligation scolaire et par une orientation spécifique des programmes d'enseignement¹³. Il fait l'objet d'une institutionnalisation à

⁶ Le Théâtre national allemand fondé à Hambourg constitue, on le sait, le modèle suivi par le comte Nostitz pour la construction du théâtre national de Prague.

⁷ Songeons à la discussion sur le gothique et aux remarques de Goethe à Eckermann : en cette soirée de 1823, « Goethe (me) montra quelques livres d'estampes et me parla ensuite de la vieille architecture allemande, ajoutant qu'il me ferait voir encore plusieurs modèles du genre. « Les œuvres de l'ancienne architecture allemande sont la fleur d'un état de choses exceptionnel. Celui qui la contemple épanouie ne peut qu'en être émerveillé (...). Je ferai en sorte que vous acquériez au cours de cet hiver une certaine connaissance de cet important sujet. Ce sera très utile pour vous l'été prochain, quand vous irez au bord du Rhin et verrez les cathédrales de Strasbourg et de Cologne... » (*Conversations avec Eckermann*, trad. fr., Paris 1988, pp. 70-71).

⁸ Voir le recueil *Des Knaben Wunderhorn* au tout début du XIX^e siècle.

⁹ Moins en Allemagne, qui dispose de longue date des « catalogues de foires » (*Meßkatalog*), des multiples répertoires spécialisés établis par les professionnels et d'une tradition bibliographique à la fois savante ancienne et exceptionnelle (pensons aux répertoires de Gesner), que, plus tard, dans les nouveaux États d'Europe centrale et orientale. En Serbie, Stojan Novakovic donne ainsi sa *Srpska bibliografija za noviju književnost* (Beograd 1869, XXIV-644 p.), première grande bibliographie nationale recensant 3291 titres parus entre 1741 et 1868. En Grèce, le travail du Français Legrand met également en évidence le rôle spécifique de la bibliographie rétrospective nationale.

¹⁰ *A contrario*, sur le concept français de la « nation » à l'époque révolutionnaire et impériale : Elisabeth Fehrenbach, « Nation », dans *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich, 1680-1820*, Heft 7, München 1986, pp. 75-107.

¹¹ Les *M. G. H.* (*Monumenta Germaniae historica*) en constituent le prototype.

¹² Un exemple remarquable est donné par les développements de l'édition à Budapest surtout après 1867 : voir Dorottya Lipták, « Au xix^e siècle : Budapest et la modernité éditoriale », dans *Revue française d'histoire du livre*, 116-117, 2002/2.

¹³ *Histoire et nation en Europe centrale et orientale, XIX^e-XX^e siècles*, dir. Marie-Élisabeth Ducreux, numéro spécial de *Histoire de l'éducation*, Paris 2000.

travers la fondation de chaires universitaires (« Littérature nationale »), d'Académies, de bibliothèques¹⁴ et de musées « nationaux », il est réactualisé par des fêtes et des commémorations périodiques (songeons aux « Fêtes de Gutenberg » en 1840, mais aussi aux expositions universelles et aux manifestations spécifiques, comme la BUGRA à Leipzig), il est mis en scène par des monuments, une statuaire, voire par la simple désignation des rues.

Nos recherches d'histoire du livre ont été conduites parallèlement à celles menées sur la problématique des « transferts culturels », notamment dans le cadre franco-allemand : les échanges internationaux de librairie entrent au premier chef, bien évidemment, dans les analyses d'histoire littéraire¹⁵.

L'« autre Europe »

À partir de 1993, la perspective comparatiste initiale s'est trouvée progressivement élargie au-delà du cadre franco-allemand en direction de l'Europe centrale et orientale. Il s'agit d'une géographie que le repli des Ottomans, mais aussi la politique engagée par les tsars de Russie, tendent à rattacher progressivement au modèle occidental de développement. La fin du XVII^e siècle voit l'échec des Turcs devant Vienne, la fondation de Saint-Pétersbourg, la reconquête progressive de la Hongrie ottomane par les Au-

¹⁴ Sur le problème de la définition d'une bibliothèque nationale allemande, voir Matthias Middell, « La Bibliothèque nationale : l'expérience allemande », dans les *Actes* du colloque « Capitales culturelles, capitales symboliques : Paris et les expériences européennes, XVIII^e–XX^e siècles » (Paris, 1999), dir. Christophe Charle, Daniel Roche, Paris 2002, pp. 249-262. Sur le cas de l'Autriche et de l'ancienne *Hofbibliothek*, Norbert Bachleitner, « Bibliothèque de la cour, bibliothèque nationale à Vienne », *ibidem*, pp. 263-270. D'une manière plus générale, sur l'espace symbolique des bibliothèques, Frédéric Barbier, « À propos de l'espace du livre et de la fonction symbolique des bibliothèques en Allemagne au XIX^e siècle », dans *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ? Approches pour une théorie interculturelle du champ littéraire*, Paris 1994, pp. 315-329. Id., « Représentation, contrôle, identité : les pouvoirs politiques et les bibliothèques centrales en Europe... », dans *Francia : Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, 26/2, 1999, pp. 1-22. Id., « Autopsie d'une façade », dans *Des Palais pour les livres : Labrousse, Sainte-Geneviève et les bibliothèques*, Paris 2003, pp. 82-93.

¹⁵ Frédéric Barbier, « Le commerce international de la librairie française au XIX^e siècle (1815–1914) », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XXVIII (1981), pp. 94-117. Id., « Les échanges de librairie entre la France et l'Allemagne (1840–1914) », dans *Transferts : les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIII^e et XIX^e siècles)*, Paris 1988, pp. 231-260. Id., « Der französische Buchhandel und Leipzig zwischen 1700 und ca. 1830 », dans *Von der Elbe bis an die Seine : Kulturtransfer zwischen Sachsen und Frankreich im 18. und 19. Jahrhundert*, Leipzig 1993, pp. 257-275.

trichiens et l'avancée des Russes vers la mer Noire. Au XVIII^e siècle, les négociants et la marine grecs dominent les échanges méditerranéens, tandis que les étudiants grecs fréquentent systématiquement les universités occidentales¹⁶. D'autres acteurs du « grand jeu » de la diplomatie montent également en puissance, dont notamment l'Empire russe, qui réussit à s'assurer d'un débouché sur trois façades maritimes : à Arkhangelsk, à Saint-Petersbourg, et, progressivement, en Crimée et sur la mer Noire, avec, bien sûr, l'objectif à terme de contrôler les détroits du Bosphore. Dès lors, la côte nord de mer Noire, longtemps une géographie marginale, va être plus directement intégrée à la géographie occidentale et fonctionner comme une nouvelle « frontière », dont les possibilités économiques semblent très grandes et dont l'essor culturel étonne les voyageurs, à l'image du comte de Lagarde visitant Odessa :

Cette ville est un prodige (...). Il y a déjà des églises russes et catholiques, un gymnase qui, outre ses cours publics, contient plus de cent pensionnaires, un institut de jeunes demoiselles, un hôpital, un théâtre où l'on représente en langue russe, polonaise, italienne et allemande (...), une population de 25 à 30 000 âmes (...). Circulent le Turc, le Grec, le Russe, l'Anglais, le Juif, l'Arménien, le Français, le Moldave, le Polonais, l'Italien et l'Allemand...¹⁷

Au XIX^e siècle, de nouveaux empires se sont organisés où, même si des décalages subsistent, le processus de modernisation est désormais engagé en profondeur : l'Allemagne impériale (Berlin), la Russie (Saint-Petersbourg, mais aussi Moscou, Varsovie, Kiev, Odessa...), la monarchie autrichienne, puis austro-hongroise après 1867 (Vienne, Budapest et Prague). Le repli ottoman se poursuit sur le glacis des Balkans, la Grèce est désormais un royaume indépendant et la question d'une « modernisation » (*Modernisierung*)¹⁸ identifiée de fait avec l'occidentalisation se pose éga-

¹⁶ *Hellénisme et hippocratismes dans l'Europe méditerranéenne : autour de D. Coray*, dir. Roland Andréani, Henri Michel, Élie Pélaquier, Montpellier 2000, 304 p., ill.

¹⁷ Comte Alexandre de Lagarde, *Voyage de Moscou à Vienne par Kiow, Odessa, Constantinople, Bucharest et Hermannstadt (...), ou Lettres adressées à Jules Griffith*, Paris, Treuttel et Würtz, 1824. Voir aussi Gian Pietro Vieusseux, « Risconto sur commercio dei grani a Odessa e Taganrog » [1817], dans *Journal itinéraire de mon voyage en Europe (1814-1817)*, éd. Lucia Tonini, Firenze 1998, p. 188 et suiv. (et la « Lettre particulière sur le commerce d'Odessa », p. 225 et suiv.). J. F. Gamba, « Coup d'œil sur les colonies de la Russie méridionale par un voyageur français qui les a visitées en 1818 », dans *Nouvelles annales des voyages, de la géographie et de l'histoire*, 1819, II, p. 97 et suiv.

¹⁸ Importé de la sociologie américaine, le concept de modernité et de modernisation permet d'articuler comme un tout le processus de changement qui touche les sociétés

lement, même si de manière plus sporadique et ambivalente, à Constantinople.

Une nouvelle fois, le livre et l'imprimé tiennent une place centrale dans ce faisceau de phénomènes convergents – rien de plus normal si l'on considère qu'il s'agit bien du principal média du temps¹⁹. À partir de la fin du XVII^e siècle, l'invention très progressive des nationalités est fondamentalement liée aux transformations des outils, des systèmes et des pratiques de la communication sociale – entendons, des médias : livres, périodiques, imprimés de toute espèce, etc. Le processus se prolonge jusqu'à la veille de 1914, voire au-delà, comme le constate Victor Bérard lorsqu'il voyage en Macédoine, au fil de l'ancienne *via Egnatia*. À côté des Macédoniens de langue slave, la communauté albanaise tente de s'organiser, notamment autour de l'écriture et de l'apprentissage de l'écriture. La *Drita* (le Droit) est une société albanaise fondée à Bucarest, et parmi ses premiers objectifs figure la création d'un alphabet spécifique adapté à la phonologie de l'albanais :

Les adhérents s'engagent à verser une cotisation annuelle d'un franc ; le Gouvernement roumain accorde une subvention (...). Écoles albanaises, Journal albanais, Revue albanaise, Bibliothèque albanaise, recueil de chants et légendes d'Albanie, Musée albanais, chaque jour on tente quelque nouveauté. Tout n'a pas réussi. La première et la plus grande difficulté était de fixer l'albanais, langage non encore écrit en caractères particuliers. Les « Albanophones » avaient précédemment adopté l'alphabet turc, mais [celui-ci] ne pouvait pas rendre exactement toutes les inflexions de la parole albanaise. Le bazar et le clergé emploient, d'habitude, les lettres grecques pour écrire par à peu près les phrases courantes : inutile de dire qu'Apostolo Margariti n'a pas songé à ce procédé. Les Valaques ont imaginé un nouvel alphabet de trente-cinq lettres : les vingt-cinq lettres latines, plus dix modifications de ces lettres. Deux ans furent employés à la confection des ABC, des grammaires, des dictionnaires, des livres scolaires...²⁰

L'idée a donc été d'étudier, selon une approche comparatiste et dans un espace extrêmement complexe, au sein duquel interfèrent les frontières re-

occidentales depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle : sans privilégier l'un des champs par rapport aux autres (la Révolution politique ou la Révolution industrielle notamment), on insistera au contraire sur les logiques de mise en relations, d'interdépendance et d'interaction.

¹⁹ Frédéric Barbier, « Vergleichende Buchgeschichte und Transfer-Problematik : Buch, Staat, Nation », dans *Marianne – Germania : deutsch-französischer Kulturtransfer im europäischen Kontext*, Leipzig 1998, 2 vol., t. I, pp. 61-69.

²⁰ Victor Bérard, *La Turquie et l'hellénisme contemporain : la Macédoine...*, Paris, 1893. L'alphabet unique de la langue albanaise n'est adopté qu'au congrès de Monastir (Bitola) en 1907. Armin Hetzer, *Geschichte des Buchhandels in Albanien*, Berlin 1984.

ligieuses, linguistiques, politiques, etc., et où les traditions historiques diffèrent profondément, l'articulation entre les développements des activités liées au livre et à l'imprimé aux époques moderne et contemporaine, les pratiques et les représentations qui se déploient à leur entour et, à terme, la construction des identités collectives, puis nationales autonomes – si nous suivons toujours le schéma de Nipperdey. Un projet trop vaste pour pouvoir être conduit à terme, mais pour lequel les contributions apportées aux différents colloques apportent nombre d'éléments de réponse.

La Russie. La démarche a d'abord privilégié les cadres de la géographie politique. Dans le cas de la Russie des Lumières, le programme d'« européanisation » engagé par Pierre le Grand s'appuie explicitement sur le livre et l'imprimé : importation de livres et de matériel d'imprimerie, débuts de l'impression de titres non religieux en russe, fondation de l'Académie des sciences (qui coordonne et contrôle les activités liées à l'imprimé en Russie), fondation des grandes bibliothèques et accroissement de leurs collections, etc. En Russie comme en Autriche à la fin du XVIII^e siècle, l'évolution politique de la France provoquera cependant une reprise en main sévère du « petit monde du livre », reprise en main qui explique que la situation, à partir du début du XIX^e siècle, reflète une position politique sensiblement en retrait par rapport aux choix du despotisme éclairé...

La Grèce. Un second axe d'étude a privilégié la Grèce de l'époque moderne²¹. Le processus semble en effet paradoxal, qui fait, au lendemain de la chute de Byzance, se maintenir très vivace la tradition de l'hellénisme antique dans les différentes géographies et cultures d'Europe occidentale (Italie, France, Allemagne, etc.), donc en dehors de la Grèce elle-même. La pénétration, en revanche, de la technique de l'imprimerie dans la géographie grecque « classique » ne se fait que de manière extrêmement ponctuelle, voire marginale. Rappelons que le premier imprimeur typographe à avoir travaillé en Grèce est un sépharade établi à Salonique dans la seconde moitié du XVI^e siècle, qu'il n'imprime pas en grec, et que les premières presses grecques ne tourneront à Athènes même qu'en 1825²². Ce n'est qu'à partir du XVIII^e siècle que se pose, progressivement, le problème nouveau du rétablissement d'une nation grecque, sous l'influence conjointe des

²¹ *Le Livre grec et l'Europe*, dir. F. Barbier, numéro spécial de la *Revue française d'histoire du livre*, 1998, n° 98–99, pp. 7–147, ill., carte.

²² Il faut mentionner l'existence de presses établies à Corfou en 1798, alors que les îles ioniennes sont passées sous administration occidentale.

Lumières, de la redécouverte de la Grèce antique²³ et de la venue en Occident de nombreux négociants ou étudiants d'origine grecque.

Cette construction de la nationalité « néo-grecque » s'appuie d'abord sur un processus d'acculturation à partir de l'Occident, notamment de France : il s'agit, pour des personnages comme, au premier chef, Adamantos Coraïs, de se réapproprier la littérature grecque antique, qui a été exclusivement publiée et étudiée en Occident – et, pour eux, les grandes bibliothèques d'Occident fonctionnent comme des laboratoires dans lesquels on se fournira en matériaux permettant de construire l'avenir. L'imprimé constitue, de manière classique, l'un des plus importants vecteurs des transferts alors engagés, transferts qui se font dans une large mesure par l'intermédiaire de Venise²⁴. Le transfert culturel s'opère à partir des centres principaux d'Europe occidentale – Vienne, puis Budapest, etc. : les Universités, visitées par des étudiants d'Europe orientale, mais aussi les villes de négoce, qui fonctionnent comme des centres de redistribution pour le matériel d'imprimerie ou les livres (Amsterdam, Leipzig, Venise, Livourne, voire Marseille...) et les pôles de l'Église orthodoxe. Enfin, il faut mentionner le rôle des centres de production livresque (les villes d'Allemagne du Sud, Leipzig, Paris, progressivement aussi Vienne, etc.). Depuis le dernier tiers du XVIII^e siècle, les réseaux d'abord ponctuellement constitués se sont généralisés, qui assurent autant la circulation des marchandises que celle des valeurs financières, des hommes, des textes – et des idées. À terme, le modèle politique de l'État-Nation s'impose, et sa mise en place s'accompagne du développement de toute une production imprimée « néo-grecque », principalement à Athènes.

L'empire des Habsbourg. La géographie austro-hongroise a été envisagée dans un troisième temps, géographie organisée, à partir du XVIII^e siècle, autour de ses métropoles traditionnelles de la capitale impériale, Vienne, de Prague²⁵ et de Budapest, mais aussi autour de villes comme Ljubljana (Laibach), Zagreb (Agram), Bratislava (Poszony/Pressburg), Timisoara (Temesvar), voire Lvov (Lemberg), etc.²⁶

²³ Étudié par exemple par Frédéric Barbier, « Le Voyage pittoresque de la Grèce par le comte de Choiseul-Gouffier », dans *Hellénisme et hippocratisme dans l'Europe méditerranéenne : autour de D. Coray*, op. cit., pp. 223-264, ill.

²⁴ *Wegenetz europäischen Geistes, II : Universitäten und Studenten. Die Bedeutung studentischer Migrationen in Mittel- und Südosteuropa vom 18. bis zum 20. Jahrhundert*, hg. Richard Georg Plaschka, Karlheinz Mack, München 1987.

²⁵ Alena Köllner, *Buchwesen in Prag, von Václav Matěj Kramerius bis Jan Otto*, Wien 2000.

Les espaces du livre

À côté des problématiques du livre interdit ou censuré²⁷ et des transferts entre l'Est et l'Ouest²⁸, un troisième domaine important mérite de retenir tout particulièrement l'attention des chercheurs : il s'agit de celui de l'histoire des bibliothèques et, notamment, du rôle des « bibliothèques centrales » dans le processus de construction des identités collectives en Europe centrale et orientale surtout depuis le XVIII^e siècle.

La construction des identités collectives (puis nationales) s'appuie en effet sur un certain nombre d'éléments et sur un ensemble de systèmes de représentations, selon des logiques dont l'articulation entre l'imprimé et le médium de l'« espace » permet à l'historien de structurer la problématique. Le livre (ce terme entendu très généralement au sens d'écrit ou d'imprimé) se donne aussi à comprendre à partir de ce qui l'entoure et de ce qu'il n'est pas, voire de sa propre absence. Ses usages réels ou symboliques peuvent être interrogés de manière pertinente par le biais des « espaces » où on le rencontre ou non – ainsi que l'écrivait très bien Daniel Roche :

Les espaces urbains, publics ou privés, où apparaît le livre font jaillir des significations et posent des interrogations quant au choix de société et de conception du monde. Dans le système culturel, la coïncidence du livre avec certains modes d'organisation spatiale peut mettre en évidence la façon dont les organisations sociales, politiques, abstraites, invisibles, existent, et comment elles structurent les pratiques des lettrés et du plus grand nombre.

L'étude des « espaces du livre » devrait suivre une démarche typologique, qui aborderait successivement les « espaces de la production » (les imprimeries), ceux de la « vente » (les librairies, etc.) et ceux de la lecture et de la conservation des livres – nous nous arrêterons ici à ce dernier point. L'un

²⁶ La bibliographie d'ensemble est présentée par István Monok : « Vingt ans d'histoire du livre dans le bassin des Carpates », sous presse dans la *Revue française d'histoire du livre*, 2001(2). Parmi les ouvrages les plus récents, on citera *Lesestoffe und kulturelles Niveau des niederen Klerus: Jesuiten und die nationalen Kulturverhältnisse, Böhmen, Mähren und das Karpatenbecken im XVII. und XVIII. Jahrhundert*, éd. István Monok, Péter Ötvös, préf. Frédéric Barbier, Szeged 2001 ; et *K výzkumu zámeckých měšťanských a církevních knihoven = Pour une étude des bibliothèques aristocratiques, bourgeoises et conventuelles*, éd. Jitka Radimská, České Budějovice, Univ. de Bohême du Sud, 2000.

²⁷ *Libri prohibiti. La Censure dans l'espace habsbourgeois 1650–1850*. Ed. par Marie-Elizabeth Ducreux et Martin Svatoš, Leipzig 2005.

²⁸ *Est – Ouest : Transferts et réceptions dans le monde du livre en Europe (XVII^e-XX^e siècles)*. Ed. par Frédéric Barbier, Leipzig 2005.

de ses objets privilégiés sera en effet d'envisager cet espace symbolique réservé au livre dans la cité et dans la nation – la ou les bibliothèques centrales, surtout dans une géographie de collectivités nationales en cours de construction et d'organisation.

La typologie des fonctions assignées au système des bibliothèques (« savantes » ou orientées vers la lecture publique) renvoie directement à la place faite, en principe, au livre, dans la société globale, tout comme, par exemple, le montant des crédits dégagés pour remplir ces fonctions permettrait, dans une certaine mesure, une pesée comparative de ces phénomènes. Chacun connaît la tradition ancienne de lecture publique qui est celle des pays anglo-saxons, alors que, en France comme en Allemagne, l'évolution sera plus diverse et complexe. De même, la figure, le statut et le rôle du bibliothécaire, l'organisation administrative et scientifique du service de la bibliothèque, ne sont-ils en rien indifférents²⁹. Enfin, si la fonction politico-culturelle des bibliothèques comme apanage de l'État n'est pratiquement pas mise en cause aux XVIII^e-XX^e siècles, son contenu pratique change dans le même temps de manière radicale – en articulation avec la mutation même du concept de « chose publique » (*Öffentlichkeit*³⁰).

Les principaux axes d'un questionnement possible s'organisent sur quatre plans, qui tracent pour partie les cadres d'une typologie sommaire.

1 – La bibliothèque. Le premier problème est celui, double, de la définition de la bibliothèque et de son articulation possible avec la catégorie de la nation. Le terme même de bibliothèque désigne, étymologiquement, l'armoire des livres, puis par extension le local où ceux-ci sont conservés (et d'abord, dans le monde chrétien, le livre en soi, c'est-à-dire la *Bible*, voire les seuls *Évangiles*, comme le montre la mosaïque de la « lunette de saint Laurent » au mausolée de Galla Placidia à Ravenne). En français, l'acception première désigne, par métonymie, un ensemble de livres ou de textes formant un tout, comme le montre, dès la fin du XVI^e siècle, l'exemple des célèbres *Bibliothèques françoises*³¹. Par suite, le

²⁹ Un exemple est donné par l'étude d'Antonia Bernard, « J. Kopitar, lien vivant entre la slavistique et la germanistique », dans *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ?*, *op. cit.*, pp. 191-209.

³⁰ Jürgen Habermas, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. fr., Paris 1978 (titre original allemand : *Strukturwandel der Öffentlichkeit : Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied, 1962).

³¹ *Les Bibliothèques françoises de La Croix du Maine et de Du Verdier, sieur de Vauprivas. Nouvelle édition dédiée au roi, revue, corrigée & augmentée d'un Discours*

terme de « bibliothèque » pourra, à terme, désigner une collection éditoriale (la « Bibliothèque rose » de Louis Hachette).

L'acception de bibliothèque dans un sens spatial (meuble ou lieu où sont conservés les livres) est plus tardive (d'autres termes jouent en concurrence, notamment celui de « librairie », y compris pour désigner la « Librairie royale »). Au milieu du XVIII^e siècle, la combinaison des deux acceptions est reconnue par l'*Encyclopédie*, qui donne désormais la primauté à l'acception spatiale et institutionnelle :

Une bibliothèque est un lieu plus ou moins vaste, avec des tablettes ou des armoires, où les livres sont rangés sous différentes classes (...). On donne aussi le nom de bibliothèque à la collection même des livres. Quelques auteurs ont donné, par extension et par métaphore, le nom de bibliothèque à certains recueils ou à certaines compilations d'ouvrages (...) : la bibliothèque rabbinique, la bibliothèque des auteurs ecclésiastiques, *bibliotheca patrum*, &c...³²

2 – Bibliothèque nationale. Le syntagme « bibliothèque nationale » s'appliquera donc avant toute chose au bâtiment et à l'institution abritant les livres de la nation, mais il a pu également l'être à telle ou telle collection éditoriale – avec, dans ce cas, des variantes faisant intervenir l'épithète de la nation elle-même (« Bibliothèque autrichienne », « Bibliothèque tchèque », voire « Édition nationale » de Victor Hugo, etc.³³). Si la nation se définit d'après des catégories d'ordre politique et non pas ethnographique, la « Bibliothèque nationale » désignera l'établissement conservant les livres « mis à la disposition de la nation », c'est-à-dire des citoyens : dans la France révolutionnaire, les livres saisis sur le clergé (2 novembre 1789), puis sur les émigrés (9 février 1792), sont présentés comme les « livres nationaux », tandis que nombre de bibliothèques créées à partir de ces « dépôts littéraires » prennent le nom de « Bibliothèques na-

sur le progrès des lettres en France (...) par M. Rigoley de Juvigny..., Paris, Saillant et Nyon, Michel Lambert, 1772, 6 vol, 4°. L'édition originale de La Croix du Maine date de 1584. Son auteur a peut-être été huguenot. Du Verdier est né à Montbrison en 1544, il était gentilhomme ordinaire de la Maison du roi et sa fortune lui permit de constituer une très belle bibliothèque. Il mourut en 1600. Il forme le même projet que La Croix du Maine vers 1577 et son livre paraît à Lyon en 1584.

³² *Encyclopédie, ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Genève 1777, t. V, p. 17 et suiv.

³³ L'appellation allemande de la Bibliothèque nationale est également celle de *Deutsche Bücherei* (le terme de « bibliothèque » au sens de collection éditoriale se rend généralement en allemand par *Bibliothek*).

tionales ». Ainsi de la « Bibliothèque nationale » d'Angers, inaugurée le 10 germinal an VI (30 mars 1798) dans les locaux de l'ancien évêché :

Le 10 germinal an VI a eu lieu l'inauguration de la bibliothèque nationale. Les membres du jury d'instruction, les autorités constituées, les états-majors des divers corps en garnison (...) se sont rendus au bruit d'une musique guerrière au local du ci-devant évêché. Ils y ont trouvé une infinité de citoyens [souligné par nous] que l'amour des sciences y avait réunis. Trois discours ont été prononcés (...). On n'a pu se défendre d'un sentiment d'admiration en jetant les yeux sur une collection immense de livres, ouvrages de milliers de savants, productions de plusieurs siècles. Quel contraste frappant lorsqu'on se rappelle avoir vu ce même local servir, en 1793, au plus affreux vandalisme...³⁴

De même en Italie, où la première « Bibliothèque nationale » est, à la fin du XVIII^e siècle, celle de Reggio nell'Emilia ...

L'histoire de la bibliothèque et sa définition, à terme, comme bibliothèque nationale se combinent donc non seulement avec la construction d'une identité collective, mais aussi avec l'évolution des catégories politiques et des procédures ou des pratiques administratives qui la sous-tendent. On voit, au passage, comment le syntagme nouveau de « Bibliothèque nationale de France » apparaît comme le résultat d'un véritable contresens historique.

3 – Représentations. D'une manière générale, la représentation de la bibliothèque s'organise de plus en plus évidemment à partir du XVII^e et surtout au XVIII^e siècle autour de l'idée de progrès : dans la perspective des Lumières, la diffusion des connaissances et leur discussion sont les facteurs décisifs du progrès, et la bibliothèque sera donc, par définition, l'un des espaces où le processus de modernisation pourra se construire³⁵. L'exemple de Pierre Bayle montre de manière particulièrement évidente comment la bibliothèque fonctionne réellement comme le laboratoire du philosophe, voire du polémiste :

Il avoit rempli sa Bibliothèque de livres que chaque parti avoit composez afin de découvrir la vérité par la confrontation de leurs relations, toujourns différentes et souvent opposées. Jamais homme ne fit un plus grand usage de ces sortes d'Écrits : il les a tirez de la poussière où ils étoient ensevelis, & s'en est servi utilement pour éclaircir certains faits qui n'étoient point contestez & qui méritoient pourtant de l'être...³⁶

³⁴ *Affiches d'Angers*, n° 97, 14 germinal an vi (3 avril 1798).

³⁵ *Bibliotheken und Aufklärung...*, Wiesbaden 1988. *Staatliche Initiative und Bibliotheksentwicklung seit der Aufklärung*, Wiesbaden 1985.

³⁶ Beauval, *Avis au lecteur, Réponse aux questions d'un provincial ...*, p. 1010.

C'est, en fait, cette idée qui est à la base des saisies de livres opérées, en France, par la Révolution, et qui conduit l'action des philologues et des savants grecs travaillant dans les bibliothèques occidentales.

Sans pouvoir développer ici une étude plus précise, il conviendrait pourtant aussi d'envisager la représentation de la Bibliothèque nationale dans la conscience collective, par exemple en faisant appel aux sources littéraires : les bases de données fournies par les grandes collections de textes numérisés (du type de *Gallica* pour la littérature française) ou encore par des services comme le *Trésor de la langue française*, doivent servir à appuyer le travail. Bornons-nous à rappeler, à titre anecdotique, que lorsque Sénancour visite la nouvelle Bibliothèque nationale à Paris, ce n'est pas d'abord pour y lire mais bien plutôt parce qu'il s'ennuie dans le monde du siècle :

Je passe assez souvent deux heures à la bibliothèque, non pas précisément pour m'instruire, ce désir-là me refroidit sensiblement, mais parce que ne sachant trop avec quoi remplir ces heures qui pourtant coulent, irréparables, je les trouve moins pénibles quand je les emploie au-dehors (...). Les salles environnent une cour longue, tranquille, couverte d'herbes, où sont deux ou trois statues, quelques ruines et un bassin d'eau verte qui me paraît ancienne comme ces monuments. Je sors rarement sans m'arrêter un quart d'heure dans cette enceinte silencieuse. J'aime à rêver en marchant sur ces vieux pavés que l'on a tirés des carrières pour préparer aux pieds de l'homme une surface sèche et stérile (...). Quelquefois, je trouve ces pavés plus éloquents que les livres que je viens d'admirer...³⁷

4 – Statut et rôle. Dans la perspective qui est celle des Lumières, le statut de la bibliothèque (privée, semi-publique, publique, etc.) n'intervient donc que dans un second temps. Telle collection privée pourra remplir une fonction de bibliothèque d'études et d'espace constitutif de la sociabilité savante, tandis que les récits et guides de voyages réservent, de plus en plus régulièrement, une place plus ou moins importante dans leurs descriptions à la ou aux bibliothèques – songeons déjà à un Guy Patin parcourant l'Allemagne et une partie de l'Europe centrale : à Vienne, écrit-il,

je visitay derechef [sic] ses admirables trésors [de la Hofburg], mais particulièrement ceux des livres & des médailles. J'y vis cette infinité de précieux manuscrits en toutes sortes de langues & de matières, tant antiques que modernes, sans lesquels on ne sçauroit, ce me semble rien écrire (...). Monsieur Lambécius³⁸ qui les a en sa garde, comme bibliothécaire, m'y fit toute la faveur que je desirois (...). Je n'ay jamais mis le pied dans cette bibliothèque que je n'en aye esté

³⁷ Obermann, *Sénancour*, Paris 1984, pp. 72-73.

³⁸ Peter Lambeck, originaire de Hambourg.

plus éclairé (...). J'y passay environ trois mois, mais quand j'y aurois passé toute ma vie, il ne m'y auroit pas ennuyé...³⁹

Le glissement est logique d'une fonction à l'autre : la bibliothèque, lieu du travail intellectuel et pôle de la sociabilité savante, illustre également son propriétaire – personne physique ou institution –, par suite aussi la ville et l'État où elle se trouve. Déjà dans les principautés italiennes de la Renaissance, comme à Ferrare, elle est regardée comme l'attribut du prince, et Pietro Andrea de Bassi nous donne, au milieu du XV^e siècle, la clé de l'inventaire des livres et de leur rôle à la cour. Le livre est d'abord un ornement, catégorie qui ne revient pas moins de trois fois en quelques lignes :

Quali fossero gli ornamenti de le riche camere de la Vostra residentia, pensilo chi cognosce la potentia vostra illustre e lo polito e ornato Vostro vivere. Piena de meraviglia era de esse ciascuna parte, et quelle che piùle ornava era a vedere le multiplice manere de volumi de libri de ogni facultà : autori con li scripti libri de historie autentici per lettera e per vulgare ; libri amorosi e honesti ; quello che di bene in questa nostra lingua se trova, et anchora in lingua gallica...

On assiste ainsi à la montée en puissance de fonctions symboliques et de logiques de représentation, dont la référence la plus fréquente se fait par rapport au *Musée* d'Alexandrie. De plus en plus évidemment, la bibliothèque (et le musée) devient le lieu central articulant étroitement les deux catégories du politique et du culturel. Son évolution se fera ainsi parallèlement à celle des catégories politiques d'ensemble – avec le passage de l'absolutisme princier à la logique politique des Lumières, puis à celle de la démocratie et des nationalités. Nous quittons dès lors le cadre d'une analyse inspirée de la sociologie, pour retrouver une problématique plus traditionnelle à la perspective historique.

Modèles et acteurs

Plusieurs modèles de « Bibliothèques centrales » coexistent, dont les limites ne sont nullement tranchées les uns par rapport aux autres. Le modèle français se caractérise par la primauté ancienne des catégories politiques et de la centralisation : la Bibliothèque royale est organisée dès le début du XVI^e siècle comme une institution d'État et comme l'un des pôles autour desquels doit se construire la culture française moderne – conjointement

³⁹ Guy Patin, *Relations historiques et curieuses de voyages en Allemagne, Angleterre, Hollande, Bohème, Suisse, &c*, n^{elle} éd., Rouen, Jacques Lucas, 1676, pp. 226-227.

avec l'Imprimerie royale, le dépôt légal, les imprimeurs du roi, etc.⁴⁰ Un second modèle combine les problématiques nouvelles avec les logiques féodalo-dynastiques : la construction de principautés modernes s'appuie sur une rationalité politique qui donne une large place aux catégories culturelles – et au livre. L'infrastructure reste cependant fondamentalement d'ordre féodalo-dynastique : à Wolfenbüttel (*Herzog August Bibliothek*) comme à Munich ou à Vienne (*Hofbibliothek*), voire à Berlin, la bibliothèque est le bien propre du prince, qui l'ouvre plus ou moins largement à un public de savants et d'amateurs, comme nous en avons l'exemple avec Patin.

Le troisième modèle est celui dans lequel le développement de la bibliothèque, voire sa création, est lié au développement d'une institution spécifique : un Musée (c'est le cas du *British Museum*), mais, plus souvent, en Europe centrale et orientale, une Académie ou une Université. À Saint-Pétersbourg, plusieurs bibliothèques très riches coexistent : bibliothèque de l'Académie des sciences, bibliothèque impériale et bibliothèque de l'Université. Cette dernière est fondée en 1819, lorsque l'Université reprend l'ancienne bibliothèque de l'Institut pédagogique, et elle ne possède alors qu'un fonds modeste, deux mille cent cinquante titres en sept mille sept cent quatre-vingt-quatre volumes. En 1844, la bibliothèque comptera plus de trente-deux mille volumes, tandis que le déplacement de la faculté d'orientalisme de Kazan à Saint-Pétersbourg en 1855 en fait un centre très important dans le domaine de l'orientalisme⁴¹.

D'autres acteurs interviennent ici au premier chef, comme notamment, les membres de la plus haute noblesse éclairée, voire l'Église, les professeurs d'Université, etc. Deux exemples illustreront ces processus et, d'abord, l'exemple des académies et des musées. À Budapest, le comte István Széchényi fonde le Musée national hongrois en 1802, avant d'engager le développement de son programme de « réanimation de la Hongrie »⁴². Au Musée national est rattachée, selon la pratique anglaise, une Bibliothèque dont les collections initiales sont tout particulièrement orientées vers la langue, l'histoire et le « folklore » des Hongrois. Dans les années 1890, la bibliothèque est devenue la plus importante de Budapest et fait pratiquement office de Bibliothèque nationale (soixante-trois mille manuscrits, qua-

⁴⁰ Frédéric Barbier, *Histoire du livre*, Paris 2000 [*sic* pour 2001], notamment pp. 92-95, où l'on trouvera la bibliographie complémentaire.

⁴¹ O. v. Haller, « Die neuen Räumlichkeiten der St. Petersburger Universitäts-Bibliothek », *Centralblatt für Bibliothekswesen*, Leipzig, IX, 1894, p. 343.

⁴² *Die Széchényi National-Bibliothek*, Budapest 1985. *Évszázadok kulturája a Magyar Tudományos Akadémia könyvtárában*, Budapest 1988.

tre cent mille imprimés). L'acception du terme de musée se réduit progressivement au cours du XIX^e siècle pour désigner un institut où sont conservées et exposées des collections d'art ou d'ethnographie : à Agram (Zagreb), un Musée national croate est ainsi fondé en 1846.

Précisément, à côté de la définition du « Musée national », voici celle de l'université. Capitale du nouveau royaume de Grèce, Athènes réunit capital historique et symbolique, réactualisé par un urbanisme contemporain rien moins qu'à l'abri d'opérations financières intéressantes. Dans cette Athènes des Bavarois, que l'on a pu surnommer « Athènes sur l'Isar », la trilogie Académie – Université – Bibliothèque nationale, élevée par les architectes danois Hansen, constitue l'un des points d'appui majeurs d'un urbanisme et d'une architecture visant à rendre évidente et manifeste la liaison directe entre le nouveau royaume et son héritage antique⁴³. L'Université, créée en 1837 à partir de l'École de pharmacie, chirurgie et toxicologie, dispose d'une bibliothèque, réunie à la Bibliothèque nationale dès 1842, et qui, au début du XX^e siècle, conserverait près de deux mille quatre cents manuscrits et deux cent soixante-dix mille imprimés. Cette même année 1837 sont fondées l'École supérieure Metzorite (destinée aux techniques et aux beaux arts) et la Société d'archéologie.

La question qui se pose généralement, à plus ou moins long terme, est celle du glissement d'une bibliothèque qui peut se définir comme la principale ou la « bibliothèque centrale » à une bibliothèque « nationale »⁴⁴. Une source documentaire importante, pour l'histoire comparée des XIX^e et XX^e siècles, est constituée par la littérature spécialisée, et notamment par des périodiques comme la *Zentralblatt für Bibliothekswesen*, publiée à Leipzig, ou encore, en France, la *Revue des bibliothèques*.

Dans tous les cas, la constitution des collections de la bibliothèque, leur organisation, les fonctions qu'elles sont censées remplir et les pratiques comme les représentations qui se structurent à leur entour informent précisément le chercheur sur les catégories symboliques qui sous-tendent la mise en place et le développement de chacune de ces institutions. D'entrée, l'organisation intérieure de la bibliothèque signifie quelque chose quant aux usages potentiels qui en seront faits et à l'idée même que l'on a de

⁴³ Si les « siècles ottomans » se trouvent comme mis entre parenthèses, la situation des « siècles byzantins » est plus ambiguë.

⁴⁴ *Az Országos Széchényi Könyvtár és a Magyar nemzeti Múzeum Alapító okirata = Litterae foundationis Musei nationalis Hungariae et Bibliothecae nationalis Széchényianae* [éd. en fac-similé], Budapest 2002.

l'institution et de ses fonctions. En amont, il convient de distinguer les différentes tutelles : la bibliothèque peut être partie, comme à Londres ou, un temps, à Budapest, d'un ensemble plus vaste, et notamment d'un Musée. D'une manière générale, dès lors qu'elle est un organisme administratif, elle sera rattachée à une administration de type curiale (la Maison du roi, etc.), ou bien à un ministère spécifique (Enseignement et cultes...). En aval, elle pourra se structurer en services ou départements plus ou moins spécifiques : ainsi, à Paris, les départements des manuscrits, des imprimés, mais aussi de la musique, des estampes, des monnaies et médailles, etc. Même si aucune hiérarchie n'est formellement instituée, il n'en existe pas moins une hiérarchie entre les différents départements, implicite et changeant d'une période à l'autre : à la Bibliothèque du roi, le « département dominant » est, jusqu'au XVIII^e siècle, celui des manuscrits, avant de devenir celui des imprimés aux XIX^e et XX^e siècles, et peut-être, en nos années 2000, celui de la numérisation. La distinction se prolongera, au niveau des services, entre les usuels mis à la disposition des lecteurs et les collections conservées en magasins – avec des conditions de communication qui peuvent varier du tout au tout, jusqu'à l'incommunicabilité de principe des collections de l'« enfer ». Bien évidemment, il faut aussi faire intervenir le problème fondamental du statut juridique des collections – les livres de la Bibliothèque comme « biens nationaux » ou, au contraire, comme appartenant à tel personnage (le souverain...) ou à telle institution (l'Université, l'Académie...).

L'étude des systèmes de classement et des instruments de travail mis à la disposition (ou non...) du public renvoie non seulement aux catégories plus générales du savoir, mais aussi à l'idée que l'on se fait des usages possibles ou souhaitables (ou non...) de la bibliothèque. Relisons Sébastien Mercier, qui décrit ironiquement, en 1782, les obscurités de la Bibliothèque du roi⁴⁵ :

Ce monument du génie et de la sottise prouve que le nombre des livres ne fait pas la richesse de l'esprit humain (...). C'est dans une centaine de volumes environ que résident son opulence et sa véritable gloire (...). L'esprit se trouve obscurci dans cette multitude de livres insignifiants, qui tiennent tant de place et qui ne servent qu'à troubler la mémoire du bibliothécaire, qui ne peut pas venir à bout de les arranger. Aussi ne les arrange-t-on pas ; et le catalogue que l'on en fait depuis trente-cinq années ne sert qu'à redoubler la confusion de ce ténébreux chaos...

⁴⁵ *Tableau de Paris*, Amsterdam, 1782.

Des observations analogues peuvent être faites concernant les conditions de conservation (les reliures ...), voire le personnel : quel est le rang du « maître de la Librairie » dans la hiérarchie de la haute administration, comment s'organise l'organigramme de la Bibliothèque et que peut-il signifier pour l'historien ? La tension la plus fréquente s'observe, lorsque l'on nomme le directeur de la Bibliothèque, entre la préférence savante (par exemple, le directeur sera professeur d'Université), administrative (il sera conseiller d'État) ou autre, et notamment la préférence politique. En France, depuis le XIX^e siècle, le choix d'un écrivain comme bibliothécaire vise à assurer à celui-ci un revenu régulier sans, pense-t-on, beaucoup de travail, et donc à lui permettre de se consacrer à l'écriture. On peut aussi faire le choix d'une certaine « mondanité » : autant de catégories de pensée que l'on supposerait révolues mais qui restent parfois d'actualité.

La Bibliothèque et la capitale : fonctions, espaces et représentations

Logiques fonctionnelles. Les fonctions que remplit la Bibliothèque nationale s'organisent selon trois logiques principales, dont la mise en œuvre peut, sur certains points, se révéler contradictoire – et l'on connaît la tension récurrente entre les impératifs de la communication et ceux de la conservation, voire entre l'accessibilité de principe des collections et leur « virtualisation » envahissante (par le biais de support de substitution, comme les microfilms, et de la numérisation). La bibliothèque est l'instrument du progrès, parce qu'elle assure la diffusion la plus large des connaissances, et il convient donc d'en faciliter autant que possible l'accessibilité au public le plus large des « citoyens ». Dans le même temps, elle fonctionne comme le conservatoire du patrimoine livresque de la collectivité nationale, fonction qui s'étend, le cas échéant, au recensement bibliographique des titres se rapportant à celle-ci : la Bibliothèque nationale de Belgrade publie, à partir de 1871, un catalogue de ses collections qui s'identifie avec la bibliographie des publications relatives aux pays « slaves du Sud »⁴⁶. Au total, la Bibliothèque se trouve donc en charge d'un symbo-

⁴⁶ *Katalog Srpske narodne biblioteke u Biogradu* = *Catalogue de la Bibliothèque nationale serbe à Belgrade*. Littérature étrangère, 1871–1889, 3 volumes. Littérature serbe et croate, 1886, 1 vol. Le catalogue se poursuit de 1894 à 1903, tandis qu'on publie de 1868 à 1972 un catalogue alphabétique auteur des livres conservés à la B.N.S. et publiés dans des langues des peuples slaves du Sud. D'un point de vue plus général, voir Frédéric Barbier, « Entre la France et l'Allemagne : les pratiques bibliographiques

lisme très lourd, en ce que, d'une certaine manière, elle « met en scène » la nation tout entière : elle est, par excellence, l'un des principaux « lieux de mémoire » de la collectivité dont elle remplit une fonction d'illustration en lui permettant de tenir son rang dans la compétition symbolique entre nations. Mérimée se plaint ironiquement à son ami Panizzi, à Londres, de ce que la construction de la nouvelle bibliothèque du *British Museum*⁴⁷ est la cause de ses propres soucis à Paris, parce qu'elle empêche son ministre, « Monsieur Fould, (...) de dormir ».

Ces remarques conduisent à revenir sur l'analyse de l'espace au sens physique du terme (l'espace de la bibliothèque, sa localisation, ses bâtiments, leur architecture et leur décoration). Voici, d'abord, la localisation de la Bibliothèque dans telle ou telle ville, qui n'est pas nécessairement la ville capitale ni même la ville de résidence du prince – même si, sur le plan historique, la convergence tend à se généraliser : la Bibliothèque nationale devient l'un des attributs de la capitale et désigne donc la nation. Des exemples contraires se rencontrent pourtant jusqu'à aujourd'hui, comme dans le cas de l'Allemagne (la *Deutsche Bücherei* est d'abord fixée à Leipzig, ville regardée comme la capitale allemande du livre⁴⁸), de l'Italie (où coexistent plusieurs bibliothèques nationales) ou encore de la Slovaquie (Martin). Les travaux poursuivis autour du concept de « capitale » rejoignent notre problématique : la nation, à moyen terme, s'organise autour d'un pôle, d'une « capitale » qui remplit un certain nombre de fonctions de commandement et assure un certain nombre de services, mais propose aussi comme le décor symbolique illustrant, par ses références historiques ou, au contraire, sa modernité, la nation tout entière : les travaux d'urbanisme et les constructions immobilières engagés à Budapest après 1867 et culminant avec l'« Exposition du millénaire » manifestent la transformation de la ville en capitale d'un État alors devenu pratiquement indépendant. Les institutions faisant référence aux champs culturel, intellectuel ou artistique occupent une place centrale dans cette élaboration : dans la capitale, nous trouverons tout naturellement un certain nombre d'attributs obligés que sont le « Musée national », le « Grand théâtre », le « Conservatoire » et la

au XIX^e siècle », dans *Revue de synthèse*, IV^e série, n°1-2 (*France – Allemagne : le commerce culturel des nations*), 1992, pp. 41-53.

⁴⁷ Ian R. Willison, « The political and cultural context of Panizzi's reform of the British Museum Department of Printed Books as a national research library », dans *Bibliotheken in gesellschaftlichen und kulturellen Wandel des 19. Jahrhunderts*, Hamburg 1982, pp. 53-73.

⁴⁸ Eugen Paunel, *Die Staatsbibliothek zu Berlin (...), 1661-1871*, Berlin 1965.

salle de concert, voire le « Théâtre lyrique » ou le « grand Opéra »⁴⁹, l'Université et, comme naturellement, la « Bibliothèque centrale »⁵⁰.

Paris, capitale du monde. La capitale du monde, au XIX^e et encore pendant une partie du XX^e siècle, c'est Paris, et cette prééminence est étroitement liée à l'étroitesse de l'articulation entre les deux catégories du culturel et du politique. À la fin de l'Ancien Régime, le jeune Adamantos Coraÿs souligne le statut exceptionnel de la capitale française (« Paris est en réalité considéré aujourd'hui comme une nouvelle Athènes en Europe ») :

Représentez-vous à l'esprit une ville plus grande que Constantinople, renfermant 800 000 habitants, une multitude d'académies diverses, une foule de bibliothèques publiques, toutes les sciences et tous les arts dans la perfection, une foule d'homme savants répandus par toute la ville, sur les places publiques, dans les marchés, dans les cafés où l'on trouve toutes les nouvelles politiques et littéraires, des journaux en allemand, en anglais, en français, en un mot, dans toutes les langues (...). Ajoutez à cela une foule de piétons, une autre foule portée dans des voitures et courant de tous côtés (...), telle est la ville de Paris !... 51

Quelques années plus tard, en 1809, voici Gian Pietro Vieusseux, qui, dans une lettre à son père regrette de n'avoir que trop peu de goût pour la « marchandise » :

Une vérité que je reconnois plus que jamais aujourd'hui que je voudrois quitter la carrière du commerce pour en embrasser une autre, c'est le gran inconvénient de n'avoir pas fait des études suivies et de n'avoir pas appris autre chose qu'à lire, écrire et chiffrer : la lecture que j'ai toujours aimée a bien meublé ma tête d'une infinité de choses et je puis dans l'occasion auprès de quelques personnes superficielles passer pour instruit, mais je ne connois rien exactement, je n'ai rien appris par principe, et ma mémoire n'est nullement exercée. (...) Je m'estimerois l'homme du monde le plus heureux si je pouvais aller vivre à Paris

⁴⁹ Construction ou reconstruction des grands théâtres d'opéra à Paris (1860), Barcelone (1862), Dresde (1869), Vienne (1869), Palerme (1875), etc. De fait, la musique constitue un élément très important dans le développement de ces processus d'identification, soit par le biais d'une reconnaissance et d'une mise en valeur de mélodies etc. liées au folklore, soit comme vecteur de sociabilité pour une certaine élite cultivée, celle qui précisément portera le projet national.

⁵⁰ *Capitales culturelle, capitales symboliques : Paris et les expériences européennes, xviii^e–xx^e siècles*, dir. Christophe Charle, Daniel Roche, Paris 2002. Plus anciennement, *Villes, bonnes villes, cités et capitales [Mélanges Bernard Chevalier]*, Tours, Publ. de l'Université, 1989. Nombreuses monographies sur ce thème, dont notamment *La capitale a Roma : citta' e arredo urbano*, [I] 1870–1945, Rome 1991.

⁵¹ *Lettres de Coray au protopsalte de Smyrne Dimitrios Lotos ...*, éd. M^{is} de Queux de Saint-Hilaire, Paris 1880 (lettre du 15 septembre 1788).

pendant deux ou trois ans, pour du matin au soir y suivre tous les cours publics de droit, de chimie, de philosophie et de physique générale, de littérature, que d'eccellens professeurs y donnent soit gratis soit à paiement à tous les coins de la Capitale...⁵²

Le fait, bientôt, devient cliché, on se perd entre toutes les occasions de se cultiver, de musée en bibliothèque, de bibliothèque en cabinet de lecture et de cabinet de lecture en cours public. Et Flaubert peut bientôt mettre en scène ce noble saintongeais qui, de passage à Paris pour quelques jours dans les dernières années de la Monarchie de juillet, n'y trouve, en définitive, le temps de rien faire :

Ses matinées étaient prises par un cours d'arboriculture, ses soirées par le Cercle agricole, et toutes ses après-midi par des études dans les fabriques d'instruments aratoires (...). Il profitait de ses voyages dans la capitale pour s'instruire ; et son chapeau à larges bords, posé, sur une console, était plein de brochures...⁵³

Espace urbain et Bibliothèque nationale. À l'intérieur de la ville, la localisation de la Bibliothèque n'est pas non plus indifférente : on envisagera donc quel peut être le rôle de l'espace urbain, de ses ruptures et de ses réaménagements. L'exemple de Paris et de sa Bibliothèque nationale est tout particulièrement significatif à cet égard, de même que celui de Budapest, où le transfert de la Bibliothèque nationale transforme la forteresse de Buda, au-dessus de la ville, en véritable « acropole » de la Hongrie. Inversement, les logiques historiques et les techniques nouvelles peuvent conjuguer leurs effets pour aboutir à des structures originales : à côté de la *Deutsche Bücherei*, Bibliothèque nationale allemande, la bibliographie nationale allemande est aujourd'hui dispersée entre les sites de Munich (jusqu'au XVI^e siècle), Wolfenbüttel (XVII^e siècle), Göttingen (XVIII^e siècle), Francfort-s/Main (XIX^e siècle) et Berlin (XX^e siècle). Les techniques actuelles permettent d'imaginer, en quelque sorte, une « Bibliothèque nationale virtuelle », dans laquelle la numérisation des documents structure une logique nouvelle de conservation des livres et de communication des textes.

Le plus souvent, la Bibliothèque est installée dans un bâtiment de réemploi, que l'on aura plus ou moins aménagé pour remplir ses fonctions nouvelles : c'est, par exemple, le cas de la Bibliothèque nationale tchèque, dans le *Clementinum* de Prague. Beaucoup plus rarement, on aura procédé à la

⁵² Cité dans *Journal itinéraire*, op. cit., p. XXX.

⁵³ Gustave Flaubert, *L'Éducation sentimentale*, n^{elle} éd., Paris 1942, t. II, p. 23.

construction d'un bâtiment spécifique. Dans tous les cas, le parti-pris architectural est signifiant, qui doit combiner les nécessités fonctionnelles de l'institution (conserver et communiquer les livres) avec leur représentation – voire avec la réception implicite de celle-ci. Nous touchons ici aux éléments de la décoration, pour lesquels la référence centrale est, très généralement, celle de l'Antiquité (la Bibliothèque comme « temple des muses »), mais d'autres éléments peuvent aussi intervenir (par exemple, des statues rappelant les « héros » de l'histoire nationale, une décoration picturale faisant intervenir un modèle de taxinomie, etc.).

Les *Actes* que l'on va lire développent un certain nombre des perspectives de recherche ainsi proposées aux participants, et ils en laissent d'autres dans l'ombre. Mais, au total, le constat est clair : le paradigme de la « Bibliothèque centrale » (ou nationale) se décline en différents modèles idéaltypiques, qui tous illustrent comment, à travers l'histoire comparée des bibliothèques, nous touchons en définitive à une histoire comparée des cultures européennes.

Une seconde remarque porte sur la prééminence des catégories d'ordre politique, et sur leur chronologie : longtemps, entendons jusqu'au XVII^e siècle, c'est la cour qui attire autour du prince artistes, littérateurs et savants. Puis, peu à peu, le rééquilibrage s'opère, entre la « cour » et la « ville de résidence », voire simplement la « ville » : les chiffres que Pottinger donne sur la concentration des auteurs dans le royaume de France illustrent bien cette conjoncture, avec la montée en puissance de Paris jusqu'à l'apogée du XVII^e siècle, puis la concurrence croissante de la « province ». Dès le temps des Lumières, le projet politique de la monarchie absolutiste et centralisée apparaît comme dépassé.

Siècles	XVI ^e	XVII ^e	XVIII ^e
Décédé hors Paris	55	43	54
Décédé à Paris	60	104	100
Lieu non identifié	65	37	31
Total	185	184	185

*Lieux de décès d'une cohorte de 555 auteurs*⁵⁴

Enfin, depuis le XIX^e siècle, le schéma privilégie de plus en plus évidemment la ville principale et ses institutions emblématiques, parmi lesquelles

⁵⁴ Pottinger, *The French book trade in the Ancien Régime, 1500–1791*, Cambridge (Mass.) 1958, p. 11 et suiv.

la Bibliothèque centrale. L'architecture de celle-ci mêlera célébratif et fonctionnel, selon des équilibres variables et plus ou moins subtiles, tandis que l'omniprésence du discours sur les mondes virtuels de la numérisation réintroduisent, sans que très généralement l'on ne s'y arrête, l'utopie de la totalité : la bibliothèque virtuelle, c'est non seulement la bibliothèque universelle, mais aussi la bibliothèque toujours et partout accessible, c'est, si non l'utopie du bibliothécaire, tout au moins celle du politique.

Was ist eine Nationalbibliothek?

Paul Raabe

Es ist mir eine große Ehre, den Eröffnungsvortrag an diesem würdigen Ort aus Anlaß des 200jährigen Bestehens der Széchényi Nationalbibliothek halten zu dürfen, denn wo kann man überzeugender die Rolle einer Nationalbibliothek demonstrieren als hier, wo bereits die beherrschende Lage oberhalb der Hauptstadt im Burgbereich wie auch die Architektur des Gebäudes der Größe und Stärke dieser nationalen Aufgabe entspricht. Da das Land, aus dem ich komme, die Bundesrepublik Deutschland, per definitionem bis heute keine Nationalbibliothek zustande gebracht hat, fällt es mir um so leichter, über die gestellte Frage gewissermaßen als ein Außenstehender nachzudenken, was allerdings ein emotionales Engagement einschließt, da ich diesen bibliothekarischen Sonderweg – wir Deutsche sind ja auf Sonderwege spezialisiert – seit vielen Jahren bedaure.

I.

Auf die Herausforderung des globalen Zeitalters sind die Bibliothekare im allgemeinen durchaus vorbereitet. Sie verfügen weltweit in fast jedem Land der Erde über eine Nationalbibliothek als Zentrum bibliothekarischer Orientierung und oft auch als Maßstab ihrer täglichen Arbeit. Zum großen Teil sind diese Nationalbibliotheken sehr junge, aufstrebende Institutionen, die in den letzten fünf Jahrzehnten, also nach dem zweiten Weltkrieg entstanden sind. Sie haben sich in den verschiedenen Erdteilen zu leistungsfähigen Verbänden zusammengeschlossen, so auch in Europa seit 1987 zur *Conference of European National Librarians* (CENL).

Gehen wir bei der zusammenfassenden Darstellung der Nationalbibliothek von ihrer klassischen fachspezifischen und allgemein geläufigen Funktion aus, ehe wir nach ihrer wissenschaftlichen Rolle fragen und schließlich auf die entscheidenden Perspektiven – die Stellung der Nationalbibliothek im öffentlichen, kulturellen und politischen Leben – eingehen.

Was die Nationalbibliotheken vergleichbar macht und miteinander verbindet, ist zunächst der staatliche Sammelauftrag, eine hoheitliche, meist

durch Gesetze abgesicherte Aufgabe, die die Verleger und Drucker zur Ablieferung aller erscheinenden Veröffentlichungen verpflichtet: Bücher, Broschüren, Zeitungen, Zeitschriften, amtliche Drucksachen werden ohne Ansehen des Inhalts gesammelt. Die Nationalbibliothek nimmt so eine Archivfunktion wahr, sie versteht sich im klassischen Sinne als *Nationalarchiv gedruckter Texte*.

Das klassische Bibliotheksgut wird inzwischen bekanntlich durch andere Materialien ergänzt, manchmal sogar überwuchert: Mikrofilme, Mikrofiche, CD-Roms, alle Formen audio-visueller Medien und elektronischen Publizierens: Kassetten, Videos, Tonbänder etc. Die Probleme, die sich aus der Lagerung, Verzeichnung und Konservierung dieser ständig steigenden Informationsflut ableiten, sind immens und können gerade die Nationalbibliotheken an die Grenzen ihrer Kapazitäten bringen.

Es liegt aber im nationalen Interesse und gehört zum Charakter einer Nationalbibliothek, auch die im Ausland erscheinenden Übersetzungen der in der Landessprache geschriebenen Bücher und die dort veröffentlichten Schriften über das eigene Land zu sammeln. Allerdings können die großen Bibliotheken der Welt, wie beispielsweise die Library of Congress in Washington und die British Library in London, diese Aufgabe angesichts der Unübersehbarkeit der Märkte nicht mehr leisten.

Die zweite Aufgabe der Nationalbibliothek ergibt sich aus der geschilderten Sammeltätigkeit nationalen Schrifttums: nämlich die *laufende bibliographische Berichterstattung* über die Neuerscheinungen des Landes. Zwar versorgt jede Buchhandlung ihre Kunden mit neuen Büchern, die sie aufgrund von Vorankündigungen, Verlagsprospekten, Vertreterbesuchen eingekauft hat. Doch erst mit der Veröffentlichung der Titelaufnahme in der nationalen Bibliographie ist garantiert, daß die Neuerscheinung auf Dauer bekannt wird und in weiteren Bücherverzeichnissen, Buchhandelskatalogen und Fachbibliographien aufgenommen werden kann. Angesichts der Möglichkeiten der Internetangebote darf man diese Grundleistung einer Nationalbibliothek nicht übersehen. Auch wenn diese Information sofort ins Netz gestellt wird, ist sie zunächst einmal bibliographisch von einer geschulten Fachkraft nach einem bibliothekarischen Regelwerk erstellt worden.

Gewiß, es ist abzusehen, daß die periodisch erscheinenden Nationalbibliographien nach und nach durch Internetpräsentationen ersetzt werden. Schließlich sind ja Nationalbibliotheken prädestiniert, Datenbanken anzulegen, zu entwickeln und zu bedienen. Sie sind in vielen Ländern Vorreiter

und Bahnbrecher der bibliothekarischen Computersysteme und Service-Einrichtungen für die Vermittlung elektronisch verfügbarer Daten. Sie geben sie in allen technischen Formen, von den konventionellen Kartenausdrucken bis zum Magnetband oder als CD-Rom an Institutionen oder Personen weiter. Die Verfügbarkeit der Titel im Netz ist eine phantastische Hilfe und Erleichterung für jeden Bibliotheksbenutzer; sie eröffnet ungeahnte Möglichkeiten der Information und der bibliographischen Recherche. Das gilt allgemein für das internationale Bibliothekswesen, aber in besonderem Maße auch für die Nationalbibliotheken in ihrer Zuständigkeit für die Nationalbibliographie.

Wenn diese Entwicklung aber auch bedeutet, daß Nationalbibliographien in konventioneller Buchform obsolet werden, so muß dies derjenige letzten Endes bedauern, der das Nachschlagen und Durchblättern solide gearbeiteter und handlicher nationalbibliographischer Standardwerke als einen schnellen und praktischen Zugriff gewohnt ist. Er ist glücklich, daß in den Zeiten vor der Automation große umfangreiche Nationalbibliographien wie der englische *Catalogue of the British Museum* oder der französische *Catalogue général* erschienen sind, die jedem Bibliographen als Meisterwerke wissenschaftlicher Gründlichkeit und bibliothekarischer Ordnung vertraut sind. Damit haben sich Nationalbibliotheken nationale Denkmäler gesetzt.

Angesichts dieser Liebeserklärung wird man mir nachsehen, daß ich das Verschwinden gedruckter Nationalbibliographien lebhaft bedaure und sogar eine ketzerische Frage an die Computer-Freaks anschließe: Ist es wirklich so abwegig, wenn man als Laie die Befürchtung äußert, daß die Computernetze trotz aller eingebauten Sicherungssysteme nicht doch verbrecherischen Absichten ausgesetzt werden können? Es gibt inzwischen Terrorakte, die jenseits unserer bisherigen Vorstellungskraft liegen. Der Glaube an die Unverletzbarkeit unserer technischen Welt hat einen erheblichen Dämpfer erfahren.

Aber kehren wir zu den bibliothekarischen Aufgaben der Nationalbibliothek zurück. Ein Konsens besteht in ihrer Funktion als Archiv der gedruckten Texte des jeweiligen Landes und in der Zuständigkeit für die Erstellung der Nationalbibliographie, von der ich mir wünsche, daß sie auch von den kommenden Generationen in Buchform nachgeschlagen werden können.

Es gibt viele *weitere zentrale bibliothekarische Aufgaben*, die von Nationalbibliotheken wahrgenommen werden oder wahrgenommen werden können. Dazu gehören:

- die Ausbildung und Fortbildung des bibliothekarischen Nachwuchses und dafür die Unterhaltung einer Bibliotheksschule oder eines Bibliotheksinstituts, vielleicht auch in Verbindung mit der Universität vor Ort
- die Koordinierung der elektronischen Datenverarbeitung und -vernetzung
- die Betreuung und Weiterentwicklung bibliothekarischer Standards
- die zentrale Durchführung von Restaurierungs- und Konservierungsmaßnahmen des Bibliotheksguts
- die Betreuung der Bibliotheksstatistik und der ISBN- und ISMN-Agenturen
- die Organisation der Zusammenarbeit aller Bibliotheken eines Landes.

Ich möchte auf diese einzelnen Tätigkeitsfelder nicht näher eingehen. Man könnte diesen Aufgabenkatalog verlängern oder auch verkürzen. Es hängt von der Struktur und der Entwicklung des Bibliothekswesens eines Landes ab, die im Laufe der Zeit zur Übernahme bestimmter übergreifender Aufgaben führen.

II.

Mit diesen Hinweisen nähern wir uns dem Kern unserer Fragestellung: was ist eine Nationalbibliothek? Erschöpfen sich ihre Aufgaben in den landläufigen Tätigkeiten, wie sie angedeutet wurden? Was unterscheidet sie von der Arbeit der übrigen wissenschaftlichen Bibliotheken? Es wurden bisher bewußt einige entscheidende und für diesen Bibliothekstyp charakteristische Aspekte außer Betracht gelassen.

Zuvor ist jedoch noch eine Zwischenbemerkung zur Geschichte der Nationalbibliotheken notwendig. Dem Betrachter bietet sich kein einheitliches Bild dar. In der Wahrnehmung der meisten Bibliothekare haben Nationalbibliotheken ihre Aura weitgehend den noch heute bedeutendsten Bibliotheken der Welt zu verdanken, der *Bibliothèque Nationale* in Paris, der *British Library* in London und der *Library of Congress* in Washington. Sie verkörpern als nationale Institutionen das Leitbild einer Nationalbibliothek.

Wenngleich die heutige *Bibliothèque nationale de France* ihre nationale Legitimation auf die gesetzlich bestimmte Abgabe neuer Bücher ins Jahr 1537 zurückführt und auch das Britische Museum schon 1759 eröffnet wurde, so ist dennoch die Nationalbibliothek im heutigen Sinne eine der Folgen der Französischen Revolution. Der französische Nationalkonvent verstaatlichte 1795 die *Bibliothèque Royale* in Paris und gab ihr den Namen: *Bibliothèque nationale*, also Nationalbibliothek. Damit wurde das

Recht verliehen, ein Exemplar aller französischen Neuerscheinungen kostenlos von den Verlegern oder Druckern einzufordern. Dies begründete ihre Hauptaufgabe: das Sammeln des nationalen Schrifttums. Die Nationalbibliothek ist, – auch das zu betonen ist wichtig –, auf dem Boden der europäischen Aufklärung erwachsen. Sie war von Anfang an öffentlich zugänglich und vermittelt die Vorstellung von der Freiheit des Wortes, selbst wenn diese auch immer wieder durch staatliche Zensur eingeengt wurde.

Auch wenn manche weiteren Nationalbibliotheken ihre Geschichte auf Gründungen im späten Mittelalter oder in der frühen Neuzeit zurückführen können, so ist doch nicht zu verkennen, daß ihre Aufgabenstellung als Nationalbibliothek wiederum eine Folge der Entwicklung in Frankreich war.

Nach diesem Beispiel entstanden im 19. und 20. Jahrhundert mit den Nationalstaaten die große Zahl der heutigen Nationalbibliotheken. Sie sind – um es nochmals zu wiederholen – aus dem Geist bürgerlicher Freiheiten geboren, als Institute modernen staatlichen Selbstverständnisses. Daran ändert auch nicht die Tatsache, daß manche große Nationalbibliotheken in Brüssel und Den Haag, in Kopenhagen und Stockholm noch immer Königliche Bibliothek heißen. Ihre Aufgaben sind mit denen der übrigen Nationalbibliotheken identisch.

Es gibt bekanntlich auch Institutionen, die aus Universitätsbibliotheken hervorgegangen sind und deshalb ihre hoheitlichen Aufgaben mit der Versorgung der Lehrenden und Studierenden einer Universität verbinden. Die Nationalbibliothek Helsinki in Finnland, Zagreb in Kroatien oder Ljubljana in Slowenien sind dafür Beispiele. Insgesamt gibt es heute allein in Europa 39 Nationalbibliotheken, selbst das kleine, aber souveräne San Marino verfügt über eine solche Einrichtung.

Man kann in der Gründungsphase des 19. Jahrhunderts, in der sich viele Nationalstaaten vor allem in Europa konstituierten, von einer Nationalbibliotheksbewegung sprechen, in der viele Ideen und weitgespannte Projekte diskutiert und teilweise auch umgesetzt wurden. Als Antonio Panizzi, der große englische Bibliothekar italienischer Herkunft daran ging, das Britische Museum zu einer umfassenden, auf das ganze Empire ausstrahlende Nationalbibliothek in London auszubauen, schuf er eine Gebrauchsbibliothek für die Wissenschaftler aus aller Welt. Kern seiner Planung war die Erwerbung nicht nur der nationalen, sondern auch der internationalen wissenschaftlichen Literatur. Das Britische Museum ist so bis heute, wenngleich allmählich auf die Humanities zurückgeführt, eine Universalbibliothek aus dem Geist des enzyklopädischen Zeitalters, vertreten durch den

Philosophen und Bibliothekar Gottfried Wilhelm Leibniz, der die Bibliothek als „Gedächtnis der Menschheit“ verstand. Die Vorstellung scheint angesichts der unübersehbaren wissenschaftlichen Informationsflut heute längst abenteuerlich zu sein. Eine universale Bibliothek ist zweifellos eine Utopie geworden. Und dennoch sollte man dies Vermächtnis auch als eine der besonderen Aufgaben der Nationalbibliothek von heute betrachten, und die Praxis zeigt, daß die großen Bibliotheken der Welt nach diesem Vorbild nicht nur die nationale Literatur des Landes sammeln, sondern auch bemüht sind, einen Querschnitt der internationalen wissenschaftlichen Literatur anzuschaffen. Die Entgrenzung in der Erwerbungspolitik einer Nationalbibliothek ist nicht nur ein symbolischer Akt, sondern der Versuch, die Präsenz nationalen Schrifttums vor dem Hintergrund der weltweit erscheinenden wissenschaftlichen Literatur zu verstehen. Sie kann sich als Tor zur Wissenschaft in der Welt verstehen.

III.

Aus dem Gesagten ergibt sich, daß die Nationalbibliothek eine wissenschaftliche Einrichtung ist oder sein sollte. Es gibt zwar, vor allem in Ländern der südlichen Hemisphäre, Nationalbibliotheken, die zugleich die Funktion einer *public library* wahrnehmen. Doch dies kann in der Bibliotheksentwicklung letzten Endes nur ein Übergang sein. Eine Nationalbibliothek als Institut der Wissenschaft zeichnet sich durch den Präsenzcharakter ihrer Bestände, großzügige, oft komfortable Lesesaalbereiche, umfangreiche Handbibliotheken und exzellent ausgebildete Bibliothekare aus. Dadurch ist sie für alle in- und ausländischen Besucher eine attraktive Adresse. Im hilfsbereiten Umgang mit ihren Lesern wird sie ein Aushängeschild des Landes sein und damit zugleich stilbildend wirken.

Eine universal angelegte und weltoffene Nationalbibliothek trägt vor allem auch die Mitverantwortung für den Schutz, die Bewahrung und Vermittlung des nationalen kulturellen Erbes eines Landes. In der Trias von Archiv, Museum und Bibliothek ist sie für das überlieferte geschriebene und gedruckte Wort, also für die historische Buchkultur zuständig. Selbstverständlich teilt sie die sich daraus ergebenden Aufgaben mit anderen historischen Bibliotheken des Landes, wie es ja auch im Archiv- und Museumswesen üblich ist. Dennoch sollte die Nationalbibliothek für dieses kulturelle Erbe in einem Land in besonderem Maße Kompetenz übernehmen.

Es geht um das alte Buch. Der Begriff wandelt sich mit der fortschreitenden Zeit. Zunächst verstand man darunter die Druckwerke des Gutenberg-Zeitalters im engeren Sinne, d.h. manuell hergestellte Bücher von der Inkunabelzeit des 15. Jahrhunderts bis zur Erfindung der Setz- und Druckmaschinen in der Mitte des 19. Jahrhunderts. Ein besonderes Interesse finden in diesem Zeitraum die frühesten nationalen Druckwerke, seien sie im Lande oder in der Nationalsprache im Ausland gedruckt. Inzwischen ist die Begrenzung nicht mehr sinnvoll, und so werden die Drucke bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts zum alten Buch gezählt.

Bei chronologischer Aufstellung in den Büchermagazinen kann man an den Jahresringen ablesen, wie schnell die Neuerscheinung bei der rasanten Entwicklung der Gegenwart zu einem alten Buch wird. Aus dieser Perspektive ergibt sich auch, daß sich der Umgang mit ihm in der Nationalbibliothek zwangsläufig aus dem Sammelauftrag der Gegenwart ergibt.

Besonders jüngere Nationalbibliotheken werden bemüht sein, fehlende alte Drucke als Zeugnisse der nationalen Buchkultur nachzukaufen und ihre Bestände retrospektiv zu ergänzen. Daß diese Aufgabe in großen Bibliotheken in Ländern mit einer langen Buchtradition eine Illusion ist, versteht sich, da es hier viele Universitäts-, Landes und Stadtbibliotheken gibt, die seit Jahrhunderten über große Sammlungen verfügen. Dennoch können sie der Nationalbibliothek die zentrale oder auch nur koordinierende Arbeit für das alte Buch nicht abnehmen. Sie ist oder sollte ein *Zentrum für das alte Buch* sein. Die Library of Congress in Washington hat dies in den 70er Jahren des letzten Jahrhunderts endlich nachgeholt und ein „Center of the Book“ auch in historischer Absicht gegründet. In vielen Nationalbibliotheken gibt es inzwischen Abteilungen für das alte Buch. Eine Aufgabe neben dem Sammeln besteht in der Erarbeitung der retrospektiven Nationalbibliographie. Hier haben gerade die Nationalbibliotheken seit einiger Zeit Hervorragendes geleistet. Die Kodifizierung der alten Drucke – eine der wissenschaftlichen Aufgaben dieser Bibliotheken – wird ergänzt durch die Maßnahmen zur Konservierung und Restaurierung des überlieferten Kulturguts, vor allem aber ergibt sich daraus geradezu die Verpflichtung, sich an der Erforschung der alten Drucke in all den Aspekten zu beteiligen.

Die Inkunabelkunde und die Einbandforschung sind alte Domänen der Bibliothekare. Inzwischen hat sich die buchgeschichtliche Forschung von der Druckgeschichte über die Verlags- und Buchhandelsgeschichte zur historischen Leseforschung weiter entwickelt. Sie wird an Universitäten oft stiefmütterlich behandelt, sie sollte deshalb ihr Zentrum in den Nationalbi-

bibliotheken haben. Der unmittelbare Zugang zu den Quellen der Buchgeschichte, den alten Drucken ermöglicht eine effektive Erschließung und eine systematische Forschungsstrategie auf dem Gebiet der Buchwissenschaften.

Eine bedeutende Rolle spielen in diesem wissenschaftlichen Bibliotheksbetrieb die sogenannten Sondersammlungen, die sich auf Spezialbestände beziehen: die Handschriftenabteilungen, die Kartensammlungen und Bildarchive, auch auf Regionen bezogene Spezialsammlungen, so die Orient-, Ostasien- und Afrika-Abteilungen der Nationalbibliotheken. Sie sind vielfach repräsentative Bibliotheken in der Bibliothek. Die sie betreuende Bibliothekare sind wissenschaftliche Spezialisten und meist Partner der Forscher. Diese Aufgaben runden das Bild einer Nationalbibliothek als wissenschaftliche Anstalt ab.

IV.

Nach der Skizzierung der bibliotheksfachlichen und der wissenschaftlichen Aspekte einer Nationalbibliothek wenden wir uns nunmehr mit einigen Bemerkungen ihrer politischen Stellung im öffentlichen und kulturellen Leben zu.

Es ist kein Zufall, daß sich die Nationalbibliotheken – in Europa von einer Ausnahme abgesehen –, immer in der *Hauptstadt eines Landes* befinden. Das dokumentiert das überlieferte staatliche Verständnis der Herrschenden oder Regierenden für die Bedeutung der Buchkultur als Quelle des Wissens und als Instrument der Wissenschaft. So kann sie sich als repräsentative, öffentlich wahrnehmbare staatliche Institution im Zentrum der Macht verstehen. Verfügt sie über großzügige öffentlich zugängliche Räumlichkeiten, wird sie ein interessanter Ort für staatliche Empfänge und die Bühne für Politiker sein können. Diese werden an dieser prominenten Stätte mit der Rolle der Buchkultur und der Informationsvermittlung ihres Landes bekannt und werden sie öffentlich zu würdigen wissen. Deshalb kommt dem Standort der Nationalbibliothek in der Hauptstadt nicht nur eine symbolische, sondern auch eine politische Bedeutung zu. Für alle bibliothekarischen Einrichtungen in den Provinzen des Landes vertritt so die Nationalbibliothek am Sitz der Regierung die Interessen des Bibliothekswesens insgesamt. Deshalb ist es auch sinnvoll, sie mit zentralen Aufgaben, der Koordinierung von Projekten und der Zusammenarbeit der Bibliotheken zu betrauen.

Die Nationalbibliothek ist mit dem Nationalmuseum, der Akademie, der Staatsoper und dem Nationaltheater eine der Säulen kultureller und wissenschaftlicher Präsenz in der Hauptstadt des Landes. Dabei steht sie selbstverständlich in der Beliebtheit hinter einer Staatsoper oder einem Nationaltheater zurück. Auch ein Nationalmuseum oder eine Nationalgalerie erfreuen sich meist eines größeren Interesses als die Nationalbibliothek. Das wird auch in Washington so sein, wo der Besuch der *National Gallery* oder des *World Space Museum* spannender ist als ein Rundgang durch die *Library of Congress*.

Dagegen kann sich die Nachbarschaft einer wissenschaftlichen Akademie oder gelehrten Gesellschaft für beide Institute anregend auswirken. Gemeinsame Veranstaltungen mögen dazu beitragen, Barrieren zwischen Wissenschaft und Politik abzubauen und in der Hauptstadt Verständnis für die Arbeit der Wissenschaftler zu wecken, die sich oft schutzensuchend in einen Elfenbeinturm zurückziehen.

Zwei Bedingungen allerdings muß die Nationalbibliothek erfüllen können, wenn sie sich im Kreis der genannten nationalen Kultureinrichtungen in der Metropole behaupten will. Sie sollte über ein repräsentatives Gebäude verfügen und darin nach Möglichkeit über attraktive, der allgemeinen Öffentlichkeit zugängliche Räumlichkeiten für Ausstellungen, Vortragsveranstaltungen, vielleicht auch für Konzerte. Der Prunksaal der Österreichischen Nationalbibliothek oder der alte Lesesaal des Britischen Museums sind berühmte Beispiele solcher Bibliotheksarchitektur. Inzwischen kann auch ein moderner Bibliotheksbau eine Attraktion sein. Man unterschätze deshalb nicht komfortable Eingänge, pompöse Treppenhäuser, marmorne Fußböden und großzügige Raumgestaltungen.

Natürlich muß diese Architektur auch zweckmäßig sein. Doch sie soll die Buchkultur eines Landes im besten Sinne repräsentieren.

Das Äußere ist auch ein Spiegel des Inneren. Die Nationalbibliothek versteht sich nicht nur als ein Dienstleistungsbetrieb für die aktuelle Literaturversorgung eines Landes, sondern zugleich als ein originelles Kulturinstitut zur Vermittlung der Buchkultur im Zentrum des Staates. Deshalb gehören repräsentative Ausstellungen in der Nationalbibliothek zu den vornehmsten Aufgaben einer erfolgreichen bibliothekarischen Selbstdarstellung. An die historische Verbindung von Bibliothek und Museum erinnert noch heute der Name des Britischen Museums in London und die enge Nachbarschaft der Széchényi-Nationalbibliothek mit dem Nationalmuseum Budapest.

Große historische Bibliotheken sind immer auch Buchmuseen gewesen. Die Einrichtung einer Schatzkammer mit der Dauerausstellung von Cimelien und die Schaffung weiterer Räume für wechselnde Ausstellungen zu Themen, die sich auf die Bibliothek und ihre Bestände beziehen, gehören also zum Standard der Architektur einer modernen Nationalbibliothek. Vernissagen, begleitende Vorträge und Führungen ergänzen die kulturellen Angebote.

Ich habe das Ideal einer Nationalbibliothek entwickelt. Manche dieser Bibliotheken kommen dem Leitbild durchaus nahe: die Széchényi Nationalbibliothek, in der wir zu Gast sind, ist dafür ein hervorragendes Beispiel, aus dem ich den Schluß ziehen möchte: je stärker eine Nationalbibliothek in der Hauptstadt des Landes in prominenter Lage ist, um so stärker ist das Bibliothekswesen des Landes insgesamt. Der Nationalbibliothek im politischen, wissenschaftlichen und kulturellen Umfeld einer Metropole fällt ein Führungsanspruch zu. Sie trägt zum internationalen Ansehen eines Landes und zur Identifikation der Bürger mit ihrer Kultur bei.

V.

Dieses hier gezeichnete Bild einer Nationalbibliothek habe ich nicht ohne wehmütiges Engagement gezeichnet, denn wie gern hätte ich die Funktionen und Aspekte dieser für ein Land repräsentativen Bibliothek unter Berücksichtigung der eigenen Lage beschrieben. So sei es mir gestattet, zum Schluß meines Vortrags hier in Ungarn den eingangs erwähnten „deutschen Sonderweg“ zu umreißen. Ich werde dabei der Generaldirektorin der „Deutschen Bibliothek“ in Frankfurt und Leipzig, Dr. Elisabeth Nigemann, als Mitglied der erweiterten Vereinigung europäischer Nationalbibliothekare sicherlich nicht Unrecht tun, wenn ich die von ihr vertretene Bibliothek nur teilweise als deutsche Nationalbibliothek ansehe.

Dieses Wort ist in den deutschen Fremdwörterbüchern bis heute nicht zu finden. Zwar gibt es in dem siebenbändigen Standardwerk 122 Belege für die Komposita zu national – von der Nationalanstalt über den Nationalcharakter und das Nationalmuseum, das Nationaltheater bis zum Nationalstolz. Unter diesen Wortbildungen aus der Zeit der deutschen Aufklärung im späten 18. Jahrhundert sucht man das Wort Nationalbibliothek vergebens. Daß es allerdings von dem Wolfenbütteler Bibliothekar Karl Philipp Schönmann zwischen 1845 und 1849 verwandt wurde, blieb verborgen.

In der Tat ist es bemerkenswert, daß der Direktor der späteren Herzog August Bibliothek in Wolfenbüttel im 19. Jahrhundert den Vorschlag

machte, diese Universalbibliothek – im 17. Jahrhundert die größte in Europa – „zu einer“, wie er schreibt, „deutschen Nationalbibliothek zu erheben. Eine solche war sie im Sinne des erhabenen Stifters seit 200 Jahren und als solche verdient sie von allen Deutschen auch um Leibniz und Lessings willen geachtet, vermehrt und geschmückt zu werden“. Und später heißt es: „Die Britten schmücken auf diese Weise ihr Brittisches Museum, die Franzosen ebenso ihre Nationalbibliothek. Deutschland hat noch keine solche!“

Es ist nicht verwunderlich, daß die Idee des Wolfenbütteler Bibliothekars in der Provinz keine Chance hatte. Eine Hauptstadt des Deutschen Reiches gab es außerdem erst seit 1871. Der Plan, die unendlich reiche Königliche Bibliothek zu Berlin, die spätere Preußische Staatsbibliothek zu einer deutschen Nationalbibliothek zu bestimmen, wurde 1912 durch die Gründung der Deutschen Bücherei in Leipzig durch den Verband der Buchhändler, den Börsenverein des Deutschen Buchhandels durchkreuzt und verhindert. Seit 1913 werden alle im deutschen Sprachgebiet erscheinenden Publikationen in Leipzig gesammelt und in der Nationalbibliographie verzeichnet.

Durch die Teilung Deutschlands 1945 entstand neben der in der DDR fortgeführten Deutschen Bücherei in Leipzig eine zweite Bibliothek in Westdeutschland, in Frankfurt am Main, mit den gleichen Aufgaben, die fachspezifische Grundfunktion einer Nationalbibliothek auszuüben. Nach der Vereinigung der beiden deutschen Staaten 1990 wurden die beiden Bibliotheken schließlich unter dem Titel „Die deutsche Bibliothek“ an den genannten Standorten in Frankfurt am Main und in Leipzig zusammengeführt. Sie nimmt zwar die laufende nationale bibliographische Verzeichnung hervorragend und nach den letzten internationalen Standards wahr, doch alle weiteren Funktionen einer Nationalbibliothek kann sie selbstverständlich nicht erfüllen.

Noch verwickelter wird die Geschichte dadurch, daß die ehemalige Preußische Staatsbibliothek zwar nach 1945 in der DDR als Deutsche Staatsbibliothek fortgeführt wurde, aber gleichzeitig in der westdeutschen Bundesrepublik die hierher im Kriege ausgelagerten Bestände zur Grundlage einer zweiten Staatsbibliothek genommen wurden. Auch diese beiden Bibliotheken im Westen und Osten Berlins werden seit der Wende 1990 an zwei Standorten als Staatsbibliothek zu Berlin-Preußischer Kulturbesitz fortgeführt. Diese könnte eine Nationalbibliothek sein. So wurde 1997 in einem Gutachten zur Zukunft der Staatsbibliothek zu Berlin vorgeschlagen, sie zusammen mit der Deutschen Bibliothek Frankfurt und Leipzig zu einer

Deutschen Nationalbibliothek an drei Standorten mit Sitz in der Hauptstadt Berlin auszubauen. Doch dieser Vorschlag stieß bei den Bibliothekaren und auch Wissenschaftlern nicht auf Gegenliebe. Dies ist eine verpaßte Chance und wie ich finde, eine bibliothekarische Tragödie, Denn die gedachte deutsche Nationalbibliothek wäre mit fast 30 Millionen Medieneinheiten und allen beschriebenen Funktionen und Aufgaben eine der großen Bibliotheken der Welt und stünde für die nationale Identität und Kultur, für das kulturelle Erbe, für die zukünftige Wissenschaft und auch als deutscher Beitrag zu dem weltweiten System der Nationalbibliotheken.

Die gegenwärtige Situation in Deutschland ist also unbefriedigend, auch wenn sich 1990 vier weitere große Bibliotheken mit der Staatsbibliothek Berlin zu einer Sammlung deutscher Drucke des 15. bis 20. Jahrhunderts zusammengeschlossen haben. An dieser dezentralen retrospektiven Nationalbibliothek sind u. a. die Bayerische Staatsbibliothek München und die Herzog August Bibliothek Wolfenbüttel beteiligt.

Filiations:
Etats, villes, académies, universités,
sociétés savantes

Die Wiener Hof- und Nationalbibliothek

Norbert Bachleitner

Die Österreichische Nationalbibliothek ist – nach dem Wort von Leibniz – zweifellos ein bedeutender Ort des kulturellen Gedächtnisses. Weniger klar ist die Antwort auf die Frage, welchem politischen und kulturellen Raum die Bibliothek als Zentrum dient. Die Antwort kompliziert sich, wenn man die Geschichte dieser Bibliothek betrachtet. Die Komplikationen bei der Definition des kulturellen Raums, für den die Wiener Nationalbibliothek zuständig ist bzw. war, hängen ganz offensichtlich mit der Vielfalt von Sprachen und Nationen in der Habsburger-Monarchie zusammen.

Bei unserem Blick auf die Hof- bzw. Nationalbibliothek als kulturelles Zentrum der Monarchie und später der Republik Österreich werden – nach einigen allgemeinen Daten zu ihrer Geschichte – die folgenden Aspekte im Mittelpunkt stehen:

- die Frage des Besitzers, also die Frage: wem gehört die Hof- bzw. Nationalbibliothek?, die seit der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts immer wieder heftig diskutiert wurde;
- die Frage der Pflichtexemplare;
- die Frage der wechselnden Bezeichnung der Bibliothek, die mit dem Wechsel ihrer Programmatik zusammenhängt;
- das – niemals verwirklichte – Projekt einer Zentralbibliothek der Monarchie.

Die Anfänge der Bibliothek reichen ins 14. Jahrhundert zurück.¹ Das älteste Zeugnis über einen büchersammelnden Habsburger stammt von 1368. Herzog Albrecht III., der zu dieser Zeit regiert, ist ein leidenschaftlicher Sammler von Manuskripten und Codices. Zunächst werden die Schriften in

¹ Der Abriß der Geschichte der Bibliothek folgt dem Standardwerk zu diesem Thema: *Geschichte der Österreichischen Nationalbibliothek*. Hg. von Josef Stummvoll. Erster Teil: Die Hofbibliothek (1368–1922). Wien 1968; Zweiter Teil: Die Nationalbibliothek (1923–1967). Wien 1973. Zur Frühzeit vgl. jetzt auch Földesi, Ferenc: „Budától Bécsig“. In: *Uralkodók és corvinák. Az Országos Széchényi Könyvtár jubileumi kiállítása alapításának 200. évfordulóján*. Budapest 2000, S. 91-95 (in englischer Sprache ebd., S. 97-102).

der kaiserlichen Schatzkammer aufbewahrt, unter Friedrich III. und Maximilian I., dann zum Teil nach Wiener Neustadt und Innsbruck, die Residenzstädte dieser beiden Kaiser, transferiert. Zu dieser Zeit ist Wien noch nicht selbstverständliches Zentrum des Reiches; zwischen 1485 und 1490 wird die Stadt sogar durch den ungarischen König Matthias Corvinus besetzt. Erst im 16. Jahrhundert werden die Handschriften und Bücher der Kaiser in Wien gesammelt, zunächst im Minoritenkloster, später in der Hofburg. Zu dieser Zeit wird mit Hugo Blotius auch erstmals ein Bibliothekar nominiert; 1576 erstellt er einen Katalog der Bestände, die damals ca. 7300 Bände umfassen.

Im Verlauf des 17. Jahrhunderts wächst die Bibliothek in einem Maß, das den Bau eines neuen Raumes erfordert. 1726 stellt Joseph Emanuel Fischer von Erlach den gewünschten repräsentativen Bibliotheksraum fertig. Die Pläne stammten von seinem Vater Johann Bernhard, der unter anderem das Schloß Schönbrunn und die Karlskirche entworfen hatte. Der neue Bibliothekssaal, der den Namen Prunksaal wohl verdient, bietet Platz für 200.000 Bände und ist reichlich in barockem Stil ausgestaltet. Auffällig ist vor allem die Apotheose Karls VI. in Form einer Statue in der Mitte des Saales und durch Fresken, die den Kaiser als Mäzen der Künste verherrlichen. Gleichzeitig mit der Errichtung des neuen Raumes wird die Bibliothek durch eine neue Benützerordnung auch Gelehrten zugänglich gemacht. Die interessierten Leser werden nun ausdrücklich aufgefordert, ihr Wissen mit Hilfe der Bestände zu bereichern. Im 18. Jahrhundert ist der Benützerkreis freilich noch sehr klein. Die Öffnung für breitere Leserkreise findet erst im Laufe des 19. Jahrhunderts statt, insbesondere ab 1860. Aber das Verdienst des ersten Schritts in Richtung öffentliche und nationale Bibliothek gebührt Karl VI. und dem Geist der Aufklärung.

Zu dieser Zeit wurden die Bestände durch die nachgelassene Bibliothek des Prinzen Eugen von Savoyen, mit rund 15.000 Bänden eine der größten Bibliotheken der Epoche, bereichert.² Weitere Zuwächse sind der Universitätsbibliothek und anderen bedeutenden Sammlungen zu verdanken. Daher werden im Verlauf des 19. und 20. Jahrhunderts verschiedene Teile der Hofburg für Bibliothekszwecke adaptiert. Bis heute hat die Bibliothek aber kein eigenes Gebäude erhalten, was bezeichnend für ihren lange Zeit ungeklärten Status ist.

² Vgl. János Kalmár: „La bibliothèque du Prince Eugène de Savoie“. In: *Dix-huitième siècle*, No. 25, 1993, S. 199-205.

Im Jahr 1920, zwei Jahre nach dem Zerfall der Monarchie, wird die Bibliothek von der jungen Republik übernommen. Bis 1945 trägt sie den Namen Nationalbibliothek, seither heißt sie Österreichische Nationalbibliothek. Erst in den Jahren nach dem Zweiten Weltkrieg erfüllt das Haus die Funktionen einer echten Nationalbibliothek.

Die Frage des Eigentümers

Die heikle Frage der Abgrenzung zwischen Dynastie, Hof und Staat, der nach 1866 noch dazu in zwei Teile zerfiel, wurde in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts intensiv diskutiert. Diese Frage berührte auch den Status der Bibliothek. Aber in Zeiten der Monarchie gab es keinen Grund, über die Besitzverhältnisse der Bibliothek zu streiten. Die Frage, wem die Bibliothek eigentlich gehöre, stellte sich erst nach dem Ende der Regierung durch die Habsburger. Grundsätzlich kamen drei Institutionen bzw. Personen als Eigentümer in Frage: der Staat, der Hofstaat und der Kaiser persönlich. 1918, im Zuge der Abwicklung der Verlassenschaft Kaiser Franz-Josephs, war die Mehrzahl der Handschriften als persönliches Eigentum der Dynastie erachtet worden, die Druckschriften jedoch, die aufgrund der Ablieferungspflicht der Verleger, aus aufgelösten Klöstern und diversen anderen Quellen an die Bibliothek gelangt waren, als Besitz des Hofes. Die Frage nach dem Status der Bibliothek ist damit aber noch nicht gelöst. Im Februar 1919, nach dem Fall der Monarchie, übernimmt die Republik provisorisch die Verwaltung der Bibliothek. Die Bestände sind aber noch immer mehr oder weniger herrenloses Gut. Es wurde sogar vorgeschlagen, sie ins Ausland zu verkaufen, um die nach dem Krieg herrschende Hungersnot zu bekämpfen.

Die Übernahme der Bibliothek durch die Republik sollte nicht zuletzt helfen, die Ansprüche der Nachfolgestaaten der Monarchie, insbesondere der Tschechoslowakei und Italiens, abzuwehren. Die Argumentation der österreichischen Regierung gegenüber diesen Staaten, die noch durch keinerlei juristische Entscheidung untermauert war, lautete, daß die alten Bestände vormals Eigentum der Habsburger waren und nun in den Besitz der Republik übergegangen seien. Nur das Eigentum des Hofstaats, d. h. die Druckschriften, die in neuerer Zeit aus öffentlichen Geldern angeschafft oder als Pflichtexemplare akquiriert worden waren, könnten als Verlassenschaft der Monarchie betrachtet werden.

Der Vertrag von Saint-Germain hatte den Nachfolgestaaten das Recht auf Rückerstattung historischer Dokumente und Kunstgegenstände als nationale Kulturgüter zugebilligt. Da die Nachfolgestaaten die Bedeutung der historisch gewachsenen und geschlossenen Wiener Sammlungen anerkannten, meldeten sie nur geringfügige Restitutionsforderungen an. 1920 verhinderte ein internationales Abkommen endgültig die Zersplitterung oder Plünderung der historischen Bestände.

Die Pflichtexemplare

Die Frage des Eigentümers leitet über zur Frage der Dotation. Traditionell wurden die Kosten der Bibliothek von dem sogenannten Obersthofmeisteramt, später Oberstkämmereramt, getragen. Seit dem Ende des 18. Jahrhunderts trug der Zeitungsstempel, eine Steuer auf die Wiener Zeitungen und Almanache, zur Dotation bei. Dazu kamen noch die von den Verlegern abgelieferten Pflichtexemplare, die wohl die Hauptquelle für die Bestände darstellten. Schon im 16. Jahrhundert erhielt der Kaiser als Gegenleistung für das erteilte Druckprivileg, das gegen Nachdruck schützte, einige Exemplare der neu erschienenen Bücher. Über die Ablieferung der Exemplare wachte der kaiserliche Bücherkommissar bei der Frankfurter Buchmesse. Wenn die Ablieferung auch nie komplikationslos verlief – was die großen Lücken in den Beständen erklärt –, so sorgte die Einforderung von Pflichtexemplaren dafür, daß die Wiener Hofbibliothek, zumindest für die Zeit vom 16. bis zum 18. Jahrhundert, als *die* repräsentative Bibliothek des Heiligen Römischen Reiches gelten kann.

Im Jahr 1808, kurze Zeit nach der Gründung des österreichischen Kaiserreiches, das immer mehr von Deutschland abrückte, behielt sich die Bibliothek per Hofdekret das Recht auf Pflichtexemplare aller in dem Gebiet Cisleithaniens erschienenen Bücher vor, d. h. der Bücher aus der gesamten Monarchie mit Ausnahme Ungarns. Ab diesem Zeitpunkt erfüllte die Bibliothek zu einem gewissen Grad die Funktion eines nationalen Dokumentationszentrums. Es ist daher berechtigt, wenn ein Bibliothekar dieser Zeit von einer Nationalbibliothek des österreichischen Kaiserreiches spricht.³

In der Praxis verlief die Ablieferung der Pflichtexemplare aus der Sicht der Bibliothek nach wie vor nicht zufriedenstellend. Viele Verlage, beson-

³ Vgl. Othmar Doublier: „Ein Vierteljahrhundert aus der Geschichte der Hofbibliothek 1891–1916“. In: *Festschrift der Nationalbibliothek in Wien. Herausgegeben zur Feier des 200jährigen Bestehens des Gebäudes*. Wien 1926, S. 163–210, hier S. 210.

ders die in weit entfernt von Wien liegenden Orten, weigerten sich, Exemplare ihrer Neuerscheinungen abzuliefern. Für die Bibliothek war es schwierig, diese Exemplare einzutreiben. Überdies wählten die Bibliothekare unter den gelieferten Büchern diejenigen aus, die sie für würdig erachteten, auf den Regalen ihres Hauses aufgestellt zu werden, und vernichteten die übrigen. Diese Auswahl ist auch einer der Gründe, warum bis zur Zweiten Republik keine österreichische Nationalbibliographie zustande kam. Sieht man von den von den Buchhändlern seit der Mitte des 19. Jahrhunderts zusammengestellten Listen von Neuerscheinungen ab, so fehlte eine solche Bibliographie bis 1945. Die Hofbibliothek erklärte sich außerstande, die Bibliographie zu erstellen. Es scheint signifikant für den Status der Bibliothek, daß sie sich weigerte, diese wichtige Funktion einer Staats- oder Nationalbibliothek zu erfüllen, und weitgehend eine Hofbibliothek mit wissenschaftlicher und repräsentativer Ausrichtung blieb.

Nach dem Verlust der Lombardei und Venetiens im Jahr 1866 hatte die Bibliothek nur mehr das Recht auf Pflichtexemplare aus der österreichischen Hälfte des Reiches. Anläßlich der Verfassung von 1867 wurde die Frage der Pflichtexemplare, vor allem unter den Liberalen, von Neuem diskutiert. Warum sollte man eigentlich Exemplare abliefern? Um den Schatz des Kaisers und seines Hofes zu vergrößern? Nur im Fall von Luxusausgaben war die Bibliothek verpflichtet, den Verlegern einen Teil des Ladenpreises zu ersetzen. Nach Ansicht verschiedener Kritiker war die Hofbibliothek nicht der geeignete Ort, die Pflichtexemplare zu sammeln. Sie forderten zu diesem Zweck eine echte Nationalbibliothek. Die Verleger protestierten heftig gegen die als ungerechte Besteuerung empfundene Praxis der Pflichtexemplare, der Reichsrat versuchte 1877 vergeblich, die ungeliebte Regelung abzuschaffen. Ebenso scheiterten alle weiteren, bis zum Ende der Monarchie unternommenen Versuche, die Ablieferungspflicht außer Kraft zu setzen.

Die Bezeichnung der Bibliothek und ihre programmatische Ausrichtung

Schon am Beginn des 19. Jahrhunderts ein Archivar festgestellt, daß die Hofbibliothek eigentlich eine Nationalbibliothek sei. Aber erst 1920 wurde ihr Name geändert. Man entschied sich für „Nationalbibliothek“ ohne Zusatz. Die Diskussion über diese Frage war lebhaft gewesen, und viele Alternativen waren ins Auge gefaßt worden: „Staatsbibliothek“, „Landesbiblio-

thek“, „Staatszentralbibliothek“ und „Bundesbibliothek“. Aber schließlich wurden alle diese Möglichkeiten verworfen, weil sie bereits von anderen österreichischen Bibliotheken besetzt waren oder schlicht und einfach zu kompliziert schienen. Für uns ist es wichtig festzuhalten, daß alle vorgeschlagenen Alternativen verschweigen, um die Bibliothek welchen Staates oder welcher Nation es sich handelte. Der Hintergrund ist natürlich die zu dieser Zeit herrschende Unsicherheit über die Zukunft des neuen Staates. Nicht nur die Deutschnationalen hofften in diesen Jahren auf einen baldigen Anschluß an Deutschland. Selbst die glühendsten österreichischen Patrioten waren skeptisch hinsichtlich der Lebensfähigkeit der neuen Republik als selbständiger Staat. Überdies bezweifelten viele Kommentatoren, daß eine österreichische Nation existiere. Offenbar wollte niemand die ungewisse Zukunft durch eine Bezeichnung wie „Österreichische Nationalbibliothek“ präjudizieren.

Aus der Perspektive von 1920 sollte die Nationalbibliothek ein Dokumentationszentrum der Literatur der Länder der ehemaligen Monarchie sein, und insbesondere der Literatur in deutscher Sprache. Zu dieser Zeit schrieb der Direktor der Bibliothek über diese Funktion der Bibliothek:

Sie wird [...] über ihren Rahmen als Hauptbibliothek Oesterreichs hinaus ein Sammelpunkt für die nationale Literatur jener deutschen Stämme sein müssen, die jetzt unter fremdnationale Herrschaft gekommen sind, besonders der kleineren Splitter, in den östlich und südlich gelegenen Staaten, also in Jugoslawien, Rumänien, Ungarn, (das heute nicht mehr unmittelbar mit deutschem Geiste in Berührung steht wie früher) in Polen, aber auch und das vielleicht in besonderen Masse, in Italien, das Deutschsüdtirol und deutsche Teile Kärntens annektiert hat. [...] Das aber ist dann 'nationale' Arbeit im eigentlichsten Sinne des Wortes.⁴

Im selben Jahr unterstrich Othmar Doublier, der Direktor der Abteilung Druckschriften, in einem Essay mit dem Titel „Die weltpolitische Bedeutung der Nationalbibliothek“ den Gedanken, daß die Bibliothek die deutschsprachigen Schriften aus den Ländern der Monarchie sammeln sollte. Gleichzeitig rief er in Erinnerung, daß ein Zentrum der Dokumentation auch der Aufgabe der Völkerverbindung und Versöhnung diene:

⁴ Zitiert nach Josef Mayerhöfer: „Von der Hofbibliothek zur Nationalbibliothek (1899–1922)“. In: *Geschichte der Österreichischen Nationalbibliothek*. Erster Teil, S. 618.

Wenn auch die österreichisch-ungarische Monarchie, einst einer der größten Staatskomplexe Mitteleuropas, nicht mehr besteht, so werden die Angehörigen ihrer sogenannten Sukzessionsstaaten, gerade vorzugsweise die slawischen, das Material zur Erforschung des staatlichen Werdens ihrer Heimat dauernd hier suchen und finden. Je verzweigter die Forschung wird und je mehr auch bei Politikern und Journalisten vergangenheitswärts gerichtete Interessen fühlbar werden, desto mehr wird die Bibliothek ein friedliches, politisches Zentrum werden. [...] Sie wird [...] West und Ost wenigstens auf dem Gebiete der Wissenschaft wieder nahe zu bringen suchen.⁵

Unübersehbar sind die reichen slawischen Bestände der Bibliothek. Ein Dokument von 1919 rühmt sie als „die einzige Bücherei Europas, an der sämtliche slawische Literaturen in ihren wichtigsten Erscheinungen vertreten sind“.⁶ Diese Aussage wird durch die Statistik der Neuzugänge untermauert: 1913 betrug der Anteil der slawischen Literaturen an den Neuanschaffungen beinahe ein Viertel.⁷

Man sieht, die Orientierung der neuen Nationalbibliothek schwankt zwischen Deutschnationalismus und der Brückenfunktion zwischen Ost und West, einem Ort der Begegnung der Kulturen. Nach wie vor ist die Unentschiedenheit in dieser Frage Bestandteil der österreichischen Identität. Erinnerung sei nur an die Kontroversen um die anstehende Erweiterung der europäischen Union, die sogenannte „Osterweiterung“, die in Österreich bekanntlich nicht nur Befürworter findet. Einerseits wird die politische und kulturelle Zugehörigkeit zum ‘Westen’ betont, andererseits die historisch enge Verbindung mit dem Osten. Auf der einen Seite begegnet man einem bornierten Nationalismus, auf der anderen einer Öffnung für das Fremde, die zuweilen an Selbstaufgabe grenzt.

1920 verteidigt eine Resolution der österreichischen Regierung die neue Bezeichnung „Nationalbibliothek“ und befindet, daß dieser Name am ehesten der unsicheren Situation des Staates entspreche. Wenn man diese Resolution liest, ist man versucht, mit Robert Menasse den Titel von Robert Musils Roman abzuwandeln und von einem Land ohne Eigenschaften zu sprechen.⁸

Für diese Neubenennung war insbesondere die Erwägung maßgebend, daß einerseits dieser Name am besten das Wesen und den Charakter dieser Bibliothek im

⁵ Zitiert nach ebd., S. 636.

⁶ Zitiert nach ebd., S. 590.

⁷ Vgl. ebd., S. 531.

⁸ Vgl. Robert Menasse: *Das Land ohne Eigenschaften. Essay zur österreichischen Identität*. Frankfurt a. M. 1995.

Gegensatz zu den übrigen Staatsbibliotheken kennzeichnet, anderseits durch diesen Namen jeder staatsrechtliche Hinweis vermieden und lediglich die Zugehörigkeit zur Allgemeinheit ausgedrückt wird.⁹

Die Ambivalenz der Bezeichnung wird erst in der Zweiten Republik beseitigt. 1945 wird dem Namen der Bibliothek das Adjektiv „Österreichisch“ hinzugefügt. Ihr neues Programm bezeichnet als oberstes Ziel die „Pflege und Förderung eines selbstbewußten österreichischen Patriotismus“.¹⁰ Der Patriotismus sollte fortan bestärkt werden durch die Sammlung von Werken österreichischer Autoren, Künstler und Wissenschaftler und von im Ausland erschienenen Werken, die die österreichische Kultur behandeln. Außerdem sollte die Bezeichnung „Österreichische Nationalbibliothek“ die Verwechslung mit anderen Nationalbibliotheken, insbesondere mit der Französischen Nationalbibliothek, ausschließen. Man sieht, daß die neue Bezeichnung noch immer der Rechtfertigung bedurfte und daß man dabei auch vor recht merkwürdigen Argumenten nicht zurückschreckte.

Natürlich erhält die Bibliothek auch in der Zeit nach 1945 nach wie vor Pflichtexemplare. Darüber hinaus widmet sie sich der Koordination zwischen den anderen österreichischen Bibliotheken und der Ausbildung von Bibliothekaren. Sie stellt die jährliche nationale Bibliographie zusammen, die von der Buchhändlervereinigung herausgegeben wird. Außerdem sammelt sie im Ausland erschienene *Austriaca*. Sie entwickelt neue bibliographische Hilfsmittel wie den Katalog aller in österreichischen Bibliotheken vorhandener Periodika und Computer-Programme, z. B. für die elektronische Verbuchung von Entlehnungen. Vor kurzem ist der erste Teil einer retrospektiven Bibliographie österreichischer Drucke, ein dringendes Desiderat der Forschung, erschienen.¹¹ Seit einigen Jahren werden in dem eigens zu diesem Zweck gegründeten Österreichischen Literaturarchiv Nachlässe österreichischer Schriftsteller angekauft und bearbeitet. Diese Absicht scheitert oft an den nur begrenzt zur Verfügung stehenden finanziellen Mitteln. Private Sammler erhalten hier oft den Zuschlag, aber auch ausländische, insbesondere finanzstärkere deutsche Archive, die sich für die Dokumentation der gesamten deutschsprachigen Literatur zuständig

⁹ Zitiert nach Mayerhöfer: „Von der Hofbibliothek zur Nationalbibliothek“, S. 580.

¹⁰ Zit. nach Ernst Trenkler: „Vom Ende des Zweiten Weltkrieges zur Konsolidierung (1945–1949)“. In: *Geschichte der Österreichischen Nationalbibliothek*. Zweiter Teil, S. 156.

¹¹ *Österreichische Retrospektive Bibliographie. Bearbeitet an der Österreichischen Nationalbibliothek*. Hg. v. Helmut W. Lang. Reihe 2: Österreichische Zeitungen 1492–1945. 4 Bde. München 2001/2002.

fühlen, kommen dem Literaturarchiv gelegentlich in die Quere. Aufgrund der hohen Preise tritt dasselbe Problem verstärkt bei den Versuchen, Nachlässe und Autographen österreichischer Komponisten zu erwerben, auf.

Der Traum von einer Reichsbibliothek

Ein 1859 ausgearbeiteter Plan zur Entwicklung der Stadt sah den Ausbau der Hofburg vor, die unter anderem ein eigenes Bibliotheksgebäude erhalten sollte. Der Plan wurde nie verwirklicht, einerseits, weil das dazu nötige Geld fehlte, andererseits, weil man den historischen, unter Karl VI. erbauten Prunksaal nicht aufgeben bzw. einer anderen Bestimmung widmen wollte. Die Idee eines eigenständigen repräsentativen und zugleich funktionellen Bibliotheksgebäudes wurde jedoch nicht aufgegeben. Im Jahr 1879 bedauerte der Direktor des Hauses, „daß die äußere Erscheinung des ehrwürdigen Instituts nicht ganz seiner Bedeutung und Würde entspreche und sich nicht mit dem Glanze der beiden kaiserlichen Hofmuseen vergleichen dürfe.“¹²

Der notirische Platzmangel in der Universitätsbibliothek belebte die Diskussionen über einen neuen Bibliotheksbau. 1890 forderte der Rektor der Universität eine Reichsbibliothek, die das Zentrum der österreichischen Wissenschaft, aber auch eine Anlaufstelle für ausländische Forscher darstellen sollte.¹³ Noch nach der Jahrhundertwende tauchte die Forderung eines großen Wiener „Bibliothekspalastes“¹⁴ nach dem Vorbild anderer Städte auf. Diese neue moderne Bibliothek sollte Universitäts- und Hofbibliothek vereinigen. Ferdinand Eichler, ein Grazer Bibliothekar, meinte dazu:

Eine große Aufgabe hat aber der Staat in Wien zu erfüllen. Wenn wir die Straßen Wiens durchwandern, so erfreut sich unser Auge an dem Anblick vieler prächtiger neuer Gebäude. Theater und Museen, Parlament und Rathaus, Universität und Dom ragen in herrlichen Formen zum Himmel empor, aber das große, von Grund auf neu errichtete, moderne Bibliotheksgebäude, wie es anderwärts kleine und kleinste Städte bereits besitzen, das suchen wir vergebens.¹⁵

¹² Zitiert nach Doublier: „Ein Vierteljahrhundert aus der Geschichte der Hofbibliothek“, S. 178.

¹³ Wilhelm von Hartel: *Über Aufgaben und Ziele der classischen Philologie*. Wien 1890, S. 35.

¹⁴ Vgl. Ferdinand Eichler: „Moderne Bibliotheksbauten“. In: *Mitteilungen des Österr. Vereins für Bibliothekswesen*, Bd. 10 (1906), Nr. 1, S. 1-11, hier S. 11.

¹⁵ Ebd., S. 10-11.

Um 1910 sah ein ähnliches Projekt ein Bibliotheksgebäude auf dem Gelände der Neuen Hofburg vor. Es ist wohl kein Zufall und nicht nur auf Geldmangel zurückzuführen, daß in den Zeiten der Monarchie alle Anstrengungen, ein Zentrum der literarischen Dokumentation in Wien zu errichten, das dem Vergleich mit anderen Nationalbibliotheken hätte standhalten können, fehlschlügen. Im plurizentristischen Vielvölkerstaat, der bereits seiner Auflösung entgegenging, war ein solches Projekt nur schwer zu verwirklichen und seiner Symbolik wegen nicht opportun, hatten die Länder der Monarchie doch im Verlauf des 19. Jahrhunderts mit dem Aufbau ihrer eigenen 'nationalen' Bibliotheken und Museen begonnen.

Zusammenfassend kann festgestellt werden, daß die Geschichte der Österreichischen Nationalbibliothek die politische Geschichte des Landes und insbesondere das Problem der unsicheren Identität spiegelt. Hin- und hergerissen zwischen West und Ost, zwischen den Optionen eines plurizentristischen und multikulturellen Staates und der Angliederung an Deutschland, ist die größte und wichtigste Bibliothek des Landes erst nach 1945 zu einer Nationalbibliothek im engeren Sinn geworden. Es bleibt abzuwarten, wie sich die Institution in Zukunft entwickelt. Der Staat hat sie kürzlich in die finanzielle 'Autonomie' entlassen, d. h. er stattet sie nur mehr mit den Budgetmitteln aus, die zur Deckung der Personalkosten nötig sind. Die Bindung der Bibliothek an den Staat, der sich von der Verantwortung für sie tendenziell distanziert, wird dadurch gelockert. Es stellt sich hier die Frage, inwiefern eine als Unternehmen geführte Bibliothek weiterhin die mit marktwirtschaftlichen Zielen nicht zu vereinbarenden 'nationalen' Aufgaben erfüllen wird.

Die Deutsche Bücherei Leipzig und der deutsche Multizentralismus

Sabine Wefers

Wenn man über die Geschichte der Nationalbibliothek in Deutschland spricht, muß man historisch weit zurückgreifen. Die Staatswerdung in Deutschland, dem „Reich ohne Hauptstadt“,¹ ist mit wenigen Sätzen gekennzeichnet: Anders als in den meisten europäischen Ländern wechselte zum großen Nachteil von Monarchie und Reich mit fast jeder Wahl auch das politische Zentrum des Königtums und damit sowohl die „Hauptstadt“ als auch die Zentrallandschaft. Der Prozeß der Staatswerdung konnte keinen Fokus finden in einem räumlichen und politischen Zentrum des Reiches, einer Hauptstadt des Königtums. Dies führte dazu, daß Deutschland im Spätmittelalter mit zwei fundamentalen Problemen kämpfen mußte: dem Kontinuitäts- und dem Kohärenzproblem.² Die Deutschen haben diese beiden Grundfragen ihrer Geschichte bekanntlich positiv beantworten können, obgleich unter den 13 Königen zwischen 1273 und 1519 nur zweimal der Sohn auf den Vater folgte (1378, 1493). Entscheidend dafür waren neben politischen Kräften, die einander vor Bedrohung von innen oder außen im wohlverstandenen Eigeninteresse unterstützten, auch so genannte Basisprozesse aus dem sozialen ökonomischen und geistigen Bereich. Die relative „Langsamkeit“ der Monarchieentwicklung läßt sich bis heute leicht am überlieferten Bibliotheksgut nachvollziehen: Fürstenbibliotheken sind im Spätmittelalter und in der Frühen Neuzeit noch vor allem Schatzkästchen, die Ratsbibliotheken hingegen eher Gebrauchsbibliotheken mit vorwiegend juristischen Werken. Schließlich mußte sich eine (Reichs-)Stadt in der adligen Umgebung behaupten. Die Kenntnis der genauen Rechtslage konnte hierbei entscheidend sein.

¹ Vgl. dazu Peter Moraw: „Das Hauptstadtproblem in der deutschen Geschichte“. In: *Damals* 24 (1992), S. 246-271.

² Vgl. dazu Peter Moraw: „Deutschland, E. Spätmittelalter“, in: *Lexikon des Mittelalters*, Bd. III, München/Zürich 1986, Spalte 835-869.

Im weiteren Verlauf der Geschichte hat sich die Staatswerdung bekanntlich genau so entwickelt, wie im Spätmittelalter angelegt: multizentral.³ Der Humanismus und die Reformation hatten dabei eine gleichermaßen polarisierende und stark beschleunigende Wirkung. Nun erwuchs aus dem Kampf um die Festigung sich arrondierender Territorien auch die Notwendigkeit, den jeweils „richtigen“ Glauben zu lehren, sowie die eigenen Rechte und Pflichten juristisch auszulegen. Aus beidem resultierte die Relevanz von Universitätsgründungen für diese Landesherren neuer Prägung. Die Aufklärung verstärkte im Hinblick auf die Staatswerdung vor allem die Tendenz zum Einsatz juristischer Gelehrsamkeit. Die Betonung der Vernunft führte parallel dazu zu neuen Methoden in der Wissenschaft und in der Lehre. Dies geschah im späten 17. und im 18. Jahrhundert weniger an Universitäten, welche zu dieser Zeit deutlich an Ansehen verloren hatten, sondern vorwiegend an den neu gegründeten Akademien. Diese hatten als erste die bei der Gründung der Fridericiana in Halle 1694 formulierte Maxime, daß sich die Forschung von sämtlichen Einschränkungen durch Kirche, Staat oder tradierte Lehrmeinungen emanzipieren müsse, in wissenschaftliche Praxis umgesetzt. Die Bibliotheken mußten darauf reagieren, z. B. mit einer systematischen Erwerbungspolitik und einer transparenten Aufstellungssystematik. Ein gelungenes Konzept bei guter Ausstattung bewirkte zum Beispiel, daß die sowohl der Universität wie der Akademie dienende Universitätsbibliothek Göttingen im 18. Jahrhundert in Deutschland zum Prototyp einer „Gebrauchsbibliothek für die Forschung“ avancierte.

Diese Vorreiterrolle behielt sie bis zu dem nächsten Umbruch in der Universitätsentwicklung, welche bekanntlich mit den Humboldtschen Reformen einherging. Die Universitäten mußten sich nun vom „Leitbild des organisatorischen Minimums“⁴ endgültig verabschieden und sich dem Verwaltungsniveau ihrer Umgebung anpassen, die Bibliotheken ebenfalls. Dies führte unter anderem zur Ausbildung eines definierten und hierarchisch strukturierten Berufsstandes (analog zum preußischen Beamtentum), in der Katalogführung zu den Berliner Titeldrucken und Preußischen In-

³ An dieser Stelle ist bewußt nicht von „föderal“ die Rede. Das lateinische Wort *foedus* ist schließlich mit Bündnis, Vertrag, Übereinkunft, übertragen auch mit Vereinigung, Bund zu übersetzen und bezieht sich damit auf einen gesellschaftlichen oder gar vertraglichen Kontext, der in dem Zusammenhang, von dem hier die Rede sein soll, nicht gegeben war. Diese Offenheit erzeugte Parallelentwicklungen.

⁴ Vgl. Thomas Ellwein: *Die deutsche Universität vom Mittelalter bis zur Gegenwart*, Frankfurt a. M. 21992.

struktionen und zum Projekt eines Gesamtkatalogs. Begonnen wurden diese Maßnahmen meist mit Bezug auf Berlin, sein wurden dann auf die preußischen Universitätsbibliotheken und schließlich auf das Reich ausgedehnt. Das war angesichts der politischen, ökonomischen und kulturellen Vielfalt deutscher Staaten kein leichter Weg. Zwar waren mit der Zeit bereits die kleinen Herrschaftsgebiete nach und nach verschwunden, die Hauptstadtfunktionen hatten sich jedoch grundsätzlich an mehreren Orten verfestigt. Nach wie vor hatte es „zunächst kein Deutsches Reich mit einer eindeutigen Hauptstadt, sondern eine größere Zahl von verschiedenen Staaten mit ihren jeweiligen Hauptstädten gegeben.“⁵ Die Zeitspanne zwischen 1871 und 1945 wirkt eher wie die Ausnahme von der Regel, war sie doch relativ kurz und vor allem – ohne Tradition.

Einen ersten Versuch, mit der politischen Einigung auch eine „Reichsbibliothek“ zu begründen, hatte bereits der Verleger der *Monumenta Germaniae Historica*, Heinrich Wilhelm Hahn, im Jahre 1848 unternommen. Das Paulskirchenparlament hatte diese Initiative unterstützt. Nach dem Scheitern der deutschen Revolution erklärte die Bundesversammlung im Oktober 1851 jedoch politisch folgerichtig, der Deutsche Bund sei für eine Nationalbibliothek nicht zuständig; sie läge nicht einmal in seinem Interesse. Die Diskussion war angestoßen, die Abwägung einer zumindest denkbaren geistigen Dominanz durch eine solche zentrale Instanz mußte intellektuell und kulturpolitisch erfolgen. Unterdessen konkurrierten die beiden nach Größe und Bestand bedeutendsten deutschen Bibliotheken *de facto* weiter um die Funktion einer Nationalbibliothek: die Hofbibliothek in München, ab 1919 Bayerische Staatsbibliothek, und die Königliche Bibliothek zu Berlin, ebenfalls zu dieser Zeit umbenannt in Preußische Staatsbibliothek. Letztere lehnte die Umwandlung in eine Reichsbibliothek nominell zunächst sogar ab, weil sie um ihren wissenschaftlichen Charakter fürchtete. Dies ist im Zeithorizont freilich etwas anders zu verstehen als aus unserer heutigen Sicht: In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts wurde die Maxime Francis Bacons „*Nam et ipsa scientia potestas est*“ in der deutschen Übersetzung „Wissen ist Macht“ zu einem geflügelten Wort. Diese Maxime hat die Zeiten überdauert und ist auch unserer modernen Informationsgesellschaft noch geläufig, wird heute allerdings unbefangener benutzt als im Zeitalter der Herausbildung empirischer Methoden in der Wissenschaft. Damals schloß diese Aussage vielfach die Sorge ein, daß die „gebil-

⁵ Klaus Fehn: „Hauptstadt in Prozenten“, in: *Hauptstadt: Zentren, Residenzen, Metropolen in der deutschen Geschichte*, Köln 1989, S. 474 ff., hier: S. 477.

deten Schichten“ zwar an Umfang beträchtlich zugenommen hatten, in dieser Breite aber unmöglich die wahren Inhalte, eine echte Bildung vertreten könnten. So warnte zum Beispiel Friedrich Meinecke vor einem kulturell entleerten Nationalismus der „unreifen Meinungen“.⁶ Diese Sorge entwickelte sich dadurch, daß auch der überlieferte Wissenskanon als solcher in Frage gestellt wurde, bei einem Teil der Gelehrtenwelt zu einem echten Kulturpessimismus.

Vor dem Hintergrund der Entwicklung großer Bibliotheken, vor allem in Berlin und München, erstaunt die Gründung der Deutschen Bücherei Leipzig im Jahre 1912 zunächst.⁷ Warum hat man nicht den höchst wahrscheinlichen Sieg der Bibliothek zu Berlin im Wettlauf der Giganten schlicht abgewartet? Friedrich Althoff hatte 1906 bereits vorgeschlagen, mit Freistücken aus dem ganzen Reich die Königliche Bibliothek in Berlin zur Nationalbibliothek auszubauen. Er erntete nicht allein aus den Kreisen süddeutscher und sächsischer Verleger lebhaften Protest: Die Umsetzung des Althoffschen Vorschlags hätte auch der preußischen Regierung einen weiteren Konflikt auf dem sensiblen Feld der Kultur eröffnet. An einer solchen Auseinandersetzung konnte niemandem gelegen sein. Nicht zuletzt Reichskanzler Otto von Bismarck hatte den Kulturföderalismus schließlich nachhaltig mitgeprägt. Die Staatsvielfalt war 1871 in einen „innerstaatlichen Föderalismus“ übergegangen.⁸ Dieser zeigte sich ökonomisch, politisch, gesellschaftlich und kulturell so weit gefestigt, daß neben Berlin mehr oder minder starke Regionalmetropolen bestehen blieben. In der Buchproduktion hatte die preußische Hauptstadt allerdings im Jahrzehnt der Reichsgründung eine Spitzenstellung erreicht. Es folgte nach wie vor Leipzig, dann erst die weiteren Zentren. Leipzig hatte zudem die Tradition auf seiner Seite, zudem war hier 1825 der Börsenverein der Deutschen Buchhändler gegründet worden. Dieser hatte eine durchaus beachtliche ökonomische und kulturpolitische Wirkungskraft: So brachte er zum Beispiel gemeinsam mit dem Schriftstellerverband, wenn auch im Detail

⁶ Zitiert nach Dieter Langewiesche: „Entwicklungsbedingungen im Kaiserreich“, in: *Geschichte des Buchhandels im 19. und 20. Jahrhundert: Das Kaiserreich 1870–1918*, Teil 1, hg. von Georg Jäger in Verbindung mit Dieter Langewiesche und Wolfram Siemann, Frankfurt a. M. 2001, S. 42–86, hier: S. 80.

⁷ Vgl. die nach wie vor bemerkenswerten Ausführungen im *Handbuch der Bibliothekswissenschaft*, begründet von Fritz Milkau, 2. verbesserte Aufl. von Georg Leyh, Dritter Band: Geschichte der Bibliotheken, Wiesbaden 1957, S. 440–443.

⁸ Vgl. Langewiesche, „Entwicklungsbedingungen im Kaiserreich“ (Anm. 6), S. 45.

durchaus kontrovers, das Urhebergesetz und das Verlagsgesetz von 1901 auf den Weg.⁹

Das Geheimnis seines Erfolgs war die relativ strikte Selbstorganisation des Börsenvereins, welche im Jahre 1880 zur „Feststellung innerbuchhändlerischer Geschäftsnormen“ führte und in einem Zug auch „die Förderung der Bestrebungen der Orts- und Kreisvereine zum Schutze der geschäftlichen Interessen ihrer Mitglieder“ formulierte.¹⁰ Ein solcher Verein war tatsächlich überregional und der Unterstützung preußischer Hegemonie unverdächtig. Wenn er zum Protagonisten der Idee einer Deutschen Bücherei als Organ des deutschen Buchhandels wurde, geschah dies auf der Basis ideeller Glaubwürdigkeit und materieller Absicherung. Eine einschlägige Denkschrift des Dresdner Verlegers Erich Ehlermann aus dem Jahre 1911 fiel insofern auf fruchtbaren Boden.¹¹ Der Börsenverein konnte sich des grundsätzlichen Wohlwollens sowohl der bedeutenden Verleger als auch der Politiker vor Ort sicher sein, als er vorschlug, in Leipzig eine Deutsche Bücherei zu errichten. Die über das unmittelbare Interesse an der Sache hinausweisenden kulturpolitischen Beweggründe des Königlich Sächsischen Ministeriums für eine Bau- und Einrichtungsfinanzierung sind unschwer zu erraten. Die Stadt Leipzig stellte den Baugrund zur Verfügung. Verlegerspenden und die Zusage des Königreichs Sachsen und der Stadt, gemeinsam den Unterhalt zu sichern, führten zügig zu einer soliden Basis. Am 3. Oktober 1912 bereits unterzeichneten der Börsenverein, das Königlich Sächsische Ministerium und die Stadt Leipzig einen einschlägigen Vertrag. Anfang 1913 begann man mit der Sammlung auf der Grundlage einer zunächst freiwilligen Freistück-Ablieferung.

Was war gewonnen? Die Deutsche Bücherei Leipzig entstand als ein neues Modell neben den europäischen Nationalbibliotheken, welche im Laufe der Geschichte von Königlichen Hof- zu Staatsbibliotheken geworden waren. Dem Neuling fehlten allerdings die meisten Attribute dieser Großbibliotheken: Deren Geschichte hatte schließlich eine nicht nachzubildende Tiefe und Breite der Bestände erzeugt. Die Deutsche Bücherei hin-

⁹ Vgl. Martin Vogel, „Die Entwicklung des Verlagsrechts“, in: *Geschichte des Deutschen Buchhandels im 19. und 20. Jahrhundert. Das Kaiserreich (1870–1918)*, hg. von Georg Jäger in Verbindung mit Dieter Langewiesche und Wolfram Siemann, Frankfurt a. M. 2001, S. 139–169.

¹⁰ Johann Schlemminger: *Die Preisbindung im deutschen Buchhandel*, Stuttgart 1935, S. 91.

¹¹ Erich Ehlermann, *Eine Reichsbibliothek in Leipzig. Denkschrift 1910* (Leipzig 1927, Neudruck).

gegen war von Anfang an „nur“ eine Sammlung deutschsprachigen Schrifttums seit 1913 respective der Spiegelung deutscher Geschichte und Kultur in der Literatur des Auslands. Diese Einschränkung dürfte allerdings dazu beigetragen haben, daß sich die Neugründung unbeschadet konsolidieren konnte: Sie war zu sehr Außenseiter, als daß sie den anderen Großbibliotheken als Konkurrent hätte begegnen können. Die Namensgebung, welche auf das bedeutungsschwere Attribut „national“ ebenso verzichtete wie auf das Wort „Bibliothek“, unterstrich geschickt den Charakter eines mehr oder minder unpräntiösen Juniorpartners. So lief die Deutsche Bücherei von Anfang an „außer Konkurrenz“ im Wettlauf der Giganten.

Diesem Wettlauf, aus dem wahrscheinlich die Bibliothek zu Berlin als Sieger hervorgegangen wäre, war mit dieser Neugründung die Schärfe genommen. Er war allerdings nicht wirklich beendet, was durchaus zum Kompromißcharakter der Geschichte des preußisch-deutschen Reiches paßte. Und dieses Nebeneinander behauptete sich erfolgreich: Bis heute haben wir in Deutschland eine multizentrale Struktur im wissenschaftlichen Bibliothekswesen. Sie hat sich im Rahmen des Zusammenrückens unserer modernen Welt in den Bereichen, in denen Abstimmung oder gar Kooperation als sinnvoll erkannt wurde, zu einer auch im Wortsinn *föderalen* Struktur entwickelt. Die deutsche Bibliothekssituation mag dem Außenstehenden dennoch anmuten wie eine Maximierung des Aufwands: Da gibt es neben der Deutschen Bibliothek die großen gewachsenen Sammlungen, ergänzt durch mehr oder minder große Landes-, Universitäts- und Fachhochschulbibliotheken (manchmal sogar alle drei Formen an einem Ort) und zum Teil auch wissenschaftliche Stadtbibliotheken. Zudem werden seit 1951 von der Deutschen Forschungsgemeinschaft fachliche und regionale Sondersammelgebiete an verschiedenen Bibliotheken gefördert. Und für bestimmte Fächer existieren zudem staatlich geförderte Zentralbibliotheken. Offiziell zusammengehalten wird dies alles durch die Arbeitsgruppe Wissenschaftliche Bibliotheken der Kultusministerkonferenz. Über viele Jahre nahm auch das Deutsche Bibliotheksinstitut in Berlin eine koordinierende Funktion wahr. Im praktischen Leben jedoch wirkte sich am ehesten die Entwicklung der großen Bibliotheksverbünde aus, welche in Deutschland allerdings – wie sollte es anders sein – auch nur im Plural zu haben sind. Die Deutsche Bibliothek hat sich neben ihrer Funktion als deutsches Literaturarchiv zum nationalbibliographischen Service- und Kompetenzzentrum entwickelt.

Die denkbare Möglichkeit, nach dem Ende der Deutschen Demokratischen Republik aus der in großen Teilen parallelen Sammlung in Leipzig eine Art „Document Delivery Center“ umzuwandeln, blieb allerdings Hypothese. Ernsthaft diskutiert wurde die Möglichkeit einer nationalbibliothekarischen Neukonstruktion im Zuge eines Gutachtens über ein Bau- und Bibliothekskonzept für die Staatsbibliothek zu Berlin. Die Gutachter erstellten sogar eine Übersicht über die zusätzlichen Aufgaben für den Fall, daß die Staatsbibliothek zu Berlin (nun doch noch) als Nationalbibliothek fungieren sollte. Dabei wurden Anforderungen formuliert, die man als „allgemein typisch“ für eine Nationalbibliothek bezeichnen könnte, z. B. die, eine retrospektive Bibliographie zu erarbeiten oder die, das nationale Bibliothekswesen zu repräsentieren. Daneben wurden jedoch auch solche erhoben, die man als „typisch deutsch“ bezeichnen könnte, so etwa die nach einer verstärkten Übernahme zentraler bibliothekarischer Planungs- und Koordinationsfunktionen. Forderungen also, die auf eine Überwindung von Defiziten und Redundanzen zielten, welche dem deutschen Multizentralismus nun einmal eigen sind. Die Staatsbibliothek hätte nach diesen Vorstellungen eine administrative Eigenständigkeit bekommen und mit der Deutschen Bibliothek in Frankfurt am Main und der Deutschen Bücherei in Leipzig verschmelzen müssen. Die Idee war theoretisch naheliegend. Sie war – jedenfalls aus der Sicht einer Historikerin – freilich zu stark systematisch bestimmt, d. h. sie berücksichtigte die gewachsenen Strukturen nicht und kam zudem wahrscheinlich schlicht zu spät.¹²

Anstelle einer zentralen Einheit hatten sich längst andere Strukturen etabliert. Neben den bereits erwähnten, modernen Bibliotheksverbünden führten verschiedene Entwicklungen zu gemeinsamen Interessen und bildeten föderale Strukturen aus. Als ein besonderes Beispiel für solche zunächst national konzipierten, dann mit Bezug auf den deutschsprachigen Raum international ausgerichteten Verbindungen sei an dieser Stelle die Arbeitsgemeinschaft Deutscher, Österreichischer und Schweizer Konsortien (GASCO) erwähnt, weil es sich hier um eine echte, aus der Finanznot geborene Interessengemeinschaft handelt. Für unser Thema relevanter sind allerdings Ansätze, die in Deutschland eigentlich nicht vorhandene Nationalbibliothek nachträglich zu substituieren, was sich freilich durchgängig auf das Segment deutscher Drucke und den Zeitraum bis 1912 beschränkt

¹² Vgl. Hermann Leskien, Karl Wilhelm Neubauer, Paul Raabe: *Die Zukunft der Staatsbibliothek zu Berlin: Gutachten im Auftrag des Bundesministeriums des Innern*. Berlin 1997 (= Mitteilungen N.F. 6, 1997, Sonderheft), hier: S. 26-29.

und damit konzeptionell an dem Modell der Deutschen Bücherei Leipzig orientiert. Bemühungen auf diesem Gebiet sind besonders eng mit dem Namen des Münsteraner Anglisten Bernhard Fabian¹³ verknüpft, welcher zu Beginn der 80er Jahre seinen Zorn über das Fehlen einer deutschen Nationalbibliothek plausibel und „förderungswürdig“ darlegte und drei Vorschläge zur Behebung des Problems machte: 1. den Aufbau einer segmentierten Nationalbibliothek, 2. ein Handbuch der historischen Buchbestände in Deutschland¹⁴ (später auf deutsche Drucke in Europa ausgedehnt) und 3. ein Microfichierungsprogramm zur Schonung historischer Originale im Leihverkehr. Auf diese Initiative hin wurde die Aufgabe einer Sammlung deutscher Drucke aufgeteilt auf die Bayerische Staatsbibliothek (15./16. Jahrhundert), die Herzog August Bibliothek Wolfenbüttel (17. Jahrhundert), die Niedersächsische Staats- und Universitätsbibliothek Göttingen (18. Jahrhundert), die Stadt- und Universitätsbibliothek Frankfurt (von 1801 bis 1870) und die Staatsbibliothek zu Berlin-Preußischer Kulturbesitz (1871–1912) sowie Die Deutsche Bibliothek/Deutsche Bücherei Leipzig ab 1913.¹⁵

Auch diese Aufteilung spiegelt, das versteht sich von selbst, den deutschen Multizentralismus wider, hier modern zu einem föderalen System koordiniert, sogar in chronologischer Schichtung: Die Bayerische Staatsbibliothek glänzt neben den Beständen aus der Hofbibliothek mit den großen Sammlungszuwächsen aus säkularisierten Klöstern. Die Herzog August Bibliothek ist eine beinahe klassisch zu nennende Fürstenbibliothek: August der Jüngere (1635–1666) galt als ein hoch gelehrter Fürst. Sodann folgen die Glanzzeiten Göttingens und der Königlichen/Preußischen Staatsbibliothek, ergänzt durch die Sammlung einer ihrer Gründung nach auf das Spätmittelalter zurückgehenden Stadtbibliothek, welche mit einer bürgerlichen Stiftungsbibliothek der Gebrüder Senckenberg aus der Mitte des 18. Jahrhunderts verbunden ist und von 1914 an auch Bibliothek der neuen Frankfurter Universität wurde. Betrachtet man den nationalbibliographi-

¹³ Bernhard Fabian: *Buch, Bibliothek und geisteswissenschaftliche Forschung. Zu Problemen der Literaturversorgung und der Literaturproduktion in der Bundesrepublik Deutschland*, Göttingen 1983 (Schriftenreihe der Stiftung Volkswagenwerk; 24).

¹⁴ *Handbuch der historischen Buchbestände in Deutschland*. In Zusammenarbeit mit Severin Corsten ... hrsg. von Bernhard Fabian. 27 Bde. Hildesheim/Zürich/New York 1992–2000.

¹⁵ *Das deutsche Buch: die Sammlung deutscher Drucke 1450–1912. Bilanz der Förderung durch die Volkswagen-Stiftung*, hg. von Bernhard Fabian und Elmar Mittler, Wiesbaden 1995.

schen Anteil einer segmentierten Nationalbibliothek, wird dieser durch die Verzeichnisse der im deutschen Sprachraum erschienenen Drucke des 16. und des 17. Jahrhunderts erarbeitet. Das so genannte VD 16 und das VD 17 verstehen sich als retrospektive Nationalbibliographie; sie werden von der Deutschen Forschungsgemeinschaft gefördert.

In Deutschland sind wir ihm also treu geblieben, dem Multizentralismus, der seine Wurzeln im Mittelalter hat. Die Welt ist kleiner geworden, wir wissen mehr voneinander (bibliothekarisch gesprochen hat sich die Nachweissituation verbessert) und arbeiten meist weniger aus Idealismus als aus Einsicht in die Notwendigkeit (oft vermittelt durch finanzielle Engpässe) enger zusammen. Wir haben Verbünde konstruiert, verhalten uns föderal, manchmal sogar international. Aber wir pflegen auch unseren deutschen Multizentralismus liebevoll weiter. Wo immer es möglich erscheint, werden dem „Standortfaktor“, welcher sich im Wettbewerb der Hochschulen, der Bundesländer untereinander zu einem gängigen Schlagwort entwickelt hat, auch im Bibliotheksbereich manches Vernunftargument und manche sinnvolle Selbstbeschränkung bereitwillig geopfert. Wir sind damit auf unserem deutschen Sonderweg geblieben. Betreiben wir damit schlicht eine Maximierung des Aufwands, streng der Kulturhoheit der Länder verhaftet? So kann man sicher argumentieren und sich gründlich ärgern, wenn anstelle der Bündelung von Ressourcen deren parallele Verausgabung vorangetrieben wird. Die positive Seite ist jedoch ebenso unbestreitbar: Viele europäische Staaten mit „richtigen“ Nationalbibliotheken können ihn in dieser Ausprägung nicht bieten, diesen bunten Strauß kultureller Vielfalt, diese verschwenderisch prächtigen Blüten in unzähliger Varietät, ganz verschiedenen Charakters, unterschiedlicher Ausprägung, Farben- und Formenpracht, welche unsere Bibliothekslandschaft prägen. In dieser Umgebung entwickelte sich Die Deutsche Bibliothek / Deutsche Bücherei Leipzig mit ihrem koordinierten Dualismus zu einem wichtigen Zentralisationspunkt. Im internationalen Zusammenhang behauptet sie sich als Sondermodell einer Nationalbibliothek mit einem speziellen Zuschnitt und einer Entwicklungsgeschichte, die bis ins Mittelalter des „Reichs ohne Hauptstadt“ zurückreicht. Damit sind die Wurzeln der Deutschen Bücherei Leipzig weit älter als die 90 Jahre, deren Vollendung sie im Oktober 2002 feierlich begangen hat.

Le Cas néerlandais : une Bibliothèque royale dans un pays de tradition républicaine

Otto S. Lankhorst

Selon la tradition orale le poète allemand Heinrich Heine aurait dit que en cas d'un nouveau déluge il irait en Hollande, parce que là-bas tout se passe cinquante ans plus tard.¹⁾ Cette citation est souvent utilisée par tous ceux qui veulent souligner l'arriération mentale de ce pays des tulipes et du fromage que Heine a visité seulement une fois pendant une visite éclair en 1827.

Le fait que officiellement une bibliothèque nationale n'existe aux Pays-Bas qu'à partir de 1982 n'est pas la conséquence d'un tel retard mental, mais plutôt la suite de la structure particulariste du pays, connu sous l'Ancien Régime comme la République des Provinces Unies. En 1579, l'Union d'Utrecht avait réuni la duché de Gelre, les comtés de Hollande et de Zélande et les seigneuries d'Utrecht, de Frise et d'Overissel. En 1594 la seigneurie de Groningue se joignit comme septième province.

Pour expliquer la naissance tardive de notre bibliothèque nationale, faisons d'abord un tour de horizon des bibliothèques à l'intérieur de la République des Provinces Unies pendant l'Ancien Régime. Dans cette république jeune et prospère le niveau d'alphabétisation était élevé dès le XVII^e siècle, suite à un développement économique très rapide et une vie urbaine intense, provoquant un important réseau scolaire et préprofessionnel.

La Réforme a été à l'origine des bibliothèques municipales dans les différentes villes de la République. En sortant du moyen âge, chaque ville possédait du moins une bibliothèque au sein de son église principal ou d'un couvent. Quelques-unes de ces bibliothèques ecclésiastiques ont pu survivre aux turbulences de la Réforme plus ou moins sans pillages et sans confiscations. Ainsi, les collections de Grote Kerk (Grande Église) à Hoorn et de Sint Walburgskerk (Église consacrée à la sainte Walburgis) à Zutphen sont restées en place, à l'intérieur de l'église, qui passaient de confession catholique au protestantisme. Malheureusement, tous les livres

¹ En fait la citation concernée ne se trouve nulle part dans l'œuvre imprimée de Heine. Cf. Martin van Amerongen, *Heine en Holland*, Amsterdam 1997, pp. 15-17.

à Hoorn sont brûlés lors d'un incendie violent en 1838. Les livres du 'Librije' à Zutphen ont survécu les remous des siècles passés.²

Presque toutes les autres bibliothèques ecclésiastiques sont confisquées au moment de la Réforme. Ces confiscations étaient en plusieurs villes à l'origine d'une bibliothèque municipale. Entre autre à Utrecht, un tel début de la bibliothèque municipale est bien documenté. Le 8 novembre 1581, la magistrature municipale décide à confisquer les livres des couvents pour en former une bibliothèque.³ Dans d'autres villes des livres confisqués faisaient accroître les collections initiales. A Deventer, la municipalité avait acheté en 1560 les livres et manuscrits de feu pasteur Johannes Phocorius comme point de départ d'une bibliothèque municipale. Ensuite, les livres saisis dans le couvent des Frères de la vie commune ('Heer Florenshuis') augmentait considérablement la collection municipale de cette ville de Hanse.

Ces bibliothèques municipales, souvent établies à l'intérieur ou aux alentours d'une église confisquée, servaient aux maîtres des écoles latines, aux pasteurs, aux savants locaux. Leurs collections étaient limitées et le nombre des lecteurs était restreint. Par exemple, à Gouda, seulement vingt personnes jouissaient au XVII^e siècle du 'sleutelrecht', le 'droit de la clef' qui donnait accès à la bibliothèque.

Au XVII^e siècle on trouve des bibliothèques municipales notamment dans les villes suivantes: Deventer (fondée en 1560), Edam (1570), Amsterdam (1578), Nimègue (1578), Utrecht (1581), Arnhem (1588), Alkmaar (1594), Gouda (1594), Haarlem (1596), Enkhuizen (1597), Rotterdam (1604), Dordrecht (1606), Maastricht (1662).⁴

L'enseignement universitaire et la formation préparatoire pour entrer à l'université, les Écoles Illustres ou Athenaea Illustres, a donné lieu à la fondation des bibliothèques universitaires et bibliothèques d'Athenaea. Dans certaines villes les bibliothèques municipales furent à l'origine de telles bibliothèques : Deventer (en 1630), Amsterdam (en 1632), Utrecht

² Un nouveau catalogue scientifique de la collection à Zutphen est préparé par monsieur A.-D. Renting et madame J. Renting-Kuijpers.

³ D. Grosheide, A.D.A. Monna, P.N.G. Pesch, *Vier eeuwen Universiteitsbibliotheek Utrecht*. Vol. I: *De eerste drie eeuwen* (Utrecht 1986), p. 14: "Om bij inventaris of te eysschen de boucken, onder de collegiën ende conventen noch zijnde, om dairof ee Biblioteque te mogen maken."

⁴ Pour un aperçu général de l'histoire des bibliothèques néerlandaises, voir: P. Schneiders, *Nederlandse bibliotheekgeschiedenis. Van librije tot virtuele bibliotheek*. 's-Gravenhage 1997. On y trouve une bibliographie ample.

(en 1636). L'université de Leyde devrait commencer en 1575 sans aucun livre: le livre 'fondateur' de sa bibliothèque était la Bible Polyglotte, imprimée par Plantin à Anvers, offerte par Guillaume le Taciturne. A Leyde et ailleurs des couvents et des églises confisquées servaient à héberger des bibliothèques universitaires, illustrant ainsi que les sciences étaient transférées des monastères aux universités.⁵

Dans la République des Provinces Unies chaque province essayait d'avoir sa propre université. La province d'Hollande et de West-Frise fut la première par la fondation de l'université de Leyde (1575). D'autres provinces suivirent. En 1585, la province de Frise établit l'Université de Franeker, bien connue en Hongrie grâce aux nombreux étudiants hongrois qui y ont eu leur formation universitaire. Ensuite ils furent fondés successivement l'Université de Groningue par la province de Groningue (1614), celle d'Utrecht par la province d'Utrecht (1636) et celle de Harderwijk par la province de Gueldre (1648). A Gueldre, il y avait pendant une brève période même une deuxième université, celle de Nimègue (1655). Les provinces d'Overijssel et de Zélande n'avaient pas leur propre université, mais elles devaient se contenter avec une École Illustre, une formation préparatoire pour entrer à l'université: respectivement à Deventer et à Middelburg. Parmi les universités néerlandaises celle de Leyde était bien sûr la mieux connue, avec une réputation vraiment internationale. Citons – avec un peu de fierté – l'*Encyclopédie* d'Alembert et Diderot: « L'académie de Leyde est la première de l'Europe. Il semble que tous les hommes célèbres dans la république des lettres, s'y sont rendus pour la faire fleurir, depuis son établissement jusqu'à nos jours. »⁶

Contrairement à ce qui se passait dans d'autres pays en Europe, les universités néerlandaises continuèrent à jouer un rôle prépondérant dans les recherches scientifiques. De grands représentants de la pensée scientifique de l'époque, tels que Herman Boerhaave, Wilhelm Jacobus 's Gravesande, Petrus Musschenbroek et Petrus Camper y faisaient leurs recherches en qualité de professeurs à ces universités. En plus, il y avait des Écoles ou Athenea Illustres dans d'autres villes: à Amsterdam, à Dordrecht, à Rotter-

⁵ A Leyde, la bibliothèque était d'abord située dans l'ancien couvent des dominicaines et ensuite dans celui des béguines; à Amsterdam dans la Nouvelle Église; à Utrecht dans l'Église St. Jean; à Groningue dans l'ancien couvent des franciscains et à Franeker dans celui de l'Ordre des Croisiers.

⁶ *Encyclopédie*, tome 9 (Neufchâtel 1765), p. 451, s. v. Leyde.

dam (connu par le professorat de Pierre Bayle), à Den Bosch, à Breda, et comme déjà dit, à Deventer et à Middelburg.

A l'occasion de l'ouverture du Athenaeum Illustre d'Amsterdam en 1632, le savant Caspar Barlaeus donna la leçon inaugurale sous le titre *Mercator sapiens*, le 'Marchand philosophe'. Il y fait l'éloge de l'échange fertile entre le commerce et l'étude des arts et des sciences: une bonne collaboration entre le philosophe et le marchand aboutit nécessairement à une société heureuse et prospère. Barlaeus loue la ville d'Amsterdam qui fait don à ses citoyens « d'une Bibliothèque, c'est-à-dire des fruits de l'imagination et des veilles de tant d'esprits érudits, vous leur avez fait don aussi d'innombrables maîtres de sagesse et de vérité ».⁷ Cette citation illustre la fierté que les habitants des villes comme celle d'Amsterdam ressentaient en face de leur bibliothèque municipale.

Un élément important de ce qu'il caractérise une bibliothèque nationale, à savoir le dépôt légal, était attribué dans la République des Provinces Unies aux bibliothèques universitaires. En Hollande, il fut ordonné en 1679 que chaque libraire devrait déposer un exemplaire de chaque ouvrage pour lequel il demandait un privilège dans la bibliothèque universitaire de Leyde. L'exemplaire déposé fallait être un exemplaire sur grand papier et bien relié. Il faut préciser cependant que la demande d'un privilège n'était pas obligatoire dans la République des Provinces Unies; les libraires faisaient une telle demande uniquement pour des livres dont ils craignaient une contrefaçon. D'autres bibliothèques universitaires obtenaient la même prérogative qui faisait accroître leurs collections.⁸ Certaines bibliothèques municipales profitaient également d'un tel dépôt légal. En 1688 la ville d'Utrecht décrétait que les libraires devaient déposer un exemplaire de chaque livre imprimé dans la bibliothèque de la ville.⁹

Parmi les bibliothèques universitaires de la République, celle de Leyde était la plus grande et la plus fameuse, entre autre grâce aux collections riches des manuscrits. Les quatre autres bibliothèques (Franeker, Utrecht,

⁷ Catherine Secretan, *Le « Marchand philosophe » de Caspar Barlaeus. Un éloge du commerce dans la Hollande du Siècle d'Or. Étude, texte et traduction du Mercator sapiens*, Paris 2002, p. 169.

⁸ Par exemple, les États de Gueldre ordonnaient en 1738 qu'un exemplaire de chaque livre muni d'un privilège devrait être déposé à la bibliothèque universitaire de Harderwijk. Voir: H. Cannegieter, *Groot Gelders Placaet-boeck*, deel 3, Arnhem 1740, col. 644-645.

⁹ W. A. Kelder, 'Deponering van boekwerken sedert de 17de eeuw tot de inwerkingtredeing van de Auteurswet 1912', in: *Open*, 6 (1974), pp. 186-197.

Groningue et Harderwijk) étaient moins volumineuses que celle de Leyde, mais en tous cas les grands ouvrages de références y étaient présents. Les bibliothèques privées des professeurs et des savants comptaient souvent autant de livres que celle d'une bibliothèque institutionnelle. Il est significatif que lors de son séjour en 1710 à Harderwijk le voyageur et bibliophile Zacharias Conrad von Uffenbach visite au même jour la bibliothèque universitaire qui compte à ce moment 500 volumes et la bibliothèque privée de Theodor Janssonius van Almeloveen de 3000 volumes.¹⁰ Il ne faut pas oublier qu'aussi bien le grand nombre des boutiques de libraires que la fréquence des ventes de livres facilitait la formation d'une bibliothèque privée par des gens de lettres et des étudiants. A Leyde, les libraires n'avaient pas le droit d'organiser une vente de livres pendant des journées que des cours furent données de peur que les étudiants allassent aux ventes au lieu aux cours.

Dans la République des Provinces Unies l'absence d'une bibliothèque nationale était largement compensée d'une part par la présence des bibliothèques universitaires et municipales et d'autre part par des bibliothèques privées nombreuses dont les propriétaires étaient en général prêts à mettre leurs richesses à la disposition d'autres lecteurs.¹¹

Au moins deux amateurs de livres ont eu l'intention de créer une bibliothèque ouverte au public à l'instar de cardinal Mazarin à Paris ou de Thomas Bodley à Oxford: Joannes Thysius et Adriaen Pauw. Le juriste Joannes Thysius (1621–1653) léguait sa collection à la ville de Leyde et il y ajoutait une grande somme destinée à la construction d'une bibliothèque publique. La Bibliotheca Thysiana fut bâtie sur le Rapenburg à Leyde et la collection s'y trouve encore toujours.¹² Malheureusement, le conseiller-pensionnaire Adriaen Pauw (1585–1653) n'est pas réussi à réaliser son projet d'une bibliothèque publique. Au moment de sa mort, il avait réunie une collection de plus de 16.000 livres. Ses héritiers ont décidé de la

¹⁰ Z. C. von Uffenbach, *Merkwürdige Reisen durch Niedersachsen, Holland und Engelland*, vol. 2 (Frankfurt/Leipzig 1753), p. 395.

¹¹ Le catalogue de la collection privée du juriste et échevin amstellodamois Jakob Franz Hinlopen s'ouvre avec la citation suivante qui invite les intéressés de rendre visite à la bibliothèque: 'Komt hier, en boet uw' lust in deze Boekerij, / Die 't al behelst, en dat in veelerhande taalen'. *Bibliotheca Hinlopiana, sive varii in quavis facultate, scientia, et arte, variisque linguis insignes libri inclytâ curiositate, & magnificâ ope congesti a Nobilissimo D^{no} D. Jacobo Francisci Hinlopen J. C.* Amsterdam 1660.

¹² Madame E. Mourits (Université de Leyde) prépare une thèse sur la bibliothèque de Thysius.

vendre aux enchères; ainsi a lieu à partir de 4 septembre 1656 un de ces innombrables ventes hollandaises en permettant les livres de trouver un nouveau propriétaire.¹³

Ceux qui auraient pu fonder une bibliothèque à l'orientation nationale, étaient les princes de la famille Orange-Nassau qui à partir de Guillaume le Taciturne ont servi la République des Provinces Unies comme stathouder (gouverneur). Les stadhouders servaient du symbole 'national' dans une république divisée par des intérêts diverses des provinces et des villes. Les princes d'Orange n'avaient, pourtant, aucune ambition d'ouvrir une bibliothèque publique. En revanche, ils ont fait des dons aux bibliothèques universitaires. Il est significatif que les registres des dons des bibliothèques de Leyde et de Harderwijk commencent par des dons des princes d'Oranges.¹⁴

Néanmoins, les collections de la famille d'Orange-Nassau ont été à l'origine de ce que va devenir la bibliothèque nationale, malgré le fait que cela n'a pas été leur intention. Au XVII^e siècle, il se trouvait à La Haye la bibliothèque des stadhouders (consécutivement Frederik Hendrik, Maurits, Guillaume II et Guillaume III), située dans la Cour Ancienne (l'actuel Palais Noordeinde, résidence de travail de la reine Beatrix). La bibliothèque grandissait de quelque 400 titres au début du XVII^e siècle jusqu'à 3000 titres à la fin du siècle. Guillaume III mourut en 1688 sans laisser d'enfants. L'héritage revenait à Frédéric I de Prusse en provoquant une querelle avec une autre branche de la famille en Frise. Le résultat de la controverse fut la vente aux enchères de la bibliothèque en 1749. Ainsi, la collection princière se dispersait, mais lors de la vente le prince Guillaume IV achetait un grand nombre des manuscrits et 200 livres qu'il joignait aux 1300 volumes dont sa bibliothèque consiste à ce moment. La collection accroissait, entre autre avec la Bibliotheca Duncaniana, collection de 20.000 pamphlets concernant l'histoire néerlandaise, rassemblée par Joan Duncan (1690–1753). Outre des livres, stadhouder Guillaume IV collectionnait selon l'usage de l'époque également des estampes, cartes, médailles, tableaux, objets d'histoire naturelle. La bibliothèque était en fait une

¹³ Pour Adriaan Pauw, voir: H. de la Fontaine Verwey, 'Adriaan Pauw en zijn bibliotheek', dans: *Uit de wereld van het boek*. Vol. IV: *Boeken, banden en bibliofielen*, 't Goy-Houten [1997], pp. 183-196.

¹⁴ Le stadhouder de Frise, Hendrik Casimir II, prince de Nassau, donna entre autres les 37 volumes *Conciliorum omnium generalium et provincialium collectio regia*, Paris 1644, à la bibliothèque universitaire de Franeker.

partie d'un musée, seulement ouverte sur demande. Guillaume V, fils de Guillaume IV, a fait accroître la collection jusqu'au nombre d'environ 5600 livres (mis à part les pamphlets). Les livres étaient disposés dans trois salles selon un ordre systématique. Le classement des livres sur les 510 étagères est conservé.¹⁵ La collection n'était pas très grande en comparaison des bibliothèques princières ou royales dans d'autres pays et en comparaison de la bibliothèque universitaire de Leyde.

Dans la nuit du 18 janvier 1795, quand les soldats français ont franchi les fleuves gelés d'Hollande et s'approche de La Haye, Guillaume V prit la fuite pour l'Angleterre. Il a déjà faire envoyer vers Angleterre quelques objets précieuses (parmi eux des livres), mais la plus grande partie de ses collections de tableaux, livres et médailles resta à La Haye.

Les français, accueillis par les uns comme libérateurs, par les autres comme occupants, confisquaient, entre autre, 250 des plus bels manuscrits et livres de la bibliothèque de Guillaume V. Ce butin de guerre est envoyé à Paris, mais il reviendra après 1813. Le reste de la bibliothèque revenait en 1795 à la toute jeune République Batave. Le nouveau gouvernement décida d'abord de la vendre aux enchères et un catalogue fut préparé à ce but, mais heureusement la vente n'a pas lieu: le libraire Isaïc van Cleef a pu convaincre les autorités qu'il était peu lucratif d'organiser une vente dans cette période de guerre sans acheteurs potentiels venant de l'étranger.

En 1798 un des députés de la République Batave, A. J. Verbeek, prit l'initiative de mettre à la disposition du public tout ce qu'il restait des bibliothèques confisquées de Guillaume V et des ses deux fils. Dans un premier temps on prévoyait une bibliothèque, uniquement ouverte aux députés, mais bientôt cette idée exclusive est abandonnée. La bibliothèque nationale est née.¹⁶

La première période de la bibliothèque est très influencée par deux français: Louis Napoléon, le roi du Royaume de Hollande, et Charles Sulpice Flament (1758–1835), né en Picardie et achevé ses études à la Sorbonne. Flament restera bibliothécaire jusqu'en 1835.

¹⁵ M. van Delft; A. Leerintveld; R. Storm; Th. Vermeulen; C. de Wolf (éd.), 1798–1998. *Koninklijke Bibliotheek. Verzamelaars en verzamelingen*, Zwolle 1998, pp. 26-29.

¹⁶ Sur l'histoire de la Bibliothèque Royale: L. Brummel, *Geschiedenis der Koninklijke Bibliotheek*. Leiden 1939; P. W. Klein; M.A.V. Klein-Meijer, *De wereld van de Koninklijke Bibliotheek 1798–1998. Van statelijke institutie tot culturele onderneming*. Amsterdam 1998; M. van Delft; A. Leerintveld; R. Storm; Th. Vermeulen; C. de Wolf (red.), 1798–1998. *Koninklijke Bibliotheek. Verzamelaars en verzamelingen*. Zwolle 1998.

Louis Napoléon a été bienfaiteur de la bibliothèque pendant les quatre ans qu'il a été roi de Hollande. Grâce à lui la bibliothèque obtenait un budget annuel pour faire des achats et un logement digne, à savoir le 'Mauritshuis' (le palais de prince Maurits) à La Haye. Louis Napoleon mettait à la disposition du bibliothécaire Flament de grandes sommes destinées aux achats spéciaux lors des ventes en plus du budget annuel. Ainsi, la bibliothèque pouvait s'enrichir par deux grandes collections des incunables, celle de Joost Romswinckel en 1807 (pour une partie originaire du grand bibliophile Pieter Anthony Bolongaro-Crevenna) et celle de Jacob Visser en 1808. Sous Louis Napoleon la collection augmentait de 10.000 livres jusqu'au 45.000 livres. En fait, l'achat de ces deux collections d'incunables a accentué la sauvegarde du patrimoine imprimé par la bibliothèque. Ce fut le début d'une longue tradition de collectionner et de cataloguer des incunables, post-incunables, et autres ouvrages imprimés avant 1800 à l'intérieur du territoire actuel de Pays-Bas. En 1819, le directeur de la bibliothèque, Flamant reçut explicitement la permission d'acheter des éditions plantiniennes et elzeviriennes dès que la possibilité se présenterait.¹⁷ Au XIX^e siècle les successeurs de Flament, les bibliothécaires J. W. Holtrop (1806–1870) et M. F. A. G. Campbell (1819–1890), se sont distingués par leurs travaux de haut niveau sur les incunables.¹⁸

Retournons au début du XIX^e siècle. Les années 1810–1813 étaient des années très noires pour la bibliothèque à La Haye. Napoléon supprima le royaume de Hollande et il annexa les Pays-Bas septentrionaux purement et simplement à la France. Un grand nombre des livres partait vers la Bibliothèque Impériale à Paris. En 1813, après la 'bataille des nations' de Leipzig, les troupes françaises se replièrent hors des Pays-Bas. Un triumvirat prépara le retour du prince Guillaume, fils de l'ancien stadhouder Guillaume V, qui était mort en 1806 à Brunswick. Prince Guillaume accosta à Scheveningue le 30 novembre 1813 et quelques jours plus tard il fut intronisé comme roi Guillaume I. Pendant le règne de Guillaume I la question sur le transfert illégal de la propriété des collections de son père à la République Batave et ses successeurs n'était pas officiellement réglé. Guil-

¹⁷ L. Brummel, *o.c.*, p. 99.

¹⁸ J.W. Holtrop, *Catalogus librorum saeculo XV^o impressorum, quotquot in Bibliotheca Regia Hagana asservantur*. 's-Gravenhage 1856; idem, *Monuments typographiques des Pays-Bas au XV^e siècle. Collection de fac-similé d'après les originaux conservés à la Bibliothèque Royale de La Haye et ailleurs*. La Haye 1868; M. F. A. G. Campbell, *Annales de la typographie néerlandaise au XV^e siècle*. La Haye 1874–1890, 1 vol. + 4 suppl.

laume I acceptait officieusement que les collections de son père (livres, tableaux, médailles, objets naturelles et historiques) étaient désormais propriété de l'état. Guillaume II, son fils, a essayé de les réclamer comme propriété de la famille royale, mais sans résultat. Les différents directeurs des collections (Bibliothèque Royale, Musée Royale des Peintures, le précurseur de Rijksmuseum actuel, Cabinet des Médailles) faisaient comprendre au Roi qu'il était devenu impossible de séparer la collection de base (avant 1795) des accroissements ultérieurs. La famille royale a du accepter le fait accompli de la confiscation de leurs biens.

Entre 1815 et 1830 le Royaume des Pays-Bas incluait les Pays-Bas méridionales et septentrionales. A Bruxelles, l'ancienne bibliothèque de Bourgogne portait pendant ces années le nom de Bibliothèque de la ville de Bruxelles.¹⁹ Elle devint officiellement propriété de l'Etat par arrêté royal du 9 mars 1818. Pendant la brève période de 15 ans que les Pays-Bas était unies, quelques riches collections de livres et manuscrits, achetées par Guillaume I, étaient transportées de Pays-Bas du Sud à la Bibliothèque Royale à La Haye, notamment les collections de l'historien Georges-Joseph Gérard (1734–1814), du chevalier J. D. Lupus et de l'ancien couvent des prémontrés de Tongerlo. Le transport de ces collections fut fortement regretté et critiqué par des savants flamands.²⁰

Revenons encore un instant aux bibliothèques universitaires dans cette première moitié du XIX^e siècle. En 1815 deux universités furent supprimées, celles de Franeker et de Harderwijk. Leurs bibliothèques n'étaient pas intégrées dans la Bibliothèque Royale; non, elles restaient dans la région: celle de Franeker déménageait vers Leeuwarden, la capitale de la Frise, et celle de Harderwijk vers Deventer. Au même moment, le gouvernement ordonna que désormais les trois bibliothèques universitaires qui

¹⁹ Le début de la bibliothèque bruxelloise se situe en 1559, année de la fondation de la Librairie de Bourgogne. Elle devenait successivement Bibliothèque Royale sous Philippe II, Bibliothèque Royale aux Pays-Bas sous Marie-Thérèse et Bibliothèque de l'Ecole centrale du département de la Dyle pendant l'occupation française. Voir: *Mémorial Bibliothèque royale, 1559–1969*. Bruxelles 1969.

²⁰ Voir par exemple à propos de la collection de Gérard: F. J. F. Marchal, *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque Royale des ducs de Bourgogne*, vol. I (Bruxelles 1842), p. CCXIII: « l'on doit regretter (...) que le roi Guillaume I^{er}, après avoir ordonné l'acquisition de sa [= Gérard] bibliothèque (...) en ait fait transporter en Hollande les manuscrits, au nombre d'environ trois cents, car toute la bibliothèque de Gérard était un véritable musée de l'histoire de Belgique. Ses manuscrits ne sont pour les Hollandais qu'une collection précieuse; ils eussent été pour les Belges un des plus utiles monuments des annales de notre antique et glorieuse nationalité ».

restaient (Leyde, Utrecht et Groningen), devaient acheter des livres récents dans tous les domaines de sciences (aussi bien livres néerlandais que livres étrangers). Les universités allaient recevoir de budgets spéciaux pour ces achats.²¹⁾ Au XIX^e siècle la bibliothèque royale n'avait pas encore la fonction de couvrir la production livresque scientifique. Elle s'occupait surtout de rassembler des livres qui concernent l'histoire et la littérature.

Par manque du temps, nous pouvons seulement parcourir en vitesse le XX^e siècle. Au cours du XX^e siècle la Bibliothèque Royale est devenu de plus en plus la bibliothèque nationale qui s'occupe à collectionner le patrimoine livresque, à le sauvegarder et à le mettre à la disposition du public. Quelques points essentiels:

- dans les années vingt du XX^e siècle la Bibliothèque Royale a commencé à l'élaboration du catalogue collectif qui est abouti à l'heure actuelle à un catalogue collective automatisé de presque toutes les bibliothèques néerlandaises incluant la fonction de gérer les prêts inter-bibliothécaires.
- dans les années soixante les travaux ont commencé pour la constitution d'une bibliographie rétrospective de la production livresque des Pays-Bas jusqu'au 1800. Le résultat est le *Short-Title Catalogue Netherlands* et quelques 'sous-produits' comme le répertoire des imprimeurs néerlandais jusqu'au 1800 et un registre des marques typographiques.²²⁾
- à partir de 1975 la Bibliothèque Royale est enrichie d'un dépôt national des publications récentes. Il ne s'agit pas d'un dépôt légal, mais les éditeurs fournissent leurs publications volontairement à la Bibliothèque Royale en vue de l'établissement de la bibliographie nationale.
- en 1982 la Bibliothèque Royale est déménagée à un nouveau bâtiment. Lors de la cérémonie d'ouverture par la reine Beatrix, la bibliothèque recevait enfin officiellement le statut de bibliothèque nationale.

²¹ 'Koninklijk Besluit nopens de organisatie van het hoger onderwijs', d.d. 2 aug. 1815, 'Vijfde titel', nr. 168: "Aan ieder der hooge scholen van Leiden, Utrecht en Groningen zal op de jaarlijksche begrooting harer uitgaven eene ruime som worden toegestaan tot het aankopen van de meest belangrijke werken, die zoo wel binnen het Rijk als buiten 's Lands uitgekomen zijn of verder uitkomen zullen". *Nederlandsche staatscourant*, 1815, nr. 242 (12 okt.) en no. 243 (13 okt.), ici no. 243.

²² J. A. Gruys; C. de Wolf, *Thesaurus 1473–1800. Nederlandse boekdrukkers en boekverkopers. Met plaatsen en jaren van werkzaamheid*. Nieuwkoop 1989. [*Bibliotheca bibliographica Neerlandica*, 28]; P. van Huisstede; J. P. J. Brandhorst, *Dutch printer's devices 15th-17th century. A catalogue with cd-rom*. Nieuwkoop 1999. 3 vols. et cédérom.

- pendant les dernières années la Bibliothèque Royale a pris l'initiative d'un vaste programme pour la sauvegarde des collections patrimoniales endommagées notamment par la mauvaise qualité du papier dans la période 1870–1930.²³
- dans le domaine de l'histoire du livre, la Bibliothèque Royale a créé le site internet 'Bibliopolis', ouverte en novembre 2002, qui contient une histoire de l'édition néerlandaise, écrite par un grand nombre des chercheurs, et des instruments de travail en forme des bases de données diverses.²⁴

Enfin, ayant commencé cette contribution par une citation empruntée à la tradition orale, je la terminerai également avec une anecdote dont il manque une source imprimée. Comme dit plus haut, la famille d'Orange a dû accepter au XIX^e siècle le fait accompli de la confiscation de leurs collections. Dans les années soixante du XX^e siècle la reine Juliana aurait cependant voulu réclamer quelques livres qui se trouvaient dans la Bibliothèque Royale. Le directeur de la bibliothèque de ce temps-là, C. Reedijk (1921–2000), aurait dû lui expliquer que la bibliothèque porte le nom royale, c'est vrai, mais que ses livres n'appartiennent ni au reine, ni au roi, mais à la nation.

²³ Voir: <<http://www.kb.nl/coop/metamorfoze>>.

²⁴ Voir: <<http://www.bibliopolis.nl>>.

Paris. La Ville et ses bibliothèques

Pierre Casselle

Le fait de présenter une communication sur les bibliothèques municipales parisiennes dans un colloque consacré aux bibliothèques centrales et à leur rôle dans la formation des identités collectives est à double titre paradoxal et peut-être injustifié, si ce n'est comme contre exemple. Double paradoxe, en effet, puisqu'il sera ici question des bibliothèques de Paris, non comme capitale, mais comme l'une des 36 000 communes françaises et surtout parce que la Ville de Paris ne possède plus aujourd'hui de bibliothèque centrale.

Cette situation est l'aboutissement d'une histoire mouvementée, qui débute au milieu du XVIII^e siècle, et la conséquence de la concurrence peut-être unique au monde des innombrables bibliothèques parlementaires, nationales, universitaires, institutionnelles et privées qui sont rassemblées sur le territoire parisien.

Sous l'Ancien Régime, l'administration de la Ville disposait pour son usage particulier, à l'Hôtel de Ville, d'une modeste collection d'ouvrages d'administration et de jurisprudence. Mais l'idée de créer une bibliothèque publique revient à Michel-Etienne Turgot, prévôt des marchands – titre alors porté par le chef de la municipalité – de 1729 à 1740. Cet administrateur éclairé, père de l'illustre économiste qui fut ministre de Louis XVI, pensait que la Ville de Paris devait s'inspirer des exemples de la bibliothèque de Mazarin, de celle du roi et de plusieurs établissements religieux de la capitale qui avaient ouvert l'accès de leurs collections aux amateurs et aux curieux. Turgot prit plusieurs mesures importantes pour assurer une meilleure connaissance de la ville et de son histoire. C'est lui qui fit dresser le célèbre plan de Paris qui porte désormais son nom. C'est lui qui créa un emploi d'historiographe de la Ville, pour continuer l'œuvre historique entreprise par les bénédictins de Saint-Germain-des-Prés. C'est lui enfin qui, le premier, acquit un certain nombre d'ouvrages de référence et provoqua le don d'importantes collections historiques, « dans la pensée, dit-il expressément, de former un commencement de bibliothèque ».

Le projet de Turgot n'eut pas de suite dans l'immédiat. Il allait pourtant se réaliser trente ans plus tard grâce à un autre administrateur municipal, Antoine Moriau, procureur du Roi et de la Ville. Grand amateur de livres et de documents historiques, Moriau s'était constitué une importante bibliothèque qui, à sa mort, renfermait 14 000 volumes imprimés, 2 000 manuscrits et 500 portefeuilles de plans et d'estampes concernant Paris et qui était installée dans l'hôtel de Lamoignon, bâtiment que nous allons retrouver plus tard dans notre histoire.

À la veille de sa mort, survenue le 21 mai 1759, Moriau légua la totalité de ses collections à la Ville de Paris, à charge pour celle-ci d'en faire une bibliothèque publique, à l'image de celle de l'hôtel de ville de Lyon. Au fonds initial constitué par Moriau, s'ajoutèrent les ouvrages rassemblés autrefois par Turgot. Pierre Bonamy, historiographe de la Ville, fut nommé bibliothécaire et ainsi s'affirmait l'intention de maintenir à l'histoire de Paris une place de choix dans la bibliothèque municipale qui ouvrit officiellement ses portes au public le 13 avril 1763. Elle déménagea dix ans plus tard dans un bâtiment proche, qui abrite aujourd'hui l'un des plus anciens lycées parisiens, le lycée Charlemagne. La bibliothèque était alors ouverte au public les mercredis et samedis après-midi.

Durant les vingt-cinq dernières années de l'Ancien Régime, les libéralités de plusieurs amateurs vinrent enrichir les collections dans les domaines juridique, littéraire et scientifique. Ainsi dotée, la bibliothèque de la Ville forma rapidement un bel ensemble de 30 000 volumes environ. Mais pendant la Révolution, la bibliothèque ne put bénéficier des saisies des bibliothèques ecclésiastiques ou aristocratiques parisiennes qui allèrent enrichir les collections nationales ; un dépôt de livres confisqués, pourtant, fut constitué dans les locaux même qu'elle occupait. D'ailleurs l'administration municipale révolutionnaire, beaucoup plus soucieuse d'être à l'avant-garde de la politique nationale que de gérer les intérêts communaux, se désintéressa complètement de sa bibliothèque.

Son responsable d'alors, l'ancien abbé Hubert-Pascal Ameilhon, crut bon de se chercher un emploi plus sûr et plus flatteur et l'occasion se présenta bientôt. Sous le Directoire, le gouvernement avait eu l'intention de mettre la bibliothèque de l'Arsenal à la disposition de l'Institut de France. Des influences diverses le firent revenir sur cette décision et la bibliothèque de l'Arsenal fut finalement ouverte au public. En compensation, le gouvernement confisqua la bibliothèque de la Ville au profit de l'Institut par décision du 17 mars 1797, et Ameilhon obtint d'être nommé bibliothécaire de

l'Arsenal. Les ouvrages de la bibliothèque municipale quittèrent alors la rue Saint-Antoine pour le Louvre où siégeaient alors les Académies. C'est ainsi qu'à la fin de la Révolution, Paris se retrouvait sans bibliothèque municipale.

L'une des trois écoles centrales de Paris s'installa en octobre 1797 dans les locaux qui venaient d'être libérés. Une modeste bibliothèque y fut adjointe que son responsable Nicoleau enrichit des laissés pour compte des saisies révolutionnaires. L'humble travail du bibliothécaire devait bientôt porter ses fruits. En septembre 1803, les écoles centrales, remplacées par les lycées, furent supprimées et leurs bibliothèques furent alors mises à la disposition de la municipalité. Le 25 mars 1804, Nicolas Frochot, premier préfet de la Seine, consacra la nouvelle situation en donnant le titre de « Bibliothèque de la Ville de Paris » à la collection constituée par Nicoleau rue Saint-Antoine.

Contrairement aux bibliothèques de la plupart des grandes villes de province, la bibliothèque de la Ville de Paris ne s'était donc pas développée à la faveur des dépôts consentis par l'État pendant la Révolution. Ceci explique que les bibliothèques municipales parisiennes, entièrement constituées par les propres ressources de la Ville, ne furent jamais soumises au contrôle de l'État, alors même, et c'est là un nouveau paradoxe, que la gestion de la capitale fut jusqu'aux dernières décennies du XX^e siècle étroitement contrôlée par le gouvernement. Au début du XIX^e siècle, la bibliothèque de la Ville ne disposait pour renaître que du noyau d'ouvrages formé à partir de 1801 par le préfet Frochot pour les besoins de son administration et des fonds sans grande valeur des écoles centrales supprimées. L'histoire de cet établissement au XIX^e siècle pose d'ailleurs la question de l'utilité et de la place d'une grande bibliothèque municipale dans une capitale qui disposait déjà de quatre bibliothèques publiques : la Nationale, la Mazarine, l'Arsenal et Sainte-Genève.

Les débuts de la nouvelle bibliothèque de la Ville furent très modestes, malgré toute la bonne volonté de son responsable. L'insuffisance des crédits, une installation précaire et l'indifférence des autorités étaient des obstacles considérables à son développement. C'est ainsi que le préfet ayant demandé en 1806 des crédits supplémentaires pour le salaire du bibliothécaire et l'acquisition de livres, la somme, après avis du gouvernement impérial, ne fut pas inscrite au budget municipal sous prétexte que la bibliothèque était « inutile ». Malgré le manque de moyens, les heures d'ouverture de la bibliothèque de la Ville étaient pourtant, dès 1811, com-

parables à celles des bibliothèques publiques de l'État. Les directives de l'administration préfectorale ne devaient cependant pas favoriser la fréquentation de l'établissement. « La bibliothèque appartenant à la Ville doit être à la disposition de la Préfecture avant d'être à celle du public. La Ville n'est pas obligée de fournir au public une bibliothèque complète », pouvait alors écrire le secrétaire général.

Après la chute de Napoléon, l'administration municipale se soucia enfin de sa bibliothèque qui fut transférée dans de plus vastes locaux au sein même de l'Hôtel de Ville. Des crédits annuels réguliers lui furent affectés et le fonds d'ouvrages pût ainsi s'accroître : 25 000 volumes en 1824, 45 000 en 1830, 55 000 en 1843. C'était une des bibliothèques les plus fréquentées de la capitale et elle bénéficia des agrandissements apportés alors à l'Hôtel de Ville. Suivant les instructions du préfet, on y forma une collection de tous les ouvrages sur l'histoire de Paris, selon le modèle des fonds locaux des bibliothèques de province. Et tandis que les bibliothèques parisiennes de l'État végétaient, la bibliothèque de la Ville se développa considérablement durant le Second Empire, sous l'administration du grand préfet Haussmann, passant de 60 000 volumes en 1852 à plus de 100 000 en 1870.

Conçue tout d'abord comme une bibliothèque encyclopédique, la bibliothèque de la Ville devait, selon l'Administration et certains de ses utilisateurs, se spécialiser afin d'affirmer son utilité et son originalité par rapport aux autres établissements parisiens. Haussmann lui-même entraînait tout à fait dans les vues des partisans de la spécialisation de l'établissement municipal. « La prodigieuse multiplication des livres qui se publient dans le monde, déclarait-il en 1859, ne permet plus, même aux très grandes villes, d'avoir des bibliothèques générales. Toute collection publique, en France, hormis celle de la Bibliothèque impériale, doit être de plus en plus spécialisée. Je m'applique à maintenir la bibliothèque de la Ville dans cette direction. Aucune occasion de l'enrichir n'est négligée ; mais les acquisitions ont pour objet exclusif des livres, des plans, des gravures intéressant l'histoire de Paris ou l'administration municipale ».

Le même souci se retrouvait au Conseil municipal : « La bibliothèque [doit] être avant tout *municipale*. On doit y trouver non seulement les ouvrages, écrits, estampes concernant la ville de Paris, mais aussi se rapportant aux principales villes de l'Empire et même aux États étrangers, afin de permettre l'étude comparative des institutions municipales dans leurs rapports avec les lois, les mœurs, les richesses, les industries des populations,

comme avec les situations territoriales et les conditions atmosphériques dans lesquelles les grands centres se sont formés et développés ».

L'accent mis sur la nécessaire spécialisation de la bibliothèque de la Ville devait en faire un établissement de recherche consacré à l'histoire de Paris et aux questions administratives. Par conséquent, et c'était vrai aussi des grands dépôts provinciaux, elle ne pouvait servir à l'instruction ou à la distraction des habitants. Cette orientation explique la tentative de création, par la Ville elle-même, à la fin du Second Empire, de bibliothèques dans les mairies d'arrondissement, tentative qui s'inscrivait d'ailleurs dans un mouvement bien plus général en faveur de la lecture populaire.

Malgré ses richesses documentaires, la bibliothèque de la Ville souffrait d'une mauvaise gestion et d'une inadaptation de ses locaux. En 1867, Haussmann souhaita en réformer l'organisation et en confia la responsabilité à un bibliophile connu, Charles Read, dont l'autorité s'étendit également aux archives municipales et au service nouvellement créé des Travaux historiques. Mais le sort de la bibliothèque de la Ville allait être scellé de façon dramatique quatre ans plus tard. Le 24 mai 1871, en effet, les partisans de la Commune de Paris mirent le feu à l'Hôtel de Ville, détruisant toutes les richesses artistiques qu'il contenait, ainsi que les archives et la bibliothèque. « Par suite de la disposition des salles immédiatement sous le toit et de la disposition des charpentes en fer, les livres brûlant à ciel ouvert sur cette espèce de gril tombèrent en cendres sur le plancher de la grande galerie des fêtes, se consumant jusqu'au dernier. Plus tard, lentement, revinrent quelques volumes prêtés, dépareillés pour la plupart et sans valeur, mais démontrant le seul avantage accidentel du prêt, un peu moins nuisible peut-être que l'incendie », devait témoigner quelques années plus tard un conseiller municipal.

Pour la deuxième fois en moins d'un siècle, la Ville de Paris avait perdu sa bibliothèque.

L'administration municipale, pourtant, ne baissa pas les bras, et le préfet de la Seine décida immédiatement la reconstitution de la bibliothèque, mais en deux établissements distincts qui devaient assurer de manière plus efficace la double spécialisation de la bibliothèque disparue : l'histoire de Paris et la documentation administrative. Les deux nouvelles bibliothèques, constituant ensemble la bibliothèque de la Ville, n'eurent d'ailleurs de budget distinct qu'à partir de 1879.

Le premier établissement se constitua grâce à la donation de Jules Cousin, dernier bibliothécaire de l'Hôtel de Ville. Cousin, excellent connais-

seur de l'histoire et de la bibliographie parisiennes, s'était constitué une collection personnelle d'une qualité sans égale. 6 000 livres et 10 000 estampes, tous concernant Paris et son histoire, tel était l'ensemble qu'il offrait à la Ville pour former le noyau de la nouvelle bibliothèque dont il fut nommé conservateur. Dès 1872, les collections furent mises en place à l'hôtel Carnavalet que partagèrent le musée et la bibliothèque historiques de la Ville de Paris. En 1898, les collections des deux établissements s'étant considérablement enrichies, la Bibliothèque historique quitta l'hôtel Carnavalet pour l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau. De nouveau à l'étroit, elle emménagea en 1968 dans l'hôtel de Lamoignon, qui avait vu deux siècles plus tôt la naissance de la première bibliothèque de la Ville.

De son côté, la bibliothèque destinée aux besoins des services de l'administration municipale s'était constituée en suivant cette dernière dans ses installations provisoires au palais du Luxembourg puis aux Tuileries. Elle s'établit en 1890 dans la grande salle prévue pour elle dans le nouvel Hôtel de Ville, où elle se trouve encore aujourd'hui. La Bibliothèque administrative se composait alors de deux sections distinctes, française et étrangère. La section française comprenait les publications des administrations de l'État et de la Ville, et une collection extrêmement étendue et tenue à jour d'ouvrages de droit, d'histoire, de géographie, de sociologie et de démographie. La section étrangère, très originale, était formée presque exclusivement au moyen des échanges internationaux que Paris entretenait avec 250 administrations nationales ou locales réparties sur toute la surface du globe. En 1910, les collections de la Bibliothèque administrative s'élevaient déjà à plus de 60 000 volumes. Ernest Coyecque, l'un des pionniers français du développement de la lecture publique, en fut nommé responsable en 1913.

Les bibliothèques historique et administrative qui, dans l'esprit des responsables municipaux de la fin du XIX^e siècle, devaient constituer la bibliothèque centrale de la Ville de Paris, vécurent en fait deux vies parallèles, se développant chacune de leur côté et se complétant mutuellement dans le domaine de l'histoire de Paris, pour le plus grand profit des chercheurs. Elles conservent aujourd'hui à elles deux plus d'un million de volumes imprimés, des manuscrits et des photographies.

Le paysage documentaire de la Ville de Paris se compliqua par le développement, à partir des années 1880, d'un important réseau de bibliothèques populaires. À la veille de la guerre de 1914, 80 bibliothèques de prêt existaient. Chacun des vingt arrondissements disposait d'une bibliothèque

centrale dans la mairie et de trois annexes établies dans des écoles. Bientôt d'autres bibliothèques spécialisées furent créées à la suite de dons : c'est le cas de la bibliothèque Forney, consacrée à l'origine aux arts appliqués et devenue l'une des grandes bibliothèques d'art de Paris, ou de la bibliothèque Marguerite Durand, fondation très originale consacrée au féminisme.

Le schéma classique de l'organisation "en étoile" du réseau des bibliothèques des métropoles de province ou de l'étranger fut ainsi complètement éclaté à Paris et aucun bâtiment n'y imposa sa présence pour exprimer l'intérêt que la Ville portait à la lecture publique. Que l'on songe en revanche, et ce n'est qu'un exemple, à l'édifice abritant la bibliothèque publique de Boston, dont les premiers ouvrages furent pourtant offerts par la Ville de Paris au milieu du XIX^e siècle. Depuis plus d'un siècle, en effet, la Ville de Paris n'a pas de bibliothèque centrale mais plusieurs bibliothèques spécialisées et un réseau de bibliothèques de prêt sans aucune relation avec les précédentes. Le seul lien existant entre toutes ces bibliothèques de taille extrêmement variable et constituant autant de structures indépendantes est l'autorité administrative gestionnaire des crédits et du personnel.

Malgré la restructuration opérée à partir des années 1970 dans les bibliothèques de prêt et malgré l'existence du catalogue informatisé qui leur est commun, c'est la situation qui prévaut encore aujourd'hui : chaque responsable de bibliothèque municipale parisienne, que celle-ci conserve 10 000 ou 600 000 volumes, dépend directement d'un chef de bureau, qui n'est pas un bibliothécaire mais un administrateur. On comprendra qu'il n'est pas aisé de constituer une identité collective municipale autour de cette nébuleuse.

D'ailleurs, à Paris, ce qui est vrai pour les bibliothèques l'est aussi pour les musées et les théâtres. Mais les utilisateurs, Parisiens ou non, se préoccupent-ils de savoir à quelle autorité, nationale, universitaire ou municipale appartiennent les établissements qu'ils fréquentent conjointement, s'ils peuvent y trouver commodément ce qu'ils recherchent. Combien d'étudiants s'étonnent que la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou ne soit pas la bibliothèque centrale municipale ? En fin de compte, qui, à part les fonctionnaires, fait la distinction entre Paris capitale et Paris ville ?

Bibliographie

- Tisserand, Lazare-Maurice, *La première bibliothèque de l'Hôtel de Ville de Paris (1760–1797)*. Paris, Imprimerie nationale, 1873.
- Saint-Albin, Emmanuel de, *Les bibliothèques municipales de la Ville de Paris*. Paris, Berger-Levrault, 1896.
- Surirey de Saint Remy, Henry de, *La Bibliothèque historique de la Ville de Paris*. Paris, Hôtel de Lamoignon, 1969.
- Constitution d'un patrimoine parisien : la Bibliothèque historique depuis l'incendie de 1871*. Paris, Imprimerie municipale, 1980.
- Casselle, Pierre, « La Bibliothèque administrative et l'ancienne bibliothèque de l'Hôtel de Ville », dans *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque administrative de la Ville de Paris*. Paris, Agence culturelle de Paris, 1988.
- Casselle, Pierre, *La Bibliothèque administrative de la Ville de Paris*. Paris, Agence culturelle de Paris, 1993.
- Les Bibliothèques parisiennes. Architecture et décor*. Paris, Action artistique de la Ville de Paris, 2002.

Le projet de Ferenc Széchenyi et la fondation de la Bibliothèque nationale hongroise

István Monok

Un grand nombre d'études ont été consacrées à l'histoire de la fondation de la Bibliothèque nationale hongroise pendant les deux cents ans écoulés depuis, il est cependant vrai que, pour la plupart d'entre elles, il s'agit d'éloges prononcés à l'occasion de différentes fêtes. Les quelques auteurs de monographies de l'histoire de la bibliothèque, Ferenc Kollányi,¹ Jenő Berlász,² Gabriella Somkuti³, analysent l'enrichissement de la collection au cours de la première centaine d'années ainsi que les différents facteurs ayant marqué le sort de la bibliothèque. Chercheur étudiant l'époque des lumières et notre littérature de l'ère des réformes, György Kókay procède, dans plusieurs de ses écrits, à l'analyse de l'écho contemporain de la naissance de la collection nationale,⁴ mais aucune analyse spécifique n'a vu le jour sur ce que pensait Ferenc Széchenyi lui-même de la fondation des collections (bibliothèque et musée). Széchenyi est représenté par son monographe, Vilmos Fraknoi, comme étant un homme politique plutôt solitaire, profondément croyant, fidèle au roi, mécène agissant pour « l'élévation de la nation ».⁵ Reste à savoir ce que Ferenc Széchenyi entendait par « nation ». Par la présente étude, nous entendons, d'une part, indiquer un certain nombre d'aspects représentant la fondation des collections nationales comme un résultat naturel des efforts d'organisation culturelle hongrois des presque trois siècles d'après

¹ Ferenc Kollányi: *A Magyar Nemzeti Múzeum Széchenyi Országos Könyvtára*. (La Bibliothèque nationale Széchenyi du Musée national hongrois) 1802–1902. Budapest 1905.

² Jenő Berlász: *Az Országos Széchenyi Könyvtár története* (Histoire de la Bibliothèque nationale Széchenyi) 1802–1867. Budapest 1981.

³ Gabriella Somkuti: *Az Országos Széchenyi Könyvtár története* (Histoire de la Bibliothèque nationale Széchenyi) 1802–1918. Budapest 2002.

⁴ György Kókay: *Könyv, sajtó és irodalom a felvilágosodás korában*. (Livre, presse et littérature à l'époque des lumières) Budapest 1983.

⁵ Vilmos Fraknoi: *Gróf Széchenyi Ferenc. 1754–1820*. Budapest 1902, Magyar Történelmi Társulat (Magyar történelmi életrajzok [Biographies historiques hongroises], année XVIII, cahier 3/5).

Mohács. D'autre part, nous allons distinguer la fondation de la bibliothèque nationale et du musée national (ainsi que, sous certains égards, celle de la Bibliothèque de l'Académie hongroise des Sciences) de celle des autres collections centrales (roumaine, saxonne, hongroise de Transylvanie, slovaque, croate, serbe) du XIX^e siècle dans le bassin des Carpates. Voilà pourquoi nous allons passer en revue, rapidement, les traditions en matière de fondation de bibliothèques et d'organisation scientifique, nous allons voir ce que pouvait signifier, du point de vue de notre étude, l'absence d'un roi national, nous allons aborder, enfin, la question de savoir s'il existait, pour Ferenc Széchenyi, une différence entre conscience hongroise (c'est-à-dire conscience d'appartenir à la nation hongroise) et conscience *hungarus* (c'est-à-dire conscience d'appartenir au royaume de Hongrie).

Les traditions en matière d'histoire des bibliothèques

Dans la littérature spécialisée hongroise, on retrouve chez plusieurs auteurs l'affirmation selon laquelle on pourrait mettre en parallèle les cercles de lecteurs de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècles avec les institutions contemporaines d'Europe occidentale nommées Lesekabinet, Cabinet des lecteurs, etc.⁶ Cette mise en parallèle est cependant quelque peu anachronique, les premiers cercles de lecteurs de ce type ayant été créés en Hongrie dans des librairies à des fins purement commerciales,⁷ et les librairies des casinos, quant à elles, n'ayant pas été des institutions particulièrement destinées au public. Qu'il me soit permis de mentionner en deux mots le cas concret de l'imprimeur tchèque Jihočech Škarnicl et de ses héritiers installés à Szakolca à la seconde moitié du XVIII^e siècle et qui avaient l'intention de créer un cercle de lecteurs dans leur magasin à l'intention des lecteurs slovaques et de la colonie tchèque. Ce projet jamais réalisé est considéré par la littérature spécialisée slovaque et tchèque comme une tactique purement commerciale, c'est-à-dire n'étant en aucun rapport avec quelque visée culturelle nationale slovaque.⁸ Certes, une demande d'ouverture de la culture vers le public existait en Hongrie aussi dès la première moitié du XIX^e siècle dans

⁶ Csaba Csapodi–András Tóth–Miklós Vértessy: *Magyar könyvtártörténet*. (Histoire des bibliothèques hongroises) Budapest 1987, 146-148.

⁷ Le premier de ces cercles a été créé à Pozsony: György Kóka: „Az első magyarországi kölcsönkönyvtár. Olvasókabinét Pozsonyban 1782-ben” (La première bibliothèque de prêt en Hongrie. Cabinet de lecteurs à Pozsony en 1782). In: György Kóka: *Felvilágosodás, kereszténység, nemzeti kultúra*. (Lumières, chrétienté, culture nationale) Budapest 2000, 202–213.

des milieux restreints de la bourgeoisie et, au niveau des principes, dans la noblesse également.⁹ Mais cela ne veut pas dire pour autant que les formes du système institutionnel des bibliothèques établies au cours des siècles dans les milieux bourgeois d'Europe occidentale auraient été créées de la même manière en Hongrie. Certes, à la fin du XIX^e siècle, les lecteurs ont déjà en Hongrie aussi à leur disposition des collections publiques comparables aux bibliothèques publiques d'Europe occidentale et l'on voit apparaître également les premiers signes d'opposition entre bibliothèque de traditions prussiennes et de *public library* anglaise.¹⁰ Cette dernière tendance indique qu'il y a en Hongrie aussi une demande à l'égard d'une utilisation plus libre des bibliothèques et des services de bibliothèque devançant les souhaits des lecteurs. A la seconde moitié du XIX^e siècle, le comte Sándor Apponyi collectionne ses livres dès sa jeunesse en vue d'en faire une collection ouverte au public.¹¹ Mais à l'époque de la jeunesse de Ferenc Széchenyi, la seule chose qui est certaine c'est que le temps des bibliothèques privées est révolu et qu'il est urgent de créer des collections publiques susceptibles d'assurer un solide arrière plan à l'éducation, à la culture de la communauté, aux recherches scientifiques. Le nouvel aspect pour lui, c'est de réunir la culture écrite de manière organisée et de créer la possibilité de la léguer à l'avenir.

La naissance des premières bibliothèques à utilisation publique remonte au XV^e siècle en Hongrie aussi. György Handó, chanoine à Pécs ouvre sa bibliothèque pour un cercle restreint en imitant des exemples occidentaux¹²

⁸ Cf. Lumila Mazalová: „Česká produkce Škarniclový tiskárny v Uherské Skalici ve 2. polovině 18. a v 19. století”. In: *K výzkumu zámeckých mešťánských a církevních knihoven. Čtenář a jeho knihovna*. (Pour une étude des bibliothèques aristocratiques, bourgeoises et conventuelles. Le lecteur et sa bibliothèque) Ed. Jitka Radimská. Opera romanica. Vol. 3. Editio Universitatis Bohemiae Meridionalis. České Budějovice, 2003

⁹ Gabriella Gáspár: *A polgári nyilvánosság kialakulásának kezdetei Magyarországon*. (Débuts de la mise en place de la publicité en Hongrie) Budapest 2003.

¹⁰ Csapodi–Vértesy–Tóth (cf. note 6) 294-298.

¹¹ Ágnes W. Salgó: „Epizódok Apponyi Sándor Hungarica-gyűjteményének történetéből”. (Épisodes de l'histoire de la collection de Hungarica de Sándor Apponyi) In: *Emlékkönyv a Teleki Téka alapításának 200. évfordulójára* (Mélanges pour le bicentenaire de la fondation de Teleki Téka) 1802–2002. Réd.: Anikó Deé Nagy, Mihály Sebestyén-Spielmann, Szilárd Vakarcs. Marosvásárhely 2002, 450–466.

¹² Csapodi–Vértesy–Tóth (cf. point 6) 133–136.; István Monok: “*Libri in publica libraria exules scholastici*. Kísérlet egy fejléc értelmezésére, avagy a városi közösségi könyvtárak kialakulásáról Magyarországon”. (Tentative d'interprétation d'un en-tête ou étude sur la naissance des bibliothèques publiques urbaines en Hongrie) In: *Tarnai Andor-émlékkönyv* (Mélanges Andor Tarnai). Réd.: Gábor Kecskeméti. Budapest 1996. 181-187.

et en essayant de satisfaire aux exigences de cette littérature théorique qui, de Sénèque à Pétrarque qualifiait d'inutiles les grandes bibliothèques privées fermées au public. La « Bibliothèque médiévale de Lőcse », organisée par Johann Henckel, est, quant à elle, le résultat de la nécessité, c'est-à-dire de la pénurie de livres.¹³ Sa mise en place permet aux curés de Szepesség d'avoir à leur disposition une collection à utilisation commune. Dans les communautés urbaines, la progression de la Réforme met en place des bibliothèques destinées à l'utilisation commune en Hongrie aussi, en sauvant par là plus d'une collection médiévale d'une rapide disparition. Dès 1535, la bibliothèque de la paroisse de Kőszeg est recensée en tant que « zur gemeinen Nutz »,¹⁴ puis prise en compte en 1614, puis en 1660¹⁵ comme bibliothèque urbaine. A Selmecebánya, en dehors des collections scolaires, il existe dès la fin du XVI^e siècle une « publica libraria »,¹⁶ alors qu'à Brassó c'est la bibliothèque du lycée luthérien qui est partiellement ouverte au public.¹⁷ L'exemple humaniste de Handó survit également : la bibliothèque de Hans Dernschwam à Besztercebánya est une collection activement utilisée par les membres d'un cercle d'amitié.¹⁸

Au XVII^e siècle, l'enrichissement des bibliothèques urbaines est fonction de l'importance accordée à cette cause par la municipalité protestante. La plus grande des collections de l'époque est la Bibliotheca publica de Kas-

¹³ Eva Selecká Mârza: *A Középkori Lőcsei Könyvtár*. (La Bibliothèque médiévale de Lőcse) Réd. et préface: István Monok. Szeged 1997.

¹⁴ Sándor Kőszeghy, *Magyar Könyvszemle 1894*. 302; *Lesestoffe in Westungarn II*. Kőszeg (Güns), Rust (Ruszt), Eisenstadt (Kismarton), Forchtenstein (Fraknó) 1535–1740. Ed. Tibor Grüll, Katalin Keveházi, Károly Kokas, István Monok, Péter Ötvös, Harald Prickler. Red. István Monok, Péter Ötvös. Szeged 1996. /Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 18/2.– Burgenländische Forschungen. Sonderband XV/ (ADATTÁR 18/2.) 31.

¹⁵ ADATTÁR 18/2. 34–38, 58–68.

¹⁶ István Monok: „Libri in publica libraria exules scholastici”.

¹⁷ *Lesestoffe der siebenbürgen Sachsen. 1535–1750*. Hrsg. István Monok, Péter Ötvös, Attila Verók. Szeged 2003. /Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 16/4./ (ADATTÁR 16/4.)

¹⁸ *A Dernschwam-könyvtár. Egy magyarországi humanista könyvjegyzéke*. (La Bibliothèque Dernschwam. Liste des livres d'un humaniste de Hongrie. Publiée et commentée par Jenő Berlász. Édition et index établis par Katalin Keveházi et István Monok) Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 12./ Szeged 1984.

sa.¹⁹ Comme leur nom l'indique, ces bibliothèques sont publiques et représentent, dans la pratique, des lieux de lecture potentiels pour les habitants de la ville. Leur gestion est cependant confiée à l'une des églises et, la plupart du temps, aux luthériens. A la seconde moitié du XVII^e siècle, le retour du catholicisme dans les villes (là où ce retour a lieu) est peu favorable à ce processus. Les écoles tenues par les ordres religieux réinstallés dans les villes ne peuvent en effet, et ne veulent pas non plus, remplacer les bibliothèques publiques. L'église protestante qui s'en soucie se retrouve trop minoritaire pour pouvoir continuer de s'occuper de la bibliothèque dont les livres sont d'ailleurs souvent donnés à l'une ou l'autre des nouvelles écoles catholiques. Ce n'est nullement le fait du hasard si c'est dans les villes saxonnes de la Transylvanie que les bibliothèques urbaines subsistent jusqu'à l'époque moderne.²⁰

En Hongrie, le système institutionnel culturel anéanti au début du XVI^e siècle par l'invasion turque et la Réforme, se reconstitue à la fin de ce même siècle sous un visage protestant. L'église catholique qui se réorganise à l'aide de l'État au XVII^e siècle anéantit, quant à elle, les institutions protestantes fonctionnant alors et, de ce fait, écoles, imprimeries et bibliothèques sont à recréer au début du XVIII^e. A l'époque de tous ces changements, ce qui peut être considéré comme constant ce sont les cours des familles aristocrates. Ce sont elles qui prennent soin des écoles, des imprimeries, et leur bibliothèque familiale est en général ouverte pour ceux qui vivent dans leur entourage. Nous connaissons de nombreux exemples où les personnes faisant fonction de pasteur sur le territoire de la propriété d'un aristocrate empruntent des livres à la bibliothèque privée. Cette fonction, la cour aristocrate continue de la remplir très longtemps en Transylvanie, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle.²¹ Dans les territoires de l'ouest de la Hongrie, les institu-

¹⁹ *Kassa város olvasmányai 1562–1731*. (Lectures de la ville de Kassa 1562-1731. Édition établie par Hedvig Gácsi, Gábor Farkas, Katalin Keveházi, István Dávid Lázár, István Monok, Noémi Németh. Rédaction: István Monok. Szeged, 1990.) Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 15/ 115–187.

²⁰ *Erdélyi szász intézményi- és magángyűjtemények* (Collections saxonnes institutionnelles et privées en Transylvanie) 1578–1750. *Könyvjegyzékek bibliográfiája*. (Bibliographie des listes de livres) Összeáll. (Réd.) István Monok, Péter Ötvös, Attila Verók. Szerk. (Réd. en chef) István Monok. Szeged 2001. /Könyvtártörténeti Füzetek (Cahiers d'histoire des bibliothèques) X./ 158.; ADATTÁR 16/4.

²¹ *Erdélyi könyvesházak* (Maisons de livres en Transylvanie) III. 1563–1757. *A Bethlen-család és környezete. Az Apafi-család és környezete. A Teleki-család és környezete. Vegyes források*. (La famille Bethlen et son entourage. La famille Apafi et

tions de l'église catholique reprennent plus tôt toutes ces fonctions d'organisation de la culture qu'en Transylvanie où une partie importante de la population hongroise reste calviniste ou unitarienne, et la population allemande des villes garde sa religion luthérienne.

Les familles aristocrates qui restent au sein de l'une ou l'autre des églises protestantes, continuent de soutenir, comme aux XVI^e-XVII^e siècles, le système institutionnel culturel survivant sous la gestion de leur église. L'un des meilleurs exemples en est celui de la famille Teleki de Transylvanie. De nombreux descendants des principales familles aristocrates de Hongrie choisissent une carrière ecclésiastique et jouent, après le refoulement des Turcs, dans la réorganisation de l'église catholique. Ce sont ces générations du haut-clergé qui mettent en place, au XVIII^e siècle, le système moderne de bibliothèques ecclésiastiques.²² L'une d'entre elles, la Bibliothèque épiscopale de Pécs, se transforme en bibliothèque urbaine publique en 1764, sous l'évêché de György Klimkó.²³

C'est au cours du XVIII^e siècle que l'on voit apparaître les collections des aristocrates bibliophiles dont les plus importantes sont celles des familles Batthyány, Bethlen, Esterházy, Festetich, Illésházy, Jankovich, Nádasdy, Ráday et Reviczky.²⁴ C'est alors que les fondateurs de la culture moderne des bibliothèques, résultat des efforts de collection de l'aristocratie et du

son entourage. La famille Teleki et son entourage. Sources diverses.) Édition établie par István Monok, Noémi Németh, András Varga. Réd. István Monok) Szeged 1994. [1995] /Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 16/3./ 121–167; István Monok: „Olvasó vagy gyűjtő? A könyvgyűjtési és olvasási szokások változása a XVII–XVIII. század fordulóján”. (Lecteur ou collectionneur ? Changement des habitudes de collection de livres et de lecture au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles) In: *Művelődési törekvések a korai újkorban. Tanulmányok Keserű Bálint tiszteletére.* (Efforts culturels à l'époque prémoderne. Études en l'honneur de Bálint Keserű.) Réd.: Mihály Balázs, Zsuzsa Font, Gizella Keserű, Péter Ötvös. Szeged 1997. Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 35/ 401–414.

²² Margit Szarvasi: *Magánkönyvtárak a XVIII. században.* (Bibliothèques privées au XVIII^e siècle) Budapest 1939; Jenő Berlász: „Magyarország egyházi könyvtárai a XVI–XVIII. Században” (Bibliothèques ecclésiastiques de Hongrie aux XVI^e-XVIII^e siècles) In: *Régi könyvek és kéziratok* (Vieux livres et manuscrits) Réd. Márta Pintér. Budapest, 1974. 221–226.

²³ Cf. *A Pécsi Egyetemi Könyvtárban őrzött Klimó-könyvtár katalógusa*, I. rész, *A könyvek szerzői betűrendes katalógusa* (Catalogue de la bibliothèque Klimó gardée à la Bibliothèque universitaire de Pécs. I^{ère} partie. Catalogue alphabétique des livres par auteurs.) Réd. Mária Anna Móró, Budapest 2001).

haut-clergé, reconnaissent que leurs bibliothèques ne sont pas seulement des moyens de constitution de patrimoine, ni uniquement des ateliers de savants ou des centres d'organisation culturelle mais en même temps des dépôts des souvenirs écrits de la culture nationale. De souvenirs dont il ne reste souvent qu'un seul exemplaire ou une seule copie pour garder les idées de leurs prédécesseurs. C'est alors que l'idée de la fondation d'une bibliothèque centrale, de bibliothèques nationales des différentes cultures, apparaît dans le bassin des Carpates. C'est alors qu'est créée, grâce au don de Ferenc Széchényi, la Bibliotheca Regnicolaris de Hongrie.²⁵

Je me permets d'aborder rapidement la question de savoir si Ferenc Széchényi a fondé une bibliothèque ou un musée. Dans l'acte de fondation, il utilise les deux termes. Il précise quelle est son intention, quels sont ses motifs, pourquoi il fait son don et parle longuement de la bibliothèque. Puis, un moment donné, il s'exprime ainsi : « Quarto, licet ... Musaeo huic ... »²⁶ Les notions de bibliothèque et de musée ne sont donc pas distinctes pour lui, il s'intéresse à l'idée d'une collection publique nationale. Les musées naissent des *studiolo*, puis des collections de raretés installées à l'intérieur ou à côté des bibliothèques, tout comme au haut moyen âge on ne distingue pas archive et bibliothèque, trésorerie et bibliothèque. Ferenc Széchényi a donc fondé une collection nationale à partir de sa collection constituée essentiellement de livres, de manuscrits et de cartes géographiques dont faisait partie également une collection de médailles et de minéraux. Semblablement à la British Library qui faisait pendant des siècles une même institution avec le musée, le Musée national hongrois et sa bibliothèque ne faisaient qu'une même personne morale de 1808 à 1949.

La tradition du système d'institutions scientifiques nationales

La création de bibliothèques bien munies, riches en livres récents n'était pas une fin en soi même si, comme on le sait, la collection bibliophile se répan-

²⁴ Jenő Berlász: „Könyvtári kultúránk a 18. században”. (Notre culture de bibliothèque au XVIII^e siècle) In: *Irodalom és felvilágosodás*. (Littérature et lumières) Études réd. : József Szauder, Andor Tarnai. Budapest 1974. 283-332; Gábor Kelecsényi: *Múltunk neves könyvgyűjtői*. (Illustres collectionneurs de notre passé) Gondolat Kiadó, Budapest 1988; Domokos Kosáry: *Művelődés a 18. századi Magyarországon*. (Culture en Hongrie au XVIII^e siècle) Budapest 1980. 133-139, 524-562.

²⁵ *Litterae foundationis Musei Nationalis Hungariae et Bibliothecae Nationalis Széchényianae*. Édition en fac-similé. Intr. Gabriella Somkuti. Budapest 2002.

²⁶ Ibid., point 4.

dait également au milieu du XVIII^e siècle dans le bassin des Carpates. Parfois des salles de bibliothèque avec des livres sont installées dans les gentilhommières construites les unes après les autres parce que c'est « à la mode ».²⁷ Les collectionneurs un peu plus ambitieux entendent cependant mettre leur bibliothèque au service de l'éducation et de l'activité scientifique. Les bibliothèques de l'Université installée à Buda et à Pest ainsi que les institutions d'enseignement supérieur fondées au cours du XVIII^e siècle sont dotées d'une bibliothèque avant même leur fondation et, comme le montre l'exemple de Károly Esterházy, il arrive parfois que la bibliothèque est belle et bien créée mais la tentative de fondation de l'institution d'enseignement supérieur n'est pas couronnée de succès.²⁸

Les nobles et les intellectuels partisans de la création d'une société savante hongroise sont eux-mêmes des collectionneurs de livres et ce n'est pas un hasard qu'à quelques exceptions près leurs bibliothèques privées vont enrichir, grâce au don fait par le propriétaire, l'une ou l'autre des collections publiques. La Bibliothèque universitaire de Pest,²⁹ la Bibliothèque nationale puis la Bibliothèque de l'Académie fondée en 1825.³⁰ Sauvegarder la tradition culturelle écrite et l'exploiter à un niveau scientifique cela constitue donc une des missions des bibliothèques dès leur fondation. Voilà pourquoi Ferenc Széchényi lui-même aborde cette question dans l'acte de fondation en définissant notamment le niveau de formation des personnels de la bibliothèque.³¹

Roi national, culture nationale, collection nationale

Après la défaite de Mohács, le rôle joué par l'aristocratie hongroise dans la gestion du système institutionnel culturel est dû essentiellement à la situation de contrainte créée par l'absence d'un roi national et d'une cour royale nationale. Voilà pourquoi le grand roi national Matthias Hunyadi et sa bi-

²⁷ István Monok: „Olvasó vagy gyűjtő?” (Lecteur ou collectionneur?) (cf. note 21).

²⁸ Cf. István Bitskey: *Püspökök, írók, könyvtárak. Egri főpapok irodalmi mecénatúrája a barokk korban*. (Évêques, écrivains, bibliothèques. Mécénat du haut-clergé d'Eger à l'époque baroque) Eger 1997.

²⁹ András Tóth– Miklós Vértessy: *Az Egyetemi Könyvtár története*. (Histoire de la Bibliothèque universitaire) 1561–1944. Budapest 1982.

³⁰ *Örökségünk, élő múltunk. Gyűjtemények a Magyar Tudományos Akadémia Könyvtárában*. (Notre héritage, notre passé vivant. Collections de la Bibliothèque de l'Académie hongroise des Sciences.) Réd.: Gézáné Fekete. Budapest 2001.

³¹ *Litterae foundationis* (cf. note 25).

bibliothèque deviennent des symboles auxquels se réfèrent toujours tous ceux qui oeuvrent pour ressusciter (ou plutôt créer) la nation et la culture nationale. L'acte d'importance européenne qu'est la mise en place de la Bibliotheca Corviniana pour les contemporains, même s'ils sont, eux-mêmes, éventuellement illettrés, puis pour tous ceux qui vivent dans les différentes périodes de l'histoire de Hongrie, est un exemple naturellement souvent cité à la fin du XVIII^e siècle aussi. En effet, l'histoire de l'illustre bibliothèque permettait à toute époque et continue de permettre de tirer des conclusions qui vont au-delà des résultats philologiques. Aux XIX^e et XX^e siècles, tous les courants importants de politique culturelle prennent en quelque sorte position au sujet de cette bibliothèque dont la désintégration aux XVI^e-XVII^e siècles est le symbole de la désintégration du pays. Sous cet aspect, la volonté humaniste de sauver les manuscrits et de retrouver les variantes de texte des ouvrages des différents auteurs classiques ou médiévaux peut être interprétée comme une intention d'union chrétienne (*unio christiana*), constituant l'arrière fond de la réflexion politique, de refouler l'empire ottoman musulman. Comme l'idée centrale de la réflexion politique en Hongrie (et en Transylvanie) était la réunification du pays (parti pro-Habsbourg, pro-Turcs, visées d'indépendance nationale hongroise), la sauvegarde et la reconstitution de la Bibliotheca Corviniana devient le symbole d'une culture autonome en Hongrie³², indépendante de l'empire autrichien et capable de mettre en place un système institutionnel de niveau européen.

Des lettres d'humanistes d'Europe occidentale, leurs préfaces sur l'histoire de tel ou tel volume de la Corvina pleurent le dépérissement des textes de l'Antiquité et István Szamosközy, historien humaniste hongrois de Transylvanie se joint à eux tout naturellement. Mais pour lui, il ne s'agit pas seulement de cela. Dès le début de la transformation du voïvodat de Transylvanie en principauté (1541), les princes de Transylvanie font des efforts pour soutenir la culture de Hongrie (et non seulement celle de Transylvanie) sur la base de l'ordre des valeurs de la chrétienté occidentale. Dans sa fonc-

³² Il est important de souligner qu'il ne s'agit pas ici de culture hongroise car, à cette époque-là, l'aspect national n'existe pas encore sous la forme où il apparaîtra au milieu du XVIII^e siècle. Il s'agit de l'unité du Royaume de Hongrie en face des empires Habsbourg et turc et ce Royaume de Hongrie a des habitants appartenant à différentes nationalités. Il existe cependant une même conscience „Hungarus”. Cf. Klaniczay, Tibor: „Die Benennungen 'Hungaria' und 'Pannonia' als Mittel der Identitätssuche der Ungarn”. In: *Antike Rezeption und nationale Identität in der Renaissance insbesondere in Deutschland und in Ungarn*. Hrsg. von Klaniczay, Tibor– Németh, S. Katalin– Schmidt, Paul-Gerhardt. Budapest 1993, S. 83–100.

tion d'organisation culturelle, la cour princière de Gyulafehérvár est un héritier digne de la cour de Buda même si les deux cours ne sont pas comparables sur le plan de leurs ressources financières. Les princes Gábor Bethlen (1613–1629) et György Rákóczi I^{er} (1631–1648) voudraient ressusciter le culte du roi Matthias et notamment en procurant les volumes de la Bibliotheca Corviniana se trouvant, croient-ils, à Buda et à Constantinople. La Corvina comme moyen de la représentation du pouvoir est minutieusement traitée par Árpád Mikó,³³ quant au culte du roi Matthias et d'Alexandre le Grand, ravivé à l'époque de Gábor Bethlen et de György Rákóczi, tous les détails en sont également connus par la littérature spécialisée hongroise.³⁴ Mihály Apafi I^{er} ne renonce pas, lui non plus, à la Corvina, et il réussit même à s'en procurer un volume.³⁵

Les efforts des Jésuites tendant à échanger ce qui restait de l'illustre bibliothèque étaient, à notre avis, inspirés de deux idées. Les deux se retrouvent, certes, dans le même domaine, à savoir dans celui de la mise en relief du rôle de l'ordre des Jésuites dans la reconstitution du système institutionnel de la culture hongroise (c'est-à-dire du Royaume de Hongrie). Acquérir la Corvina aurait pu être un résultat symbolique. Les efforts de recatholisation se développant énergiquement au début du XVII^e siècle visaient avant tout les familles aristocrates hongroises avec, ajoutons-le, un succès certain. L'acquisition des livres de Buda aurait pu être un moyen efficace sur le plan de la propagande : les Jésuites contribuent à soigner spirituellement la population libérée de la domination turque et « libèrent » en même temps les livres du grand roi de leur captivité, participent à relever le niveau culturel du pays, etc. Mais on peut prendre le risque de supposer qu'il s'agissait même de bien plus que cela.

Péter Pázmány, archevêque d'Esztergom, moteur de la recatholisation en Hongrie, est lui-même jésuite. Cependant ses relations avec les princes calvinistes de Transylvanie indiquent clairement que dans sa réflexion politique il n'est pas du tout partialement disposé à l'égard des Habsbourg. De ce fait,

³³ Árpád Mikó: „Mathias Corvinus–Mathias Augustus. L'arte all'antica nel servizio del potere”. In: *Cultura e potere nel rinascimento. A cura di Luisa Secchi Tarugi*. Firenze, 1999. 209–220.

³⁴ Cf.: Márton Tarnóc: *Erdély művelődése Bethlen Gábor és a két Rákóczi György korában*. (Culture de Transylvanie à l'époque de Gábor Bethlen et des deux György Rákóczi) Budapest 1978.

³⁵ Zsigmond Jakó: „Erdély és a Corvina”. (La Transylvanie et la Corvina) In: Zsigmond Jakó: *Írás, könyv, értelmiség. Tanulmányok Erdély történelméhez*. (Écriture, livre, intelligentsia. Études sur l'histoire de la Transylvanie), Bukarest 1976, 169–179.

il a même de sérieuses discussions avec Miklós Esterházy, archiduc du pays. En effet, Pázmány n'est pas partisan d'une réunification théoriquement possible du pays qui commencerait par la suppression de la Transylvanie en tant que principauté vassale et continuerait par le combat contre les Turcs. Il considère qu'une telle solution serait politiquement et militairement irréaliste et menacerait l'indépendance de la Hongrie et de la culture hongroise. Elle serait susceptible de faire tourner contre le souverain un grand nombre de familles aristocrates hongroises. L'histoire lui donnera raison car, après la conclusion du traité de paix au lendemain de la campagne victorieuse contre les Turcs (1664), les aristocrates hongrois feront un complot contre l'empereur (1671) puis le XVII^e siècle se terminera et le XVIII^e commencera par des luttes d'indépendance (Thököly, Rákóczi).

Péter Pázmány et les Jésuites hongrois tentent de présenter la Hongrie au monde comme un pays à culture chrétienne autonome, naturellement catholique, et d'en élever le niveau culturel dans cet esprit. Le jésuite Melchior Inchofer (1585–1648) écrit même l'histoire de l'église de Hongrie,³⁶ mais la publication en est longtemps empêchée par les Jésuites autrichiens (la politique autrichienne). Selon la conception de cet ouvrage, la chrétienté hongroise n'est en effet pas la « fille » de la chrétienté autrichienne mais elle est une foi et une culture diffusée avec succès par une église indépendante depuis saint Étienne.³⁷ Par la suite, les Jésuites continueront de promouvoir cette idée et feront des efforts pour fonder une Provincia Hungarica indépendante de la Provincia Austriaca (mais ces efforts ne seront pas couronnés de succès).³⁸ Il faut noter à ce sujet que les aristocrates hongrois qui ne croient pas au succès de la confrontation armée avec le pouvoir des Habsbourg s'efforcent, au XVIII^e siècle, en suivant la même logique, de mettre en place un mécénat soutenant des institutions culturelles d'une part et diffusant, dans des milieux culturellement plus arriérés, un culte catholique mais hongrois. A notre avis, les efforts tendant à acquérir la Bibliotheca Corvi-

³⁶ *Annales ecclesiastici Regni Hungariae*, Romae, 1644.

³⁷ Dezső Dümmerth: „Inchofer Menyhért küzdelmei és tragédiája Rómában” (Luttes et tragédie de Menyhért Inchofer à Rome) (1641–1648). In: Dezső Dümmerth: *Írástudók küzdelmei. Magyar művelődéstörténeti tanulmányok*. (Luttes des clercs. Études sur l'histoire de la culture hongroise) Budapest 1987. 155-204.

³⁸ László Lukács: *A független magyar jezsuita rendtartomány kérdése és az osztrák abszolutizmus* (Question de l'ordre indépendant hongrois des Jésuites et l'absolutisme autrichien) (1649–1773). Szeged 1989. /Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Données sur l'histoire des mouvements intellectuels des XVI^e-XVIII^e siècles) 25./

niana font donc partie, à la fois, de la politique missionnaire, culturelle et de pouvoir des Jésuites.

Dès la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècles, des volumes de la fameuse bibliothèque figurent déjà aux enchères européennes mais nous ne connaissons de tentatives d'acquisition en Hongrie (ou de « récupération » en Hongrie pour utiliser le terme employé à l'époque) que d'une période ultérieure. Mais en parlant du besoin d'une bibliothèque nationale, plus d'un auteur exprime son opinion comme quoi si nous avons un roi national, nous pourrions avoir aussi une bibliothèque nationale. Une des formulations les plus concrètes de cette idée est celle de György Aranka : « Selon l'adage populaire : Le roi Matthias est mort, nous n'avons plus d'espoir pour les sciences nationales. Ce prince-là, d'un cerveau d'une prévoyance extraordinaire, a pris l'initiative de créer une bibliothèque dans la Grande Hongrie mais cette bibliothèque est devenue proie ; ce qui en reste ne constitue pas une collection méritant la dénomination nationale. Il serait grand temps de se mettre au travail, de sauver des mites et de dépoussiérer les volumes se trouvant ça et là, autant de trésors enfouis de notre patrie, de les faire sortir au jour, de les rassembler et d'en faire une bibliothèque à l'intention du public hongrois et autre. »³⁹ Au XVIII^e siècle, ces idées ne signifient pas que la bibliothèque nationale hongroise n'a à cultiver que les souvenirs écrits de la culture hongroise, ce ne sera qu'un développement plus tardif.

Conscience *hungarus* et culture nationale hongroise

La naissance des collections nationales est souvent et légitimement considérée comme un événement qui clôt une époque et constitue le commencement d'une autre où le caractère public de la culture jouera un rôle de plus en plus grand. En suivant le fil conducteur de notre étude, nous devons constater que la génération de Ferenc Széchenyi est peut-être la dernière que l'on peut qualifier de population de conscience *hungarus* dans le bassin des Carpates. Ferenc Széchenyi a donc fondé la bibliothèque nationale du Royaume de Hongrie (en la nommant Bibliotheca Regnicolaris). Les générations suivantes, aristocrates ou savantes, ont une approche différente. Dans le cas de la fondation de l'Académie hongroise des Sciences et de sa bibliothèque, par

³⁹ György Aranka: „Egy magyar Nyelvmívelő Társaságnak szükségessége”. (Besoin d'une Société hongroise de culture linguistique) Cité par: György Kókay: „Nemzeti könyvtárunk megalapításának visszhangja a korabeli sajtóban”. (Écho de la fondation de notre bibliothèque nationale dans la presse contemporaine) In: György Kókay: *Könyv, sajtó ...* (Livre, presse...) (cf. note 4) 191.

exemple, on ne pourrait nier que l'objectif recherché est expressément de cultiver la science hongroise (tandis que, un siècle plus tôt, Mátyás Bél « n'aspire qu'à » réunir une « Société savante »).⁴⁰

D'origine transylvaine, József Teleki connaît cependant une autre tradition aussi. Cela mériterait une étude à part d'examiner ce que la conscience *hungarus* signifie pour Sámuel Teleki, fondateur, au même moment que Széchenyi, c'est-à-dire en 1802, de la bibliothèque nationale des Hongrois calvinistes (?) de Transylvanie.⁴¹ L'école et la bibliothèque roumaines de Balázsfalva indiquent bien l'aspiration de la culture roumaine à mettre en place un système institutionnel autonome et les Saxons de Transylvanie créent, eux aussi leurs collections centrales⁴² en 1803, reliées au nom de Samuel Bruckenthal.⁴³ Il est important de noter que chacune de ces trois dernières collections est reliée presque aussitôt après sa fondation à une école importante de la communauté donnée.

La formation dans la première moitié du XIX^e siècle des collections centrales des minorités nationales (croate, slovaque, serbe) de Hongrie indique clairement qu'à cette époque-là, et malgré la langue latine officielle, il n'existe plus de conscience *hungarus* pour unir le Royaume de Hongrie. Ajoutons-y tout de suite : les principaux manques de la bibliothèque fondée par Ferenc Széchenyi concernent justement les documents roumains et saxons de Transylvanie et slaves de Hongrie. Cela nous conduirait loin d'analyser les raisons de ces manques mais il est certain que les conservateurs de la bibliothèque ne font guère d'efforts pour collectionner systématiquement ces publications.

La fondation de la bibliothèque nationale est donc le résultat d'un long processus. Elle a été créée par Ferenc Széchenyi pour collectionner systématiquement et sauvegarder les documents écrits de la culture nationale (relatifs au Royaume de Hongrie). Atelier scientifique, la bibliothèque doit ex-

⁴⁰ László Szelestei Nagy: *Irodalom- és tudományszervezési törekvések a 18. századi Magyarországon 1690–1790*. (Efforts d'organisation de la littérature et des sciences au XVIII^e siècle en Hongrie) Budapest 1989.

⁴¹ Anikó Deé Nagy: *A könyvtáralapító Teleki Sámuel* (Samuel Teleki fondateur de bibliothèque) Kolozsvár, 1997.

⁴² Zsigmond Jakó: „A balázsfalvi nyomda kezdetei” (Débuts de l'imprimerie de Balázsfalva) In: Zsigmond Jakó: *Írás, könyv, értelmiség* (Écriture, livre, intelligentsia) (cf. note 35), 252-256.

⁴³ Göllner Carl: *Samuel von Brukenenthal. Sein Leben und Wert im Wort und Bild*. Bukarest 1977; Gábor Kelecsényi: *Múltunk neves könyvgyűjtői* (Illustres collectionneurs de notre passé) Budapest 1988, 147-156.

plorer son propre fonds et en faire, de cette manière, un trésor commun de la communauté savante du pays. Mais la bibliothèque s'est toujours attachée à l'*ethos* reliant les idées de la Bibliotheca Corviniana, de la Bibliotheca Regnicolaris et de la bibliothèque nationale. Sans cet *ethos*-là, il n'aurait pas été possible de mettre en place, malgré l'insuffisance constante des ressources fournies par l'État, l'une des collections européennes les plus grandes et les plus riches. Le fait que les documents culturels sont préservés dans cette bibliothèque fait partie de cet *ethos*. Voilà pourquoi les collectionneurs privés lèguent volontiers leurs trésors à cette collection où ils seront sauvegardés avec plus de sécurité que dans une collection privée à destin incertain. Grâce à cette bibliothèque, ces valeurs deviennent des trésors communs, toujours accessibles à tous ceux qui s'intéressent aux traditions nationales hongroises.

Mäzene und Mäzenatentum im Dienste der Nation und der Hauptstadt*

Dorottya Lipták

Die Studie verfolgt das Kapitel in der Geschichte der Budapester Hauptstädtischen Bibliothek, das bis zum Ende des Ersten Weltkrieges dauerte. Es wird untersucht, wie sich eine Bibliothek durch die Fäden des Mäzenatentums organisiert, wie sich ihr Bestand entwickelt und ihr Profil formt.

Am 4. März 1850 kam es in Wien zu einem unerwarteten Ereignis. Ignác Frank, Professor an der Pester Universität, beging in seiner Wohnung am Peter Selbstmord. Seine Kollegen und Freunde, die Rechtswissenschaftler der Universität Tivadar Pauler und Antal Virozsil, kannten die Vorgeschichte, rechneten jedoch nicht mit dem tragischen Ausgang.

Ignác Frank, geboren 1788 in Szatmárnémeti (Siebenbürgen) in einer armen bürgerlichen Familie, durchlief in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts eine bemerkenswerte wissenschaftliche und soziale Karriere. Er wurde Pfarrer, danach trat er aus dem Piaristenorden aus und erwarb an der Pester Universität zuerst den Dokortitel in Philosophie und danach in Rechtswissenschaft. Jahrzehntlang war er Leiter des Lehrstuhls für Privatrecht, Verfasser mehrerer Lehrbücher und grundlegender wissenschaftlicher Arbeiten (*Principia Juris Civilis Hungarici* 1829, *Über die Avitizität und ihre Verjährung* 1849), Rektor der Universität, Königlicher Rat und korrespondierendes Mitglied der Ungarischen Akademie der Wissenschaften.¹

Zu dem fatalen Schritt kam es auf Grund einander oft widersprechender Informationsquellen im Zusammenfluß mehrerer Faktoren: Er war nervlich nicht in der Lage, das Trauma zu ertragen, das wegen der Niederschlagung der Revolution und des Freiheitskampfes 1848/49 das Land erschütterte. Auch an den Universitäten begannen Überprüfungen, das Kriegsgericht

* Die Studie wurde mit der Förderung des Ungarischen Wissenschaftlichen Forschungsfonds (OTKA. T.43567) fertiggestellt.

¹ Szinnyei, József: *Magyar írók élete és munkái*. Bd. 3. (Leben und Schaffen ungarischer Schriftsteller) Budapest 1894. S. 723-726; Pauler, Tivadar: *Adalékok a hazai jogtudomány történetéhez*. (Beiträge zur Geschichte der ungarischen Rechtswissenschaft) Budapest 1878. S. 158-171.

nahm seine Tätigkeit auf, es kam zu Verhören und Verurteilungen. Frank war derjenige, der die Erklärung des Rates der Universität für die unabhängige ungarische Regierung formuliert hatte. Auch der Lehrstuhl für ungarisches Privatrecht wurde aufgelöst.

Im Juli 1849 ist er jedoch bereits in Wien, wo er auf Einladung des Justizministers Schmerling an einer Beratung zur Vorbereitung der politisch-rechtlichen Änderungen in Bezug auf Ungarn teilnimmt. Er ist Kenner der Besitzverhältnisse in Ungarn, und seine Ansichten über deren Umgestaltung kollidieren mit den Vorstellungen des Wiener Hofes (er vertritt in diesem Bereich noch konservativere Ansichten)². Die Rechtsprofessoren der Pester Universität traf der Inhalt des deutschsprachigen Testaments von Ignác Frank unerwartet, in dem der Verstorbene folgendermaßen verfügte: „Meine Bibliothek in Pest legiere ich der Pesther Stadt als Anfang einer städtischen Bibliothek.“³

Zu dieser Zeit zählte Pest mit seinen 100.000 Einwohnern zu den mittelgroßen europäischen Städten, obwohl es bereits über drei bedeutende wissenschaftliche Büchereien verfügte: die Bibliothek der Akademie der Wissenschaften, die Széchényi Bibliothek des Nationalmuseums und die Bibliothek der Pester Universität. Die Vervielfachung der durch die Stadt gewährten wirtschaftlichen Möglichkeiten, die beginnende soziale Umstrukturierung und die professionellere städtische Verwaltung sind Errungenschaften der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. In Bezug auf die Vorgeschichte haben wir Kenntnisse über Bibliotheken im Ofener und im Pester Rathaus im 18. Jahrhundert nach der Vertreibung der Türken, die die notwendigen Unterlagen einer sich professionalisierenden Stadtverwaltung, Justiz und Rechtsetzung enthielten und den Beamten und Räten der Stadt zur Verfügung standen.⁴

² Handschriftliche Notizen von Tivadar Pauler. Széchényi Nationalbibliothek Handschriftensammlung. Quart. Hung. 2611. Bd. 1; Eckhardt, Ferenc: *A Jog-és Államtudományi Kar története* (Geschichte der Fakultät für Rechts- und Staatswissenschaften) 1867–1935. *A Királyi Magyar Pázmány Péter Tudományegyetem története* (Geschichte der Königlichen Ungarischen Pázmány-Péter-Universität) Bd. 2, Budapest 1936. S. 394–395; Frankenburg, Adolf: *Bécsi élményeim*. (Meine Erlebnisse in Wien) Bd. 2 Sopron, 1883. S. 5; Sarlós, Márton: *Frank Ignác bécsi tevékenysége és halála. Halálának százhuszadik évfordulója alkalmából*. (Die Wiener Tätigkeit und der Tod von Ignác Frank. Zu seinem 120. Todestag) Magyar Jog, 1970. Nr. 2. S. 245–246.

³ *Frank Ignác végrendelete* (Das Testament von Ignác Frank), Budapest Fővárosi Levéltár – Hauptstädtisches Archiv Budapest (im Folgenden: FL.) Pest város tanácsi iratai (Dokumente des Rates der Stadt Pest) IX.75/1857. Pest.

Obwohl das Testament über das Motiv der Schenkung nichts sagt, steht dahinter die Erkenntnis Franks, der Mitte des 19. Jahrhunderts voraussah, daß die Stadt Pest in Kürze zum konzentrierten Repräsentanten der politisch-wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung des Landes werden wird. All das, was sich in der Stadt im Bereich der Wissenschaft und Kultur abspielt, wird im folgenden halben Jahrhundert das gesamte geistige Leben des Landes wesentlich beeinflussen. Wie wir sehen werden, widerspiegeln sich im Schicksal der hauptstädtischen Bibliothek im mikrohistorischen Sinn zahlreiche Momente der bürgerlichen Umwälzung Ungarns.

Frank hinterließ der Stadt eine Bibliothek mit 14.000 Bänden, die von der 1844-er Ausgabe des Pest-Ofener Wegweisers von Feldmann als eine der wertvollsten Privatbüchereien erwähnt wird. Das Verzeichnis der Bibliothek aus dem Jahre 1850, das im Hauptstädtischen Archiv aufbewahrt wird, zeugt davon, daß es sich um einen gebildeten Mäzen mit breitgefächerten Interessen, die die Grenzen seines Fachbereichs bei weitem überschritten, handelte, dessen Sammlung – im Hauptteil zwar aus juristischen Fachbüchern bestehend – durch ihre Zusammensetzung würdig war, später zu einer Grundlage der Bibliothek der Hauptstadt zu werden.

Obwohl das Verzeichnis bis zum heutigen Tag nicht aufgearbeitet wurde, lassen sich doch einige Feststellungen machen. Einen Teil der hauptsächlich deutsch-, französisch-, lateinisch-, ungarisch-, italienisch- und zum kleineren Teil englischsprachigen Sammlung bilden Lexika, wie z. B. Diderots und D'Alemberts „Encyclopedie“ in 39 Bänden, das Nürnbergsche Gelehrtenlexikon, das Dictionnaire d'agriculture u. ä. Es zeichnet sich auch ein breites Spektrum philosophischer Literatur ab, es sind Denker aus der Antike, aus dem Mittelalter und der Neuzeit (Aristoteles, Machiavelli, Campanella, Erasmus, Hobbes, Lockes) gleichermaßen auffindbar. Repräsentiert sind ebenso bedeutende Vertreter der französischen Aufklärung (Voltaire, Montesquieu), die deutschen Idealisten (Kant, Hegel) sowie die Materialisten Feuerbach und Schopenhauer.

Einen bedeutenden Teil bildet die Geschichtsliteratur, über die Geschichte der europäischen Völker hinaus bezieht sie sich auch auf die Historie des Osmanenreichs und Ägyptens. Aber sie dient hauptsächlich der theoretischen Begründung der ungarischen historischen Privatrechtslehre.

⁴ FL. IX. 751857; Remete László: *A Fővárosi Könyvtár előtörténetéből* (Aus der Vorgeschichte der Hauptstädtischen Bibliothek). *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Évkönyve* (Jahrbuch der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) Bd. 9. 1961. Budapest 1962. S. 67-95.

Den Hauptteil bildet Material über die Geschichte der Französischen Revolution, mit deren Geist er sich als konservativer Wissenschaftler zwar nicht identifizieren kann, die er jedoch gut kennt. Dazu kommt eine große Fundgrube der deutsch-österreichischen Fachbücher mit historisch-juristischer Ausrichtung. Unter diesen befinden sich neben den grundlegenden deutschen Werken über das Privatrecht der Zeit (von Echorn, Puchta, Niebuhr) auch Werke von Savigny und Rotteck und sogar Vertreter des modernen deutschen Strafrechts, Mittelmaier und Anselm Feuerbach. Ein wichtiges Element der Sammlung bilden die Werke zur Vorbereitung des Reformkonzeptes der Pester Universität, in dem Vertreter des aufgeklärten Absolutismus, z. B. van Swieten, genauso entdeckt werden können wie Bände Schlegels oder Schlözers, Meiners' universitätshistorische Arbeiten und die Humboldt-Serie, die ein Interesse am preußischen Muster der Lehrfreiheit zeigt.

Einen nicht zu vernachlässigenden Teil der Bücherei bilden die Linguistik (Sprachbücher, Grammatiken der lebenden und toten Sprachen) und die Belletristik. Neben der ungarischen Literatur findet man die Weltliteratur – von den Klassikern der Antike bis hin zu den zeitgenössischen Autoren Balzac und Béranger (Homer, Ovidius, Seneca, Dante, Shakespeare, Milton, Goethe, Schiller). Die Bibliothek besitzt auch namhafte Werke über Bücherkunde (Schrettingers Handbuch der Bibliothekswissenschaften, von Vogt der *Catalog librorum variorum*, Némeths *Memoria typographiarum*). Diese werden durch kirchenhistorische und theatergeschichtliche Werke, Memoirenliteratur, Reisebeschreibungen sowie eine breitgefächerte naturwissenschaftliche Sammlung (Mathematik, Algebra, Meteorologie, Mineralogie) und medizinische Bücher sowie durch eine Karten- und Musikaliensammlung ergänzt und vervollständigt.⁵

⁵ Siehe: *Frank Ignác könyvtárának névjegyzéke* (Das Namensverzeichnis der Bibliothek von Ignác Frank) 1850. FL. 17.798/1850; *A Frank Könyvtár átvételi listája*. (Die Übernahmeliste der Frank-Bibliothek) 1858. Pest. *Egyetemi Könyvtár Kézirattára*. (Manuskriptsammlung der Universitätsbibliothek) J/52.sz; Márki, József: *Címmutató a Magyar Királyi Egyetemi és Pest város Könyvtárának jogi és állami összes műveihez* (Titelverzeichnis zu allen juristischen und staatlichen Werken der Ungarischen Königlichen Bibliothek und der Bibliothek der Stadt Pest) Pest, 1865. S. 93-111, 113-156; Uő: *Könyvtári nefelejts, vagy a Budapesti Magyar Királyi Tudományegyetem Könyvtárának rövid ismertetése* (Vergißmeinnicht oder kurze Vorstellung der Bibliothek der Königlichen Universität) (1778–1874). Budapest 1874. – Bedanken möchte ich mich bei László Remete, dem früheren Direktor der Bibliothek, und bei Sándor Katsányi für die mündliche Information. Aus der wichtigsten Literatur zur Geschichte der Hauptstädtischen Bibliothek: Remete, László: *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár törté-*

Die einzigartige Sammlung befand sich jedoch etwa sieben Jahre lang unbeachtet im Rathaus von Pest, in Kisten verpackt, bis sich ihr Schicksal wandelte, da die absolutistischen Zeiten für die Bibliotheksgründung nicht die günstigsten waren. Schließlich wurde sie im Ergebnis einer langwierigen Korrespondenz zwischen der Stadt und der Universitätsleitung provisorisch in der Universitätsbibliothek von Pest untergebracht, mit dem Vorbehalt, wenn die Stadt eine eigene Bibliothek baut, sei die Universität verpflichtet, die Sammlung an die Stadt zurückzugeben. Das Material wurde inzwischen durch weitere Schenkungen ergänzt, da die Bürger von Pest erfuhren, daß auf Grund der Spende von Frank eventuell eine Stadtbibliothek gebaut werden soll.⁶

Nach dem Ausgleich zwischen Österreich und Ungarn im Jahre 1867 verspürte die Führung der sich im wirtschaftlichen und kulturellen Aufschwung befindenden Stadt wiederholt die Notwendigkeit, die Frage der Bibliothek auf die Tagesordnung zu setzen. Eine anregende Wirkung übte auch die sich in England und den Vereinigten Staaten entfaltende Bewegung Public Library aus. Ein Wortführer war Ferenc Toldy, der im Schulausschuß der Stadt mitwirkte und Direktor der Universitätsbibliothek war, die Franks Sammlung aufnahm. Es entstanden zahlreiche Vorschläge zur Auswahl oder zum Aufbau eines Gebäudes, das sich für die Zwecke einer Bibliothek eignet – ohne Erfolg. Auch die Entstehung einer vereinten Hauptstadt (1873 kam es zur Vereinigung von Ofen, Altofen und Pest) führte nicht zu einer positiven Wende.

Der neu aufgestellte Munizipalrat der Hauptstadt ließ auf Grund des Gutachtens des dafür nominierten Fachausschusses die Idee der eigenständigen Stadtbibliothek fallen und entschied sich dafür, die Frank-Sammlung endgültig an die Universitätsbibliothek abzutreten. Die Begründung weist gleichzeitig auf die geistige und finanzielle Engherzigkeit der städtischen Führung hin. Sie halten den Betrieb der für die Öffentlichkeit offenstehen-

nete (Geschichte der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek), Budapest 1966; Gárdonyi, Albert: „A Frank Könyvtár elajándékozása és a Statisztikai Hivatali Könyvtár megalapítása“ (Die Versenkung der Frank-Bibliothek und die Gründung der Bibliothek des Statistischen Amtes), in: *Dokumentennachlaß von Albert Gárdonyi 1893–1933*. Manuskript. XXXIV.1/C; Horváth, Pál: „A ‚Fővárosi Frank-könyvtár‘ művelődés-és jogtörténeti szerepe“ (Die bildungs- und rechtshistorische Rolle der „Hauptstädtischen Frank-Bibliothek“) *Jogtudományi Közlöny*, 1978. Nr. 1. S. 1-8.

⁶ Die Korrespondenz der Führung der Pester Universität und des Direktors der Universitätsbibliothek mit dem Kulturminister und dem Rat der Stadt Pest zu diesem Thema 1857–1861. FL. IX.75/ 1857. Nr. 16.763, Nr. 14.499, Nr. 37.373, Nr. 103.74, Nr. 103.711, Nr. 27.721.

den drei wissenschaftlichen Bibliotheken der Stadt zur Befriedigung des Bedarfs für ausreichend und weisen auf den rechtswissenschaftlichen Charakter der Frankschen Bibliothek hin, der – wie bereits dargestellt – durch das Verzeichnis der Bibliothek bei weitem nicht bestätigt wurde, und auf die eventuelle Nutzung durch einen vermutlich eingeschränkten Kreis. Des weiteren berief man sich auf die knappe Kasse der Stadt, wobei dem der Haushaltsbericht 1874 und das Vermögensinventar der Stadt ebenfalls widersprechen. Hinter dieser Entscheidung verbirgt sich die weiterhin ständisch geprägte administrativ-ordnungsdienstliche Auffassung der städtischen Führung von der Wahrnehmung ihrer Geschäfte, deren wichtiges Element in der traditionellen Sparsamkeit, der defizitfreien wirtschaftlichen Tätigkeit und der Schonung des städtischen Eigentums gegenüber einer Dienstleistungsfunktion besteht.

Zur Beruhigung des eigenen Gewissens und der Frankschen Erben stifteten die Stadtväter 1875 zum Gedenken an den selbstlosen Spender eine Marmortafel, die im großen Lesesaal der Universitätsbibliothek auch heute noch zu sehen ist. Auf der Tafel liest man: „Der Rat der Hauptstadt Budapest vermachte die vom Lehrer Frank geerbten 14.000 Bände großzügig der Universitätsbibliothek – MDCCCLXXIV.“ Paradoxerweise benannte sich die Stadt damit selbst als Mäzen.⁷

Man könnte meinen, damit sei das Schicksal des Frank-Erbes abgeschlossen, aber das ist noch längst nicht der Fall. Während die Führung der vereinigten Hauptstadt die Angelegenheit einer Hauptstädtischen Bücherei von der Tagesordnung strich, verspürte sie gleichzeitig die Notwendigkeit, 1873 das statistische Amt der Hauptstadt ins Leben zu rufen. Das sich dynamisch entwickelnde Budapest steht nach der Einwohnerzahl zu dieser Zeit bereits an 17. Stelle in der Reihenfolge der europäischen Städte, und die Aufarbeitung der Daten der ersten modernen Volkszählung (1870) wird immer dringender. Dessen Hintergrund soll durch eine neue Fachbibliothek gewährleistet sein, die in erster Linie den Stadträten und Beamten der Hauptstadt zur Verfügung stehen soll und deren Aufgabe darin besteht, Material über Budapest zu sammeln; so nimmt sie für die Zukunft die Rolle einer städtischen Fach- und Handbibliothek ein. An dieser Stelle treffen

⁷ FL. IX.75/1857; Gárdonyi, Albert, op. cit., S. 4-14; Remete, László, *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Évkönyve* (Jahrbuch der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) Bd. 9 1961. Budapest 1962. S. 76-80; Turányi, Kornél: „Pest-városi közkönyvtár létesítésének terve“ (Plan zur Gründung der öffentlichen Stadtbibliothek von Pest) (1868–1873). *Magyar Könyvszemle*, 1959. Nr. 3. S. 287-290; Remete, László, op. cit. (Anm. 5), S. 14-19.

sich die Angelegenheiten der Frankschen Bibliothek und der Bibliothek des Statistischen Amtes, da der Stadtrat den Direktor der neuen Bibliothek anweist, aus der in der Universitätsbibliothek aufbewahrten Frankschen Sammlung den Bestand über die Stadtverwaltung zurückzuholen. So kommen 1875 in die Bibliothek des Statistischen Amtes, das der Hauptstadt unterstellt ist, 326 Werke zurück, mehrheitlich Arbeiten auf dem Gebiet der Volkswirtschaft, des Finanzwesens, der Staats- und Rechtswissenschaft, Statistik und Ökonomie sowie Enzyklopädie und Philosophie. Unter ihnen befinden sich auch bedeutende Sammlungen wie die *Recherches statistiques de la ville de Paris*, die Enzyklopädie Diderot-D'Alembert, die Custodi-Sammlung und viele noch weitere Werke.⁸

Zu Beginn der neunziger Jahre des 19. Jahrhunderts entwickelt sich eine neue Konzeption, deren Spiritus Rector der Sohn des Direktors der Universitätsbibliothek, László Toldy, ist, der die Bibliothekserweiterung seines Vaters weiterführen will. Als Leiter des hauptstädtischen Archivs hat Toldy vorerst eine Stadtverwaltungsbibliothek im Sinn, die im Rahmen des Archivs aufgestellt und die Arbeit der städtischen Beamten unterstützen soll. Ab 1893 gibt es die kleine Bibliothek im Gebäude des neuen Rathauses, deren Hauptbestand am Anfang die an die Stadt abgegebenen Pflichtexemplare und die Publikationen der Akademie ausmachten.⁹

Bis zur Jahrhundertwende verlief die Entwicklung der Bibliothek des Hauptstädtischen Statistischen Amtes und der Bibliothek des Hauptstädtischen Archivs parallel. Die Bibliothek des Hauptstädtischen Archivs wurde jedoch – laut ihrem Katalog aus dem Jahre 1902 – nicht zu einer Verwaltungsbibliothek, dementsprechend erfüllten sie auch die Erwartungen der Stadtführung nicht. Sie war vielmehr eine Stadtbibliothek mit einem vielfältigen Sammelbereich, in der kirchengeschichtliche, philosophische, hi-

⁸ Gárdonyi Albert, op. cit., S. 14-17; Weiss-Földes, Béla: *Das statistische Bureau der Hauptstadt Budapest*. Budapest 1876. S. 15-17; Thirring, Gusztáv: *Budapest Székesfőváros Statisztikai Hivatalának története* (Geschichte des Statistischen Amtes der Hauptstadt Budapest), Budapest 1894. S. 63; György, Aladár: *Magyarország köz-és magánkönyvtárai 1885-ben* (Ungarns öffentliche und private Bibliotheken im Jahre 1885), Budapest 1886. S. 141, 146, 152-153.

⁹ Toldy László *jelentése a Fővárosi Levéltár Könyvtáráról 1901-ben* (Bericht von László Toldy über die Bibliothek des Hauptstädtischen Archivs) *Könyvtári Szemle* (Bibliotheksrundschau) 25. März 1902. S. 5-6; Derselbe: *Zárójelentés* (Abschlußbericht) 1903. *Fővárosi Közlöny*, (Hauptstädtisches Amtsblatt) 26. Juni 1903; Szabó, Ervin: *Visszapillantás* (Rückblick). *A Fővárosi Könyvtár Értesítője* (Informationsblatt der Hauptstädtischen Bibliothek) 1915. Nr. 1. S; Gárdonyi, Albert, op. cit., S. 25-27; Remete, László, op. cit. (Anm. 5), S. 24, 27-33.

storiſche, geographiſche Arbeiten ebenfalls zu finden waren.¹⁰ Es iſt jedenfalls ein Verdienſt des Direktors, daß er den Akzent auf das Sammeln von hiſtoriſchem Quellenmaterial von Budapest und auf ſog. Hungarica, Materialien aus der Zeit vor 1850, gelegt hat. Die Sammlung beſtand aus 13.523 Werken (1903), von denen über 35 Prozent Schenkungen waren.

Konzeptionelle Reife und planmäßige Bestandserweiterung zeichnete jedoch die Bibliothek im Statiſtiſchen Amt unter der Leitung von Józſef Köröſy aus, die mit den Jahrzehnten über reichhaltiges Fachmaterial auf den Gebieten Demographie, Volkswirtſchaft, Finanzweſen, ſtatiſtiſche Geographie ſowie Führung der Hauptſtadt verfügte. Die Bibliothek befand ſich im Gebäude der hauptſtädtiſchen Redoute (Deák Ferenc utca) und hatte einen gut ausgebauten Fachkatalog. Beſondere Anerkennung verdient, daß die Mehrheit des Beſtandes von 32.000 Bänden (1903) nicht durch ſtädtiſche Förderung, ſondern überwiegend durch den Austausch von Publikationen, aus eigener Kraft zuſtande kam. Zu dieſer Zeit hatten ſie Kontakt zu 48 ſtädtiſchen Einrichtungen der Welt, und es erſchienen auch einheimiſche Spender. Dadurch entſtand bis zur Schwelle des 20. Jahrhunderts eine Fachbibliothek von europäiſchem Maßſtab.

Die parallel verlaufende Bibliotheksentwicklung führte notwendigerweiſe zu Rivalitäten. Mit dem Kampf begann László Toldy, Leiter der Bibliothek des Hauptſtädtiſchen Archivs, der ſeinen Anſpruch auf den Verwaltungsbeſtand des Statiſtiſchen Amtes angemeldet hatte, wonach der Direktor der Bibliothek des Statiſtiſchen Amtes den Beſtand des Hauptſtädtiſchen Archivs übernehmen und dieſe zur öffentlichen Bibliothek der Hauptſtadt machen wollte. Die Erarbeiter der beiden Konzepte, die auch von ihrem perſönlichen Prestige angetrieben wurden, betrieben eine intensive Lobbyarbeit. Die ſtieß dieſmal in der Stadtführung, die ſich aus ihrer ordnungsdienſtlich-adminiſtrativen Rolle im engeren Sinn allmählich in Richtung einer dienſtleiſtungsorientierten modernen Stadtverwaltung bewegte, auf Aufnahmebereiſchaft. Orte des Ringens waren jahrelang die verſchiedenen Fachausschüſſe der Hauptſtadt bzw. die Sitzungen des Mu-nizipalausschüſſes. Hinter dem Direktor der Bibliothek des Archivs ſtanden der Oberbürgermeiſter Józſef Márkus und der Bürgermeiſter Józſef

¹⁰ Köröſy, Józſef: *Visszapillantás a Statisztikai Hivatal Könyvtárának 33 éves fennállására* (Rückblick auf das 33-jährige Beſtehen der Bibliothek des Statiſtiſchen Amtes), Budapest Főváros Statisztikai Hivatalának Havi Füzetei (Monatshefte des Statiſtiſchen Amtes der Hauptſtadt Budapest), 1903; Thirring, Guſztáv, op. cit. (Anm. 8)

Halmi, während das Gegenlager die Unterstützung des Museums- und Bibliotheksausschusses, in erster Linie des ambitionierten Vorsitzenden, des Stadtrates István Bárczy, des späteren namhaften liberalen Bürgermeisters, genoß. Auf Grund der Durchsetzung der Interessen der letzteren Gruppe hat der Stadtrat der Hauptstadt in seinem Beschluß von 1903 die Bibliothek des Archivs mit der des Statistischen Amtes zusammengelegt und mit deren Leitung József Kőrösy, den Direktor des Statistischen Amtes, beauftragt. So entstand im Jahre 1904 die öffentliche Bibliothek der Hauptstadt¹¹.

Den praktischen Aufgaben widmete sich der zu dieser Zeit ernannte Bücherbeauftragte und nach der organisatorischen Selbstständigkeit ab 1911 der neue Direktor, Ervin Szabó. Er arbeitete in der Zeit zwischen der Jahrhundertwende und dem Ersten Weltkrieg an der Schaffung einer Bibliothek, die in jeder Hinsicht zeitgemäß, von europäischem Maßstab und Niveau und mit Dienstleistungscharakter im Sinne der Erwachsenenbildung war. Das Wesen seines Konzeptes war, die Hauptstädtische Bibliothek in eine öffentliche Bibliothek umzustrukturieren, wobei die Aufgaben einer *public library* und des modernen deutschen Bibliothekstyps auf die Art und Weise vereint werden, daß die zentrale Bibliothek ihren bisherigen wissenschaftlichen Charakter einerseits beibehält und andererseits zu einer populärwissenschaftlichen und unterhaltenden Bibliothek wird und das Netz der Filialen mit allgemeinem Sammelgebiet um diese herum gruppiert wird und auch Aufgaben der freien Bildung wahrnimmt.

1912 wurde die von Ervin Szabó weiterentwickelte Version der Dezimalklassifikation eingeführt (die er bereits seit der Jahrhundertwende in der Bibliothek der Budapester Industrie- und Handelskammer angewendet hatte). Volle Bücherrevision, Aussonderung, die Neusortierung des Bestandes wurde durchgeführt (10.000 Bände gingen an das Statistische Amt zurück), Fertigstellung eines neuen Zettelkatalogs, Aufstellung von Fach- und Sondersammlungskatalogen, in Karteifächern untergebracht. Die Anzahl der Benutzer der Präsenzbibliothek wie auch der Leihbibliothek nahm von Jahr zu Jahr zu, was der Erweiterung der Räumlichkeiten, dem Umzug der Bibliothek nach dem Umbau der Elementarschule in der Károlyistraße zu

¹¹ Hauptstädtische Szabó-Ervin-Bibliothek. Sammlung Budapest. Archiv. A könyvtár egyesítésének iratai (Dokumente der Vereinigung der Bibliothek) 1903–1904; Fővárosi Közlöny (Hauptstädtisches Amtsblatt) 1902. Nr. 81, Nr. 84. Anlagen; Gárdonyi, Albert, op. cit. (Anm. 5), S. 37–53; Remete, László, op. cit. (Anm. 5), S. 33–39.

verdanken war (1914). Im Lesesaal gab es nach englisch-amerikanischem Muster eine Handbibliothek mit 2500 Bänden, im Zeitschriftensaal standen 500 laufende Zeitschriften zur Verfügung. Der Dienstleistungscharakter ist auch an der Änderung der Zusammensetzung der Leserschaft nachzuvollziehen. Die Anzahl der städtischen Beamten ging zurück, die Mehrheit der Leser machten Schüler, Studenten, Rechtsanwälte, private Beamte, Kleinbürger, einen bedeutenden Teil Handwerker und ausgebildete Fabrikarbeiter bzw. Frauen aus. Damit sie sich zurechtfinden konnten, gab es eigene Fachpublikationen der Bibliothek (Fővárosi Könyvtár Értesítője – Informationsblatt der Hauptstädtischen Bibliothek, Útmutató – Wegweiser).¹²

Grundvoraussetzung für die Tätigkeit der modernen Bibliothek war, daß die Stadtführung das Budget der Bibliothek um mehrere hundert Prozent erhöht hat und dies zu einer Bestandserweiterung von 10.000 Bänden im Jahr führte. Im Jahr des Ausbruchs des Ersten Weltkrieges kamen auf jeden der 951.000 Bürger der Stadt pro Kopf 30 Fillér Neuanschaffungen. Dies betrug etwa ein Drittel der Aufwendungen in 30 amerikanischen Großstädten, aber im europäischen Vergleich war das – abgesehen von London und Berlin – keine schlechte Kennzahl.¹³

Neben dem Kauf von bedeutenden Sammlungen nahm auch die Zahl der Schenkungen von Jahr zu Jahr zu. Aus der Zusammensetzung der Mäzene können wir auf den Transformationsprozeß der ehemals ständisch-adlig strukturierten städtischen Gesellschaft schließen. Der Mäzen und der Wohltäter sind keine Ausnahmepersönlichkeiten, die Mäzenatur ist nicht mehr eine zufällige Tätigkeit von Individuen, sondern ein zielgerichtete gemeinschaftliche Bestrebung, Ausdruck von Formen der Einzel- und Kollektivhandlungen. Mäzenatentum ist eine Erscheinungsform der sich modernisierenden bürgerlichen Gesellschaft, in der sich das Verhältnis zwischen privater und öffentlicher Sphäre, dem Individuellen und dem Kollektiven, den Ebenen der staatlichen und sozialen Handlung neu ordnet.

¹² *A Városi Nyilvános Könyvtár jelentése az 1914. évről*. Budapest, (Bericht der öffentlichen Bibliothek der Stadt über das Jahr 1914) 1915; Szabó, Ervin: *Emlékirat községi nyilvános könyvtár létesítéséről Budapesten*. (Gedenkschrift über die Gründung einer öffentlichen Gemeindebibliothek in Budapest) Budapest 1910; Es soll erwähnt werden, daß wir hier nicht die Fach- und Pressediskussion über die Baukonzeption der zu bauenden öffentlichen Bibliothek und des damit zusammenhängenden Kulturpalastes sprechen können. Siehe dazu die Dokumente der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek. „Kulturpalota 1910–1914.“ Dossier, sowie: *A Fővárosi Könyvtár Közleményei* (Mitteilungen der Hauptstädtischen Bibliothek) 1910. Nr. 7.

¹³ Remete, László, op. cit. (Anm. 5), S. 99, 101–104, 106–115, 167–169.

Aus der heutigen Perspektive ist es schwierig, die ursprüngliche Zusammensetzung der Bücherspenden zu identifizieren, da die Sammlungen meist im zentralen Bestand der Bibliothek aufgegangen sind, zudem gab es zahllose Neustrukturierungen. Wo die ursprünglichen Bücherverzeichnisse und Bestandslisten bestehen blieben oder später Kataloge erstellt wurden, war ich bemüht, diese zu nutzen und bestimmte Stücke der Sammlungen so zu identifizieren. In anderen Fällen können Exlibris, Stempel oder Eintragungen gewisse Auskünfte geben.

Die Namensliste der Einzelschenker war auf Grund der Zusammenfassung des hauptstädtischen Amtsblattes (Fővárosi Közlöny) und ab 1908 des Informationsblattes der Hauptstädtischen Bibliothek rekonstruierbar. Der Rat der Hauptstadt verordnete die Bekanntgabe der Namen der Mäzene, was auch die Änderung der gesellschaftlichen Ansichten in Bezug auf das Mäzenatentum signalisiert und so die Namen der Förderer ins Bewußtsein der Öffentlichkeit transportiert und das soziale Prestige wie auch den Vorbildcharakter ihrer Tätigkeit erhöht und zur Nachahmung animiert. Den jährlich veröffentlichten Listen entnahm ich die Namen der ehemaligen Eigentümer der Spenden von mehr als 50 Büchern.

Wenn man ihren sozialen Status und ihre Berufsverhältnisse übereinander legt, ergeben sich folgende Knotenpunkte. Vertreten sind die Aristokratenfamilien, wie die Zichys und Batthyánys, deren Mitglieder bereits bürgerlichen Berufen nachgehen. Eine zahlenmäßig starke Gruppe bilden die Intellektuellen – Wissenschaftler, Universitätsdozenten, Pfarrer, Redakteure, Journalisten und Architekten (János Xantus, Vámbéry Ármin und sein Sohn Rusztem Vámbéry, Lajos Thallóczy, Vilmos Bacher, Oszkár Jászi, Ernő Czóbel, Ferenc Heltai, Imre Légrády, József Vészi, Károly Gladi-schefsky, József Stier, Antal Steinhardt). Die bedeutendste Gruppe steht in irgendeiner Form mit dem Rathaus in Verbindung. Ihre innere Struktur zeigt folgendes Bild: Zu ihnen gehören die Mitglieder der Elite der städtischen Führung – Bürgermeister, Vizebürgermeister, Stadträte, Chefs der städtischen Ämter und Abteilungen (Ferenc Harrer, István Bárczy, Ödön Wildner, Károly Darvasi). Des weiteren die Führungskräfte der in erster Linie kulturellen und Bildungseinrichtungen in der Trägerschaft der Hauptstadt. So der ehemalige Direktor der Bibliothek des Hauptstädtischen Archivs, Ferenc Toldy, die Direktoren des Statistischen Amtes, József Körösy und Thirring Gusztáv, der Direktor der neuen Hauptstädtischen Bibliothek (Hauptarchivar Albert Gárdonyi, Gyula J. Pickler, Tivadar Kassowitz), Ervin Szabó und seine Mitarbeiter (József Madzsar, Róbert Braun, László

Dienes, Ödön Gohl Museumdirektor, József Frey). Die Mitglieder beider Gruppen schenken in erster Linie die Bücher, die sie während ihrer Amtszeit bekommen haben. Eine eigene Sondergruppe bilden die Beamten der mittleren Ebene, nachgeordnete Angestellte, Assessoren (Zoltán Sidó, Imre Basch, Magda Gross, Pál Drescher).

Aus den Vertretern des Wirtschaftsbürgertums stehen fast ausschließlich Namen solcher Personen auf der Liste der Spender, die gleichzeitig auch Mitglieder des Munizipialrates der Hauptstadt sind. Unter ihnen Frigyes Glück, Gasthaus- und Wirtschaftsbesitzer, Antal Székács, Großhändler, Artúr Wodianer, Verleger (Personen, die vermutlich zu dieser Gruppe gehören und neben deren Namen als Beruf Privatier steht – Antal Jónás, Artúr Redlich, Károly Krausz – konnte nicht identifiziert werden). Dies fällt schon deshalb besonders auf, weil eine Eigenart des Wahlsystems der Hauptstadt darin besteht, daß man die Hälfte der Stadträte, etwa 200 Personen, aus den Reihen der 1200 größten Steuerzahler der Stadt, aus den sog. Virilisten, wählt. Gleichzeitig sind die Vertreter des hauptstädtischen Wirtschaftsbürgertums auf dem Gebiet der Kunstsammlung und der Schenkung von Kunstschatzen, die zweifelsohne von einer größeren sozialen Öffentlichkeit und Anerkennung umgeben werden, bei weitem nicht unterrepräsentiert, was auf die von ihnen vertretenen Wertpräferenzen hinweist.¹⁴

Aus den Quellen, in erster Linie Testamenten, gehen selten direkte Antworten über die Motive der Schenkung hervor. Von Zeit zu Zeit tauchen Hinweise auf, und da es um geistige Güter geht, sind es meistens Motive der Erziehung und Bildung, die man breiteren Schichten der Gesellschaft zukommen lassen will.

Im Akt der Spende spielen persönliche Beziehungen, Netzwerke eine wichtige Rolle, die oft mit einem Kontaktsystem aus dem Berufsbereich einhergehen. Darauf wies auch schon László Toldy, der Direktor der Bibliothek des Hauptstädtischen Archivs, hin, aus dessen Notizen wir wissen, daß die Bibliothek dank seines persönlichen Einflusses in den Besitz der aus annähernd 1000 Bänden bestehenden Sammlung des international renommierten Naturwissenschaftlers und Ethnographieforschers, János Xantus kam. Xantus sammelte in der sog. heroischen Zeit, in den 50er und 60er

¹⁴ Zur Liste der Schenker: *Toldy László főlevéltáros jelentése a Fővárosi Könyvtár állományának a Fővárosi Statisztikai Hivatal kezelésébe való átadásáról 1902-ben.* (Bericht des Chefarchivars László Toldy über die Übergabe des Bestandes der Hauptstädtischen Bibliothek in die Verwaltung des Hauptstädtischen Statistischen Amtes) *Fővárosi Közlöny* (Hauptstädtisches Amtsblatt) 30. Juni 1903; *A Fővárosi Könyvtár Értesítője* (Informationsblatt der Hauptstädtischen Bibliothek), Jg. 1909–1916.

Jahren des 19. Jahrhunderts, erst als Angestellter der Eisenbahngesellschaft Pacific und dann als Beauftragter der Smithsonian Institution amerikaweit wertvolle Funde der Pflanzen- und Tierwelt der Prärie und schenkte diese dem Nationalmuseum. Seine damit zusammenhängende Büchersammlung vor allem amerikanischer geographischer, ethnographischer und naturwissenschaftlicher Werke, die damals Seltenheitswert besaßen, kam auf Grund seines Bücherverzeichnisses über seine Witwe in die Bibliothek.¹⁵

Ebenfalls auf Vermittlung von László Toldy kam die in erster Linie mit Budapest zusammenhängende Publikationssammlung von József Frey, dem Direktor der innenstädtischen Mädchenschule, Mitglied des Munizipalausschusses der Hauptstadt, 1901 in die Bibliothek des Archivs. Darüber hinaus schenkte Frey auch seine Aktien im Wert von 2.000 Kronen der Bibliothek. Daraus wurde eine Stiftung für den Kauf von Büchern ins Leben gerufen. Der Direktor der Bibliothek trug dafür Sorge, daß in den auf diese Art und Weise in den Bestand aufgenommenen Büchern stand, daß ihr Kauf der Frey-Stiftung zu verdanken ist.¹⁶

Persönliche Beziehungen spielten auch dabei eine Rolle, daß 1910 die Sammlung des früheren Ministers für Religion und Unterrichtswesen, Ágoston Trefort, in den Bestand der Hauptstädtischen Bibliothek aufgenommen wurde. Schenker waren die Tochter des Ministers, Edit Trefort, und der Enkel Ervin Batthyány, der „Anarchistengraf“. Den Aristokraten, der in Ungarn zu den ersten Verbreitern der anarcho-syndikalistischen Richtung mit französischen Ursprüngen war, verbanden mit dem Direktor der Bibliothek, dem syndikalistisch-marxistischen Ideen folgenden Ervin Szabó, über die enge idealistisch-politische Beziehung hinaus auch freundschaftliche Kontakte.

Der ehemalige Eigentümer der Sammlung Ágoston Trefort entstammte einer bürgerlichen Familie. Der Großvater diente als Mitglied eines wallonischen Militärregiments, er wanderte als Militärarzt ein und ließ sich in Ungarn nieder. Trefort ist Verfasser volkswirtschaftlicher Arbeiten, in de-

¹⁵ Schenkungsurkunde der Witwe von János Xantus sowie der Bericht des Chefarchivars László Toldy an den Munizipalausschuß der Hauptstadt 1895. In: *Tanácsi iratok* (Ratsdokumente) 23.258/1895.-VII; *Magyar Életrajzi Lexikon* (Ungarisches biographisches Lexikon), Hg.: Kenyeres, Ágnes Bd. 2. Budapest 1969. S. 1056-1057; *Magyar Tudós Lexikon* (Lexikon der ungarischen Wissenschaftler). Hg.: Nagy, Ferenc Budapest 1997. S. 877-878.

¹⁶ Bericht des Chefarchivars László Toldy an den Munizipalausschuß der Hauptstadt sowie das Bücherverzeichnis der Bibliothek. 8. Juni 1901. In: *Tanácsi iratok* (Ratsdokumente) 36.875/1901.-VII; Szinnyei József, op. cit., Bd. 3, S. 3752-753.

nen er zu Beginn des 19. Jahrhunderts über die Beseitigung des feudalen Eigentumsrechts, die Notwendigkeit der Kapitalisierung und der Entwicklung des Bürgertums schreibt, er ist Anhänger des Staatsaufbaus nach dem Muster der englischen Verfassung. 1848 ist er Staatssekretär im Ministerium für Landwirtschaft, Industrie und Handel. Nach Niederschlagung des Freiheitskampfes emigriert er und arbeitet nach seiner Rückkehr bis in die 60er Jahre zurückgezogen auf dem Besitz seiner Frau. Er ist ein Anhänger des Ausgleichs zwischen Österreich und Ungarn, ab 1872 ist er als Minister für Religion und Schulwesen Begründer des bürgerlichen öffentlichen Schulwesens in Ungarn. Während seiner Ministerzeit gilt er als Förderer der ungarischen bildenden Kunst, er ruft die Musikakademie ins Leben, an deren Spitze er den heimkehrenden Franz Liszt stellt. Er führt ein puritanisches, bürgerliches Leben, laut überlieferter Beschreibungen seiner Wohnung kann man sein Arbeitszimmer nicht von seinem Schlafzimmer unterscheiden, an den Wänden, auf den Tischen und auf dem Sofa überall Bücher, in erster Linie französische Werke. Den größten Teil seiner Bibliothek bildet französische politische und historische Literatur und die bis in die achtziger Jahre des 19. Jahrhunderts erscheinende französische Belletristik, in erster Linie Romane. Ein Verzeichnis seiner Bibliothek blieb nicht erhalten.¹⁷

Daß eine der wertvollsten Privatsammlungen auf die Hauptstadt überging, ist Graf Jenő Zichy (1837–1906) zu verdanken. Jenő Zichy schuf als Staatsmann und Wissenschaftler gleichermaßen Bleibendes. Er studierte an deutschen Universitäten Jura, danach übte er in den Bereichen Wirtschaftswissenschaften, Industrie und Schulwesen eine reichhaltige Tätig-

¹⁷ Zu den Schenkern Ervin Batthyány und Edit Trefort: Jemnitz, János: „Az anarcho-szindikalizmus Magyarországon 1914 előtt” (Der Anarcho-Syndikalismus in Ungarn vor 1914) *Párttörténeti Közlemények*, (Parteihistorische Mitteilungen) 1961. Nr.1. S. 129-131, 138-145, 157-165; Szabó Ervin levele Batthyányné Trefort Editnek 1910 október. (Der Brief von Ervin Szabó an Frau Batthyány, Edit Trefort) Nationalbibliothek Széchényi-Manuskriptensammlung; *Társadalmi lexikon* (Gesellschaftslexikon) Hg. Madzsar, József, Budapest 1928. S. 65; Gulyás, Pál: *Magyar életrajzi lexikon* (Biographisches Lexikon), Bd. 2 Budapest 1929. S. 717-718; Über den Bibliotheksbesitzer Ágoston Trefort: *Trefort Ágoston önéletírása* (Die Autobiographie von Ágoston Trefort), Sátoraljaújhely 1991; Falk, Miksa: *Kor-és jellemrajzok* (Zeit- und Charakterzeichnungen), Budapest 1903. S. 350-351; Mann, Miklós: *Trefort Ágoston élete és működése* (Das Leben und Werk von Ágoston Trefort), Budapest 1982. S. 142-143; Neményi, Ambrus: *Ágoston Trefort. Magyar Salon* (Ungarischer Salon), 1885. S. 339; Szinnyei, József, op. cit., Bd. 14, S. 532-538; *Új magyar irodalmi lexikon* (Neues ungarisches Literaturlexikon), Hg.: Péter, László. Bd. 3, Budapest 1994. S. 2139-2140.

keit aus. Ab 1880 ist er Vorsitzender des ungarischen Industrievereins (Gründer: József Eötvös), als seine Hauptaufgabe sah er die Entwicklung des Handwerkernachwuchses, der Lehrlingsausbildung und die Teilnahme der ungarischen Industrie an ausländischen Ausstellungen. Er war Organisator der Landes-Industrierausstellung im Jahre 1885.

Einen internationalen Ruf errang er mit drei wissenschaftlichen Expeditionen. Er zog durch den Kaukasus, durch das innere Asien, erreichte über Sibirien die Mongolei und über Nordchina nach Peking. Sein Ziel war, die archäologischen, ethnographischen, anthropologischen Spuren der Wanderung der Ungarn zu erforschen und die Herkunft der Ungarn zu ermitteln. Er kehrte von jeder seiner Reisen mit einer reichhaltigen Sammlung zurück, obwohl er die direkten Spuren der Ungarn vor der Landnahme nicht finden konnte. Neben zahllosen Arbeiten faßte er seine Forschungen in einem sechsbändigen Werk zusammen, für die internationale Wissenschaftlergemeinschaft auch in deutscher Sprache. Als Anerkennung seiner Verdienste ist er Ehrenmitglied der Ungarischen Geographischen Gesellschaft, der Akademie der Wissenschaften, durch seinen sozialen Stand Abgeordneter des Oberhauses, kaiserlicher und königlicher Kämmerer, Geheimer Rat.¹⁸

Jenő Zichy, aber auch schon sein Vater Ödön Zichy, waren bedeutende Kunstsammler. Noch zu Lebzeiten richtete er in seinem Palais in der Rózsa utca ein Privatmuseum ein, dessen Hauptteile die Galerie, die Waffensammlung und die Kunstgewerbe-Sammlung (Schmuck und Bronze) bildeten. Diese Kollektion wurde auf Grund seiner Expeditionen durch eine ethnographische Sammlung und eine Bibliothek vervollständigt. In seinem Testament vermachte er dies alles 1906 der Hauptstadt, unter dem Vorbehalt, daß die Sammlung unter dem Namen Zichy-Museum zusammenbleibt und sein als Haupterbe eingesetzter Sohn Rafael Zichy bis zum Lebensende über das Palais und die darin befindlichen beweglichen Sachen ein Nutznießrecht hat. In seinem Testament kam seine Bindung an die Hauptstadt auch dadurch zum Ausdruck, daß er sich nicht in der Familienkrypta beerdigen lassen, sondern im Kerepesi-Friedhof ruhen wollte. Die Stadt stiftete dem berühmten Wissenschaftler ein Ehrengrab und auf Vorschlag des

¹⁸ Szinnyei, József, op. cit., Bd. 14, S. 1821-1823; *Magyar tudós lexikon* (Lexikon der ungarischen Wissenschaftler), Hg.: Nagy, Ferenc, Budapest 1997. S. 889; Gelléri, Mór: *Ipartörténeti vázlatok* (Industriegeschichtliche Skizzen), Budapest 1906. S. 653-670.

hauptstädtischen Rates für öffentliche Arbeiten wurde die Új utca im sechsten Bezirk in Zichy Jenő utca umbenannt.

In der Auslegung des Testaments kam es jedoch zwischen dem Erben und den städtischen Behörden zum Streit, der in einen fünfjährigen Prozeß mündete. Die Leitung der Hauptstadt hielt die Trägerkosten der Sammlung für zu hoch, sie zögerte, sie ganz zu übernehmen, und Rafael Zichy wollte die Situation der Hauptstadt erschweren sowie zahlreiche Gegenstände für seine persönliche Nutzung zurückhalten. Schließlich kam es 1911 zu einem Kompromiß. So wurde die Bildersammlung zum Stock der späteren Hauptstädtischen Galerie, die Expeditionssammlung kam in die ethnographische Abteilung des Nationalmuseums.¹⁹

Die Zichy-Jenő-Bibliothek kann nicht als eine einheitlich oder in einer Richtung als vollständig betrachtet werden, aber sie enthält durch die Möglichkeiten des aristokratischen Sammlers Besonderheiten. Dazu gehört z. B. der sog. Zichy-Kodex, der ursprünglich der Sammlung des Großonkels, ebenfalls Jenő, entstammte. Der Herausgeber des Kodex war Angelo Cortini, der beim Amt für Wasserregulierung der Republik Venedig als Zeichner, „pertegador“ beschäftigt war. Den geheimnisvollsten Teil des Kodex stellten nach römischen Denkmälern angefertigte architektonische und zierende Zeichnungen dar, worunter sich eine Sammlung der Gedichte eines unbekannten italienischen Verfassers aus dem letzten Jahrzehnt des 15. bzw. dem ersten Jahrzehnt des 16. Jahrhunderts verbarg und die vom Venezianer Cortino in einem toskanisch anmutenden Dialekt beschrieben bzw. umgeschrieben wurden. Und dies hauptsächlich Liebes- und politische Lyrik in Sonettform, was auch aus der Sicht der italienischen Literatur- und Sprachgeschichte als Seltenheit gilt. Darüber hinaus zahlreiche Wiegendrucke aus dem 15. Jahrhundert und Drucke aus dem 16., unter ihnen von Strabon *Geographia* aus dem Jahre 1472, die Werke von Cicero, Livius, Ovid aus Venedig, Plinius des Jüngeren aus dem Jahre 1560/61 aus Lyon, Ptolemaios' *Geographia universalis* aus Basel 1545, Thuróczy's 1488-er *Cronica Hungarorum* aus Augsburg. Aus den späteren Zeiten sollten noch die Notizen von Marie-Luise erwähnt werden, die einen bedeutenden Beitrag aus der Zeit Napoleons darstellen.²⁰

¹⁹ Fővárosi Közlöny (Hauptstädtisches Amtsblatt) 1907. Nr. 2. S. 46; ebenda 1911. Nr. 27. S. 914; ebenda 1911. Nr. 28. S. 965-968; *A Fővárosi Könyvtár Értesítője*, (Informationsblatt der Hauptstädtischen Bibliothek) 1911. S. 521.

²⁰ Ich möchte mich auf diesem Weg bei Mária Klinda bedanken, die in Bezug auf die im Zichy-Vámbéry-Thallóczy-Nachlass aufbewahrten Manuskripte und Drucke mit ihren mündlichen und schriftlichen Informationen uneigennützig Hilfe geleistet hat. *A*

Zu einem würdigen Pendant der Zichy-Sammlung wurde die Sammlung von Ármin Vámbéry (1832–1913), dem Orientalisten, die von seinem Sohn Rusztem Vámbéry, dem Privatdozenten der Universität, 1914 der Bibliothek geschenkt wurde. Vámbéry, der einer armen, aus Bamberg eingewanderten jüdischen Familie entstammte (ursprünglicher Name: Bamberger), lernte als Autodidakt in den Jahren der Mittelschule die meisten europäischen Sprachen, wie auch Türkisch. Mit der Unterstützung von Baron József Eötvös kam er 1857 nach Konstantinopel, wo er sechs Jahre lang die Sprach-, Religions- und sozialen Gewohnheiten der Türken studierte. Dabei entstand das Deutsch-türkische Wörterbuch, das erste deutschsprachige Buch, das in Konstantinopel gedruckt wurde (1858).

In der Suche nach den Spuren der Ungarn begann seine neue Expedition 1861. Indem er sein Leben aufs Spiel setzte, verkleidete er sich als Dersisch und schloß sich einer Karawane nach Mekka an und erreichte Bokhara (Buchara) und Teheran. In seinen Reisebeschreibungen veröffentlichte er seine Sammlungen und Beobachtungen über ein für die Europäer unbekanntes Gebiet, das in ein paar Jahren seine Unabhängigkeit verliert und zum Teil des Zarenreiches wird. Auf dem Heimweg hielt er Vorträge in London, in der Royal Geographical Society und er wird auch am Hof Napoleons des Dritten empfangen. Als Verfasser bahnbrechender wissenschaftlicher Arbeiten und ausgezeichnete Kenner der Geographie und Ethnographie sowie der türkischen Philologie wird er Berater der englischen und türkischen Regierung. Ab 1865 unterrichtet er östliche Sprachen an der Pester Universität, er ist Mitglied zahlreicher europäischer wissenschaftlicher Gesellschaften. Seine Arbeiten werden von John Murray, dem berühmten Verleger, herausgegeben, aber sie erscheinen auch auf Deutsch und Französisch.²¹

Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár 1601 előtti nyomtatványainak katalógusa. (Katalog der Drucke der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek vor 1601) Fertiggestellt: Klinda, Mária, Budapest 2001; Zambra, Lajos: *A Fővárosi könyvtár Zichy kódexe* (Der Zichy-Kodex der Hauptstädtischen Bibliothek), *A Fővárosi Könyvtár Értesítője* (Informationsblatt der Hauptstädtischen Bibliothek) 1914. S. 62-74; Derselbe: „A Zichy kódex és az olasz líra a XV. század második felében“ (Der Zichy-Kodex und die italienische Lyrik in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts), Sonderdruck aus der *Egyetemes Philológiai Közlöny* (Philologische Mitteilungen) Jg. 39. 1915.

²¹ Szinnyi, József, op. cit., Bd. 14, S. 817-825; *Magyar tudós lexikon.* op. cit. Hg.: Nagy, Ferenc Budapest 1997. S. 836-837; *Magyar életrajzi lexikon.* op. cit. Hg.: Kenyeres, Ágnes Bd. 2. Budapest 1969. S. 949; Vámbéry, Rusztem: *Önéletrajzi vallomás.* (Autobiographisches Geständnis) In: *Amíg városatya lettem* (Bis ich Stadtvater wurde), Hg.: György, Endre Budapest 1930. S. 308-309; Klinda, Mária:

Bedingung des Schenkers, Rusztem Vámbéry, war, daß die Sammlung seines Vaters mit dem Merkmal Vámbéry versehen und zusammen mit der Zichy-Sammlung eine Sondersammlung über Asien wird. Er verpflichtete sich ebenfalls, sein diesbezügliches Buchmaterial der Hauptstädtischen Bibliothek zu vermachen. Das Informationsblatt der Bibliothek verkündet, daß die Schaffung einer asiatischen, moslem-afrikanischen, russischen und balkanischen Sammlung im Gange ist, insbesondere mit einem ökonomischen, politisch-kolonialen und historischen Profil, die wegen des heterogenen Charakters des Materials dann Ost-Sammlung genannt wird.²²

Eine weitere Vervollkommnung der Sammlung bedeutete die Aufnahme der Privatbibliothek von Lajos Thallóczy mit 6.000 Bänden in den Bestand. Thallóczy (1854–1916) Historiker und Staatsmann, Direktor des Archivs des gemeinsamen österreichisch-ungarischen Finanzministeriums, danach Abteilungsleiter im Finanzministerium, Lehrer für öffentliches Recht und Geschichte am Theresianum, lebt ab 1885 in Wien. Sein Interesse gilt seit den achtziger Jahren Rußland und dem Balkan, seine Reiseerlebnisse und Erfahrungen notiert er in seinem Tagebuch. Als Kenner aller südslawischen Sprachen, als Herausgeber zahlreicher historischer Quellennachweise wird er zu einem Balkan-Experten. Ab 1908 ist er der Leiter des Schulwesens im durch die Monarchie annektierten Bosnien-Herzegowina, während des Ersten Weltkrieges Regierungsbevollmächtigter des besetzten Serbien. Die Zusammensetzung seiner Bibliothek widerspiegelt sein Interesse, aber sie enthält auch zahlreiche Drucke aus dem 16. Jahrhundert und stellt einen hohen Wert dar. Sie gerät ins Eigentum der Hauptstädtischen Bibliothek, nachdem Thallóczy auf dem Heimweg von der Beerdigung Franz-Josefs einem Eisenbahnunglück zum Opfer gefallen war.

„Kéziratok a Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár állományában” (Manuskripte im Bestand der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek), *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Évkönyve* (Jahrbuch der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) Bd. 21. 1983/1984. Budapest 1988. S. 89-97; Hajdú, Helga: *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár válogatott kézíratainak katalógusa* (Katalog der ausgewählten Manuskripte der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek), Manuskript. Budapest 1964.

²² „Keleti kéziratok és könyvek a Vámbéry könyvtárból” (Orientalische Manuskripte und Bücher aus der Vámbéry-Bibliothek), *Akadémiai Értesítő* (Informationsblatt der Akademie) 1916. S. 660-683; „Keleti gyűjtemény” (Orientalische Sammlung), *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Értesítője* (Informationsblatt der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) 1914. S. 357; *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Budapest gyűjtemény. Irattár* (Hauptstädtische Szabó-Ervin-Bibliothek. Sammlung Budapest. Archiv). *Az Ázsia-keleti gyűjtemény rendezése* (Sortierung der Sammlung Asien-Orient) 1917/1918.

Die Bedeutung der drei zusammengeführten Privatsammlungen wird in erster Linie während des Krieges aufgewertet, als sich das Interesse der Öffentlichkeit der wirtschaftlichen und politischen Literatur dieser Region zuwendet, wobei sie von der Führung der Bibliothek mit bibliographischer und Zeitschriftenliteratur, mit Flugblättern und Plakaten weiterentwickelt wird, die durch die Zensur bereits stark eingeschränkten Publikationen aus den Ländern der Entente inbegriffen, wodurch sie eine monarchieweit einmalige Sammlung besitzen.²³

Neben der individuellen finden wir auch für kollektive Spenden Beispiele, wenn auch deutlich weniger. Repräsentant der kollektiven Spende ist die Ferenc-Deák-Loge für die Brüderlichkeit. In der Geschichte der ungarischen Freimaurer begann mit 1868 ein neues Kapitel, als die ungarische Regierung unter Gebrauch seines souveränen Rechts die reichskaiserliche Verbotsbestimmung aus dem Jahre 1795 außer Kraft setzte. Als Folge der konsolidierten Situation nach dem österreichisch-ungarischen Ausgleich und des wirtschaftlichen Aufschwungs wurden nacheinander die inzwischen wieder frei tätigen Logen gegründet (bis zum Ersten Weltkrieg gab es 126 Logen mit 13.000 Mitgliedern). Die Bedeutung der Ungarischen Symbolischen Großloge überschritt bei Weitem die Landesgrenzen, da diese die einzige ständige und auch zahlenmäßig stärkste Organisation der Region war – inklusive des Balkans außer Griechenland. Die ungarische Gesellschaft der Freimaurer wurde, unabhängig von den Ansichten der Logenmitglieder, durch eine philanthropische Nächstenliebe und Verbreitung der Begeisterung für die Kunst, öffentliche Moral und Güte zusammengehalten. Gleichzeitig war diese Bewegung mit der geistigen und politischen Gärung um die Jahrhundertwende einhergegangen, die sich in der Sozialwissenschaftlichen Gesellschaft, die die bürgerlichen Radikalen vereinte, und um die mit ihr in Verbindung stehende Zeitschrift „Huszadik Század“ herum bzw. in linken radikalen Organisationen, wie im Galilei-Kreis, entfaltete.

Bei der Behandlung der Bewegung der Freimaurer sollte Erwähnung finden, daß uns die Funktionsweise des Mäzenatentums auch der Erschlie-

²³ Tagebuch von Lajos Thallóczy 1887–1900. Széchényi-Nationalbibliothek. Manuskriptsammlung. Quart. Hung. 2549; Thallóczy Lajos hagyatéka és a napló folytatása (Nachlaß von Lajos Thallóczy und Archiv); ebenda A keleti gyűjtemény iratai 1917–1918 (Dokumente der Orientalischen Sammlung); Klinda, Mária: „A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár ősnymtatványai” (Wiegendrucke der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek), *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Évkönyve* (Jahrbuch der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) 1966/1967. Budapest 1968. S. 121-133.

ßung der unsichtbaren Verbindungsfäden der sich strukturierenden bürgerlichen Gesellschaft näher bringt, da wir unter den Spendern für die Hauptstädtische Bibliothek zahlreiche Personen wiederfinden, die in den verschiedenen Freimaurerlogen und in den erwähnten Organisationen gleichermaßen tätig waren. Auf Grund der Liste der Mäzene und Schenker am Jahresende gibt es eine klar umrissene geistig radikale Gruppe (Oszkár Jászi, Ernő Czóbel, Elek Bolgár, Róbert Braun, József Madzsar, Béla Dienes, Ervin Szabó) und eine elitäre Gruppe vom Rathaus, mit Bürgermeister István Bárczy, Vize-Bürgermeister Ferenc Harrer, dem Stadtrat Ödön Wildner, dem Hauptarchivar Albert Gárdonyi und dem Vizedirektor des Statistischen Amtes Gyula J. Pickler an der Spitze. Zwischen den beiden Gruppen gibt es sogar eine direkte Durchlässigkeit, da diese geistige Gruppe als das geistige Hinterland für Bürgermeister Bárczy galt.

Die 1883 gegründete Ferenc-Deák-Loge war eigentlich eine mit schottischem Ritual, die in erster Linie eine philanthropische Tätigkeit ausübte. Die Gründungsurkunde formuliert die „... Aufgabe, daß der Bruder nicht nur in den Mauern der Loge Bruder sein soll, sondern in allen Bereichen der Gesellschaft.“ Sie gründete die ungarische Haushaltsschule, das Heim der Invalidenkinder, den Verein zur Unterstützung der Armen, sie förderte die Angelegenheit der Volksbildung und gab den begabten Kindern aus armen Verhältnissen Stipendien für ihr Studium. Die Einnahmen der Loge stammten aus Mitgliedsbeiträgen, aus Einzahlungen auf den sog. Deák-Fonds und aus freiwilligen Spenden. Die Mitglieder waren meist gutsituierete Bürger, Freischaffende, Ärzte, Rechtsanwälte, Architekten sowie Beamte, Bankangestellte, Lehrer, Grossisten und Fabrikanten.

Da die Loge das 25. Jubiläum ihres Bestehens würdig feiern wollte, beschloß sie, für das Volk eine Bibliothek zu gründen und zu diesem Zweck eine Stiftung in Höhe von 20.000 Kronen anzulegen. Der Antreiber der Initiative war Antal Székács, Glasgroßhändler und Fabrikant, Mitglied des Hauptstadtausschusses, Vizepräsident der Budapester Handels- und Industriekammer, Abgeordneter des Oberhauses.²⁴

Die Idee harmonisierte mit der Absicht des Direktors der Hauptstädtischen Bibliothek und der Führung der Hauptstadt. Im ersten Jahrzehnt des 20. Jahrhunderts trat die Schaffung von öffentlichen Filialbibliotheken in

²⁴ *A Deák Ferenc Testvériség Páholy iratai* (Dokumente der Deák-Ferenc-Brüderlichkeit-Loge) 1885. Magyar Országos Levéltár Ungarisches Zentralarchiv (im Weiteren: MOL.) P 1104; *A Deák Ferenc Testvériség Páholy szabályzata*. Budapest, (Die Satzung der Deák-Ferenc-Brüderlichkeit-Loge) 1905; Benedek, Marcell: *Naplómat*

den Vordergrund, da zur Befriedigung des sich in der Bevölkerung verbreitenden Lesebedarfs durch die Einführung der Pflichtschule in den 70er Jahren, durch den Ausbau des Netzwerks der Bürgerschulen die verschiedenen Vereins- und Volksbibliotheken, gewerkschaftlichen Arbeiterbüchereien nur zum Teil geeignet waren. Diese Funktion sollte ein öffentliches Bibliotheksnetz übernehmen, das der Bildung, der Kultur und der Unterhaltung breiter Bevölkerungsschichten dient und nach anglo-amerikanischem Muster funktioniert.

Die Führung der Ferenc-Deák-Loge nahm nach einer Abstimmung mit dem Direktor der Hauptstädtischen Bibliothek dessen Vorschlag an und trat statt für eine Bibliothek in der Zentrale der Loge für eine moderne Filialbibliothek an einem öffentlichen Ort ein, die von der Hauptstadt gebaut wird. So entsteht im Dezember 1913 nach einigem Hin und Her die erste Bibliotheksfiliale der Hauptstadt in einem eigens dafür geplanten pavillonartigen Bau, auf dem Almássyplatz im 6. Bezirk, der in erster Linie von Kleinbürgern bewohnt wird.

Die Mitglieder der Loge unterstützten die Einrichtung der Bibliothek auch mit direkten Schenkungen. Antal Székács, der Glasfabrikant, schenkt die farbigen Fenstergläser, Sándor Buchwald, der durch die gegen Zahlung zu benutzenden Stühle auf dem Donaukorso bekannt wurde, übermachte der Bibliothek 50 Stühle, andere machen noch weitere Geldspenden. In Folge der Aktion unter den Logenmitgliedern werden bei Eröffnung der Bibliothek 400 Bände übergeben. Es wird ein Ausschuß aus Logenmitgliedern und Mitarbeitern der Bibliothek zur Kontrolle der Tätigkeit der Bibliothek gebildet. Der Ausschuß macht im Geiste der Gründungsurkunde einen Vorschlag zum Ankauf von Büchern, er organisiert populärwissenschaftliche Vorträge, versucht außerhalb der Bibliothek von Stiftungen Geld- und Bücherspenden zu bekommen und freiwillige Mitwirkende an der Arbeit der Bibliothek zu gewinnen.

Die Bibliothek machte das Ausleihen wie auch das Vor-Ort-Lesen für Erwachsene und Kinder möglich. Der Bestand umfaßte zu Beginn 3.400 Bände, es standen auch Zeitschriften und Zeitungen zur Verfügung. Schon

olvasom (Ich lese mein Tagebuch), Budapest 1966. S. 196-203; L. Nagy, Zsuzsa: *Szabadkőművesek* (Freimaurer), Budapest 1988. S. 43-45, 50-57; Berényi, Zsuzsanna Ágnes: *A szabadkőművesség kézikönyve* (Handbuch des Freimaurertums), Budapest 2001. S. 155-156; *Szabadkőművesek akik Budapest Székesfővárosnál szolgálati viszonyban álltak* (Freimaurer, die ein Dienstverhältnis zur Hauptstadt Budapest hatten), Budapest 1932. Zu Antal Székács: *Magyar politikai lexikon* (Lexikon der ungarischen Politik), 1914–1929. Hg.: T. Boros, László, Budapest 1929. S. 409.

aus den Besucherzahlen im ersten Monat war zu erkennen, daß der Bedarf die Möglichkeiten bei Weitem überschritt, die Kinder standen stundenlang Schlange, um hineinzukommen. Die Zahl der in einem Monat ausgeliehenen Bücher war so hoch wie der Umsatz der Handels- und Industriekammer im gesamten Jahr 1907. Die Zahl der vor Ort gelesenen und ausgeliehenen Bücher erreicht fast den gesamten Umsatz der Bibliothek der Ungarischen Akademie der Wissenschaften im Jahr 1907.

Das Bücherverzeichnis der Bibliotheksfiliale wird fertig gestellt, was vom Prinzip der Gemeinnützigkeit zeugt. Die wichtigsten Handbücher, Lexika, Budapests Adressen- und Wohnungsverzeichnis, der Hauptstädtische Almanach, Ungarns Offizierstitel- und -namensliste, grundlegende sozialwissenschaftliche Literatur, praktische naturwissenschaftliche und populärwissenschaftliche medizinische Werke, Handbücher der modernen Berufe wie Stenographie, Handelskenntnisse und Buchhaltung stehen zur Verfügung. Dazu kommen Reisebeschreibungen, Landkarten, historische und Freizeit-Literatur, Sport- und Spielbücher, eine bedeutende Belletristik, meist von zeitgenössischen Autoren, in erster Linie aus den Serien „Olcsó Könyvtár“ und „Modern Könyvtár“. Die Hauptstädtische Bibliothek dachte die erste Bibliotheksfiliale als Referenz- und Musterbibliothek, aber der Ausbau des Netzwerks wurde durch den Krieg gestoppt.²⁵

Das Wirtschaftsbürgertum ist – wie bei den Privatspenden – im kollektiven Mäzenatentum kaum vertreten. Die erste ungarische Firma des Großkapitals war hier die Bierbrauerei aus Kőbánya (Kőbányai Serfőző Rt.), deren Vorstand 1916 für die Bibliotheksfiliale Nr. 3 in der Százados út 5.000 Kronen spendet. Es ist bekannt, daß die anglo-amerikanischen Groß-

²⁵ A Deák Ferenc, 2. számú fiókkönyvtár iratai (Dokumente der Deák-Ferenc-Bibliotheksfiliale Nr. 2), Hauptstädtische Szabó-Ervin-Bibliothek. Sammlung Budapest. Archiv; Szabó, Ervin: „A nyilvános könyvtár. Fiókkönyvtárak” (Die öffentlichen Bibliotheken. Bibliotheksfilialen), *Fővárosi Könyvtár Értesítője* (Informationsblatt der Hauptstädtischen Bibliothek), 1914. S. 26-30; Deák Ferenc Bibliothek. Pesti Napló, 1913. 19. Oktober; *Könyvtárávatás a fővárosban* (Einweihung einer Bibliothek in der Hauptstadt), Pesti Hírlap, 1913. 29. Oktober; *A Deák Ferenc Könyvtár felavatása* (Einweihung der Deák-Ferenc-Bibliothek) Corvina 1913; *A Deák Ferenc Könyvtár könyvjegyzéke* (Bücherliste der Deák-Ferenc-Bibliothek) Budapest 1913; *A Deák Ferenc Könyvtár könyvsorozata* (Bücherserie der Deák-Ferenc-Bibliothek) Budapest 1897–1914; Farkas Józsefné: „A 2. számú könyvtár félévszázada” (Ein halbes Jahrhundert der Bibliothek Nr. 2). *Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Évkönyve 1963* (Jahrbuch der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) Budapest 1964. S. 898-106, 118-120; A 2. fiók (Die Filiale Nr. 2) (Deák Ferenc Könyvtár). *A Budapesti Városi Könyvtár Értesítője*, (Informationsblatt der Budapester Stadtbibliothek) 1915. S. 36-37.

kapitalisten im Ausbau des Netzes der *public library*, die deutschen Industrieunternehmen wie Krupp oder Siemens in der Schaffung der öffentlichen Stadt- und Arbeiterbibliotheken aktiv beteiligt waren, was wir von den ungarischen Gruppen des Großkapitals kaum behaupten können. In Kenntnis dieses Defizits und der internationalen Praxis startete der Direktor der Bibliothek in der Zeitung „Pesther Lloyd“ und in der „Magyar Gyáripárosok“ (Ungarische Industrielle) eine Kampagne, die aber wenig Erfolg hat. Lediglich Siemens und Schuckert ließen eine bescheidene Summe für eine zu gründende Arbeiterbibliothek zukommen.

Mit dem Tod des Direktors der Bibliothek Ervin Szabó im Jahre 1918 geht eine Epoche zu Ende. Letztmalig gelangt eine große Anzahl Bücher (5.000 Bände) ohne finanzielle Opfer in den Besitz der Bibliothek.²⁶

Bis ins erste Jahrzehnt entsteht in Bezug auf den Sammelbereich der Bibliothek ein markanter Charakter. In Fortsetzung der Sammeltätigkeit der Bibliothek des Statistischen Amtes und der Bibliothek des Hauptstädtischen Archivs wird 1914 die Budapest-Sammlung gegründet. Diese wird dann über die Sammlung Budapest hinaus eine internationale Sammelstelle für urbanistische, statistische, administrative Literatur über alle bedeutenden amerikanischen und europäischen Großstädte.

Unter den ungarischen Bibliotheken ist das gesellschaftswissenschaftliche Profil der Bibliothek als einmalig zu betrachten (Soziologie, Ethnographie, Anthropologie, Sozialpolitik), da im wissenschaftlichen Leben wie auch im ungarischen öffentlichen Leben nach deutschem Muster durch die vorherrschende historisch-rechtliche Schule der öffentlich-rechtliche Ansatz dominant war. Die moderne gesellschaftswissenschaftliche Ausbildung und der Bedarf nach wissenschaftlichen Untersuchungen zur Aufdeckung sozialer Fragen waren in der ungarischen Gesellschaft noch längst nicht verwurzelt, ihre Bekanntheit beschränkte sich auf eine kleine Gruppe. Die Aktivität dieser Gruppe hinterließ – wie bereits bei der Erschließung der unsichtbaren Fäden des Mäzenatentums hingewiesen wurde – durch ihre Spenden Spuren in der Art des Sammelbereichs der Bibliothek und verlieh diesem auch für spätere Zeiten einen gewissen Charakter. Die Sammlung umfaßte jedoch darüber hinaus ebenso Werke der konservativen

²⁶ Remete, László: *Szabó Ervin szocialista könyvgyűjteménye a Fővárosi Könyvtárban. I. rész* (Die sozialistische Büchersammlung von Ervin Szabó in der Hauptstädtischen Bibliothek. Teil I) *A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Évkönyve* (Jahrbuch der Hauptstädtischen Szabó-Ervin-Bibliothek) 1964/1965. Budapest 1966, S. 104-123. Uő: 2. Teil ebenda 1966/1967. Budapest 1968. S. 104-107, 115-120.

Wissenschaftler der Sozialwissenschaftlichen Gesellschaft (Győző Concha, Benedek Jancsó, István Apáthy) wie die ungarische und internationale sozialistische Literatur aus revolutionären Epochen, ungarische und französische syndikalistische Arbeiten und die Werke der Repräsentanten der bürgerlichen Soziologie Comte, Dilthey, Spencer, Sombart, Tönnies und Sorel.

Subjektive Absichten und zeitweise Zufälle spielten auch eine Rolle. So werden die Grundlagen der orientalistischen Sammlung durch den Zichy-Vámbéry-Thallóczy-Nachlaß geschaffen, deren Großteil wegen ihres wissenschaftlichen Charakters 1953 in die Bibliothek der Akademie der Wissenschaften gebracht wird. Es gibt auch durch Ankäufe entstandene Sondersammlungen als Ergebnis einer gezielten Sammeltätigkeit, z. B. die ungarische Flugblattsammlung von Géza Ballagi oder Dénes Szűcs' Nachlaß, die editio princeps-Sammlung der ungarischen schöngeistigen Literatur zwischen 1767 und 1862.

Obwohl den Großteil des Bibliothekbestandes die Belletristik ausmachte, blieb die Hauptstädtische Bibliothek bis zum Ersten Weltkrieg grundlegend eine Fachbibliothek. Eine besonders große Bedeutung erhält das Gründungsjahr 1904 in der Geschichte der Bibliothek auch deshalb, weil die Bücher von Ignác Frank – wenn auch nur ein Teil von ihnen – aus der Universitätsbibliothek in die Bibliothek des Statistischen Amtes überführt wurden und sie damit nach 50jähriger Wanderung endlich dort anlangten, wohin sie der Spender haben wollte, in der Bibliothek der Hauptstadt.

Die Gründung der Bibliothek Bruckenthal und ihr Einfluß auf das Geschichtsbewußtsein der Siebenbürger Sachsen

Attila Verók

Über das Leben und Werk des einer Bürgerfamilie entstammenden Barons und Gubernators (1777–1787) Samuel von Bruckenthal (1721–1803), des einzigen Sachsen und Nichtkatholiken, der dieses ansonsten katholischen Ungarn vorbehaltene Amt jemals in Siebenbürgen innehatte, wurde schon viel geschrieben.¹ Seiner Tätigkeit als Gründer der siebenbürgisch-sächsischen Nationalbibliothek und, im Zusammenhang damit, seiner einflußreichen Rolle in der sächsischen Geschichtsschreibung wurde dagegen außer kurzen Erwähnungen fast keine Beachtung geschenkt. Er hat aber – zwar nicht im aufgeklärten Europa, aber im Leben der sächsischen Bevölkerung Siebenbürgens – etwas so Bedeutendes getan, daß es sich lohnt, sich mit diesem Phänomen eingehender zu beschäftigen.

Die Leidenschaft, Bücher zu sammeln, übernahm Bruckenthal von seinem Vater und Schwiegervater, die beide ihre Bücher von im Ausland studierenden siebenbürgischen Peregrinanten gekauft hatten, weil damals im abgelegenen östlichen Teil der Habsburgermonarchie die Bücherbeschaffung schwierig war.² Dazu kamen dann schon früh selbsterworbene Bücher, die er hauptsächlich während seiner langen Aufenthalte zwischen 1759 und 1774 in der Reichshauptstadt Wien erwarb. Als Anhänger der Freimaurerei und der Aufklärung hat er nicht nur seine Bibliothek vermehrt, sondern auch die später bekannt gewordenen Sammlungen wie die Mineralien-, Gemälde- und Handschriftensammlungen, die siebenbürgische Münzsammlung, die archäologischen, die sächsischen Goldschmiede-, Kirchenkunst-

¹ Georg Adolf Schuller veröffentlichte in seiner Monographie eine vollständige Bibliographie über Bruckenthal bis 1969. Siehe Ders.: *Samuel von Bruckenthal*. 2 Bde., München, 1967–1969. Bd. 2. S. 333–343. [zitiert: Schuller 1967–1969.] Seitdem sind nur einige Publikationen von größerer Bedeutung erschienen: z. B. Göllner, Carl: *Samuel von Bruckenthal*. Bukarest, 1977; Kelecsényi Gábor: *Bruckenthal Sámuel*. In: Ders.: *Múltunk neves könyvgyűjtői* [Bekannte Büchersammler unserer Vergangenheit]. Budapest, 1988. S. 147–156 [zitiert: Kelecsényi 1988].

² Kelecsényi 1988, S. 150.

und ethnographischen Sammlungen erweitert.³ Als er im Jahre 1774 aus Wien endgültig nach Siebenbürgen (Hermannstadt, ung. Nagyszeben, rum. Sibiu) heimkehrte, hat er die Vergrößerung seiner wertvollen Sammlungen nicht aufgegeben. Beim Erwerb von Büchern bekam er durch den Buchbinder und Buchdrucker Martin Hochmeister d. Ä. – er eröffnete 1778 eine Buchhandlung in Hermannstadt, die nach 1789 von seinem Sohn Martin Hochmeister d. J. weitergeführt wurde –, vielfache Hilfe.⁴ Eine weitere Buchhandlung in Hermannstadt wurde 1780 von Barth Gromen Genselmeier ins Leben gerufen, aber sie war für den Sammelfleiß von Bruckenthal nicht so bedeutend wie die erste Hermannstädter Buchhandlung.⁵

Neben den Bibliotheken entstanden, dem Geist der Aufklärung entsprechend, Gesprächskreise und Lesegesellschaften⁶, Zeitungen und Zeitschriften wurden gegründet.⁷ Das lebhafte Geistesleben, ein Blütezeichen der sächsischen Kultur hervorgerufen durch die Verbreitung des Lesens hat 1790 Bruckenthal also dazu bewogen, seine Sammlungen in eine Instituti-

³ Vgl. dazu Schuller 1967–1969. Bd. 2. S. 283–305.

⁴ Teutsch, Friedrich: *Geschichte der Siebenbürger Sachsen für das sächsische Volk*. Bd. 2. 1700–1815 *Von den Kuruzzenkriegen bis zur Zeit der Regulationen*. Unveränderter Nachdruck der Ausgabe Hermannstadt 1907. Köln/Wien, 1984, S. 181. [zitiert: Teutsch 1984]; Kókay, György: *A könyvkereskedelem Magyarországon* [Der Buchhandel in Ungarn]. Budapest, 1997. S. 93–94 [zitiert: Kókay 1997]; Wittstock, Joachim/Sienerth, Stefan: *Die deutsche Literatur Siebenbürgens*. Bd. 1–2. München 1997–1999, Bd. 2. S. 38–44 [zitiert: Wittstock–Sienerth 1997–1999]; Kroner, Michael: *Kulturleistungen der Siebenbürger Sachsen*. Lietratur, Wissenschaft, Theater, Musik, Presse- und Buchwesen, Museen und Archive. Nürnberg, 2000, S. 68 [zitiert: Kroner 2000].

⁵ Teutsch 1984, S. 245.

⁶ Auch in der Privatbibliothek Bruckenthals hat sich ein kleiner Freundeskreis als „Liebhaber der Literatur“ im Rahmen einer öffentlichen Lesegesellschaft versammelt, um gemeinsam zu lesen und diskutieren. Vgl. dazu Teutsch 1984, S. 328, 430–431; Kelecsényi 1988, S. 151 und Wittstock–Sienerth 1997–1999, Bd. 2. S. 28–29. Zum Einfluß der europäischen Freimaurerei in Mittel- und Osteuropa siehe: Ludwig Hammermayer, *Zur Geschichte der europäischen Freimaurerei und der Geheimgesellschaften im 18. Jahrhundert*. In: *Beförderer der Aufklärung in Mittel- und Osteuropa*. Freimaurer, Gesellschaften, Clubs. Hrsg. von Éva H. Balázs u. a., Essen 1987; Ders.: *Zur Geschichte und Historiographie der deutschen Freimaurerei vom 18. bis 20. Jahrhundert*. In: *Kulturbeziehungen in Mittel- und Osteuropa im 18. und 19. Jahrhundert*. Hrsg. von Wolfgang Kessler u. a., Essen 1987; Göllner, Carl: *Aspekte der Aufklärung in Siebenbürgen im 18. Jahrhundert*. In: *Beförderer der Aufklärung in Mittel- und Osteuropa*. Freimaurer, Gesellschaften, Clubs. Hrsg. von Éva H. Balázs u. a., Essen 1987. S. 153–160.

⁷ 1784–1787 *Siebenbürger Zeitung*, 1788–1792 *Der Kriegsbote*, 1790–1801 *Siebenbürgische Quartalschrift* (die erste wissenschaftliche Zeitschrift in Siebenbürgen), 1792–1862 *Der Siebenbürger Bote*. Vgl. dazu Teutsch 1984, S. 325–326; Kókay 1997, S. 94; Wittstock–Sienerth 1997–1999, Bd. 2. S. 37–45.

on, einen „Ort der Aufklärung“, umzuwandeln, die zuerst nur Lehrern, Pfarrern, Gelehrten und Freunden zugänglich war. In seinem Testament vom 3. Januar 1802 schrieb er dann, daß seine Sammlungen auch der öffentlichen Benutzung dienen sollten, zu deren Erhaltung und Vermehrung eine Summe von 36.000 Gulden bestimmt wurde. Wenn aber seine Familie erlöschen würde – was 1872, nach dem Tode von Hermann Bruckenthal geschehen ist –, sollte das Gymnasium von Hermannstadt die Bibliothek bekommen.⁸ Die Idee, eine öffentliche Bibliothek zu gründen, war in Hermannstadt nicht neu. Die Büchersammlung des Halleschen Professors siebenbürgischer Herkunft Martin Schmeizel (1679–1747) wurde nach seinem Tod vom Professor Michael Agnethler in der Absicht gekauft, eine jedem zugängliche Stadtbibliothek in Hermannstadt zu gründen.⁹ In Hermannstadt war 1782 die erste, wenn auch kurzlebende Leihbibliothek eingerichtet worden, ein Troppauer Buchhändler lieferte hierher wohlfeile Nachdrucke der besten Werke aus allen Wissensgebieten.¹⁰ Beide Versuche scheiterten aber. So muß Bruckenthal die Gründung der ersten bedeutenden öffentlichen, zugleich der ersten Bibliothek der sächsischen Nationsuniversität hoch angerechnet werden.

Seit der Eröffnung der Bibliothek und des Museums Bruckenthal im Jahre 1817 ist die Bibliothek bis heute die wichtigste sächsische Büchersammlung in Siebenbürgen. Das Museum war zugleich das erste Museum Siebenbürgens sowie des heutigen Rumänien und ist bis heute eine der repräsentativsten Kulturstätten des Landes geblieben.¹¹ Die ursprünglich etwa 13.000, bei Eröffnung schon 16.000 Bände enthaltende Bücherei wurde durch Ankäufe, Schenkungen, vor allem aber durch die Übernahme der Bestände der „Kapellenbibliothek“¹² im Jahre 1879 und der Bibliothek der

⁸ Kroner 2000, S. 68.

⁹ Csapodi, Csaba–Tóth, András–Vértesy, Miklós: *Magyar könyvtártörténet* [Ungarische Bibliotheksgeschichte]. Budapest, 1987. S. 150 [zitiert: Csapodi–Tóth–Vértesy 1987].

¹⁰ Teutsch 1984, S. 430; Kroner 2000, S. 68.

¹¹ Ernst Wagner, *Geschichte der Siebenbürger Sachsen. Ein Überblick*. Thaur bei Innsbruck 1990⁶. S. 57.

¹² Die „Kapellenbibliothek“ war ursprünglich eine Privatbibliothek, die der Sächsegraf Albert Huet im 16. Jahrhundert auf Erbwegen und durch Ankauf erworben hatte. Die Bibliothek umfaßte 140 Titel und ging weit über das hinaus, was damals zu einer bürgerlichen Büchersammlung gehörte. Im Jahre 1592 vermachte Huet die Bücher der Hermannstädter Gymnasialbibliothek, die auf seine Veranlassung in die neben der Schule gelegene Jakobskapelle überführt wurde, die bis 1879 als Bibliotheksgebäude

Juristischen Fakultät im Jahre 1885 wesentlich erweitert. Sie umfaßte damit rund 150.000 Bände und 386 Inkunabeln. 1948 wurde sie verstaatlicht und verleibte sich gleichzeitig die Bücherei des Naturwissenschaftlichen Museums ein, wodurch sie eine Dokumentations- und Forschungsstätte ersten Ranges wurde, die zur Zeit 250.000 Bände zählt.¹³

Über die Beziehung der verzweigten Tätigkeit¹⁴ Bruckenthals und des sächsischen Schrifttums kann festgestellt werden: „*Als Vertreter der sächsischen Volksgemeinschaft, als siebenbürgischer Würdenträger und österreichischer Staatsmann ist Bruckenthal Gegenstand einer ausgedehnten wissenschaftlichen und publizistischen wie auch schöngeistigen Literatur geworden.*“¹⁵ Diese Behauptung bedarf einer Ergänzung, weil sie im allgemeinen richtig ist, sich aber nicht auf den Bibliotheksgründer und Mäzen bezieht. Diesem Bereich wurde in der Fachliteratur nur wenig Aufmerksamkeit gewidmet.¹⁶

Als sächsisches Nationalmuseum und sächsische Nationalbibliothek wurden die Bruckenthal-Sammlungen zum ersten Mal am 25. Februar 1817 in der Eröffnungsrede des damaligen Stadtpfarrers und Museumsdirektors

diente. Auch die übrigen Büchersammlungen der Stadt und der Kirchen gelangten in diese Bücherei, die später als „Kapellenbibliothek“ bekannt war.

¹³ Vgl. dazu Friedrich Müller, „Die Incunabeln der Hermannstädter „Kapellenbibliothek“. In: *Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde*, 14 (1877). S. 293–358, 489–543; Friedrich Teutsch, „Geschichte des ev. Gymnasiums A. B. in Hermannstadt“. In: *Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde*, 17 (1882). S. 1–132, bes. S. 40–41, 76–77; Carl Albrich sen., *Geschichte des ev. Gymnasiums A. B. in Hermannstadt*. Programm des evangel. Gymnasiums A. B. und der damit verbundenen Realschule, sowie der evangel. Elementarschule A. B. zu Hermannstadt für das Schuljahr 1895/96, 1896. S. 12–13, 146–148; *Katalog der Bibliothek des Baron Bruckenthal'schen Museums in Hermannstadt*. Bd. 1–3. Nagyszeben, 1896–1900; Schuller 1967–1969. Bd. 2. S. 296–299; Csapodi–Tóth–Vértesy 1987. S. 240.

¹⁴ Er war ein vielbeschäftigter Mensch, der in fast allen Bereichen des Lebens – Politik (Staatsmann, Diplomat), Gesetzgebung, Verwaltung, Landwirtschaft, Industrie, Dienstleistungen (Feuerwehr usw.), Schulwesen, Kirche, Kultus- und Kunstleben (verschiedene Sammlungen, Kirchenmusik) usw. – aktiv tätig war, deshalb wurde und wird er als einer der größten Sachsen in Siebenbürgen in Ehren gehalten.

¹⁵ Wittstock–Sienerth 1997–1999. S. 15.

¹⁶ Zoltán Szász bemerkt: „*Ein bedauernswertes Moment der gesamten siebenbürgischen Historiographie ist das Fehlen moderner Archivforschungen zur Darstellung des Arbeitsalltags der Sachsen und ihrer Tätigkeit, die das wirtschaftliche und kulturelle Niveau anhob und auch in gesamtsiebenbürgischer und ostmitteleuropäischer Sicht herausragt. Die Synthese von Teutsch ist auch heute unübertroffen.*“ Vgl. *Kurze Geschichte Siebenbürgens*. Hrsg. von Béla Köpeczi. Budapest, 1990. S. 711.

Johann Filtsch (1753–1836) benannt.¹⁷ Der Redner berief sich in seinem Vortrag auf ähnlichen Zwecken dienende siebenbürgische Sammlungen wie die des Baron Ignác Batthyány in Weißenburg (ung. Gyulafehérvár, rum. Alba Iulia) und die des Grafen Sámuel Teleki in Neumarkt am Mieresch (ung. Marosvásárhely, rum. Târgu Mureş). Die erwähnten Beispiele sind aber nicht genau genug, weil die Bruckenthal-Sammlung nie – wie die beiden anderen – im Ausland bewahrt wurde, sondern von Anfang an in Siebenbürgen blieb¹⁸, wodurch sie und sein Gründer sich großes Ansehen verschafften. Das war ein Grund dafür, daß die Bibliothek das Bestimmungswort „National“ erhalten hat. Einen anderen Grund verweist auf das Zusammengehörigkeitsgefühl der Siebenbürger Sachsen¹⁹, für das die Gründung einer Büchersammlung mit einem spezifischen Bestand, nämlich Hungarica, genauer Transsylvanica, noch genauer Saxonica²⁰ von großer Bedeutung war. Dieses Gefühl wurde später noch dadurch verstärkt, daß sich in der Sammlung wertvolle Sachen befinden: 386 Inkunabeln, eine fast vollständige Sammlung aus dem 18. Jahrhundert, das ganze Material der deutschsprachigen Literatur in Siebenbürgen, eine reichhaltige Handschriftensammlung mit der sog. Bruckenthal-Bibel aus dem 15. Jahrhundert, der Altenberger-Kodex oder die Sammlung der sächsischen Landes- und Stadtgesetze bzw. Verordnungen. Der spezielle Sammelkreis, den die Bruckenthal-Sammlung aufweist, und der Gründer selbst waren für die sächsische Geschichtsschreibung in einem von drei Völkern bewohnten Gebiet, die immer nur die Geschehnisse der eigenen Nation betrachteten,²¹

¹⁷ Csaki, Michael: „Die Baron Bruckenthalische Gemäldegalerie“. Sonderdruck aus: *Karpathen. Halbmonatschrift für Kultur und Leben*, 4 (1911). S. 7. Der Text der Rede ist in der Zeitschrift *Siebenbürgische Provinzialblätter* 1824. Heft 3. S. 230–236 zu lesen. Sárközy, Zoltán: *Az erdélyi szászok a nemzeti ébredés korában (1790–1848)* [Die Siebenbürger Sachsen in der Epoche des Nationalbewußtseins (1790–1848)]. Budapest, 1963 (=Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sorozat; 28). S. 94.

¹⁸ Kosáry, Domokos: *Művelődés a XVIII. századi Magyarországon* [Kulturverhältnisse Ungarns im 18. Jahrhundert]. Budapest 1996³. S. 560.

¹⁹ Das war eine typische Erscheinung der Zeit, als sich im 18. Jahrhundert auch die allmähliche Herausbildung von Rang und Status der ethnischen Gruppen sowie ihr Zusammenschluß vollzog. Was die Siebenbürger Sachsen anbelangt, so wurde die stufenweise Konsolidierung der ethnischen Gruppe bis hin zu einem Volk fortgeführt. Dies umfaßte – im Gegensatz zu der alten ständischen Nation der privilegierten Schicht – neben der politischen Führungsschicht auch Kleriker, Bauern und Bürger.

²⁰ Kelecsényi 1988. S. 151.

²¹ Jakó, Zsigmond: *A kolozsmonostori konvent jegyzőkönyvei (1289–1556)* [Die Protokolle des Konvents in Kolozsmonostor (1289–1556)]. Bd. 1–2. Budapest, 1990. Einführender Teil, S. 7, 22. – Die geschlossene Welt, in der sie ihr Leben geführt haben,

sehr bedeutend und wichtig. Deshalb wurde Samuel von Bruckenthal als „patriotischer Sachse“ in der Fachliteratur und in dem öffentlichen Leben nach 1849 gefeiert, wo der Patriotismus unter dem Begriff „*wenn jemand für sein sächsisches Volk Opfer zu bringen bereit war*“²² zu verstehen ist. Er wurde „Patriot“ genannt, der seine Dienste dem Volk und seiner Kirche, „ungeachtet der bestehenden Scheidewände in nationaler und religiöser Hinsicht“ allen Landesbewohnern zur geistigen Anregung gewidmet hat.²³ Der Reichtum Bruckenthals wurde so zum Reichtum der Siebenbürger Sachsen.²⁴

Ich habe das Jahr 1849 als Wendepunkt in der sächsischen Geschichtsschreibung erwähnt. In der Fachliteratur wird angenommen, daß „*bis 1849 hauptsächlich Politikgeschichte [und damit eine siebenbürgisch-sächsische Geschichte faktographischer Art, A. V.] geschrieben wurde, nach 1849 hingegen, als die Siebenbürger Sachsen keine eigene politische Geschichte mehr hatten, wurde hauptsächlich die Kulturgeschichte gepflegt.*“²⁵ Das heißt, von den Anfängen bis 1849, als die Sächsische Nationsuniversität (Universitas Saxonum) noch über vollkommene Autonomie in Siebenbürgen verfügte, konzentrierte sich die Geschichtsschreibung auf die politischen Ereignisse und auf die Rechtsgeschichte. Sie strebte danach, auf sachliche und – wenn man so etwas in Verbindung mit Politik behaupten darf – objektive Weise mit dem Anspruch der Wissenschaftlichkeit über ihre Themen zu berichten.²⁶ Aber nach 1849, als die Revolution und der Freiheitskampf scheiterte, oder nach 1852, als das Traumgebilde „Mark-

und die starke Bewahrung der Autonomie trugen zu der immerwährenden Partikularität des Sachsen in Siebenbürgen vom Andreanum (1224) bis 1876 bei. Vgl. dazu Erdély története [Geschichte Siebenbürgens]. Bd. 1-3. Hrsg. von Béla Köpeczi u. a., Budapest 1988³. S. 1614-1615. [zitiert: Erdély története].

²² Teutsch 1984. S. 242.

²³ *Aufklärung. Schrifttum der Siebenbürger Sachsen und Banater Schwaben.* Hrsg. von Carl Göllner und Heinz Stănescu. Bukarest 1974. S. 258.

²⁴ Vgl. dazu MacArthur, Marilyn: *Zum Identitätswandel der Siebenbürger Sachsen. Eine kulturanthropologische Studie.* Hrsg. und eingeleitet von Georg Weber. Köln/Wien 1990. S. 75–76.

²⁵ Csaki, Richard: *Vorbericht zu einer Geschichte der deutschen Literatur in Siebenbürgen.* Hermannstadt 1920. S. 8; Sienerth, Stefan: *Beiträge zur rumäniendeutschen Literaturgeschichte.* Cluj-Napoca 1989. S. 20; Szegedi, Edit: *Geschichtsbewußtsein und Gruppenidentität. Die Historiographie der Siebenbürger Sachsen zwischen Barock und Aufklärung.* Köln/Weimar/Wien 2002, S. 8. [zitiert: Szegedi 2002a]

²⁶ Vgl. dazu Andreas Möckel, „Geschichtsschreibung und Geschichtsbewußtsein bei den Siebenbürger Sachsen“. In: *Studien zur Geschichtsschreibung im 19. und 20. Jahrhundert.* Hrsg. von Paul Philippi. Köln/Graz 1967, S. 1-23.

grafschaft Sachsen“ in Siebenbürgen nicht in Erfüllung gegangen ist,²⁷ oder endgültig nach 1876, als die sächsische territoriale Autonomie aufgehoben und die Nationsuniversität in eine reine Verwaltungsbehörde für das Universitätsvermögen umgewandelt wurde und die Amtsbefugnisse des Sächsengrafen (Comes) auf den von der Regierung ernannten Obergespannkomes des Hermannstädter Komitats übergingen,²⁸ fing in der sächsischen Geschichtsschreibung eine zweite Epoche an. Diese sog. zweite Renaissance²⁹ der Bestätigung und Wiederherstellung der fast 700 Jahre alten Gruppenidentität brauchte andere Mittel in der Geschichtsschreibung: Fortan wollte man auf die menschliche Gefühle und das Nationalbewußtsein einwirken, damit die alten Rechte und Autonomie wieder als legitim anerkannt werden, und wollte von einer einheitlichen sächsischen Nation und nicht von einem ethnischen Splitter sprechen.³⁰ Dazu war die Existenz einer Nationalbibliothek und eines Nationalmuseums ein ausgezeichneter Nährboden als Symbol des nationalen Zusammengehörigkeitsgefühls und als Zeichen der Stärkung des nationalen Bewußtseins bzw. der Geschlossenheit und Separation der Siebenbürger Sachsen.

Die Dichotomie der Lebensumstände der Siebenbürger Sachsen vor und nach 1849 manifestiert sich also in zwei verschiedenen Richtungen der heimischen Geschichtsschreibung. Es waren allerdings Überlappungen in beiden Epochen vorhanden, wie in der ersten Phase die erste Antwort der Historiographie auf die Reformen Josephs II., d. h. die natürliche Antwort der Nationalbildung auf die Verschmelzung,³¹ was das kennzeichnende

²⁷ Erdély története S. 1439.

²⁸ Vgl. dazu Erdély története S. 1643; Carl Göllner, „Die Auflösung der Sächsischen Nationsuniversität (1876). Vorgeschichte und Folgen“. In: *Gruppenautonomie in Siebenbürgen. 500 Jahre siebenbürgisch-sächsische Nationsuniversität*. Hrsg. von Wolfgang Kessler. Köln/Wien 1990, S. 355-366 [zitiert: Göllner 1990]; Friedrich Gottas, Das Ende der Nationsuniversität und deren Ablösung durch die evangelische Kirche im Spiegel der Berichterstattung des Siebenbürgisch-Deutschen Tageblattes. In: *Ebenda* S. 367-388; Otto Binder, „Die Vermögensverwaltung der Nationsuniversität nach 1876“. In: *Ebenda* S. 389-409.

²⁹ Die erste Renaissance, genauer die eigentliche Entfaltung der sächsischen Geschichtsschreibung taucht im ersten Drittel des 16. Jahrhunderts auf. Vgl. dazu: Szegedi, Edit: „Báthory István és az erdélyi százok történeti és politikai tudatának kialakulása“ [István Báthory und die Herausbildung des geschichtlichen und politischen Bewußtseins der Siebenbürger Sachsen]. In: *Limes*, 2002. Heft. 1. S. 81-86 und Szegedi 2002a.

³⁰ Vgl. dazu Hans Beyer, „Geschichtsbewußtsein und Nationalprogramm der Siebenbürger Sachsen“. In: *Studien zur Geschichtsschreibung im 19. und 20. Jahrhundert*. Hrsg. von Paul Philippi. Köln; Graz 1967, S. 56-115.

³¹ Teutsch 1984. S. 322.

Merkmal der zweiten Epoche ist. Nach den Eingriffen in die sächsische Autonomie in den Jahren 1849, 1852 und 1876 waren die Tendenzen der Stärkung des nationalen Bewußtseins, also die Abwehrmechanismen der Geschichtsschreibung³² selbstverständlich. Hier fällt aber wieder eine interessante Eigenart des sächsischen Geschichtsbewußtseins auf: Nach 1876 wurde das eigene Geschichtsbewußtsein schwächer, die Zugehörigkeit zur großen deutschen Nation aber stärker. Diese Erscheinung ist nur aus kulturell-ideologischer Sicht von Bedeutung, sie hat politisch wenig Gewicht. Das Bild des „östlichen Vorpostens“ der deutschen Nation³³ und die Ideologie, daß die Hüter der deutschen Kulturgüter im Osten die Sachsen seien,³⁴ lebte im Nationalbewußtsein der Siebenbürger Sachsen noch lange fort. Diesem Bild entsprach das Bewußtsein, daß die Kulturgüter der ersehnten deutschen und der eigenen siebenbürgisch-sächsischen Nationen in einer Schatzkammer, d. h. in den wunderschönen und wertvollen Bruckenthal-Sammlungen aufbewahrt sind.³⁵

³² Vgl. dazu: Teutsch 1984. S. 323-325.

³³ *Erdély története* S. 1328, 1331, 1613, 1644 und Teutsch, Friedrich: *Um- und Vorschau*. In: *Hundert Jahre sächsischer Kämpfe*. Zehn Vorträge aus der Geschichte der Siebenbürger Sachsen im letzten Jahrhundert. Hermannstadt, 1896. S. 342-343.

³⁴ Vgl. dazu: Göllner 1990. S. 358-359.

³⁵ Eine ähnliche Aufbewahrungsarbeit repräsentiert auch die Zeitschrift *Archiv für Siebenbürgische Landeskunde*, die seit 1842 ununterbrochen, aber unter verschiedenen Titeln (I. Folge, 1878-1930: *Korrespondenzblatt des Vereins für siebenbürgische Landeskunde*; II. Folge, 1931-1941: *Siebenbürgische Vierteljahrsschrift*; III. Folge 1971-1977 *Korrespondenzblatt des Arbeitskreises für Siebenbürgische Landeskunde*; IV. Folge, seit 1978 bis heute: *Zeitschrift für Siebenbürgische Landeskunde*, die 1999 mit der Zeitschrift *Siebenbürgische Semesterblätter* [München 1987-1998] vereinigt wurde) die Publikationen über die Siebenbürger Sachsen wie eine virtuelle Bibliothek sammelt. Vgl. dazu: Zimmermann, Harald: „Bemerkungen zur Geschichte des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde“. In: *Studien zur Geschichtsschreibung im 19. und 20. Jahrhundert*. Hrsg. von Paul Philippi. Köln; Graz, 1967, S. 24-55.

Die Bibliothek der Metropole von Alba Iulia

Eva Mârza

„Die Geschichte der Bibliotheken ist Bestandteil der Geschichte der Gesellschaft, sie steht in Beziehung zur Geschichte der Schrift und des Buchdrucks und im Zusammenhang mit der Geschichte der Ideen“.¹ Dieses Zitat stammt aus einem Buch, das die Vorarbeit zu einer umfassenden Geschichte der Bibliotheken im heutigen Rumänien sein soll. Wir befinden uns aber noch in einer Lage, in der wir historische Bibliotheken oder Buchkollektionen überhaupt rekonstruieren müssen. Das zitierte Buch bietet die Einleitung zu einem Werk, das, wie die Geschichte des Buchdrucks im heutigen Rumänien auch, noch auf ihre Autoren wartet.²

Während in westeuropäischen Fachpublikationen Kupferstiche von Innenansichten mittelalterlicher Bibliotheken gezeigt werden, die einigen Mönchsorden gehörten, oder Abbildungen von Universitäten mit Bücherregalen, in denen wertvolle „libri catenati“ aufgestellt sind, ist das Bild der historischen Bibliotheken des heutigen Rumänien nicht bekannt.³ Die ersten Bibliotheken, die den Mönchsorden gehörten, sind in Siebenbürgen als Verlängerung des europäischen Klosterlebens entstanden. Da das westeuropäische Klosterleben sich aber vom osteuropäischen unterschied, bedarf es auch einer anderen Annäherung im Bereich der Bibliotheken. Es wird vermutet, daß die ersten Klosterbibliotheken in diesem Gebiet in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts entstanden sind.

Das Fehlen zeitgenössischer Dokumente erschwert die Forschung, jedoch können einige Informationen zur Erstellung eines vermutlichen Buchbestandes beitragen. In dieser Lage befindet sich die „vermutliche“

¹ Gheorghe Buluță, *Scurtă istorie a bibliotecilor din România* (Kurze Geschichte der Bibliotheken in Rumänien), Bukarest 2000, S. 6.

² Über Siebenbürgen siehe: Borsa, Gedeon: „Die Buchdrucker des XV. und XVI. Jahrhunderts in Ungarn“. *Bibliothek und Wissenschaft* 1965. S. 1-23; eine neue Monographie von Judit Ecsedy: *A könyvnyomtatás Magyarországon a kézisajtó korában 1473–1800* (Geschichte des Buchdrucks in Ungarn). Budapest 1999.

³ Über siebenbürgische Bibliotheken siehe Csapodi, Csaba: „Ungarische Bibliotheksgeschichte. Vom Mittelalter bis zum Frieden von Szatmár (1711)“. In: *Gutenberg Jahrbuch* 1984. S. 332–357; eine neue Monographie: Madas Edit/Monok István: *A könyvkultúra Magyarországon a kezdetektől 1800-ig*. (Das Buch in Ungarn von den Anfängen bis 1800). Budapest 2003.

Bibliothek der Metropolitankirche in Alba Iulia. Das von uns vor eineinhalb Jahrzehnten vorgeschlagene Thema hat mit der Zeit Gestalt angenommen. Wir sind zwar auch jetzt noch nicht zufrieden; gern hätten wir mehr Anhaltspunkte gehabt, weil die Alba Iuliaer Metropolitankirche mit Sicherheit viele Bücher besessen hat. Hunderte von Büchern hätten wir vielleicht aufspüren können, nachdem das Gesetz über das Nationale Kulturelle Erbe 63/1974 zum Studium, zur Untersuchung und Veröffentlichung der Ergebnisse anspornte. Wir haben uns bemüht, die Aufmerksamkeit interessierter Kollegen darauf zu lenken. Die Ergebnisse versuchen wir mit den von uns seit Jahren gesammelten Ergebnissen zu untermauern. „Schon seit zwanzig Jahren beschäftige ich mich mit der Sammlung und Ordnung der rumänischen Buchdruckereien“, sagte im Jahre 1838 Vasilie Popp in der Einführung zu *Disertație despre tipografiile românești*“⁴. Auch heute ist es für Untersuchungen der rumänischen Kultur aus früheren Jahrhunderten nicht einfacher geworden.

Die Alba Iulia des 17. Jahrhunderts hat ihre eigenen Historiker, die unter den verschiedensten Perspektiven die Geschichte der Stadt analysiert haben, selbständig oder im Kontext der Geschichte Siebenbürgens. Doch wir möchten uns nicht lange mit dem historischen Rahmen und der umfangreichen Bibliographie aufhalten. Die Geschichte der Bibliothek der Metropolitankirche in Alba Iulia wird ein Kapitel in der Geschichte dieses wichtigen Kulturzentrums Siebenbürgens sein, wenn eine zusammenfassende Darstellung geschrieben wird.⁵

Die Geschichte der Alba Iuliaer Metropolitankirche kann man bis ins 8. Jahrzehnt des 16. Jahrhundert zurückverfolgen. Die Hinweise auf die Existenz von Büchern in dieser Institution, in der es auch ein Kloster gegeben hat, reichen nur bis 1622. Wir haben uns gefragt, ob wir in diesem Kontext

⁴ Vasilie Popp, *Disertație despre tipografiile românești în Transilvania și învecinatele țări de la începutul lor și până în vremile noastre*, Sibiu 1838 (Dissertation über die rumänischen Druckereien aus Siebenbürgen und Nachbarländern von Beginn bis zu unseren Zeiten). Einleitende Studie, Anmerkungen, Zusammenfassung und Namenverzeichnis von Eva Mârza und Iacob Mârza, Klausenburg 1995, S. 114.

⁵ *Alba Iulia 2000*, Alba Iulia 1975. Ein früherer Exkurs über die Geschichte der Bibliothek der Metropolitankirche in Alba Iulia haben wir unter den Titel *O bibliotecă românească la Alba Iulia în secolul al XVII-lea* (Eine rumänische Bibliothek von Alba Iulia im XVII-ten Jahrhundert), in *Valori bibliofile din Patrimoniul National Cultural. Cercetare și Valorificare*, II 1983, S. 63-70 geschrieben. Auf Forderung der Redaktion, wurde diese Studie im Jahre 1994 übersetzt und veröffentlicht in *Transylvanian Review*, IV 1995, Nr. 2, S. 72-80, unter den Titel „A Romanian Library at Alba Iulia in the 17th Century“.

von einer Klosterbibliothek sprechen können. Der Begriff „Bibliothek“ wird in keinen der Fälle erwähnt, die wir weiter unten vorstellen werden. Die heutige Definition der Bibliothek als „organisierte, öffentliche oder private Kollektion von Büchern, Manuskripten, Zeitschriften“⁶ wird sich aus dem Kontext nicht rechtfertigen lassen. Da aber über so viele Bücher gesprochen wird, von denen wir gewisse Beweise haben, müßten diese in einer Bibliothek versammelt gewesen sein. Das Schicksal dieser Bibliothek gleicht dem Schicksal anderer Bibliotheken in Südost-Europa, die durch die geschichtlichen Ereignisse zerstreut wurden oder spurlos verschwunden sind. Dank der Tüchtigkeit einiger Urkundensammler, wie Timotei Cipariu⁷ im 19. Jahrhundert und Ioan Lupaş⁸ in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts können wir heute Teilinformationen mit einigen von ihnen veröffentlichten Dokumenten ergänzen.

Die Rechtfertigung der Existenz einer Bibliothek im Kloster und in der Metropolitankirche in Alba Iulia ergibt sich aus einer Parallele zu jedem anderen Kloster und jeder anderen kirchlichen Institution der Zeit. Es ist im allgemeinen anerkannt und bewiesen, daß solche Einrichtungen nicht ohne Bücher funktionieren konnten. Zudem stand im 17. Jahrhundert eine rumänische Buchdruckerei⁹ in Beziehung zur Metropolitankirche in Alba Iulia, in der auch ein Kreis von Übersetzern aus mehreren Sprachen – griechisch, slawisch, lateinisch, ungarisch, hebräisch – tätig war. Wir glauben, daß eine Buchdruckerei von einer Bibliothek abhängig war, die ihr Texte liefern konnte. Ein weiterer Beweis für unsere Hypothese ergibt sich daraus, daß

⁶ Virgil Olteanu, *Din istoria și arta cărții Lexicon (Aus der Geschichte und Kunst der Büchern. Lexikon)*, Bukarest 1992, S. 47.

⁷ Timotei Cipariu, *Acte și fragmente latine romanesci (...) (Lateinisch-rumänische Urkunde und Fragmente (...))*, Blasiu 1855, passim.

⁸ Ioan Lupaş, *Documente istorice transilvane I (Siebenbürgische historische Urkunde) 1599–1699*, Klausenburg 1940; Idem, *Păstorirea mitropolitului Sava Brancovici-Brâncoveanu și călătoria lui la Moscova (Der Metropolit Sava Brancovici-Brâncoveanu und seine Reise nach Moskau)*, in I. Lupaş, *Studii istorice*, V 1945-1946, S. 71-95. Idem, *Averea confiscată de principele Mihai Apafi de la mitropolitul Sava Brancovici și fratele său Gheorghe (Von dem Fürst Mihai Apafi konfiszierte Habe des Metropoliten Sava Brancovici und seines Bruders)*, in *Biserica și școala*, Arad 1915, Nr. 37-39, S. 271-273, 279-282, 287-289; Marina I. Lupaş, *Mitropolitul Sava Brancovici 1656–1683 (Der Metropolit Sava Brancovici 1656–1683)*, Klausenburg 1939, passim.

⁹ Eva Mârza, *Din istoria tiparului românesc. Tipografia românească de la Alba Iulia 1577–1702 (Aus der Geschichte des rumänischen Buchdrucks. Die rumänische Druckerei von Alba Iulia 1577–1702)*, Sibiu 1998.

für Übersetzungen und Publikationen Quellen nötig waren – Quellen von handgeschriebenen und gedruckten Büchern.

Die Bibliothek in Alba Iulia dürfte sich im Komplex der Metropolitengemeinde befinden, der seine Entwicklung zwischen 1571–1581 begann.¹⁰ Das einzige genaue Datum über ein Bücherverzeichnis ist 1661, als mehrere Bücher des Metropoliten Sava Brancovici oder einer ihm nahestehenden Person gemeldet werden. In diesem Kontext muß gesagt werden, daß die Metropoliten von Alba Iulia in der Walachei die Priesterweihe bekamen und bei dieser Gelegenheit bei ihrer Ankunft in Siebenbürgen von den Wojewoden und Metropoliten Bücher bekamen, die sich im Kernbestand der Bibliothek wiederfinden mußten. Şerban Cantacuzino, der Fürst der Walachei, macht dem Metropoliten von Alba Iulia Sava Veştemeanul eine Schenkung (*Evangelienbuch*, Bukarest, 1682 und *Apostel*, Bukarest 1683): „Ein rumänisches Evangelienbuch und rumänisches Apostelbuch, welche von dem Wojewoden Şerban geschenkt wurden, sind von dem Vater Bischof Sava Veştemeanul mitgebracht worden, als er zum Amt des Bischofs ging“.¹¹ Patâr Ianoş, ein Mann aus dem Umfeld des Metropoliten Atanasie Anghel (1698–1713), hat aus der Hand des Metropoliten Teodosie (aus Walachei) ein *Evangelienbuch* bekommen, gedruckt in Snagov, im Jahre 1697 „(...) wurde mir geschenkt, dem Priester Ianăş von Maier (ein Bezirk von Alba Iulia) von Hochwürden Metropolitengemeinde Ungrowlahiens Kir Teodosie, als er den Vater Kir Atanasie zum Priester weihte ... 1698“¹².

Die Urkunden, die wir in unserer Untersuchung auswerten möchten, sind sehr nuanciert und werfen viele Fragen auf. Wir werden zuerst die zwei erhaltenen Urkunden untersuchen: *Zaonic* (*Urkundensammlung*), veröffentlicht von Timotei Cipariu, und die Urkunde über den Abschluß des Amtes des Metropoliten Sava Brancovici, veröffentlicht von Ioan Lu-

¹⁰ Gheorghe Anghel, *De la vechea mitropolie ortodoxă a Transilvaniei la Episcopia de Alba Iulia* (Von der alten Metropole der Siebenbürgen zum Bistum von Alba Iulia), Alba Iulia 1993, S. 30; Mircea Păcurariu, *Istoria Bisericii ortodoxe române* (Die Geschichte der orthodoxen Kirche), I, Bukarest 1992, S. 501-502 erwähnt, daß für 1581 ein Metropolit bezeugt ist.

¹¹ T. Cipariu, *Acte şi fragmente*, S. 260-261; E. Mârza, *Donăţii de cărţi Şerban Cantacuzino pentru Transilvania* (Şerban Cantacuzinos Buchschenkungen für Siebenbürgen), in *Biblioteca şi cercetarea*, X 1986, S. 292-298; E. Mârza, D. Dreghiciu, *Cartea românească veche în judeţul Alba. Secolele XVI-XVII Catalog* (Alte rumänische Bücher vom Kreis Alba aus dem 16.-17. Jahrhundert. Katalog). Alba Iulia 1989, S. 38-40. I. Bianu, N. Hodoş, *Bibliografia românească veche* (Alte rumänische Bibliographie), I, Bukarest 1903, Nr. 74, 76. (BRV).

¹² E. Mârza, D. Dreghiciu, a.a.O., S. 160-161, Nr. 100. BRV, I, Nr. 103.

paş, Marina I. Lupaş und anderen. Dann werden wir die Aufzeichnungen auf handgeschriebenen und gedruckten Büchern, die heute in verschiedenen Buchsammlungen noch erhalten sind, vorstellen, und schließlich werden wir uns mit dokumentarischen Zeugnissen beschäftigen, die durch die Ermittlungen Nicolae Iorgas aus der Zeit seiner Reisen durch Siebenbürgen oder in späteren historischen Bibliographien erhalten sind.

T. Cipariu und I. Lupaş behandeln mit den Urkunden dieselbe Zeit aus dem Leben der Metropolitankirche in Alba Iulia. Es ist eine Periode großen Aufruhrs aus der Zeit des Metropoliten Sava Brancovici. Dieser ist etwa 1679 beim Fürsten Michael Apafi in Folge von Untersuchungen seines Vermögens und des Vermögens seines Bruders, des Chronisten Gheorghe Brancovici, in Ungnade gefallen. Der Fürst verlangte von den Metropolitenedurch die Stifter der Metropolitankirche¹³ einen Rechenschaftsbericht. Es wurde eine Liste mit dem Vermögen der Gebrüder Brancovici und der Kirche aufgestellt. Die von T. Cipariu in den *Zaonic* veröffentlichte Urkunde erwähnt als erstes Datum den 6. Juli 1679, dann auch den Juli 1680 und das Jahr 1688, und hier werden Kleinodien, Ornate und, was uns in diesem Kontext interessiert, Bücher genannt und beschrieben. Die Liste enthält über 45 Titel rumänischer und altslawischer Bücher. Sie wirft zwei Probleme auf: die Identifizierung der Druckschriften und ihr Auffinden in Büchersammlungen, die heute noch existieren. Es finden sich einige Drucke, die vor 1679/1680 erschienen sind, aber auch nach 1688, dem letztgenannten Jahr in der Urkunde. Es wird vermutet, daß die Urkunde vom Popa Ioan, genannt Zoba, aus Unter-Wintz geschrieben wurde. Diese Behauptung basiert unter anderen auf einem Schriftvergleich des *Zaonic* mit anderen Urkunden, die von dem Popen unterschrieben wurden. Nach unserer Analyse enthält die Liste der Bücher höchstwahrscheinlich die *Mineiele*, 1698 in Buzău (Walachei) gedruckt¹⁴. Wir fragen nun, wann das *Zaonic* geschrieben wurde. Der Anfang könnte in den Jahren 1679/1680 liegen, die Fortsetzung mit einigen Aufzeichnungen 1688. Dann könnte es überarbeitet worden sein und die Form der Urkunde, die heute in der Bibliothek der Akademie in Klausenburg bewahrt ist, in den Jahren 1698/1699 bekommen haben. In diesem Fall könnte die Aufzeichnung auf einem *Chiriadromi-*

¹³ Der Erzpriester Ioan aus Unter-Wintz, der Erzpriester Gheorghe aus Daia, Vasiu aus Alba Iulia, Oprea aus Armeni, Havaşi Suciu Pál aus Alba Iulia sind zitiert in der *Zaonic* und veröffentlicht von T. Cipariu in: *Acte şi fragmente*, S. 257-263.

¹⁴ BRV IV, Nr. 11101-11112.

on (*Predigtsammlung*) in Alba Iulia aus dem Jahre 1699¹⁵ aus der Bibliothek der Rumänischen Patriarchalkirche, die von Fl. Dudaş beschrieben wurde und welche auf den Namen des Popa Ioan aus Unter-Wintz beglaubigt ist, eine Lösung sein.¹⁶ Ioan Zoba aus Unter-Wintz, der vom Fürsten Apafi am 20. Mai 1664 geadelt wurde, konnte um 1699 durchaus noch am Leben sein.¹⁷

In *Zaonic* haben die Stifter geschrieben: „(...) der Vater Metropolit Sava Brancovici hat uns für die Kirche geschenkt“: „ein Evangelienbuch mit Silber beschlagen“; „Die Bücher der Kirche sind diese: ein gedruckter serbischer Psalter; 2. Ein Minei von Monaten, Lunovnic genannt, für Mai und Juni; 3. Das Leben der Heiligen für September und November; 4. Ein Minei für den Monat Juli; 5. Mai; 6. Juli; 7. Mai (!); 8. Januar; 9. Februar und März; 10. Eine Fastentriode; 11. Ein Evangelienbuch; 12. Serbischer Apostel; 13. Ein Pentekostarion; 14. Ein Evangelium; 15. Das Leben des Atanasie aus Alexandria; 16. Fünf Bücher Mose rumänisch (Ciparius Anmerkung, in lateinischen Buchstaben: Diese können aus der Auflage von 1581 aus Broos stammen, wo aber nur die Schöpfung und der Exodus gedruckt wurden. Ein Exemplar befindet sich auch in der römisch-katholischen Bibliothek in Alba Iulia und auch in einigen Kirchen griechischer Konfession¹⁸); 17. Grigorie Bogoslovs Buch; 18. Choralbuch; 19. Die Psalmen; 20. Rumänische Psalmen; 21. Die Psalmen; 22. Rumänisches Testament, das Suci Pal gekauft hat; 23. Moldauische Belehrung; 24. Eine serbische handgeschriebene Norm; 25. Ein großes Gesetzbuch, rumänisch, gedruckt; 26. Ein Minei für den Monat September; 27. August; 28. Ein rumänischer Prolos, gedruckt in der Moldau, daß Pater Ianoş überreicht hat; 29. Ein rumänisches Evangelienbuch und rumänischer Apostel, überreicht von Şerban

¹⁵ BRV I, Nr. 115.

¹⁶ Ana Dumitran, *Nobleţe prin cultură: Ioan Zoba din Unter-Wintz (Der Edelsinn in der Kultur: Ioan Zoba aus Unter-Wintz)*, in *Apulum*, XXXVII/2, 2000, S. 14 polemisiert mit Fl. Dudaş, *Memoria vechilor cărţi româneşti. Însemnări de demult (Das Gedächtnis der alten rumänischen Bücher. Alte Handschriften)*, Oradea 1990, S. 85, Note 262. Fl. Dudaş betrachtet die Notiz auf einem *Chiriadromion*, Alba Iulia 1699, unterschrieben von einem Ioan aus Unter-Wintz als Ioan Zoba, A. Dumitran glaubt, daß dieser im Jahre 1696 gestorben war. Wir müssen bei der Meinung bleiben, daß das *Zaonic*, von Ioan Zoba angefangen, von ihm auch beendet wurde, was auch der Schriftvergleich beweist.

¹⁷ Ştefan Meteş, *Istoria bisericii româneşti din Transilvania (Die Geschichte der rumänischen Kirche in Siebenbürgen)* I, Sibiu 1935, S. 455; A. Dumitran, *Nobleţe prin cultură (...)*, passim.

¹⁸ Die römisch-katholische Kirche ist die heutige Bibliothek Batthyaneum, die noch in Alba Iulia funktioniert.

Vodă, hat Vater Bischof Sava Veștemeanul mitgebracht, als er das Amt des Bischofs antrat; 30. Der goldene Sarg; 31. Ein Pentikostarium, von denen aus der Walachei, das Gevatter Pater Ianoș dem Kloster in Alba Iulia zum Geschenk machte.“ „Vom Kaiser der Russen das Mitleid und die Gabe; (...) 9. Eine slowenische Bibel; 10. Ein kleines Minei für die Gemeinde; 11. Ein Kommentar des Evangelisten Johann; 12. Serghies Buch; 13. Interpretation des Evangelisten Matthias; (...); 5. Ein Schlüssel (...); 6. Slowenische Belehrung; 7. Eine russische Liturgie aus Ilivoi; 8. Ein großes geteiltes Triodion; 9. Ein beschlagenes Evangelienbuch bedeckt mit blauen Samt“. T. Ciparius notierte: „Es wurde aus einem alten Manuskript beschrieben, welches das Handprotokoll des Bischofs Athanasiu I ist; (...) das Original und die Kopie sind nicht im ganzen erhalten, sonder nur ein Fragment daraus (...)“¹⁹

T. Cipariu veröffentlichte weiterhin einige Aufzeichnungen Atanasie Anghels, des letzten Metropoliten von Alba Iulia, welcher am 15. März 1700 schreibt, daß er unter anderem „(...) 1. (...) der Metropolitenkirche 5 Mineen geschenkt (habe), die für zwölf Monate sind; 2. Und ein rumänisches und griechisches Evangelienbuch habe ich übergeben; 3. Ein russisches Psalter; 4. Und ein rumänisches Gebetbuch mit Liturgien; 5. Und eine unserer Belehrungen (Ciparius Notiz: „Das ist die Homiliensammlung, die im Jahre 1699 in Alba Iulia unter Athanasiu I. gedruckt wurde.“²⁰)

Die oben präsentierten Urkunden enthalten 40 Büchertitel, zu denen noch zehn Exemplare hinzukommen. In dem Versuch, sie in der Ordnung, in welcher sie in die *Urkundensammlung* eingetragen wurden, zu identifizieren, werden wir uns nur bei den Titeln aufhalten, die wir einigermaßen identifizieren konnten. Bei Nr. 3 wurde inventarisiert „*Das Leben der Heiligen für September und November*“. In den Bibliotheksammlungen der Akademie in Klausenburg ist ein Manuskript mit dem Titel *Das Leben der Heiligen für September und Oktober* erhalten, am Ende findet man ein Blatt aus dem Monat November. Das Manuskript wurde auf das Ende des 15. oder Anfang des 16. Jahrhunderts datiert. Es trägt auch eine vielsagende Bezeugung: „Diejenigen, die dieses Manuskript Ende des XVII. Jahrhunderts inventarisiert haben, haben wahrscheinlich das Buch in der Mitte

¹⁹ Zaconic, in T. Cipariu, *Acte și fragmente*, S. 263 Cipariu betrachtet Atanasie Anghel als Autor des Textes. Analogien beweisen, daß der Autor des geschriebenen Textes Ioan Zoba ist.

²⁰ T. Cipariu, *Acte ...*, S. 266-267.

nicht studiert und daher den Text für Oktober nicht bemerkt. Darum erscheinen auf der Liste nur die Monate September und November“.²¹

Als Buch mit Nr. 12 ist lakonisch erwähnt: „Serbischer Apostel“. Wir können nur vermuten, daß diese Apostelgeschichte ein Manuskript sein würde, das sich heute in der Bibliothek der Akademie in Klausenburg befindet, Signatur Ms. slav. 10, datiert auf das 16. Jahrhundert. Diese Handschrift enthält zwei dokumentarische Bezeugungen: „Dieses Buch gehört dem Kloster in Alba Iulia, im Jahr 1661“, und die zweite Bezeugung: „Dieses Apostelbuch hat Erzpriester Gheorghie dem heiligen Kloster gegeben, und ich habe auch eine Norm übergeben, wer es sein wird, über mich zu wachen, soll aus dem heiligen Kloster nicht verschwinden (1649) August 1.“²² Unter Nummer 24 heißt es: „Eine serbische handgeschriebene Norm“, welche die *Norm* aus der Aufzeichnung über den *Apostel* sein könnte.

Weiter können wir uns nur bei Nr. 16 aufhalten, wo der Titel *Fünf Bücher des Moses* zitiert ist, die von Cipariu als *Palia* von Broos, 1582 (es ist fälschlich auf 1581 datiert) identifiziert wurden²³. In diesen Kontext kann man auch die Existenz eines Exemplars der *Palia* im alten Fonds der Bibliothek Batthyaneum (Alba Iulia) erwähnen, eine Idee, mit welcher sich auch T. Cipariu beschäftigt hat. Weil aber dieses Exemplar keine Beweiskraft hat, sind wir gezwungen, bei der Hypothese zu bleiben. Ein zweites Exemplar aus Ciparius Bibliothek gibt es in der Bibliothek der Akademie in Klausenburg, es enthält aber keine Aufzeichnungen, die eine Beziehung zu der Metropolitankirche in Alba Iulia beweisen könnten.²⁴ „Der rumänische Psalter“ von Nr. 20 könnte der 1651 gedruckte *Psalter aus Alba Iulia* sein.²⁵ Das „Rumänische Testament, das Suci Pal gekauft hat“ ist mit Sicherheit ein Produkt der Alba Iuliaer Buchdruckerei, *Das Neue Testament*, 1648 gedruckt,²⁶ ein Exemplar, das in Großwardein aufbewahrt und untersucht wird. Die Aufzeichnung auf den Buchseiten bestätigen die Identität:

²¹ Chiril Pistrui, *Manuscrise slave în Transilvania (Die slawische Handschriften aus Siebenbürgen)*, in *Biserica Ortodoxă Română*. 1972, Nr. 9-10, S. 1099-1100; E. Lința, *Catalogul manuscriselor slavo-române din Klausenburg-Napoca (Ein Katalog der slawisch-rumänischen Handschriften in Klausenburg)*, Bukarest 1980, S. 173-175, Nr. 82.

²² Dieses Exemplar wurde in der Arbeit Elena Lințas *Catalogul manuscriselor (...)* nicht erfaßt.

²³ BRV IV, Nr. 30.

²⁴ Die Signatur CRV 205.

²⁵ BRV I, Nr. 60.

²⁶ BRV I, Nr. 54.

8. Juli 1681: „Dieses Testament habe ich, Suci(u) Pal, gekauft und habe es dem Kloster der Metropolitankirche in Alba Iulia geschenkt, um mir für immer gnädig zu sein, in den Tagen Seiner Hohheit des Fürsten Apafi. L. 1667.“²⁷ Die „Moldauische Belehrung“ von Nr. 23 dürfte die *Cazania lui Varlaam* (*Varlaams Homiliensammlung*) aus Iași (Moldau) von 1643 sein; es kam aus dem Kreis Hunyad in Steindorf und trägt die Unterschrift und einen Stempel von Sava Brancovici aus dem Jahre 1669.²⁸

Das nächste Buch (Nr. 25) „Ein großes Gesetzbuch rumänisch gedruckt“, könnte identisch sein mit *Îndreptarea legii* (*Gesetzbuch*), Târgoviște 1652; aber ein solcher Druck läßt sich in der Bibliographie und auch unter den vorhandenen Büchern aus den Sammlungen nicht identifizieren.²⁹

In der Liste befinden sich bei Nr. 26 und 27 zwei *Mineien*, wahrscheinlich aus Buzău (Walachei), 1698,³⁰ für die Monate September und August, hier gibt es auch mehrere unsystematisch geordnete Exemplare. In derselben Bibliotheksammlung der Akademie in Klausenburg befinden sich *Mineien der Monate September und Oktober*, Buzău (Walachei) 1698.³¹ Sie sind in ein einem Band gebunden und enthalten die Inschrift: „Diese Mineie wurden der Heiligen Metropolitankirche in Alba Iulia durch den erleuchteten Herrn Constantin Basarab Brâncoveanul, Wojewode der Walachei überreicht.“³²

²⁷ Das Buch ist in den Sammlungen der Kirche des orthodoxen Bistums aus Grosswardein erhalten. Inv. P. 14, Es kommt aus dem Kloster Bicsad und wurde bei Fl. Dudaş veröffentlicht: *Carte veche românească în Bihor. Sec. XVI-XVII. (Catalog) (Alte rumänische Bücher von Bihor. XVI.-XVII. Jahrhundert. Katalog)*, Oradea 1977, S. 72-73. Dieses Exemplar des *Neuen Testaments* ist eng mit der Metropolitankirche in Alba Iulia verbunden, was auch aus einer Aufzeichnung hervorgeht, die für die Geschichte der rumänischen Buchdruckerei dieser Institution bedeutsam ist. Dort wird der Name eines Druckers erwähnt „(...) Rusu aus Sibiel (...) der Drucker mit anderen Brüdern (...)“ zitiert bei Fl. Dudaş, ebenda.

²⁸ Fl. Dudaş, *Cazania lui Varlaam în Transilvania (Varlaams Homiliensammlung in Siebenbürgen)*, Klausenburg 1983, S. 135. Der Autor zitiert leider die Aufzeichnung nicht, erwähnt nur, daß das Exemplar sich im Besitz des Priesters aus dem Ort befand. BRVI, Nr. 45.

²⁹ BRVI, Nr. 61.

³⁰ Andere gedruckte *Mineien* als die Edition aus Buzău (Walachei) sind bis zum Ende des 17. Jahrhunderts nicht erschienen.

³¹ Signatur CRV 182.

³² *Mineiul lunii decembrie* Buzău 1698 wurde von N. Iorga gesehen und zitiert in *Studii și documente*, XIII, Bukarest 1906, S. 96. Siehe auch I. Cristache-Panait, *Circulația cărții de Buzău (Walachei) în Transilvania (Die Zirkulation der alten Bücher von Buzău (Walachei) in Siebenbürgen)*, in *Valori bibliofile din Patrimoniul Cultural National. Cercetare și valorificare*, II, Bukarest 1983, S. 380-381.

In der Fortsetzung der Liste werden Bücher erwähnt, die schwerer zu identifizieren sind. Bei Nr. 29 steht die oben erwähnte Schenkung des Șerban Cantacuzinos aus der Walachei, *Evangelienbuch* (Bukarest, 1682) und *Apostelbuch* (Bukarest, 1683). Diese zwei Bücher wurden von dem Metropolit in Alba Iulia Sava Veștemeanul nach Siebenbürgen geschickt. Einige befinden sich noch heute dort, wo sie ursprünglich hingeschickt wurden (Walachisch Pien, Daia Româna, Kreis Alba, Tilischen, Kreis Hermannstadt und andere).³³

Es ist nicht schwer, das Buch mit dem Titel *Der Goldsarg* zu identifizieren, es ist die bekannte, in Mülenbach gedruckte Ausgabe, die aber unter den erhaltenen Büchern oder in der Bibliographie nicht auffindbar war.³⁴

„Ein Pentekostarion von denen aus der Walachei, das Gevatter Pater Ianoș dem Kloster in Alba Iulia zum Geschenk machte“ (Nr. 31), ist wahrscheinlich das *Slavisch-rumänische Penetekostarion*, Buzău, 1701³⁵, weil in den rumänischen Ländern keine frühere Auflage des *Pentekostarions* erschienen ist. Auch dieser Druck wurde unter den bis heute erhaltenen Büchern nicht identifiziert.

Mit dem *Pentekostarion* endet der erste Teil der Bücherliste des *Zaconic*. Das nächste Kapitel bespricht die Objekte, die „von dem Kaiser der Russen“ überbracht wurden. Die Biographen des Metropoliten Sava Brancovici und seiner Zeitgenossen haben dem Rußlandbesuch des Metropoliten große Beachtung gewährt. Der Besuch bei dem russischen Zaren Alexej Michailovic fand im Sommer des Jahres 1668 statt.³⁶ Der Metropolit kehrte mit vielen Geschenken zurück, darunter auch einige Bücher. Nach mehreren wertvollen Objekten wird unter Nr. 9 eine „Altslawische Bibel“ erwähnt. Unter Nr. 10 „Ein kleines Mineiu für die Gemeinde“, Nr. 11 „Ein Kommentar des Evangelisten Johann“, Nr. 12 „Serghies Buch über das Leben der Heiligen“, Nr. 13 „Interpretation des Evangelisten Matthias“. Keines dieser Bücher wurde identifiziert. Im nächsten Absatz finden wir unter Nr. 5 „Einen Schlüssel“, Nr. 6 „Altslawische Belehrung“, 7. „Eine russische Liturgie von Ilubov (?), Nr. 8 „Ein großes geteiltes Triod“, Nr. 9 „Ein beschlagenes Evangelienbuch, bedeckt mit blauen Samt“, Bücher, die nicht mit Sicherheit identifiziert wurden. „Das Evangelienbuch, beschlagen mit Silber“ wurde noch erwähnt in Verbindung mit einer von Iorga veröffent-

³³ E. Mârza, *Donații de cărți (...)*, passim.

³⁴ BRV I, Nr. 80.

³⁵ BRV I, Nr. 124.

³⁶ M. I. Lupaș, *Mitropolitul Sava ...*, S. 54-61.

lichten Urkunde.³⁷ Am 23. April 1707 gibt Atanasie Anghel als Unterpfand für Baumaterialien, die für die Renovierung der Metropolitankirche nötig waren, ein „Evangelienbuch mit Silber beschlagen und vergoldet“ zusammen mit Bischofsornaten und einem Teil der Werkzeuge der Buchdruckerei.³⁸

Im letzten Teil der Urkunde³⁹ stehen die Aufzeichnungen des Metropoliten Atanasie Anghel vom 15. März 1700 darüber, daß der Metropolit neben anderen Gütern auch einige rumänische Bücher kaufte, die er der Metropolitankirche schenkte. „1. (...) und habe der Metropolitankirche 5 Mineien geschenkt, die für zwölf Monate sind; 2. Und ein rumänisches und griechisches Evangelienbuch habe ich geschenkt; 3. Ein russisches Psalter; 4. Und ein rumänisches Gebetbuch mit Liturgie; 5. Und eine unserer Păucenii.“ Cipariu merkte an: „Das ist die Homiliensammlung, die im Jahre 1699 in Alba Iulia unter Athanasie I. gedruckt wurde.“ Die *Mineie*, die in Atanasie Anghels Note erwähnt sind, könnten Teil der Auflage aus Buzău (1698) sein, von denen sich einige heute in der Bibliothek der Akademie in Klausenburg befinden. Anscheinend war das *Mineiul* ein hochgeschätztes Buch, wenn es für die Bibliothek der Metropolitankirche in Alba Iulia so oft gekauft oder geschenkt wurde. Das rumänische und griechische Evangelienbuch könnte noch weitläufiger besprochen werden; wir bleiben bei unserer älteren Idee, wonach das Exemplar des Griechisch-rumänischen Evangelienbuchs, Bukarest 1693 (mit Aufzeichnungen aus dem Jahre 1694 über die Schenkung des Wojewoden Constantin für Mihai Cantacuzino)⁴⁰, das sich heute in der Bibliothek des Nationalmuseums der Vereinigung in Alba Iulia befindet, aus der Bibliothek der Metropolitankirche stammt. In neueren Untersuchungen wurde festgestellt, daß der Silberbeschlag der Buchdeckel in Hermannstadt bearbeitet wurde.⁴¹ Ein „Evangelienbuch beschlagen mit Silber“ wird auch in der Liste der Güter Sava Brancovicis erwähnt.⁴² In der Geschichte des alten Buches waren die *Evangelien* hochgeachtete Bücher, sie wurden geschmückt und kostbar eingebunden. Das führt uns zu einem

³⁷ Es war ein Geschenk des Griechen Alexa für die Alba Iuliaer Metropolitankirche. N. Iorga, *Studii și documente*, IV, Bukarest 1902, S. 68.

³⁸ N. Iorga, *Studii și documente*, XIII, Bukarest 1906, S. 96. Die Aufzeichnung wurde von N. Iorga in einem *Minei lunii decembrie*, Buzău 1698, in der griechisch-katholischen Kirche in Fogarasch gesehen.

³⁹ *Ibidem*, S. 266-267.

⁴⁰ BRV I, Nr. 95.

⁴¹ CRV Kote 558. Siehe auch E. Mârza/D. Dreghiciu, *Carte (...)*, S. 157-158, Nr. 96.

⁴² T. Cipariu, *Acte și fragmente*, S. 260.

der wertvollsten *Evangelien*, die auf rumänischem Gebiet erhalten sind: dem *Codex aureus* oder *Evangelienbuch aus Lorsch*, aufbewahrt in der Bibliothek Batthyaneum in Alba Iulia.

Die oben untersuchte *Urkundensammlung*, wie sie als Manuskript erhalten ist und von T. Cipariu veröffentlicht wurde, erwähnt eine Vielzahl handgeschriebener und gedruckter Bücher, die kaum zu identifizieren sind, eine kleinere Anzahl von Büchern, die durch die *Alte rumänische Bibliographie* identifiziert werden könnten, und andere Bücher, die noch heute in den Bibliotheken aufbewahrt sind. Wir kehren zurück zu dem Teil der *Urkundensammlung*, wo die Aufzählung der Bücher beginnt⁴³. Hier wird erwähnt, daß die genannten Güter sich im Kloster zu Alba Iulia befanden und daß Sava Brancovici sie „in die Hände der Kirche“ gegeben hat.

Die nächste Urkunde ist mit dem Metropoliten Sava Brancovici und seinem Bruder Gheorghe, den Chronisten, verbunden. Die Urkunde ist auf den 9. Juli 1680 datiert und steht in direkter Beziehung zu den Ereignissen im Kontext der Entlassung des Metropoliten Sava und der Untersuchung des Hermannstädter Vermögens seines Bruders.⁴⁴ Schon im Herbst 1674 hatten die Brüder Brancovici eine Wohnung bei Johanes Grafius in Hermannstadt. Dort wurde ein Verzeichnis ihrer Güter erstellt, darunter auch eine Anzahl von Büchern.⁴⁵

⁴³ *Ibidem*, S. 259.

⁴⁴ Ioan Lupaş, *Averea confiscată ...*, Nr. 37-39, S. 271-273, 279-282, 282-289; Idem, *Documente ...*, Nr. 160; Vasile Mangra, *Mitropolitul Sava II Brancovici (1656-1680) (Der Metropolit Sava II Brancovici (1656-1680))*, Arad 1906, S. 66-68; Marina I. Lupaş, *Mitropolitul Sava ...*, S. 103-108.; Erdélyi könyvesházak III. 1563-1757. A Bethlen-család és környezete. Az Apafi-család és környezete. A Teleki-család és környezete. Vegyes források. Sajtó alá rend. (Hrsg. von) Monok István, Németh Noémi, Varga András. (Bibliotheken in Siebenbürgen III. Die Familie Bethlen, Apafi, Teleki, Analecta.) Szeged 1994 (1995); *Adattár XVI—XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez*. 16/3./ S. 221-222.

⁴⁵ Die zerstreut zitierten Bücher stehen in der Urkunde wie folgt: „Erneut ein geschmücktes rumänisches Buch; Einige Briefe, Schriften und rumänische Bücher in einem Sack; In einer Hülse rumänische, ungarische und lateinische Bücher, 66 Stück; Eine Zeitschrift (!) ...; in einem Sack einige rumänische Bücher; In einem anderen Sack einige rumänische Drucke; In einem dritten Sack rumänische gedruckte Exemplare; In einer großen bunten Kisten 14 Säcke mit Büchern“. Ioan Beju, *Vechimea bibliotecii mitropolitane (Die Alte Bibliothek der Metropolitankirche)*, in *Îndrumător bisericesc*, Sibiu 1960, S. 61-68. Beju ist nach unserer Kenntnis der erste Autor, der das Problem der Existenz der Bibliothek der Metropole in Alba Iulia aufwirft. Er erwähnt auch die Möglichkeit der Existenz zweier Bibliotheken zur Zeit Sava Brancovicis.

Am 5. August 1680 schenkte der Fürst Mihai Apafi die Güter, die ursprünglich dem Kloster in Alba Iulia gehörten und in Hermannstadt inventarisiert wurden, wieder dem Kloster in Alba Iulia und stipulierte, daß die rumänischen Bischöfe kein Privatrecht über diese Güter haben.⁴⁶ Ein Überblick läßt annehmen, daß es um einige Hundert Bücher ging.

Zwei Bücher in ungarischer Sprache, beide mit der Unterschrift der Brüder Brancovici, sind an einem unerwarteten Ort angelangt: in der Bibliothek des Truchseß Constantin Cantacuzino:⁴⁷ Marcus Fridericus Wendelinus *A Keresztyén Isteni Tudományról írott két könyvei*, Kolosvaratt (1674 enthält das Autograf „Sava Brankovits“, „Ot K(omite) G(heorghe) B(rancovici)“ und „Sum ex libris Gener(osi) Georgij Brancovitz ad Podgorista, ad fructum amicorum ejus.“⁴⁸ Das Zweite Buch mit demselben Besitzeintrag ist Lorántffi Zsuzsana, *Móses és az prophéták az az: Az igaz keresztény vallásnak (...)*, Fejervaratt, 1641 mit dokumentarischen Bezeugungen: „Ot K(omite) G(heorghe) B(rancovici)“, „Dieses Buch gehört dem Bischof Sava.“⁴⁹

Wir wollen nicht spekulieren, doch müssen wir noch vier Bände in ungarischer und lateinischer Sprache zitieren, die in dieselbe Bibliothek Constantin Cantacuzinos gekommen sind und welche nur den Namen des zweiten Bruders, Gheorghe Brancovici verzeichnen. Der Versuch, dem roten Faden der Sachen zu folgen, verpflichtet uns, dem Schicksal Gheorghe Brancovicis nach der Entlassung und Einkerkierung des Metropoliten zu folgen. Gheorghe wird in die Walachei fliehen, wo er von Şerban Cantacuzino unterstützt wird. Es ist möglich und wahrscheinlich, daß er in seine Wohnung in Hermannstadt auch einige Bücher mitgenommen hat, wenige wahrscheinlich nach Alba Iulia, einige auch von Sava aufgezeichnet, andere nur mit seinem Namen, die in die Bibliothek der Cantacuziner geraten sind.⁵⁰

⁴⁶ Marina I. Lupaş, *Mitropolitul Sava (...)*, S. 111-112.

⁴⁷ Corneliu Dima-Drăgan, *Biblioteca unui umanist român, Constantin Cantacuzino Stolnicul (Die Bibliothek eines rumänischen Humanisten, Constantin Cantacuzino)*, Bukarest 1967.

⁴⁸ *Ibidem*, S. 203, Nr. 219; es wurde identifiziert mit Szabó Károly, *Régi magyar könyvtár (RMK) I*, Budapest 1879, S. 480, Nr. 1161.

⁴⁹ C. Dima-Drăgan, *Biblioteca (...)*, S. 227, Nr. 291; *RMK I*, S. 311, Nr. 716.

⁵⁰ Informationen über diesen Teil aus dem Leben Sava Brancovicis bei Marina I. Lupaş, *Sava Brancovici (...)*, S. 83-88. Corneliu Dima Drăgan stellt diese Bücher in Verbindung zur Belagerung Wiens von 1683, an der auch rumänische Soldaten teilnahmen, welche die von uns besprochenen und andere Bücher in die Walachei mitge-

Die Bücher mit dem ex libris „Ot K(omite) G(heorghe) B(rancovici)“ aus Constantin Cantacuzinos Bibliothek sind die folgenden: 1. Brunner, Andreas, *Annalium virtutis et fortunae Boiorum* (...), Pars II, (München), 1629;⁵¹ 2. Bornemisza Péter, *Harmadic Része Az Evangélienbuchból* (...), (?), 1575;⁵² 3. Hocquardus, Bonaventura, *Perspectivi Luteranorum et Calvinistarum*; Altera Pars (...), Viennae, 1649;⁵³ 4. Szatmár-Németi, Mihály, *A Négy Evangelisták szerént való Dominica* (...), Kolosváratt, 1675.⁵⁴

Durch Vermittlung Șerban Cantacuzinos wurde ein *Evangelienvuch*, Bukarest 1682, geschenkt, womit endlich eine Beziehung von Sava und Gheorghe Brancovici zur Walachei entsteht. Diese Schenkung wurde der Kirche in Westendorf (Kreis Hermannstadt) gemacht: „(...) Unserem Herrn Șerban Cantacuzino haben wir dieses heilige und göttliche Evangelienvuch geschickt an die heilige Kirche Hermannstadt in Westendorf, ihr Priester wird daraus lesen und bei der heiligen Messe die Herren, welche dieses heilige Evangelienvuch gedruckt haben, erwähnen und den frommen seligen Sava (Brancovici), Metropolit Siebenbürgens, zusammen mit seinem ganzen Geschlecht, wie viele auf dieser Welt nicht mehr sind und wie viele noch auf Erden leben, sonst muß dieser Priester vor dem befürchteten Richter Acht geben. In Bukarest gegeben am 1. Mai 1683. Gheorghe Brâncoveanul.“⁵⁵

Die Entdeckung anderer Bücher, die ursprünglich in der Wohnung der Brüder Brancovici in Hermannstadt waren, hätte viele Probleme über Entstehung und Unterhalt der Bibliothek der Alba Iuliaer Metropolitankirche und über die Existenz anderer Bibliotheken aus der Zeit des Metropolitens Sava Brancovici geklärt. Im Folgenden wollen wir aufgrund des erhaltenen

bracht hätten. Einige Bücher sind tatsächlich von Besitzern aus Wien gekennzeichnet; wir zweifeln jedoch, daß C. Dima-Drăgans These plausibel ist.

⁵¹ C. Dima-Drăgan, *Biblioteca* (...), S. 110, Nr. 4.

⁵² *Ibidem*, S. 209, Nr. 233; Siehe auch *RMK*, I, S. 65, Nr. 119.

⁵³ *Ibidem*, S. 222, Nr. 274.

⁵⁴ *Ibidem*, S. 240, Nr. 332; *RMK* I, S. 487, Nr. 1179. Wir möchten eine Information C. Dima-Drăgans berichtigen, der unter Nr. 379 das *Evangelienvuch*, Bukarest 1682 erwähnt als das von T. Cipariu in *Acte și fragmente*, S. 261 zitierte Exemplar, welches zusammen mit *Apostel*, Bukarest 1683 von Șerban Cantacuzino der Metropolitankirche in Alba Iulia geschenkt und von Sava Veștemeanu überbracht wurde. Hier wird Sava Brancovici und Sava Veștemeanu verwechselt.

⁵⁵ Doina Braicu, Victor Bunea, *Cartea veche românească din secolele XVI-XVII în colecțiile Arhiepiscopiei Sibiului (Alte rumänische Bücher aus XVI-XVII. Jahrhundert in den Sammlungen des Erzbistums von Hermannstadt)*, Sibiu 1980, S. 104-105, Exemplar I.

Materials auch Sava Brancovicis Beitrag zur Sammlung der Bücher aus der *Urkundensammlung* untersuchen.

Im dritten Teil dieser Untersuchung möchten wir die gedruckten und handschriftlichen rumänischen und altslawischen Bücher vorstellen, die bis heute erhalten geblieben sind und in einigen Büchersammlungen identifiziert wurden. Die Identifizierung war durch Besitzeinträge oder andere Aufzeichnungen möglich. Die Bücher befinden sich zum größten Teil in der Bibliothek der Akademie in Klausenburg, wohin sie aus der Bibliothek in Blasendorf gekommen sind. Das Schicksal der Bibliothek und der Druckerei nach dem Verschwinden der Metropolitankirche in Alba Iulia, nach dem Tod des Metropoliten Atanasie Anghel im Jahre 1713, insbesondere nach dem Abriß der Kirche und dem Bau der Festung seit 1718 ist nicht bekannt⁵⁶. Die Druckerei hat sich an einem unbekannten Ort erhalten, die Bücher wurden über viele Ecken Siebenbürgens zerstreut. Einige sind verschwunden, da sie nach Blasendorf gekommen sind und während der Revolution von 1848 zerstört wurden, die übrigen Exemplare wurden in Alba Iulia, im Gebiet Hermannstadts, Großwardeins, Arads u. a. entdeckt.

Die Chronologie der Aufzeichnungen wird die Existenz einer recht umfangreichen Büchersammlung beweisen, die als Bibliothek betrachtet werden kann. Sie wird auch eine Skizze des Bücherhorizonts der siebenbürgischen Gelehrten für das 17. Jahrhundert beitragen.

Die älteste Aufzeichnung, die ein Buch der Metropolitankirche in Alba Iulia zuschreibt, steht in einem Exemplar des *Evangeliums mit Belehrung*, Kloster Dealu, 1644.⁵⁷ „Im Jahr 1646 hat Herr Ștefan in Alba Iulia dieses Buch gekauft und hat es der heiligen Kirche überlassen (...) und hat in den Tagen des Metropoliten Ștefan und Erzpriester Neacșu in Alba Iulia angegeben, daß es nicht aus der heiligen Kirche wegkommen oder verkauft werden soll (...). Erzbischof Ștefan amen“. Wie werden diese Aufzeichnung nicht weiter besprechen, sie wurde schon in den Studien über die Baugeschichte der Metropolitankirche zitiert und ist eine der wenigen Nachrichten von der Existenz zweier Kirchen im Metropolitankomplex in

⁵⁶ Über der Ende der Aktivität der Metropolitankirche in Alba Iulia bei Ioan Șerban, *Însemnări privind edificiul mănăstirii "Sf. Treimi" din Alba Iulia* (Die Notiz über das Kloster „Heilige Dreifaltigkeit“ in Alba Iulia), in *Apulum*, XXIII 1986, S. 259-269; Gheorghe Anghel, *Biserica din Maieri și Mitropolia lui Mihai Viteazul din Alba Iulia* (Die Kirche aus Maieri und Metropole von Michael der Tapferer in Alba Iulia), in *Studii și articole de istorie*, IX 1967, S. 225-234; Idem, *De la vechea Mitropolie ortodoxă (...)*, S. 112-115; E. Mârza, *Din istoria tiparului (...)*, S. 107-114.

⁵⁷ BRV, I, Nr. 46; Signatur aus der Bibliothek der Akademie Klausenburg: CRV 227.

Alba Iulia⁵⁸. Die Aufzeichnung erwähnt eine Schenkung aus dem Jahre 1646, der Kern der Bibliothek mußte daher um diese Zeit schon entstanden sein, um so mehr, als *Das Neue Testament* (1648) übersetzt und für den Druck bereitet war. Es gibt eine Unterschrift des Erzbischofs Ștefan; es soll eine Aufzeichnung „manu propria“ sein.

Von 1649 stammt die Aufzeichnung im slawischen Manuskript der *Apostelgeschichte*, datiert auf das 17. Jahrhundert⁵⁹: „Dieses Apostelbuch hat Erzpriester Gheorghie dem heiligen Kloster in Alba Iulia geschenkt, und ich habe auch eine Norm geschenkt... 1. August 1649“⁶⁰. Diese Schenkung zweier Bücher an das Kloster durch Erzpriester Gheorghe zur Zeit des Metropoliten Sava Brancovici wird 1661 durch ein ex libris bestätigt.⁶¹

Das Jahr 1661 ist sehr wahrscheinlich ein Jahr der Organisierung oder Reorganisation im Leben der Bibliothek der Metropolitankirche. Die undatierte Notiz, die von Radu Tempea veröffentlicht wurde⁶², aufbewahrt im Archiv von Șcheii Brașovului (Kronstadt), ist hier von Interesse: „Wir, die wir die Hüter der Bücher aus der Kirche in Alba Iulia in Siebenbürgen sind (...)“ und „die Hüter aller Bücher und der Bücher die in der Kirche des Bistums Alba Iulia sind, welche dieses Buch sehen werden (...)“. Vermutlich waren „die Hüter der Bücher“ eher die Archivare als die Bibliothekare der Metropolitankirche, aber es ist genauso möglich, daß sie nicht nur über „Bücher“ im Sinne der Diplomatie (Akten, Urkunden etc.) wachten, sondern auch über handgeschriebene und gedruckte Bücher.

Im Jahre 1661 wurden etliche Bücher mit ex libris versehen:

- *Apostelgeschichte*, slawisches Manuskript, 16. Jahrhundert.
- *Das Leben der Heiligen*, slawisches Manuskript, 15. Jahrhundert⁶³: „Dieses Buch gehört dem Kloster in Alba Iulia A. D. 1661“.
- *Slawische handgeschriebene Sammlung*, 17. Jahrhundert⁶⁴: derselbe Eintrag⁶⁵.

⁵⁸ Zur Bibliographie über dieses Problem siehe E. Mârza/D. Dreghiciu, *Carte românească* (...), S. 33; E. Mârza, *Din istoria tiparului*(...), S. 57.

⁵⁹ Bibliothek der Akademie Klausenburg, slawische Manuskripte 10.

⁶⁰ Siehe Anm. 24.

⁶¹ „Dieses Buch gehört dem Kloster in Alba Iulia A.D. 1661“.

⁶² *Istoria sfintei beserici a Șcheilor Brașovului* (Die Geschichte der heiligen Kirche in Kronstadt), (Bukarest) 1969, S. 76-77.

⁶³ Befindet sich in der Bibliothek der Akademie Klausenburg, slawische Manuskripte 1. Siehe I. Iufu, *Manuscrise slave din bibliotecile din Transilvania și Banat* (Slawische Handschriften aus den Bibliotheken Siebenbürgens und dem Banat), in *Romanoslavica*, VIII 1963, S. 455, Nr. 11; Chiril Pistru, *Manuscrise slave* (...), Nr. 9-10, S. 1088-1103, Nr. XII; E. Lința, *Catalogul manuscriselor* (...), S. 173-175, Nr. 82.

- *Slawische handgeschriebene Sammlung*, 16. Jahrhundert⁶⁶: derselbe Eintrag.
- *Apostelgeschichte*, Lvov, 1639⁶⁷: „Dieses Buch gehört dem Bischof Sava und das Jahr 1661“.
- *Varlaams Homiliensammlung*, Iași, 1643⁶⁸. Auf dem Buch ist der Autograph des Metropoliten Sava Brancovici und sein Siegel.
- *Evangelium mit Belehrung*, Kloster Dealu, 1644⁶⁹: „Im Jahre 1661 (...) Sava“.
- *Leidensgeschichte*, Moskau, 17. Jahrhundert⁷⁰: „Dieses heilige Buch wurde dem Vater Bischof Sava Siebenbürgens geschickt, der in Moskau war, auf daß er es hat, um unsere Eltern Lazar, Maria zu erwähnen ... und dem heiligen Vater Metropolit Sava soll dieses Buch Erbe sein und seelische Benützung seiner Heiligkeit und allen denen, die die Predigt lesen werden. Jahr 7178 (1670) 27. Dezember (...) Dionisos Erzabt“.

Der Komplex der Metropolitankirche befand sich hinter den Mauern der feudalen Festung, die „die Maieri“ genannt wurde. Nach dem Abriß der Festung und der Gebäude der Metropolitankirche hat der Platz, an den die Rumänen aus dieser Nachbarschaft umgesiedelt wurden, den Namen Maieri bekommen, er heißt heute noch so. Die Schenkungen und die ex libris, welche die Kirche in Maieri als Besitzer angeben, sind nicht alle datiert. Wir werden sie nach der chronologischen Ordnung des Alters der Bücher aufzählen:

- *Das Liturgiebuch des Metropoliten Teofil*, slawische Handschrift, 16. Jahrhundert: „Dann ist es in die Hände des Hochwürden Erzbischof und

⁶⁴ Befindet sich in der Bibliothek der Akademie, Klausenburg, slawische Manuskript 25; E. Lința, *Catalogul manuscriselor ...*, S. 180-183, Nr. 84.

⁶⁵ Das Manuskript kam in der Bibliothek der Akademie, Klausenburg, durch blasendorfer Vermittlung.

⁶⁶ Befindet sich in der Bibliothek der Akademie, Klausenburg, slawischer Manuskript 26; I. Iufu, *Manuscrise slave (...)*, Nr. 18; Ch. Pistrui, *Manuscrise slave (...)*, Nr. XIII; E. Lința, *Catalogul manuscriselor ...*, S. 180-183, Nr. 84.

⁶⁷ Befindet sich in der Bibliothek der Akademie, Klausenburg, CSV 3.

⁶⁸ Befindet sich in Steindorf, Kreis Hunyad, siehe auch bei Fl. Dudaș, *Cazania ...*, S. 135, 333.

⁶⁹ Befindet sich in der Bibliothek Batthyaneum in Alba Iulia, F6 I 4, siehe Cristina Bica, *Tipăriturile românești vechi existente în Biblioteca Batthyaneum din Alba Iulia, Catalog (Alte rumänische Bücher aus Batthyaneum in Alba Iulia. Katalog)*, in *Apulum*, XVIII 1980, S. 235-236, Nr. 2; E. Mârza-D. Dreghiciu, *Carte românească (...)*, S. 87-89, Nr. 26.

⁷⁰ Befindet sich in der Bibliothek der Akademie Klausenburg; CSV 4. Es kam in die Kollektion durch die Vermittlung der Blasendorfer Bibliothek.

unseres Metropoliten Teofil geraten. Dann hat seine Hochwürden bei seinem Tod es der kleinen Kirche in Maieri in Alba Iulia überlassen, weil auch Hochwürden in dieser Kirche ruht. Das habe ich geschrieben, der Sünder und unwürdige Sklave Gottes, Iosif, mit meiner sündhaften Hand“. „Diese Liturgie gehört der kleinen Kirche in Alba Iulia, übergeben vom Bischof Teofil durch rukuiu gresnogo Iosif der Diakon“. „Hic liber est Templi minoris Albajulianensis, datus ab Archiepiscopo Teofilo in anno 1696 (...) Hallelujah“⁷¹.

– *Stundenbuch*, slawisches Manuskript, 16. Jahrhundert⁷²: „Dieses Buch gehört der Kirche in Maieri in Alba Iulia“. „Ich habe geschrieben, Sohn des Priesters Ianăşu“. „Ich habe dir geschrieben, Bruder Pop Vasile aus Alba Iulia (...)“⁷³.

– *Evangelium*, Snagov, 1697⁷⁴: „... wurde mir, dem Priester Ianăş aus Maieri, geschenkt von Hochwürden dem Metropoliten Ungrowlachiens Kir Teodosie zur Zeit, als er von Vater Bischof Kir Atanasie am 25. Januar im 7206 Jahre der Schöpfung und 1698 Jahre der Geburt Jesu die Priesterweihe bekam“.

– *Choralbuch*, Râmnic, 1706, Kolligat mit *Antologhion*, Râmnic, 1705⁷⁵: „Eins der Bücher aus der Kirche der alten Maieri“, und eine andere Aufzeichnung: „Dieses Choralbuch gehört dem Vater Priester Ştefan (...), Sohn des Ştefan der Sänger und Neffe des Priesters Ianăşi (...) im Jahre 1745, 25. August (...)“⁷⁶.

⁷¹ Befindet sich in der Bibliothek der Akademie Klausenburg, slawische Manuskripte 2. Siehe auch E. Lința, *Catalogul manuscriselor* (...), S. 152-155, Nr. 72. Das Buch kam nach Klausenburg durch Blasendorfer Vermittlung. Das Manuskript hat auch andere frühere Besitzernotizen und ist von dem Kopisten, den Ieromonahen Ghervasie aus Putna 1492, unterzeichnet.

⁷² Befindet sich in der Bibliothek der Akademie, Klausenburg, slawische Manuskripte 24; Siehe auch E. Lința, *Catalogul manuscriselor* (...), S. 171-173, Nr. 81. Das Buch kam nach Klausenburg durch Blasendorfer Vermittlung.

⁷³ Die Familie Ianăş (oder Pater) machte sich einige Jahrzehnte lang sehr verdient um die Metropole.

⁷⁴ Befindet sich in der Kollektion der alten rumänischen Bücher des rumänischen orthodoxen Bistums in Alba Iulia, Inv. 706. Das Buch kommt aus dem Kirchspiel Mogoş-Micleşti. BRV I, Nr. 103.

⁷⁵ Befindet sich in der Zentralen Universitätsbibliothek „Lucian Blaga“, Klausenburg, Inv. 656/1972; siehe Elena Mosora/Doina Hanga, *Catalogul cărţii vechi româneşti din colecţiile B.C.U. „Lucian Blaga“* (Katalog der alten rumänischen Bücher aus Zentralbibliothek der Universität „Lucian Blaga“), Klausenburg 1991, S. 40-41, Nr. 56, Ex. 2. BRV I, Nr. 147 151.

Die Vielfalt der Aufzeichnungen, die die genannten Bücher in der „kleinen“ Kirche in Maieri (Alba Iulia) bezeugen, macht eine Analyse beinahe unmöglich. Wichtig für unsere Untersuchung ist der Eintrag im *Choralbuch*, daß es „eins der Bücher der Kirche der alten Maieri“ sei. Wir können uns fragen, ob die Präsenz dieses Buches in der Sammlung der Kirche in Alba Iulia nicht mit einem ehemaligen Buchdrucker von hier, Mihai Iştvanovici, in Verbindung steht, welcher zu der Zeit Drucker in Râmnic war und auch die zwei genannten Kolligate gedruckt hat. Mihai Iştvanovici war jedenfalls auch nach dem Tod des Metropoliten Atanasie (1713) und zur Zeit der Erbauung der Kirche in Maieri in Alba Iulia.⁷⁷ Aus einer Notiz in Zusammenhang mit dem Metropoliten Teofil erfahren wir, daß Mihai Iştvanovici in derselben Kirche in Maieri beerdigt wurde. Die Kirche in Maieri wird „klein“ und „alt“ genannt. Dieser Hinweis verleitet zu einer Hypothese, nach der dies die kleine Kirche gewesen sein könnte, mit der Michael der Tapfere während seines Besuchs in Alba Iulia unzufrieden war, woraufhin er dann einen repräsentativen Kirchenbau gestiftet hat.

Auf seine Art einmalig ist die Anwesenheit des Bandes *Das Leben und die Taten der Heiligen*, Iaşi, 1682⁷⁸: „Ich habe es der heiligen Metropole in Alba Iulia geschenkt, in dem rumänischen Lande Siebenbürgen. Pomeni gospo(d)i rod(i)teli moi Leontie (i) Misira“⁷⁹. Fl. Dudaş rechnet diese Schenkung und auch den Eintrag dem Metropoliten Dosoftei aus Moldau zu.

Kehren wir zur Person des Ianăş zurück, einem Gutsaufseher (logofăt), der eine *Predigtsammlung* (Alba Iulia, 1699) besaß. Wir haben ihn in die Untersuchung einbezogen, weil er sich als Mann der Metropolitankirche erklärt: „Diese Belehrung gehört mir, Ianăş Gutsaufseher der Metropole, in Alba Iulia, in Siebenbürgen, aus dem Landgut Meziad, aus (...) Beiuş,

⁷⁶ Popa Ştefan der Sänger aus Galda in der Nähe von Alba Iulia war ein Zeitgenosse der letzten Periode der Metropolitankirche in Alba Iulia, verwandt mit Popa Ianăş, der sich im Kreis des Metropoliten Atanasie Anghel bewegt hat.

⁷⁷ Gheorghe Şincai, *Opere III. Hronica românilor (Rumänische Chronik)*, III, Bukarest 1969, S. 312; Ştefan Meteş, *Mănăstirile româneşti din Transilvania şi Ungaria (Rumänische Klöster aus Siebenbürgen und Ungarn)*, Sibiu 1936, S. 4.

⁷⁸ BRV I, Nr. 73.

⁷⁹ Erhalten im Kloster Văratec (Kreis) Neamţ; siehe M. Bordeianu, *Un exemplar rar din „Viaţa şi petrecerea sUnte-Wintzilor“ al mitropolitului Dosoftei (Ein Exemplar von Das Leben und die Taten der Heiligen des Metropoliten Dosoftei)*, in *Mitropolia Moldovei şi a Sucevei*, LVIII 1982, Nr. 1-2, S. 142 apud Fl. Dudaş, *Memoria vechilor cărţi româneşti. Însemnări de demult. (Das Gedächtnis der alten rumänischen Bücher)*, Oradea 1990, S. 143, Nr. 95.

Sohn des Priesters Toader Ion. Geschrieben in Meziad in den Tagen seiner Hoheit des Fürsten Josef Leopold von Siebenbürgen und Ungarn: Um Gewiß zu bleiben. Ianăş Gutsaufseher“⁸⁰.

Eine dritte Art urkundlicher Quellen, solche, die von früheren oder heutigen Forschern gesammelt wurden, vervollständigt unsere Untersuchung. Nicoale Iorga und Florian Dudaş haben Informationen über die Bücher aus dem Besitz der Metropolitankirche in Alba Iulia gesammelt, haben auf sie aufmerksam gemacht oder sie gerettet. Diese Bücher sind heute unter anderen älteren Werken zerstreut oder wurden von N. Iorgas, der Zeugnisse gerettet hat, welche heute verschollen sind, in verschiedenen Publikationen veröffentlicht. Teil dieser Kategorie sind zunächst Teile aus der *Zaconic*, die von T. Cipariu in *Acte şi fragmente* veröffentlicht wurden. Die älteste Information, die ursprünglich auf den Seiten eines in Moskau im 17. Jahrhundert gedruckten altslawischen *Evangelienbuchs* erhalten war, ist verbunden mit Sava Brancovici: „Ich, der große Sünder Sava Brancovici aus Podgoriţa, Erzbischof von Alba Iulia, Metropolit Siebenbürgens und Verwalter der Bischöfe aus dem ungarischen Ipp-Gebiete. Ich habe dieses göttliche heilige Evangelium bei Fremden gefunden, die einen anderen Glauben hatten, die es in andere Gebiete bringen wollten. Als ich das vorher Geschriebene sah (...), habe ich es mit meinem von Gott gegebenen wenigen Vermögen freigekauft, habe es mit Gold und Silber erneuert und habe es der heiligen Kirche der Heiligen Dreifaltigkeit bei Alba Iulia in Siebenbürgen übergeben, zum Gedenken an mich und meine Eltern, mit meiner Macht und unter Bannfluch verbotend, daß jemand dieses Buch vom Altar der Metropolitankirche Siebenbürgens entfernen darf, so wie es in ihrem Namen diejenigen vor mir gekauft haben, und so habe ich es geschenkt zur Ehre der heiligen Metropolitankirche um ihre Sünde zu vergeben. A. D. 1672, 6. September“⁸¹. Das *Evangelienbuch* befand sich noch 1940 im Museum in Blasendorf. Das *Evangelium* „erneuert mit Gold und Silber“ führt uns zu dem *Evangelium* „beschlagen mit Silber und vergoldet“, das als erstes im *Zaconic* zitiert wird.⁸² Das „mit Silber beschlagene und vergoldete“ *Evangelium* wurde am 28. April 1707 von Atanasie Anghel zusammen mit verschiedenen wertvollen Objekten aus der Metropolitankirche für 200

⁸⁰ Befindet sich in der Bibliothek der Pfarre Albeşti, Hidiş (Kreis Bihor), siehe bei Fl. Dudaş, *Carte (...)*, S. 155-157, Nr. 24.

⁸¹ Der Text der Aufzeichnung wurde ursprünglich von Şt. Manciualea veröffentlicht, *Muzeul Blajului (II)*, in *Cultura creştină* (Blaj), XX 1940, Nr. 3-4, S. 201, wieder veröffentlicht von Fl. Dudaş, *Memoria...*, S. 82.

⁸² T. Cipariu, *Acte şi fragmente*, S. 260.

Zlot, die er für die Reparaturen der Gebäude brauchte, als Unterpfand aufgewendet⁸³. Die Aufzeichnung wurde von N. Iorga veröffentlicht auf einer *Minei für Dezember*, Buzău, 1698, der sich in der unierten Kirche in Fogarasch befand und dessen heutiger Verbleib unbekannt ist. In derselben kirchlichen Sammlung gab es einen *Minei des Monats Mai*, Buzău, 1698 auf dessen Seiten N. Iorga gelesen hat „Bei der heiligen Metropolitankirche Siebenbürgens (...)“⁸⁴. Auch den Verbleib dieses Buches kennen wir nicht.

Dank der Untersuchungen Valeriu Literats besitzen wir ein wertvolles Exemplar, das bestimmt in der Alba Iuliaer Metropolitankirche vorkam: „Dieses heilige Buch, das sich die Bibel nennt, ist von seiner Hoheit dem Wojewoden Constantin Basarab der heiligen Metropolitankirche in Alba Iulia in Siebenbürgen geschenkt worden durch seine Heiligkeit Vater Atanasie, Erzbischof des gesamten Siebenbürgens, A. D. 1700“. Diese fürstliche Schenkung bezieht sich auf die *Bibel*, Bukarest, 1688, die Valeriu Literat in der Kirche in Kopacsel (Fogarasch) identifiziert hat.⁸⁵

Eine Information betrifft den Metropolit Atanasie Anghel und die Vollendung der Union mit der römisch-katholischen Kirche. Atanasie wird von dem Metropolit Dosoftei der Walachei 1702 verdammt, der ihm drohte, daß er keine Hilfe, auch nicht die in Bukarest veröffentlichten Bücher, *Choralbuch*, *Triod*, *Pentikostarion*, bekommen werde.⁸⁶

Faßt man die verschiedenen Informationen zusammen, kommt man von der Hypothese zur Gewißheit, in der wir die Existenz einer Bibliothek neben der Metropolitankirche in Alba Iulia zur Sprache brachten. Aus dem Kontext haben sich Gelehrte verschiedener Kategorien herausgehoben, die eine besondere Rolle für die Ergänzung der Bibliothek gespielt haben, jeder zu seiner Zeit und auf seinem Platz. Wir besitzen eine große Zahl von Titeln rumänischer und altslawischer Bücher, Manuskripte und Drucke, sogar einige Titel in ungarischer Sprache.

Von allen erwähnten Personen zeichnet sich die Persönlichkeit von Sava Brancovici aus. Seine Rolle in der Tätigkeit der Metropole wurde von ei-

⁸³ N. Iorga, *Scrisori și inscripții ardelene și maramureșene* {Siebenbürgische Briefe und Inschriften}, II, in: *Studii și documente cu privire la istoria Românilor*, Bukarest 1906, S. 96.

⁸⁴ *Ibidem*.

⁸⁵ Valeriu Literat, *Biserici vechi românești din Țara Oltulu* (Alte rumänische Kirchen aus Oltland), Klausenburg 1996, S. 64. Wir konnten nicht in Erfahrung bringen, ob sich dieses Exemplar noch immer in der Kirche in Kopacsel (Fogarasch) befindet.

⁸⁶ N. Iorga, *Sate și preoți din Ardeal* (Die Dörfer und die Priester aus Siebenbürgen), Bukarest 1902, S. 195.

nigen Forschern übertrieben, von anderen unterschätzt. Im Kontext unserer Untersuchung bleibt sein Beitrag zur Sammlung der Bücher. Aber auch die Rolle der anderen Gelehrten vor und nach Sava Brancovici darf nicht vernachlässigt werden: Ghenadie der zweite, der eine Auflage des *Gesetzbuches* aus Govora, 1640, nach Siebenbürgen brachte, mit Sicherheit zuerst nach Alba Iulia; Simion Ștefan sorgte für die Übersetzung des *Neuen Testaments*, 1648 und des *Psalters*, 1651; Ioan Zoba aus Unter-Wintz, Übersetzer, Herausgeber der Drucke in Alba Iulia, Notar der Großen Kirchenversammlung; Mihai Iștvánovici, Übersetzer, Buchdrucker der letzten rumänischen Bücher aus Alba Iulia, Bücherkolporteur; der Metropolit Atanasie Anghel, der mit Büchern beschenkt wurde, Patron der rumänischen Kultur in Siebenbürgen, und nicht zuletzt Patăr Ianăș und einige Mitglieder seiner Familie.

Die Bücher in der Bibliothek der Metropole in Alba Iulia wurden gelesen, benutzt für Übersetzungen, für die Heilige Messe. Ein Teil von ihnen konnte bis heute bewahrt werden. Die Aufgabe und die Rolle der Bibliothek der Metropolitankirche in Alba Iulia, welche das ganze 17. Jahrhundert umfaßt, ist höher einzuschätzen, als es in der Fachliteratur bisher geschehen ist.

Das Schulzentrum Blasendorf, Kern einer rumänischen Bibliothek in der Aufklärung

Iacob Mârza

Die Eröffnung der Schulen in Blasendorf im Herbst des Jahres 1754 bildete die Krönung des Kampfes für die politische Unabhängigkeit. Sie wurde durch den Bischof Inochentie Micu Klein (1700–1768) initiiert und geleitet und bildete gleichsam eine Konkretisierung der aufklärerischen Politik auf dem Gebiet von Kultur und Bildung auf zentralem wie lokalem Niveau in Siebenbürgen. Das Schulwesen in Blasendorf differenzierte sich zur Zeit der Aufklärung in Grundschule (*schola normalis*), Gymnasium (*schola latina*), *lyceum episcopale* und *seminarium*.¹ Diese Schulen entwickelten sich in Abhängigkeit von der zentralen und regionalen Schulpolitik in verschiedenen Etappen, wobei stets die materiellen Möglichkeiten und die kulturellen Erfordernisse eines Gelehrtenzentrums wie Blasendorf beachtet werden mußten². Aus heutiger Perspektive präzisieren wir, daß ein Teil der Lehrer und Schüler aus Blasendorf, die bis in die dreißiger Jahre des 19. Jahrhunderts aktiv waren, in die Galerie der rumänischen Kulturschöpfer aufgenommen werden muß, während die im Vormärz aktive Generation überwiegend unter ideologischen und organisatorischen Gesichtspunkten die Revolution von 1848³ vorbereitet hat. Es existierten also zwei große Generationengruppen: eine Generation der Aufklärung, die mit den Ideen von Ignaz Felbiger und Christian Wolf vertraut war und die die Elite der Siebenbürgischen Schule (*Școala Ardeleană*) und der *Supplex Libellus Valachorum* vorbereitete, und die andere, liberale (romantische) Generation, die in den neustrukturierten Schulen unter dem Einfluß der Philosophie von Immanuel Kant und Wilhelm T. Krug ausgebildet war und die im Konsens mit dem europäischen Geist die Revolution vorbereitete.

¹ Iacob Mârza, *Școală și națiune (Școlile de la Blaj în epoca renașterii naționale)* [Schule und Nation. Die Blasendorfer Schule in der Zeit des nationalen Erwachens der Siebenbürger Rumänen], Cluj-Napoca 1987, S. 47-78.

² *Ebenda*.

³ *Ebenda*, S. 194-195.

Das von den Schulen in Blasendorf getragene Schulsystem hat in direkter Beziehung zur damaligen Schulgesetzgebung (*Ratio educationis* 1777, *Norma regia* 1781)⁴ und im Geist der Gründungsurkunden des Bischofs Petru Pavel Aron⁵ die Existenz von Büchern, die den Lehrern und Schülern beigestellt werden sollten, als essentiell vorgeschrieben. Der kulturelle Aufschwung in Blasendorf während der Aufklärung beruhte auf der trinomischen Struktur von Druckerei, Bibliothek und Schule. Diese geistige Struktur resultierte aus einem politisch-nationalen Plan, der von Bischof Inochentie Micu Klein entwickelt und von den Bischöfen Petru Pavel Aron und Grigore Maior fortgesetzt wurde.

Damit ist der kulturelle, politische und religiöse Rahmen für die Schulen in Blasendorf abgesteckt, in denen der Kern einer repräsentativen rumänischen Bibliothek der Aufklärung entstand. Die Entwicklung der Bibliothek durchlief mehrere Etappen, die in die Entwicklung des kulturellen Zentrums Blasendorf, Sitz des griechisch-katholischen Bistums der siebenbürgischen Rumänen und Standort der wichtigsten rumänischen Druckerei (Gründung 1747)⁶, eingebettet waren. Von hier sind die wichtigsten Strömungen der politisch-nationalen Bewegung eines Jahrhunderts ausgegangen, das von der rationalen Philosophie dominiert war.⁷

Die erste Etappe in der Entwicklung der Bibliothek in Blasendorf wird in der Mitte des 18. Jahrhunderts (1747–1754) durch den Einzug einiger Mönche, Mitglieder des Ordens des Hl. Basilus⁸, in Blasendorf markiert. Viele von ihnen, angefangen mit Silvestru Caliani, Grigore Maior und Gherontie Cotore, waren Lehrer in diesem Ort, nachdem sie im Ausland stu-

⁴ *Ebenda*, S. 30, 37-38, 41.

⁵ Idem, *Actele fundaționale ale școlilor din Blaj. Oportunitatea unei reeditări*. [Die Gründungsurkunden der Blasendorfer Schule. Die Notwendigkeit einer neuen Ausgabe]. In *Apulum*, XXXIV, 1997, S. 317-334.

⁶ Gabriela Mircea, *Tipografia din Blaj în anii 1747–1830* [Die Druckerei in Blasendorf in den Jahren 1747–1830]. Cluj 1999. (Dissertation.) Cornel Tatai-Baltă, *Gravorii în lemn de la Blaj* [Die Holzschnitzer in Blasendorf], Blaj 1995.

⁷ Ladislau Gyémánt, *Mișcarea națională a românilor din Transilvania între anii 1790 și 1848* [Die nationale Erhebung der siebenbürgischen Rumänen 1790–1848]. București 1986]. Tóth Zoltán, *Primul secol al naționalismului românesc ardelean 1697–1792* [Das erste Jahrhundert des rumänischen siebenbürgischen Nationalismus 1697–1792]. București 2001.

⁸ Sidonia Puiu Fărcaș, *Contribuții la istoricul Bibliotecii Centrale din Blaj. Concepții și principii de organizare până la 1860* [Beiträge zur Geschichte der Zentralbibliothek von Blasendorf. Konzeption und Grundsätze der Organisation bis 1860]. In *Biblioteca și cercetarea*, Cluj 1985, S. 234-256.

diert und von dort auch Bücher mitgebracht hatten. Der Kern der Basilius-Bibliothek entstand aus den Schenkungen und Bücherkäufen der polyglotten Mönche, deren Hauptmission darin bestand, Lehrer für das Volk zu sein.⁹ Für die Anfänge der Bibliothek besitzen wir eine wertvolle Quelle: ein Inventar vom 14. Juni 1747, das 283 nicht numerierte Manuskripte und Drucksachen verzeichnet, die der Generalvikar Petru Pavel Aron aufbewahrte.¹⁰ Das von Petru Pop aus Dendorf, dem Sekretär des Bischofs Inochentie Micu Klein, unterschriebene Verzeichnis erwähnt auch diejenigen Bücher, die in zwei verschlossenen Räumen aufbewahrt wurden. Die Titel wurden nach ihrer Herkunft numeriert; das Fogarascher Bistum ist mit 31 Titeln vertreten, Bischof Ioan Giurgiu Patachi mit 181 Titeln, Inochentie Micu Klein mit 71 Titeln. Die Aufzählung der Bücher wurde nach dem Format untergliedert (*in folio, in octavo, in quarto* usw.). Dieser Inventar von 1747, der als Gründungsakt der Bibliothek in Blasendorf gilt¹¹, war nicht das Werk eines Spezialisten. Die Titel tragen keine Ordnungszahlen und oft auch keinen Verfasser. Man spezifiziert die Anzahl der Bände, aber nie die Auflage, den Druckort und das Erscheinungsjahr.

Bemühungen um eine Organisierung der Bibliothek werden auch aus der Schulordnung (*Rânduiala învățătorilor și traptazitelor până la altă rânduială a noastră*, 12. Oktober 1754) deutlich, wo es unter anderem hieß: „Der Sprachlehrer, der je nach seiner Zeit und Möglichkeit auch Lehrer der Wissenschaften ist, der ehrliche Mönch Grigorie, dem man auch die Aufsicht der Bibliothek anvertraut ...“¹² Gemeint war der Professor Grigore Maior, der später zum Bischof wurde.

Nach der Mitte des 18. Jahrhunderts vergrößerte sich der Buchbestand der Basilius-Mönche durch die „*donationes librorum*“ von Studenten, die von ihren Studien in Rom, Wien, Tirnau, Trentsin usw. zurückkehren. Ei-

⁹ Augustin A. Pop, *Călugării de la Blaj și rolul lor în viața culturală a neamului* [Die Blasendörfer Mönche und ihre Bedeutung im kulturellen Leben des Volkes]. In *Cultura creștină*, 4-5, 1937, S. 308-324.

¹⁰ *Inventarium Librorum Balasfalvae in Residentia Ep[isco]pali [...] A[nn]o 1747. Die 14-ta Iunij Confectum*. Die Bibliothek der Akademie Klausenburg, Sign. Ms. Lat. 550. Weiter abgekürzt: *Inventarium Librorum 1747*. Siehe auch: Magdalena Tampa, *Din începuturile Bibliotecii de la Blaj* [Der Anfang der Blasendorfer Bibliothek]. In *Biblioteca și cercetarea*, III, 1979, S. 126-145. Pompiliu Teodor, *Începuturile Bibliotecii din Blaj* [Die Anfänge der Blasendorfer Bibliothek]. In *Călăuza bibliotecarului*, XI, 1958, 2, S. 28-29.

¹¹ M. Tampa, op. cit., S. 130.

¹² Iacob Mârza, *Die Gründungsurkunden*, op. cit., S. 323.

nige Bücher wurden in Regalen in Drahtschlingen aufbewahrt¹³, einige trugen Exlibris. Daraus ergibt sich die Tatsache, daß sie „ab initio“ Teil der Bibliotheken oder der Sammlungen der Basilius-Mönche waren (Leontie Moschonas, Petru Pavel Aron, Silvestru Caliani, Grigore Maior, Gherontie Cotore, Ioan Iacob Aron, Samuil Micu, Basiliu Keresztesi, Partenie Iacob, Gheorghe Şincai u. a.). Bis heute konnte etwa die Hälfte der Bücher der Mönche identifiziert werden, wenn wir von den Informationen des Inventars aus dem Jahre 1747 ausgehen, der damals auch als Katalog diente¹⁴.

Die zweite Etappe in der Entwicklung der rumänischen Bibliothek in Blasendorf war von den organisatorischen Bemühungen im Geist der Reformen Josephs II. geprägt. Im Jahre 1777 wurden die Mönche aus dem Kloster „Maria Verkündigung“ ins Kloster der Hl. Dreifaltigkeit versetzt. Einige Jahre später (1781) wurde das Seminar des Bischofs Petru Pavel Aron mit dem Seminar des Klosters der Hl. Dreifaltigkeit vereinigt. Damit blieb nur noch das Diözesanseminar¹⁵, in dem die Bibliotheken zweier Seminare vereinigt wurden. Aus dieser Zeit existiert eine andere wertvolle Quelle: ein Inventar aller beweglichen und unbeweglichen Güter des Diözesanseminars und aller seiner Abteilungen¹⁶, welches auf Anordnung des Bischofs Grigore Maior aufgestellt wurde. Auch Informationen über die Bücher des Seminars finden sich, wenn man die Abteilungen *Catalogus Libror[um] venalium Valachicor[um] n[on] compactor[um] editionis Balasfalvensis in Bibliotheca minori*¹⁷; *Libri venales compacti*¹⁸; *Libri actum apud compactores existentes*¹⁹; *Libri Bibliothecae varii non venales et quidem 1-ma Valachici hic et alibi impressi, 2-do Libri Graeci, 3-tio Illirici, 4-to Ruthenici, 5-to Hungarici*²⁰, 6-to *Libri Latini, Germanici, Italici, et Dal-*

¹³ Al. Lupeanu, *Biblioteca Centrală din Blaj [Die Zentralbibliothek von Blasendorf]*. Bucureşti 1933, S. 4, 11.

¹⁴ Sidonia Puiu Fărcaş, *Die Beiträge, op. cit.*, S. 237.

¹⁵ Iacob Mârza, *Schule und Nation, op. cit.*, S. 61.

¹⁶ *Inventarium seu Conscripctio omnium Rerum mobilium Instrumentorum litteralium [...] die 21-mo Aprilis 1777-mi [...]*. Akademiebibliothek, Klausenburg, Sign. Ms. lat. 257. Weiter abgekürzt: *Inventarium seu Conscripctio 1777*. Corneliu Dima-Drăgan, *Un ensemble bibliologique roumaine de Transylvanie date de l'année 1777 (D'après un manuscrit latin inédit)*. In *Studia bibliologica*, Toronto, IV/1, 1980, S. 37-45; Pompiliu Teodor, *Lumea cărţilor lui Samuil Clain [Die Welt der Bücher von Samuil Clain]*. In *Revista bibliotecilor*, XXIV, 1971, 4, S. 237-239.

¹⁷ *Inventarium seu Conscripctio 1777*, S. 8 r.-9 r.

¹⁸ *Ebenda*, S. 9 r.-v.

¹⁹ *Ebenda*, S. 9 v.

²⁰ *Ebenda*, S. 10 r.-11 r.

*matici. In Folio, 7-mo Libri in quarto, 8-vo In octavo, duodecimo etc. 9-mo. Libri non compacti*²¹ auswertet.

Das Bücherverzeichnis ist von den Vätern Iosafat Devai und German Peterlaki und von den Mönchen Basiliu Keresztesi und Samuil Micu unterschrieben. Nach einer Schätzung besaß die Bibliothek in den achtziger Jahren des 18. Jahrhunderts 422 Titel in 884 Bänden.²² Die Titel der Bücher zeigen eine enzyklopädische Sammlung, die dem Gebrauch der Lehrer und Schüler des Diözesanseminars dienen sollte. Viele Bände sind repräsentativ für die europäische und nationale pädagogische Literatur, was diesem Bücherkomplex seine besondere kulturelle Bedeutung verleiht.²³ Einige Lehrer konnten auch andere private Bibliotheken und Sammlungen benutzen. Es gibt dokumentarische Belege über Bibliotheken, Sammlungen und Bücher²⁴ im Besitz von Inochentie Micu-Klein, Ioan Giurgiu Pataki, Petru Pavel Aron, Grigore Maior, Leontie Moschonas, Silvestru Caliani, Alexandru Fiscuti, Ștefan Solcivai, Petru Maior, Gheorghe Șincai, Ion Budai Deleanu und Ioan Halmagi. Einige von ihnen waren politische Persönlichkeiten, die mit den Blasendorfer Schulen verbunden waren.

Die vierziger Jahre des 19. Jahrhunderts sind ein wichtiges organisatorischen Moment in der Existenz der Schulen in Blasendorf, und zwar wegen der Gründung des bischöflichen Lyzeums (*Lyceum episcopale Balasfalvense*) mit zwei Fakultäten (Theologie und Philosophie). Das vor 1831 existierende Seminar wird zur theologischen Fakultät (mit vierjähriger Studierendauer), die philosophische Fakultät setzte ihre Tätigkeit neben dem *Regium Gymnasium Balasfalvense* fort.²⁵ Im selben Jahrzehnt wird die Hauptbibliothek in Blasendorf, die Bibliothek des Klosters zur Hl. Dreifaltigkeit, neu organisiert. Diese Neuerungen kennzeichnen die dritte Etappe in der Entwicklung der Blasendorfer Bibliothek. Sie ergibt sich aus der genauen Untersuchung eines anderen Manuskripts, des *Catalogus Bibliothecae Monasterii Balasfalvensis ad Sanctissimam Trinitatem*²⁶. Das Konzept der Bibliotheksorganisation wird deutlich, wenn man die Struktur der Bibliothek berücksichtigt, die sich aus dem Katalog ergibt. Die Bücher wurden

²¹ *Ebenda*, S. 11 v.-15 v.

²² C. Dima-Drăgan, *Un ensemble, op. cit. cit.*, S. 44.

²³ I. Mârza, *Schule und Nation, op. cit.*, S. 152. Idem, *Enlightenment Books in Romanian Libraries in Transylvania from the Middle of the 18th Century to the First Decades of the 19th*. In *Enlightenment and Romanian Society*, Cluj 1980, S. 55-67.

²⁴ Idem, *Schule und Nation, op. cit.*, S. 153-154.

²⁵ *Ebenda*, S. 59-61.

²⁶ Akademiebibliothek, Klausenburg, Sign. Ms. lat. 435.

nach ihrer Thematik geordnet, daraus folgte die Struktur der Bibliothek: *Biblia et Commentari in his*²⁷; *Concinatores et alii idem munus bene juvantes* [...]; *Item aliquot orationes etiam civi[li]s*²⁸; *Dictionaria*²⁹; *Grammaticales et alia initialia linquarum artis legendi inio et dicendi*³⁰ etc; *Historici Prophani*³¹; *Historici Eccl[esia]stici*³²; *Jura Prophana*³³ [...]; *Jura ecc[lesiastic]a, Decretales, canones, synodales*³⁴; *liturgici*³⁵; *mathematici, Phisici*³⁶, etc; *Patres et Doctores Ec[cle]siae*³⁷; *Philosophici*³⁸; *Theologici*³⁹; *Varii*⁴⁰; *Italici et Gallici*⁴¹.

Für solche thematischen Gruppen bevorzugte der Verfasser die Einschreibung der Bücher im *Katalog* in einer selbstverständlichen alphabetischen Ordnung, wobei die Bände in einem Schrank (*theca*) aufbewahrt wurden. In der Regel erhielt jedes Buch eine kurze bibliographische Beschreibung: Verfasser, Titel, Druckort und Jahr. Auf diese erste Rubrik folgten drei weitere: *theca* (Schrank), *linea* (Bücherregal) und *numerus* (Ordnungsnummer des Buches im Regal). Als der Katalog aufgestellt wurde, hatten die Besitzer – die Mönche – ihre Bücher in acht Bücherschränken untergebracht (*thecae*). Hier waren die Bücher nicht thematisch geordnet; eigentlich wurde die Thematik bei den 14 Gruppen des Katalogs nicht respektiert⁴².

Der *Catalogus Bibliothecae Monasterii Balasfalvensis ad Sanctissimam Trinitatem* ist durch seine Schreibform und den Inhalt sehr interessant für die Entwicklung der Bibliothek in Blasendorf am Ende der Aufklärung, die einen „kulturellen Weg“ auf europäischer Ebene begründet⁴³. Randnotizen,

²⁷ Ebenda, S. 2 r.-7 r.

²⁸ Ebenda, S. 8 r.-15 v.

²⁹ Ebenda, S. 16 r.-18 v.

³⁰ Ebenda, S. 19 v.-22 v.

³¹ Ebenda, S. 23 r.-28 v.

³² Ebenda, S. 29 r.-36 v.

³³ Ebenda, S. 37 r.-46 v.

³⁴ Ebenda, S. 47 r.-62 v.

³⁵ Ebenda, S. 63 r.-67 r.

³⁶ Ebenda, S. 67 v.-70 v.

³⁷ Ebenda, S. 71 r.-87 v.

³⁸ Ebenda, S. 89 r.-91 v.

³⁹ Ebenda, S. 92 r.-109 r.

⁴⁰ Ebenda, S. 109 v.-117 r.

⁴¹ Ebenda, S. 118 r.-122 v.

⁴² Ebenda, S. 2 r.-122 v.

⁴³ Victor Neumann, „Coridoare culturale” în Europa est centrală. Biblioteca iluministă de la Blaj [„Kulturelle Wege” durch Ost und Mitteleuropa]. In: Familia,

die oft die korrekte Gruppe andeuten, in die ein Band gehört, und sogar ein kurzer Kommentar über die Struktur und den Inhalt des Katalogs könnten aus einer späteren Periode stammen, vielleicht aus der Zeit nach der Neuorganisierung des Diözesanseminars in Blasendorf um 1851⁴⁴.

Die drei organisatorischen Momente markierten im Rahmen der Schulgeschichte in Blasendorf im Zeitalter der Aufklärung die Entwicklung der rumänischen Bibliothek. Aus dieser Bibliothek entwickelte sich Ende des 19. Jahrhunderts die erzbischöfliche Bibliothek und dann, zwischen den beiden Weltkriegen, die Zentralbibliothek in Blasendorf.⁴⁵ Die Erforschung der drei Kataloge aus den Jahren 1747, 1777 und 1834–1835 demonstriert die Existenz einer Institutionsbibliothek, zu der andere kleinere Bibliotheken oder Sammlungen der Basilius-Mönche oder der Professoren hinzukommen. Der Inhalt der Bücher, der nach den Daten aus dem Kataloge erfaßt werden kann, zeigt das konstante Bemühen der Mönche und Lehrer um den Anschluß der Bibliothek an die europäische und rumänische Kultur.

In dieser Epoche vermehren sich die rumänischen Institutionsbibliotheken oder die rumänischen Privatbibliotheken durch Schenkungen oder Ankauf um Büchersammlungen aus verschiedenen Wissenschaftszweigen, die repräsentativ für die Aufklärung und Romantik waren. In dieser Hinsicht beweist die Bibliothek in Blasendorf die Verbreitung der europäischen Werke der Aufklärung innerhalb der siebenbürgischen Kultur.

Oradea, V, 1989, 25 (125), 3 (283), S. 9. Idem, *Tentația lui Homo europaeus. Geneza spiritului modern în Europa Centrală și de Sud-Est* [*Homo europaeus. Genese eines modernen Geistes in Mittel und Süd-Osteuropa*]. București 1991, S. 147-220.

⁴⁴ S. Puiu Fărcaș, *Die Beiträge*, op. cit., S. 240-241.

⁴⁵ Al. Lupeanu, *Die Zentralbibliothek*, op. cit. Ștefan Manciușlea, *Biblioteca Centrală din Blaj* [*Zentralbibliothek von Blasendorf*], Blaj 1939. I. Mârza, *Zenovie Pâclișanu, bibliotecar la Blaj (1916–1919)* [*Zenovie Pâclișanu, der Bibliothekar in Blasendorf (1916–1919)*]. In *Biblioteca și cercetarea*, XX, 1996, S. 122-129.

Zur Entwicklung und Realisierung der Idee einer Slowakischen Nationalbibliothek

Augustín Mat'ovčík

Die Idee, eine Slowakische Nationalbibliothek zu gründen und aufzubauen, reicht in die Epoche der slowakischen Nationalen Wiedergeburt, also in die ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts zurück.¹ In der Tat stellt die slowakische Nationale Wiedergeburt ungeachtet der komplizierten wirtschaftlichen, nationalen und kulturellen Verhältnisse im Vielvölkerstaat der Österreichisch-ungarischen Monarchie, was den Aufbau verschiedener Bibliothekstypen anbelangt, eine Phase besonders intensiver Sammeltätigkeit in Ungarn dar. Unter den spezifischen slowakischen Bedingungen, ohne reiche Mäzene, ohne eine zentrale Kulturinstitution musealen Typs, auch ohne Spezialbibliotheken, wie sie in den benachbarten Nationen vorhanden waren (im Lande die Széchényi Bibliothek in Pest, dann die Bibliothek des Nationalmuseums in Prag, die Hofbibliothek in Wien, das Ossolineum in Lemberg, ferner Universitäts-, Adels- und andere Bibliotheken im europäischen Kulturraum), fiel in der Slowakei das Sammeln, Aufbewahren und Erschließen der alten wie der laufenden Buchproduktion opferbereiten Einzelpersonlichkeiten zu.² Die führenden Vertreter der slowakischen Nationalen Wiedergeburt waren sich dessen bewußt, daß Bücher und Büchersammlungen ein wichtiges Phänomen der Nation, Belege für deren Existenz, Geschichte, Ethnizität, Kultur, Philosophie, für deren geistiges Wesen überhaupt sind.

Mehrere slowakische Persönlichkeiten der Wiedergeburtsepoche, unter ihnen bekannte wissenschaftliche Forscher, waren Eigentümer umfangreicher Büchersammlungen sowie Organisatoren und Theoretiker des Bibliothekswesens. Der Polyhistor Adam František Kollár (1718–1783) z. B. war langjähriger Direktor der Wiener Hofbibliothek, seine kostbare Privatbi-

¹ Jozef Kuzmík, „Vývoj myšlienky národnej knižnice na Slovensku (Die Entwicklung der Idee einer Nationalbibliothek in der Slowakei)“. In: Jozef Kuzmík, *Knižnice na Slovensku* (Bibliotheken in der Slowakei). Martin 1954, S. 3-36.

² Vgl. hierzu den Studienband *Osobné knižnice dejateľ'ov* (Privatbibliotheken von Persönlichkeiten), Martin 1991.

bliothek wurde nach seinem Tode versteigert.³ Die wertvolle Bibliothek des Slawisten Juraj Ribay (1754–1812), der bereits im Jahre 1794 das Projekt einer Tschechisch-slawischen Gesellschaft ausarbeitete, sollte ursprünglich dieser Gesellschaft übereignet werden, gelangte aber schließlich teilweise in die Sammlungen der Széchényi Bibliothek.⁴ Ein weiterer hervorragender Slawist von europäischem Format, Pavol Jozef Šafárik (1795–1861), der 1826 bei der Gründung der Matica srpská dabei war und im Jahre 1827 auch die Gründung einer Matica slovenská in Betracht zog, war später Kustos und seit 1848 Direktor der Universitätsbibliothek in Prag.⁵

In den dreißiger Jahren des 19. Jahrhunderts war es der in Ofen wirkende Vertreter der slowakischen Nationalen Wiedergeburt Martin Hamuljak (1789–1859), der, wie wir aus seinem Brief vom 26. Juli 1829 an P. J. Šafárik wissen,⁶ die Gründung einer zentralen Nationalbibliothek der Slowaken anstrebte. Leider ist aus diesem und weiteren Gründungsversuchen in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts nichts geworden. In dieser Situation haben opferbereite Sammler von Büchern und Handschriften in damaligen Ober-Ungarn ihre Bestände Schul-, Kirchen- sowie anderen Bibliotheken und Institutionen in Pressburg, Leutschau, Tirnau, Käsmark, Kaschau, Eperies und anderswo zur Verfügung gestellt, wo sie der Erziehung der Jugend und der Verbreitung von Kultur und Bildung dienten. Ein leuchtendes Beispiel für solche Bestrebung ist die Bibliothek von Vavrinec Čaplovič (1778–1853), unseres bedeutendsten Sammlers von Büchern in dieser Periode, die ca. 60.000 Bände umfaßte, von Inkunabeln bis hin zur laufenden Buchproduktion in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Dieser Bücherfreund widmete 1839 seine Buchbestände seinen Landsleuten im Orava-gebiet, wo sie bis heute in Unterkubin in einem 1907 eigens zu diesem Zwecke errichteten Gebäude aufbewahrt wird und der Öffentlichkeit zugänglich ist.⁷

³ Anton Augustín Baník, „Adam František Kollár“. In: *Slovenská národná knižnica* 4 (1998), Heft 1-2, S. 23-24.

⁴ Michal Laciak, „Slovenský slavista Juraj Ribay“ (Der slowakische Slawist Juraj Ribay). In: *Jazykovedný časopis* 14 (1963), S. 120-134.

⁵ Karel Paul, *Pavel Josef Šafárik*, Praha 1961.

⁶ Augustín Mat'ovčík, *Martin Hamuljak*. Bratislava 1971; ders., „Príspevok k poznaniu P. J. Šafárika ako knihovníka a k jeho vydavateľsko-kníhkupeckým stykom s M. Hamuljakom“ (Ein Beitrag zu P. J. Šafárik als Bibliothekar und zu seinen editorisch-buchhändlerischen Kontakten zu M. Hamuljak). In: *Knižničný zborník* 1961, Martin 1961, S. 53-72.

⁷ Augustín Mat'ovčík, *Vavrinec Čaplovič a osudy jeho knižnice* (Vavrinec Čaplovič und das Schicksal seiner Bibliothek). Martin 1962 (in zweiter Auflage erschienen unter

Von der Tatsache, daß die Idee einer Slowakischen Nationalbibliothek in Kreisen der nationalen Erwecker lebendig blieb, zeugt die damalige Handlungsweise des genannten Martin Hamuljak. Als dieser eifrige Büchersammler feststellen mußte, daß die Slowaken keine zentrale Kulturinstitution in Gestalt von Museen oder Bibliotheken besitzen, entschloß er sich im Jahre 1848, seine Büchersammlung (die bis zu 3000 Bücher, Handschriften, Bilder und Kupferstiche umfaßte) dem katholischen Gymnasium in Banská Bystrica unter der Bedingung zu überlassen, daß, sofern eine gesamt nationale Kulturinstitution entsteht, seine Bibliothek in deren Eigentum übergehen solle. Dieser Wunsch des Sammlers wurde nach Gründung der Matica slovenská im Jahre 1863 auch voll und ganz erfüllt.

Als älteste, amtlich zugelassene gesamt nationale Kulturinstitution der Slowaken leistete die Matica slovenská in den sechziger und siebziger Jahren des 19. Jahrhunderts Grundlegendes in Bezug auf das Sammeln von Drucken, Handschriften, Bildern, musealen und anderen Gegenständen zur Geschichte und Kultur der slowakischen Nation. Ihre führenden Repräsentanten wurden sich dessen schmerzlich bewußt, daß ohne den Aufbau einer Nationalbibliothek die Geschichte der Slowakei und die eigene nationale Kultur der Slowaken im europäischen wie auch im Weltmaßstab nicht präsentiert werden kann. Von daher wurde die Matica-Bibliothek, die in den Jahren 1863–1875 hauptsächlich aus Schenkungen von Einzelpersonlichkeiten aufgebaut wurde – den Grundstein bildete die oben erwähnte Hamuljak-Bibliothek, ferner die Bibliothek von Michal Rešetka und weiterer Donatoren⁸ – als erste slowakische Nationalbibliothek konzipiert. Im Vergleich zu den umfassenden National- und anderen Bibliotheken unserer Nachbarländer war diese mit ihren ca. 10.000 Bänden freilich eine sehr bescheidene Bibliothek, der zudem unter den für die Slowaken ungünstigen Nationalitätenverhältnissen nach dem Österreichisch-ungarischen Ausgleich in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts ein wechselvolles Schicksal zuteil werden sollte.

Nach der Auflösung der Matica slovenská im Jahre 1875 verblieben ihre Buchbestände, Kunstsammlungen und anderen musealen Gegenstände

dem Titel *Vavrinec Čaplovič a jeho bibliotéka* (Vavrinec Čaplovič und seine Bibliothek). Martin 1999); *Kniha '79-80* (Buch '79-80). Martin 1981 (Beiträge des Kolloquiums über die Čaplovič-Bibliothek).

⁸ Pavol Florek, „Po stopách knižnice Martina Hamuljaka“ (Auf den Spuren der Bibliothek von Martin Hamuljak). In: *Knižničný zborník* 1959, Martin 1959, S. 141-160; Štefan Drozd, „Knižnica Michala Rešetku“ (Die Bibliothek von Michal Rešetka). In: *Knižnica* 2 (1950), S. 60-68.

jahrzehntelang im Gebäude der Matica in Thurocz Sankt Martin, von wo sie zu Beginn des 20. Jahrhunderts nach Neutra und teilweise auch nach Budapest in die Széchényi Bibliothek gebracht wurden. Von dort kehrten sie definitiv erst in den Jahren 1940–1943 in die Slowakei zurück.⁹

In der Zwischenzeit, als eine gesamt nationale Institution fehlte, übernahmen andere Vereine und Verbände das Sammeln, Aufbewahren und Erschließen von Drucken, Handschriften, musealen und anderen Gegenständen. Zu ihnen gehörte die 1890 in Thurocz Sankt Martin gegründete Vereinigung *Múzeum a Bibliotéka* (Museum und Bibliothek),¹⁰ vor allem aber die *Muzeálna slovenská spoločnosť* (Slowakische Museumsgesellschaft), die 1893 unter aktiver Mitwirkung des Archäologen und Ethnographen Andrej Kmet' (1841–1908) ins Leben gerufen wurde.¹¹ Sie war es, die durch Zusammenführung von Büchersammlungen und durch zielgerichtete Sammeltätigkeit in den ersten beiden Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts eine wissenschaftliche Bibliothek mit einem Gesamtbestand von ca. 60.000 Bänden aufbaute. Nach ihrer Wiederbelebung im Jahre 1919 setzte die Matica slovenská den Aufbau ihrer Bibliothek fort, 1927 wurde die umfangreiche Bibliothek der Slowakischen Museumsgesellschaft in die Matica-Bibliothek eingegliedert. Auf diese Weise entstand eine repräsentative Nationalbibliothek der Slowaken mit einem Buchbestand von ca. 100.000 Bänden, die im neuerrichteten Gebäude der Matica slovenská in Thurocz Sankt Martin untergebracht wurde.

Die Sammlungen dieser Bibliothek wurden in der Folgezeit aus der laufenden Buch- und Zeitschriftenproduktion der Verlage in der Slowakei, durch Schenkungen von Einzelpersonen und Institutionen sowie durch Ankäufe so erweitert, daß ihr Buchbestand bis Ende 1953 die Zahl von 300.000 Bänden überschritt. Die Erwerbung, Bearbeitung und Erschließung dieses wertvollen Buchbestandes unternahm ein Team von Bibliothekaren, das seit 1938 vom Bibliothekar und Archivar der Matica slovenská, von dem bekannten Kulturhistoriker Anton Augustin Baník geleitet wurde, der gleichzeitig auch die Handschriftensammlungen des Literaturarchivs der Matica betreute, das mit zur Bibliothek gehörte.

⁹ Anton Augustín Baník, „Z Budapešti prinavratene zbierky Matice slovenskej“ (Aus Budapest zurückgegebene Sammlungen der Matica slovenská). In: *Slovensko* 1942, Heft 4-5, S. 34-43.

¹⁰ Vgl. den Studienband *Načo je národu Dom* (Wozu für die Nation ein Haus). Martin 2002.

¹¹ Štefan Hanakovič, *Muzeálna slovenská spoločnosť* (Slowakische Museumsgesellschaft). Bratislava 1969.

Da die Matica slovenská als zentrale Kulturinstitution der Slowaken in der Zwischenkriegszeit bei der Organisation insbesondere der gesellschaftswissenschaftlichen Forschung durch ihre wissenschaftlichen Sektionen, bei der Entfaltung eines Theater- und Bildungswesens mittels ihrer über die ganze Slowakei verstreuten örtlichen Sektionen, in der Editionstätigkeit sowie in weiteren Sphären des kulturellen Lebens wichtige Aufgaben erfüllte, trat zwangsläufig die Betreuung der Bibliothek in den Hintergrund. Deshalb wurde bereits in den dreißiger Jahren des 20. Jahrhunderts der Ruf nach einer offiziellen Slowakischen Nationalbibliothek laut, die schließlich am 1. Mai 1941 auf Vereinsbasis mit Sitz in Thurocz Sankt Martin gegründet wurde. Ihre Buchbestände erreichten bis Ende 1953 die Zahl von über 100.000 Bänden.

Auf diese Art und Weise wurden also in Thurocz Sankt Martin zwei voneinander unabhängige Bibliotheken aufgebaut, was bei solcher Duplizität zu unerwünschten Komplikationen führte. Angesichts dieser Sachlage wurde unter den komplizierten gesellschaftlichen und kulturellen Verhältnissen in der NachkriegsTschechoslowakei, die durch massive Eingriffe in die Tätigkeit und Struktur der Matica slovenská gekennzeichnet waren, auf Beschluß des Slowakischen Nationalrats vom 27. April 1954 die Matica slovenská gesetzlich als zentrale Nationalbibliothek und Bibliothekswissenschaftliches Institut festgelegt.¹² In ihr wurden die Sammlungen der Matica-Bibliothek und der früheren offiziellen Slowakischen Nationalbibliothek zusammengeführt, so daß nun ein Gesamtbestand von ca. 428.000 Bänden erreicht wurde. Die Sammlungen der neukonstituierten Slowakischen Nationalbibliothek wurden in den siebziger und achtziger Jahren des 20. Jahrhunderts durch die Pflichtexemplare der Verlage in der Slowakei, durch Ankäufe, Schenkungen und durch Eingliederung von Buchbeständen systematisch erweitert. Seit 1975 sind sie im neuerrichteten Bibliotheksgebäude untergebracht.

Die Organisationsstruktur der Nationalbibliothek im Rahmen der Matica slovenská wurde durch mehrere Gesetze und Statute aus den Jahren 1973, 1983, 1991 u. a. geregelt. Mit der extensiven Entwicklung der hauptsächlich auf die Verbreitung von Bildung ausgerichteten Vereinstätigkeit, die nicht selten in kulturpolitische Aktivitäten mündete, ging wiederum eine gewisse Vernachlässigung der in der Matica slovenská verankerten Slowa-

¹² Vgl. hierzu den Studienband *Matica slovenská ako národná knižnica a knihovedný ústav* (Die Maticaslovenská als Nationalbibliothek und Bibliothekswissenschaftliches Institut). Martin 1964.

kischen Nationalbibliothek einher. Als die Matica slovenská gemäß dem Gesetz des Slowakischen Nationalrats Nr. 68/1997 eine Institution des öffentlichen Rechts wurde, wurden die Funktionen der Slowakischen Nationalbibliothek eingeschränkt und einige sogar der Universitätsbibliothek in Pressburg übertragen. Die Bibliothekare und die kulturelle Öffentlichkeit in der Slowakei widersetzten sich einer solchen Entwicklung der Situation um die Slowakische Nationalbibliothek, bis es schließlich zu einer grundlegenden Veränderung kam. Mit dem Gesetz des Slowakischen Nationalrats Nr. 183/2000 über die Bibliotheken vom 12. Mai 2000 wurde die Slowakische Nationalbibliothek aus dem Verein der Matica slovenská ausgegliedert und ihr der Status einer selbständigen staatlichen Kulturinstitution zuerkannt. Gemäß diesem Gesetz übernimmt die Slowakische Nationalbibliothek im wesentlichen die Aufgaben des Bibliotheks- und Informationssystems der Slowakischen Republik.¹³

Mit dem Gesetz über die Bibliotheken vom Jahre 2000 wird der zweihundertjährige Prozeß der Entwicklung und Realisierung der Idee einer slowakischen Nationalbibliothek vollendet. Diese verwaltet, speichert und erschließt seit dem 1. Juli 2000 ungefähr 3.200.000 Bucheinheiten, ungefähr 1.360.000 Einheiten an Handschriften und Bilddokumenten, über 167.000 biographische Dokumente und Materialien. Wenn wir den Bestand der Matica-Bibliothek vom Jahre 1875 in Höhe von 10.000 Einheiten, der als Fundament der seinerzeitigen Nationalbibliothek der Slowaken anzusehen ist, mit der heutigen Zahl von 4.800.000 Einheiten an Drucken, Handschriften und anderen Dokumenten in der gegenwärtigen Slowakischen Nationalbibliothek vergleichen, so kann ein riesiger Zuwachs an Sammlungen festgestellt werden, die die kulturelle Entwicklung der slowakischen Nation dokumentieren.

Die Slowakische Nationalbibliothek fügt sich heute als die führende Bibliotheksinstitution der Slowaken organisch in das Netz von Nationalbibliotheken in Europa und in der Welt ein.

¹³ *Slovenská národná knižnica* (Dokumenty) (Die Slowakische Nationalbibliothek [Dokumente]). Martin 2001.

L'exemple croate : de la Bibliothèque de l'Académie à la Bibliothèque universitaire de Zagreb, 1818–1913

Daniel Baric

Plutôt que de retracer l'histoire de la bibliothèque nationale croate, c'est sa préhistoire, la période où la bibliothèque dont le fonds est devenu celui de la Bibliothèque nationale et universitaire de Zagreb n'était pas encore appelée nationale, que l'on se propose d'évoquer ici. Cette période permet en effet d'appréhender la manière dont un ensemble d'ouvrages, en l'occurrence constitué au début sans la volonté de créer une bibliothèque liée à une nation en particulier, est investi de ce rôle par ceux d'une part qui le forment, l'enrichissent, le gèrent, ceux qui d'autre part le consultent ou en ont une connaissance indirecte et enfin par les autorités publiques dont il dépend.

Au XIX^e siècle, à une époque où la Croatie n'existe pas en tant qu'Etat souverain, où la nation croate moderne cherche à se définir dans le contexte des autres nations slaves du Sud, et par opposition à la culture magyare, germanique et italienne, la bibliothèque centrale devient un enjeu aux yeux d'intervenants qui sont loin de partager les mêmes conceptions de la nation, et partant celles d'une bibliothèque nationale. Du début du XIX^e siècle à 1913, toute une série d'hypothèses se succèdent pour donner corps à un désir de nation. Illyrisme et yougoslavisme apparaissent ou disparaissent et troublent le rapport à la nation croate. Pourtant, à la veille de la Première Guerre mondiale, on inaugure en grande pompe à Zagreb un bâtiment voulu à la fois monumental et représentatif de la culture croate.

Il s'agira ici d'exposer quelles furent les circonstances, les courants de pensée et les personnalités qui ont contribué à doter une bibliothèque en particulier de ces attributs propres à une bibliothèque nationale que sont la recherche de l'exhaustivité des fonds se rattachant à une nation et son territoire (grâce entre autres à l'institution du dépôt légal), l'ouverture la plus large possible au public et la constitution d'outils scientifiques et professionnels en usage dans d'autres bibliothèques nationales (comme, en particulier, le service bibliographique)¹.

¹ Pour une première orientation historique et bibliographique dans le champ de l'histoire du livre croate, on peut se reporter à Fabian, 2001.

De 1818 à 1913, la future bibliothèque nationale change trois fois de nom, le public se modifie aussi et le fonds se développe dans le sens d'une véritable institution nationale². Mais de quel fonds s'agit-il à l'origine et pourquoi celui-ci fut-il choisi plutôt qu'un autre pour former la base de la bibliothèque nationale ?

1. La Bibliothèque de l'Académie royale, 1818–1850.

Des débuts modestes.

En 1607 est fondé un établissement d'enseignement supérieur à Zagreb et est confié à l'ordre de saint Ignace. C'est à l'époque l'endroit où l'on peut recevoir la formation intellectuelle la plus poussée en territoire croate. En 1669, il est élevé au rang d'Académie, c'est-à-dire qu'il peut conférer des titres académiques. Comme il se doit, une bibliothèque est adjointe à cette institution. Au moment où l'ordre est supprimé en 1773, la bibliothèque possède 6000 titres. Elle est transformée en école supérieure qui forme durant les deux premières années de leur apprentissage juristes et théologiens. En 1789, la moitié de ce fonds est envoyé à la Bibliothèque de l'Université de Pest, car l'autorité politique de tutelle, le Conseil croate, a été supprimé (en 1779)³. Dans la nouvelle configuration administrative, c'est la chancellerie hongroise qui prend en charge les questions d'instruction, et c'est donc vers la plus grande institution éducative hongroise qu'est dirigé le fonds issu de la plus grande institution éducative croate.

1818 marque une date clé après des décennies. En visite à Zagreb, l'Empereur François Ier se rend à l'Académie et à sa bibliothèque, et en annonce l'ouverture au public. La période qui commence alors est celle d'un enrichissement continu du fonds, qui est symboliquement marqué par la présence du souverain, mais qui est aussi poursuivi par le représentant du pouvoir dans les affaires éducatives [Oberschuldirektor], Joseph Sermage, lui-même en possession d'une bibliothèque assez importante qu'il légua à la bibliothèque. Il crée avec le professeur d'histoire Ladislav Susich une petite équipe soucieuse de développer la bibliothèque⁴. Un rôle éminent

² L'histoire de la Bibliothèque nationale et universitaire est présentée de manière synthétique dans Rojnić, 1974. Les articles fouillés d'Eva Verona permettent d'approfondir les connaissances sur l'histoire de la Bibliothèque de l'Académie aux XVIII^e et XIX^e siècles.

³ Fabian, 2001, p. 39.

⁴ Verona, 1987, p. 59.

sera joué ensuite par le bibliothécaire Matija Smodek (nommé en 1841, il restera des décennies durant à la tête de la bibliothèque)⁵.

Durant cette période, les noms de la bibliothèque changent ou plutôt varient selon la place institutionnelle souhaitée pour elle. Ainsi, lorsque le bibliothécaire fait le compte des livres légués à la Bibliothèque de l'Académie pour la période 1818–1834, il mentionne le désir des légataires de voir la Bibliothèque appelée « nationale », ou « academico-nationale »⁶. La référence à ces légataires qui laissent tout ou partie de leur propre bibliothèque ou bien qui versent plus modestement une contribution en argent, comme c'est le cas d'étudiants, est d'autant plus importante que ce sont eux qui constituent la majeure partie du fonds disponible, en l'absence de contributions émanant des autorités publiques, ceci étant valable jusqu'en 1856. Dans les dossiers financiers, on trouve aussi l'appellation, portée sans doute par le bibliothécaire, de « publico-nationale ». L'appellation officielle ne mentionne ni l'aspect public, ni national. Mais ce titre officiel de Bibliothèque de l'Académie royale semble être insuffisant et trop neutre pour nombre de personnes qui réfléchissent à la fonction de cette bibliothèque : il n'indique qu'un lien avec une institution, alors que se fait jour le désir de lier cette bibliothèque au groupe. C'est à l'évidence une période de flottement dans les concepts d'organisation de la bibliothèque que chacun peut remplir à sa guise⁷.

Ce sont des personnalités publiques, comme l'évêque de Zagreb Maksimilijan Vrhovac⁸, ou bien les professeurs à l'Académie royale de Zagreb qui donnent à la bibliothèque un statut particulier : c'est l'endroit où doivent être rassemblés les ouvrages nécessaires à l'instruction générale, en incluant les livres en langue croate⁹.

⁵ Une rue de Zagreb porte son nom depuis l'entre-deux-guerres, attestant de l'importance accordée à son action, au même titre que pour d'autres représentants du mouvement illyrien.

⁶ NSK, R 6143, M. Smodek, *Popis darovatelja knjižnice kr. Akademije zagrebačke*, Nomina et cognomina Mecoenatum qui Bibliothecam Academiae Regiae Zagrabiensis, quam Bibliothecam voluerent Academico-Nationalem aut Bibliothecam Nationalem Academiae Regiae Zagrabiensi ingremiatam appellavi..., 1818–1834.

⁷ Ibid., Ex rationibus super pecunia Publico-Nationalis Academiae Bibliothecae Zagrabiensis a 1. Nov. 1836 (...) 1. Nov. 1839.

⁸ Jelčić, 1978, pp. 59-63. L'évêque avait lancé en 1813 un appel à lui signaler les titres de livres anciens en croate. Cet appel est réédité en 1837. La Bibliothèque de l'Académie doit une partie de son premier fonds à la donation de la bibliothèque constituée par l'évêque.

⁹ *Građa za povijest književnosti hrvatske*, 12, 1933, pp. 140-148.

Ainsi, de 2800 volumes au début du XIX^e siècle, le fonds passe en 1819 à 10 000 ouvrages, en 1829 à 12 000 et en 1836 à 15 000¹⁰. Ce sont des personnes se trouvant sur tout le territoire de l'actuelle Croatie (mais surtout en Slavonie, dans la région de Zagreb et dans les Confins militaires) qui font don de leur bibliothèque ou d'une partie de celle-ci. Souvent, il est spécifié que ces livres doivent être disponibles pour le plus grand nombre. C'est donc avant tout l'aspect public plus que national de la bibliothèque qui motive ces premiers versements. A la même époque se constitue par ailleurs la bibliothèque du Musée, calquée sur l'exemple hongrois et tchèque, qui est elle perçue par les lecteurs comme avant tout nationale. Ce qui lui vaut de compter dans les années 1850 plus de 10 000 ouvrages, issus de dons¹¹.

Entre bibliothèques apparaissent donc à partir des années 1840 des différences de profil, avec des risques de dispersion entre plusieurs institutions de ressources dont les limites matérielles sont très vite perçues dans le cadre croate, ce qui débouche sur une foison de projets de réunion en une seule institution de toutes les bibliothèques zagréboises.

2. La bibliothèque de l'Académie de droit, 1850–1874.

La période des projets de « grande bibliothèque ».

Avec les développements de l'imprimerie et des réseaux de libraires durant la première moitié du XIX^e siècle augmentent aussi les fonds des bibliothèques privées, qui viennent gonfler les catalogues des bibliothèques publiques ou semi-publiques.

Avec la création de facultés de Lettres et de Théologie séparées de l'Académie, celle-ci devient de facto un lieu d'enseignement du droit. L'absence d'une bibliothèque centrale se fait alors sentir, et naissent alors des projets de réunion des différentes bibliothèques plus ou moins spécialisées se trouvant à Zagreb, où sont concentrées les principales institutions politiques et culturelles du pays.

Dès le début des années 1840, autour du Musée, il a été question de réunir les trois principales bibliothèques ouvertes au public à Zagreb : celle du récent Musée, de la salle de lecture (qui allait donner naissance à la Ma-

¹⁰ Verona, 1987, p. 59.

¹¹ NSK, Spisi narodnog Muzeja, R 3932/13 : « Summarisches Verzeichniss der im Museo bis zum 1.ten May l. J. einregistrierten Bücher » : Il s'agit de 10 521 volumes répertoriés par langue, sans compter quelques milliers d'autres volumes, non encore répertoriés en 1858.

tica illyrienne, puis croate) et de l'Académie royale¹². Cette bibliothèque aurait pu porter le nom de Bibliothèque « nationale » [narodna] : son but était bien de réunir tous les fonds présents sur le territoire de la patrie [Domovina]. Ce projet marque en fait le début d'une longue série.

En 1846, I. I. Tkalac, futur professeur de slavistique à Heidelberg, publie dans le périodique allemand de Zagreb *Luna* un article intitulé « Ce dont nous avons besoin ». Il y préconise la création d'un système de librairie « nationale » par actions¹³. Ce qui le préoccupe en l'occurrence, c'est la question de la distribution des livres. Il souhaiterait ne pas la laisser aux seuls colporteurs, qui ne couvrent pas tout le territoire, la tâche de diffuser les livres. Il faudrait pour cela créer une structure de vente autonome, reposant sur la participation financière la plus large possible de la population. Cette « Librairie » aurait également pour but d'éditer les textes recommandés par la matica illyrienne. Ce qui est significatif dans cette proposition, c'est la conscience que le marché du livre se pense désormais dans les limites du territoire national. Et de la vente à la conservation du livre, il n'y qu'un pas, qui est très souvent franchi dans les décennies suivantes.

Dès 1849, c'est-à-dire au moment où l'autonomie croate est proclamée face à la Hongrie, le vice-gouverneur Mirko Lentulaj a dans l'idée de réunir les principales bibliothèques : celle de l'Académie, du Musée national et du cabinet de lecture, mais aucune n'a assez de volumes pour mériter d'avoir un statut public, avec un personnel plus important. La bibliothèque devait être à la fois rattachée à l'Académie et avoir une fonction nationale [« narodna akademijska »]. Du côté des autorités politiques, on perçoit donc la nécessité d'une bibliothèque importante par le volume et le rôle central dans la culture nationale d'une telle institution¹⁴.

Baltazar Bogišić, entre autres fonctions historien du droit slave à Odesa, natif de la région de Dubrovnik¹⁵, développe un projet de musée lié à une bibliothèque centrale pour la Croatie-Slavonie¹⁶. Cette bibliothèque centrale serait liée aux autres bibliothèques de Zagreb et également aux autres bibliothèques privées ou non en Croatie-Slavonie. La base en serait la

¹² NSK, Spisi narodnog Muzeja, R 3932/1.

¹³ *Luna*, 11, 1846. « Was uns Noth tut ? ». Le modèle allemand est présent en arrière-plan de ce projet de « Nationalbibliothek ». La situation de la librairie nationale allemande est présentée par Frédéric Barbier, *Histoire du livre*, Paris, 2000, p. 189-190. En Allemagne, la réflexion a lieu dès la fin du XVIII^e siècle.

¹⁴ Verona, 1987, p. 8.

¹⁵ Strohal, 1909, p. 7.

¹⁶ Ibid, p. 11.

bibliothèque du Musée. L'idée est de permettre aux lecteurs d'avoir accès à certaines bibliothèques qui sont très peu utilisées (par exemple celle de l'archevêché, appelée la métropolitaine)¹⁷. Ce en quoi il s'inscrit dans la poursuite des chantiers réels ou imaginaires entamés dans les années 1840 autour de la création d'un lieu central de préservation des traces matérielles de la culture nationale que serait le Musée. Mais il apporte dès l'année suivante des idées concrètes et modernes pour un musée et une bibliothèque panslaves [« sveslavenski »] ou du moins une bibliothèque qui aurait pour ambition de renfermer tous les trésors slaves imprimés et manuscrits¹⁸. En particulier, pour ce qui concerne l'organisation pratique, il a réfléchi à la confection de différents catalogues : général, alphabétique, matière¹⁹. Le but d'une telle bibliothèque est de réunir en un lieu unique le matériau nécessaire à la compréhension de l'univers slave.

Le passage chez lui d'un projet de bibliothèque centrale croate à une bibliothèque centrale slave est caractéristique des années 1860, qui voient la création d'une Académie yougoslave à Zagreb avec une bibliothèque. C'est sous la direction de l'Académie yougoslave que doit se créer une bibliothèque rattachée au Musée national, dont le but est d'après ses statuts de constituer une collection d'œuvres dans tous les domaines, et en particulier en littérature slave et plus précisément sud-slave. « Elle a également, stipule le projet de statut visé par l'empereur, une section avec une collection de manuscrits se rapportant à l'histoire et la littérature croate. » En 1867, la chancellerie aulique approuve le projet de créer cette bibliothèque centrale sur des fonds alloués par le gouvernement croate²⁰. Du point de vue viennois, il ne s'agit pas d'encourager le travail sur la constitution du patrimoine national croate, mais de permettre le développement des connaissances de tous les citoyens dans l'Empire²¹.

Il semble dès lors cohérent que la question de la division de la bibliothèque de l'Académie en bibliothèque du lycée et de l'Académie de droit en

¹⁷ Verona, 1987, p. 9.

¹⁸ Bogišić, 1867.

¹⁹ Strohal, 1909, p. 40.

²⁰ Il est bien question de bibliothèque centrale, comme le disent les termes allemand et croate utilisées : « die Centralbibliothek aus Landesfondsmitteln herrichten zu lassen », « osrednja knjižnica ». Verona 1987, p. 10.

²¹ Pour le ministère des Cultes et de l'Education de Vienne, les bibliothèques des universités, des lycées, des académies et autres institutions scientifiques sont le bien de tous ceux qui tendent vers la connaissance : « [diese Bibliotheken] werden stets als ein Gemeingut aller nach Belehrung Strebender betrachtet. » Ibid, p. 12.

1852 ait été évacuée rapidement. Il apparaît à l'issue de quelques débats que la bibliothèque de l'Académie est issue d'un premier don attribué à l'Académie et non au lycée : les livres font donc partie du patrimoine de l'Académie et disperser le fonds reviendrait à affaiblir les potentialités d'une bibliothèque universelle et publique telle qu'elle se développe. Le but recherché est la concentration, en aucun cas la spécialisation, même dans un but pédagogique comme cela aurait été le cas si le lycée avait eu l'autorisation de créer sa propre bibliothèque à côté de celle de l'Académie²².

A partir de 1866, un nouvel acteur apparaît dans le champ de la culture croate, l'Académie yougoslave. Elle est financée en grande partie par des dons privés et elle est un peu soutenue par le gouvernement croate. Elle dispose d'un bâtiment propre, construit en style néo-renaissance. Sa bibliothèque hérite du fonds ancien de la bibliothèque du Musée national. Ceci semblerait donc prédestiner cette bibliothèque naissante, à une époque où l'idéal yougoslave s'ancre durablement dans la vie politique croate, à jouer le rôle central qui n'est pas encore attribué à une bibliothèque en particulier, malgré tous les projets concurrents. Rački, le président de l'Académie yougoslave, envisage en 1864 de réunir les bibliothèques peu ouvertes au public à la bibliothèque de l'Académie yougoslave²³.

C'est pourtant à la bibliothèque de l'Académie royale de droit qu'échoit la tâche de constituer la bibliothèque la plus complète possible dans le contexte croate. Elle a pour elle la continuité institutionnelle avec l'établissement d'enseignement le plus prestigieux de Croatie, ainsi que l'appui du pouvoir, marqué par l'attribution officielle d'un dépôt légal des écrits de Croatie-Slavonie à partir de 1852 (en pratique sans doute dès 1837), bientôt étendu aux imprimés des Confins militaires²⁴. Le représentant du pouvoir à Zagreb, le ban Jelačić, résume sans doute au mieux la situation institutionnelle de la Bibliothèque de l'Académie de droit à cette époque lorsque dans une lettre au ministère des Cultes et de l'Education du 26 août 1852 il évoque la Bibliothèque de l'Académie (« akademische Bibliothek »). Dans la mesure où cette bibliothèque reste rattachée à la plus haute institution d'enseignement du royaume de Dalmatie-Croatie-Slavonie et qu'elle s'ouvre à l'ensemble du public épris de culture, elle doit être considérée comme une propriété nationale du royaume de Dalmatie-Croatie-

²² Verona, 1987, p. 13.

²³ *Ljetopis JAZU*, 1952.

²⁴ Verona, 1981.

Slavonie²⁵. Mais l'appartenance à la nation est désormais un fait, que le ban se garde bien de revendiquer pour l'accoler au nom officiel de cette bibliothèque.

A coup sûr se développe durant les années 1850-1870 la conscience de la nécessité de créer une seule grande bibliothèque pour toute la Croatie, ouverte au plus large public possible, offrant l'avantage de la juxtaposition de bibliothèques plus ou moins fermées au public. Il s'agit de créer les conditions de travail comparables dans la mesure du possible avec ce qui est proposé dans les grandes villes de l'Empire. Au centre des débats se trouve la question de la quantité de livres, non de la thématique nationale. Ceci est particulièrement vrai pour la Bibliothèque de l'Académie de droit. L'inflexion de la bibliothèque centrale à la bibliothèque nationale s'opère, de manière discrète, dans les années qui suivent et que l'autonomie croate, résultat du compromis hungaro-croate de 1868, devient peu à peu une réalité dans les esprits et dans les faits.

3. La bibliothèque de l'Université de Zagreb, 1874–1913. Une bibliothèque nationale secrète ?

En 1874 est inaugurée l'Université François-Joseph de Zagreb. C'est le résultat d'efforts déployés par les gouvernements croates, et l'Université est établie sans concours financier de Vienne ou Budapest, ce qui en fait un cas unique dans la Monarchie. Les statuts de l'Université prévoient que sa future bibliothèque sera établie sur les bases de la Bibliothèque de l'Académie de droit. C'est donc cette bibliothèque liée dès l'origine à l'enseignement qui doit être adaptée aux besoins universitaires.

Dans la mesure où l'Université est financée par le gouvernement de Croatie-Slavonie, les autorités politiques jouent un rôle prépondérant, car pour toute politique d'achat, il faudra recevoir l'aval politique.

Dès avant l'ouverture officielle de la Bibliothèque désormais universitaire, les autorités décident de faire appel à un bibliothécaire professionnel, le premier à exercer ce métier à plein temps en Croatie. Jusqu'alors les directeurs de bibliothèque étaient des bénévoles, des enseignants, dont le travail en bibliothèque n'était qu'une tâche imposée et exécutée avec plus ou moins de bonne grâce et de compétence. Sans doute l'inexistence d'un corps de bibliothécaires explique-t-il aussi l'inattractivité des autres biblio-

²⁵ « Die Bibliothek ist als ein Nationaleigenthum dieser Königreiche zu betrachten ». Verona 1987, p. 14.

thèques face à celle de l'université. L'Académie yougoslave, malgré son riche fonds, n'arrive pas à en organiser de manière satisfaisante la consultation.

Ce bibliothécaire repéré en amont, c'est Ivan Kostenčić, né à Crikvenica sur le littoral croate en 1844. Il étudie la théologie à Budapest et l'histoire et la slavistique à Vienne. Il a été formé au métier de bibliothécaire à Vienne, où il travaille à la Bibliothèque de la cour comme aide-bibliothécaire lorsqu'il est appelé à la fonction de directeur de la Bibliothèque universitaire en 1874. Il restera à sa tête jusqu'aux années 1910. C'est lui qui gère l'extension du fonds, son adéquation aux demandes des enseignants et des étudiants. C'est lui aussi qui organise la bibliothèque sur le modèle des bibliothèques du monde germanique, et en particulier celle de Vienne qu'il a connue de l'intérieur et qui reste pour lui le véritable modèle. On notera qu'il a travaillé à la Bibliothèque de la cour, et non à la Bibliothèque universitaire de Vienne. Ainsi est-il rompu à une approche des fonds en terme de « bien national ». La bibliothèque dont il a la charge se développe donc sous sa direction dans le sens de ce que l'on entend par bibliothèque nationale : il cherche à enrichir le fonds de livres et de manuscrits slaves et en particulier croates et serbes.

Outre la gestion du pôle universitaire, il prend en main, semble-t-il au début sur sa propre initiative, ce pôle national. Il est conscient qu'il s'agit là de deux fonctions différentes, qui multiplient tout le travail par deux²⁶. La contradiction entre les deux n'est pourtant pas toujours réelle. Lorsque le professeur Geitler, enseignant de slavistique à Zagreb, ne trouve que deux ouvrages de slavistique pour cette science « la plus nationale », il s'emploie à acquérir des ouvrages de cette discipline, ce qui place le fonds slave dans un entre-deux universitaire et national²⁷.

Au cours des années qu'il passe à la tête de l'institution, il élargit considérablement le fonds « national » et s'occupe également de son organisation. En 1876, il s'octroie par le paragraphe 30 du règlement le droit de puiser dans la dotation pour se procurer des ouvrages et des manuscrits qui ont pour sujet la Croatie « et les pays appartenant à la même famille »²⁸ : s'agit-il de tous les Slaves, des Slaves du Sud en particulier ? Quoi qu'il en soit, après avoir fait l'acquisition de bibliothèques assez considérables par leur volume ou leur importance historique (bibliothèque de Zrinyi auprès

²⁶ Zvonar, 2001, p.762.

²⁷ Fancev, 1925, p. 21.

²⁸ Ibid., « pobratimske joj zemlje ».

d'un libraire viennois, comportant 560 volumes et un catalogue du XVII^e siècle, de celle de Ljudevit Gaj, une des plus riches de son temps en manuscrits et livres croates et slaves²⁹), après avoir obtenu l'aval du gouvernement de recevoir une dotation régulière pour enrichir le fonds d'ouvrages anciens, il crée un fonds spécial de livres anciens.

Par recoupements avec les autres fonds disponibles, il accumule des notes pour fournir une bibliographie rétrospective croate. C'est la première tentative faite pour résoudre de manière professionnelle cette lacune après un essai incomplet en 1856 par Ivan Kukuljević-Sakcinski.

Kostenčić profite aussi de la création d'un réseau de libraires spécialisés dans les livres slaves anciens³⁰. Il s'agit par exemple de Mirko Breyer, qui en 1904 fonde une librairie spécialisée dans les livres slaves anciens (*slavenski naučni antikvarijat*) qui dispose d'un catalogue de *Croatica et Slavica*³¹. Kostenčić demande l'autorisation au gouvernement d'utiliser des fonds plus importants afin de se procurer des livres de littérature nationale ancienne. Ce qui est fait la même année et dès lors il achète chez lui incunables et autres livres anciens³².

Du côté institutionnel, un caractère national est donné dès le départ à la bibliothèque par le gouvernement local. Un exemplaire gratuit et obligatoire de la presse du pays avait été accordé à la bibliothèque du Musée (loi du 24 octobre 1852), et cette prérogative est accordée à la Bibliothèque universitaire par la loi du 18 mars 1875. Il faut cependant de la ténacité de la part de la direction de la bibliothèque pour faire respecter la loi, ou bien tout simplement pour la faire connaître³³.

Par ailleurs, en dehors des dotations annuelles, la bibliothèque reçoit une vingtaine de milliers de livres en dons, surtout dans les années 1890³⁴. Ainsi, Nikola Nikolić, un responsable du Lloyd autrichien de Trieste lègue-t-il plus de 2000 volumes. Des dons sont effectués par des institutions : en

²⁹ Fabian, 2001, p. 41.

³⁰ Fancev, 1925, p. 21.

³¹ Klaić, 1922, p. 58.

³² Fancev 23

³³ La correspondance visant à rappeler l'obligation du dépôt légal est volumineuse. Les arguments légaux peuvent parfois le céder à un ton plus argumentatif et sentimental, lorsqu'il faut convaincre un auteur croate de se plier à la règle sans en passer aux sanctions, désagréables à l'institution aussi, d'autant plus que l'auteur est « un travailleur méritant dans le domaine par ailleurs si pauvre du livre croate. » *Spisi NSB*, 1912/900.

³⁴ Fancev, 1925, p. 23.

1876–1877, 227 ouvrages de l'Académie des sciences hongroises, ses publications, sont adressées à la Bibliothèque universitaire.

Au fil des ans se crée à partir de la Bibliothèque universitaire de Zagreb un réseau d'utilisateurs qui ne se trouvent pas seulement à Zagreb. Des lecteurs de villes éloignées de Zagreb, sans lien administratif direct (comme c'est le cas avec des villes de Dalmatie) s'adressent à cette bibliothèque pour recevoir tel livre ou telle information bibliographique. Les lecteurs créent à ce moment par leurs demandes un espace national du livre. Et d'autre part, depuis Vienne, Budapest, Cracovie ou Ljubljana, Zagreb acquiert une place spécifique parmi les bibliothèques de l'Empire (et ponctuellement au-delà, par exemple de Glasgow) : on fait appel à la direction pour être renseigné sur l'existence de tel ouvrage en slavistique, et particulièrement en ce qui concerne les Slaves du Sud. En 1912, Ervin Szabó, en qualité de directeur de la Bibliothèque municipale de Budapest, s'adresse à la Bibliothèque universitaire de Zagreb pour savoir où l'on peut trouver une bibliographie yougoslave. On lui répond qu'à la Bibliothèque une telle bibliographie est en cours d'achèvement, et ce pour les livres croates³⁵.

Il y a bien constitution vers 1900 d'une Bibliothèque universitaire et nationale dans son fonctionnement et sa perception interne et externe. Mais la nation n'est pas encore définie de manière irrévocable la Bibliothèque ne porte pas le titre de Bibliothèque nationale.

Le flottement perceptible dans la période précédente entre aspirations panslaves, sudslaves, croates et serbes continue à jouer. La constitution d'un fonds « Croatica » est un des éléments qui montrent que la question de l'adéquation de la bibliothèque à une nation n'est pas close. Car si de manière officieuse, on parle de Bibliothèque nationale, on peut se demander pour quelle(s) nation(s) elle fonctionne. Kostrenčić collectionne les œuvres croates et serbes, sans qu'il soit bien clair qu'il veuille faire une discrimination entre les deux. Son successeur à partir de 1911, Vladimir Deželić, ne semble avoir en vue que le fonds croate à proprement parler : il crée une section de livres anciens spécifiquement croates.

Ce n'est que vers la fin de l'Empire, dans les années 1909-1913, que l'on pourrait parler de Bibliothèque nationale croate, où la littérature et l'histoire serbe de Serbie n'apparaîtraient plus.

Dans ce processus, le rôle du gouvernement est décisif. Lorsqu'il est décidé de faire construire une nouvelle bibliothèque, plus grande, plus moderne, couplée aux archives, le programme iconographique et le choix des

³⁵ Spisi NSB, 1912.

artistes incombe au politique. Ce sont des artistes exclusivement croates qui sont appelés à participer à la décoration d'un « nouveau temple de la connaissance », érigé « au prix de grands sacrifices »³⁶. Le peintre Vlaho Bukovac, qui enseigne à Prague, est appelé pour peindre une fresque intitulée « le développement de la culture croate ». D'autres artistes représentent dans l'entrée du bâtiment des morceaux choisis du paysage culturel croate : Senj, lieu où fut imprimé en 1483 le premier livre croate, en alphabet glagolitique, Dubrovnik, où se sont écrites des pages majeures de l'histoire littéraire, Zagreb, où sont rassemblées ces traces écrites, jusque là éparses. La décoration laisse transparaître ce qu'est une bibliothèque nationale croate sans que cela soit écrit explicitement sur la façade.

Dès lors, la Bibliothèque universitaire se présente comme « un centre culturel d'autant plus important que, même si elle porte le titre de bibliothèque universitaire elle est en vérité également nationale ». Ainsi parle l'auteur d'une plaquette éditée à l'occasion de l'inauguration du nouveau bâtiment³⁷. Il y est fait grand cas de la « section croate », « musée de la production typographique croate ». A partir de ce moment, l'établissement fonctionne complètement comme une bibliothèque nationale croate dans le cadre du Royaume de Yougoslavie, ce que précisera en 1938 l'adjonction formelle du titre de Bibliothèque nationale et universitaire. Adjectif qui apparaît par décision politique, car 1938 est l'année où la Croatie reçoit un statut de large autonomie à l'intérieur du Royaume yougoslave.

Il aura fallu que Zagreb devienne un centre de décision politique autonome pour qu'une bibliothèque spécialisée se dote non seulement de la fonction, mais également du titre de Bibliothèque nationale.

Sources

Archives :

Zagreb, Bibliothèque nationale et universitaire [Nacionalna i sveučilišna knjižnica, NSK]

R 3932, Spisi Narodnog Muzeja u Zagrebu, 1841–1865 [Archives du Musée national de Zagreb]

R 6143 : Smodek, Matija : Popis darovatelja knjižnice kr. Akademije zagrebačke, 1818–1850 [Liste des donateurs de la bibliothèque de l'Académie royale de Zagreb]

³⁶ Citation du directeur Deželić, NSK, 1912/975, lettre du 7 octobre 1912.

³⁷ Petrović, 1913.

Spisi NSB, 1912 [Archives de la bibliothèque nationale et universitaire, année 1912]

Sources imprimées :

Bogišić, Valtazar, *Preuređenje narodnoga Muzeja u Zagrebu*, [Le réaménagement du Musée national de Zagreb] Zagreb, 1866.

–, *Slovenski muzeum. Misli o potrebi naučnoga središta za svakolika slavenska plemena*, [Le musée slave. Réflexions sur la nécessité d'un centre d'études pour tous les peuples slaves] Novi Sad, Srbski Letopis, 1867.

Kukuljević-Sakcinski, Ivan, *Bibliografija hrvatska, 1860–1863*, Zagreb, 1867.

–, *Primanje hrvatskih spisa u Budim-Pešti 1849–1851*, [La réception de livres croates à Budapest], Zagreb, 1885.

Gaj, Velimir, *Knjižnica Gajeva* [La bibliothèque de Gaj] Zagreb, 1875.

Građa za povijest književnosti hrvatske, 12, 1933, pp. 140-148, « Pozivi Kralj. Akademije zagrebačke za izgradnju akademijske knjižnice » [Appels de l'Académie royale de Zagreb à construire une bibliothèque pour l'Académie]

Jelčić, Dubravko, *Hrvatski narodni i književni preporod*, [La renaissance nationale et littéraire croate] Zagreb, Školska knjiga, 1978.

Petrović, Stevo, *Hrvatska sveučilišna knjižnica, historijski prikaz sa 7 slika*, [La bibliothèque universitaire croate, aperçu historique accompagné de sept images] Zagreb, 1913.

Etudes :

Barbier, Frédéric, *Histoire du livre*, Paris 2000.

Fabian, Bernhard (sous de la direction de), *Handbuch deutscher historischer Buchbestände in Europa*, t. 9, *Kroatien, Slowenien, Italien*, Hildesheim/Zurich/New York, 2001.

Fancev, Franjo, *Kraljevska sveučilišna knjižnica*, [La Bibliothèque royale universitaire], Zagreb, 1925.

Klaić, Vjekoslav, *Knjižarstvo u Hrvata, studija o izdavanju i širenju hrvatske knjige*, [Le livre chez les Croates, étude sur l'édition et la diffusion du livre croate] Zagreb, 1922.

Ljetopis JAZU, 56, (1949/50), Zagreb, 1952, « Knjižnica jugoslavenske Akademije u prošlosti i sadašnjosti » [La bibliothèque de l'Académie yougoslave hier et aujourd'hui], pp. 204-223.

Rojnić, Matko, *Nacionalna i sveučilišna knjižnica*, Zagreb, 1974.

Sečić, Dora, *Kraljevska sveučilišna knjižnica u Zagrebu, 1874–1918*, [La bibliothèque royale universitaire de Zagreb], thèse, Zagreb, 1996.

Strohal, Ivan, *Dr. Valtazar Bogišić*, Zagreb, Ljetopis JAZU, 1909.

- Verona, Eva, « Jozefinske bibliotečno-političke mjere s osobitim osvrtom na sudbinu knjižnice kr. Akademije (sadašnje NSB) u Zagrebu », [Les mesures josphistes se rapportant à la politique en matière de bibliothèques avec une attention particulière accordée à la bibliothèque de l'Académie (l'actuelle Bibliothèque nationale et universitaire) de Zagreb] *Vjesnik bibliotekara Hrvatske*, 24, 1979, pp. 1-40.
- , « Prilog povijesti obveznoga primjerka u Hrvatskoj », [Contribution à l'histoire du dépôt légal en Croatie], *Vjesnik bibliotekara Hrvatske*, 25, 1981, pp. 217-231.
- , *Prinosi povijesti Akademijine knjižnice (sadašnje NSB) u Zagrebu*, [Contributions à l'histoire de la bibliothèque de l'Académie (l'actuelle bibliothèque nationale et universitaire) de Zagreb], Zagreb, Hrvatsko bibliotekarsko društvo, 1987.
- Živković, Janko, « Kukuljevićeva bibliografija hrvatska », [La bibliographie croate de Kukuljević], *Vjesnik bibliotekara Hrvatske*, 4 / 1955-1957, pp. 83-97.
- Zvonar, Ivica, « Prilog poznavanju njemačkog knjižničarstva i doprinos Ivana Kostrenčića u razvoju hrvatskog knjižničarstva u 19. stoljeću i početkom 20. stoljeća » [Contribution à l'étude de la bibliothéconomie allemande et la contribution d'Ivan Kostrenčić au développement de la bibliothéconomie croate au XIX^e et au début du XX^e siècle], *Časopis za suvremenu povijest*, 33/3, 2001, pp. 747-778.

Das Nationalmuseum in Prag und seine Bibliothek im Wandel der Zeit (1818–1928)

Marie Ryantová

Der Begriff „Nationalbibliothek“ tauchte in Böhmen erstmals 1781 auf, als Karl Rafael Ungar (1743–1807), Bibliothekar der ehemals jesuitischen, seit 1777 staatlichen *K. u. k. öffentlichen und Universitätsbibliothek* im Prager Klementinum in der Bibliothek eine Abteilung tschechischer Bücher unter der Bezeichnung *Bibliotheca nationalis* einrichtete. Bereits ein Jahr später führte Ungar unter den Prager Druckern die freiwillige Abgabe von Exemplaren veröffentlichter Bücher ein, um für die Bibliothek eine möglichst vollständige Sammlung der erschienenen Titel sicherzustellen. 1807 wurde die Abgabe von Pflichtexemplaren dann durch eine Verordnung des Guberniums allen Druckern im Lande vorgeschrieben. Ungar eröffnete auch einen Lesesaal und gab die erste Bibliotheksordnung heraus, in der er in Versform darum bat, die Leser mögen nichts beschädigen, nichts bezahlen, bereichert davongehen und häufiger wiederkommen. Gleich zu Beginn des 19. Jahrhunderts, im Jahr 1801, besuchten täglich 300 Benutzer die Bibliothek, in der 147.000 Bände zur Verfügung standen. Dennoch wurde die Bibliothek im Klementinum im 19. Jahrhundert keine „Nationalbibliothek“ im eigentlichen Sinn des Wortes. Diese Aufgabe und Ehre fiel einer anderen Bibliothek zu: der Bibliothek des damaligen Vaterländischen und späteren Nationalmuseums.

Der Gedanke, ein Vaterländisches Museum zu gründen, tauchte in Böhmen seit den siebziger Jahren des 18. Jahrhunderts auf; bereits 1775 entstand an der Prager Universität die Institution des Böhmischen Museums, das allerdings naturwissenschaftlich ausgerichtet war und schon bald *k. u. k. öffentliches Naturalienkabinett* genannt wurde. Gleichzeitig begannen alle beteiligten Wissenschaftler und Förderer, die unterschiedlichste Fachliteratur zu sammeln, sei es aus professionellen, wissenschaftlichen Bedürfnissen, sei es aus einer Mode der Zeit heraus oder aus aufrichtigem Interesse von Laien. So entstanden zahlreiche Adelsbibliotheken sowohl auf den Landsitzen als auch in den Prager Stadtpalais. Schnell entwickelte sich auch das Interesse an interessanten Büchern, die gesucht waren und

studiert wurden; auch hiermit hängt Ungars Einrichtung der Abteilung *Biblioteca nationalis* zusammen. Interesse an Büchern herrschte offensichtlich nicht nur im Adel, sondern auch im Bürgertum und teilweise im Volk.

Das Bemühen um die Gründung eines Museums ließ im Lauf der Jahre nicht nach. 1816 wurde der *Königlich-böhmischen Gesellschaft der Wissenschaften* (Královská česká společnost nauk, entstanden 1792) ein Plan zur Gründung eines Naturkundemuseums vorgelegt. Um dessen Verwirklichung machte sich Graf Kaspar Maria Sternberg (1761–1838) verdient, ein aufgeklärter Adeliger, bedeutender Naturwissenschaftler und Geschichtsschreiber der böhmischen Bergwesens sowie Mäzen der Wissenschaften, dem einige ausländische, aber auch einheimische Sammlungen als Vorbilder dienten (vor allem das steirische Johanneum und das mährisch-schlesische Museum in Brünn). Am 2. April 1818 arbeitete er (gemeinsam mit Graf Franz Klebelsberg) die *Aphorismen zum Entwurf des Plans eines National Museums für Böhmen* aus. Darin sah er naturkundliche Sammlungen und eine Bibliothek vor, auch wenn er zu Beginn vor allem Fachliteratur im Sinn hatte. Das Nationalmuseum – unter Bezeichnung „Patriotisches Museum“ – wurde kurz darauf, am 15. April 1818 gegründet, als ein *Aufruf an die vaterländischen Freunde der Wissenschaften* erging, der unmittelbar darauf auch ins Tschechische übersetzt wurde. Das Programm des Museums umfaßte bereits nicht mehr nur naturwissenschaftliche, sondern auch historische Sammlungen, und dies sogar an vorderster Stelle. Das Museum sollte bestehen aus „1. einer Sammlung nationaler Schriftstücke oder Dokumente, 2. Abschriften oder Abbildungen aller in den böhmischen Ländern sich befindenden Denkmäler, Grabmäler, Inschriften, Statuen etc., 3. einer möglichst vollständige Sammlung von Wappen, Siegeln und heimatlichem Münzen, 4. einer Sammlung von Landkarten und Plänen, 5. einem vollständigen Naturalienkabinett etc.“ und schließlich „6. einer Bibliothek, die Bohemica im weitesten Sinne des Wortes und sog. scientes exactes etc. umfaßt“.

Das Programm sprach eine Reihe von Personen an: nicht nur Adlige, sondern auch Professoren, Geistliche, Schriftsteller, die das Museum mit ihren Spenden, Vermächtnissen oder auch Leihgaben bedachten. Für die Bibliothek war vor allem eine Spende Kaspar Sternbergs selbst wichtig, die 4061 Bände umfasste, sowie eine umfangreiche Sammlung von Handschriften und alten Drucken aus dem 14.-18. Jahrhundert, die vom Schloß Březnice stammten und die bereits im Mai 1818 Graf Kolovrat Krakovský von Újezd dem Museum vermachte.

Diese großzügige Spende war Anstoß für weitere Spender, so daß schon zu Beginn die musealen Sammlungen allgemein, inklusive die der Bibliothek, durch zahlreiche interessante Exemplare bereichert wurden. Das Bemühen, die musealen Sammlungen zu vergrößern und vor allem das Alter und hohe Niveau der tschechischen Literarkultur zu belegen, führte jedoch dazu, daß bald auch einige Fälschungen in das Museum gelangten, vor allem die bekannte Grüneberger Handschrift (im Herbst 1818) sowie die Köninghofer Handschrift (im Herbst 1822), um die in den achtziger Jahren des 19. Jahrhunderts ein berühmter Streit entbrennen sollte, der sich in den folgenden Jahrzehnten fortsetzte und erst weitere einhundert Jahre später sein Ende fand.

Außer mit Kaspar Sternberg war das Bestehen des Nationalmuseums in den Anfangsjahren auch mit dem Namen des bedeutenden Sprachwissenschaftlers, Slavisten, Historikers und tschechischen Patrioten Josef Dobrovský (1753–1829) verbunden, der auch der erste Kritiker der erwähnten Fälschungen war. Dobrovský erarbeitete bereits 1823 einen Plan zur Einrichtung einer Bibliothek im Rahmen des Museums und formulierte deren böhmisches Programm, das 1839 auch in die Anweisungen für den Bibliothekar des Nationalmuseums aufgenommen wurde: Die Bibliothek sollte 1. alle Drucke in tschechischer Sprache, 2. alle in anderer Sprache oder außerhalb des Gebiets von Böhmen erschienenen, jedoch von Tschechen verfaßten Drucke, 3. alle in Böhmen gedruckten Drucke sowie schließlich 4. alle Drucke, die Böhmen zum Thema hatten, sammeln. Diese Eingrenzung wurde freilich bei der Ergänzung des Bibliotheksbestandes auch überschritten.

Der erste Bibliothekar des Vaterländischen (oder Patriotischen) Museums, dessen Name auch mit den erwähnten (und weiteren) Fälschungen verbunden ist, war von Anfang an bis zum Jahr 1861 Václav Hanka (1791–1861), der 1822 den Auftrag bekam, die Bibliothek, die damals ca. 8000 Bände und mehr als 300 Handschriften, aber auch Originalurkunden umfaßte, zu ordnen. Die Bibliotheks- und Leihordnung (*Punktation zu einer Instruction für den Bibliothekar des Vaterländischen Museums*) arbeitete 1823 Kaspar Sternberg selbst aus. Er bestimmte darin, wie die Bücher sortiert und mit einem Stempel versehen, der Erwerbungskatalog, aber auch der Autoren- und Sachkatalog (in dem z. B. die *libri prohibiti* zu markieren waren) geführt werden sollten. Außerdem legte er die Bedingungen für die Benutzung der Sammlungen und die Ausleihe von Büchern fest.

Die Bibliothek, die, ebenso wie das Museum, ihren Sitz anfangs im Palais Sternberg auf dem Hradschin hatte, wurde 1824 der Öffentlichkeit zugänglich gemacht. Der Lesesaal war an vier Tagen in der Woche (Sonntag, Dienstag, Donnerstag und Freitag) im Winter nur vormittags (9-13 Uhr), im Sommer auch nachmittags (9-12 Uhr, 15-18 Uhr) geöffnet. Urkunden, Handschriften sowie alte und seltene Drucke durften nur mit Zustimmung des Verwaltungsausschusses des Museums, ungebundene Bücher, Wörterbücher und mehrbändige Werke gar nicht nach Hause entliehen werden.

Václav Hanka wurde nicht nur mit der Verwaltung der Bibliothek betraut, sondern wirkte gleichzeitig als Archivar und Kustos der numismatischen Sammlung sowie der historischen Sammlungen, die auch eine der Abteilungen der Bibliothek bildeten. Später wurden diese Sammlungen allmählich ausgegliedert und verselbständigt.

Eine entscheidende Veränderung bedeutete für das Nationalmuseum noch in den zwanziger Jahren des 19. Jahrhunderts der Eintritt František Palackýs (1798–1876), des späteren Landeshistoriografen des böhmischen Königreichs und bedeutenden böhmischen, österreichischen und europäischen Politikers. Dank seiner Tätigkeit wurde das ganze Institut, das anfangs eher deutsch und vom Adel bestimmt war, allmählich tschechischer und bürgerlicher geprägt. Palacký überzeugte zunächst Kaspar Sternberg und dessen Vetter František, dann auch Josef Dobrovský, daß es nötig sei, ein Organ ins Leben zu rufen, durch das das Museum auf sich aufmerksam machen und seine Sammlungen vorstellen und das zugleich erzieherisch wirken und die vernachlässigte tschechische Sprache pflegen würde. Unmittelbar darauf arbeitete Palacký ein Programm für die Herausgabe einer Zeitschrift aus, und zwar in zwei Fassungen, tschechisch und deutsch. Im April 1826 wurde er ihr Redakteur. Die Zeitschrift nahm 1827 ihr Erscheinen auf, und während die deutsche, monatliche Ausgabe (*Monatsschrift des böhmischen Museums*) nach fünf Jahren (1832) einging, erscheint die tschechische Ausgabe (*Časopis společnosti vlastenského muzea v Čechách*), die vierteljährlich herausgebracht wurde, unter dem Titel *Časopis Národního muzea* ohne Unterbrechung bis heute und ist eine der ältesten europäischen Zeitschriften. Für die Museumsbibliothek war die Herausgabe der Zeitschrift auch deshalb von Bedeutung, weil mit ihrer Hilfe die Bestände der Bibliothek allmählich um eine Reihe von Rezensionsexemplaren erweitert werden konnten. Darüber hinaus erarbeitete Palacký auch ein Programm für die Herausgabe eines wissenschaftlichen Wörterbuches, das das nicht einfache und damals auch recht heikle Problem der

tschechischen wissenschaftlichen Terminologie lösen und zur Annäherung Böhmens an Europa beitragen sollte. Es gelang ihm, für diesen Gedanken die wichtigsten böhmischen Literaten zu gewinnen.

Die sich vielversprechend entwickelnde Arbeit stockte jedoch bald. Statt dessen wurde ein Museumskomitee zur wissenschaftlichen Pflege der tschechischen Sprache und Literatur gebildet, dessen Vertreter in einem Aufruf an die böhmische Öffentlichkeit alle Freunde der tschechischen Literatur dazu aufforderten, durch freiwillige Spenden in Höhe von 50 Gulden einen Fonds zur Herausgabe tschechischer Bücher zu bilden. So entstand 1830 der Böhmische Fonds („*Matice česká*“), der auch die Kosten für die Museumszeitschrift übernahm und bereits in den dreißiger Jahren so bedeutende Werke wie Šafaříks *Slovanské starožitnosti* (Slawische Altertümer) und Jungmanns fünfbandiges deutsch-tschechisches Wörterbuch, das nicht nur in sprachwissenschaftlicher, sondern auch nationaler Hinsicht wertvoll war, herausbrachte. 1840 hatte der Böhmische Fonds bereits über 500 Mitglieder und ein Vermögen von 19.000 Gulden, das bis 1849 auf 51.000 Gulden anwuchs. Der Böhmische Fonds setzte seine Tätigkeit weiter fort, und auch er besteht, wenn auch in anderer Form, bis heute. Er wurde zum wichtigsten Verlagshaus in Böhmen und erwarb sich große Verdienste um die Förderung und Pflege der tschechischen Sprache. Seine Tätigkeit führte zu weiterer Veröffentlichung tschechischer Literatur, die natürlich auch in den Sammlungen der Museumsbibliothek ihren Platz fand. Dies alles trug dazu bei, daß sowohl das Museum als auch die Museumsbibliothek zu einem Zentrum nationalen Lebens wurde. Diesen Charakter konnte sie sich auch in der Zeit des Bachschen Absolutismus in den fünfziger Jahren des 19. Jahrhunderts sowie in den Folgejahren bewahren. 1848 wurde das Museum in *Böhmisches Museum* umbenannt und 1854 in *Museum des Königreichs Böhmen*. Durch seine öffentliche Wirksamkeit übte es großen Einfluß auf die tschechische Wissenschaft und Kultur aus, und so waren im Museum und in seiner Bibliothek nahezu alle bedeutenden Repräsentanten der tschechischen Wissenschaft tätig.

František Palacký trug gegenüber der früheren und noch überlebenden und sichtlichen Betonung der Naturwissenschaften auch erheblich zur Stärkung des gesellschaftswissenschaftlichen Charakters des Museums bei. Schon zu Beginn der vierziger Jahre des 19. Jahrhunderts, als er einen Entwurf für den Museumsneubau ausarbeitete, sah er für die Bibliothek, die Handschriftensammlung und das Archiv einen bedeutenden Platz vor und regte auch die Entstehung einer selbständigen Musikaliensammlung an –

das heutige *Tschechische Museum für Musik*. 1846 machte er sich um die Verselbständigung des Museumsarchivs verdient und trug in bedeutendem Maße zu dessen Tätigkeit bei. Die Museumsbibliothek sollte im Geiste von Palackýs Entwurf zur Grundlage eines Projekts einer wirklichen „Nationalbibliothek“ als Museum für tschechische Bücher und Literatur werden, was jedoch nie in vollem Umfang verwirklicht wurde.

Obwohl das Museum und die ganze Bibliothek unter dem beschränkten Zufluß von Finanzmitteln litten – besonders nach dem Tod des Gründers Kaspar Sternberg (1838) –, gelang es im Lauf der Zeit weiterhin, die Sammlungen zu ergänzen, vor allem dank verschiedener Spender und Förderer. So gelang, neben einer Reihe weiterer bedeutender Bücher, Handschriften (z. B. der *Liber viaticus* des Bischofs Jan von Středa aus dem 14. Jahrhundert), aber auch Abschriften, bereits 1830 der Ankauf der Bibliothek Josef Dobrovskýs und später auch der literarischen Nachlässe einer Reihe bedeutender Persönlichkeiten, die zur Grundlage des späteren Literaturarchivs des Nationalmuseums wurden und in den fünfziger Jahren des 20. Jahrhunderts in das neu eröffnete (und bis heute bestehende) Museum für Nationales Schrifttum (*Památník národního písemnictví*) übergingen. Verschiedene Persönlichkeiten der tschechischen Kultur vermachten ihre Nachlässe dem Nationalmuseum, d. h. seiner Bibliothek.

Die Tätigkeit der Museumsbibliothek wurde auch nach dem Tod Václav Hankas, des ersten Bibliothekars, im Jahr 1861 fortgesetzt. Sein Nachfolger war in den Jahren 1861–1892 Antonín Jaroslav Vrtátko (1815–1892); ihm folgten 1892–1904 Adolf Patera (1836–1912) und in der Zeit nach 1904 bis 1927 der Historiker Čeněk Zíbrt (1864–1932). Eine entscheidende Veränderung bedeutete die Eröffnung des neuen Museumsbaus am Wenzelsplatz im Jahr 1891, wohin die musealen Sammlungen aus dem bisherigen Gebäude in der Straße Na příkopech umzogen und wo auch die Bibliothek ihren Platz fand. Für deren Sammlungen wurde damals ein für seine Zeit sehr modernes vierstöckiges Schachtlager eingerichtet, aber schon bald nach dem Einzug ist im Jahresbericht von Platzmangel die Rede. Die Bibliothek büßte damals allmählich ihre ursprünglich sehr breite Ausrichtung und Bedeutung ein. Fortlaufend wurden verschiedene Spezialsammlungen ausgegliedert: zunächst eine numismatische (1882), später eine sphragistische (1891) und eine heraldische (1892). Beide kamen ins Museumsarchiv, wohin schließlich 1893 auch Handschriften archivarischen Charakters gegeben wurden. Die Bibliothek behielt jedoch weiterhin Sammlungen von Stichen, Karten und Musikalien. 1924 erwarb sie das Archiv des National-

theaters, das zur Grundlage der heutigen selbständigen Theaterabteilung des Nationalmuseums wurde. Daneben wuchs die Museumsbibliothek weiterhin und erwarb neue wertvolle Bücher, Handschriften, aber auch wertvolle schriftliche Nachlässe und ganze Bibliotheken bedeutender Persönlichkeiten des gesellschaftlichen, wissenschaftlichen oder kulturellen Lebens, die mit ihren Vermächtnissen der Bibliothek ihr Vertrauen ausdrückten. Auch dadurch erhielt sich die Bibliothek Bedeutung und Charakter einer wahren Nationalbibliothek.

Die Entstehung der Tschechoslowakischen Republik brachte auch Veränderungen im Bereich des Bibliothekswesens mit sich. Bereits 1918 übernahm der neue Staat die Öffentliche und Universitätsbibliothek im Klementinum; 1919 wurde ein Bibliotheksgesetz erlassen, und gleichzeitig nahm auch das Tschechoslowakische Bibliographische Institut seine Tätigkeit auf. 1924 kaufte dann der Staat vom Prager Erzbistum das Areal des Klementinums und begann, sich um die Einrichtung einer neuen Nationalbibliothek zu bemühen. Grundlage dieser Bibliothek sollte – mit Rücksicht auf ihren Charakter – eben die Museumsbibliothek werden, und daher forderte das Kultusministerium deren Übergabe. Dieser Plan stieß im Nationalmuseum jedoch auf kein Verständnis, sondern im Gegenteil auf ganz erheblichen Widerstand aller Mitglieder der Gesellschaft des Nationalmuseums, die das Museum verwaltete. Drei Jahre später, 1927, machte das Kultusministerium daher einen neuen Vorschlag: die Bibliothek des Nationalmuseums sollte „mit allen ihren Sammlungen, Büros und Lesesälen“ direkt ins Klementinum umziehen, wo die benötigten Räume entsprechend hergerichtet werden sollten. Das Ministerium erstellte auch einen sehr detaillierten Plan, wie dieser Umzug von statten gehen, wo die Bibliothek des Nationalmuseums im Klementinum untergebracht werden und wie beide Bibliotheken nebeneinander funktionieren sollten.

Obwohl die Museumsbibliothek weiterhin Eigentum der Gesellschaft des Nationalmuseums bleiben würde, sollte es nach Entscheidung des Ministeriums unbedingt zu einem allmählichen Zusammenwachsen mit der Universitätsbibliothek kommen, und zwar sowohl bei der Nutzung gemeinsamer Räume oder Lesesäle, als auch bei den Angestellten, den Katalogen u. ä. Der Umzug der Museumsbibliothek hätte somit zum Verlust ihrer Selbständigkeit geführt und wurde von Anfang an als ungeeignet, einschränkend, aber auch als herabsetzend empfunden. Gegen den Plan des Ministeriums entstand daher sehr bald ein Memorandum, das einerseits den Standpunkt des damaligen Direktors, des Historikers Čeněk Zíbrt enthielt,

andererseits den der Angestellten der Museumsbibliothek, die den Umzug einhellig und entschieden ablehnten. Den Stimmen des Direktors der Museumsbibliothek und ihrer Angestellten schloß sich auch die Presse an. So kam es, daß schließlich nur die Öffentliche und Universitätsbibliothek den Grundstock der neu entstandenen und bis heute funktionierenden Nationalbibliothek in Prag bildete, nicht aber die Bibliothek, die seit den zwanziger Jahren des 19. Jahrhunderts das Zentrum des nationalen Lebens gebildet hatte und also tatsächlich national war – nicht der Bezeichnung, sondern ihrer Tradition und Bedeutung nach. Diese verteidigte erfolgreich ihre Selbständigkeit, auch wenn der spätere Direktor der Museumsbibliothek, Miloslav Novotný (1894–1966), deutliche Zweifel an dieser Lösung äußerte. Er meinte, die Verbindung der beiden Bibliotheken wäre u. a. auch aus finanziellen Gründen vorteilhafter gewesen, da sie dem tschechoslowakischen Staat die Sorge für zwei ganz ähnliche Prager Institutionen erspart hätte.

Bibliographie

- Miloslav Novotný, „Knihovna Národního musea 1818–1948“ [„Bibliothek des Nationalmuseums“]. In: *Národní museum 1818–1948*, Praha, Orbis 1949, S. 43 – 61.
- Marie Ryantová, „Čeněk Zíbrt jako ředitel Knihovny Národního muzea“ [„Čeněk Zíbrt als Direktor der Bibliothek des Nationalmuseums“]. In: *Čeněk Zíbrt a kulturní historie. Studie a materiály*, České Budějovice 2003, S. 41 – 61.
- Karel Sklenář, *Obraz vlasti. Příběh Národního muzea. [Heimatbild. Geschichte des Nationalmuseums]*, Praha/Litomyšl 2001.
- Jaroslav Vrchotka, *Dějiny Knihovny Národního muzea v Praze 1818–1892. [Geschichte der Bibliothek des Nationalmuseums in Prag 1818–1892]*, Praha 1968.
- Jaroslav Vrchotka, „Bibliothek des Nationalmuseums“. In: *Handbuch deutscher historischer Buchbestände in Europa. Band 1.2 Tschechische Republik – Prag* (Bearb. Von Vlasta Faltysová und Pavel Pohlel unter Mitarbeit von Vincenc Streit, Red. Claudia Blum und Matthias Bauer). Hildesheim/Zürich/New York 2000.

Die Gründung der bulgarischen Nationalbibliothek im Jahre 1878 und ihre Rolle für das nationale und kulturelle Bewußtsein

Aneta Donscheva

In Jahre 2003 feierte das bulgarische Volk den 125. Jahrestag der Befreiung Bulgariens von der fünf Jahrhunderte währenden osmanischen Knechtschaft. Der Sieg Rußlands im Krieg gegen die Türkei (1877–1878) beendete die schwerste und tragischste Prüfung des bulgarischen Volkes, die es in den dreizehn Jahrhunderten seiner Geschichte zu bestehen hatte. Die Nationalbibliothek „Hl. Kyrill und Method“ ist die erste kulturelle Institution, die unmittelbar nach der Befreiung Bulgariens geschaffen wurde.

Die historische Situation in Bulgarien vor der Befreiung

Das bulgarische Volk lag 500 Jahre unter einem doppelten Joch. Mit dem Verlust seiner Unabhängigkeit wurde das bulgarische Volk auch seiner geistlichen Führer beraubt, da mit dem bulgarischen Staat auch die selbständige bulgarische Kirche vernichtet und dem griechischen Patriarchat unterstellt wurde. Doch in der Zeit der tiefsten Erniedrigung setzte auch das nationale Erwachen ein. Ein einfacher Mönch aus dem Kloster Chilendar auf Athos, Paissi, schrieb im Jahre 1762 eine bulgarische Geschichte, die zum geistigen Vorläufer des Befreiungskampfes wurde. Es entstanden viele patriotische Werke von Gelehrten, zahlreichen bulgarischen Emigranten in Rußland und Rumänien. Darin fand das Bewußtsein des bulgarischen Volkes seinen Ausdruck, und das Wunder der bulgarischen Renaissance begann gleichsam mit der Kraft einer unaufhaltsamen Naturgewalt. Der erwachende Wunsch nach nationaler Aufklärung und Selbstbestimmung mündete in einen Kampf um Befreiung.

Unter den Bedingungen des Aufschwungs der Aufklärung und der Schriftkultur zwischen 1820 und 1860 belebte sich das kulturelle Leben. In der Epoche der Wiedergeburt formierten sich in Bulgarien auch nationale Separationsbestrebungen. Wollen wir die wesentlichen Züge der bulgari-

schen Renaissance erkennen, so muß man das von ihr hervorgehobene nationale Prinzip an die erste Stelle setzen. Schon damals hatte sich bei den Bulgaren das Bewußtsein gebildet, daß die Nation ein Ganzes sein, daß in ihr die Interessen und Bestrebungen aller ihrer Glieder eingeschlossen, versöhnt und vereint werden, und ferner, daß die Nation, um die ihr von der Zeit gestellten Aufgaben lösen zu können, die Mitarbeit und Opferbereitschaft aller braucht. Dieses nationale Prinzip lag der neuen Entwicklung des bulgarischen Volkes zugrunde. Dazu kam das Vertrauen in Aufklärung und Bildung. Sie galten nicht nur als die besten Mittel für den kulturellen Aufschwung der Volksgemeinschaft, sondern auch für die ihre Selbstbehauptung. In der bulgarischen Renaissance entstanden die ersten nationalen Schulen, die unabhängige Kirche, bulgarische Literaturwerke, Zeitungen und Zeitschriften.

Die politische Befreiung Bulgariens und die Gründung des Nationalstaates

Der stürmische Charakter der Entwicklung stellte die Bulgaren schon ziemlich früh vor das Problem ihrer politischen Befreiung. Bereits die frühen Anfänge der bulgarischen Wiedergeburt waren von Versuchen begleitet, das türkische Joch abzuschütteln. Es war eine Zeit des Kampfes für kulturelle Autonomie und der Auseinandersetzung zwischen evolutionären und revolutionären Auffassungen der bulgarischen Kämpfer. Es war die Zeit des Aufstandes im Jahre 1876, der in Feuer und Blut erstickt wurde. Die Empörung der europäischen Welt über die Schreckenstaten in Bulgarien rief den russisch-türkischen Krieg von 1877–1878 hervor, der mit den Berliner Kongreß die Staatswerdung Bulgariens brachte.

Die Gründung der Nationalbibliothek

Im 19. Jahrhundert existieren in Bulgarien einige Bibliotheken, wie Schulbibliotheken und die sogenannten Lesehallen bei der „Tschitalischa“, regionale kulturelle Einrichtungen, die in der Zeit der Wiedergeburt entstanden sind. Diese Bibliotheken spielten eine große Rolle bei der politischen und kulturellen Entwicklung des bulgarischen Volkes während des osmanischen Jochs. Die Gründung der Nationalbibliothek, die Entstehung der Universitätsbibliothek in Sofia und die Gründung anderer Bibliotheken in den Großstädten änderte die kulturelle Situation im Land.

Die Nationalbibliothek wurde am 10 Dezember 1878 als „Volksbibliothek der Stadt Sofia“ gegründet. Ihre Gründer waren bulgarische und russische Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens und Kulturschaffende, unter ihnen der damalige Generalgouverneur von Sofia, P. A. Alabin und Professor Marin Drinov, der an der Spitze der Abteilung Volksbildung der Provisorischen Russischen Verwaltung stand. In der Zeit von 1879–1897 bildete sich, hauptsächlich durch Schenkungen, der ursprüngliche Buchbestand der Bibliothek heraus. Mit Unterstützung patriotischer Bulgaren gelang es den Gründern der Bibliothek, die im ganzen Land verstreuten Handschriften, Archivalien, Bücher und Periodika aus der Zeit der bulgarischen Wiedergeburt in der Nationalbibliothek zusammenzutragen. In den ersten Jahren ihres Bestehens erhielt die Bibliothek ständig Bücher und periodische Schriften aus allen Gegenden Rußlands zum Geschenk. Wohltätigkeitsvereine, Universitäten, Institutionen sowie Professoren und Studenten schickten Bücher. In den Buchbestand der Bibliothek wurden auch die Privatbibliotheken von Ljuben Karavelov, Spiridon Palausov, Marin Drinov und anderer Intellektueller eingegliedert.

Die Nationalbibliothek war eine Bibliothek für alle Bürger Bulgariens, und sie sollte allen zugänglich sein. Durch die langjährige Tätigkeit der besten Vertreter der bulgarischen Intelligenz, die unmittelbar als Leiter und Mitarbeiter in der Bibliothek tätig waren, entwickelte sie sich zu einem bedeutenden Kulturinstitut, das die bulgarische Kultur mit der Kultur anderer Völker verbindet.

Die ersten Hauptaufgaben der Nationalbibliothek

1. Das Bestreben zur Sammlung und Bewahrung des bulgarischen nationalen Schrifttums

Die ersten Bibliothekare sammelten, bearbeiteten und katalogisierten alle bulgarischen Publikationen seit Beginn des bulgarischen Buchdrucks. Nach der Befreiung kam es zu einem Anstieg des Buchdrucks, neue Zeitungen und Zeitschriften entstanden. So konnte der Aufbau einer Sammlung des bulgarischen Schrifttums und eines „Archivs des bulgarischen Schrifttums“ beginnen.

Sammlung des bulgarischen Schrifttums

Im Jahre 1897 brachte der bulgarische Schriftsteller Konstantin Velitschkov, damals Volksbildungsminister, ein Gesetz über Pflichtexem-

plare, alle Druckerzeugnisse betreffend, in die Nationalversammlung ein. Seit diesem Jahr ist die Bibliothek die Nationalbibliothek, eine Einrichtung, die das gedruckte bulgarische Wort hütet, ein Archiv des bulgarischen Schrifttums. Sie gibt Verzeichnisse der neu erschienenen Bücher und die bulgarische Nationalbibliographie sowie auch umfangreiche bibliographische Publikationen heraus, die den Inhalt des bulgarischen geschriebenen kulturellen Erbes erschließen.

Sammlung der slawischen Handschriften und Altdrucke

Die Nationalbibliothek bewahrt alle Arten von Schriftdenkmälern vom 11. Jahrhundert bis zur Gegenwart auf. Die Sammlung der slawischen Handschriften umfaßt heute 1500 Bände und ist ein wichtiger Teil des Erbes der slawischen orthodoxen Welt. Das älteste und wertvollste altbulgarische Denkmal der Sammlung ist eine Handschrift, der sogenannte „Apostolos aus Enina“ aus dem 11. Jahrhundert. Diese kyrillische Pergamenthandschrift stellt eine Verbindung zum alten glagolithischen Schrifttum dar, es handelt sich um ein in sprachlicher und paläographischer Hinsicht wertvolles Schriftdenkmal.

Unter den Altdrucken verdienen Beachtung: das erste gedruckte bulgarische Buch „Abagar“ von Filip Stanislavov, das 1651 in Rom gedruckt wurde; das erste Buch aus der Zeit der Wiedergeburt, der „Nedelnik“ („Sonntagspredigtenbuch“) des Sofronij von Wraza (1806); die erste bulgarische Zeitschrift „Ljuboslovie“ („Philologie“, 1844) und die erste bulgarische Zeitung „Bulgarski orel“ („Bulgarischer Adler“, 1846).

Sammlung der Archive

Das Bulgarische Historische Archiv und die Sammlung „Porträts und Photographien“ gehen auf die Gründungszeit der Bibliothek zurück. Die Sammlung historischer Archive umfaßt etwa 1.500.000 Dokumente. Hier befinden sich wertvolle Archive hervorragender Männer aus der Zeit der Wiedergeburt, großer Schriftsteller und Revolutionäre. Es seien nur genannt G. S. Rakovski, Christo Botev, Vassil Levski und Ljuben Karavelov. Weiterhin werden Originalaufnahmen und Porträts von Teilnehmern an der nationalrevolutionären Bewegung im 19. Jahrhundert und Bilder aus der Wirtschafts-, politischen und Kulturgeschichte Bulgariens aufbewahrt.

2. Bestrebungen zur Sammlung und Bewahrung wertvoller Dokumente aus den bulgarischen Gebieten zur Zeit des osmanischen Reichs

Sammlung der Orientalischen Abteilung

Die Handschriftensammlung der Orientalischen Abteilung umfaßt 3560 Bände Originalwerke und Kopien in türkischer, arabischer und persischer Sprache vom 11. bis zum 19. Jahrhundert. Die wertvollste Handschrift ist das Werk des Mohammed al-Idrisi, in der Literatur bekannt als die „Geographie des Idrisi“, die 1153 geschrieben wurde. Die Handschrift im Besitz der Bibliothek stammt aus dem Jahre 1156.

Die Archivsammlung der Abteilung umfaßt über 700.000 Dokumente in osmanisch-türkischer Sprache aus dem 15.-19. Jahrhundert. Darunter befinden sich wertvolle Dokumente zur nationalrevolutionären Bewegung in den bulgarischen Gebieten während der osmanischen Fremdherrschaft.

3. Bestrebungen zur Sammlung wertvoller ausländische Literatur

Sammlung der ausländischen Literatur

Unmittelbar nach der Befreiung baute die Nationalbibliothek die grundlegende Dokumentationsbasis für fremdsprachige Literatur in Bulgarien auf. Das ist bis heute wichtig für die Ausbildung, für die staatliche Leitung, für viele Fachleute und Wissenschaftler.

Die Nationalbibliothek hat hinsichtlich der Anschaffung ausländischer Literatur ein universales Profil. Bei der Erweiterung der Bestände gilt das Hauptaugenmerk den Nachschlagewerken aller Wissensgebiete (Enzyklopädien, Bibliographien). Es werden ausgewählte wissenschaftliche Zeitschriften aller Wissensgebiete, Informations- und bibliographische Zeitschriften und wichtige Monographien angeschafft.

4. Bestrebungen zur Sammlung wertvoller spezieller Materialien

Seit seiner Gründung hat die Nationalbibliothek einige besondere Sammelgebiete. Es werden Bild- und Kunstbände, Druckgraphik, Karten, Musikalien und amtliche Veröffentlichungen gesammelt, bearbeitet und für die Benutzer zugänglich gemacht. Die Kartensammlung der Nationalbibliothek enthält über 7000 Atlanten, Karten und Globen, die graphische Sammlung 78.000 einzelne Blätter und Lithographien aus der bulgarischen Wiedergeburt, Reproduktionen und Alben mit Abbildungen von Werken bulgarischer und ausländischer Künstler. In der Musikalienabteilung werden die

Werke der bulgarischen Komponisten und moderne und klassische Musikwerke ausländischer Komponisten und Interpreten gesammelt.

Die reichen Sammlungen von Handschriften, Archivalien, Büchern, Periodika und anderer Dokumente in der Nationalbibliothek haben eine große Rolle in der kulturellen Entwicklung des bulgarischen Volkes gespielt. Sie sind die Quelle für die Erforschung der Vergangenheit des bulgarischen Volkes und anderer Völker. Sie sind eine wichtige Grundlage für die Ausbildung, Forschung, Information, aber auch eine Grundlage für Erziehung, Patriotismus und für den festen Glauben an die Kraft und Ausdauer seiner Nation.

Literatur

- Гергова, Ани. *Книжнината и българите през Възраждането*. София 1984. 176 с.
- Гергова, Ани. *Книжнината и българите*. София 1991. 259 с.
- Йорданов, Велико. *История на Народната библиотека в София*. София 1930. 360 с.
- Anderson, Benedict. *Die Erfindung der Nation. Zur Karriere eines folgenreichen Konzepts*. Frankfurt am Main/New York 1993.
- Mutaftschiev, Peter. *Grundzüge und Hauptprobleme der historischen Entwicklung Bulgariens seit der Befreiung*. Sofia 1942.
- Popov, Vladimir. „Hundert Jahre bulgarische Nationalbibliothek“. In: *Der Bibliothekar*, 1979, 2, S. 103-107.

Bibliothèque régionale et mission nationale : Le cas de Posen/Poznań aux XIX^e-XX^e siècles

Thomas Serrier

Commençons par un parcours accéléré, mais édifiant, à travers les quatre grandes périodes qui découpent l'histoire politique de la ville de Posen-Poznań aux XIX^e et XX^e siècles. Et concentrons-nous sur la bibliothèque :

1°. La Bibliothèque de l'Empereur Guillaume de Posen, inaugurée dans la capitale prussienne de la province de Posnanie en novembre 1902 – une émanation de « l'esprit patriotique » prussien¹ ; « un maillon dans la chaîne établie pour développer la germanité dans les provinces orientales »².

2°. La Bibliothèque de l'Université de Poznań, qui succéda le 18 avril 1919 à la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume dans la capitale désormais polonaise de la voïévodie de Poznań – un centre ayant pour « vocation de constituer une collection d'Etat centrale, à caractère scientifique, pour toute la région »³, laquelle devait servir de tremplin « pour une Pologne qui s'étendrait jusqu'à l'Oder et jusqu'à la Mer Baltique »⁴.

3°. La Bibliothèque d'Etat et de l'Université du Reich de Posen, qui rouvrit ses portes le 20 avril 1941, jour anniversaire du Führer, en l'an II de l'Occupation nazie – un pilier indispensable pour « édifier au coeur de la nouvelle terre orientale allemande un institut scientifique dont les forces vives soient au service de la pénétration spirituelle de l'espace conquis »⁵.

4°. Enfin, la Bibliothèque de l'Université Adam Mickiewicz de Poznań, refondée après la libération en 1945 – « un lieu décisif dans le processus d'intégration des Territoires Recouvrés »⁶.

¹ Rudolf Kothe, « Die Kaiser Wilhelm Bibliothek und das Bibliothekswesen der Provinz Posen », in : *Deutsche Bildungsinstitute in der Provinz Posen*, Lissa 1911, p. 27.

² Georg Minde-Pouet, « Die Bromberger Stadtbibliothek », *ibid.*, p. 81.

³ Lettre du directeur de la BU au président du district scolaire de Poznań du 14 mars 1931, *Archiwum Biblioteki UAM (Biblioteki gimnazjalne, T. 2)*.

⁴ Markus Krzoska, « Für ein Polen an Oder und Ostsee ». *Zygmunt Wojciechowski (1900–1955) als Historiker und Publizist*, Osnabrück 2003.

⁵ Hans-Moritz Meyer, « Drei Jahre Staats- und Universitätsbibliothek Posen », in : *Zentralblatt für Bibliothekswesen* 60 (1944), p. 312.

⁶ Stanisław Kubiak, *Biblioteka Uniwersytetu im. Adama Mickiewicza w Poznaniu 1919–1966*, Poznań 1967, p. 3.

Nul besoin de chercher longtemps d'autres citations de ce genre. La production publiciste de l'époque en fourmille, tout comme la production historiographique postérieure. A la question posée – une mission nationale pour une bibliothèque régionale? –, il faut à l'évidence répondre franchement par « oui » dans le cas de l'ancienne *Kaiser-Wilhelm-Bibliothek* de Posen de 1902. Capitale régionale périphérique, ville frontière, Posen et sa Bibliothèque furent durant plus d'un siècle au centre de la construction des identités nationales, polonaise comme allemande.

L'intérêt de la question réside donc bien plutôt dans les modalités de ces processus. L'histoire alternativement allemande et polonaise de l'actuelle Bibliothèque centrale de l'Université de Poznań nous enseigne aussi bien sur l'importance des filiations (Etats, villes, universités, sociétés savantes) que sur les inévitables enjeux sémiotiques d'un lieu aussi symbolique. En qualité de témoin et d'instrument, elle éclaire de manière tout à fait révélatrice le siècle passé des relations germano-polonaises.

Le « challenge » polonais : bibliothèques aristocratiques, bibliothèques populaires au XIXe siècle

Rappelons qu'à l'époque de l'antagonisme national, qui s'était approfondi dans le courant du XIX^e siècle, la concurrence autour de Posen joua un rôle névralgique pour la conscience des deux groupes nationaux, Polonais et Allemands. L'arrière-plan historique peut se résumer en un gigantesque mouvement de balancier politique et démographique expansion allemande, puis reflux total de la population allemande consécutif aux deux guerres mondiales⁷. Les basculements de souveraineté furent systématiques à Posen : 1918, 1939, 1945 – une fréquence inégalée dans les autres métropoles des confins germano-polonais (Dantzig, Breslau), qui illustre bien l'indécision autour de l'appartenance de cette région plurinationale.

Au XIX^e siècle le Grand Duché (puis province) de Posnanie fournissait un cas spécifique par rapport aux autres provinces orientales de la Prusse. Issue du deuxième partage de la Pologne (1793), la Posnanie était la seule province où les Allemands étaient clairement minoritaires, plafonnant à environ un tiers de la population avant 1918. Centre de la conscience nationale polonaise en Prusse, la Posnanie constitua rapidement un foyer de crise après la fondation de l'Empire bismarckien. Tandis que pour les Polonais de

⁷ Klaus Zernack, « Deutschlands Ostgrenze », in : Alexander Demandt (éd.), *Deutschlands Grenzen in der Geschichte*, 3^e éd, Munich 1993, pp140-166.

Posnanie, l'essentiel était d'assurer la survie culturelle en luttant contre les ferments de désintégration nationale, la province fut longtemps considérée comme marginale par les Allemands, avant de devenir l'un des révélateurs les plus transparents de l'obsession impériale de la société allemande⁸. Le projet d'intégration de la « Marche orientale de l'Empire » fut dès lors intensément poursuivi, d'abord par les mesures scolaires et anticatholiques du *Kulturkampf* (1871–1879), ensuite par la « lutte pour le sol », engagée en 1886. L'échec partiel de ces deux voies conduisit le gouvernement de la Prusse et de l'Empire à s'engager sous Guillaume II dans une politique dite de « relèvement culturel de la Marche orientale »⁹. Celle-ci reposait d'une part sur le constat général d'un retard de la province en matière d'alphabétisation, de lecture, de scolarisation, d'autre part sur le constat particulier d'un retard culturel de la population allemande sur la population polonaise¹⁰. En fait, l'idée même d'un nécessaire « travail culturel allemand » à la fin du XIXe siècle était paradoxale, puisqu'elle semblait contredire l'idée de supériorité civilisationnelle allemande et l'idée selon laquelle le passage à la souveraineté prussienne avait signifié dès 1793 (ou au plus tard en 1815) l'entrée de la province dans la modernité¹¹.

L'administration prussienne porta dès le début son attention au canal de diffusion du livre, initiant la première gazette provinciale dès 1794. Mais le paysage des bibliothèques restait profondément polonais, tout comme la vie intellectuelle, dominée par la prestigieuse Association des Amis des Sciences (*Towarzystwo Pryjaciół Nauk*), institution polonaise fondée en 1857, en réponse au refus prussien d'ouvrir une université à Posen. La province abritait depuis des générations de nombreuses bibliothèques privées, appartenant à de riches familles aristocratiques. Certaines devinrent des foyers intellectuels polonais au XIXe siècle, comme Rogalin, propriété

⁸ Sur ce phénomène, cf. Norbert Elias, *Studien über die Deutschen*, Francfort-sur-le-Main 1991. Christophe Charle, *La Cise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne 1900–1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris 2001.

⁹ Thomas Serrier, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières 1848–1914*, Paris 2002, pp. 51–60.

¹⁰ Etienne François, « Regionale Unterschiede der Lese- und Schreibfähigkeit in Deutschland im 18. und 19. Jahrhundert », in : *Jahrbuch für Regionalgeschichte und Landeskunde* 17/2, 1990, pp. 154–172.

¹¹ Thomas Serrier, « 'Deutsche Kulturarbeit in der Ostmark'. Der Mythos vom deutschen Vorrang und die Grenzproblematik in der Provinz Posen 1871–1918 », in : Michael G. Müller, Rolf Petri (éd.), *Die Nationalisierung von Grenzen. Zur Konstruktion nationaler Identität in sprachlich gemischten Grenzregionen*, Marbourg 2002, pp. 13–35.

d'Edward Raczyński. La bibliothèque de Kórnik, qui joua un rôle de phare au-delà des frontières, fut fondée par Tytus Działyński en 1817 sur cet arrière-plan patriotique. Parallèlement, dès les années 1840, la phase de lutte nationale dite du « travail organique » entraîna une démocratisation du mouvement polonais, ce qui se traduisit par l'essor d'un paysage associatif protéiforme, s'étendant aux domaines de la vie professionnelle, à l'agriculture, au commerce. L'éducation et la lecture y avaient une place centrale. Les premières librairies populaires polonaises, nées avant 1848, connurent un essor rapide après 1871 sous l'action de l'Association d'Education populaire (*Towarzystwo Oświaty Ludowej*) formée en 1872. L'Association des Bibliothèques populaires (*Towarzystwo Czytelni Ludowych*) permit chaque année la création de plusieurs dizaines de nouvelles bibliothèques¹².

Notons que jusqu'en 1871 les différentes communautés (Allemands, Polonais, Juifs) se partageaient diverses institutions culturelles, comme le théâtre de Posen. Autre exemple, directement lié à notre sujet, la Bibliothèque Raczyński. Elle tire son nom de son fondateur, le riche mécène Edward Raczyński, dont le frère Atanazy fit une brillante carrière de diplomate prussien. Ouverte en 1829, cette première bibliothèque publique dans toute la Pologne avait obtenu de Frédéric-Guillaume III le statut de Bibliothèque provinciale, ayant pour rôle la conservation obligatoire de tous les titres parus en Posnanie « jusqu'à la création d'une université dans le Grand Duché »¹³. Ses collections avaient été enrichies des doublets de la Bibliothèque universitaire de Breslau et de la Bibliothèque royale de Berlin. Frédéric Guillaume IV, connu pour sa « polonophilie », avait fait une importante donation comprenant les oeuvres complètes de Frédéric II¹⁴.

« Le relèvement culturel » prussien : la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume (1902–1918)

Après ces décennies d'hésitation entre la volonté d'assimilation et les principes de tolérance, les années de fondation de l'Empire (1867–1871) entraînèrent un changement de cap définitif et une dégradation rapide des

¹² Witold Jakóbczyk, *Studia nad dziejami Wielkopolski (Dzieje pracy organicznej)* vol. 2 : 1850–1890, Poznań 1959, p. 62.

¹³ Witold Molik, *Edward Raczyński*, Poznań 1999, pp. 113-126.

¹⁴ Oswald Collmann, « Einige Mitteilungen über die Raczyński'sche Bibliothek », in: Rudolf Focke (éd.), *Festschrift zur Begrüssung der sechsten Versammlung Deutscher Bibliothekare in Posen am 14. und 15. Juni 1905*, Posen 1905, p. 58.

relations entre les communautés. L'éveil national allemand se traduisit par un éveil culturel, en grande partie impulsé depuis Berlin. Fondées en 1869, en même temps que celle du Schlesvig – cette autre région frontière –, les Archives royales de la province de Posen eurent une importance tangible¹⁵. Ce furent en effet les archivistes fraîchement arrivés dans la « semi Asie » posnanienne qui furent à l'origine de la fondation de la Société historique de la Province de Posnanie (*Historische Gesellschaft für die Provinz Posen*), laquelle allait, avec près de 1500 membres, devenir la plus grande association historique allemande en 1914¹⁶. La direction de ces deux institutions, Société historique et Archives royales, était formidablement imbriquée, signe d'une collusion notable entre les objectifs scientifiques et les objectifs patriotiques de l'histoire locale. Cependant, l'objectivité affichée de la science allemande interdisait tout antipolonisme explicite. La Société et les Archives constituèrent les principaux piliers pour la création d'une bibliothèque provinciale (*Landesbibliothek*), ouverte en 1894 et sise du reste comme les Archives dans l'ancien château des rois Piast. Le cas de la Bibliothèque communale de Bromberg est rigoureusement parallèle. Inaugurée en 1903 et également soutenue par l'Etat, son origine remonte à une initiative de la Société historique du District de la Netze¹⁷.

L'engouement pour la Bibliothèque provinciale de Posen, rapidement trois fois plus fréquentée que la Bibliothèque Raczyński, incita les autorités à en faire la base d'un plus vaste projet¹⁸ : construire à Posen une sorte de pendant à la fière Bibliothèque de l'Université de Strasbourg, fondée après 1871 dans une Alsace-Lorraine conquise de fraîche date. Le grand promoteur du projet posnanien fut le conseiller ministériel Althoff, chargé des affaires d'éducation. Dans sa vision nationaliste, la situation de Posen appelait littéralement la fondation d'une grande bibliothèque provinciale, organisée sur le modèle des Free Public Libraries anglo-saxonne, c'est-à-dire à la fois scientifique et populaire. Sous son impulsion, un comité

¹⁵ Adolf Warschauer, « Zur Geschichte des preußischen Staatsarchivs zu Posen », in : *Historische Monatsblätter der Historischen Gesellschaft für die Provinz Posen* 20 (1919), n° 2 et 3.

¹⁶ Thomas Serrier, « Die Posener 'Historische Schule'. Zur Geschichte der Historischen Gesellschaft für die Provinz Posen im Kaiserreich (1885–1918), in : Helga Schultz (éd.), *Preußens Osten – Polens Westen. Das Zerschlagen einer Nachbarschaft*, Berlin 2001, pp. 91-111.

¹⁷ Georg Minde-Pouet, art. cit., p. 81.

¹⁸ B. Wenzel, « Die Landes-Bibliothek zu Posen 1894–1902 », in : *Historische Monatsblätter der Historischen Gesellschaft für die Provinz Posen* (1902), n°12.

d'organisation en vue de la fondation de la bibliothèque de Posen fut créé à Berlin. Il déploya dans tout l'Empire une activité de propagande si intense qu'aucune institution contactée ne put se dérober à la demande de dons d'exemplaires.

Construite, pour une somme de 674.000 marks, sur des plans de l'architecte Hinckeldeyn par son collègue Zeidler, la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume, dédiée à la mémoire de Guillaume 1^{er}, fut inaugurée le 14 novembre 1902 en présence de plusieurs ministres, des autorités régionales au grand complet et de nombreux éditeurs venus de tout l'Empire. Guillaume II avait plusieurs fois visité les travaux¹⁹.

La façade en pierre de la Bibliothèque, une surface plane sur toute la longueur, seulement réhaussée de pilastres à l'étage, diffusait une impression de grande discipline. Elle donnait sur une rue très animée, la Ritterstrasse. Le tympan triangulaire au dessus de l'entrée centrale donnait à l'ensemble la majesté d'un palais. Elle comprenait une salle de lecture de 60 places et un cabinet séparé, prévu pour douze chercheurs. Sa capacité de stockage s'élevait à 300.000 volumes, des travaux d'extension pour doubler ce chiffre avaient été prévus. Grâce à ses lignes harmonieuses, ce premier bâtiment construit à l'aube des grands travaux wilhelminiens dans Posen, reçut un accueil plutôt favorable, à la différence de la plupart des lourdes constructions ultérieures²⁰. La Bibliothèque était en effet la première réalisation du vaste chantier annonçant l'installation de nouvelles institutions culturelles allemandes à Posen. Le visage de Posen fut transformé en l'espace d'une décennie : Bibliothèque de l'Empereur Guillaume, Musée de l'Empereur Frédéric, insérés en centre-ville ; nouveau théâtre allemand, Académie royale, Château impérial, regroupés dans un nouveau quartier, qui rompait avec la dispersion antérieure des lieux symboliques²¹.

Cette transformation spectaculaire répondait à l'évidence à un double souhait : démonstration de puissance de l'Etat face à l'hostilité d'une minorité locale, elle devait aussi favoriser les processus d'appropriation de l'espace en jouant sur la psychologie de la population allemande, ce qui

¹⁹ Voir le numéro spécial des *Historische Monatsblätter* (cité note 18).

²⁰ Jan Skuratowicz, *Architektura Poznania 1890–1918*, Poznań 1991, p. 231.

²¹ Idem, « Rozwój urbanistyczny miasta po 1880 roku », in : Jerzy Topolski, Lech Trzeciakowski (éd.), *Dzieje Poznania, vol. 2 : 1793–1918*, Varsovie/Poznań 1994, p. 543 ; Wolfgang Hofmann, « Reichshauptstadt und Hauptstadt der 'Ostmarken'. Staatlicher Städtebau in Berlin und Posen im Deutschen Kaiserreich, 1871–1914 », in : Jerzy Topolski, Witold Molik, Krzysztof Makowski (éd.), *Ideologie, poglądy, mity w dziejach Polski i Europy XIX i XX wieku*, Poznań 1991, p. 26.

n'allait pas sans susciter toutes sortes de doutes tant du côté allemand que polonais. Ainsi la *Revue des enseignants posnaniens*, proches des milieux ultranationalistes, s'interrogeait-elle sur l'efficacité de cet investissement, jugeant les fonds mieux employés dans le domaine scolaire.

Si l'on en juge d'après l'exact face-à-face des prises de vue qui illustraient les cartes postales allemandes et polonaises de Posen vers 1900, la situation créée fut finalement la coexistence de deux "capitales", l'une prussienne, l'autre polonaise, disposant chacune d'une symbolique politique propre²². La Bibliothèque de l'Empereur Guillaume avait ainsi naturellement sa place sur les clichés allemands, mais était absente des cartes polonaises, qui lui préféraient la Bibliothèque Raczyński, dans une présentation rigoureusement décalquée.

Dotée à ses débuts de près de 150.000 exemplaires, à 90 % en langue allemande, la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume s'attela à sa double tâche scientifique et publique sous l'égide de son directeur, Rudolf Focke, un Allemand originaire du Schlesvig²³. En 1903, elle devint bibliothèque quasi-universitaire après l'ouverture de l'Académie royale de Posen. Dans le même temps, sa direction mit rapidement sur pieds deux réseaux, tous deux inspirés du modèle polonais : un réseau de bibliothèques populaires, riches de 120.000 exemplaires, et un réseau de bibliothèques provinciales itinérantes, riches de 30.000 exemplaires. Ce dernier recevait une subvention annuelle de 100.000 marks.

« Ouverte à tous les citoyens de Posnanie sans distinction », comme le prévoyait son règlement, la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume, dont la fréquentation culmina en 1910 avec 8829 lecteurs pour 93.952 ouvrages empruntés, transforma pourtant de manière décisive le paysage intellectuel posnanien. Elle conduisit peu à peu les savants des deux communautés à un repli sur soi. Les contacts interculturels, encore fréquents à la Bibliothèque Raczyński, s'appauvrirent. Dans la même logique de concurrence, la Bibliothèque Raczyński elle-même était d'ailleurs en butte à une volonté de contrôle de plus en plus nette. Le quotidien polonais *Kurier Poznański* écrivait dans son n° 488 en 1902 : « Dans leurs discours d'inauguration, les ministres ont affirmé que la science est affaire internationale et que la Bibliothèque, dont c'est la fonction de contribuer à la diffusion de la science,

²² Rudolf Jaworski, Witold Molik (réd.), *Miasto na pocztówce. Poznań na tle porównaczym*, Poznań 1999 ; Sophia Kemlein (réd.), *Postkarten erzählen Geschichte. Die Stadt Posen 1896–1918*, Lunebourg 1997.

²³ Kubiak, *op. cit.*, p. 18.

fait honneur au peuple allemand. Ce sont de belles paroles, mais pourquoi donc alors germaniser dans le même temps la Bibliothèque Raczyński? »

L'affirmation souveraine de la Pologne reconstituée :
la Bibliothèque de l'Université de Poznań (1919–1939)

Le 18 avril 1919, l'exécutif polonais provisoire publia, en accord avec le Comité d'Organisation de l'Université, un décret qui transformait la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume en Bibliothèque de l'Université. Constituée en institut à part entière directement placé sous l'autorité du Sénat de l'Université, la bibliothèque, provisoirement dirigée par Antoni Bederski, ancien bibliothécaire à la Bibliothèque Raczyński, joua un rôle primordial dans la fondation de l'université polonaise si longtemps attendue. Elle fut réouverte le 30 juin 1919, et dotée d'une subvention annuelle de 5.000 zlotys (10.000 après 1923)²⁴.

L'Université de Poznań, qui fonctionna à partir de l'automne 1919 sous le nom d'Université Piast (*Wszechnica Piastowska*) avait pour rôle explicite de constituer un « Ecole supérieure des confins », autrement dit des anciens territoires allemands de la Silésie à la Baltique. Attirant des universitaires du centre ou de l'est de la Pologne (Varsovie, Cracovie, Lwów), elle devint le centre d'élaboration de ce que l'on appelle la « pensée occidentale » polonaise, un système idéologique combatif qui visait à affirmer la légitimité et les prérogatives de la Pologne dans ses territoires de l'Ouest, ce qui supposait de « combattre l'esprit germanique dans tous les domaines »²⁵.

La première difficulté était d'ordre juridique. La situation héritée de la période prussienne était fort complexe. En 1899, le trésor prussien et l'administration provinciale de Posnanie avaient conclu un accord, qui réglait la question de la propriété de la bibliothèque et la répartition des différentes prérogatives. Mais l'enchevêtrement des compétences ne facilita pas toujours la coopération des organes « successeurs » de l'Etat polonais, ce qui conduisit à divers blocages entre le Ministère des anciens Territoires prussiens, la Voïévodie de Poznań et l'Université. Edward Kuntze, le nou-

²⁴ *Ibid.*, p.36, 40.

²⁵ Andrzej Kwilecki, Władysław Tomaszewski, « Poznań jako ośrodek polskiej myśli zachodniej w dwudziestoleciu międzywojennym », in : Andrzej Kwilecki (red.), *Polska myśl zachodnia w Poznaniu i Wielkopolsce*, Varsovie 1980, p. 136.

veau directeur de la Bibliothèque, s'inquiétait en novembre 1919 des retards prévisibles dans la nécessaire restructuration des fonds :

« Le gouvernement, s'il est simplement en charge de l'administration de la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume, n'est pas libre de modifier ni son caractère ni son nom ; il n'est pas libre de toucher à quoi que ce soit, ni au bâtiment, ni aux inventaires, ni aux collections (...) Une bibliothèque ainsi garrottée n'est d'aucune valeur pour l'université. C'est pourquoi le rectorat, au moment de prendre en charge la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume au nom du gouvernement, ne saurait se contenter d'un simple mandat d'administration »²⁶.

La proposition d'une donation de la région à l'Etat ayant échoué, des négociations interminables s'engagèrent, qui durèrent jusqu'en 1937 ! Cette situation confuse incita les nationalistes allemands à lancer dès 1919 une campagne au sujet de l'affectation des collections de la bibliothèque de Poznań. Leur objectif était de transférer les fonds posnaniens vers une grande bibliothèque projetée à Francfort-sur-l'Oder²⁷. Ce n'est que le 16 juillet 1937 que l'union communale de la voïévodie céda la propriété des lieux à l'université²⁸.

Ces discussions étaient cruciales. Si l'orientation de la Bibliothèque universitaire se devait d'être plus scientifique que la bibliothèque prussienne, il s'agissait aussi tout simplement de faire de la bibliothèque allemande une bibliothèque polonaise. Juste après son ouverture, la bibliothèque fut à nouveau fermée durant trois mois en vue de l'adapter au nouveau contexte et à sa nouvelle fonction. Les bibliothécaires allemands, à une exception près, furent tous congédiés en 1919²⁹. Les ouvrages allemands en accès direct furent remplacés par des ouvrages polonais, les catalogues furent modifiés, la décoration prussienne fut enlevée – médaillons, statues, bustes, stèles commémoratives.

Surtout, les fonds de la Bibliothèque de l'Empereur Guillaume, conçus pour un public allemand dans un souci de diffusion de la culture allemande, n'étaient pas adaptés aux objectifs de l'Université Piast, qui étaient rigoureusement inverses. L'abonnement à de nombreuses revues allemandes fut interrompu. Belle symétrie, l'acquisition de nouveaux fonds polonocentrés dans l'entre-guerres emprunta exactement les mêmes voies que

²⁶ Lettre du 11.11.1919. Archivum BUAM, Poznań (Starostwo Krajowe).

²⁷ *Berliner Tageblatt* (1919), n° 299.

²⁸ Kubiak, *op. cit.*, p. 41.

²⁹ Alfred Lattermann, « Geschichte und Aufgaben der Staats- und Universitäts-Bibliothek Posen », in : *Zentralblatt für Bibliothekswesen* 58 (1941), p. 12.

les acquisitions germanocentrées de l'époque prussienne : achats, surtout les trois premières années³⁰ ; dépôt légal, étendu d'abord à la Grande Pologne, puis à tout le pays (1924) ; enfin et surtout, comme avant 1918, nombreuses donations. Celles-ci étaient autant le fait de personnes privées que d'institutions. En dix ans, de 1919 à 1928, 113.727 volumes furent offerts à la Bibliothèque, ce qui représentaient 46 % des imprimés acquis durant la période. La Bibliothèque mit à profit à la fois la diaspora polonaise à l'étranger et les sympathies propolonoises de certains pays, comme la France, pour se faire envoyer quantités d'ouvrages depuis 25 pays³¹.

Des négociations difficiles furent menées après 1919 avec l'Association des Amis des Sciences de Poznań, en vue de regrouper une partie des fonds et de les placer sous la tutelle de la Bibliothèque universitaire. Malgré l'argument budgétaire, les membres de l'Association rechignèrent, négociant le maintien d'un poste de directeur en titre pour la Bibliothèque de l'Association, fonction certes remplie par un collaborateur délégué de la BU. « L'union personnelle » des deux bibliothèques ne se fit qu'après 1945. Le travail de concentration s'opéra avec plus de succès pour les collections scolaires parmi les plus anciennes et les plus renommées de la région. Le directeur de la bibliothèque écrivait ainsi au président du district scolaire de Poznań, le 14 mars 1931 : « Il ne fait aucun doute que cette action est tout à fait rationnelle et justifiée du point de vue de la politique des bibliothèques. Les bibliothèques des établissements scolaires présentent des collections auxiliaires à caractère didactique et pédagogique, tandis que la vocation de la Bibliothèque universitaire est de constituer une collection d'Etat centrale, à caractère scientifique, pour la région »³². Le Lycée classique de Bydgoszcz (Bromberg) apporta 1610 volumes, l'illustre Lycée Comenius de Leszno (Lissa) 1166. L'apport le plus considérable fut celui du Lycée Maria-Magdalena. Ce fonds de 10.000 d'une valeur considérable provenait en partie de l'ancien Collège de Jésuites de Poznań, le Collège Lubranski, cette prestigieuse institution pédagogique de la Renaissance. Il comptait des manuscrits, des incunables, des imprimés en langue

³⁰ 22.950 volumes entre 1919 et 1921. Après 1925, le chiffre n'atteint plus les 2000 exemplaires par an. Cf. Kubiak, *op. cit.*, p. 86.

³¹ *Ibid.*, p. 102.

³² Lettre du directeur de la BU au président du district scolaire de Poznań du 14 mars 1931, *Archiwum BUAM (Biblioteki gimnazjalne, T. 2)*.

grecque ou en latin ainsi que certaines parmi les premières oeuvres d'écrivains polonais du XVI^e-XVII^e siècles³³.

En 1939, la Bibliothèque universitaire de Poznań contenait 500.000 ouvrages et était fréquentée par 3.000 lecteurs par an, majoritairement des étudiants, lesquels étaient très majoritairement des Polonais. Le départ de 85% de la population allemande après 1918 avait en effet largement conduit à l'homogénéisation nationale de la population. Seuls deux libraires allemands exerçaient encore à Posen en 1939. Mais si les hommes étaient partis, les écrits étaient restés. Malgré l'intégration à l'ancien fonds prussien de nouveaux ouvrages à 80 % polonophones dans l'entre-guerres, les livres en allemand restaient encore majoritaires à la veille de la Seconde Guerre mondiale³⁴.

Une bibliothèque centrale dans la destruction d'une identité collective : La Bibliothèque de la Reichsuniversität Posen (1939–1945)

L'Occupation de la Pologne, humainement dévastatrice, fut également dramatique du point de vue culturel. Au total, sur les 22,5 millions de livres que comptait la Pologne avant guerre, seul un tiers ne fut pas touché³⁵ – une véritable « oeuvre de désintégration »³⁶, qui répondait bien à la thèse hitlérienne selon laquelle « aucun peuple ne survit à la destruction des documents de sa culture ».

La bibliothèque et la librairie polonaises firent dès septembre 1939 l'objet du plus vif intérêt des autorités nazies. Tandis que la Pologne centrale était réorganisée en Gouvernement général, la Posnanie, « terre germanique orientale », fut annexée au *Reich* et constitua le 8 octobre 1939 le *Reichsgau Wartheland*. Le *Generalplan Ost* prévoyait la germanisation rapide des régions annexées, par le biais notamment de déplacement de populations. Parallèlement l'éradication des traces de la culture polonaise devait y être systématique. L'une des régions de Pologne proportionnellement les plus touchées par les destructions de livres fut ainsi le Reichsgau

³³ Kubiak, *op. cit.*, p. 73.

³⁴ Lattermann, art. cit., p. 14.

³⁵ Jan Pirożyński, Krystyna Ruszajowa, « Die nationalsozialistische Bibliothekspolitik in Polen während des Zweiten Weltkrieges », in : Peter Vodosek, Manfred Komorowski (éd.), *Bibliotheken während des Nationalsozialismus*, Wiesbaden 1989, p. 214.

³⁶ *The Nazi « Kultur » in Poland by several authors of necessity temporarily anonymous*, Londres s. d. (1945) p. 84.

Dantzig-Prusse-occidentale, tandis que la région de Poznań vient en tête en nombre absolu de livres disparus, plus de cinq millions³⁷.

Sur ordre du Gauleiter Arthur Greiser, un « centre de collecte de livres » (*Buchsammelstelle*) fut institué dans l'église Saint-Michel de Posen le 13 décembre 1939 et placé sous la direction du responsable nazi Jürgen von Hehn. Perversion du dépôt légal, les propriétaires de bibliothèques polono-phones avaient l'obligation d'y signaler leurs fonds³⁸. 6,5 millions de livres furent ainsi recueillis pour « traitement ». Bien avant qu'un bombardement allié ne cause la perte d'un million de volumes, 366 bibliothèques publiques et la plus grande partie des bibliothèques scolaires furent envoyées au pilon. 150.000 volumes de la bibliothèque de la Société des Amis des Sciences de Posen, 200.000 volumes des collections diocésaines, 155.000 volumes arrachés aux séminaires de Poznań (Posen), de Gniezno (Gnesen) et de Włocławek (Leslau) furent presque totalement détruits, suscitant d'ailleurs le désaccord de certains Allemands, comme Alfred Lattermann, responsable de la Bibliothèque nationale universitaire de Posen³⁹.

En même temps que s'opérait ce travail de sélection et d'épuration des fonds, la répression s'exerça sur la librairie polonaise. Dans les régions annexées au Reich, 397 librairies furent liquidées jusqu'en 1942, leurs stocks brûlés⁴⁰. On publia des listes d'ouvrages polonais interdits pour leur caractère « hostile à l'Allemagne, nocif et indésirable »⁴¹.

La résistance contre cette politique de liquidation de la culture polonaise s'organisa rapidement dans toute la Pologne : vols d'exemplaires menacés, constitutions de bibliothèques illégales, établissement clandestin des listes des destructions, publiées pendant la guerre en Grande Bretagne⁴². Les historiens des mentalités s'accordent pour dater de l'Occupation nazie l'augmentation considérable et durable des pratiques de lecture en Pologne.

³⁷ Pirożyński, Ruszajowa, art. cit., p. 214.

³⁸ *Bundesarchiv Koblenz R.21 (Reichsministerium für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung), n° 616 (Die wissenschaftlichen Bibliotheken der früheren Republik Polen)*, feuillets 26-27.

³⁹ Jan Baumgart, *Bibliotekarstwo, biblioteki, bibliotekarze*, Varsovie 1983, pp. 119-123.

⁴⁰ Pirożyński, Ruszajowa, art. cit., p. 215.

⁴¹ *Liste des deutschfeindlichen, schädlichen und unerwünschten polnischen Schriftums*, vol. 1-4, Cracovie 1940.

⁴² *Nazi « Kultur »*, op. cit. ; Karol Estreicher, *Cultural losses of Poland. Index of Polish cultural losses during the German occupation 1939-1944*, Londres 1944.

Dans toute la Pologne, le sort des bibliothèques fut très varié, dépendant des plans géopolitiques généraux des dirigeants nazis, du type de bibliothèque, de l'attitude personnelle des nouveaux directeurs allemands, qui, à Varsovie, Lublin, Cracovie ou Lemberg, louvoyèrent entre leur mission de destruction et le respect de leurs principes professionnels⁴³. De manière générale, ce sont les bibliothèques publiques et les bibliothèques scolaires, détruites à 93%, qui ont le plus souffert. Par comparaison, les bibliothèques scientifiques (Bibliothèque Raczyński, bibliothèque de Kórnik) furent relativement plus préservées, malgré des pertes inestimables d'un point de vue qualitatif⁴⁴.

Mise sous scellés par la Gestapo le 31 septembre 1939, la bibliothèque de l'Université Adam-Mickiewicz de Posen, rebaptisée Bibliothèque nationale universitaire (*Staats-und Universitätsbibliothek*), fut réouverte d'abord aux chercheurs en novembre 1939, puis au public (il va de soi, exclusivement allemand) le 20 avril 1941, le jour du cinquante-deuxième anniversaire du Führer choisi pour les cérémonies d'ouverture de la *Reichsuniversität Posen*⁴⁵.

Alfred Lattermann, enseignant au lycée Schiller, le lycée de la minorité allemande avant 1939, fut nommé directeur, promotion fulgurante puisqu'il n'avait d'autres compétences que d'avoir été le rédacteur de la *Revue scientifique allemande en Pologne* (*Deutsche Wissenschaftliche Zeitschrift für Polen*) dans l'entre-guerres – cas exemplaire des recrutements plus politiques que scientifiques réalisés durant l'Occupation. Son action était étroitement contrôlée par la Gestapo et le recteur national-socialiste de l'université, Hans Streit. Aux côtés de Lattermann, la bibliothèque accueillit au sein de son personnel principalement des Allemands de Posnanie, polonophones, dont certains étaient déjà employés avant 1918. S'y ajoutèrent des Allemands de la Baltique, de Bucovine et de la Mer Noire, « rapatriés dans le Reich » conformément au pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Huit Polonais restèrent en place jusqu'à leur mise en congé le 2 février 1941. Un seul magasinier polonais travailla à la bibliothèque durant toute la guerre. Quelques Ukrainiens et Russes, précieux en raison de leurs compétences linguistiques, complétèrent les rangs des collaborateurs⁴⁶.

⁴³ Pirożyński, Ruszajowa, art. cit., p. 204.

⁴⁴ *Ibid.*, pp. 212-214.

⁴⁵ Jan Baumgart, « Biblioteka Uniwersytecka pod rządami "Reichsuniversität" », in : *Przegląd Zachodni* 12 (1956), n°2, pp. 300-309.

⁴⁶ Lattermann, art. cit., p. 15.

Le sort des bibliothèques dépendit largement du nouveau paysage de la recherche « scientifique » nazie. Tandis que Varsovie devait être réduite au niveau d'une province subalterne, la bibliothèque jagiellone de Cracovie, la capitale du Gouvernement général, devenait le siège d'un « Institut pour l'oeuvre orientale de l'Allemagne » (*Institut für Ostarbeit*), fondé en 1940. Elle disposait d'un budget considérable, dépassé simplement par le budget de la Bibliothèque d'Etat de la Prusse à Berlin⁴⁷. La *Reichsuniversität Posen* devait également constituer un centre majeur de la « recherche sur l'Est » (*Ostforschung*), ce domaine hautement idéologique de la recherche historique allemande. Aussi 1940 fut-elle une « année de grand rangement » pour la bibliothèque qui avait obtenu une dotation unique de 60.000 Reichsmark. La littérature national-socialiste, 36.000 volumes sans aucune valeur scientifique, fit une entrée massive. Comme avant 1918, l'accent restait mis sur le lien à la petite patrie, la *Heimat*. On mit sur pieds une « librairie du Wartheland », qui remplaça la littérature polonaise sur les étagères en accès libre. Une section de littérature germano-balte fut également créée ainsi qu'une section généalogique⁴⁸.

De la reconstruction à nos jours : la Bibliothèque de l'Université Adam Mickiewicz

1945 fut l'heure du bilan, rendu très difficile par l'état de chaos général du pays. Les pertes la Bibliothèque de Poznań se montaient à 80.000 volumes (10 % des collections). Le bâtiment lui-même avait été détruit à 20 % lors des combats en 1945. Le travail de relèvement était urgent. Il fallait répondre à une situation d'exception : aux bouleversements des fonds s'ajoutaient les importantes pertes humaines, neuf sur 41 employés en 1939. Il fallait en outre s'adapter au plus vite à la situation politique révolutionnaire, installée sous l'égide soviétique. Du fait de sa fonction à l'époque de la *Reichsuniversität*, la Bibliothèque de la nouvelle Université Adam-Mickiewicz de Poznań avait pourtant moins souffert que les autres. Elle servit de relais régional au Bureau des Réclamations et des Pertes mis en place par Ministère polonais de la Culture. Un Comité régional de Défense des Biens culturels accomplit dans ses murs un travail herculéen. Par-delà le bilan des pertes et la reconstitution des fonds propres, les bibliothécaires se vi-

⁴⁷ Manfred Komorowski, « Die wissenschaftlichen Bibliotheken im Generalgouvernement Polen (1940–1945) », in : *Bibliothek. Forschung und Praxis* 7 (1983), p. 71.

⁴⁸ Kubiak, *op. cit.*, p. 80 ; Meyer, art. cit., p. 304 ; Lattermann, art. cit., p. 16.

rent aussi confier la tâche immense de redistribuer les ouvrages de première nécessité vers les bibliothèques communales et vers les établissements scolaires de toute la région. 1,4 million de volumes passèrent ainsi par le centre de traitement suprarégional qu'était devenu la BU de Poznań. 600.000 furent envoyés aux nouvelles universités de Toruń et Wrocław, lesquelles héritaient des collections des universités allemandes de Königsberg et de Breslau⁴⁹.

Forte du précédent que constituait le premier après-guerre, Poznań joua ainsi le rôle de soeur aînée pour les nouvelles universités polonaises de Wrocław, Gdańsk, Toruń, Szczecin, fondées dans les « territoires recouvrés » de l'Oder, comme disait la propagande officielle. La ville et ses institutions intellectuelles, université, bibliothèque, firent office « d'avant-postes scientifiques » pour tout le Nord-Ouest de la Pologne, ceci à une époque où le conflit germano-polonais s'était éloigné de manière décisive de Poznań. La frontière avec l'Allemagne avait été translatée vers l'ouest et il ne restait plus dans la ville, après l'exode et les expulsions, que des résidus infimes de l'ancienne population allemande.

Le rôle de la bibliothèque de Posen-Poznań comme bibliothèque centrale dans la construction des identités collectives, lié à une situation périphérique exposée, ira désormais en s'atténuant. La création de la bibliothèque et la fondation de l'université avaient été les résultats des efforts patriotico-scientifiques de cercles nationaux respectivement allemands avant, et polonais après 1918. Après 1945, de nouveaux instituts de recherches spécialisées se sont installés à Poznań, attirés par le profil tout à fait particulier de la bibliothèque, caractérisé par l'importance de son fonds allemand. Poznań est aujourd'hui, avec Wrocław et Cracovie, et devant Varsovie, l'un des trois grands centres des études germaniques en Pologne. A la faveur de la réorientation fondamentale de la recherche, des ses objets et de ses approches, qui a accompagné la transition politique en Pologne, Poznań, appuyée sur son passé plurinational, s'affiche désormais comme un site scientifique tout à fait central pour le travail, nécessairement international, de réconciliation germano-polonaise, au cœur du projet européen.

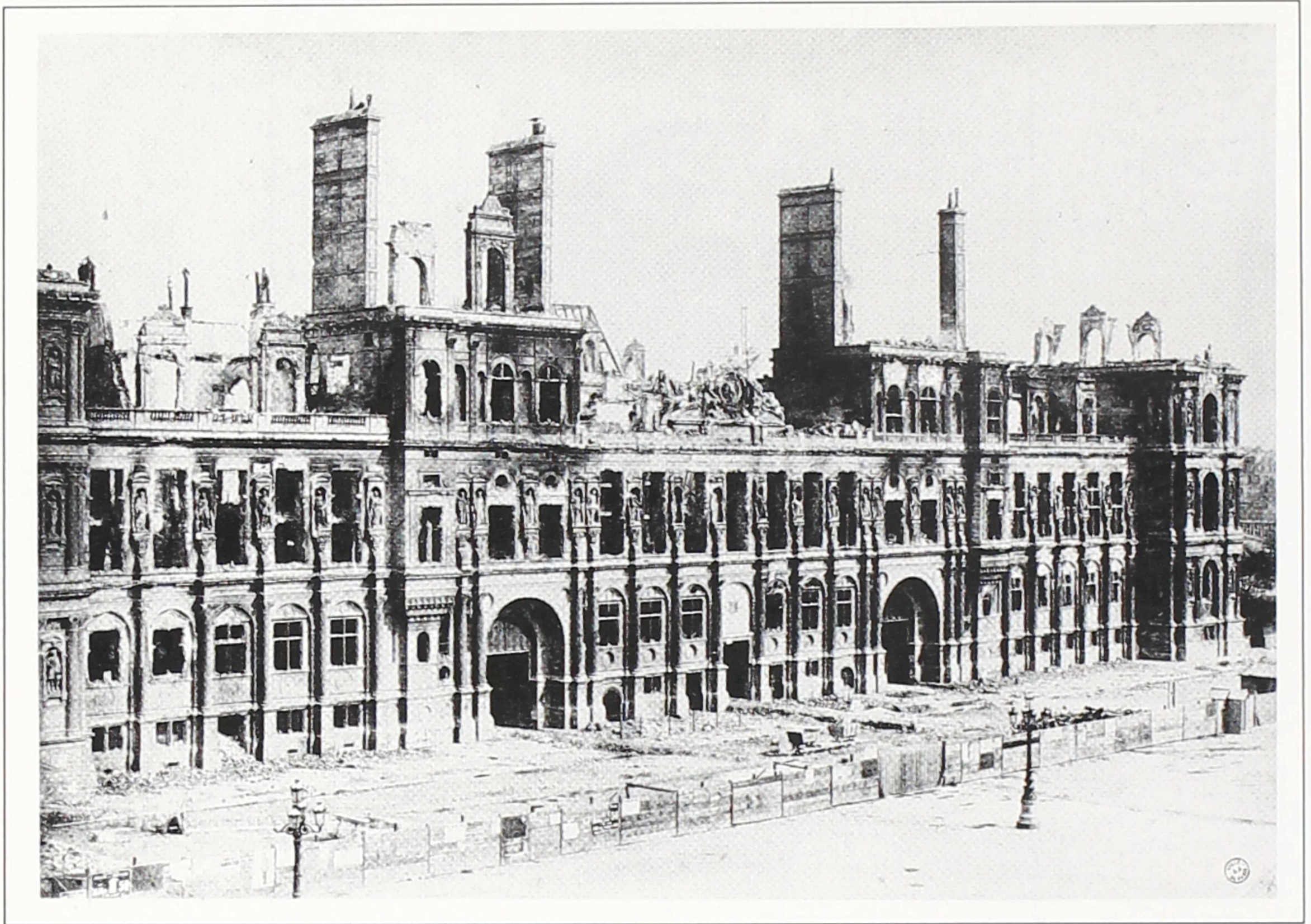
⁴⁹ Halina Alkiewicz, « Biblioteka Uniwersytecka w roku 1945 », in : *Biuletyn Biblioteki Główniej Uniwersytetu im Adama Mickiewicza w Poznaniu* (1958), n°2, pp. 100-103 ; Kubiak, *op. cit.*, pp. 85-102.



1. Antoine Moriau, donateur de la première bibliothèque de la Ville de Paris



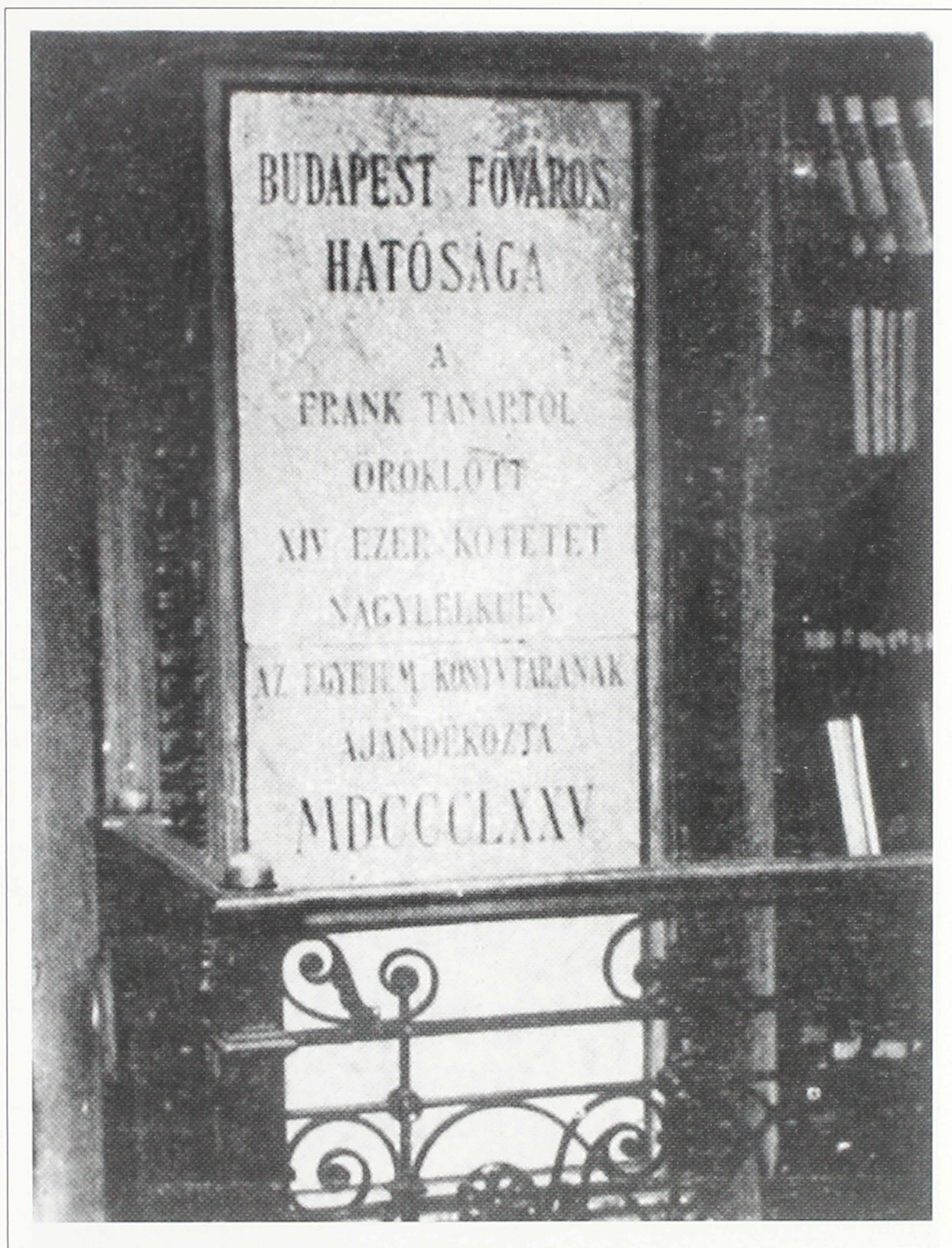
2. Armoiries de la Ville de Paris pour les reliures de la bibliothèque (fin du XVIII^e siècle)



3. Les ruines de l'Hôtel de Ville en 1871



4. La Bibliothèque administrative de la Ville de Paris en 1900



5. Marmortafel im großen Lesesaal der Bibliothek der Pester Universität



6. Großer Lesesaal in der Bibliothek des Budapester neuen Rathauses 1908



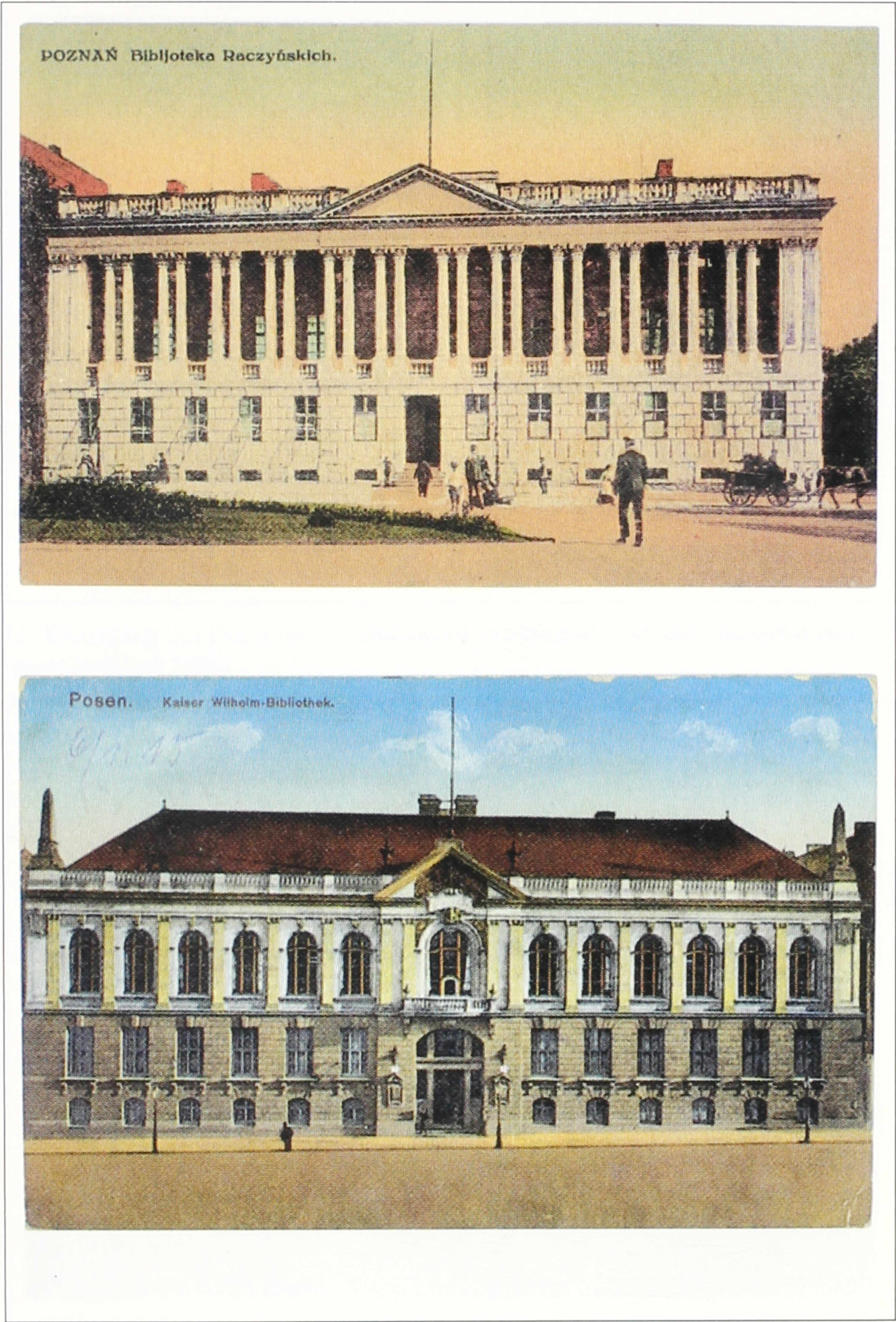
7. Gebäude der Hauptstädtischen Bibliothek Budapest 1914



20. Pozdrowienia z Poznania. Ratusz. Zamek Cesarski. Katedra. Akademia. Komisja Kolonizacyjna. Teatr Miejski. Biblioteka im. Cesarza Wilhelma. Muzeum im. Cesarza Fryderyka (między 1910 a 1915 r.)



21. Pozdrowienie z Poznania. Katedra. Dworzec. Ratusz. Pomnik Mickiewicza. Pomnik Kochanowskiego. Muzeum im. Mielżyńskich. Teatr Polski. Biblioteka Raczyńskich (między 1910 a 1915 r.)



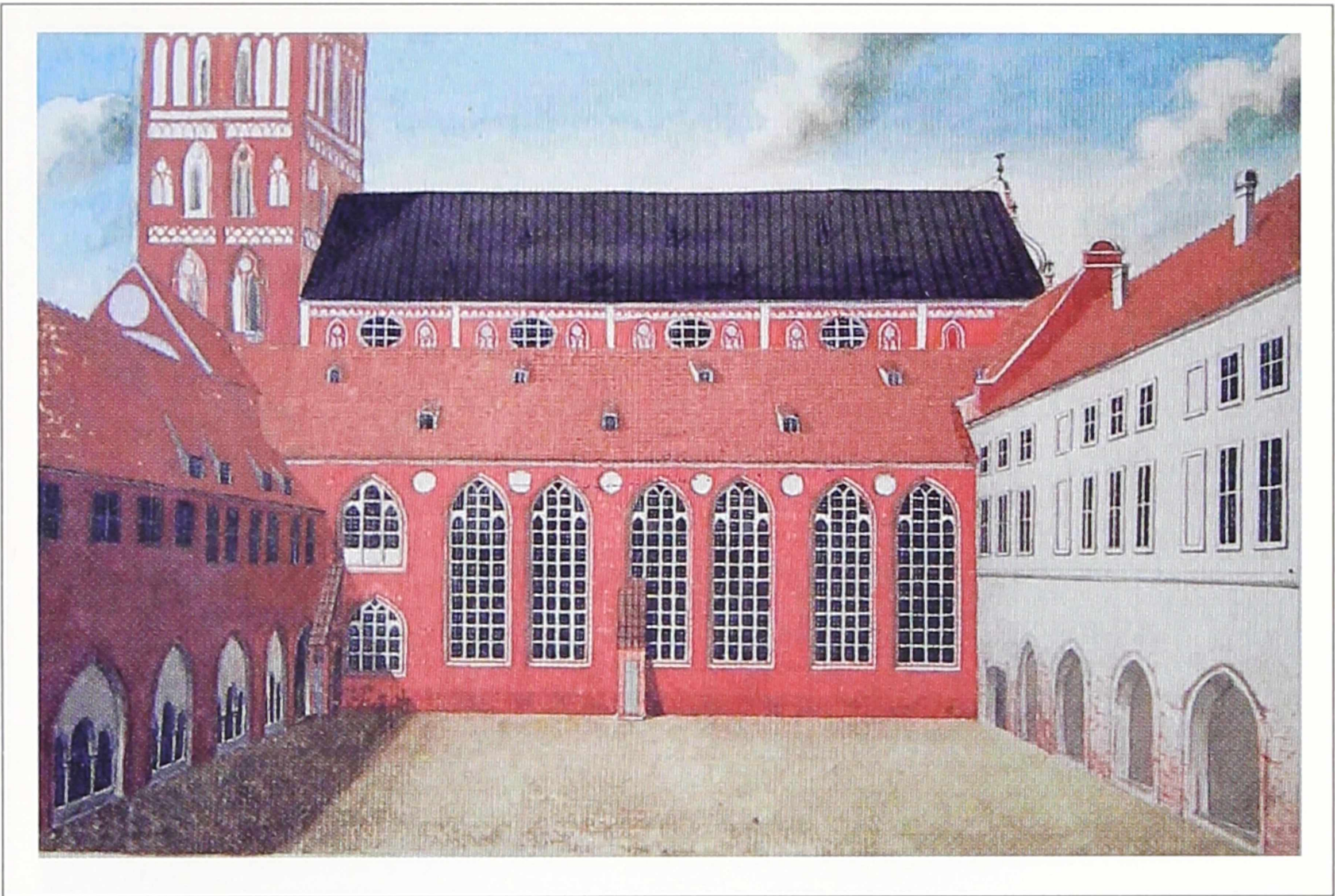
9. Poznań: Bibliothèque Razyński/Posen: Bibliothèque de l'Empereur Guillaume



10. Posen/Poznań: Mairie. Bibliothèque Raczyński



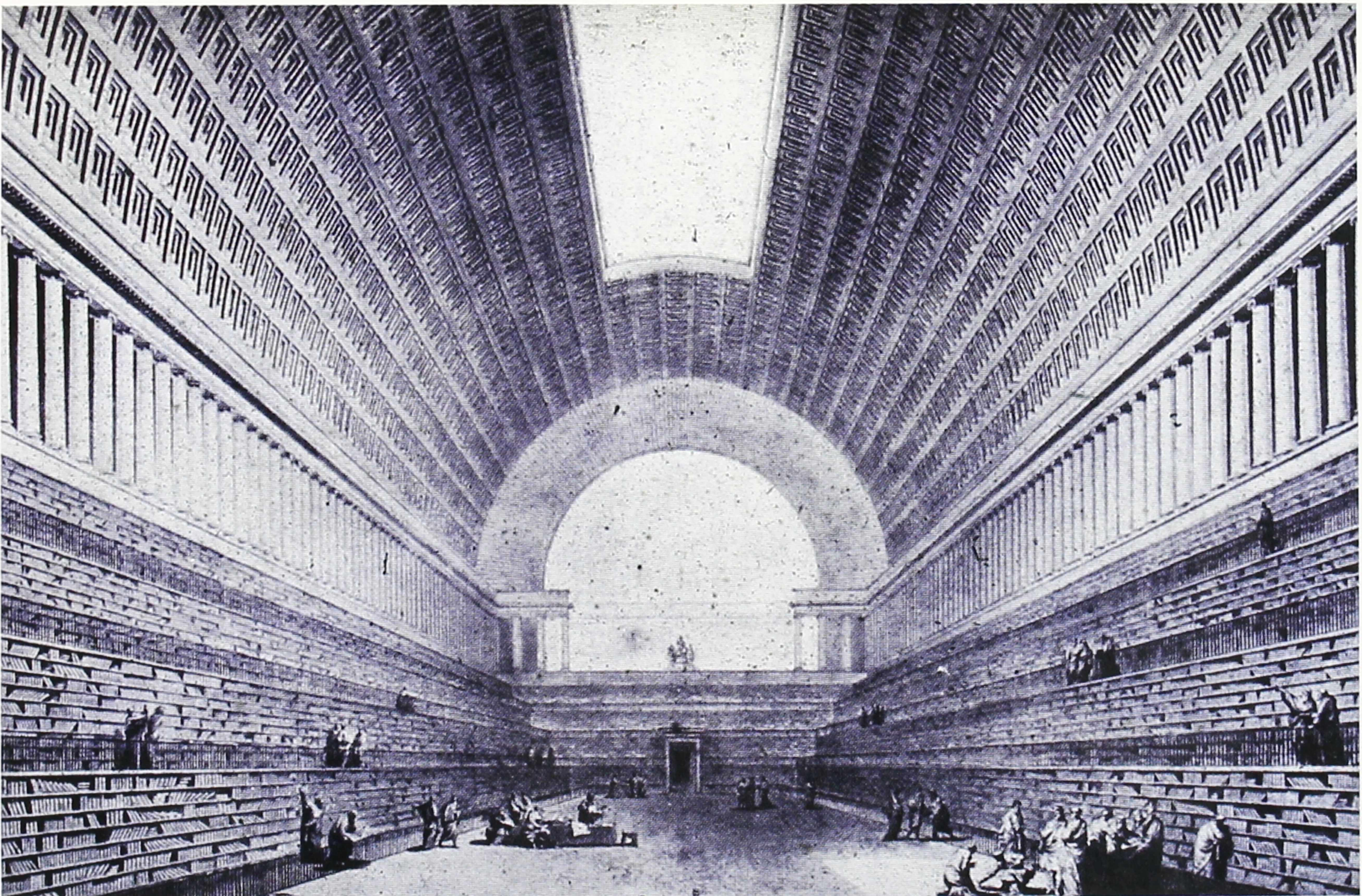
11. „Pozdrowienie z Poznania“. Mairie. Bibliothèque Raczyński. Poste



12. Kreuzgang des Doms im 18. Jahrhundert. Bibliothek und Stadtdruckerei Riga (gegr. im Jahre 1588)



13. Erstes Hauptgebäude der 1919 gegründeten Staatsbibliothek, Riga



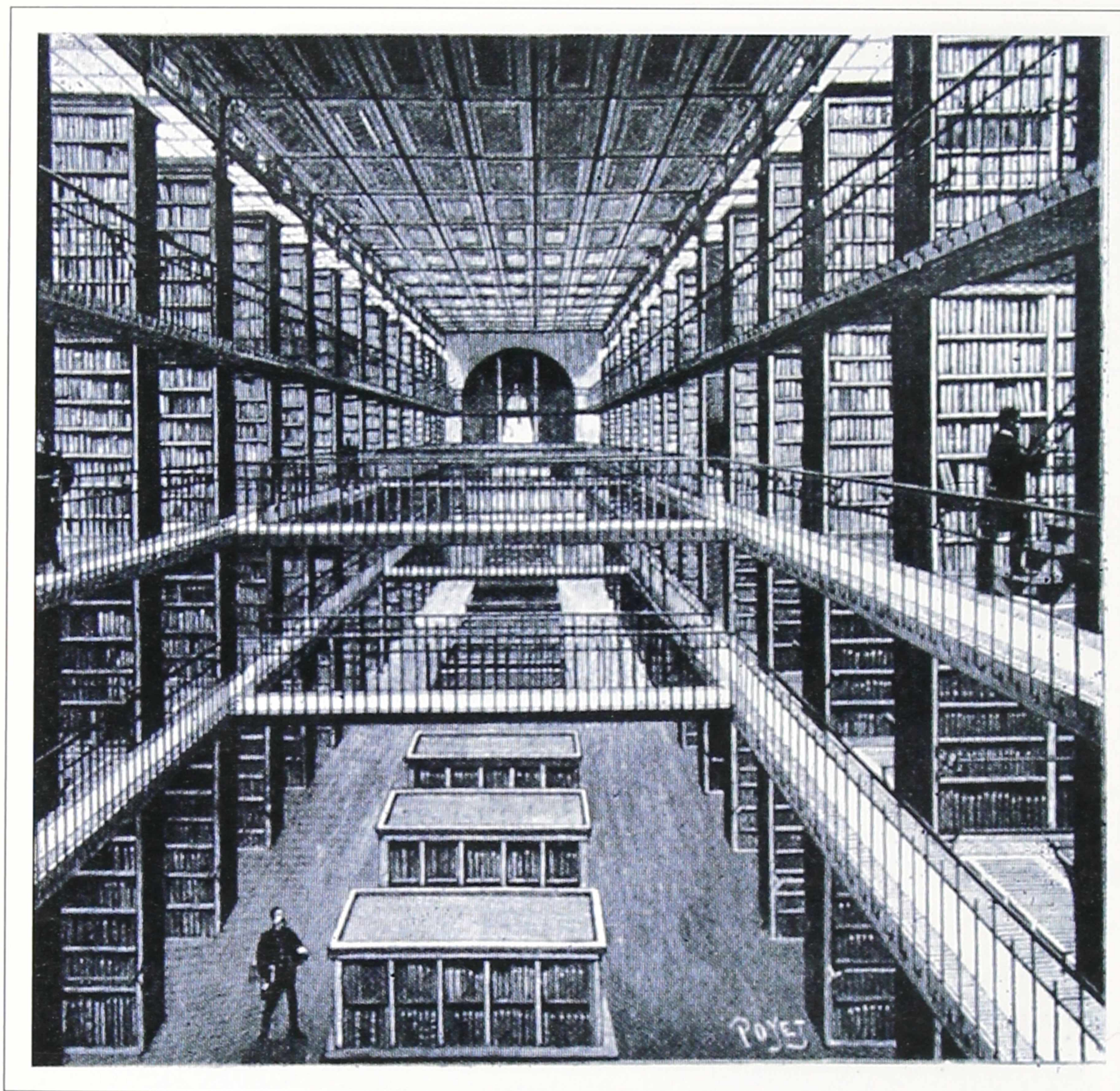
14. Étienne-Louis Boullée, projet pour une bibliothèque royale, 1785



15. Louis Visconti, bibliothèque nationale, coupe de la galerie et du grand escalier, 1829



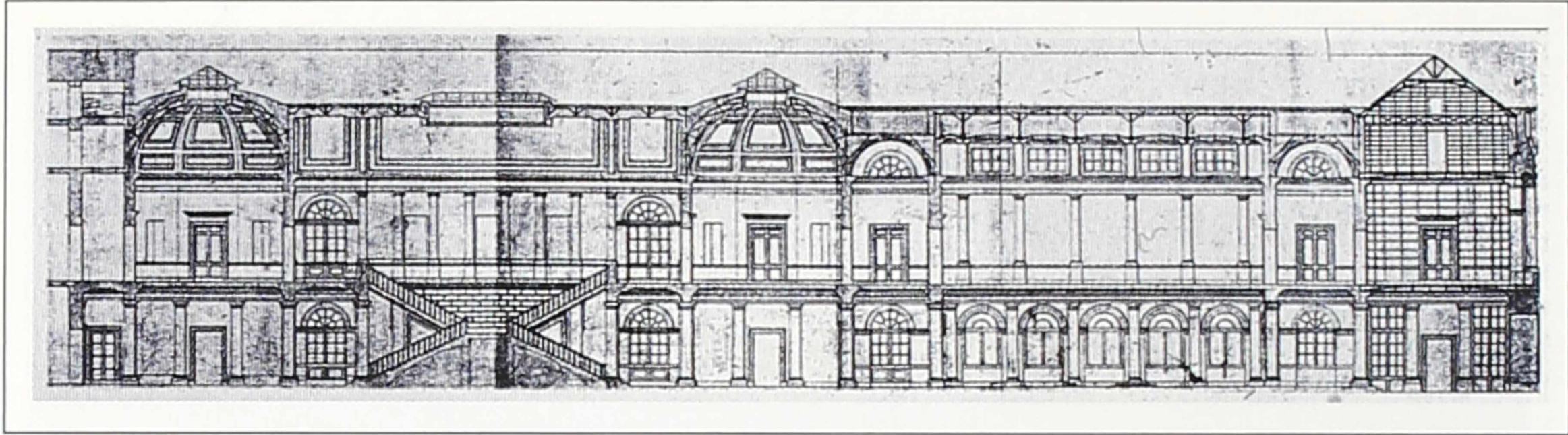
16. Henri Labrouste, bibliothèque Sainte-Geneviève, façade, Paris, 1842–1852



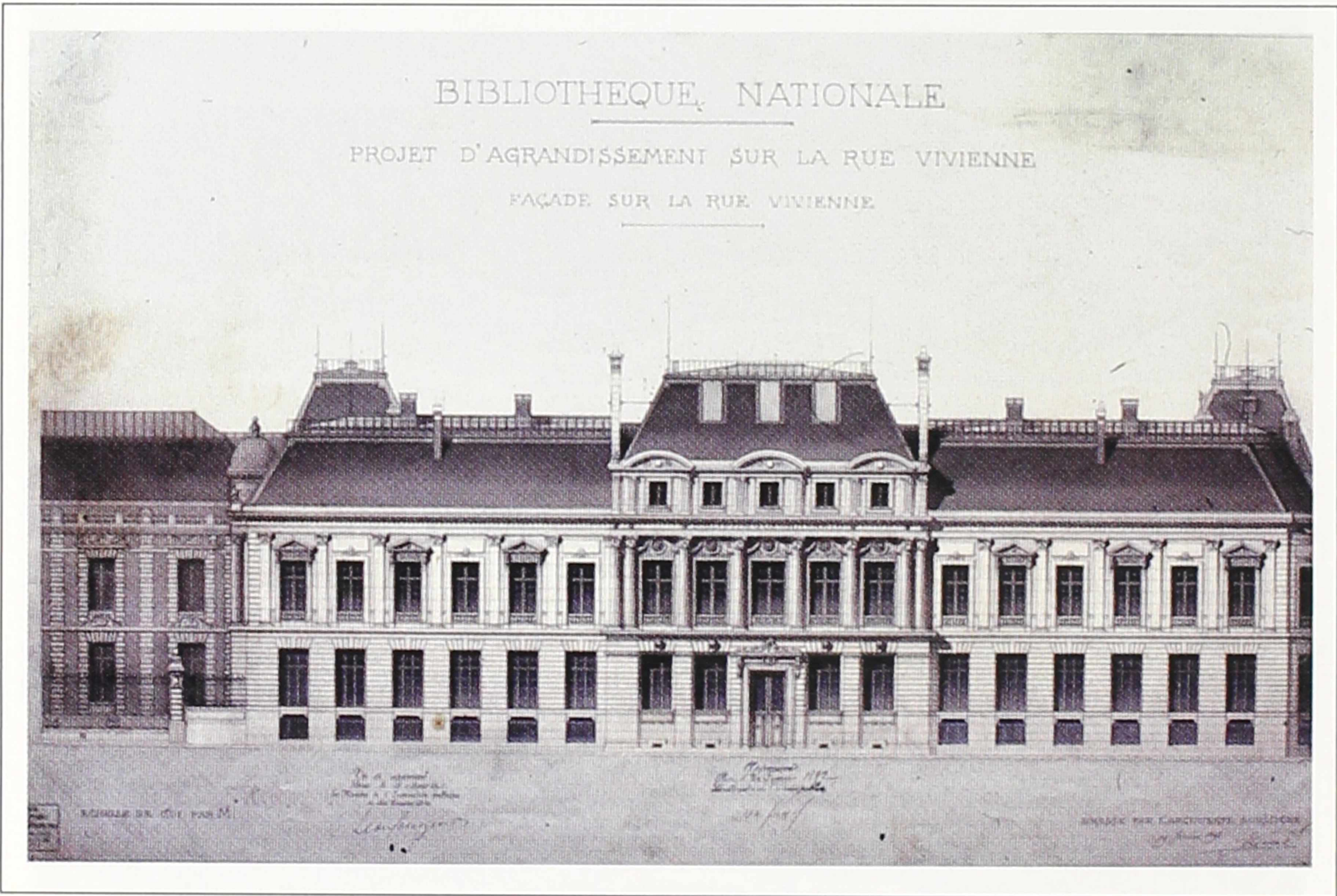
17. Henri Labrouste, Bibliothèque nationale, les magasins, 1858–1868



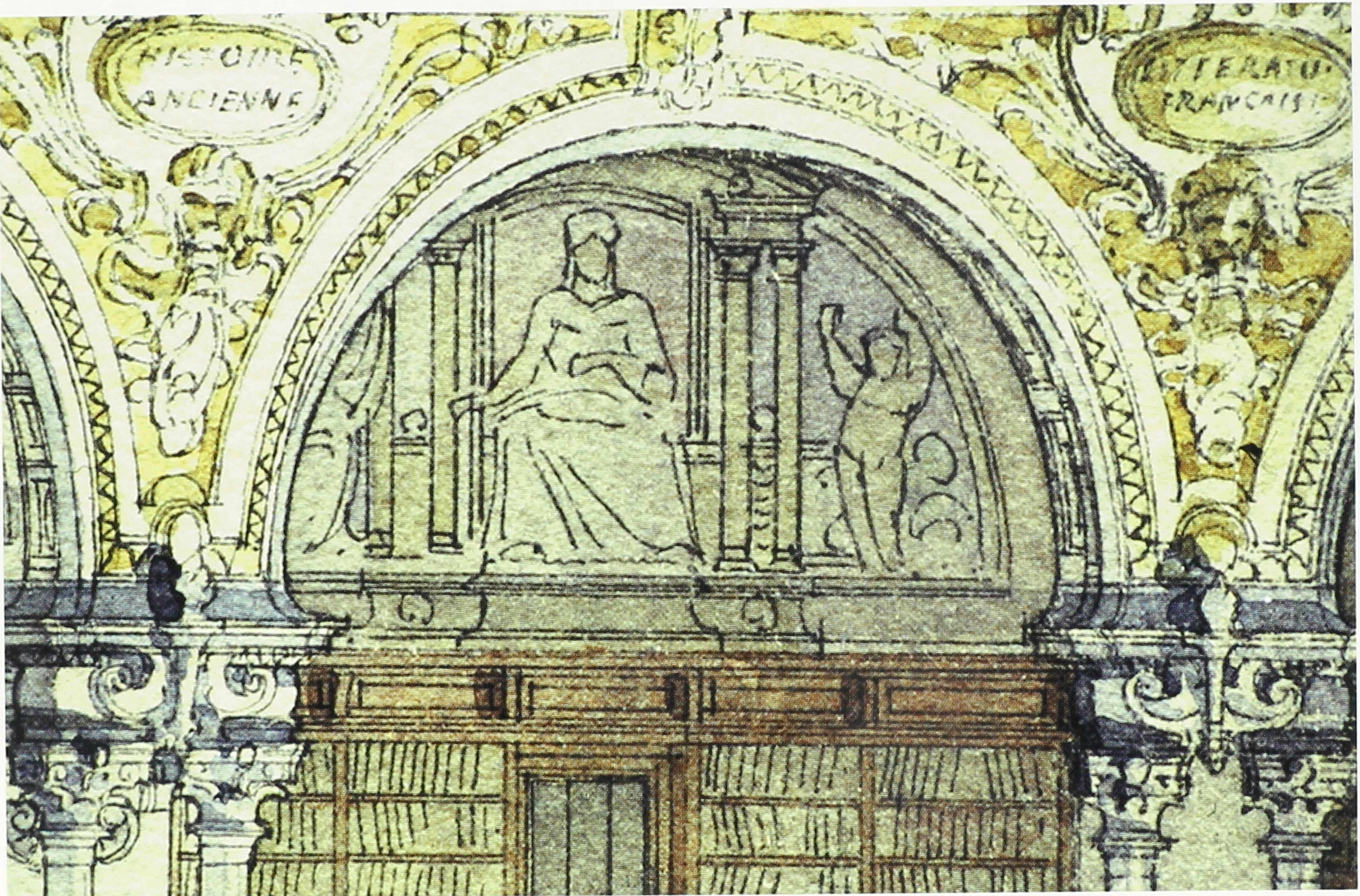
18. Henri Labrouste, Bibliothèque nationale, salle de lecture des imprimés, 1868



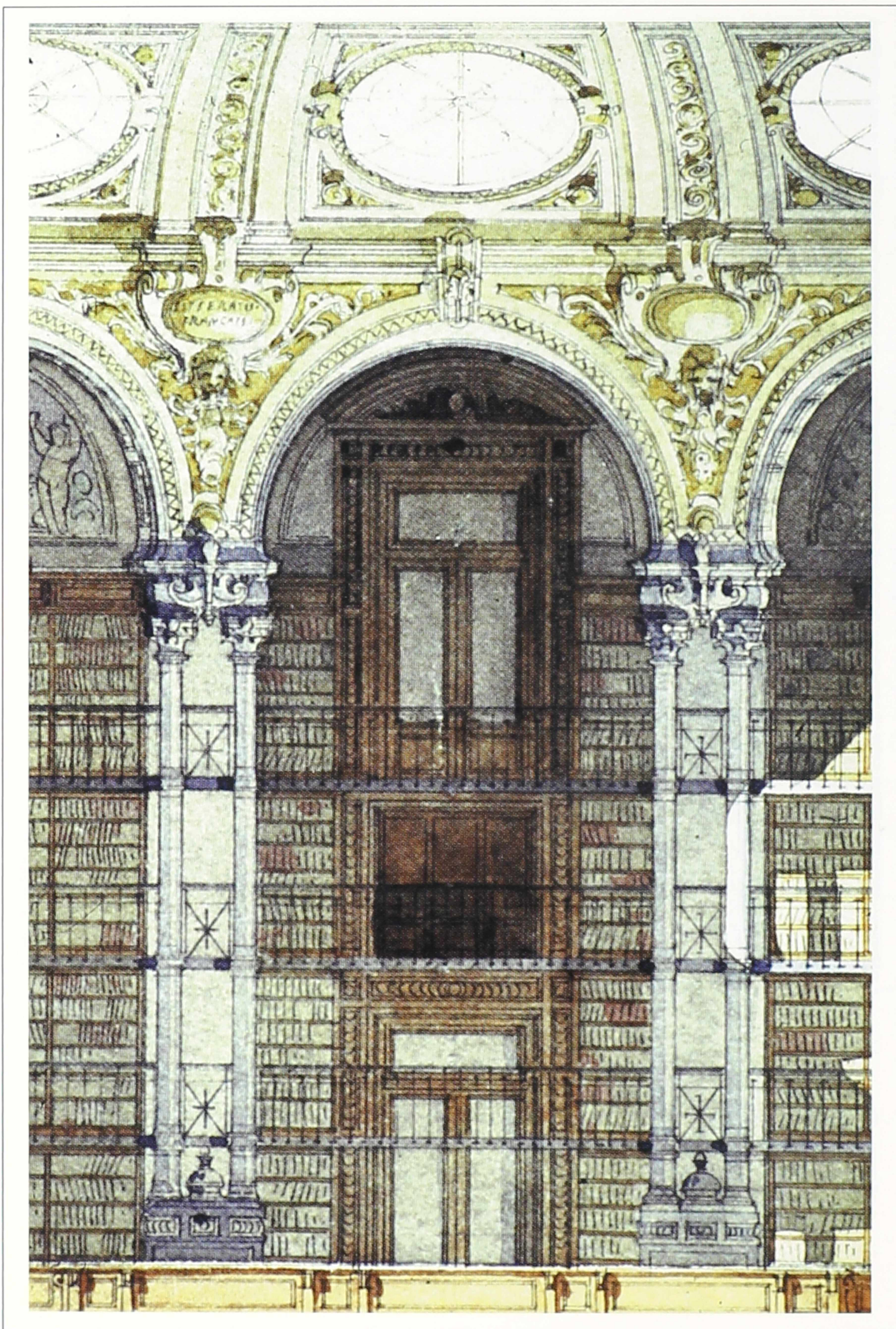
19. Jean-Louis Pascal, plan à rez-de-chaussée de la salle ovale, 1892



20. Jean-Louis Pascal, projet de façade rue Vivienne, 1892



21. Jean-Louis Pascal, coupe sur la salle ovale, 1892, détail



22. Jean-Louis Pascal, coupe sur la salle ovale, 1892, détail

Von den Ideen und Ansätzen bis zur Verwirklichung der Nationalbibliothek in Lettland

Andris Vilks

Die Nationalbibliothek Lettlands wurde am 29. August 1919 gegründet. Wie bei anderen Nationalbibliotheken haben auch im Falle Lettlands einzelne ihrer Bestandteile eine lange Vorgeschichte, die sich bis in das 16. Jahrhundert erstreckt. Bei der Erforschung der Geschichte der Druckschriften und Bibliotheken in Lettland muß man vor allem geopolitische Eigenarten beachten. Die Einführung des Christentums und des Feudalsystems ist mit den Kreuzrittern und der Bildung des Livonischen Staates im 13. Jahrhundert verbunden. Obwohl Lettlands Territorium schon seit 1561 von der Rzeczpospolita und von Schweden, seit 1795 vollständig von Rußland regiert wurde, erhielt sich die Dominanz der deutschen Diaspora in allen Vorgängen des inneren Lebens.

Die Grundnationen, die Letten (eines der beiden bisher existierenden baltischen Völker) und Liven (ein finno-ugrisches Volk, dessen Sprache heute noch etwa 60 Menschen beherrschen) wurden bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts meistens dem Bauerstand gleichgesetzt. Ein Teil der einheimischen Stammeshäuptlinge wurde germanisiert und schloß sich dem Adel an (Liven). In einzelnen Fällen traten Letten, die eine Universitätsbildung erworben hatten, der deutschen Gesellschaft bei.

Die Reformation in Lettland war sehr radikal, weil sich hier mehrere Anhänger Martin Luthers aufhielten (Andreas Knopken, Silvester Tegetmeier, Melchior Hofmann).¹ In der Reformationszeit entstanden religiöse Texte nicht nur in der deutschen Sprache, sondern auch in der lettischen und estnischen Sprache. Da sich die lettische Intelligenz in der Mitte des 19. Jahrhunderts herausbildete und sich das nationale Buchwesen aneignete, hatte sich in Lettland eine paradoxe Situation gebildet – die Deutschen Livlands und Kurlands waren Autoren, Verleger und Verbreiter lettischer Bücher. Eine herausragende Ausnahme war der Absolvent der Universität Dorpat, der erste Prediger lettischer Herkunft J. Reuter, der 1675 eine Bi-

¹ Arbusow L.: *Die Einführung der Reformation in Liv-, Est- und Kurland*. Leipzig 1921. S. 194-634.

belübersetzung in Angriff nahm. Die ersten Autoren lettischer Herkunft tauchen Anfang des 19. Jahrhunderts auf. Die ersten Verleger begannen ihre Tätigkeit 1867, der erste bekannte Buchhändler lettischer Herkunft in den Jahren 1838/1839.

Der hohe Alphabetisierungsgrad der lettischen Bevölkerung im 17. und 18. Jahrhundert verdient hervorgehoben zu werden. Die erste Übersetzung der Bibel in lettischer Sprache beispielsweise wurde für Livlands Letten im Jahre 1689 gedruckt. Von allen 1500 Exemplaren wurde etwa 800 bis 900 von Bauern gekauft. In der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts wurden in Livlands Schulen jedes Jahr 800 bis 1000 Lesekundige vorbereitet.² Seinerseits festigte sich in Lettgalien, das von 1561 bis 1772 zu Polen gehörte (Inflanty Polski), die von Stephan Báthory (Batorius) aufgenommene Gegenreformation, die sich bis 1620 auf das ganze Territorium Lettlands ausdehnte. Die lettische Sprache wurde den Mundarten der Gebiete angepaßt, die Orthographie und Drucklegung den polnischen Traditionen. So entstanden die latgalische Sprache und das lettgalische Buchwesen. Fast alle Ausgaben in der latgalischen Sprache wurden bis 1865 in Wilnius (Wilno) gedruckt.

Dieser historische Rekurs war notwendig, um die komplizierte Vorgeschichte des nationalen Buchwesens und der Nationalbibliothek in Lettland zu verstehen. Hierbei ist zu berücksichtigen, daß die deutsche Diaspora nicht nur Kurland und Livland umfaßte, sondern auch ganz Estland. Wenn Riga das wirtschaftliche Zentrum Estlands war, war Dorpat im Süden mit der im Jahre 1632 gegründeten Universität das geistige Zentrum. Deshalb hatten die Letten und Esten eine bestimmte territoriale Identität, die Deutschbalten eine andere. Da nach 1561 Livland als Staat nicht mehr existierte, entstand eine neue Basis für das nationale Buch- und Bibliothekswesen im staatlichen Maßstab. Die Deutschen ihrerseits, mit Ausnahme des Ersten und Zweiten Weltkriegs, waren nie mit Preußen-Deutschland verbunden, und eine beträchtliche polnische und schwedische Diaspora hatte sich herausgebildet. Seit dem Ende des 17. Jahrhunderts lebte in Lettland auch eine große Gruppe von Altgläubigen. Doch diese stützten sich vor allem auf Druckwerke aus der Zeit vor der Spaltung der orthodoxen Kirche. Die zweite russische Strömung ist mit der Bolschewistischen Umwälzung verbunden, das war schon in der Zeit des unabhängigen Staates.

Die Jahre 1524 bis 1525 bildeten den Höhepunkt der Reformation in Livland und sind außerdem eng mit zwei herausragenden Ereignissen in

² Apinis A.: *Soļi senākās latviešu grāmatniecības un kultūras takās*. Rīga 2000. S. 30.

der Geschichte des lettischen Buchwesens und der Bibliotheken verbunden. Nach der Säkularisation der Rigaer Klöster wurde aus ihren Bücherbeständen die erste öffentliche Bibliothek der Stadt Riga gebildet. Zum ersten Verwalter der Bibliothek wurde der lettische (möglicherweise auch estnisch-livische) Gemeindepfarrer der St. Jakobskirche Nicolaus Ramm ernannt.³

Am 8. November 1525 schrieb der Dekan des Domkapitels von Lübeck J. Brandt in einem „actus capitulares“, der im Schleswigschen Landesarchiv aufbewahrt wird, daß Lübeck ein zugemauertes Faß mit „lutherischen Büchern, auch Messen in der einfachen livonischen, lettischen und estnischen Sprache“ sei: „vas plenum libris lutherianis eciam missis in vulgari liuonico, lettico ac estonico...“ Man beschloß, diese Bücher zu verbrennen, deshalb sind viele Fragen offen geblieben. Waren die genannten Messen in drei Sprachen in einem Band oder in drei Bänden? Die Spezialisten sind der Meinung, daß „die einfache livonische“ Sprache die damals in Livonien gebräuchliche, mittelniederdeutsche Sprache war. Wurden die Bücher nach Riga geschickt, um danach die estnischen Messen bis Dorpat und Reval in die estnischen Gemeinden zu senden? Da es an der St. Jakobi-Gemeinde auch eine estnische Gemeinde gab, könnte die jeweilige Messe nur in einem Band enthalten und nur für Riga bestimmt gewesen sein. Wenn wir uns daran erinnern, daß sich dort, wo heute Riga ist, bis zum 12. Jahrhundert livische Dörfer befanden, ist es nicht ausgeschlossen, daß im 16. Jahrhundert genügend Nachkommen lebten. Die Historiker sind auch der Meinung, daß „die livische Sprache im 16. Jahrhundert im Rigaer öffentlichen Leben nicht mehr gebraucht wurde“. Es ist aber nachweisbar, daß Nicolaus Ramm, der lettische Gemeindepfarrer und Verwalter der Rigaer Stadtbibliothek, einen Teil der Messe in livischer Sprache hielt.⁴

Mit der Rigaer Stadtbibliothek sind zwei Tatsachen zu verbinden, die als die ersten Tendenzen in der Richtung auf eine nationale Bibliothek gelten

³ Busch N.: *Die Geschichte der Rigaer Stadtbibliothek und deren Bücher*. Bd. 2. Riga 1937. 98 S.

⁴ Jannasch W.: *Reformationsgeschichte Lübecks vom Petersablass bis zum Augsburger Reichstag, 1515–1530*. Lübeck 1958. S. 156–158, 377–378; Johansen P.: „Gedruckte deutsche und undeutsche Messen für Riga 1525“. *Zeitschrift für Ostforschung*, 1959. S. 523–532; Biezais H.: „Das erste lettische gedruckte Buch und das Problem der livischen Sprache“. In: Biezais H.: *Beiträge zur lettischen Kultur- und Sprachgeschichte*. Åbo 1973. S. 25–31; Apinis A.: *Pirmo zināmo latviešu grāmatu 450 gadi padomju grāmatiznātnes gaismā*. Karogs 1975. S. 156–161; Kivimäe J.: *Teated eesti keesest trükisest 1525*. Keel ja Kirjandus 1975. S. 197–207.

können. Der Rigaer Stadtrat machte es jedem wandernden Buchhändler zur Pflicht, bei Ankunft in Riga ein Exemplar jedes Buches aus seinem Bücherangebot abzuliefern.⁵ Im Jahr 1588 wurde vom Rigaer Rat die erste Druckerei in der Stadt eingerichtet. Der Drucker Nicolaus Mollin aus Antwerpen befand sich im Status eines Angestellten des Rates. Vielleicht übergab deswegen die Druckerei der Rigaer Stadtbibliothek jeweils zwei Exemplare einer jeden Druckschrift.⁶ Nachdem Livland im Jahre 1621 unter schwedische Verwaltung geraten war, führte König Carl X. Gustav 1661 die Institution des Pflichtexemplars ein. Bis 1710, als Riga in die Hände des russischen Zaren Peter I. fiel, gerieten alle Druckschriften in die Königliche Bibliothek in Stockholm. Dort kann man unter anderem völlig unversehrte Ausgaben (unaufgeschnitten, ohne Besitzumseintragungen, in einfachen Ledereinbänden und ohne Fingerspuren mehrerer Generationen) von Büchern für die lettischen Bauern wie Bibeln, Katechismen, Liederbücher und Fibeln finden.

Im 18. Jahrhundert fiel das gesamte Territorium Lettlands nach und nach an das Russische Imperium: Livland im Jahre 1710, 1772 folgte Latgalia und 1795 Kurland. Regelmäßigkeiten in Bezug auf die Abgabe von Pflichtexemplaren haben sich durch diese Aufsplitterung erübrigt. In derselben Zeit wurde in der Rigaer Stadtbibliothek die Abteilung Baltica gebildet.⁷ Unter dem Einfluß der europäischen Aufklärung strebte ein Teil der deutschbaltischen Intelligenz in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts nach einer humanistischeren Gesellschaft im Baltischen Raum. Wegen ihrer Mäßigung werden sie auch Rationalisten genannt. Die bekannteste Persönlichkeit, die Riga jedoch bald verließ, war Johann Gottfried Herder, im Buchwesen der Verleger Johann Friedrich Hartknoch, der die Werke Kants und Herders verlegte. Die Rationalisten wandten sich auch den Problemen der Geschichte und der Gegenwart des lettischen Volkes zu. Einen skandalösen Ruf erwarb das Werk eines Verteidigers des lettischen Volkes, des adligen Deutschbalten Garlieb Merkel „Die Letten“ (1797), das erst nach der Revolution des Jahres 1905 veröffentlicht werden durfte. Doch das Werk zirkulierte in handschriftlicher Übersetzung zumindest 1819 unter den Letten.

⁵ Stieda W.: „Zur Geschichte des Buchhandels in Riga“. *Archiv für Geschichte des deutschen Buchhandels*, 1881. S. 114-150.

⁶ Buchholz A.: *Geschichte der Buchdruckerkunst in Riga, 1588–1888*. Riga 1890. S. 13-74, 253-316.

⁷ Busch N.: *Die Geschichte der Rigaer Stadtbibliothek* (Anm. 3).

In diesem Kontext wandte sich die deutsche Intelligenz der Ermittlung und Sammlung der in der lettischen Sprache herausgegebenen Bücher zu. Der Pfarrer Baumanis versuchte im Zeitraum 1766–1783 ein vollständiges Verzeichnis der bis zu dieser Zeit in lettischer Sprache veröffentlichten Bücher aufzustellen, das sich im Historischen Staatsarchiv Lettlands erhalten hat.⁸

Der Pfarrer in Ruien und Salisburg Gustav Bergmann ging noch weiter. Er bildete neben der Druckerei eine hervorragende Bibliothek (um 40 Inkunabeln), darunter eine fast vollständige Sammlung lettischer Bücher.⁹ Diese Sammlung befindet sich derzeit in der Abteilung Rara und Handschriften der Nationalbibliothek Lettlands. Ein Teil der Sammlung, Ausgaben in anderen Sprachen, gelangte in die Universitätsbibliothek Tartu.

Die Institution des Pflichtexemplars wurde im Russischen Reich erst zu Beginn des 19. Jahrhunderts eingerichtet. Allerdings bekam keine Bibliothek in Lettland ein Pflichtexemplar ab.

Im Kontext der Vorgeschichte der lettischen Nationalbibliothek spielt die Universitätsbibliothek in Helsinki eine interessante Rolle. Anfang des 19. Jahrhunderts, als Rußland Finnland von Schweden zurückeroberte, wurde die Universitätsbibliothek Turku (Åbo) niedergebrannt. Als Verwaltungszentrum Finnlands wurde Helsinki ausgewählt. Dort wurde die Universität mit einer Bibliothek gegründet. Um die Kriegsverwüstungen zu kompensieren, teilte Rußland auch dieser neuen Bibliothek das Pflichtexemplar zu. Aus den Beständen der Bibliothek der Petersburger Akademie der Wissenschaften wurde die ehemalige Bibliothek des Kurländischen Herzogs übergeben, die das Heer des Grafen Scheremetjew nach der Besetzung der Stadt Jelgawa im Jahre 1705 in die neue Hauptstadt Rußlands mitgeführt hatte. Paradoxerweise haben sich die in Lettland im 19. und 20. Jahrhundert erschienenen Bücher, auch die in lettischer Sprache, am vollständigsten in St. Petersburg und Helsinki erhalten. Im Jahre 1978 wurde eine Bibliographie der lettischen Publikationen im Exil, *Livija Vītoliņa*, herausgegeben, das auch die Exemplare der Universitätsbibliothek in Helsinki umfaßt.¹⁰

⁸ Baumann H.: *Bibliotheca Lettica (1766–1783)*. Latvijas Valsts vēstures arhīvs, 4038. f., 2. apr., 1540. l.

⁹ Buchholtz A.: *Gustav Bergmanns in Salisburg und in Ruien erschienene Drucke*. Riga 1885. 23 S.

¹⁰ Vītoliņa L.: *Latvia Laisen Kokoelman (1820–1917)*. – *Luettelo Katalog Över den Lettiska Samlingen (1820–1917)*. – *Latviešu literatūras krājums (1820–1917)*. – *Catalogue of the Lettonian Collection (1820–1917)*. 3 Bde. Helsinki 1978.

Das „Ostsee-Provinzen-Blatt“ veröffentlichte seit 1823 systematisch im Baltikum das Register, das in dem „Provinzialblatt für Kur-, Liv- und Estland“ und im „Inland“ von Garlieb Merkel bis 1861 fortgesetzt wurde. Ab 1907 wurden die im Gebiet Lettlands veröffentlichten Werke in der laufenden Ausgabe der russischen Nationalbibliographie „Knishnaja Letopis“ festgehalten. Noch systematischer griff der Rigaer Zensor Carl Eduard Napiersky die Registratur aller in der lettischen Sprache erschienenen Bücher auf. Er und der Fortsetzer seiner Arbeit August Döbner gaben von 1831 bis 1869 eine chronologische Bibliographie der Jahre 1587 bis 1868 in fünf Bänden heraus.¹¹ Das Repertorium umfaßte aber nur Livland und Kurland. Die Ausgaben aus Latgalia versuchte der Gutsbesitzer Gustav Manteuffel, Herausgeber latgalischer Bücher, zu erfassen. Er erarbeitete eine Bibliographie, die die Ausgaben in latgalischer Sprache von 1604 bis 1871 enthält.¹²

Die zweite Hälfte des 19. Jahrhunderts begann mit Vorgängen, die dazu führten, daß sich die Rolle der Deutschbalten im Buch- und Bibliothekswesen sich auf die Grenzen der ethnischen Minderheit beschränkte. Die lettische Intelligenz rückte in den Vordergrund. Der Charakter des nationalen Erwachens war in dieser Zeit in ganz Europa, von Finnland bis Griechenland, sehr ähnlich. „Die neuen Letten“, wie die Bewegung nach dem Muster der „neuen Deutschen“ genannt wurde, verwandelten die Letten innerhalb einer Generation zu einer Nation, die ihrerseits am Beginn des 20. Jahrhunderts ihr Recht auf einen selbständigen Staat verkündete.

Die neuen Letten schenkten dem Buchwesen, der Presse und den Bibliotheken als einem der wichtigsten Instrumente des nationalen Selbstbewußtseins große Aufmerksamkeit. Ihr Anführer Krišjanis (Kristian) Valdemārs (Woldemar) bildete im Jahre 1849 eine öffentliche Bibliothek auf dem Lande und forderte auf, seinem Beispiel zu folgen. Ein solches Netz von Bibliotheken entstand recht schnell. In Riga begann sich seit 1868 im Rigaer Lettischen Verein eine bedeutende Bibliothek zu entwickeln. Doch noch

¹¹ Napiersky C. E.: *Chronologischer Conspect der Lettischen Literatur. Magazin herausgegeben von der Lettischen-Literarischen Gesellschaft*. Mitau 1831. ; Erste Fortsetzung ... Riga 1844; Zweite Fortsetzung ... Mitau 1858; Dritte Fortsetzung ..., bearb. von ... A. Döbner. Mitau 1869..

¹² Manteuffel G.: *Bibliographische Notiz über lettischen Schriften, welche von 1604 bis 1871 in der hochlettischen oder der sog. Oberländischen resp. Pollonisch-livländischen Mundart veröffentlicht worden sind, in rein chronologischer Ordnung zusammengestellt*. Magazin herausgegeben von der Lettischen Literarischen Gesellschaft (1885), S.181-204.

niemand setzte sich für die Bildung einer Sammlung von nationaler Bedeutung und für eine Nationalbibliographie ein.

Im Jahre 1880 begann der von den Schriften Kristian Woldemar beeinflusste Jānis Misiņš (1862–1945) in Tirza und Lejasciems, 200 Kilometer von Riga entfernt, Bücher zu sammeln und eröffnete eine Buchhandlung und eine Bibliothek.¹³ Bald begann er alle Bücher in der lettischen Sprache unabhängig von der Zeit ihrer Veröffentlichung zu sammeln. Man erzählt, daß er, wenn er in irgendeinem Haus ein Buch fand, das noch nicht in seiner Bibliothek stand, dieses einfach mitnahm. Im Jahre 1906 übersiedelte er zusammen mit der vollständigsten Sammlung lettischer Bücher nach Riga. Im Jahre 1925, als ihm und seiner Frau eine lebenslängliche Rente ausgesetzt wurde, verkaufte Misiņš seine Bibliothek (28.000 Exemplare) der Stadt Riga. Die Gewichtigkeit der Bibliothek erhellt aus der Tatsache, daß seit 1932 auch die Janis Misiņš Bibliothek das Pflichtexemplar bekam. Die Sammlung wurde auch während des Zweiten Weltkrieges fortgesetzt, als sie von 1941 bis 1944, entgegen dem Vermächtnis, das die Vereinigung der Bibliothek nur mit dem Bibliographischem Institut zuließ, in die Landesbibliothek (zusammen mit der Staats- und Stadtbibliothek) eingefügt wurde. Die Bestände stiegen von 65.000 bis 100.000 an. Nach dem Krieg wurde sie wieder zu einer selbständigen Bibliothek, bis sie der Bibliothek der Akademie der Wissenschaften (heute der Akademischen Bibliothek Lettlands) angeschlossen wurde. Auch jetzt bekommt die 820.000 Bände umfassende Bibliothek das Pflichtexemplar.

Doch das war nicht der einzige Schritt, den Janis Misiņš auf dem Weg zur Nationalbibliothek vollzog. Gestützt auf seine vollständige Sammlung, verfaßte er ein neues retrospektives Register der Nationalbibliographie¹⁴, das den Zeitraum von 1585 bis 1925 erschließt. Es ist kein Zufall, daß die erste Datierung sich um ein Jahr vom chronologischen Konspekt Napjerskys unterscheidet. Erst 1915 fand man in der Bibliothek von Upsala, wohin die im 16. Jahrhundert entstandene Rigaer Jesuitenbibliothek gelangt war, die älteste bis jetzt erhaltene Ausgabe in der lettischen Sprache von Peter Canisius „Catechismus Catholicorum“, die in Wilnius gedruckt worden war.¹⁵

¹³ Rancāns F. Jānis Misiņš un viņa bibliotēka. Rīga 1963. 330 lpp.

¹⁴ Misiņš J. Latviešu rakstniecības rādītājs: 2 (sēj.). Rīga 1924–1937. 1. (sēj.): (1585–1910). Rīga 1924. 744 lpp. 2. (sēj.): 1585–1925. Rīga, 1937. 1141 lpp.

¹⁵ Вольтер Э. „Латышский катехизис 1585 года“. Сборник Отделения русского языка и словестности императорской Академии Наук. Т. 94, No 2, прилож 1

Noch Anfang des 20. Jahrhunderts gab es in Lettland keine Bibliothek, die pflichtweise alle in Lettland veröffentlichten Ausgaben erhielt. Die laufende Nationalbibliographie wurde im Rahmen des Russischen Reiches geführt. Zur selben Zeit gab es die Abteilung „Baltica“ in der Rigaer Stadtbibliothek, die alle in Lettland veröffentlichten Ausgaben in deutscher Sprache repräsentierte, außerdem retrospektive bibliographische Verzeichnisse in zwei Generationen sowie Verzeichnisse der Publikationen der größten deutschen Druckereien seit Nicolaus Mollin.

Die erste Idee einer Nationalbibliothek als Institution erschien um 1911, als Janis Misiņš Verwalter der Bibliothek des Rigaer Lettischen Vereins wurde. Bis 1917 wurden mehrere Meinungsäußerungen der lettischen Kulturschaffenden zu diesem Thema veröffentlicht.¹⁶

Am 18. November 1918 wurde die Republik Lettland proklamiert. Doch schon am 3. Januar 1919 übernahmen die lettischen Bolschewiken in Riga für fünf Monate die Macht. Am 3. April wurde gleichzeitig mit dem Dekret über die Entnationalisierung aller Bibliotheken und Buchhandlungen auch das Dekret über die Bildung der Zentralbibliothek angenommen.¹⁷ In die angewiesenen Räume brachte man auch die ohne Besitzer gebliebenen deutschen, russischen und lettischen Privatbibliotheken. Es wurden jedoch keine organisierten Sammlungen, Kataloge und Lesesäle gebildet. Anfang Mai 1919 fiel die Macht der Bolschewiken.

Am 26. August 1919 faßte Lettlands Parlament (Satversme) einen Beschluß über die Bildung einer Staatsbibliothek.¹⁸ Im Dezember 1919 wurde die Vorschrift über den Empfang zweier Pflichtexemplare bestätigt. Zum Leiter der Bibliothek wurde Jānis Misiņš ernannt. Nach einem Jahr ging er zur Rigaer Stadtbibliothek als Leiter der lettischen Abteilung zurück.

1922 wurden zwei wichtige Gesetze verabschiedet, „Über die Staatsbibliothek“, das zum erstenmal gesetzlich den Status des Pflichtexemplars in Lettland bestimmte, und „Über den Gesamtkatalog“, dessen Bildung der

(1915), c. 70; Günther A. *Altlettische Sprachdenkmäler in Faksimiledrucken*. Heidelberg, 1929. Bd. 1, S. 243-312.

¹⁶ Misiņš J. Kā nodibināsim pilnīgu latviešu bibliotēku // Dzimtenes Vēstnesis. Nr. 40 (1912, 18.febr.), (3.) lpp.; Egle R. Latvju Nacionālā bibliotēka // Jaunā Latvija. Nr. 6 (1918), 395-399 lpp.

¹⁷ Rancāns F. Jauni dokumenti un materiāli par V.Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēkas dibināšanu un darbību Padomju Latvijā 1919. gadā // Raksti / V.Lāča LPSR Valsts bibliotēka. 4.(sēj.) (1973), 350.-363 lpp.

¹⁸ Pētersone I. Vēlreiz par Latvijas Nacionālās bibliotēkas dibināšanu // Latvijas Nacionālās bibliotēkas Raksti. 19. (sēj.) (1994), 7.-16 lpp.

Staatsbibliothek aufgetragen wurde. Diese Gesetze blieben bis 1940 in Kraft.

Leider war Jānis Misiņš nicht bereit, seine Privatbibliothek zum Eckstein für die Gestaltung der Staatsbibliothek zur Verfügung zu stellen. Es wurden aber Voraussetzungen für das Existenz zweier paralleler Nationalsammlungen im lettischen Bibliothekssystem geschaffen.

Es war auch kein Verfahren wie in Finnland oder Norwegen möglich, wo die Universitätsbibliotheken zu Nationalbibliotheken der neuen Hauptstädte wurden. In Riga gab es bis 1919 keine Universität. Für Livländer gab es Dorpat, für Kurländer das Gymnasium in Mitau. Gute Studienmöglichkeiten gab es sowohl in Deutschland (darunter in Preußen) als auch in Rußland.

Die größte Rigaer akademische Bibliothek – die Bibliothek des Rigaer Polytechnischen Instituts – wurde während des Ersten Weltkrieges nach Iwanowo evakuiert und ist auch nie aus Rußland zurückgekehrt. Gleichzeitig mit der Staatsbibliothek wurde auch die lettische Universität gegründet. Wie die Universität, begann sich auch die Staatsbibliothek von Grund auf zu bilden.

Die Staatsbibliothek wurde in den Gebäuden der ehemaligen Residenz des livländischen Gouvernements und des Gymnasiums untergebracht. Das waren die Nachkommen des 1675 gegründeten schwedischen königlichen Lyzeums. Die Bibliothek des Lyzeums wurde mit dem Gesamtkatalog auch zum Grundpfeiler der Staatsbibliothek. Im Unterschied zum Standpunkt der sowjetischen Bibliotheksleiter ist das Jahr 1675 kein offizielles Jahr der Gründung der Nationalbibliothek Lettlands. In dieser Bibliothek gab es eine gute Sammlung von Ausgaben ab dem 15. Jahrhundert. Die Bestände bildeten sich aber auch aus mehreren anderen Quellen.¹⁹ Eine weitere hervorragende Bibliothek, die in die Staatsbibliothek gelangte, war die Bibliothek des Rigaer Geistlichen (Orthodoxen) Seminars mit 18.000 Bänden, die ihrerseits nach der Niederschlagung des polnischen Aufstandes einen Teil der liquidierten Bibliothek der Gebrüder Zaluski mit bedeutenden Inkunabeln und anderen wertvollen Büchern des 16. und 17. Jahrhunderts be-

¹⁹ Kluce M. Latvijas Valsts bibliotēkas darbība buržuāziskās Latvijas laikā (1919.g. aug. – 1940.jūl.) // Raksti / V.Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēka. 4.(sēj.) (1973), 15-52 lpp.; Apīnis A. Reto grāmatu un rokrakstu nodaļas darbs V.Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēkā = Arbeit der Rara- und Handschriftenabteilung in der Vilis Lacis Staatbibliothek der Lettischen SSR // Raksti / V.Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēka. 4. (sēj.) (1973), 332-349.lpp.; Pētersone I. Ieskats Latvijas Nacionālās bibliotēkas fondu veidošanas sākotnē // Latvijas Nacionālās bibliotēkas Raksti. 19. (sēj.) (1994), 28-35 lpp.

kommen hatte. In die Staatsbibliothek gelangten auch mehrere andere Bibliotheken der geschlossenen Lehranstalten (Gymnasien Alexanders I., Nikolaus, von Jelgava, Liepaja, Aizpute und andere) sowie die öffentlichen Bibliotheken Peters I.

Alle Besitzer, die Anfang der zwanziger Jahre des 20. Jahrhunderts ihre in der Bolschewikenzeit nationalisierten Sammlungen zurückerlangen wollten, hatten das Recht darauf. So hat sich im Historischen Staatsarchiv der Brief des Grafen Friedrich von Pahlen erhalten, mit dem er am 30. Oktober 1922 den Erhalt von 577 Büchern seines Vaters Paul von Pahlen bestätigte.²⁰ Der größte Teil der adligen Deutschbalten hatte sich nach Deutschland begeben.

Sehr wertvolle Ergänzungen gaben bibliophile Familiensammlungen. Die Staatsbibliothek hütet auch eine stattliche Zahl der in westeuropäischen Auktionen verkauften Unikate. Einige Exemplare sind außerordentlich selten, andere haben einzigartige Illustrationen, Exlibris zeugen von der ehemaligen Zugehörigkeit zu königlichen Häusern (Sigismund II. August, ER – Elisabeth Regina). Man muß auch das Archiv der Kurländischen Ritterschaft und ihre Bibliothek erwähnen. Im Jahre 1926 kaufte die Staatsbibliothek 11.000 Bände der Bibliothek eines des bedeutendsten Bücherarchivare des 19. und beginnenden 20. Jahrhunderts, Nikolaj Kymmel, darunter auch einen Teil der Bibliothek Sitins, der seinerseits die Bibliothek eines der hervorragendsten russischen Verleger des 18. Jahrhunderts, Nikolaj Nowikow, geerbt hat. Hier gab es auch eine gute Sammlung des Hartknoch-Verlags.

In derselben Zeit begann man in der Staatsbibliothek auch die lettischen Altdrucke zu sammeln. Neben den den Repatrianten 1939 zur Ausfuhr verbotenen Bänden (etwa eine halbe Million Bücher) ist die Sammlung seltener Bücher der Nationalbibliothek Lettlands bis heute vorwiegend mit lettischen Raritäten ergänzt worden. Deshalb wurden, ebenso wie in der Rigaer Stadtbibliothek, die Abteilungen Baltica und Letica gegründet. Der Anreger dafür und ihr erster Gestalter war wiederum Jānis Misiņš. Am 1. Juni 1920 wurde die Bibliothek für die Benutzer eröffnet. Im Jahre 1920 nahm sie die Sammlung von Karten und anderer Fachausgaben auf, die heute einen ihrer wertvollsten Bestandteile bilden.

Mit dem systematischen Zufluß neuer Veröffentlichungen begannen die Bestände der Bibliothek schnell zu wachsen. Ende 1920 bestanden 47 Pro-

²⁰ Latvijas Valsts vēstures arhīvs, 5951. f., 2.apr., 1.l., 58 lpp.

zent von 100.000 Bänden aus Titeln in lettischer Sprache, Ende 1921 waren es schon 310.000 und 1938 1.604.000 bibliographische Einheiten.

Die Staatsbibliothek bekam von 1923 bis 1935 drei Pflichtexemplare, danach wieder zwei, weil ein Exemplar der Jānis Misiņš Bibliothek zugeteilt wurde. Ein Exemplar bekamen auch die Bibliothek der lettischen Universität und die Rigaer Stadtbibliothek. Schnell wuchs die Zahl der lettischen Neuerscheinungen. Im Jahre 1921 erschienen 719, im Jahre 1936 schon 1601 Titel. In derselben Zeit kamen auch Bücher und andere Ausgaben in deutscher, russischer und anderen Sprachen heraus. Einen bedeutenden Zuwachs erreichten auch die Zeitschriften.

Deshalb war die Zeit gekommen, die Angelegenheit der laufenden Nationalbibliographie in Ordnung zu bringen.²¹ Ab 1924 begann man die Ausgabe der Nationalbibliographie „Lettische Wissenschaft und Literatur“ zu veröffentlichen, die die Registrierung der veröffentlichten Zeitschriftenartikel fortsetzte. Diese Ausgabe erschien in zwei Fassungen, der laufenden und der retrospektiven Bibliographie. Die Serie der laufenden Bibliographie registrierte alle Artikel unabhängig von der Sprache, die retrospektive Serie registrierte nur die Artikel aus lettischen Zeitschriften. Es ist gelungen, alle Artikel seit 1763 zu registrieren. Im Jahre 1927 wurde eine Ausgabe nur für die *Valsts Bibliotēkas Biļetens* (Bulletin der Nationalbibliothek) veranstaltet. So wurde zum erstenmal ein Register der Nationalbibliothek geschaffen, das alle Ausgaben unabhängig von ihrer Sprache erfaßte.

Ein weiterer Eckstein der Staatsbibliothek war die Bildung des Gesamtkatalogs. Die Bibliothek bekam die Daten aus anderen Bibliotheken in Lettland übermittelt. Ein einzigartiges Programm war die Verbindung der gedruckten Katalogkarten mit dem Inhalt des Gesamtkatalogs. Wie die „Lettische Wissenschaft und Literatur“ war auch das eine der modernsten Richtungen in der Tätigkeit der Bibliothek.

Im Jahre 1940 wurde Lettland in das Territorium der UdSSR integriert. Die Staatsbibliothek verlor den Status einer selbständigen Nationalbibliothek. Doch das Pflichtexemplar und die Nationalbibliographien hielten an. Damit begann eine Eigenart, die während der gesamten sowjetischen Zeit in Kraft war – Pflichtexemplare bekamen auch Institutionen, die keine Bi-

²¹ Izvestnija M. Valsts bibliotēkas bibliogrāfiskais darbs buržuāziskās Latvijas laikā // Raksti / V. Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēka. 4. (sēj.) (1973), 53.-69 lpp.; Frankovska V. Augusts Ģinters un „Latviešu zinātne un literatūra” = Augusts Ģinters und die „Lettische Wissenschaft und Literatur” // Bibliotēku zinātnes aspekti. 5. (X) (sēj.) (1981), 112-131 lpp.; Izvestnija M. Bibliotekārs un bibliogrāfs Voldemārs Caune // Latvijas Nacionālās bibliotēkas Raksti. 19. (sēj.) (1994), 16.-28 lpp.

bibliotheken waren: das Zentralkomitee der Kommunistischen Partei, der Oberste Sowjet Lettlands, der Ministerrat, die Zeitung der ZKKPL „Cīņa“ (der Kampf) sowie auch Bibliotheken und Institutionen außerhalb Lettlands. Die Nationalbibliographie wurde in der sowjetischen Zeit nach der Vereinigung des Ausgabenteils mit der analytischen Bearbeitung der Presseartikel in „Pressechronik“ umbenannt. Nach den Standards der UdSSR wurde innerhalb der Staatsbibliothek die Agentur der Nationalbibliographie „Die Bücherkammer“ gebildet.

In den Jahren 1941–1944 vereinigte führte das deutsche Regime die Staatsbibliothek, die Rigaer Stadtbibliothek und Jānis Misiņš-Bibliothek in einer Landesbibliothek zusammen. Die Arbeit an der Nationalbibliographie wurde teilweise fortgesetzt. Die Nationalbibliothek Lettlands arbeitet noch jetzt an der Registrierung der Publikationen des Jahres 1944.

Im Ergebnis der Okkupation und Zensur verlor die Staatsbibliothek Lettlands etwa eine halbe Million Bücher. Im Jahre 1993 fand die Deutsche Bibliothek die aus Lettland ausgeführten Bücher und gab sie zurück. Darunter befand sich leider kein Buch aus den Beständen der lettischen Staatsbibliothek. Im Jahre 1958 wurde der Staatsbibliothek die wertvolle Staatliche Zentrale Musikalienbibliothek hinzugefügt. Im Jahre 1956 stellte man den Nationalen Gesamtkatalog wieder her. Ein wesentliches Ereignis in den seminationalen Funktionen der Bibliothek fand im Jahre 1959 statt. Nach der Muster der UdSSR wurde die Bücherkammer wieder zu einer gesonderten Institution, ihre Unterordnung ging vom Kulturministerium zum Pressekomitee über. Die Staatsbibliothek blieb ohne die Hauptfunktion einer Nationalbibliothek.

In den sowjetischen Jahren wurde große Arbeit in der Bildung der retrospektiven Nationalbibliographie geleistet. Diese Arbeit wurde zwischen zwei Bibliotheken, der Staatsbibliothek und der Bibliothek der Akademie der Wissenschaften verteilt. Die Staatsbibliothek arbeitet weiter an der „Lettischen Wissenschaft und Literatur“, die Jānis Misiņš-Bibliothek an den „Periodischen Ausgaben in Lettland“ und an den Nachträgen des Verzeichnisses des „Lettischen Schrifttums“ bis 1925.

Außerhalb dieser Bibliotheken sind zwei fundamentale bibliographische Arbeiten geschaffen worden: „Die Bücher für die Letten in Latgalien. Das chronologische, systematische, Autoren- und Verlegerverzeichnis der in der latgalischen Mundart herausgegebenen Bücher. 1585–1936.“²² Im lettischen Exil wurde seit 1940 die von Benjamin Jeger verfaßte „Bibliographie

der lettischen Exilausgaben“ herausgegeben. Die Arbeit wurde in fünf Bänden veröffentlicht und umfaßt mehr als 10.000 Aufnahmen.²²

Seit 1972 war es der Staatsbibliothek Lettlands verboten, jede beliebige Exilausgabe zu bewahren. Heute sammelt die Nationalbibliothek Lettlands praktisch alles, was im Exil herausgegeben wurde, selbstverständlich mit Unterstützung unserer Landsleute im Ausland. In den Jahren 1989–1991 mit dem Herannahen der politischen Veränderungen strebte sie intensiv nach der Wiederherstellung aller Funktionen der Nationalbibliothek.

Die Bücherkammer wurde in Bibliographisches Institut umbenannt und 1993 wieder mit der Nationalbibliothek vereinigt. Im Jahre 1991 erließ das Ministerkabinett eine Verordnung über die Verteilung des Pflichtexemplars. Im Jahre 1992 wurde das Gesetz über die Nationalbibliothek erneuert. Im Jahre 1997 wurde ein einzelnes Gesetz über das Pflichtexemplar verabschiedet, die Zahl der Kopien ist noch immer groß. Gleichzeitig beriet man über die Ablieferung von elektronischen Publikationen und Tonaufnahmen. Nun besteht eine Arbeitsgruppe, die an der Redaktion des neuen Gesetzes arbeiten wird. Im Jahre 1998 wurde ein Gesetz über die Bibliotheken verabschiedet, worin ein Artikel über die Rolle der Nationalbibliothek bei der Bildung des Gesamtkatalogs erneuert wurde. Im Jahre 2000 begann die Aufstellung eines korporativen elektronischen Gesamtkatalogs. Im Jahre 1999 erschien ein im Verlauf von 28 Jahren erarbeitetes Werk, „Die älteren Drucke in der lettischer Sprache, 1525–1855“, das als bestes Buch im Land mit dem Spīdolas, dem Preis des lettischen Kulturfonds ausgezeichnet wurde. Spīdola ist eine Heldin des lettischen Epos „Lāčplēsis“ (Bärentöter), Symbol des Wissens.

Im Jahre 2002 wurden die Datenbanken der Nationalbibliographie wieder verteilt – für einzelne Ausgaben und für die Analytik. 2002 wurde noch ein Gesetz über die Durchführung des Projekts der Nationalbibliothek verabschiedet, das den Bau eines neuen Gebäudes und die Bildung eines einheitlichen Informationsnetzes der Bibliotheken vorsieht. Eine der Hauptaufgaben im Rahmen dieses Projekts ist die Bildung des nationalen elektronischen Gesamtkatalogs.

Entsprechend der Definition über die Nationalbibliotheken, die im Jahre 2000 in der Versammlung der CDNL in Jerusalem bestätigt wurde, arbeitet

²² Seile V. Grāmatas Latgales latviešiem: latgaliešu dialektā izdoto grāmatu hronoloģiskais, sistemātiskais, autoru un izdevēju rādītājs (1585–1936). Rīga 1936.

²³ Jēgers B. Latviešu trimdas izdevumu bibliogrāfija (1940–1991): 5 sēj. Stokholma 1968–(1994?).

die Nationalbibliothek Lettlands im Sinne des gesamten Systems nicht nur als Hauptlieferant der Daten, sondern auch als Fachberater, Ausbilder, in der Koordination usw. Für ihre Pflicht hält die lettische Nationalbibliothek auch den Unterhalt der Agenturen der ISSN/ISBN/ISMN sowie die Bildung der Statistik der Bibliotheken und der Presse, Standardausarbeitung usw.

Den Benutzern der Nationalbibliothek Lettlands steht eine ständige Ausstellung „Die Geschichte des lettischen Buchwesens“ zur Verfügung. Diese Ausstellung macht die Benutzer der Bibliothek mit der Entwicklung des lettischen Buchwesens von seinen Anfängen bis heute bekannt. Mit der Bildung der Restaurationsabteilung hat sich die Bestandserhaltung verbessert. Dabei werden die in Europa gebräuchlichsten und anerkannten Methoden inklusive Digitalisierung genutzt. Mit alledem erfüllt die NBL wieder alle Hauptfunktionen einer Nationalbibliothek.

Literaturnachweis

1. Apīnis A. Pirmo zināmo latviešu grāmatu 450 gadi padomju grāmatzinātnes gaismā (*450 Jahre der ersten bekannten lettischen Bücher im Lichte des sowjetischen Buchwesens*), Karogs. Nr. 11 (1975), 156-161 lpp.
2. Apīnis A. Reto grāmatu un rokrakstu nodaļas darbs V. Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēkā = Arbeit der Rara- und Handschriftenabteilung in der Vilis Lacis Staatsbibliothek der Lettischen SSR, in: Raksti / V. Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēka. 4. (sēj.) (1973), 332-349 lpp
3. Apīnis A. Soļi senākās latviešu grāmatniecības un kultūras takās (*Schritte dgrch. Die Pfade des altetesten lettischen Buchwesens und Kultur*), Rīga: a/s „Preses nams” apg., 2000. 30.lpp.
4. Arbusow L. Einführung der Reformation in Liv-, Est- und Kurland, Leipzig, 1921. S. 194-634.
5. Baumann H. Bibliotheca Lettica (1766–1783) / H. Baumann. Latvijas Valsts vēstures arhīvs (*Staatsarchiv der Geschichte Lettlands*), 4038.f., 2. apr., 1540.l.
6. Biezais H. Das erste lettische gedruckte Buch und das Problem der livischen Sprache, in: Beiträge zur lettischen Kultur- und Sprachgeschichte, Åbo 1973. S. 25-31.
7. Buchholtz A. Geschichte der Buchdruckerkunst in Riga, 1588–1888, Riga 1890. S. 13-74, 253-316.
8. Buchholtz A. Gustav Bergmanns in Salisburg und in Ruien erschienene Drucke, Riga 1885. 23 S.

9. Busch N. Die Geschichte der Rigaer Stadtbibliothek und deren Bücher, Riga, 1937. Bd. 2., 98 S.
10. Egle R. Latvju Nacionālā bibliotēka (*Die lettische Nationalbibliothek*), in: Jaunā Latvija. Nr. 6 (1918), 395-399 lpp.
11. Frankovska V. Augusts Ģinters un „Latviešu zinātne un literatūra” = Augusts Ģinters und „Lettische Wissenschaft und Literatur”, in: Bibliotēku zinātnes aspekti. 5. (X) (sēj. (1981), 112-131 lpp.
12. Günther A. Altlettische Sprachdenkmäler in Faksimiledrucken, Heidelberg, 1929. Bd. 1, S. 243-312.
13. Izvestnija M. Bibliotekārs un bibliogrāfs Voldemārs Caune (*Der Bibliothekar und Bibliograph Voldemar Caune*), in: Latvijas Nacionālās bibliotēkas Raksti. 19. (sēj.) (1994), 16-28 lpp.
14. Izvestnija M. Valsts bibliotēkas bibliogrāfiskais darbs buržuāziskās Latvijas laikā (*Die bibliographische Arbeit der Staatsbibliothek während des bürgerlichen Lettlands*), in: Raksti / V. Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēka. 4. (sēj.) (1973), 53-69 lpp.
15. Jannasch W. Reformationsgeschichte Lübecks vom Petersablass bis zum Augsburger Reichstag, 1515–1530, Lübeck, 1958. S. 156-158, 377-378.
16. Jēgers B. Latviešu trimdas izdevumu bibliogrāfija (1940–1991) (*Die Bibliographie der lettischen Exilausgaben (1940–1991)*): 5 sēj., Stokholma 1968–(1994?).
17. Johansen P. Gedruckte deutsche und undeutsche Messen für Riga 1525, in: Zeitschrift für Ostforschung. H. 4 (1959), S. 523-532.
18. Kivimäe J. Teated eesti keesest trükisest 1525, in: Keel ja Kirjandus. Nr. 4 (1975), Lk. 197-207.
19. Kluce M. Latvijas Valsts bibliotēkas darbība buržuāziskās Latvijas laikā (1919. g. aug. – 1940. jūl.) (*Die Tätigkeit der lettischen Staatsbibliothek während des bürgerlichen Lettlands (Aug. 1919 – Juli 1940)*), in: Raksti / V. Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēka. 4. (sēj.) (1973), 15-52 lpp.
20. Manteuffel G. Bibliographische Notiz über lettische Schriften, welche von 1604 bis 1871 in der hochlettischen oder der sog. Oberländischen resp. Pollo-nisch-livländischen Mundart veröffentlicht worden sind, in rein chronologi-scher Ordnung zusammengestellt, in: Magazin herausgegeben von der Letti-schen Literärischen Gesellschaft. Bd. 17, St. 2 (1885), S. 181-204.
21. Misiņš J. Kā nodibināsim pilnīgu latviešu bibliotēku (*Wie werden wir eine vollkommene lettische Bibliothek gründen*), in: Dzimtenes Vēstnesis. Nr. 40 (1912, 18. Febr.), (3.) lpp.
22. Misiņš J. Latviešu rakstniecības rādītājs (*Das Verzeichnis des lettischen Schrifttums*): 2 (sēj.), Rīga 1924–1937.
 1. (sēj.): (1585–1910). Rīga 1924. 744 lpp.
 2. (sēj.): 1585–1925. Rīga 1937. 1141 lpp.

23. Napiersky C. E. Chronologischer Conspect der Lettischen Literatur. Magazin herausgegeben von der Lettischen Literärischen Gesellschaft / C. E. Napiersky. Mitau 1831. 281 S.
 Erste Fortsetzung... Riga 1844. 161 S.
 Zweite Fortsetzung... Mitau 1858. 131 S.
 Dritte Fortsetzung ... / bearb. von ... A. Döbner. Mitau 1869. 80 S.
24. Pētersone I. Ieskats Latvijas Nacionālās bibliotēkas fondu veidošanas sākotnē (*Einblick in die Anfänge der Bestandsbildung der Nationalbibliothek Lettlands. Schritten der Nationalbibliothek Lettlands*), in: Latvijas Nacionālās bibliotēkas Raksti. 19. (sēj.) (1994), 28-35 lpp.
25. Pētersone I. Vēlreiz par Latvijas Nacionālās bibliotēkas dibināšanu (*Noch einmal über die Gründung der Nationalbibliothek Lettlands*), in: Latvijas Nacionālās bibliotēkas Raksti. 19.(sēj.) (1994), 7-16 lpp.
26. Rancāns F. Jānis Misiņš un viņa bibliotēka (*Janis Misiņš und seine Bibliothek*) / F. Rancāns. Rīga 1963. 330 lpp.
27. Rancāns F. Jauni dokumenti un materiāli par V. Lāča Latvijas PSR Valsts bibliotēkas dibināšanu un darbību Padomju Latvijā 1919. gadā (*Neue Dokumente und Materialien über die Gründung der Vilis Lacis Staatsbibliothek der Lettischen SSR und ihre Tätigkeit in Sowjetlettland im Jahre 1919*), in: Raksti / V. Lāča LPSR Valsts bibliotēka. 4. (sēj.) (1973), 350-363 lpp.
28. Seile V. Grāmatas Latgales latviešiem : latgaliešu dialektā izdoto grāmatu hronoloģiskais, sistemātiskais, autoru un izdevēju rādītājs (1585–1936.) (*Die Bücher für die Letten von Latgale: das chronologische, systematische, Autoren- und Verlegerverzeichnis der in der latgalischen Mundart herausgegebenen Bücher (1585–1936)*), Rīga 1936. 600 lpp.
29. Stieda W. Zur Geschichte des Buchhandels in Riga // Archiv für Geschichte des deutschen Buchhandels, Bd. 6 (1881), S. 114-150.
30. Vītolīņa L. Latvia Laisen Kokoelman (1820–1917) = Luettelo Katalog Över den Lettiska Samlingen (1820–1917) = Latviešu literatūras krājums (1820–1917) = Catalogue of the Lettonian Collection (1820–1917): 3 Bde, Helsinki 1978.
31. Вольтер Э. Латышский катехизис 1585 года (*Der lettische Katechismus des Jahres 1585*), in: Сборник Отделения русского языка и словестности императорской Академии Наук. Т. 94, No 2, прилож.1 (1915), с. 70.
32. Latvijas Valsts vēstures arhīvs (*Staatsarchiv der Geschichte Lettlands*), 5951. f., 2. apr., 1. l., 58 lpp.

Die öffentlichen Bibliotheken in Mitteleuropa um die Wende des 19. und 20. Jahrhunderts

Jiří Pokorný

Im Jahre 1893 besuchte der Kieler Bibliothekar Constantin Nörrenberg die Weltausstellung in Chicago. Dort war er vor allem begeistert von der hiesigen öffentlichen Bibliothek – der *Chicago Public Library*. In den amerikanischen Bibliotheken waren Nörrenberg sowie alle anderen Besucher aus Mitteleuropa in erster Linie von der Tatsache fasziniert, daß die Bibliotheken in zweckmäßigen Neubauten untergebracht waren, die in einem in Mitteleuropa eher für die Theater, Markthallen und Bürgerschulen vorgesehenen Prunk erbaut wurden. Er lernte natürlich nicht nur das Gebäude der Bibliothek kennen, sondern auch deren Tätigkeit. Er wurde sich dessen bewußt, wie stark der kulturelle Einfluß sein kann, den solche – als ein mächtiges, in jeder Hinsicht reichlich dotiertes und professionell geleitetes öffentliches Unternehmen – funktionierende Bibliothek auf die Gesellschaft ausübt. Ich will das Wort „Unternehmen“ betonen: Die amerikanischen Bibliotheken hatten natürlich nicht die Aufgabe, einen Gewinn zu erzielen, aber die Effektivität der aufgewendeten Mittel spielte eine große Rolle. Jeder Direktor mußte sich um die möglichst hohe Leser- und Ausleihzahl bemühen.¹

Nörrenberg war nicht der einzige Besucher aus Mitteleuropa, der die amerikanische *public library* bewunderte; niemand äußerte jedoch seine Begeisterung auf solche Weise wie er – durch einen Versuch, das deutsche Bibliothekswesen zu reorganisieren. Der damalige Zustand der deutschen Bibliotheken konnte ihn nicht zufriedenstellen. Die häufig noch aus Lu-

¹ Constantin Nörrenberg, *Die Volksbibliothek, ihre Aufgabe und ihre Reform*, Kiel 1896, S. 3-6. Zu *public libraries* vgl. noch: Thomas Greenwood, *Public Libraries. A history of the movement and a manual for the organisation and management of rate-supported libraries*, 4. Auflage, London, Paris, Melbourne 1894. Ernst Schultze, *Freie öffentliche Bibliotheken, Volksbibliotheken und Lesehallen*, Stettin 1900. Ladislav Živný, *Veřejné knihovny ve Velké Británii* (Öffentliche Bibliotheken in Großbritannien), Praha 1905. Einen solchen 'Manager'-Standpunkt vertraten auch z. B. W. Weare, *Public Library Reform*, London 1911, oder Arthur E. Bostwick, *The American Public Library*, New York, London 1910.

thers Zeit stammenden und durch nicht gerade niedrige Kosten erhaltenen Stadtbibliotheken dienten eher nur zur Bücherkonservierung und befriedigten allein die Forderungen der Wissenschaftler, also einer kleinen Bevölkerungsgruppe. Ebenfalls unzufrieden war er mit den sogenannten Volksbibliotheken, die den niedrigeren Schichten eine Lektüre voller Leidenschaft, Gewalt und Blut boten. Diese stellten für ihn eine Art wohltätigen „Suppenanstalten“ dar, vor deren Betreten jeden intelligenten Menschen ekelte.

Neue Bibliotheken sollten jedoch nach Nörrenberg für alle Bevölkerungsschichten eröffnet werden, ohne Unterschied in Besitz, religiöser oder politischer Zugehörigkeit, sie sollten die Barrieren zwischen den Menschen beseitigen, die Toleranz, die geistige Annäherung, einen kritischen Abstand von der Politik, insbesondere vom Schreiben der „Hetzblätter“ durchsetzen. Diese allgemeine Versöhnlichkeit, diese Verträglichkeit sollte zur Reform der ganzen Gesellschaft führen, vor allen Dingen dank der Tatsache, daß die extremen Kräfte ihre Entschiedenheit verlieren würden. Diesen Vorstellungen entsprechend kehrt ein sozialistisch orientierter Arbeiter zuerst deswegen in eine öffentliche Bibliothek ein, weil er dort sein politisches Blatt lesen will. Doch dort erblickt er auch andere Zeitungen, aus Neugier greift er nach ihnen, er liest sie und sieht die Situation plötzlich aus einem anderen Blickwinkel – und er wird unsicher. Man mußte allerdings sicherstellen, daß die Leute solche Bibliotheken wirklich besuchten. Leser aus allen Schichten, Reiche und Arme, Gebildete sowie die sich nach Bildung (oder nur nach der Unterhaltung) Sehenden sollten durch ein umfangreiches, buntes Angebot moderner oder sogar modischer, attraktiver, ohne überflüssige Formalitäten auszuleihender Bücher hierher gelockt werden.

Das Ziel dieser Bibliotheken war es nicht, die Bücher vor dem Leser durch verschiedenste Schutzregime zu schützen, sondern sie anzubieten, zu verbreiten, für sie zu werben. Damit hing beispielsweise die Frage der Öffnungszeiten zusammen. Die meisten damaligen deutschen Bibliotheken waren 100-1000 Stunden pro Jahr (d. h. zwei bis 20 Stunden pro Woche) offen, wohingegen die amerikanischen 3000–4000 Stunden jährlich (also bis zwölf Stunden pro Tag) zugänglich waren. Die Bibliotheken sollten günstig im Stadtzentrum untergebracht werden; in den Vereinigten Staaten wie auch in Großbritannien war es üblich, daß sie in selbständigen eigenen Gebäuden ihren Sitz hatten. Für den Betrieb moderner Bibliotheken war ein zahlreiches und gebildetes Personal erforderlich – dieses sollte jedoch dem Leser dienen, es sollte den Leser nicht dirigieren. Der Leitgedanke war die Freiheit. Jeder konnte nach seinem Ermessen, nach seinen Bedürfnissen

auswählen, eine Zensur war unannehmbar. Um den neuen Charakter dieser Bibliotheken zu betonen, dachte Nörrenberg für sie einen neuen Namen aus: Bücherhalle. (In dieser Bezeichnung klingt sicher das Echo des Wortes „Markthalle“ an). Das war ein geschickter Zug – die Zusammenfassung des umfangreichen Programms in einem Wort hatte unbestrittene Werbevorteile und ließ aus der Reform der Bibliotheken eine modische Angelegenheit werden.

Das Projekt von Nörrenberg wurde wärmstens angenommen. Da die Deutschen bis zu dieser Zeit das beste Schulwesen hatten (sie glaubten es wenigstens) und im Bereich des Buchhandels emporragten, trachteten sie auch danach, die besten Bibliotheken vorzeigen zu können. Die Zahl der Bibliotheken, die nach den von Nörrenberg und anderen Theoretikern formulierten Grundsätzen wirkten, nahm zu. Trotzdem waren sie nicht so erfolgreich, wie Nörrenberg hoffte. Ihre Kostenvoranschläge waren auf die Beiträge von Bildungsvereinen und Gemeinden angewiesen – Mäzene, deren es in Amerika viele gab, sind hier nicht aufgetaucht. Der Staat förderte nur die Bibliotheken im Poznan-Gebiet, wo er mit ihnen gegen die polnische Nationalbewegung wirken wollte, und in Sachsen, wo sich der deutsche Büchermarkt konzentrierte und wo der Staatsapparat außerordentlich empfänglich für die Bedürfnisse der Buchkultur war. Der Erlaß solcher Gesetze, die ähnlich wie in Großbritannien und einigen nordamerikanischen Staaten ermöglichen würden, die Bibliotheken durch Steuerzuschläge zu finanzieren, kam nicht zustande.² Das Projekt von Nörrenberg stieß auf weitere Hindernisse. Obwohl die Unerläßlichkeit der politischen Unparteilichkeit, der Neutralität in der Auswahl von Büchern, Zeitungen und Zeitschriften immer betont wurde, haben einzelne politische und weltanschauliche Richtungen ihre eigenen öffentlichen Bibliotheken geformt. Dadurch wurde die Idee der überparteilichen Bücherhalle sehr beschädigt. Darüber hinaus empörte sich am Anfang des Jahrhunderts der Dresdner Bibliothekar

² Weitere Informationen über die Entwicklung des deutschen bzw. österreichischen Bibliothekswesens bieten z. B.: Edward Reyer, *Handbuch des Volksbildungswesens*, Stuttgart 1896; Derselbe, *Fortschritte der volkstümlichen Bibliotheken*, Leipzig 1903; Johann Tews, *Handbuch für volkstümliche Leseanstalten. Theoretisch-praktische Anleitung zur Begründung und Verwaltung von Volksbibliotheken und Leseanstalten in Stadt und Land*, Berlin 1904; Heinrich Ekhard Greve, *Das Problem der Bücher- und Lesehallen*, Leipzig 1908. Nützliche Quellensammlungen stellen die Schriften von W. Thauer dar. Vgl. *Die Bücherhallenbewegung*, hg. v. Wolfgang Thauer, Wiesbaden 1970; *Politik der Bücherei. Paul Ladewig und die jüngere Bücherhallenbewegung*, hg. v. Wolfgang Thauer, Wiesbaden 1975.

Walter Hofmann gegen die damalige bibliothekarische Theorie und Praxis. Er warf vor, daß die Bibliotheken oberflächlich wirken, daß die Bibliothekare sich – um weitere finanzielle Mittel zu gewinnen – nur um die Zahl von Lesern und Ausleihen kümmern und nicht zugeben, daß solche extensive Arbeit eigentlich gar nicht von Nutzen ist. Er setzte sich also dafür ein, daß der Bibliothekar auf die Massen verzichtet und sich auf ausgewählte Einzelne konzentriert, die er betreuen würde. Er würde mit ihnen über die Lektüre diskutieren, ihnen Bücher empfehlen, sie kontrollieren, ob sie ihre Lektüre richtig verstehen usw. Der ambitiöse Hofmann, dessen sog. neue Richtung der allgemeinen Abneigung gegen liberale Werte entsprach, setzte nach dem Krieg seine Ansichten auch mit Hilfe der Staatsämter durch.³

Die Errichtung der öffentlichen Bibliotheken stand mit einer noch breiteren Aufklärungsbewegung in Einklang, die sich um die Jahrhundertwende bemühte, durch Vorträge, Konzerte- und Museenbesuche usw. das Kultur-niveau der breiteren Schichten zu erhöhen, dadurch die Nationalgesellschaft neu zu integrieren und sie im globalen Wirtschaftskampf konkurrenzfähig zu machen. Diese Bemühungen verdienten Ehre und Aufmerksamkeit und sie leben gewissermaßen bis heute. Andererseits muß man in Erwägung ziehen, daß die Geschichte der Durchsetzung öffentlicher Bibliotheken (Bücherhallebewegung) die Geschichte anderer Typen von Bibliotheken in den Hintergrund drängte, von denen man heutzutage ungleich weniger weiß. Und dabei beweist das Literatur-Institut Last in Wien, eine klassische Ausleihebibliothek, die auf kommerzieller Grundlage funktionierte, daß auch dieser Typ Bibliothek sehr nützlich sein konnte. Über das Literatur-Institut Last wird angeführt, daß es eine wesentliche Rolle bei der Durchsetzung der Avangardeliteratur spielte, z. B. der Schnitzler-Schriften, die sich die intellektuelle Wiener Elite gern kaufte, aber lieber auslieh. Dies ist also ein wenig untersuchtes Gebiet.⁴

Die tschechische Gesellschaft, die für ihre Wiedergeburt der Literatur und deren Schöpfern Dank zollte, schätzte natürlich die Bibliotheken hoch, zumal es ein Bildungsmittel war, über das sie unabhängig von den Behörden verfügen konnte, worauf bereits der tschechische Nationalschriftsteller und Journalist Karel Havlíček aufmerksam machte. Das ganze 19. Jahrhun-

³ Tibor Süle, *Bücherei und Ideologie. Politische Aspekte im ‚Richtungsstreit‘ deutscher Volksbibliothekare 1910–1930*, Köln 1972 ; Walter Hofmann, *Buch und Volk und die volkstümliche Bücherei*, Leipzig 1916.

⁴ Alberto Martino, „Lektüre in Wien um die Jahrhundertwende (1889–1914)“, in: *Die Österreichische Literatur. Ihr Profil von der Jahrhundertwende bis zur Gegenwart (1880–1980)*, T. 1, Graz 1989, S 97.

dert hindurch herrschte in böhmischen Ländern der Typ einer Vereinsbibliothek vor. Neben den örtlichen Bildungsvereinen (Leservereine der Bürger oder Arbeiter, Bürger- und Handwerkervereinshäuser) haben sich um ihre Entstehung studentische Landsmannschaften verdient gemacht, die sich um ihre Region kümmerten, in die sie Bücher oder sogar ganze Büchersammlungen sendeten. Diese blieben dann im Ort bzw. zirkulierten als sog. übertragbare oder Wanderbibliotheken durch die Umgebung. Auf die Errichtung der Bibliotheken konzentrierten sich nationale Verteidigungsorganisationen – sei es der Tschechische nationale Böhmerwaldbund oder die Nationale nordböhmische Einheit oder der Deutsche Böhmerwaldbund bzw. der Bund der Deutschen in Böhmen. Ich könnte auch die Tschechische Sokolgemeinde oder den Deutschen Verein zur Verbreitung gemeinnütziger Kenntnisse nennen.

Die Zahl der Bibliotheken nahm zu; das zahlenmäßige Wachstum war jedoch nicht zufriedenstellend. Es hat sich herausgestellt, daß die Vereinsbibliotheken ihre Funktion nicht genügend erfüllen können und daß es nötig sein würde, genauso wie in Deutschland, nach einer bestimmten Reform zu streben. Mit dieser Forderung trat Mitte der neunziger Jahre Václav Štech, ein Lehrer aus der Stadt Slaný, auf. Er wies auf die Unzweckmäßigkeit des bisherigen Zustandes hin, denn die Vereinsbibliotheken waren nur den Vereinsmitgliedern zugänglich. Die Bibliotheken in Slaný umfaßten dabei insgesamt 15.000 Bände, dennoch konnte niemand diesen Reichtum voll ausnutzen, und diejenigen, die Mitgliedsbeiträge nicht bezahlen konnten, hatten zu diesen Bibliotheken gar keinen Zugang. Andererseits mußte jeder Verein das Buchdepot sicherstellen, über einen Bibliothekar verfügen usw. Deshalb schlug Štech die Zusammenlegung der Bibliotheken in einer großen öffentlichen Institution vor, die zum Besitz der stabilsten Körperschaft in der Stadt – der Gemeinde selbst – gehören würde.

Diese Lösung hatte viele Vorteile, in erster Linie die Zusammenlegung der bis dahin nicht besonders hohen finanziellen Mittel, die von den Vereinen für deren Bibliothek aufgewendet wurden. Insgesamt handelte es sich – in Slaný wirkten damals 30 Vereine – um eine beträchtliche Summe, die es ermöglichte, Bücher nach konzeptionellen Gesichtspunkten anzukaufen, Geschenke abzulehnen, weil es Bücher waren, deren Besitzer sie loswerden wollten usw. Zuletzt konnte auch die Tatsache große Ersparnisse bringen, daß die Bücher nicht in zwei Exemplaren vorkommen mußten. Es war möglich, den Bibliothekar zu bezahlen, ihn also auch zu kontrollieren, wäh-

rend man nicht wagte, einem freiwilligen Bibliothekar etwas vorzuwerfen, damit er seine Funktion nicht aufgibt⁵.

Ähnlich benahmen sich auch weitere tschechische und böhmisch-deutsche Städte, z. B. Louny, Litomyšl, Písek, Ústí nad Labem oder Liberec, welche die besten Ergebnisse aufzuweisen hatten. Ich möchte besonders auf Litomyšl aufmerksam machen. 1910 konnte sich die Bibliothek in Litomyšl der Zahl von 23.140 Bänden und 1126 Lesern erfreuen. Zu dieser Zeit lebten in Litomyšl ungefähr 8000 Einwohner, das heißt, jeder siebte Einwohner besuchte die Bibliothek, und pro Kopf entfielen drei Bände⁶. Dies waren durchaus beachtliche Ergebnisse. Um einen Vergleich anzuführen: Das Verhältnis von drei Büchern pro Kopf erreichte in Deutschland allein Jena. Nichtsdestoweniger wurde die Bibliothek im mährischen Svitavy zur berühmtesten deutschen Bibliothek in böhmischen Ländern; sie wurde 1892 von Oswald Ottendorfer angelegt, der in den USA als Herausgeber der Zeitung *New Yorker Staatsanzeiger* reich geworden war. Die Bibliothek selbst war nicht sehr groß, sie enthielt nur 1650 Bände; ihre die amerikanischen Vorbilder buchstäblich kopierende Einrichtung rief jedoch in Mitteleuropa eine Sensation hervor. Wie eine moderne Bibliothek aussehen müsse, erfuhr von dem auf Ottendorfers Kosten direkt in den USA ausgebildeten Personal beispielsweise der Direktor der Prager Stadtbibliothek, der Dichter Antonín Sova⁷.

Im Jahre 1910 befanden sich im Böhmischem Königreich 4449 Bibliotheken mit 1.573.117 Bänden, davon 3886 tschechische mit 1.279.433 Bänden und 563 deutsche mit 293.684 Bänden. Auf die tschechischen Bibliotheken entfielen im Jahre 1910 189.883 Leser und 267.903 ausgeliehene Bände, auf die deutschen 36.083 Leser und 667.519 Bände. Im Jahre 1910 besaßen bereits 43,4 Prozent der Gemeinden eine Bibliothek. Die Zahl der Gemeinden, die eine Bibliothek verwalteten, erhielten oder unterstützten, war jedoch wesentlich kleiner – nur 14,5 Prozent aller Gemeinden.

⁵ „Václav Štech, Veřejná knihovna v Slaném. Příspěvek k řešení časové otázky“ (Öffentliche Bibliothek in Slaný. Ein Beitrag zur Lösung einer Zeitfrage), in *Slánský obzor* 2, 1894, S. 11-16.

⁶ Otto Placht, „Městská veřejná knihovna v Litomyšli“ (Öffentliche Bibliothek der Stadt Litomyšl), in *Česká osvěta* 8, 1912, H. 1, S. 27-31.

⁷ „XI. výroční zpráva veřejné (německé) knihovny ve Svitavách“ (IX. Jahresbericht der öffentlichen deutschen Bibliothek in Zwittau) », in *Česká osvěta* 1, 1904; Josef Ziska, *Knihovnické dílo Antonína Sovy* (Das bibliothekarische Schaffen von Antonín Sova), ohne Ortsangabe, 1948, S. 47.

Die Bücher gehörten überwiegend Vereinen (insgesamt 3403 Fälle), örtlichen Gemeinden (665 Fälle) und Vertretungskörperschaften (78 Fälle)⁸.

Als Štech über die Vorteile der Zentralisation von Bibliotheken auf örtlicher Ebene nachdachte, kam ihm auf den Sinn, was sich gewinnen ließe, wenn sich ein großer, aus Vertretern der Öffentlichkeit und Literaten bestehender Verein um die Angelegenheiten des tschechischen Bibliothekswesens kümmern würde. Ein solcher Verein würde sich zum Ziel setzen, die Gemeinden zu veranlassen, Bibliotheken zu errichten und auf die richtige Leitung der bereits errichteten Bibliotheken zu achten. Der Verein würde vorbildliche Schriftenverzeichnisse zusammenstellen, praktische Formulare für amtliche Verhandlungen in der Bibliothek und für ständiges Ergänzen der Bibliotheken vorschlagen. Die Fachleute würden von einem amtlichen Verein delegiert, dessen Mitglied jede öffentliche Bibliothek sein würde, und sie würden die Tätigkeit der Bibliotheken untersuchen und kontrollieren und Berichte über die Ergebnisse erstatten. Der Verein würde eigentlich zum Obertribunal in den Angelegenheiten des öffentlichen Bibliothekswesens.

Später übernahm diese Funktion gewissermaßen der 1906 unter Schirmherrschaft des Tschechischen Nationalrates als zentrale Aufklärungsinstitution des tschechischen Volkes gegründete Aufklärungsverband, der alle nationalen kulturellen Organisationen und Vereine überdachte. Es tauchte, wiederum von Štech aufgeworfen, auch noch der Gedanke auf, für die Bibliotheken ein Gesetz zu erlassen, das deren Errichtung und Unterhaltung erleichtern würde. (Nach Štech sollte durch das Landesgesetz festgelegt werden, daß jede politische Gemeinde über eine öffentliche Bibliothek verfügen und daß sie dafür fünf Kronen pro 100 Einwohner, mindestens 40 Kronen ausgeben müsse. Wenn das Gesetz anordnen kann, wiederholte er seinen beliebten Gedanken, daß es in jeder Gemeinde eine Feuerspritze (...) und andere Waffen gegen Feuer geben soll, dann kann es auch anordnen, daß es in jeder Gemeinde eine Waffe gegen die Unwissenheit: eine öffentliche Bibliothek geben muß.

Die Durchsetzung dieses Gedankens wurde zum Inhalt der Tätigkeit der bibliothekarischen Abteilung des bereits erwähnten Aufklärungsverbandes.

⁸ *Všeobecně přístupné knihovny a čítárny v království Českém r. 1910. S dodatkem o knihovnách spolkových* (Zprávy Zemského statistického úřadu království Českého, sv. 22, seš. 1) (Allgemein zugängliche Bibliotheken und Leseanstalten im Königreich Böhmen im Jahre 1910. Mit einem Zusatz über Vereinsbibliotheken, *Mitteilungen des Statistischen Landesamtes im Königreich Böhmen*, Bd. 22, H. 1), Praha 1914. Der Autor war Jan Auerhan.

Am Ende wurde das Gesetz im Jahre 1919 dank den bibliothekarischen Fachleuten (z. B. Karel Velemínský, Ladislav Živný, Jan Auerhahn) verabschiedet. (Alle wurden mit den Grundsätzen sowie der Praxis des modernen Bibliothekswesens vollständig vertraut gemacht – und zwar nicht nur in Deutschland, sondern auch in Großbritannien und in den USA oder in den nördlichen europäischen Ländern.)⁹

Es ist unumstritten, daß die Entwicklung der öffentlichen Bibliotheken gleichsam das Rückgrat der Geschichte des Bibliothekswesens bildet. Neben diesen bekannten Bibliotheken gab es weitere, wenn auch schlechtere Bibliotheken, die die Literatur zugänglich machten. Man muß sie untersuchen, obwohl sie in den Quellen eher sporadisch vorkommen dürften. Zum Glück blieben uns aus der Zeit vor dem Ersten Weltkrieg einige sehr ausführliche Beschreibungen der kulturellen Situation in einigen Regionen erhalten. Wir erfahren beispielsweise, daß im Litomyšl-Gebiet 31 von 38 Gemeinden eine Bibliothek besaßen, einige Gemeinden gar über mehrere Bibliotheken verfügten, so daß die Gesamtzahl 53 betrug. Außerdem konnten die Interessierten Bücher aus weiteren 59 Privatbibliotheken ausleihen.¹⁰ In der Žamberk-Region besaßen 16 Gemeinden 30 Bibliotheken und 32 Privatbibliotheken, in der Lanškroun-Region gab es in 18 Gemeinden 35

⁹ Václav Štech, *O veřejných knihovnách* (Über öffentliche Bibliotheken), Praha 1899; Derselbe, „Žádáme o zemský zákon!“ (Wir verlangen das Landesgesetz!), in *Máj* 2, 1904, S. 156-157. Über die bibliothekarische Tätigkeit des Aufklärungsverbandes vgl. „Program činnosti knihovního odboru Osvětového svazu“ (Programm der Tätigkeit der Bibliothekarischen Abteilung des Aufklärungsverbandes, in *Česká osvěta*, 3, 1906-1907, S. 54-56. Eine Übersicht der Bemühungen um die gesetzliche Festlegung des öffentlichen Bibliothekswesens gibt J. Auerhan in den schon erwähnten Mitteilungen des Statistischen Landesamtes im Königreich Böhmen. Vgl. „Allgemein zugängliche Bibliotheken und Leseanstalten (...) im Königreich Böhmen im J. 1905“, S. 161-171; vgl. auch František Novotný, *Československé knihovnické zákonodárství. Cesta k zákonu o jednotné soustavě knihoven a jeho uskutečňování* (Die tschechoslowakische Bibliotheksgesetzgebung. Der Weg zum Gesetz über das einheitliche System des Bibliothekswesens und seine Verwirklichung), Praha 1962, S. 25-29; Lad. J. Živný, „Deset let zákona o veřejných knihoven a co mu předcházelo“ (Zehn Jahre Gesetz über die öffentlichen Bibliotheken und seine Vorgeschichte), in *Časopis československých knihovníků*, 7, 1928/1929, S. 145-161. Das Gesetz und weitere Anordnungen gibt z. B. Leopold Calábek, *Administrativní příručka pro lidovýchovné pracovníky a knihovníky* (Knihovna příruček Masarykova lidovýchovného ústavu, sv. 5) (Handbuch für volksbildnerische Aktivisten und Bibliothekare. Reihe der Handbücher des Masaryk-Aufklärungsinstituts, Bd. 5), Praha 1928, S. 68-110.

¹⁰ Josef Páta, „Výsledek dotazníkové akce o kulturních poměrech na Litomyšlsku“ (Ergebnis einer Enquete über die Kulturzustände im Litomyšl-Gebiet), in *Česká osvěta*, 5, 1909, H. 2, S. 48-54.

Bibliotheken und 41 Privatbibliotheken. Meistens ging es um kleine Bücherkomplexe, doch der Fabrikant Filip beispielsweise stellte für seine Arbeiter sowie alle Nachbarn und Einwohner der Nachbardörfer eine Bibliothek von 8000 Bänden zur Verfügung. Diese Ziffern sind durchaus erstaunlich¹¹. Aufmerksamkeit sollte man auch den Lehrer- und Schülerbibliotheken widmen. Allein in Pilsen umfaßten diese im Jahre 1912 beinahe 28.000 Bände¹².

Dies alles waren Bibliotheken, die in dem vorigen, schon erwähnten amtlichen Bericht nicht erschienen. Die Gelegenheit, in die Welt des gedruckten Wortes zu treten, hatte an der Wende vom 19. zum 20. Jahrhundert fast jeder, und die Zugänglichkeit von Büchern, Zeitungen und Zeitschriften nahm ständig zu. Darin wurde eine kulturelle Umwälzung von epochaler Bedeutung gesehen, die mit der Einführung der allgemeinen Schulpflicht vergleichbar war. Die Menschheit sollte – mit Hilfe von Büchern und Bibliotheken – befähigt werden, alle Situationen zu durchdenken und ihre Existenz zu reflektieren.

¹¹ Václav Marek, « Kulturní poměry na Žamberecku » (Kulturzustände im Žamberk-Gebiet), in *Česká osvěta*, 6, 1910, H. 8, S. 220-235.

¹² Referát Ant. Kostince, « O knihovnictví a činnosti přednáškové na Šestém lidovčovním sjezdu 27.-28. dubna 1912 v Plzni » (Über Bibliothekswesen und Vortragstätigkeit auf der 6. Tagung der Volksaufklärer von 27.-28. April 1912 in Pilsen), in *Česká osvěta*, 8, 1912, nicht paginiert.

Sémiotique de la bibliothèque : architecture, décoration, organisation, pratiques

Dépôt légal, « bibliothéconomie politique » et identité(s) en France sous l'Ancien Régime

Jean-Dominique Mellot

Le dépôt légal français intéresse l'histoire des bibliothèques européennes de bien des manières. D'abord parce que la France, avec l'édit de Montpellier du 28 décembre 1537, apparaît historiquement comme la « mère patrie du dépôt légal » – même si l'expression « dépôt légal » elle-même n'émerge qu'à la Révolution. Ensuite et surtout parce que les professionnels français des bibliothèques, ainsi que les décideurs politiques d'ailleurs, continuent de revendiquer l'édit de Montpellier comme le texte fondateur d'une institution à laquelle ils s'identifient, pour l'essentiel, avec une certaine fierté.

Le dépôt légal, cet « impôt en nature » ainsi que l'a qualifié il y a un siècle son historien Henri Lemaître¹, est largement perçu comme ayant sa part dans l'« exception culturelle française ». C'est une institution d'inspiration politique et centralisée (comme la plupart des grandes réalisations de la France moderne). À travers elle, la puissance publique intervient afin de préserver pour les générations futures un patrimoine national qui pourrait être voué à l'oubli si l'on s'en remettait au seul jeu du marché. L'institution fonctionne relativement bien, puisqu'elle permet aujourd'hui de faire entrer chaque année à la Bibliothèque nationale de France (chiffres de l'année 2000) plus de 50 000 livres et brochures, plus de 1 400 000 fascicules de périodiques, des milliers d'images, de cartes, d'estampes, d'affiches, de partitions musicales et de documents audiovisuels et multimédias². Le dépôt légal assure ainsi la collecte, sinon de la totalité, du moins d'une large part de la production culturelle française. Et ce pari d'exhaustivité justifie la tentation de voir dans la BnF, établissement attributaire du dépôt, la mé-

¹ Henri Lemaître, *Histoire du dépôt légal. 1^{re} partie (France)*, Paris 1910, p. X.

² Chiffres exacts pour l'année 2000 : 52 238 volumes de livres et brochures (dépôt légal éditeurs), 1 432 092 fascicules de périodiques, 25 000 recueils, 3 043 cartes et atlas, 652 photographies d'artistes, 2 351 estampes, 7 500 affiches, 20 000 images (cartes postales en majorité), 2 046 partitions musicales, 15 400 phonogrammes, 5 945 vidéogrammes, 2 064 multimédias, 3 065 documents électroniques et multimédias numériques. Chiffres 2001 pour les livres et brochures : 55 941 volumes.

moire de la nation ou, au moins, l'un des pôles constitutifs majeurs de la culture française. Cette exhaustivité supposée a pu alimenter aussi le rêve de plus d'un bibliographe désireux de reconstituer la production imprimée à partir des collections conservées³.

Et puis il ne saurait y avoir d'exception culturelle sans prétention au rayonnement de cette exception. Et, de fait, la BnF remplit, grâce notamment au dépôt légal et au patrimoine qu'il représente, ce que l'on est tenté d'appeler une « fonction d'illustration de la collectivité nationale ». Fonction d'illustration qui a supposé et suppose encore des enjeux de compétition symbolique avec les autres nations et les bibliothèques censées représenter ces nations.

L'édit fondateur du dépôt (1537) et ses enjeux

Faut-il s'en étonner : lorsque l'on se réfère au texte même de l'édit de Montpellier, on trouve déjà évoqués ces différents enjeux. Le roi François Ier y déclare, en se qualifiant de « père et vrai restaurateur des lettres », que son royaume est devenu

« sur tous les autres [...] le plus décoré et florissant en toutes sciences et vertueuses disciplines, dont nouveaux livres et monuments sont chacun jour mis et rédigés par écrit [...], lesquelles œuvres étant vues après nous feront véritable preuve de cette tant digne et louable restitution des lettres a[d]venue de notre temps ».

La fonction d'illustration est donc clairement affichée.

Et c'est principalement pour garder mémoire de cette restauration des lettres et des mérites de ce règne qu'il est prévu de

« faire retirer, mettre et assembler en notre librairie [*i. e.* bibliothèque] toutes les œuvres dignes d'être vues qui ont été et seront faites, compilées, amplifiées, corrigées et amendées de notre temps, pour avoir recours auxdits livres si, de fortune, ils étaient ci-après perdus de la mémoire des hommes ou aucunement immués et variés de leur vraie et première publication ».

Pour cela, il est explicitement défendu

« à tous imprimeurs et libraires des villes, universités, lieux et endroits de notre royaume [...] de mettre en vente [...] aucun livre nouvellement imprimé [...] soit de ancien ou moderne auteur [...] en grand ou petit volume, que premièrement il n'ait baillé [*i. e.* donné, remis] un desdits livres [...] ès mains de notre

³ Ainsi dernièrement l'étude menée par Emmanuel Le Roy Ladurie et son équipe sur la PAC (production annuelle conservée) à partir des données de la conversion rétrospective des catalogues de la Bibliothèque nationale de France jusqu'en 1969.

amé et féal conseiller et aumônier ordinaire l'abbé Mellin de Saint-Gelais, ayant la charge et garde de notre [...] librairie [...] en notre château de Blois, ou autre personnage qui par ci-après pourra avoir en son lieu lesdites charge et garde, ou de son commis et député, qu'il aura pour cet effet en chacune des bonnes villes et universités de notre royaume [...], le tout sur peine de confiscation de tous et chacun des livres et d'amende arbitraire... »⁴.

Dès 1537, tout ce qui va assurer la légitimité et le fonctionnement du dépôt légal semble donc déjà posé en grande partie. Récapitulons : le dépôt est explicitement conçu comme le garant de la mémoire du royaume et comme le garant, d'un point de vue scientifique, de l'authenticité des textes. Il concerne tous les livres nouvellement imprimés – même s'il peut s'agir de titres anciens (cela n'est pas sans importance à l'âge de l'humanisme) –, et en tout lieu du royaume (pas seulement à Paris ou à Lyon). Quant à la bibliothèque destinataire du dépôt, c'est la « librairie » du roi lui-même, laquelle accède ainsi à un statut d'institution publique et permanente, administrée par un responsable clairement identifié. Enfin le tout doit servir à la défense et illustration des lettres dans le royaume.

Il peut donc apparaître légitime que, *mutatis mutandis*, aujourd'hui en France on veuille encore s'identifier à ce texte fondateur.

Cela dit, mieux vaut ne pas se méprendre sur ce à quoi on est tenté de s'identifier. De fait, même si de larges extraits de cet édit peuvent sembler très modernes d'esprit, la moindre des choses est de s'interroger sur la résonance et les conséquences que l'ensemble du texte a pu avoir en son temps et au cours des siècles suivants – autrement dit sur l'histoire première du dépôt légal. Ne serait-ce que pour éviter de commettre des contresens sur l'identité que l'édit de Montpellier visait à construire.

Il n'y a pas si longtemps, plus d'un collègue de la Bibliothèque nationale s'imaginait encore que la constitution de nos collections anciennes avait reposé essentiellement sur le mécanisme du dépôt légal. Depuis, on a plutôt tendance à lire l'inverse. À savoir que la législation du dépôt n'aurait quasiment pas fonctionné, au moins pendant les 150 premières années de son existence⁵, et qu'en tout cas elle n'aurait contribué que pour une part négligeable à l'enrichissement de la Bibliothèque du Roi.

⁴ Nous avons modernisé la graphie de l'ensemble des citations. Texte intégral publié notamment dans H. Lemaître, *Histoire du dépôt légal...*, *op. cit.*, 2^e partie, pp. 1-2, et dans Bruno Blasselle, Jacqueline Melet-Sanson, *La Bibliothèque nationale mémoire de l'avenir*, Paris 1994, pp. 142-143, d'après Bibl. nat. de France, ms. fr. 22076, et Arch. nat. Y9, fol. 106-107. Citation partielle dans Simone Balayé, *La Bibliothèque nationale des origines à 1800*, Genève 1988, pp. 37-38.

Certains ont même avancé l'hypothèse que l'édit de Montpellier n'aurait été en fait qu'« une mesure de censure visant à entraver la propagation des doctrines hérétiques, comme viendront le confirmer les lettres patentes de Varennes du 17 mars 1538 »⁶. Interprétation qui n'est pas absurde si on lit jusqu'au bout le texte même de l'édit :

« Semblablement voulons [...] que nul desdits libraires ou imprimeurs de ce royaume ou d'ailleurs ne puisse dorénavant vendre aucuns livres imprimés hors de notredit royaume [...] que premièrement il n'en baille la communication à icelui garde de notredite librairie ou à son commis [...] afin d'obvier aux méchantes œuvres et erreurs qui se sont par ci-devant imprimées ès pays étrangers et apportées de par-deçà ; et si lesdits livres sont trouvés dignes d'être mis en notredite librairie et publiés par notredit royaume, lesdits vendeurs seront tenus de prendre certification de notre garde [...] qui, si bon lui semble, en achètera pour nous... »

La « librairie » royale serait ainsi conçue comme une sorte de filtre censorial, au moins pour l'importation.

Cette interprétation est cependant assez peu plausible compte tenu de ce que l'on sait par ailleurs de l'histoire de la censure en France, donc en contexte gallican. Instituée en 1521 pour la production religieuse, la censure préalable relève alors de la faculté de théologie de Paris, c'est-à-dire de la Sorbonne, sans aucun lien direct ni avec le pouvoir central (qui ne dispose pas encore de censeurs royaux avant le début du XVII^e siècle), ni *a fortiori* avec la bibliothèque royale.

⁵ Cf. B. Blasselle, *La Bibliothèque nationale*, 2^e éd. mise à jour, Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 76 : « Ces dispositions semblent avoir été peu appliquées dans les premiers temps si l'on en juge par le faible nombre de livres que mentionnent les inventaires [...] faits aux XVI^e et XVII^e siècles ». B. Blasselle, J. Melet-Sanson, *La Bibliothèque nationale...*, *op. cit.*, p. 22 : « Cette institution révolutionnaire dans son principe n'a pas immédiatement apporté les résultats escomptés. Une part difficile à évaluer y a échappé » ; et encore B. Blasselle, plus catégorique dans l'article « Bibliothèque nationale de France » du *Dictionnaire encyclopédique du livre*, sous la dir. de Pascal Fouché, Daniel Péchoin, Philippe Schuwer, et la responsabilité scientifique de Jean-Dominique Mellot, Alain Nave, Martine Poulain, Paris 2000, t. I, p. 301 : « Les fonds sont uniquement composés de manuscrits, l'ordonnance de Montpellier prise par François I^{er} en 1537 qui instituait le principe du dépôt légal n'ayant eu aucun effet. »

⁶ Ursula Baurmeister, Marie-Pierre Laffitte, « De l'unité au partage, manuscrits et imprimés de la Bibliothèque du roi de 1518 à 1645 (inventaires, catalogues, cotes) », *Mélanges autour de l'histoire des livres imprimés et périodiques*, sous la dir. de B. Blasselle et L. Portes, Paris 1998, pp. 37-63.

Le XVI^e siècle : vers l'institutionnalisation d'une « librairie » royale sans dépôt légal ?

Ce que l'on sait, en tout cas, c'est qu'au XVI^e siècle un silence total entoure cette institution pionnière. Contrairement à ce qu'avance S. Balayé dans son histoire de la Bibliothèque nationale, aucun des édits de ce siècle relatifs au livre et à l'imprimerie (31 août 1539, 29 décembre 1541, 11 décembre 1547, juin 1551, mai 1571) ne mentionne plus le dépôt légal ou ce qui pourrait y ressembler⁷.

Si l'on se tourne à présent vers la ou plutôt les bibliothèques royales (il en existe alors une à Blois depuis le règne de Louis XII, 1498-1515, et une à Fontainebleau depuis 1522), même constat de vide relatif. En 1518, un inventaire de la bibliothèque de Blois recense 1 626 ouvrages, parmi lesquels 83 seulement sont décrits comme étant des livres imprimés⁸. En 1544, c'est-à-dire moins de 7 ans après l'institution du dépôt, un nouvel inventaire a lieu à Blois : on compte alors 1 896 ouvrages dont seuls 105 sont réputés imprimés. Une fois les collections royales regroupées à Fontainebleau (1544), on évalue à 2 686 le nombre de volumes, dont environ 200 imprimés.

Ce qui est déjà considérable. Au point que Robert I Estienne, le fameux imprimeur humaniste, adresse à ce sujet un éloge à François I^{er} :

« Avec quelle sollicitude il [*i. e.* le roi] a composé cette immense bibliothèque de livres achetés de tous côtés sans jamais épargner la dépense et qu'il accroît sans cesse ! [...] Notre roi [...] la communique librement à quiconque en a besoin »⁹.

Mais il est uniquement question ici d'achats ou de dépenses et nullement d'un quelconque « impôt en nature ».

D'ailleurs, si le dépôt légal était réellement appliqué de façon régulière, on s'apercevrait très vite qu'il n'est pas réaliste d'en articuler l'organisation autour du château de Blois ou de celui de Fontainebleau. Il conviendrait plutôt de rapprocher la bibliothèque royale de Paris, où sont concentrés ceux qui devraient l'approvisionner – les imprimeurs et les libraires –, et ceux qui devraient en valoriser les ressources – à savoir les humanistes et les universitaires.

⁷ S. Balayé, *La Bibliothèque nationale...*, *op. cit.*, p. 39.

⁸ On sait cependant par des recoupements qu'au moins 300 volumes consistent alors en imprimés.

⁹ Préface grecque de l'édition de l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe, traduite par Henri Omont, citée par Balayé, *La Bibliothèque nationale...*, *op. cit.*, p. 42.

Un double paradigme

On ne sait donc pas grand-chose de l'application du dépôt légal. Mais ce que l'on sait, en tout cas, c'est que la « librairie » du roi qui est censée recevoir ce dépôt ne présente certes pas le modèle moderne d'un établissement public à vocation nationale. Tout prouve au contraire que cette première forme de bibliothèque, logée dans un palais royal et mal distinguée des livres personnels du souverain, est par excellence l'expression du « fait du prince ». Un prince sans doute davantage inspiré par la politique culturelle à la fois ostentatoire et jalouse des potentats italiens que par le souci de constituer le patrimoine commun du royaume. Avec toutes les caractéristiques mécéniques, courtoisanes et arbitraires que cette munificence princière peut supposer.

À l'âge des Estienne, de Josse Bade, de Simon de Colines et des éditions imprimées de qualité qui font la réputation de son royaume, François Ier a donc préféré acquérir pour sa bibliothèque des manuscrits précieux, grecs en particulier, qui précisément sont l'aliment de l'édition humaniste. Derrière cette attitude, on peut en fait discerner un double paradigme.

Celui de la collection d'apparat, que l'on montre en même temps que les objets d'art aux visiteurs de marque ; le trésor de livres richement reliés hérité de la tradition princière de la fin du Moyen Âge et rendu plus prestigieux par les fastes de la Renaissance italienne.

Celui aussi de la bibliothèque-source, gisement de manuscrits rares qui doivent servir de base à l'édition savante et au travail de l'élite des humanistes bien en cour (ainsi l'helléniste Guillaume Budé, qui n'est pas par hasard le premier responsable de la bibliothèque de Fontainebleau).

Il n'y a pas place dans un tel modèle pour le développement d'un dépôt légal systématique de la production imprimée. C'est ici qu'il faut se rappeler un passage souvent oublié de l'édit de Montpellier, mais qui est loin d'être anodin : il y est question en effet d'« assembler en notre librairie *toutes les œuvres dignes d'être vues* »¹⁰. Pas, autrement dit, le tout-venant des presses du royaume, qui risquerait non seulement d'encombrer mais, bien plus, de déparer la librairie du roi de France.

Le statut de la bibliothèque évolue-t-il significativement au cours du siècle ? Il ne semble pas. Certes, la bibliothèque royale commence à être de moins en moins la « chose » du souverain. C'est ainsi que, vers 1570, le roi

¹⁰ Ce que S. Balayé (*op. cit.*, pp. 37-38) traduit judicieusement par « tout livre d'une certaine importance ».

Charles IX se décide à recentrer sa « librairie » en l'installant à Paris, dans le Quartier latin, c'est-à-dire au plus près de ses utilisateurs potentiels, les hommes d'étude de la capitale¹¹. Mais les collections entre-temps ne se sont guère étoffées ni diversifiées. En 1570, un inventaire recense environ 4 000 volumes, manuscrits et imprimés mêlés. En 1622, bien après les vicissitudes des guerres de Religion et de la Ligue, un nouveau catalogue n'en répertorie que 4 712. En un demi-siècle, l'accroissement est faible et, de surcroît, ne concerne quasiment pas les livres imprimés : aucun entre 1570 et 1600, et seulement 4 dans les deux premières décennies du XVII^e siècle.

Le premier XVII^e siècle et l'ambition d'une refondation du dépôt légal

C'est à cette époque que les responsables de la Librairie du Roi (que l'on commence d'ailleurs à appeler Bibliothèque du Roi à partir de 1618) commencent enfin à considérer cet état de fait comme un retard de moins en moins acceptable. L'édit d'août 1617, qui en quelque sorte refonde le dépôt légal, est pris à leur initiative¹². Et ce texte est d'un intérêt capital pour l'histoire de l'institution sous l'Ancien Régime. D'abord par la façon dont il présente le passé et la justification de la « librairie » royale :

« Le soin qu'ont eu nos prédécesseurs rois de rendre leur règne florissant en toutes sortes de sciences et bonnes lettres paraît en la bibliothèque qu'ils nous ont laissée de *plusieurs livres anciens écrits à la main* [...] qui sont comme originaux auxquels on peut avoir recours [...], ce qu'étant reconnu pour l'un des principaux ornements de l'Université fondée en la ville capitale de notre royaume [...], nous désirons non seulement la conserver et entretenir, mais aussi l'augmenter, *ajoutant en notre bibliothèque quantité de bons livres imprimés pour y être gardés avec pareil soin que les manuscrits*, afin que les meilleures éditions qui, par succession de temps [...], deviennent rares, se puissent promptement recouvrer et servir au public. À ces causes [...] ordonnons qu'à l'avenir

¹¹ En 1567, le philosophe Pierre de La Ramée dit Ramus demande explicitement à la reine mère Catherine de Médicis, veuve d'Henri II, que la bibliothèque royale soit placée à Paris sur « la montagne de l'Université », « lieu du monde le plus propre à faire passer votre mémoire à la postérité ». Et de rappeler à la reine que ses ancêtres Côme et Laurent Médicis n'avaient pas mis leur bibliothèque « dans leurs délicieuses campagnes de Toscane » mais « au foyer de leurs États, dans la ville où elle était le plus accessible aux hommes d'étude » (cf. Balayé, *La Bibliothèque nationale...*, *op. cit.*, p. 47).

¹² Il s'agit alors du garde Nicolas Rigault et du maître de la librairie Jacques-Auguste de Thou (en poste de 1593 à 1617).

ne sera octroyé [...] aucun privilège pour faire imprimer [...] aucun livre, sinon à la charge d'en mettre gratuitement deux exemplaires en notre bibliothèque »¹³.

Si l'on en croit ce texte, le dépôt légal institué en 1537 n'avait donc pas été véritablement mis en œuvre. Au contraire, même, puisque la Bibliothèque du Roi était alors plus que jamais considérée comme une collection de manuscrits, de « matrices » pour d'éventuelles éditions imprimées.

Du point de vue institutionnel et bibliographique, la mesure est également intéressante car elle fait du dépôt la contrepartie de l'obtention du privilège de librairie. Or, depuis 1566, le privilège du Roi est obligatoire en France pour la publication de toute édition nouvelle ou considérablement augmentée. Les livres couverts par un privilège royal sont-ils nécessairement de « bons livres » au sens où l'entend l'édit de 1617 ? Ceci est une autre histoire. En tout cas, dans le principe, privilège et dépôt légal sont désormais liés.

Une législation sévère mais peu efficace jusqu'au règne personnel de Louis XIV

Plusieurs textes législatifs vont cependant devoir rappeler à l'ordre imprimeurs et libraires, au cours du XVII^e siècle, afin qu'ils se conforment à l'obligation de dépôt légal – statuts de la communauté des imprimeurs et libraires parisiens de juin 1618, sentences du Châtelet de 1619 et arrêt du parlement de Paris du 30 mars 1623, arrêt du Conseil d'État du 21 octobre 1638¹⁴.

Peine perdue apparemment puisque, le 19 mars 1642, un arrêt du Conseil, pris sur les plaintes du garde de la Bibliothèque du Roi, constate même que

« depuis plus de dix ans, et par un mépris et une désobéissance punissable, il n'a été mis en ladite bibliothèque que *fort peu et des moindres livres qui se sont imprimés* [...] et distribués en cette ville de Paris... »

Remarquons au passage le préjugé tenace de sélectivité et de Paris-centrisme qui s'exprime dans ce texte – comme si seuls les « meilleurs » livres et les impressions parisiennes étaient jugés dignes d'entrer à la Bibliothèque du Roi.

¹³ Cité par H. Lemaître, *Histoire du dépôt légal...*, op. cit., pp. 4-5.

¹⁴ C'est à l'occasion de cet arrêt que l'on ajoute un troisième exemplaire au dépôt requis, et ce en faveur du chancelier de France (en l'occurrence Pierre Séguier, lui-même fervent bibliophile).

D'ailleurs, pour remédier à cette situation, faute de moyen de coercition, on ne trouve rien de mieux que d'actionner la corporation parisienne des métiers du livre. Elle sera désormais chargée de

« donner au maître de la bibliothèque de Sa Majesté un état des livres et figures qui ont été imprimés depuis dix ans et dont les privilèges ont été expédiés [...] et [...] faire porter en icelle [bibliothèque] deux exemplaires de chacun d'iceux [livres] ».

L'efficacité de la mesure laissant encore à désirer, un arrêt du Conseil du 29 mars 1656 va plus loin. Il constate d'abord que l'on n'a « point satisfait à ladite clause [du dépôt] depuis vingt en ça ». Et il ordonne en conséquence que tous ceux qui auront obtenu privilège de librairie depuis 20 ans soient « tenus dans quinzaine [...] de rapporter] tous les certificats » du garde de la Bibliothèque du Roi attestant le dépôt des exemplaires. « À faute de ce faire, Sa Majesté a cassé et révoqué [...] lesdits privilèges [et] a ordonné [...] de faire saisir tous les [...] livres qui se trouveront imprimés depuis ledit temps ». Le 14 octobre 1656, un nouvel arrêt est encore plus explicite ; il proclame la révocation de « tous les privilèges accordés depuis vingt ans à tous auteurs, libraires et imprimeurs de son royaume [...] qui n'ont pas mis en sa bibliothèque ni en celle de M. le chancelier les livres qu'ils étaient obligés d'y mettre ».

À travers ces mesures successives, la Bibliothèque du Roi s'est incontestablement institutionnalisée. Sur le terrain des principes, elle a pris sa place dans le dispositif de contrôle régalien de l'imprimé exercé par le chancelier de France, aux côtés du privilège de librairie et non loin de la censure préventive. Il est désormais établi que le dépôt légal est la garantie de la détention du privilège de librairie, même si ce privilège ne concerne encore qu'une minorité (minorité parisienne) des ouvrages parus.

La Bibliothèque du Roi « déclassée »

Mais en pratique, malgré la sévérité accrue de la législation, l'institution du dépôt légal n'a sans doute connu jusque-là qu'une efficacité très limitée. Au début du règne personnel de Louis XIV, le volume des collections imprimées de la Bibliothèque du Roi n'a toujours pas décollé. C'est seulement à l'occasion de l'inventaire de 1662 que pour la première fois le nombre d'imprimés finit par dépasser celui des manuscrits : 10 658 contre 6 088. Et ce n'est pas au dépôt légal qu'on le doit, mais bien au legs des érudits Pierre et Jacques Dupuy¹⁵, eux-mêmes garde des collections royales.

Comme l'a relevé S. Balayé, la Bibliothèque du Roi est probablement devenue

« moins utile dans la mesure où, toujours pauvre en imprimés désormais indispensables à l'avancement de la pensée, elle rend moins de services qu'un siècle auparavant aux premiers humanistes [...] on la fréquente moins que les bibliothèques plus modernes [celles par exemple du chancelier Séguier ou des grandes familles de parlementaires parisiens comme les de Mesmes, les de Thou, les Bignon, les Harlay, etc.]. La période qui s'étend *grosso modo* de 1610 à 1660 est probablement la plus pauvre de toute son histoire... »¹⁶.

La Bibliothèque du Roi se situe en tout cas très en deçà des hautes ambitions qui s'expriment alors dans les projets « bibliopolitiques » de Gabriel Naudé (1600–1653) – projets étudiés notamment par Robert Damien dans *Bibliothèque et État*¹⁷. Naudé, bibliothécaire visionnaire et libertin érudit, entend fonder la légitimité de la bibliothèque en l'affranchissant des représentations humanistes comme de l'autorité spirituelle du Livre unique. La bibliothèque, en tant que nouveau modèle d'organisation rationnelle des savoirs, doit selon lui être mise au service de la rationalité du pouvoir politique, autrement dit de la raison d'État. Pour cela, la bibliothèque qu'il appelle de ses vœux doit être centralisée dans la main du prince, mais aussi ouverte au public savant des conseillers du pouvoir ; elle doit viser à l'universalité des savoirs et par conséquent ne plus se contenter du beau, du rare et du manuscrit.

En ce qui concerne la Bibliothèque du Roi, dans la première moitié du XVII^e siècle, convenons que l'on est très loin de cet idéal. Il va cependant faire son chemin dès le règne personnel de Louis XIV.

Si, dans la première moitié du XVII^e siècle, les dispositions coercitives adoptées n'aboutissent pas à enrichir la Bibliothèque du Roi par le dépôt légal, ce n'est pas seulement par défaut d'efficacité. C'est aussi parce que la bibliothèque royale se cherche encore entre plusieurs modèles, plusieurs tropismes, où la réalité du dépôt légal n'a pas sa place. De fait, si la Bibliothèque du Roi ne doit conserver que des collections rares ou prestigieuses et dignes de la majesté royale, il est évident que le dépôt légal n'est pas le mode approprié d'enrichissement. Il est même possible qu'au début du XVII^e siècle, on n'ait parfois pas su quoi faire des ouvrages imprimés remis

¹⁵ Décédés respectivement en 1651 et 1656.

¹⁶ Balayé, *La Bibliothèque nationale...*, *op. cit.*, p. 66.

¹⁷ Robert Damien, *Bibliothèque et État. Naissance d'une raison politique dans la France du XVII^e siècle*, Paris 1995.

en vertu du dépôt. D'où l'idée, soulevée par nos collègues Baurmeister et Laffitte¹⁸, d'une « évaporation » des volumes déposés et jugés indignes de figurer parmi les collections royales – évaporation se traduisant par des re-ventes, des échanges ou des appropriations pures et simples au profit de responsables de la bibliothèque...

J.-B. Colbert et ses successeurs : de nouvelles ambitions pour la Bibliothèque du Roi

Ce modèle ancien, où la production courante n'a guère sa place, ne va pas évoluer du jour au lendemain, mais le règne personnel de Louis XIV s'avère de ce point de vue décisif.

Jean-Baptiste Colbert, le tout-puissant ministre du Roi-Soleil, devient en 1664 surintendant des Bâtiments du Roi ; à ce titre, il est chargé entre autres de la Bibliothèque du Roi dont il fait nommer garde son frère l'abbé Nicolas Colbert. J.-B. Colbert, lui-même bibliophile et collectionneur, est bien décidé à faire de cette bibliothèque un instrument privilégié du pouvoir monarchique. Mais il entend également valoriser la position centrale de la bibliothèque, au sein du réseau savant qu'il est alors en train de mettre sur pied au moyen des académies royales et du système des pensions. Colbert met ainsi en chantier à sa façon le projet de politique culturelle que formulait déjà Gabriel Naudé quelques décennies auparavant. En l'occurrence, le pouvoir politique entend désormais reconnaître explicitement le statut élitiste des tenants du savoir. À la condition toutefois que leur légitimation s'effectue au sein d'institutions travaillant à exalter la gloire du monarque et à conforter la légitimité de son pouvoir. Dans ce dispositif, la bibliothèque joue un rôle essentiel en prenant place au centre de ce qu'Henri-Jean Martin a appelé la « direction des lettres », c'est-à-dire l'encadrement politique des élites culturelles par l'institution d'un mécénat royal exclusif. La Bibliothèque du Roi est appelée de cette façon à devenir en soi une autorité et un pôle d'attraction incontournable pour les lettrés, les savants et les artistes concernés par le réseau académique.

Encore faut-il cependant que ses collections soient (qualitativement mais aussi quantitativement) à la hauteur des attentes de ces spécialistes.

C'est au service d'un tel objectif que l'institution du dépôt légal se trouve vigoureusement réactivée et même rétroactivée. Après plusieurs

¹⁸ U. Baurmeister, M.-P. Laffitte, « De l'unité au partage... », *art. cit.*

rappels à l'ordre, un arrêt du Conseil du 17 mai 1672 finit par ordonner en effet que tous

« auteurs, libraires, imprimeurs et graveurs [le dépôt légal concerne désormais aussi les estampes] qui ont obtenu depuis vingt ans des privilèges de Sa Majesté [...] seront tenus, [dans la] quinzaine [...] de rapporter [...] à la Bibliothèque du Roi...] deux exemplaires de tous les livres imprimés ou estampes gravées depuis ledit temps dont les [...] exemplaires n'auront [pas] été fournis ». Le tout sous peine de saisie et d'une amende très lourde (1 500 livres tournois).

La grande différence avec la législation antérieure, c'est que dorénavant le pouvoir royal peut compter, pour la faire appliquer, sur le relais efficace du lieutenant général de police, en poste depuis 1667, véritable bras armé de la monarchie à Paris.

Et, de fait, dans la capitale, la mesure a probablement donné des résultats. En 1684, un catalogue établi par le garde Nicolas Clément recense à la Bibliothèque du Roi 35 594 volumes imprimés et 10 542 manuscrits. Les collections d'imprimés ont donc quasiment triplé en vingt ans, soit un rythme d'accroissement encore jamais vu de plus de 1 000 volumes par an. Sans que l'on puisse cependant savoir exactement quelle a été dans ce processus d'enrichissement la part du dépôt légal.

Entre-temps, J.-B. Colbert est mort, en 1683, mais ses successeurs à la tête de la Bibliothèque du Roi, le fils et le frère du ministre Louvois¹⁹, poursuivent la même politique ambitieuse. On continue à vouloir enrichir les collections non seulement qualitativement mais aussi quantitativement, pour faire de cette institution à la fois un instrument de prestige monarchique et un lieu de rayonnement culturel et scientifique.

Enfin, en 1692, l'abbé de Louvois se décide à ouvrir officiellement la Bibliothèque du Roi au public, d'abord deux jours par semaine. C'est bien le signe que, grâce à des collections désormais à jour vis-à-vis des attentes des savants et des lettrés, la bibliothèque est devenue une institution indispensable à la République des lettres. Ce n'est plus, loin de là, une bibliothèque d'appoint parmi d'autres comme au début du XVII^e siècle.

Dans ces conditions, le dépôt légal, permettant de faire entrer gratuitement la production courante ou récente, est jugé primordial par les responsables de la bibliothèque. Des arrêts du Conseil du 31 janvier 1685 et du 20 octobre 1688 rappellent son obligation. On cherche à combler son défi-

¹⁹ Camille Le Tellier, âgé de 9 ans en 1684, futur abbé de Louvois, et Mgr Le Tellier, archevêque de Reims, frère du ministre François-Michel Le Tellier de Louvois et bibliophile avisé.

cit à Paris, mais aussi en province, en mettant de plus en plus la pression sur les corporations provinciales du livre. Une déclaration royale d'avril 1695 portant règlement pour les imprimeurs et libraires de Lyon rappelle explicitement (art. 10) :

« Tous les libraires et imprimeurs faisant imprimer des livres avec privilège seront tenus de mettre en notre *bibliothèque publique* [noter l'expression] deux exemplaires desdits livres... »

Dans le même temps, on charge la chambre syndicale des libraires de Paris de « retenir pour le roi » trois exemplaires « de chaque ouvrage imprimé avec privilège, même de ceux qui ont été imprimés dans les provinces »²⁰.

À la bibliothèque même, on commence à dresser des listes de réclamations de livres qui auraient dû être déposés. On conserve ainsi une liste établie par le garde Nicolas Clément pour « la recherche de tous les livres dus à la Bibliothèque du Roi » entre 1663 et 1703. Liste qui ne compte pas moins de 6 572 ouvrages, soit une moyenne de 168 par an.

Le dépôt légal, une pièce de l'appareil de contrôle centralisé des métiers du livre

À l'instigation du comte de Pontchartrain, devenu en 1699 chancelier de France, on tente d'aller plus loin, en reliant plus nettement l'institution du dépôt légal à tout l'appareil de contrôle centralisé des métiers du livre qui se met alors en place sous le nom de « Direction de la Librairie du royaume de France ». De sorte que, le 17 octobre 1704, un nouvel arrêt du Conseil, confirmant les dispositions antérieures, confie néanmoins le contrôle de l'ensemble du dépôt des ouvrages imprimés avec privilège ou permission aux syndic et adjoints de la communauté des libraires de Paris.

Pourquoi cette mesure ? Le préambule de l'arrêt précise :

« parce que, tous les privilèges que Sa Majesté accorde pour l'impression et gravure devant être enregistrés sur le livre de leur communauté, et prenant soin de visiter tous les livres qui entrent dans Paris, rien ne saurait échapper à leur connaissance ».

Mais il y a d'autres raisons. Le pouvoir royal renforce ainsi la centralisation du système. Il responsabilise les libraires parisiens vis-à-vis de l'importance du dépôt. Il excite aussi leur zèle à l'égard de leurs concurrents provinciaux

²⁰ Ordre signé du comte de Pontchartrain, en date du 21 mai 1698 (Bibl. nat. de France, ms. fr. 21814, fol. 249).

défaillants. Et, de surcroît, cette mesure ne coûte rien au Trésor, puisque le contrôle est confié à une instance corporative préexistante (que l'on dédommage simplement en décidant de lui attribuer trois exemplaires supplémentaires de chaque livre déposé, « pour être la valeur d'iceux [exemplaires] employée aux affaires et besoins » de la communauté parisienne).

Les vices d'un tel système sautent aux yeux. H. Lemaître, dans son *Histoire du dépôt légal*²¹, en a discerné l'un des principaux : « celui de confier la surveillance de l'imprimerie à des personnes privées sur qui l'autorité royale ne pouvait avoir prise ». Un autre défaut majeur consistait à placer les imprimeurs et libraires de province sous la dépendance et le contrôle de leurs homologues de la capitale, et à les obliger à verser à ceux-ci une espèce de tribut en nature qui était particulièrement mal perçu. Dès 1705, la communauté de Lyon proteste contre l'injustice de cette mesure et introduit une requête au Conseil d'État. Un procès s'ensuit, à l'issue duquel les libraires lyonnais se trouvent déboutés²². Mais, pendant tout le XVIII^e siècle, l'un des « sports » favoris des imprimeurs et libraires provinciaux, de Lyon et de Rouen surtout, va consister précisément à se soustraire à une obligation de dépôt légal tenue pour inéquitable.

Cela dit, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, cette législation du dépôt légal va demeurer quasiment intangible, et fera surtout l'objet de rappels à l'ordre²³.

Au siècle de l'abbé Bignon : lacunes et exigences

Il serait faux de dire que ce volontarisme politique n'a procuré aucun enrichissement à la Bibliothèque du Roi, laquelle est probablement devenue alors la première des bibliothèques publiques ou semi-publiques au monde, avec quelque 70 000 volumes imprimés vers 1715, puis 135 000 en 1743, et enfin 300 000 en 1790 (cf. annexe). Mais cela n'empêche pas l'abbé Jean-Paul Bignon, éminent bibliothécaire du Roi de 1719 à 1743, de déplorer dans une lettre de juillet 1731 que « plus il connaît les livres, plus il sent la pauvreté de la Bibliothèque »²⁴.

²¹ H. Lemaître, *Histoire du dépôt légal...*, op. cit., p. XVIII.

²² Ibid., pp. 23-24.

²³ Arrêts du Conseil des 16 décembre 1715, 11 octobre 1720, 28 février 1723, 16 avril 1785, etc.

²⁴ Bibl. nat. de France, ms. fr. 22235, fol. 106-107, cité par Balayé, *La Bibliothèque nationale...*, op. cit., p. 200.

Peut-on le croire ? Oui, en un sens. Il est vrai que l'abbé Bignon reste nettement tributaire d'une vision élitiste, lettrée et « académique » de l'usage des collections royales – lui-même, pivot de la fameuse « direction des lettres », n'estime-t-il pas que tout est « académisable » ? Cependant sa conception de ce qui est « digne » de figurer parmi les collections royales s'est considérablement élargie par rapport à la vision de ses devanciers.

En témoigne un mémoire rédigé vers 1720 à son intention qui souligne les failles du dépôt légal par rapport à ce que la Bibliothèque du Roi serait en droit d'en recevoir²⁵ :

- toutes les réimpressions échappent au dépôt, bien qu'elles doivent être elles aussi pourvues d'un privilège ou d'une permission depuis 1701 ;
- un comble : « le directeur de l'Imprimerie royale ne donne qu'un exemplaire de tout ce qu'il imprime » ;
- les continuations [*i. e.* prolongations] de privilèges, octroyées aux plus puissants des libraires parisiens, ne font pas l'objet d'un dépôt ; « comme ce sont les plus forts libraires [qui les obtiennent], les syndic et adjoints n'osent même pas leur représenter leurs règles » ;
- « la Bibliothèque n'a rien, ou peu de chose, de quantité de pièces qui s'impriment dans les provinces [...] ; elle n'a rien de ce qui s'imprime par ordre des intendants [...] peu de chose aussi en fait de] mémoires, de factums, de plaidoyers [...] On ne voit à la Bibliothèque aucunes thèses de philosophie, de mathématique, de droit, de médecine, de théologie... » ;
- « Il est étonnant que la Bibliothèque ne puisse pas montrer un recueil des édits, déclarations et ordonnances du Roi, des arrêts du Conseil, des arrêts des parlements... »

Le rapport ajoute les gravures, les faire-part et billets d'enterrement et autres « besognes de ville ». Et de conclure sur l'énormité du déficit : « Ces différents articles fourniraient à la Bibliothèque une augmentation de plus de moitié ». Or, à l'époque, les collections comptent moins de 100 000 volumes imprimés.

L'abbé Bignon va s'attacher à combler certaines de ces lacunes et d'autres. Il va notamment plaider auprès de la Chancellerie pour que les éditions publiées sous « permission tacite »²⁶, voire même les éditions pro-

²⁵ Mémoire du libraire François Jouenne (1667–1740), chargé d'assurer le lien entre la chambre syndicale des libraires de Paris et la Bibliothèque du Roi en matière de dépôt légal (Bibl. nat. de France, ms. fr. 22076, pièce 40, cité par Lemaître, *Histoire du dépôt légal...*, *op. cit.*, pp. 61-64).

²⁶ C'est-à-dire tolérées et enregistrées hors du circuit officiel des privilèges et permissions dits du sceau.

hibées destinées au pilon, soient elles aussi soumises au dépôt (mémoire au chancelier du 17 janvier 1740). Il va s'employer à rappeler à l'ordre les éditeurs de réimpressions (mémoire remis au même en décembre 1732). Et on sait qu'il y réussit partiellement grâce à sa correspondance avec la chambre syndicale des libraires parisiens.

En 1750, cependant, il constate dans un mémoire au chancelier : « Le peu de soin qu'ont en général les libraires de province à fournir les livres pour lesquels ils obtiennent des privilèges demande encore une attention particulière »²⁷. En matière de déficit provincial, on sait que ses moyens sont limités par un système particulièrement inadapté depuis 1704.

De plus, d'une façon générale, Bignon et ses successeurs ne vont pas chercher à faire rentrer à la Bibliothèque du Roi l'intégralité de la production imprimée courante. Leur intérêt, si élargi soit-il par rapport au siècle précédent, demeure sélectif. L'extension des publics et la représentativité bibliographique ou historique des collections vis-à-vis de la production réelle ne font pas encore partie de leurs préoccupations premières.

Certains auteurs des Lumières trouvent même absurde et pathétique cette quête de l'universel relayée par l'obligation de dépôt légal, qui remplit les rayonnages de la Bibliothèque du Roi de livres jugés inutiles. Louis-Sébastien Mercier, dans son *Tableau de Paris* (1781), n'épargne pas la fière institution façonnée par les Bignon et les Colbert :

« Ce monument du génie et de la sottise prouve que le nombre des livres ne fait pas les richesses de l'esprit humain [...] L'esprit se trouve obscurci dans cette multitude de livres insignifiants, qui tiennent tant de place et ne servent qu'à troubler la mémoire du bibliothécaire, qui ne peut venir à bout de les arranger... »

Il convient cependant de relativiser l'ampleur des accroissements et la manne supposée du dépôt légal. Sur la période 1684-1789, on dispose en effet d'archives permettant de reconstituer en continu les entrées de livres dues au dépôt légal effectué auprès de la Bibliothèque du Roi²⁸. À première vue, le volume concerné apparaît assez considérable : 28 585 ouvrages en 106 ans, soit 270 titres par an, environ 300 volumes par an. En fait, si l'on

²⁷ Cité par Lemaître, *Histoire du dépôt légal...*, op. cit., pp. 74-75.

²⁸ Bibl. nat. de France, ms. Archives 34-35 (janvier 1684-1724) ; ms. fr. 22023-22026 (1724-décembre 1785) ; ms. Archives 36, fr. 22027, fr. 22031 (décembre 1785-avril 1789) ; ms. fr. 22032 (juin 1789-janvier 1790). Cf. notamment Robert Estivals, *Le Dépôt légal sous l'Ancien Régime de 1537 à 1791*, Paris 1961 ; du même, *La Statistique bibliographique de la France sous la monarchie au XVIIIe siècle*, Paris/La Haye 1965.

périodise, la progression est lente. On part d'une moyenne de 146 ouvrages par an en 1684–1704 ; on commence à atteindre les 250 titres / an à partir de la fin des années 1720 ; on dépasse les 300 titres / an à la fin des années 1760, les 400 / an à la fin de la décennie 1770 ; et on n'atteint les 1000 titres / an que dans les quatre dernières années de l'Ancien Régime (1786, 1787, 1788 et 1789).

Si à présent on compare le volume global des ouvrages entrés par dépôt entre 1684 et 1789 (soit 28 585) avec celui de l'ensemble des accroissements de la Bibliothèque du Roi dans le même temps, la proportion des apports du dépôt apparaît beaucoup plus modeste. Du catalogue Clément de 1684 à l'évaluation de juin 1790, on est passé en effet de 35 594 imprimés à environ 300 000, soit un accroissement de près de 265 000 volumes. Sur cette quantité, le dépôt légal n'aurait donc fourni qu'un peu plus de 10 % (10,8 % plus exactement) des enrichissements constatés en matière de livres imprimés. Tout le reste (89,2 %) a été acheté, reçu en don ou en legs, éventuellement échangé.

Si la Bibliothèque du Roi paraît bien riche, à la veille de la Révolution – S. Balayé y insiste et cela est confirmé par plus d'un témoignage d'époque –, ce n'est donc pas au dépôt légal qu'elle le doit. La bibliothèque royale d'Ancien Régime ne peut être qualifiée à proprement parler de « bibliothèque de dépôt légal ». Elle reste en grande partie tributaire du modèle élitiste et « collectionniste » qui avait présidé à sa fondation. Malgré une prétention accrue à une forme de représentativité vis-à-vis de la production imprimée, prétention portée en particulier par l'abbé Bignon, la Bibliothèque du Roi demeure très en deçà des ambitions d'une bibliothèque à caractère « national ».

La Révolution ou comment être national ?

Mais comment faut-il être national ? L'attitude paradoxale des autorités de la Révolution témoigne de la difficulté à cerner cet enjeu d'identité soulevé par la première bibliothèque de la nation.

Dès les débuts de la Révolution, on reproche à la Bibliothèque du Roi d'en avoir trop fait. On englobe donc le dépôt légal parmi les obstacles à la liberté de la presse, parmi les instruments d'un contrôle centralisé devenu insupportable. Le 21 juillet 1790, le dépôt légal est par conséquent aboli. Mais, dès 1792, on évalue à une somme de 70 000 livres ce qu'il va falloir déboursier pour compenser le déficit de dépôt sur trois ans. Devant les diffi-

cultés budgétaires, le bibliothécaire du Roi, Lefèvre d'Ormesson²⁹, doit même réaliser des acquisitions sur ses deniers personnels.

Dans le même temps, au milieu d'un désintérêt quasi général vis-à-vis du sort des bibliothèques, le rapport sur l'Instruction publique de Talleyrand³⁰ (septembre 1791) semble montrer que la Révolution est disposée à s'assimiler l'héritage identitaire de cette institution d'Ancien Régime : « la Bibliothèque du Roi regardée de tout temps comme nationale », écrit Talleyrand. La suite du texte montre cependant que la Révolution n'est prête à accepter cet héritage qu'en se réservant un droit d'inventaire sévère vis-à-vis des masses de livres légués par la monarchie absolue :

« Vous hâterez aussi, écrit Talleyrand, l'anéantissement [...] de cette fausse et funeste opulence sous laquelle finirait par succomber l'esprit humain. Une foule d'ouvrages, intéressants lorsqu'ils parurent, ne doivent être regardés maintenant que comme [...] les tâtonnements de l'esprit de l'homme se débattant dans la recherche de la solution d'un problème ; par une dernière combinaison, le problème se résout, la solution seule reste [...] Donc chaque découverte, chaque vérité reconnue [...] devrait naturellement réduire le nombre des livres »³¹.

Où l'on retrouve l'idée d'une sélectivité justifiée par le progrès scientifique qui était déjà au cœur des utopies de Mercier dix ans plus tôt. Tout se passe donc comme si les nouvelles élites de la Révolution (parmi lesquelles certains bibliothécaires, comme Ameilhon) proclamaient rejeter l'idéal ancien de bibliothèque de l'honnête homme, voire de l'honnête sujet de la monarchie, pour en appeler à un nouvel idéal, fondé sur l'alliance de la science et du zèle patriotique. Celui d'une « bibliothèque de l'honnête nation », pour reprendre l'heureuse formule de M. Sacquin³². Bibliothèque qui serait débarrassée de tous les livres « inutiles », porteurs des erreurs scientifiques et idéologiques du passé.

Le seul problème, c'est que non seulement la Révolution ne mettra pas à exécution cette expurgation de la nouvelle Bibliothèque nationale, mais qu'au contraire elle attribuera à ses collections une grande part des confis-

²⁹ Anne-Louis-François de Paule Lefèvre d'Ormesson, bibliothécaire du Roi de décembre 1789 à août 1792.

³⁰ Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (1754–1838), alors ex-évêque d'Autun et membre de l'Assemblée constituante.

³¹ Cité dans *Une Éducation pour la démocratie, textes et projets de l'époque révolutionnaire*, prés. Bronislaw Baczko, Paris 1982, p. 141.

³² Michèle Sacquin, « Bibliothèque royale et utopie », dans *1789. Le patrimoine libéré. 200 trésors entrés à la Bibliothèque nationale de 1789 à 1799*, Paris 1989, pp. 18-20.

cations opérées à la suite de la nationalisation des biens du clergé. Comble des paradoxes : elle contribuera ainsi à l'« encombrer » pour des siècles de toute cette accumulation de savoirs et de doctrines rendue prétendument caduque par les progrès de la science. Bien plus, par la loi Lakanal du 19 juillet 1793, la Révolution rétablira même le dépôt légal, à titre facultatif, s'étant aperçue entre-temps que cette institution servait en fait aussi à protéger la propriété littéraire³³.

Ainsi accouchait dans la douleur l'idée d'un patrimoine culturel de la nation française. Patrimoine commun, acceptant même l'héritage du passé le plus controversé. Patrimoine protégé tant bien que mal, grâce à des hommes comme l'abbé Grégoire, contre le vandalisme de la « pensée unique » et l'éternelle tentation de la « table rase ».

De même peut-on dire que la bibliothéconomie politique d'un Gabriel Naudé, visant à l'universel, finissait ainsi par triompher de la sélectivité élitiste qui avait dominé l'histoire de la Bibliothèque du Roi devenue nationale. Tant il est vrai, comme l'a bien vu Damien dans *Bibliothèque et État*, que « la démocratie égalitaire de la bibliographie précède la démocratie politique »³⁴. Elle en est même l'un des moteurs, faudrait-il ajouter. Car la prise en compte de tous les livres, principe de base du dépôt légal, à condition d'être maîtrisée par la science de la bibliographie, porte toujours en germe un autre principe d'acceptation universelle. Celui de la prise en compte de toutes les autres individualités, identités et cultures, principe de base des régimes démocratiques, auxquels nous nous félicitons aujourd'hui de nous identifier.

³³ Voir notamment 1789. *Le patrimoine libéré...*, op. cit.

Le dépôt ne fait d'abord entrer que 300 à 800 ouvrages p. a.; il faut attendre l'Empire pour que l'on dépasse les 1 000 puis 2 000 (en 1810) ouvrages p. a. Et c'est au milieu des années 1850 que les chiffres du dépôt légal commencent à dépasser les 10 000 unités p. a.

³⁴ R. Damien, *Bibliothèque et État...*, op. cit., p. 308.

Annexe

Recensements (inventaires, catalogues) des collections
de la Bibliothèque du Roi (1518–1791)

- 1518 : inventaire de la « librairie » royale du château de Blois : 1 626 ouvrages, dont 83 seulement sont décrits comme imprimés (au moins 300 le sont, en fait)
- 1544 : inventaire de la « librairie » royale de Blois avant son transfert au château de Fontainebleau : 1 896 ouvrages, dont 105 sont décrits comme imprimés (on évalue dès lors à 2 686 volumes au moins les collections royales regroupées à Fontainebleau)
- vers 1570 : inventaire de la « librairie » royale peu après son transfert à Paris, dans un local du Quartier latin : 3 651 articles, imprimés et manuscrits mêlés, représentant plus de 4 000 volumes
- 1622 : double catalogue de la « Bibliothèque du Roi », alors établie au couvent des Cordeliers, par Nicolas Rigault : 4 712 articles, imprimés et manuscrits mêlés
- 1645 : catalogue de la « Bibliothèque du Roi » au couvent des Cordeliers, par les frères Pierre et Jacques Dupuy : 5 259 articles, soit 3 930 de manuscrits et 1 329 d'imprimés
- 1662 : inventaire postérieur au legs (9 223 volumes imprimés) des frères Dupuy : 10 658 imprimés pour 6 088 manuscrits (*pour la première fois, le nombre d'imprimés dépasse celui des manuscrits*)
- 1666 : évaluation : lors du transfert de la Bibliothèque du Roi rue Vivienne, près de l'hôtel Colbert : environ 20 000 imprimés et 6 090 manuscrits
- 1684 : catalogue établi par Nicolas Clément, garde de la Bibliothèque du Roi : 10 542 manuscrits et 35 594 imprimés
- 1697 : catalogue établi par Nicolas Clément, garde de la Bibliothèque du Roi, en 22 vol. in-fol. : 55 107 volumes imprimés
- vers 1715 : évaluation : 70 000 volumes imprimés
- 1721 : évaluation : au moment du transfert des collections dans l'hôtel de Nevers, rue de Richelieu : 80 000 volumes imprimés et 16 000 volumes manuscrits
- 1743 : évaluation : à la mort de l'abbé Bignon : 135 000 volumes imprimés et 30 000 volumes manuscrits
- juin 1790 : évaluation due au garde du dépôt des Imprimés de la Bibliothèque du Roi, René Desaulnays : 300 000 volumes imprimés ; évaluation confirmée le 31 déc. 1791 par le bibliothécaire du Roi Lefèvre d'Ormesson : 152 868 volumes imprimés, en tout 302 868 en y ajoutant les pièces reliées en volumes, et 38 408 volumes manuscrits.

Quelques réflexions sur l'histoire des publics de la Bibliothèque nationale de France

Bruno Blasselle

L'architecture des nouveaux bâtiments de la Bibliothèque nationale de France sur le site de Tolbiac traduit une volonté d'inscrire la bibliothèque dans le paysage urbain, en tant que monument national dont l'offre doit être claire et lisible. Mais la symbolique de cette architecture peut être ressentie comme ambivalente :

Elle est une invitation faite à chacun de pénétrer entre les pages du livre ouvert pour y chercher son chemin, d'interroger la bibliothèque pour y trouver réponse à ses questions, la bibliothèque fonctionnant alors selon le modèle alexandrin comme lieu d'une incessante reconfiguration des savoirs.

Elle est en même temps construction d'une fermeture incitant, autour d'un jardin inaccessible, au recueillement, selon cette fois un modèle plus initiatique, réservé en quelque sorte.

Au delà de cette symbolique architecturale, au delà du projet politique, les objectifs explicitement annoncés sont-ils dans la réalité en passe d'être atteints ? L'observation des publics et l'analyse des usages confirment-elles une appropriation par la Nation de cette bibliothèque nationale ? Si tel est le cas, cette proposition est elle une rupture, ou le point d'aboutissement spectaculaire d'une longue tradition ?

I Historique

Si l'architecture du nouveau bâtiment est pour une part symbole d'ouverture, on est pourtant frappé par sa spectaculaire verticalité, à l'intérieur comme à l'extérieur : tout semble devoir se lire selon une échelle hiérarchique. Cette verticalité n'est-elle pas le symptôme d'une architecture octroyée, fortement liée au pouvoir politique et à sa glorification ?

Constitution d'une offre par le pouvoir royal

L'histoire de la bibliothèque a toujours été liée à celle du pouvoir politique. Et si, collection privée des rois à l'origine, elle s'est détachée progressive-

ment du palais au fur et à mesure qu'émergeait la notion de patrimoine, son histoire est d'abord marquée par quelques grandes interventions du pouvoir politique.

Rappelons quelques dates décisives :

1537 : François Ier instaure la notion de dépôt légal, esquissant ainsi la notion de patrimoine imprimé.

1664 : Colbert déménage la Bibliothèque et la façonne pour en faire un instrument à la gloire du Roi-Soleil.

1789 : la Révolution française la transfère à la Nation et lui confie le rôle de conservatoire de toutes les connaissances humaines.

1858 : l'empereur Napoléon III décide la reconstruction de la bibliothèque, et la dote d'une structure forte qui durera jusqu'à nous.

Enfin, en 1988, le président de la République, François Mitterrand annonce la construction d'une nouvelle bibliothèque nationale aux objectifs extrêmement ambitieux.

Les jeux incertains de l'offre et de la demande

La Bibliothèque nationale est donc d'abord une institution octroyée à un pays sinon à son peuple. Mais à qui s'est-elle adressée et s'adresse-t-elle encore ? Et qui répond à cette offre ?

A l'origine, comme dans l'ensemble des bibliothèques européennes, son public naturel est celui des savants ou des lettrés. Les témoignages, rares, sont souvent ceux de voyageurs. En 1687, le voyageur italien Sébastien Bianchi, un jeune numismate, note que le garde de la Bibliothèque ne lui cache rien et lui laisse la liberté de consulter « tout ce qu'il veut ». Cette attitude libérale est courante dans nombre de bibliothèques parisiennes et ne sera pas remise en cause sous l'Ancien régime. Voltaire (dans son *Dictionnaire philosophique*, 1764) estime que la bibliothèque du Roi est la plus belle du monde entier, « moins encore par le nombre et la rareté des volumes que par la facilité et la politesse avec laquelle les bibliothécaires les prêtent à tous les savants ».

Mais qu'en est-il des autres ? Les théoriciens du XVII^e siècle étaient partagés sur le sujet. Le jésuite Claude Clément (*Musei sive bibliothecae tam privatae quam publicae* ..., 1635) avait pu écrire qu'« il y a plus de danger à ouvrir la bibliothèque à tous que d'en limiter l'usage à quelques-uns ». Il différait ainsi nettement de Gabriel Naudé qui se montre beaucoup plus libéral, et dans ses ouvrages (*Avis pour dresser une bibliothèque*), et dans la pratique.

La question d'une limitation des accès se pose aussi pour la Bibliothèque du Roi. Dès le XVII^e siècle, et jusqu'à une date très récente, elle se trouve à l'intersection de deux publics, savants et lettrés d'une part, visiteurs et simples curieux d'autre part. En 1692, elle s'ouvre, pour la première fois, plus largement : « les curieux par faveur peuvent avoir quelque entrée ». Mais le système ne fonctionne pas bien. Un mémorialiste note, quelques années plus tard que les lecteurs commencèrent de bonne heure à abuser de la facilité avec laquelle on leur communiquait les livres du roi ; les uns s'amusant à en lire qui étaient plus propres à leur gâter l'esprit qu'à les instruire ; « les autres mesnageant peu les volumes les mieux conditionnés ; quelques uns même coupant les feuillets blancs pour y écrire leurs extraits »

Cette première expérience, de courte durée, est renouvelée ensuite. La distinction des deux publics, avec des jours différents, sera la règle pendant plus d'un siècle.

La Révolution de 1789 marque un tournant : à l'accroissement considérable des collections, dû aux confiscations révolutionnaires, va correspondre, pas immédiatement, une augmentation du nombre de lecteurs, qu'on ne peut quantifier, faute de statistiques. Le patrimoine est « libéré », la Bibliothèque du roi devient nationale.

Cet accroissement, déjà amorcé à la veille de la Révolution, crée des tensions entre diverses catégories de lecteurs. La distinction entre les curieux et les lettrés, encore présente dans la réglementation révolutionnaire, s'estompe progressivement. On ouvre même en 1833 une salle de lecture unique, qualifiée de « publique » car tout le monde y est reçu indistinctement. Cette nouvelle organisation est source de tensions. La littérature journalistique à partir de 1840 regorge de remarques désagréables, et peut-être justifiées, à l'encontre d'une partie du public dont la place devrait se situer ailleurs.

Je n'en donnerai qu'un exemple : en 1845, le bibliophile Jacob écrit : « la bibliothèque du roi ne sert plus à personne, pour avoir voulu servir à tout le monde ; Elle n'offre aucune ressource efficace aux études élevées et profondes ; elle favorise l'oisiveté... »

La séparation des deux publics

Ce rejet va aboutir à une séparation physique de ces deux publics qui se rejettent.

Une première manifestation en est, semble-t-il, l'extension du prêt des livres à l'extérieur. Ce privilège était resté sous l'Ancien Régime, relativement limité. Il prend, malgré de nombreuses tentatives réglementaires, une ampleur extraordinaire au XIX^e siècle. Par sa nature même, il est réservé aux savants ou considérés comme tels : pour en obtenir le droit, délivré, après une démarche écrite, il faut faire étalage d'un certain nombre de publications déjà réalisées.

Le prêt à l'extérieur sera périodiquement dénoncé comme un abus, y compris de la part de ceux qui en profitaient largement. On sait aussi qu'il fera tout au long du XIX^e siècle, et même au delà, l'objet d'un de ces débats qui agitent régulièrement le monde des bibliothèques.

La deuxième conséquence, plus radicale et plus spectaculaire, touche à l'organisation même des locaux. Il n'est maintenant plus question de distinguer des jours de fréquentation selon le statut du lecteur, mais d'attribuer des espaces différents et des collections différentes. Cette décision est prise après la publication en 1858 d'un rapport demandé par Napoléon III à l'écrivain Mérimée (*Rapport présenté à Son Excellence le ministre de l'Instruction publique*) sur l'avenir de la Bibliothèque. Mérimée, constatant qu'« un grand nombre de visiteurs ne prennent des livres que pour se chauffer », pose de façon directe la question de fond : la Bibliothèque impériale doit-elle être publique, ouverte à tout venant, ou bien ne faut-il y admettre que des personnes conduites par l'amour de l'étude et munies d'une autorisation ?

L'Administration décide de séparer plus nettement les publics, et de construire deux salles de lecture, inaugurées en 1868, totalement indépendantes l'une de l'autre, mais complémentaires : d'une part une salle publique de 200 places, chauffée, libre d'accès, ouverte à tout le monde ; d'autre part une salle de travail, de 340 places, réservée dans son titre même aux travailleurs de l'esprit, conçue comme une basilique, un temple du savoir.

Des lecteurs mécontents

Cette séparation étanche est un double échec. Les statistiques portant sur la salle publique révèlent une consultation faible et déclinante des ouvrages proposés. On ne saurait parler de démocratisation du savoir.

D'autre part, les heureux élus, ceux qui ont accès à la grandiose salle construite par Henri Labrouste, s'y sentent bientôt à l'étroit, car elle est vite saturée malgré sa taille. Les mêmes suspicions se renouvellent. L'exemple de la très sérieuse et active Société d'histoire de la Révolution, composée

d'historiens éminents qui, par leur champ d'étude, étaient nécessairement de fidèles lecteurs, est significatif. Dans les dernières années du XIX^e siècle, elle se plaint, par la voix de son président, le très actif Alphonse Aulard, des difficultés de lecture dans la salle des Livres imprimés et propose des remèdes qui touchent parfois à l'organisation même de la générale. Son bulletin tient une chronique régulière. On n'y rencontre plus le ton polémique ou ironique qui prévalait quelques dizaines d'années auparavant. Mais, à côté des habituelles revendications sur la lenteur du service, l'extension des horaires d'ouverture, l'arrivée de l'éclairage électrique, l'accélération de la publication du catalogue, on y trouve des interrogations sur la nature du public : la bibliothèque était « autrefois ouverte aux seuls érudits et gens de lettres, elle est aujourd'hui encombrée d'une clientèle de lecteurs qui viennent simplement s'y distraire, au préjudice des travailleurs sérieux. Ce que demande cette clientèle toute spéciale, ce sont des romans à la mode, qu'on trouve dans tous les cabinets de lecture, des journaux sportifs, *L'Art de gagner aux courses*, etc. La salle de lecture devrait suffire pour de pareilles communications ».

En 1905 la même Société, se réjouissant du départ de l'excellent administrateur Léopold Delisle, et se flattant d'obtenir auprès de son successeur Henry Marcel diverses améliorations, va encore plus loin : elle conteste le principe de l'encyclopédisme qui est à la base de la BN et qui lui vaut de recevoir « tout livre sur tout sujet », ce qui provoque aux dires de son auteur, une foule d'inconvénients fâcheux. « La spécialisation des bibliothèques semble seule conforme à l'état actuel des esprits, des méthodes et des études ; l'office de la bibliothèque nationale serait encore assez grand et assez glorieux, si cette Bibliothèque devenait spéciale pour l'histoire et la littérature ». Ce vœu se trouvera en partie exaucé de fait, non pas par la modification du dépôt légal mais par une limitation des achats de livres, due à l'exiguïté du budget. Et pour certaines de ses revendications, Alphonse Aulard se flatte de créer, « un petit mouvement d'opinion en faveur d'une réforme qui répond aux besoins nouveaux et aux goûts nouveaux de notre démocratie ». Deux ans plus tard, il insiste : la BN « devrait être réduite à la partie où elle est la plus riche, c'est à dire à l'histoire, à toute l'histoire (aussi bien littéraire que politique, sociale, etc) ».

Un autre membre de cette société écrit à Aulard ses difficultés à obtenir une place dans la salle de travail : « Il m'a fallu, pour avoir une place, attendre qu'une fillette qui n'était pas venue là pour étudier les pères de l'Eglise, j'ai pu le constater, allât porter ailleurs ses parfums. ». Il dénonce

également la présence de mendiants qui ne viennent là que pour le chauffage et le confort des sièges ! Il appelle enfin à la mobilisation des lecteurs : « mon avis est que nous ne savons en ces matières, ni nous entendre ni nous défendre. Nous laissons s'élever autour de nous une foule de petites bastilles qu'il serait aisé par l'entente de renverser d'un coup d'épaule ».

On pourrait citer d'autres exemples. La presse accordera une place grandissante aux difficultés rencontrées par les lecteurs.

Le dernier recours

Dans son rapport de 1986, l'Administrateur général constate qu'« il serait souhaitable d'arriver peu à peu à l'idée que l'on ne recourt à la communication de tel volume que lorsque toutes les autres solutions bibliographiques ont été épuisées ». Le rapport de l'année suivante constate que le nombre de personnes reçues par le service d'accueil est passé de 32000 en 1971 à 65000 en 1987. Cette augmentation est bien sûr due à une hausse du nombre d'étudiants mais aussi à une attirance forte du grand public pour un lieu où il est sûr de tout trouver. L'ouverture en 1977 de la Bibliothèque publique d'information (dans le centre Beaubourg), à l'initiative de conservateurs de la Nationale, n'a pas apporté le soulagement attendu. Malgré, ou à cause, de son succès, elle semble pour une part avoir fait refluer vers la BN un public désireux de poursuivre ses recherches.

Si la BN est alors consciente de la nécessité d'un travail de réflexion critique sur la politique d'accueil, il est clair que ces réflexions, qui doivent être placées dans le cadre national et surtout parisien du développement important d'un réseau (bibliothèques municipales, universitaires, bibliothèques de recherche), visent à définir plus précisément son rôle spécifique à l'intérieur de ce réseau. La position de la BN y est double : elle est parfois accusée d'arrogance et de prétention hégémonique et, en même temps, elle est créditée d'une responsabilité nationale de formation, d'élaboration des normes de catalogage et de conservation faisant autorité sur l'ensemble du territoire.

Dans les années 1980 et 1990, devant la poussée du public, à la fois quantitative et qualitative, la doctrine du dernier recours, déjà appliquée dans la pratique, est officiellement affichée. Elle pose comme axiome que toute personne ayant besoin de consulter un document réputé introuvable peut obtenir un titre d'accès ponctuel pour le consulter. Elle est évidemment d'une utilisation délicate. Elle est en effet à la fois restrictive, car il sera facile de démontrer, même en l'absence de catalogue collectif, que le

livre peut être consulté ailleurs, et maximaliste : puisque n'importe qui pourrait théoriquement entrer dans la bibliothèque sous réserve de demander un document ne se trouvant pas ailleurs. Elle est de surcroît ambiguë puisque cette distinction ne joue qu'au moment de l'attribution du titre d'accès et ne peut donc totalement leurrer celui qui a été rejeté. On a vu des lecteurs inventer des titres d'ouvrages introuvables ou des sujets de recherche intraitables ailleurs, pour, une fois admis, se concentrer sur la préparation de jeux ou de concours.

La notion de dernier recours n'empêche pas critiques et plaintes. Elle permet certes le mélange de publics très divers. Pour autant, les lecteurs de « quelques jours » ne font que traverser la bibliothèque sans y imprimer aucunement leur marque, ne sont pas représentés dans les associations de lecteurs et ne constituent aucun pouvoir d'opinion. La bibliothèque s'incarne plutôt dans un modèle de lecteur « idéal » dont les pratiques, de type universitaire, constituent la valeur dominante et finissent par avoir force de norme. Norme diffuse, norme surnoise à laquelle les enquêtes menées dans les années 80 attribuent un réel pouvoir de modélisation des usages.

II Tolbiac, une nouvelle offre

Gestation du projet

C'est dans ce contexte qu'a été prise en 1988, par le Président de la République, la décision de construire une nouvelle bibliothèque. Dans le programme sommaire qu'il avait lui-même tracé, elle devait apporter une réponse politique et architecturale à la question des deux publics. Il déclarait sa volonté de construire « l'une des plus grandes et des plus modernes bibliothèques du monde » : « je veux une bibliothèque qui puisse prendre en compte toutes les données du savoir dans toutes les disciplines et surtout qui puisse communiquer ce savoir à l'ensemble de ceux qui cherchent, ceux qui étudient, de ceux qui ont besoin d'apprendre, toutes les universités, les lycées, tous les chercheurs qui doivent trouver un appareil modernisé, informatisé et avoir immédiatement le renseignement qu'ils cherchent ».

Sans revenir sur les caractéristiques du projet et les polémiques qui ont accompagné sa réalisation, il faut rappeler cette volonté d'élargir les publics, de « démocratiser » la BN. Ceux qui avaient en charge la programmation se trouvèrent devant un défi redoutable, celui de faire du neuf avec une collection unique dont la conservation (pour l'éternité ?) ne pouvait être remise en cause. Et ceci à une époque où le développement des nouvel-

les technologies était largement amorcé mais où l'on ne pouvait prévoir qu'il serait aussi rapide.

Les premiers travaux de programmation (rapport Cahart Melot) mirent d'emblée l'accent sur cette contradiction : « le grand public doit désormais en avoir sa part » ; « le lecteur de base apprécierait peu , en effet, d'être exclu d'une opération aussi prestigieuse. Toutefois son admission dans les locaux conçus pour les chercheurs serait d'un coût prohibitif, en raison tant de l'espace nécessaire que de la manutention des livres. Et les chercheurs trouveraient leur place occupée ». En conséquence, il fut d'emblée proposé que soient prévus un centre de lecture particulier de 2000 places et dotée de 500.000 volumes accompagné de musées ou de salles d'exposition. Cette proposition suscita des réactions diverses. Beaucoup de ceux qui s'étaient plaints de l'insuffisance de la salle des Imprimés s'inquiétèrent de son élargissement. Cependant, la médiatisation sans précédent du projet et de son coût contribua sans doute à répandre dans le grand public l'idée que cette bibliothèque construite avec l'argent du contribuable était la propriété de tous. Le bâtiment lui même suscita un déferlement de curiosité et rejoignit dans les circuits touristiques la tour Eiffel et l'Arc de triomphe.

Et si la programmation du bâtiment connut bien des péripéties et des évolutions, le principe de la coexistence de salles destinées à des publics différents ne fut jamais remis en cause.

Où en est-on aujourd'hui ?

Sur place, la bibliothèque offre deux niveaux de consultation des collections.

Au rez de jardin, réservé aux chercheurs, les conditions d'accès sont soumises à un entretien et à un justificatif de recherche prouvant la nécessité d'utiliser des collections de la BnF. La consultation des collections patrimoniales doit répondre à un besoin lié à des recherches de longue durée ou au besoin plus ponctuel d'obtenir, en dernier recours, des documents introuvables dans d'autres ailleurs.

Rien, apparemment n'a donc changé sur le plan des conditions d'accès des chercheurs, sinon le renoncement à la gratuité des titres d'accès ponctuels. Sans insister, on rappellera la très grande amélioration du confort, la présence de plus de 300.000 ouvrages en libre accès, l'implantation d'un grand nombre de postes informatiques et l'augmentation du nombre de places, le rééquilibrage des collections vers l'encyclopédisme.

De leur côté, les salles de lecture du haut de jardin, ouvertes à toute personne de plus de 16 ans, après achat d'un titre d'accès, offrent 1645 places réparties dans 10 salles de lecture et d'immenses collections en libre accès.

Mais les signes de l'ouverture se manifestent aussi dans l'organisation des grandes expositions, dans les nombreuses journées « portes ouvertes », dans les tentatives de « démystification » de la bibliothèque, grâce notamment aux séances d'initiation pour les lecteurs, proposées dès l'arrivée à la bibliothèque ou dans les salles de lecture.

Une politique de communication beaucoup plus généreuse rend enfin la bibliothèque encore plus présente dans la vie culturelle nationale.

Les publics à distance

Le partage des savoirs qui est l'objectif affirmé de la Bibliothèque passe à terme majoritairement par la constitution d'une bibliothèque immatérielle dédoublant la bibliothèque matérielle et l'ouvrant potentiellement chaque jour à des millions de lecteurs éloignés. C'est là le cœur de l'utopie fondatrice de la bibliothèque dans sa dimension de modernité et d'internationalité.

Le site web de la BnF, déjà d'une extrême richesse, ne cesse de diversifier son offre. On y trouve évidemment un certain nombre d'informations pratiques (conditions d'accès, historique, présentation des départements) et des services (par exemple réservations de place, consultation de catalogues en ligne). Surtout, la base Gallica, la bibliothèque numérique, offre de larges rassemblements de corpus qui font l'objet d'une approche thématique. Les « signets » de leur côté, offrent une précieuse sélection commentée de sites disponibles sur Internet.

Le site pédagogique comporte des expositions virtuelles reprenant des expositions faites dans les locaux de la BnF. Elles sont enrichies de dossiers pédagogiques, réalisés à destination des publics scolaires avec de nombreuses pistes réflexives ou créatives. Ce site constitue une nouvelle forme d'accompagnement des publics dans la découverte des collections, et propose notamment des explorations d'images, agrandies, animées, contextualisées. Les documents y font l'objet d'un commentaire approfondi.

La réponse des publics

Le bilan que l'on peut tirer de ces bouleversements n'est évidemment que provisoire.

Cependant, les chiffres de fréquentation des deux niveaux prouvent largement l'accroissement des publics. La coexistence des deux publics n'est

plus du tout conflictuelle et chacun trouve sa place dans les nombreuses et vastes salles du bâtiment bâti par Dominique Perrault.

La question de savoir si la nouvelle bibliothèque a réellement permis un renouvellement des publics et leur démocratisation est plus complexe. Les difficultés liées à l'ouverture ont quelque peu faussé le démarrage. Il est évident que le nouveau bâtiment poursuit son implantation dans le paysage des bibliothèques et la progression des chiffres d'une année sur l'autre est porteuse d'espoir.

La BnF est-elle toujours la même ? Des signaux contradictoires sont envoyés : le public de la bibliothèque de recherche, qui accède aux collections patrimoniales, reste dans la continuité de celui qui fréquentait l'ancien site. Il est néanmoins plus nombreux et plus jeune : la BnF a sans doute perdu la tranche la plus âgée de son lectorat, rebutée par la modernité du bâtiment.

La bibliothèque d'étude, celle qui est ouverte sans condition d'accès, a connu elle aussi un vaste succès. Mais le caractère trop exclusivement étudiant de sa fréquentation (80 %) est préoccupant, dans la mesure où ce public est plus soucieux d'utiliser les salles de travail mises à sa disposition que d'exploiter les immenses ressources documentaires mises à sa disposition.

De son côté, le développement systématique de la bibliothèque numérique permet désormais aujourd'hui à publics à distance de plus en plus nombreux et diversifiés de voyager gratuitement au cœur des collections. C'est là une première étape significative vers une réelle démocratisation de la culture et du savoir, au profit de la communauté nationale et internationale. Celle-ci toutefois ne sera sans doute pleinement avérée que si, parallèlement à la mise en œuvre d'une offre documentaire et culturelle, sont élaborés des outils d'accompagnement, et mise en œuvre une formation systématique de ses nouveaux lecteurs. Elle pourrait s'inscrire dans une double approche, documentaire et patrimoniale réconciliant saveur et savoir : initiation à la méthodologie de la recherche d'une part, à la culture de l'image et de l'écrit d'autre part. Apprendre à chercher et apprendre à lire sont les deux axes de cette pédagogie qu'il appartient à la bibliothèque d'instaurer.

L'essor de la bibliothèque numérique repose la question du rôle de la bibliothèque et de sa responsabilité par rapport à la communauté nationale et internationale. Sans doute ne suffit-il pas de rendre accessibles à tous via internet les corpus les plus larges possibles pour répondre à sa mission. Il

lui revient d'y intégrer des outils méthodologiques et pédagogiques visant à accompagner l'offre documentaire et culturelle.

Si la bibliothèque immatérielle constitue représente l'avenir, reste-t-il alors une fonction précise à la bibliothèque matérielle ? Il faut postuler que oui. La bibliothèque de pierre est une matérialisation certes problématique, mais ô combien stimulante de cet invisible collège d'amoureux de la connaissance, qu'on appelait autrefois la République des Lettres. N'est elle pas un espace de mémoire vivante où s'offre la possibilité d'une rencontre avec la document patrimonial, d'une redécouverte dans l'émotion des traces de la pensée et du rêve ?

Les livres et la nation : catégories d'une architecture

Jean-Michel Léniaud

*À la mémoire de Hannah Mattauer**

Le même millésime, 1802, qui nous conduit à fêter le bicentenaire de la Bibliothèque nationale Széchényi, a vu naître Victor Hugo. De l'auteur de Notre Dame de Paris on connaît le fameux « Ceci tuera cela » – le livre supprimera l'architecture de pierre, mais on sait moins que la même phrase a été reprise par Émile Zola dans *Le Ventre de Paris*, cette fois pour signifier : le fer tuera la pierre. Le livre, la pierre et le fer ? Crime à deux contre la pierre, tuée deux fois ? Ou ménage à trois ? Pour mieux entrer dans la compréhension du propos de Zola, il faut savoir que, dans le paradigme de la modernité architecturale – dont l'élaboration commence dans les années 1830 – le projet de substituer à la pierre le fer, matériau artificiel, produit par l'industrie et adapté aux équipements industriels compte comme un élément clé. Aussi, s'interroger sur les catégories architecturales des bibliothèques nationales – nous le ferons à partir des premiers projets de salle des imprimés, de la salle Labrousse et de la salle des périodiques – revient à observer quelle place les architectes ont attribué à la pierre, avec sa forte tradition stéréotomie et symbolique et au fer, témoin du progrès de l'industrie et quelles solutions ont été apportées selon les époques.

Définissons la Bibliothèque nationale, dans son projet, dans son architecture et dans son contenu comme le résultat de la combinaison de plusieurs projets d'État. En premier lieu, le principe de police de l'imprimé et de l'image avec le dépôt légal des livres et des estampes : cette idée évolue à travers le temps dans son principe et dans son application ; elle constitue cependant le fondement et l'originalité même d'une bibliothèque nationale. En deuxième lieu, la collection d'État. Contrairement à ce qu'on pourrait

* Hannah Mattauer avait commencé, sous ma direction, un mémoire en vue du diplôme d'études approfondies à l'École pratique des hautes études sur la salle des périodiques de la Bibliothèque nationale. Son décès prématuré l'a empêché de conduire son travail à sa fin.

croire, l'idée que les objets sont inaliénables apparaît à une date récente : pas avant le début du XIX^e siècle. Le décret impérial du 20 février 1809 vise les archives et les manuscrits des bibliothèques, puis l'ordonnance du 22 février 1839 interdit la vente des manuscrits et des livres des livres conservés dans les bibliothèques. Ainsi, le principe de l'inaliénabilité résulte d'une très lente réflexion juridique sur la domanialité publique appliquée aux collections royales augmentées des nationalisations révolutionnaires.

Troisième principe sur lequel repose le projet de bibliothèque nationale, celui de bâtisse d'État. En créant des institutions, l'État post-révolutionnaire veut construire pour elles des architectures qui soient à la fois spécifiques à chacune d'entre elles, possèdent assez de ressemblance entre elles pour garantir le principe d'unité de l'État et présentent sur l'ensemble du territoire suffisamment d'homogénéité pour que le citoyen comprenne que l'État n'est pas seulement un, mais qu'il est le même pour tous : le principe d'indivisibilité et d'égalité comptent parmi les grandes nouveautés révolutionnaires.

En tant que type architectural, la Bibliothèque nationale a été inventée par le XIX^e siècle. Selon quel processus ? Plusieurs institutions sont concernées : l'école des beaux-arts reprend, sous la tutelle de l'Académie des beaux-arts, l'ambition de la monarchie l'Ancien Régime d'améliorer l'écriture de l'architecture et de créer un style propre à l'État. Élèves, professeurs et académiciens constituent une sorte de laboratoire dans lequel, de génération en génération, les programmes et les styles se perfectionnent grâce aux concours mensuels d'émulation et aux concours des grands prix de Rome dont le programme est donné chaque année par l'Académie des beaux-arts – certains d'entre eux ont pour objet la conception de bibliothèques. Le conseil des bâtiments civils est également concerné : invention du Directoire se substituant à la surintendance des bâtiments du roi, cette institution donne un avis tous les projets d'architecture publique quelle qu'en soit l'importance. Composé pour l'essentiel d'architectes, le Conseil donne des avis, améliore les programmes, contrôle les coûts, perfectionne l'écriture, garantit l'homogénéité de l'architecture publique.

Dans certains secteurs de l'architecture publique, le conseil des bâtiments civils agit de concert avec des instances spécialisées pour prendre en compte les spécificités programmatiques : dans le domaine des hôpitaux, des prisons, et des édifices du culte par exemple. Ce n'est pas le cas en matière de bibliothèques, lesquelles entrent dans le régime commun des constructions publiques. En revanche, on rencontre des acteurs complémentai-

res, telles ces missions parlementaires qui, sous la Monarchie de Juillet, participent à l'élaboration du programme de la bibliothèque Sainte-Geneviève.

Comment périodiser un siècle de construction de bibliothèques ? Plusieurs possibilités sont ouvertes : selon les critères propres aux bibliothèques, tels les progrès techniques et les améliorations programmatiques ; selon l'idée que l'État se fait du visage architectural qu'il doit donner. Pour reprendre les termes employés par les théoriciens des médias, disons que le monument-bibliothèque émet un message dont le contenu varie selon les époques. Je pose en hypothèse que ce message repose sur une constante : l'État tient la balance dans les deux plateaux de laquelle se trouve d'un côté la continuité, le passé, le patrimoine, de l'autre l'avenir, la modernité. La continuité, l'État, en dépit des multiples ruptures institutionnelles du siècle, la garantit : bien que doté d'institutions récentes, l'État du XIX^e siècle en France ne date pas de la veille, c'est-à-dire de la Révolution. La modernité : malgré la brutalité des changements, l'évolution des institutions garantit le progrès politique et social et, plus généralement, toutes formes de modernité. Que représente, en matière d'architecture des bibliothèques, la conjugaison de ces deux soucis : continuité historique et modernité politique et sociale ? Sur ces bases, une périodisation paraît possible : les premiers projets de bibliothèque nationale (i.e. royale) avant la construction de la bibliothèque Sainte-Geneviève ; l'œuvre de Labrouste à Sainte-Geneviève (1840–1851) comme symbole de progrès architectural, puis à la salle des imprimés de la rue de Richelieu (1855 et suiv.) ; enfin, la salle des périodiques construite par Jean-Louis Pascal (1837–1920) après 1883.

En 1814, Louis Visconti (1791–1853), fils de l'archéologue et numismate Ennius Visconti et élève de Charles Percier, remporte un second grand prix de Rome après un concours comportant comme sujet une bibliothèque-musée. L'architecture de son projet s'inscrit dans la continuité de l'œuvre de Soufflot à la basilique Sainte-Geneviève et des dessins utopiques d'Étienne-Louis Boullée (1728–1799) sur le thème de la bibliothèque (ill. 14) : entrée à la manière d'un temple antique, longue façade aveugle, éclairage zénithal de la salle, accès direct aux livres disposés le long des murs. La jonction des programmes de bibliothèque et de musée correspond à l'idée qu'on se fait alors du contenu d'un projet polyvalent en matière culturelle : l'architecte Questel construit pour la ville de Grenoble un édifice destiné à un programme de ce genre. En 1828, le concours du prix de Rome porte encore sur le thème de la bibliothèque : Étienne-Louis-Philippe

Bourguignon (1801–1884), élève d'Antoine Laurent Thomas Vaudoyer et d'Hippolyte Lebas, remporte le deuxième grand prix : il a adopté un plan en croix, qui n'est rien d'autre que celui de l'ancienne bibliothèque des Génovéfains, longtemps jugé comme particulièrement performant dans l'ordre de la surveillance (au centre) et de la répartition des différents champs de conservation (dans chacun des bras de la croix).

À côté de ces travaux d'élèves, brillants certes, mais encore conditionnés par la tradition, l'enseignement des maîtres et les précédents, on voit apparaître quelques nouveautés. On avait déjà noté qu'en 1814, Visconti avait disposé un éclairage zénithal dans la salle de lecture, censé dispenser une lumière plus douce, plus égale et plus efficace : ce dispositif impliquait la maîtrise du fer et du verre, matériaux qu'en France dont on connaissait bien les capacités, mais qu'on utilisait encore assez peu à cette date-là. Pendant la Restauration, la mode des passages, rues privées à caractère commercial, donne l'occasion de construire des galeries couvertes en verre tenu par des structures d'acier et banalise l'emploi du métal : en 1829, Visconti, chargé de réfléchir à l'agrandissement de la Bibliothèque royale, dessine un projet de bibliothèque dont la salle de lecture jouit d'un éclairage zénithal grâce à la combinaison du métal et du verre (ill. 15) et dont les planchers sont soutenus par des poutres de fer. Ce matériau est plus résistant au poids des livres et surtout, croit-on, écarte les risques d'incendie.

Sur ces constats, reprenons cette dialectique continuité/modernité évoquée plus haut et interprétons : la continuité s'exprime par le mariage de l'architecture antique comme expression du beau idéal avec le meilleur de l'architecture néo-classique. Quant à la modernité, elle s'illustre par l'usage du fer et du verre. Ces matériaux nouveaux, entièrement fabriqués de main d'homme, expriment la puissance de l'industrie qui les fabrique, la hardiesse de la technologie qui les emploie, la capacité de l'homme à maîtriser son destin, puisqu'en fabriquant et utilisant des matériaux artificiels, il montre qu'il sait dominer la nature, enfin le triomphe de la raison et de l'esprit de convention.

Si la génération de Visconti tente d'adapter aux nouvelles technologies les canons de l'imitation tels que Winckelmann et son continuateur français, Quatremère de Quincy, en ont affirmé l'autorité, Henri Labrousse (1801–1875) oriente pour sa part l'architecture sur de nouvelles voies. Lorsque, rentrant de Rome en 1830, il est prié par plusieurs élèves de l'école des beaux-arts de créer un atelier nouveau, il entend, en effet, dégager l'architecture de la tyrannie de l'antique et la pousser à mieux prendre

en compte les besoins nouveaux. Se dégager de l'antique signifie inventer des formes nouvelles, certes, mais sans pour autant rompre avec l'héritage. La façade de la bibliothèque Sainte-Geneviève (ill. 16) affiche par exemple la dette que son auteur a contactée à l'égard du Quattrocento florentin ; quant à la liste encyclopédique des sages et des savants que la main d'un épigraphiste y a gravée, elle exprime la continuité de la pensée humaine, et nullement l'esprit de rupture avec le passé. Prendre en compte les besoins nouveaux consiste, ainsi que Visconti avait déjà tenté de le faire, à utiliser le fer dans les magasins de livres pour les rendre incombustibles : en la matière, Labrouste est parvenu à la maîtrise de son art avec la réalisation des magasins de la Bibliothèque nationale (1858–1868) (ill. 17). Mais il ne s'agit pas que de cela.

Construire une salle de lecture de bibliothèque destinée à un public quantitativement significatif passe, en effet, par la création d'une forme nouvelle, fonctionnelle et symbolique : la « grande salle », ainsi caractérisée parce qu'elle couvre la plus vaste surface possible en utilisant le minimum de supports possible, de façon à rassembler en un groupe homogène la plus importante quantité de population possible. Derrière ce projet, on devine l'archétype : la cathédrale, qui rassemble l'Église, conçue comme le rassemblement du peuple chrétien. Laïcisation du corps mystique du Christ, le corps social trouve à se rassembler en des lieux architecturaux que le XIX^e siècle invente : le musée, le palais d'Exposition universelle, la gare ; la bibliothèque est de ceux-là. À Sainte-Geneviève, sous la forme d'une vaste salle de plan rectangulaire couverte de deux berceaux, puis à la salle des imprimés de la Bibliothèque nationale (ill. 18), sous la forme d'un plan quadrangulaire et grâce à couvrement de coupoles de verre, Labrouste a inventé successivement deux types de grande salle. Et deux adopté deux recettes différentes d'éclairage, latéral à Sainte-Geneviève, zénithal, à la Bibliothèque nationale.

À Sainte-Geneviève comme à la Bibliothèque nationale, ce n'est plus d'un compromis dont on peut parler, comme on pouvait le faire à l'époque de Visconti, entre les canons de l'imitation et les nouveaux matériaux produits par l'industrie. On assiste, au contraire, au triomphe éclatant des nouvelles technologies : la fonte et le verre s'y affichent avec l'insolence de la certitude, elles expriment la soif de progrès qui anime la société de la monarchie de Juillet et du Second Empire, leur emploi dans une construction publique symbolise l'ambition, le dynamisme, l'optimisme de l'État. Un

message simple est diffusé par leur truchement : l'État est moderne puisqu'il fait alliance avec le progrès.

La salle des périodiques, ou salle ovale, construite postérieurement, obéit à un projet différent. Elle est l'œuvre de Jean-Louis Pascal (1837–1920), élève et collaborateur de Charles Garnier à l'agence de l'Opéra de Paris entre 1861 et 1866. Auteur de la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (1876–1888), il succède en 1875 à Labrouste, décédé en 1874, comme architecte en chef de la Bibliothèque nationale. À peine installé, il s'illustre par un projet qui prend à contrepied l'œuvre alors en cours de son prédécesseur : Labrouste avait détruit partiellement l'hôtel de Nevers construit par Jules-Robert de Cotte au XVIII^e siècle. Avec l'accord du conseil des bâtiments civils, Pascal détruit ce que Labrouste avait commencé de construire pour rétablir l'élévation du bâtiment antérieur. Ce retour, en quelque sorte, à l'état d'origine montre combien la mentalité publique a changé depuis le Second Empire : le temps n'est plus où l'on pouvait détruire à tout va pour imposer ses conceptions. Les artistes, en premier, Garnier, par exemple, le maître de Pascal, militent en faveur de la conservation du patrimoine ; les institutions, également, cherchent à définir les termes d'une nouvelle conciliation entre la modernité et l'héritage.¹

En 1883, le projet d'une salle de lecture publique avait été approuvé par Jules Ferry. Les travaux commencèrent en 1897 mais en 1905, au départ de l'administrateur Léopold Delisle, le bâtiment n'en était encore qu'aux fondations. Entre temps, la salle de lecture publique avait été transformée en salle des périodiques, mais elle garda jusqu'à aujourd'hui la trace du projet initial : la salle de lecture publique devait disposer d'une entrée indépendante de celle des autres services de la Bibliothèque nationale, une porte donnant sur la rue Vivienne.

Dans son organisation générale, la salle des périodiques fournit une variante nouvelle sur le type de la grande salle : ici, le plan que Pascal a choisi n'est ni rectangle ni carré comme Labrouste l'avait fait, mais ovale (ill. 19), ce qui facilite le report en périphérie de l'ensemble des supports de façon à laisser la surface entièrement disponible sans qu'elle ne soit dérangée par des supports verticaux. Sous l'angle du style, les références au passé sont nombreuses : pour la seule façade de la rue Vivienne (ill. 20), no-

¹ L'article le mieux informé là-dessus est d'Anne Richard-Bazire, « Jean-Louis Pascal et la création de la salle des périodiques de la Bibliothèque nationale (1883–1936) », *Livraisons d'histoire de l'architecture*, n° 1, 2001, p. 105-126. Mme Richard-Bazire achève sous ma direction une thèse de doctorat sur l'architecte Jean-Louis Pascal.

tons les appareils à refends, les pilastres et les colonnes. On observe aussi quelques rappels labroustiens, en particulier la rotonde, qui, sur le modèle de la rotonde Voltaire de part et d'autre de laquelle Labrouste articule l'aile de la rue de Richelieu et celle de la rue des petits-champs : Garnier se souvient quelques années plus tard de ce dispositif commode au Cercle de la librairie, boulevard Saint-Germain ; plus tard, Pascal l'utilisera à nouveau à l'école de pharmacie, à Paris, au coin de la rue d'Assas et de l'avenue de l'Observatoire. Enfin, on signale divers détails propres à l'écriture de l'atelier de Charles Garnier, l'emploi, côté cour, de la céramique polychrome, sous la forme de médaillons par exemple. Du même côté, la restitution de la façade supposerait des développements particuliers : observons seulement l'intérêt de l'architecte pour les détails pittoresques, en particulier la tourelle d'escalier qui vient rompre avec la monotonie des grands ordonnancements monumentaux qui caractérise les façades que Labrouste a dessinées à la Bibliothèque.

Le décor qui avait été prévu pour l'intérieur ne manquait pas de richesse si on en juge par les projets. L'architecte avait prévu des compositions allégoriques dans les lunettes hémicylindriques, des cartouches portant des inscriptions, « Histoire ancienne » par exemple, ou « littérature française » (ill. 21 et 22). De tout ceci n'a survécu qu'une composition aniconique : seules les peintures que Henri Paul Nénot, autre élève de Garnier et cadet de Pascal, a réalisées à la Sorbonne peuvent donner une idée de ce qu'aurait pu être le décor de la salle ovale. On n'en reste pas moins frappé par la monumentalité architectonique des élévations intérieures : elles aident à comprendre l'évolution considérable qui sépare l'époque de Labrouste et celle de Pascal. C'en est fini de ce métal qui s'affichait avec insolence dans des dispositifs complexes : les ordres, les colonnes, les colonnes jumelées même, sont de retour. Si l'on veut chercher les hardiesses technologiques, ce n'est pas dans la salle qu'il faut les chercher, pas plus que l'auditeur à l'Opéra ne connaîtra les extraordinaires structures de métal, désignées sous le nom de cabestans qui, dans les sous-sols, permettent la mise en place des décors. Il faut se rendre au-dessus de la verrière qui dispense un éclairage naturel zénithal : un impressionnant dispositif métallique forme pince pour étrésillonner les colonnes jumelées qui scandent le pourtour de la salle, selon un dispositif dans lequel on pourrait voir un prototype de la structure en béton qu'Auguste Perret a conçue pour le théâtre des Champs-Élysées. Un autre dispositif, non moins sophistiqué, garantit l'ouverture et la fermeture

des oculi. Au total, c'est tout un monde d'architecture métallique qui se développe librement, à l'abri des regards, de l'autre côté de la verrière.

Chez Pascal donc, le rapport à l'histoire et à la technologie n'est plus le même que chez Labrouste. L'architecte éprouve pour celle-ci d'autant moins le besoin qu'elle soit mise en évidence qu'elle est multiple et savante : place doit être rendue au décor et à l'histoire. Du point de vue des institutions, un scénario parallèle se déroule : l'État républicain ne cherche plus, à la différence de ses prédécesseurs à s'affirmer comme le tuteur du progrès. Au contraire, c'est dans la pierre et non plus dans le fer qu'il veut conquérir ses lettres de noblesse. La salle ovale est bien la contemporaine du Grand Palais (1900), qui dissimule derrière une façade de pierre les hardiesses de la nef de métal et de verre.²

La rupture révolutionnaire suscita des rapports nouveaux entre la nation-État et l'histoire. Fallait-il cicatriser la rupture ? En l'espèce, produire une architecture historiciste. Fallait-il la prolonger ? Et s'ancrer dans la modernité, y compris dans la modernité architecturale ? À cette alternative, les réponses ont varié selon les époques. De l'Opéra Garnier au Grand Palais de l'Exposition universelle de 1900 en passant par la Salle des périodiques, la modernité architecturale est suffisamment reconnue comme un objectif pour qu'il ne soit plus nécessaire d'en faire un slogan ou une bannière. En revanche, la III^e République éprouve la nécessité de garantir sa légitimité en s'offrant un visage construit de pierre et empreint de culture architecturale.

² Pierre Casselle m'a fait observer que la bibliothèque administrative de l'Hôtel de ville à Paris (1884-1890) construite par Théodore Ballu et Édouard Deperthes dissimule elle aussi ses structures métalliques derrière des boiseries. Cf Pierre Casselle, *La Bibliothèque administrative de Paris*, Paris, 105 p.

Le livre exposé : le livre et les bibliothèques dans les expositions industrielles, 1850–1914

Frédéric Barbier

Il est permis de penser que la direction suivait le sage principe qu'il est bon de décourager les arts et les sciences, et seul qui y était poussé par un besoin absolu ou par une irrésistible passion pouvait se soumettre de bon gré aux épreuves d'abnégations exigées pour avoir le droit de consulter les volumes. L'horaire était court et irrationnel, l'éclairage chiche, les catalogues en désordre ; l'hiver, aucun chauffage ; pas de chaises, mais des escabeaux inconfortables et bruyants ; enfin, le bibliothécaire était un rustre incompetent, insolent et d'une laideur éhontée, placé sur le seuil pour effrayer par son aspect et son aboiement les candidats à l'entrée...

(Primo Levi, *Le Système périodique*, p. 213).

Dans un colloque consacré aux bibliothèques nationales, à leurs fonctions symboliques et aux types de représentations dont elles peuvent être le support, il semblait tout naturel de penser aussi à ces manifestations spectaculaires de la « publicité » (*Öffentlichkeit*)¹ que sont les expositions « artistiques et industrielles ». Cette hypothèse de départ s'est pourtant trouvée battue en brèche, de sorte que nous avons dû élargir le propos : le livre et le patrimoine livresque dans les Expositions nationales ou universelles.

Lumières et progrès. Les expositions nationales sont nées en France avec François de Neufchâteau, elles se développent tout au long de la première moitié du XIX^e siècle sous forme soit d'expositions centrales, soit d'expositions organisées par les différents départements, voire par certaines villes plus importantes². La logique est celle des sociétés des Lumières : exposer les « produits de l'industrie nationale » vise d'abord à faciliter

¹ Jürgen Habermas, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. fr., Paris 1978 (titre original allemand : *Strukturwandel der Öffentlichkeit : Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied, 1962).

² Brigitte Schroeder-Gudehus, Anne Rasmussen, *Les Fastes du progrès : le guide des expositions universelles, 1851–1992*, Paris 1992. Linda Aimone, Carlo Olmo, *Les Expositions universelles : 1851–1900*, trad. fr., Paris 1993. Florence Pinot de Villechevon, *Les Expositions universelles*, Paris, Presses universitaires de France, 1992. Id., *Fêtes géantes : les expositions universelles, pour quoi faire ?*, Paris 2000.

la diffusion des connaissances, à proposer des modèles et donc à favoriser le progrès. La distribution des récompenses marque la reconnaissance de la valeur du travail accompli au service de la collectivité : médailles et diplômes sont décernés aux entrepreneurs par des commissions composées de leurs pairs, sous le contrôle des autorités administratives. L'appartenance aux commissions d'organisation et aux jurys a d'ailleurs été considérée par les historiens comme un indicateur efficace de la notabilité, notabilité que viendront éventuellement confirmer la remise d'un prix voire, notamment en France à partir du Second Empire, l'octroi de la Légion d'honneur à tel ou tel chef d'entreprise, à la fois pour sa présentation et pour son activité. L'exposition est, elle aussi, une manière de « publication » :

La philosophie naturelle venait de réunir en un seul faisceau les connaissances humaines. La science positive remportait un triomphe décisif sur la routine et le préjugé. Alors devait naître la pensée de rassembler et grouper en une même enceinte les produits de l'intelligence humaine et d'en faire apprécier par le public lui-même la supériorité relative...³

Capital social et capital financier. Un exemple particulier permettra d'illustrer les logiques qui sont ici à l'œuvre : il s'agit de l'exemple donné par l'imprimerie et librairie Berger-Levrault, entreprise installée à Strasbourg jusqu'en 1871 et qui est conduite depuis 1850 par un homme encore très jeune, Oscar Berger-Levrault. Celui-ci engage la vieille maison alsacienne sur la voie d'une modernisation et d'un développement rapide, et la participation aux différentes expositions industrielles est intégrée dans cette politique⁴. C'est ainsi que Berger-Levrault participe avec succès à l'Exposition de Londres, en 1862⁵. Le jury départemental du Bas-Rhin souligne l'ancienneté d'une affaire qui approche alors de ses deux

³ Henri de Parville, *L'Exposition universelle de 1867 : guide de l'exposant et du visiteur...*, Paris 1866, p. 1-2.

⁴ Sur Berger-Levrault, on pourra consulter nos différentes études : Frédéric Barbier, *Nouvelles recherches sur l'imprimerie strasbourgeoise, thèse pour l'obtention du diplôme d'archiviste-paléographe*, Paris, École nationale des chartes, 1976, 2 vol. dactyl. Édition sous le titre de : *Trois cents ans de librairie et d'imprimerie : Berger-Levrault, 1676-1830*, Genève 1979 (« Histoire et civilisation du livre »). Id., *Le Monde du livre à Strasbourg, de la fin de l'Ancien Régime à la chute de l'Alsace française* (thèse de III^e cycle), Paris I, 1980, 518 p., dactyl.

⁵ *Exposition universelle de Londres. Vve Berger-Levrault & fils imprimeurs-libraires à Strasbourg (Bas-Rhin). Notice*, Strasbourg, V^{ve} Berger-Levrault, 1863, p. 9-13. *Exposition universelle de Paris (1867). Vve Berger-Levrault & fils...*, Strasbourg, V^{ve} Berger-Levrault 1867, p. 5-11. La Maison avait également exposé à Paris en 1855, où elle avait obtenu une médaille de bronze.

siècles, l'« honorabilité incontestée » de la famille et de l'entreprise, mais aussi le rôle décisif des nouveaux patrons d'industrie : cet

exemple rare (...) prouve (...) qu'une direction intelligente, se pliant à tous les besoins de l'époque, a dû en tout temps présider à cet établissement pour accepter les innovations et réaliser les progrès indispensables.

Et d'ajouter que

ces traditions solides ont surtout trouvé des interprètes éclairés dans les propriétaires actuels de la maison et à une époque où la diffusion des procédés de fabrication, les découvertes incessantes dans les sciences et la mécanique, une concurrence surexcitée par les facilités de rapport et de circulation rendent la position du chef d'industrie de plus en plus difficile et constituent immédiatement en infériorité celui qui ne se plie pas résolûment à la loi du progrès incessant...⁶

Berger-Levrault revient de Londres avec une *prize-medal* « pour ses imprimés des services administratifs », et avec une mention honorable « pour ses livres d'école et d'éducation ». Pour Oscar Berger-Levrault, l'Exposition universelle de Paris en 1867 marque une manière de triomphe, qu'il s'agisse des distinctions accordées à la Maison, ou de la reconnaissance officielle que son action lui vaut. Lorsque, deux ans après les solennités, Charles Prost présente *L'Alsace appréciée à l'Exposition universelle de 1867*⁷, il souligne la place de premier plan désormais tenue par l'imprimerie Berger-Levrault et que rend manifeste la remise d'une médaille d'argent à l'entreprise⁸. Et la Maison de revenir sur cette réussite, dans la plaquette qu'elle publie à cette occasion : l'« Historique » ouvre la présentation, et l'on y insiste sur les valeurs premières de l'entreprise, son ancienneté, l'honorabilité de ses « chefs », la qualité d'une production qui

⁶ Le rapport du Jury départemental du Bas-Rhin n'omet pas de mentionner en conclusion la qualité des rapports patrons/ouvriers chez V^{re} Berger-Levrault et fils, un autre des points importants développés par la politique du Second Empire : « Il reste à constater un dernier fait, que la notice fournie par les exposants ne pouvait pas relater mais qu'il serait injuste de passer sous silence, car il est de notoriété publique : nous voulons parler de la sollicitude paternelle et patriarcale qui s'étend au nombreux personnel qui peuple les bureaux et les ateliers... »

⁷ Charles Prost, *L'Alsace appréciée à l'Exposition universelle de 1867*, Strasbourg 1869.

⁸ Berger-Levrault « embrasse presque toutes les industries qui se servent du papier comme matière première (...). Et, après l'Imprimerie impériale, l'on est autorisé à dire qu'elle occupe le premier rang dans l'art graphique (...). Il est permis d'ajouter qu'il n'y a peut-être pas en France de fonderie possédant un assortiment plus considérable de caractères allemands, ni une imprimerie dotée d'un matériel aussi riche et aussi varié... »

se place dans la logique directe de cette tradition pluri-séculaire⁹. La reconnaissance officielle couronne ces efforts : Berger-Levrault obtient une médaille de 1^{ère} classe, tandis qu'Oscar est fait chevalier de la Légion d'honneur...

Déplacements de la problématique. Cette problématique se trouve quelque peu déplacée avec le début des expositions internationales et des expositions universelles, après l'Exposition de Londres.

Si l'idéologie du progrès reste au cœur de la démarche, elle s'articule désormais plus nettement avec l'idée d'une compétition internationale dans laquelle l'économie joue un rôle de plus en plus important mais n'occulte pourtant pas des catégories paradoxalement d'autant plus lourdes de symboles qu'elles sont souvent plus floues – l'instruction, la civilisation, la culture, etc. Les deux domaines s'articulent au demeurant l'un avec l'autre : les économistes relient la formation scolaire du plus grand nombre et les capacités accrues de ce que les économistes désignent comme le « capital humain ». Développer l'instruction, notamment l'instruction primaire, c'est, en définitive, favoriser la productivité, et l'on sait comment la France, après 1870, verra dans la valeur du système d'enseignement allemand la cause première de sa propre défaite et s'attachera donc à en reproduire le modèle.

L'imprimé se place d'autant plus naturellement au cœur de cette problématique qu'il s'agit au premier chef d'un objet au statut ambigu, combinant un certain nombre de charges symboliques parfois contradictoires. Le livre, d'abord, est traditionnellement l'un des éléments d'une distinction princière qui s'articule elle-même avec l'idée de gratuité : la bibliothèque ou encore le mécénat littéraire du prince témoignent à la fois de sa richesse et de son goût, et justifient par conséquent le statut privilégié qui est le sien dans la société de son temps (une comparaison contemporaine pourrait être faite aujourd'hui avec le marketing du « mécénat culturel »). Sous la gratuité apparente se cache, de fait, un enjeu immédiat de pouvoir, illustré notamment par la réorganisation de la Bibliothèque royale¹⁰ et par la mise en

⁹ On sent très probablement dans le texte la patte d'Oscar Berger-Levrault, notamment par l'hommage rendu à Caroline Schertz (p. 17 et suiv.).

¹⁰ Frédéric Barbier, « La ville, le prince et la bibliothèque : espaces, savoirs et pouvoirs dans l'Europe de la Renaissance », dans *Le Pouvoir des livres à la Renaissance*, dir. Dominique de Courcelles, Paris 1998, p. 9-21. Id., « Représentation, contrôle, identité : les pouvoirs politiques et les bibliothèques centrales en Europe, XV^e–XIX^e siècles », dans *Francia : Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, 26/2, 1999, p. 1–22, ill.

œuvre, en France, d'une véritable « politique culturelle » centralisée par Louis XIV dès la décennie 1660¹¹.

Mais la gratuité de l'art et de l'écriture apparaît comme de plus en plus problématique : nous sommes, depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle, entrés dans la logique de la « seconde révolution du livre », et la montée en puissance de la fonction éditoriale manifeste la logique nouvelle qui est celle du champ littéraire moderne. L'auteur, reconnu par un public désormais plus important, peut vivre de sa plume, mais cette possibilité est elle-même grosse de dangers. Non seulement le livre est bien « une marchandise » (Henri-Jean Martin), mais l'écriture le devient aussi – et le travail d'écriture s'en trouve déplacé. George Sand, Flaubert et bien d'autres s'en plaindront, à l'image d'Oblomov, le héros de Gontcharov :

Sans doute gagne-t-il au moins cinq mille roubles par an (...). Mais écrire ! Dépenser en vain son esprit, son âme, vendre son imagination et son intelligence, vivre à l'encontre de ses goûts, s'agiter, bouillonner, ignorer tout repos, se hâter sans cesse vers quelque but..., et écrire, écrire comme une roue qui tourne, comme une machine ! Demain, après-demain, toujours... Pas de vacances, pas de jours de fête ! Le malheureux !...¹²

Rien que de logique si, dans la conjoncture du XIX^e siècle, la bibliothèque centrale aussi voit changer son rôle et son statut. Le modèle académique ou muséen qui était celui du XVIII^e siècle et que l'on retrouve encore à la Bibliothèque nationale de Paris comme au *British Museum* de Londres s'efface progressivement derrière d'autres types de représentation. Si, pour Istvan Széchenyi et ses amis, la bibliothèque est d'abord un instrument de connaissance et de progrès, elle devient aussi l'un des môtles d'identification pour la collectivité nationale, un « lieu de mémoire » au symbolisme tout particulier en même temps que le témoignage d'une position favorable de telle ou telle nation sur l'échelle globale de la « civilisation ». Évoquer la place de cet objet symbolique par excellence, le livre et la bibliothèque, dans cette occasion elle aussi tout particulièrement symbo-

¹¹ D'où la remise en ordre du dépôt légal et de la Bibliothèque royale, établie d'abord au couvent des Cordeliers, rue de la Harpe, puis transportée en 1666 près de l'hôtel de Colbert, rue Vivienne. Colbert y fait transporter le cabinet de Gaston d'Orléans, et, à partir de 1666, le bâtiment accueille également la nouvelle Académie des sciences et ses laboratoires. L'année suivante est entrepris le Cabinet du roi, collection de gravures représentant les pièces importantes des collections royales, ou les plantes, animaux et « autres choses rares et singulières » qui se trouvent ailleurs. Les membres de l'Académie sont invités, en 1670, à rédiger les notices correspondantes, et des presses transportées pour ce faire de l'Imprimerie royale à la Bibliothèque.

¹² Ivan Gontcharov, *Oblomov*, trad. fr., n^{elle} éd., Paris 1982, p. 46.

lique, l'exposition nationale ou universelle, tel est l'objet de cette étude rapide. Dans la quasi-totalité des cas, le livre et l'imprimé ne constituent qu'un domaine dans une manifestation beaucoup plus ambitieuse – la seule exception étant celle de l'Exposition internationale du livre et des arts graphiques (la *BUGRA*) à Leipzig en 1914.

I Le livre exposé

Manifestations. Exposer des livres, présenter des collections ou des bibliothèques ne va pas de soi, et la question sera d'ailleurs posée dans un certain nombre de cas, comme à Leipzig en 1914. Que montre-t-on en exposant des livres, et comment les exposer ? L'objectif vise d'abord à illustrer le progrès, et notamment le progrès technique. L'économiste Michel Chevalier propose, en 1867, une théorie générale du progrès et du développement historique : le moteur du progrès réside à ses yeux dans la « puissance productive de l'individu et de la société », qui

se développe d'une manière continue dans l'enchaînement successif des âges de la civilisation. Ce développement est une des nombreuses formes que revêt le progrès même de la société (...). [II] rend accessibles à un nombre toujours croissant d'individus et de familles les objets qui primitivement étaient réservés à un petit nombre de privilégiés. Il remplace la rareté par l'abondance, la détresse de l'immense majorité par le bien-être et même l'opulence d'une proportion toujours croissante des membres de la société...¹³

L'accroissement de la puissance productive est rendu possible par l'action combinée du capital et du savoir, « l'avancement des connaissances humaines et la formation incessante des capitaux ». Bien évidemment, l'imprimé est au cœur du processus, en tant que principal média assurant précisément l'accroissement et la diffusion des connaissances dont il bénéficie en retour :

Aucune industrie n'a, depuis quinze ans, été plus que l'imprimerie transformée par la mécanique. (...) Aujourd'hui, quelque grand que le tirage puisse être, on ne fait qu'une composition, mais on la multiplie par le clichage (...). De compte fait, il y a trente ou quarante ans, pour tirer un journal à 120 000 seulement, on aurait eu besoin de cent soixante presses et de quinze cents ouvriers. Aujourd'hui, on y suffit avec quatre-vingt-dix ouvriers et neuf machines. Et même avec quatre machines Marinoni et vingt-huit ouvriers, en une seule heure !¹⁴

¹³ Michel Chevalier, *Rapports du jury international...*, Paris 1868, 13 vol., tome I, p. VIII et IX.

¹⁴ *Ibidem*, p. CXXVII et suiv.

Or, la qualité de l'enseignement assuré dans les différents pays détermine très directement la possibilité d'y accroître plus ou moins la « puissance productive » :

Les gouvernements manquent à leur devoir relativement au progrès de l'industrie et, au surplus, à tous autres progrès, lorsqu'ils refusent aux peuples les ressources d'un bon enseignement, autant qu'il dépend d'eux de le leur distribuer, ou lorsqu'ils leur dénie le droit de se le donner eux-mêmes. C'est préparer l'abaissement de la nation par rapport au reste de la famille humaine, qui s'élève incessamment en cultivant son esprit et en soignant ses facultés (...). Il est devenu (...) indispensable que les populations reçoivent une instruction générale qui soit en harmonie avec la constitution de la société moderne. Pour l'avancement de l'industrie nationale, pour le développement des ressources du pays, il ne l'est pas moins que les ouvriers des villes et des campagnes soient initiés aux éléments des sciences qui sont d'une application directe à leurs professions...¹⁵

L'historien du livre soulignera avec intérêt l'une des conclusions tirées par Michel Chevalier de ses théories sur la plus large diffusion du savoir – du moins d'un savoir moderne adapté aux besoins spécifiques du plus grand nombre. Il s'agit de l'adoption, jugée souhaitable, de l'alphabet latin comme écriture universelle. L'utopie du libre-échange des idées (mais le problème de la langue subsisterait) rejoint ici, parfois, le préjugé, et souligne l'absence de toute problématique des identités collectives et des lieux de mémoire :

Pourquoi l'empire de Russie ne ferait-il pas de bonne grâce le sacrifice de ses caractères, qui l'isolent des autres peuples civilisés ? Les Allemands, à plus forte raison ne peuvent attacher un grand prix [sic] à conserver, dans leur correspondance, le système d'écriture qui leur est particulier. Viendrait-il des objections de la Turquie ? Dans cet empire, il semble qu'on soit décidé à faire un effort suprême pour entrer dans le giron de la civilisation occidentale ; on sent que la question ici est d'être ou de n'être pas. La mesure indiquée (...) ne pourrait qu'aider le gouvernement ottoman à atteindre le but qu'il poursuit (...). À l'égard des Chinois, le changement d'écriture serait radical. Mais aussi, quelle féconde révolution ! Le système d'écriture de la Chine est, par son effroyable complication, une des causes qui contribuent le plus à retarder ce pays. L'écriture des peuples occidentaux, si simple, si aisée à comprendre et à pratiquer, abrègerait de plusieurs années l'éducation des individus dans ce populeux empire, et leur faciliterait l'accès des trésors de la science européenne (...). Avec les orientaux, il est indispensable, plus qu'avec d'autres, de persévérer, parce que chez eux la force d'inertie est excessive...¹⁶

¹⁵ *Ibidem*, p. CCXCVIII-CCCI.

¹⁶ *Ibidem*, p. DVIII-DIX. La question sort à nouveau à l'occasion de la présentation dans l'exposition des caractères typographiques, mais avec des connotations beaucoup plus marquées par l'identification nationale : « Il est assez fréquent d'entendre dire que

Pourtant, à Paris en 1867, une exposition spécifique est consacrée à l'« Histoire du travail », qui réintroduit, sous un titre qui peut paraître peu explicite, les logiques de l'identification collective – nous y reviendrons.

Congrès, banquets et récompenses. Les expositions universelles permettent à un grand nombre de responsables de se rencontrer. Du coup, elles se trouvent tout naturellement offrir une occasion très favorable à l'organisation de conférences et de congrès dans lesquels les choses de la « publicistique » occupent leur place : ainsi du Congrès de bibliographie qui s'est tenu à Paris parallèlement à l'Exposition de 1900¹⁷, etc. Mais elles sont aussi des événements de première importance, qui constituent tout naturellement des instruments publicitaires que l'on ne saurait négliger. Michel Chevalier précise, en tête des Rapports du jury international...¹⁸:

[Les renseignements statistiques] ne donnent pas une idée juste de la vogue qu'a eue, en Europe et dans le monde civilisé tout entier, la dernière Exposition de Paris. Il y a des faits qui se refusent à revêtir la froide formule des chiffres. Ainsi la statistique essaierait vainement de dire ou de dépeindre de quelle façon le Champ-de-Mars a été considéré par tous les peuples comme un rendez-vous auquel, au nom même de la civilisation, il convenait de se montrer...

Enfin, les solennités de toutes sortes, l'ouverture, la remise des récompenses, les banquets offerts aux uns et aux autres constituent des manifestations brillantes, dont le retentissement est très grand, notamment par voie de presse : ainsi lors de la clôture de l'Exposition de Paris en 1867 comme lors de l'ouverture de celle de Leipzig en 1914.

Catalogues, guides et articles de presse. Les expositions sont en elles-mêmes une occasion d'opérations intéressantes pour la « librairie », et, d'abord, par l'édition des catalogues officiels et des guides de

le plus beau caractère d'imprimerie est celui dont se servent les Anglais, et que les Allemands, en le leur empruntant plutôt que de prendre le nôtre, portent témoignage en leur faveur. Mais, d'abord, il n'est pas tout à fait exact de dire que les Allemands ne se servent que du caractère anglais (...), et rien, en outre, n'autorise à déclarer que les types de l'Angleterre (...) soient les plus beaux qu'on ait dessinés, gravés et fondus (...). Si on veut absolument trouver quelle est la différence du caractère français aux caractères de l'Angleterre et de l'Allemagne, on finira par voir que nous avons en général les lettres moins larges que les Anglais et moins hautes que les Allemands. Nos lignes, dans les beaux ouvrages, ont un air moins lourd et moins noir (...). Et pour nous fleurons et nos vignettes, ni l'Allemagne ni l'Angleterre n'approchent de ce que nous savons faire... » (*Rapports...*, t. II : groupe II, classe 6).

¹⁷ Capet, *Congrès international de bibliographie tenu à Paris du 16 au 18 août 1900*, Paris 1901, 30 p.

¹⁸ Michel Chevalier, *Rapports du jury international...*, Paris 1868, 13 vol., tome I, p. III.

toutes sortes. Ce n'est pas le lieu de développer précisément ce point, de sorte que nous nous bornerons à proposer une typologie très sommaire de ces documents imprimés.

Les publications et documents officiels regroupent les pièces préparatoires (règlements, etc.), les catalogues proprement dits et les rapports, lesquels peuvent prendre une ampleur absolument considérable : après les seize volumes de l'Exposition de 1851¹⁹, les rapports du seul Commissariat général français à l'Exposition de Chicago en 1893 ne compteront pas moins de treize volumes...²⁰ Le *Commissariat général impérial-royal à l'Exposition (...) de 1900* publie ainsi un catalogue de onze volumes pour l'Autriche-Hongrie²¹. Le catalogue, s'il sort d'un atelier « national », donne en lui-même la démonstration du savoir-faire typographique de la maison qui l'a produit. À Paris en 1867, il s'agit de Paul Dupont :

Pour montrer quelles sont les ressources et quelle peut être la rapidité d'exécution des travaux confiés à cette maison, il suffit de rappeler que la première édition, à 2200 exemplaires, du Catalogue de l'Exposition de 1867, édité par M. E. Dentu, qui se compose de deux volumes et de 2300 pages, a été tirée et brochée dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril...²²

Mais voici encore tous les documents partiels, relatifs aux manifestations plus limitées ou ponctuelles organisées en marge de la manifestation principale. Des expositions spécialisées sont organisées parallèlement à l'exposition nationale d'ensemble : ainsi, par exemple, de l'économie sociale²³ et de l'enseignement primaire²⁴ à Paris en 1889. Une place à part doit être faite aux catalogues des sections nationales, ainsi qu'à des bilans spécifiques. Ainsi, en 1866, Victor Duruy informe en ces termes Michel Chevalier d'une demande que lui a faite Napoléon III :

L'Empereur désire qu'à l'occasion de l'Exposition universelle il lui soit présenté dans le courant de 1867 une *Histoire de l'esprit français depuis 20 ans (1848-1867)*. Ce grand travail se fera aisément de la manière suivante : la science, la littérature et l'art seront partagées en autant de sections qu'ils offrent de divisions naturelle [une formule qui serait à discuter...], cinquante ou soixante.

¹⁹ *Exposition universelle de 1851...*, Paris 1844-1873, 16 vol.

²⁰ *Commissariat général à l'Exposition internationale de 1893 à Chicago : rapports...*, Paris, Imprimerie nationale, 1894-1895, 13 vol.

²¹ *Commissariat général impérial-royal à l'Exposition universelle internationale de 1900 à Paris : catalogue des sections autrichiennes*, Vienne 1900, 11 vol.

²² *Rapports...*, 1867, p. 34.

²³ *Exposition d'économie sociale : enquête, instructions et questionnaires*, Paris 1887.

²⁴ *Exposition universelle de 1889 : organisation de l'exposition de l'enseignement primaire*, Paris 1887.

Chaque section fera l'objet d'un rapport particulier, confié à la personne la plus compétente, signé de son nom afin qu'elle en ait l'honneur, et présenté à l'Empereur. Voulez-vous prendre l'Économie politique et tracer le tableau de ses variations et de ses résultats depuis 1848 ? Nul n'aurait comme vous autorité pour un pareil travail et je n'ai pas besoin d'insister pour vous en faire ressortir la haute importance morale et politique. Je serais heureux qu'il vous fût possible d'accepter...²⁵

Mais ce sont les publications commerciales qui sont évidemment les plus nombreuses, chacun essayant de mettre à profit la notoriété et le retentissement de l'événement pour diffuser tel ou tel titre. La bibliographie devient, ici, écrasante : guides du visiteur, albums de reproductions, affiches et programmes, sans oublier la masse des travaux de ville de toutes sortes. Bien évidemment, ce sont les principales maisons qui se trouvent les mieux placées pour bénéficier de ce mouvement des affaires : nous trouvons au premier rang, en France, la librairie Hachette, qui commande par exemple à Henri de Parville un *Guide de l'exposant et du visiteur* à l'exposition de 1867²⁶. Mais Lahure publie également son propre guide commercial, *Les Merveilles de l'Exposition universelle de 1867*, de Jules Mesnard, dans lequel une place proportionnellement assez importante est faite aux principales maisons d'édition – Mame et ses « beaux » ouvrages, *La Touraine*, *La Bible* illustrée par Gustave Doré, *Les Résidences impériales de France*, etc., Hachette et ses collections grand public, et la Librairie centrale d'architecture avec notamment le *Dictionnaire* de Viollet le Duc²⁷.

Problèmes d'organisation et de classement. Nous ne pouvons qu'évoquer ici les problèmes des cadres de classement. D'une manière générale, l'imprimerie, la librairie et certaines industries connexes sont regroupées dans une ou plusieurs classes particulières, mais, bien évidemment, les livres, la presse, les bibliothèques, voire les machines d'imprimerie, etc., se rencontrent dans d'autres classes – et notamment dans les expositions consacrées à l'éducation et à l'enseignement. En 1867, par exemple, les produits d'imprimerie et de librairie constituent la classe 6 du groupe II, les bibliothèques les classes 89 et 90 du groupe X, et on doit encore chercher la papeterie dans la classe 7 et les machines à imprimer dans la classe 59...

²⁵ Bibliothèque administrative de la Ville de Paris, ms 1886.

²⁶ Henri de Parville, *L'Exposition universelle de 1867 : guide de l'exposant et du visiteur...*, Paris 1866.

²⁷ Jules Mesnard, *Les Merveilles de l'Exposition universelle de 1867 : arts, industrie*, Paris 1867.

Le classement d'ensemble doit répondre à un double impératif. D'une part, il s'agit d'un classement *a priori*, dans lequel les différents ordres des connaissances sont présentés systématiquement. Mais ce cadre devra s'adapter aux contraintes de l'espace, des conditions d'exposition et de présentation au public. Les expositions universelles internationales posent un problème plus difficile encore, dans la mesure où interfèrent deux logiques contradictoires, avec la présentation des catégories de connaissances et des types d'activités, mais aussi les expositions spécifiques des différentes nations. La disposition adoptée à Paris en 1867 semble résoudre la difficulté, autant qu'il était possible, en adoptant le schéma d'un tableau à double entrée : pour les organisateurs, il faut privilégier le classement par nationalités, qui permet non seulement « de bien mettre en évidence (...) le niveau général de la production d'un pays », mais encore de recevoir dignement ses hôtes et de les présenter à leur avantage. Mais le regroupement de produits similaires présente lui aussi des avantages distincts :

Pourquoi ne pas appliquer dans ce cas le principe des tables de Pythagore à double entrée (...). Cette ingénieuse solution (...) avait été indiquée à la suite de l'exposition de 1855 dans le rapport du prince Napoléon à l'Empereur. Elle recevra sa première application à l'Exposition de 1867...²⁸

Donc, le dispositif général adopté sur le Champ-de-Mars est celui d'un immense cirque elliptique couvrant près de quinze hectares (le Palais), et lui-même entouré d'un parc de trente-cinq hectares ouvert sur la Seine. Au centre du dispositif, l'exposition de l'Histoire du travail suit le même principe d'un « classement méthodique par nationalités et par époques » :

Les œuvres anciennes doivent (...) être placées dans la portion de [la] galerie correspond au secteur occupé dans le reste du Palais par la nation dont elles proviennent ; enfin, elles doivent y être déposées de manière à caractériser les époques principales de l'histoire de chaque peuple...

Le parc est parsemé de constructions spécifiques illustrant un pays, une région, voire une certaine profession : on y trouve ainsi, autour d'une brasserie, les maisons bohémienne, hongroise et tyrolienne, la maison de la Haute-Autriche, tandis que la « boulangerie modèle » de Vienne permet aux visiteurs d'acheter de quoi manger sur place.

Enfin, la plupart de ces grandes manifestations sont accompagnées par des expositions spécialisées qui visent à la fois à élargir les perspectives de l'exposition principale et à permettre l'approfondissement de tel ou tel

²⁸ Henri de Parville, *L'Exposition universelle de 1867 : guide de l'exposant et du visiteur...*, Paris 1866, p. 17-18.

point plus particulier. Nous avons vu que, à Paris en 1867, le cœur du dispositif était occupé par l'exposition de l'Histoire du travail, qui constitue le groupe X de la classification d'ensemble :

La Commission impériale n'a pas cru que sa tâche dût se borner à mettre en lumière le progrès des arts usuels et des arts libéraux, elle s'en est assignée encore une autre, d'une portée au moins égale : l'étude pratique des faits sociaux qui se rattachent à l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale du plus grand nombre. (...) Le dixième groupe (...) étudie successivement les meilleurs moyens d'instruire l'homme, de le nourrir, de le vêtir, de le loger, de lui fournir les instruments de travail...²⁹

La Ville de Paris dispose souvent d'une section spécifique dans l'exposition française en général, comme à Chicago en 1893 avec son propre catalogue³⁰.

II Typologies : trois modèles

1) Paris, 1867 : gloires nationales

Participer à ces grandes manifestations que sont les expositions internationales coûte cher aux entreprises et aux institutions et leur pose de difficiles problèmes de logistique, de sorte que seules quelques-unes des plus importantes décident d'engager les frais correspondants. Les difficultés matérielles et les coûts, voire des événements politiques plus généraux comme notamment les guerres, expliquent que certains pays s'abstiennent de participer officiellement. C'est notamment, le cas des Etats-Unis à Paris en 1867 comme à Leipzig en 1914, même si, souligne le rapporteur de 1867,

plusieurs de nos grandes villes étaient encore dans une sorte de sauvagerie typographique quand déjà, de l'autre côté des Alleghanys, à 300 lieues de la mer, des espèces de bourgades perdues dans les forêts avaient des recueils de lois d'une impression convenable...³¹

Le rapport du nombre d'exposants illustre bien la volonté de se faire connaître et reconnaître, en même temps qu'il fait transparaître un véritable rapport de forces.

²⁹ *Rapport sur l'Exposition universelle de 1867 à Paris. Précis des opérations et listes des collaborateurs...*, Paris 1869.

³⁰ *Catalogue de l'exposition spéciale de la ville de Paris et du département de la Seine*, Paris 1893.

³¹ *Rapports...*, 1867, t. II, p. 62-63.

Pays	Nombre d'exposants	Grèce	10
France	144	Espagne	9
Italie	53	Norvège	5
Grande-Bretagne	50	Suède	5
Allemagne	49	Suisse	5
Autriche	42	Portugal	4
Belgique	22	Empire ottoman	4
Danemark	18	États du pape	3

Les exposants à Paris en 1867 (classe 6 : produits d'imprimerie et de librairie)

À Paris en 1867, le premier rang dans le domaine de l'imprimerie et de la librairie est occupé par l'Imprimerie impériale de Paris, suivie par Firmin-Didot et par les grandes maisons de Paris et de province : Claye (« première maison d'imprimerie de Paris »), Plon, Crété, Martinet et Paul Dupont, mais aussi Mame (Tours), Perrin (Lyon), Berger-Levrault et Silbermann (Strasbourg), Hérissé (Évreux), Garnier (Chartres), Dejussieu (Châlon-s/S.), Danel (Lille) et quelques autres. Les principaux éditeurs qui aient exposé sont les maisons Hachette et Curmer, ainsi que la Librairie d'architecture de A.-J. Morel. Du côté allemand, les rapporteurs français notent la participation de l'Imprimerie royale à Berlin, et de quatre maisons de la capitale prussienne (Decker, Duncker, Ernst & Korn et Trowitzsch), mais pour insister aussitôt sur Leipzig :

Le premier rang, en Allemagne, est à MM. Giesecke et Devrient, de Leipzig. La richesse, l'éclat de leur exposition, a frappé même les indifférents. À côté de livres exécutés avec toute la sévérité des maîtres et d'autres ouvrages aussi élégants que corrects, ils ont soumis au jugement de leurs émules de tous les pays un choix de chefs-d'œuvre dans les genres les plus variés de la lithographie, de la gravure et de la typographie d'art. À ce qu'il semble, nous n'avons pas, en France, d'établissement aussi complet...³²

Restons à Leipzig : voici encore les maisons Brockhaus et Breitkopf & Härtel, mais elles sont rejointes par des maisons de Düsseldorf (Schülgen), Giessen (Keller), Stuttgart (Hallberger), Francfort-s/Main (Dressler), Ratisbonne (Manz) et de plusieurs villes de Bavière (Munich, Nuremberg et Kempten).

L'Autriche est présente par l'Imprimerie impériale et par des maisons de Vienne, Innsbruck et Graz, mais aussi de Pest et d'Erlau (Eger), de Prague,

³² *Ibidem*, p. 54.

Glogau (Glogów), Cracovie, Hensatz³³, Fiume (Rijeka) et Rovereto³⁴. Mais nous sommes, en 1867, l'année même du compromis, et la Hongrie met à profit l'opportunité offerte par l'Exposition pour se présenter de manière indépendante : si, dans le parc, la maison hongroise se place sur le même plan que celles de provinces autrichiennes comme la Haute Autriche ou le Tyrol, le *Catalogue spécial du royaume de Hongrie* présente pratiquement une exposition nationale³⁵. Dans la classe 6 du groupe II, voici, à Pest, l'imprimerie de Gustav Emisch, qui obtiendra une médaille d'argent, mais les maisons Johann Herz et Pollack frères ont également exposé. À Eger, l'Imprimerie et lithographie archiépiscopales présente notamment le périodique *Gutenberg*, le premier journal typographique publié en Hongrie. Ignaz Fuchs, à Ujvidék (Novi Sad) expose des épreuves typographiques, tandis que Fiume (Rijeka) est illustrée par des épreuves de lithographie et des livres de la maison Emil Mohovich et par le papier à la mécanique de Smith et Meynier... Les bibliothèques sont incluses dans la classe 30 du groupe X, « Bibliothèques et matériel de l'enseignement donné aux adultes dans la famille, l'atelier, la commune ou la corporation », mais la quasi-totalité des objets exposés relève en fait du matériel pédagogique.

Les autres expositions nationales sont sensiblement moins ambitieuses que celles des principales puissances occidentales, en quantité comme, peut-être, en qualité. Les présentations du Danemark, des Pays-Bas (« rien de bien extraordinaire »), de la Belgique, de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne et du Portugal, voire de la Russie et de l'Égypte, attirent moins l'attention des rapporteurs français. Concernant la Grèce, ceux-ci s'amusent de la présentation de journaux (« nous ne sommes pas habitués à voir la langue et les caractères d'Homère se présenter à notre regard sous cette forme si moderne »). L'empire ottoman figure à travers seulement quatre volumes sortis d'imprimeries de Constantinople (deux titres en français et

³³ Cette localité ne figure pas dans Péter Bencsik, *Helységnévváltozások köztes-Európában 1763–1995*, Budapest 1997.

³⁴ *Exposition universelle de 1867 à Paris : catalogue général (...). 2^e livraison : matériel et applications des arts libéraux...*, Paris 1867.

³⁵ *Catalogue spécial du royaume de Hongrie*, publié par la Commission royale, Paris, Auguste Marc, 1867. « Le catalogue contient, outre la liste nominative des exposants hongrois et la dénomination des objets exposés, une description concise de la force productive du pays illustrée de quelques données statistiques. Cette publication a été réputée indispensable par la considération que, par suite de la crise politique que le pays vient de traverser, son exposition n'a pu se présenter telle que l'auraient exigé les intérêts industriels et commerciaux... »

deux en arménien), parmi lesquels le *Coup d'œil sur l'Exposition nationale ottomane de 1863...*³⁶, mais le rapport a également remarqué un périodique professionnel de Bucarest :

Doit-on considérer les provinces danubiennes comme un pays turc ? C'est alors le lieu de dire le plaisir que cause la vue d'un journal consacré à la typographie qui paraît à Bukharest et qui est imprimé de façon à paraître une publication anglaise....

La Roumanie, précisément, organise une exposition nationale et publie, apparemment avec un certain retard par rapport à l'Exposition elle-même, une notice de présentation³⁷ dans laquelle une part non négligeable est réservée à la politique de l'instruction publique et, en retrait, au domaine de l'imprimerie et de la librairie :

On, compte en Roumanie vingt-sept imprimeries et lithographies. L'Imprimerie de l'État, établie à Bucarest, emploi à elle seule cent cinquante-sept ouvriers. Les magasins spéciaux de librairie sont au nombre de vingt-sept. Le nombre des journaux est très difficile à déterminer, attendu qu'il en paraît continuellement, et que tous n'ont pas une très longue durée. On en a compté, en 1866, vingt-deux, dont sept étaient officiels, dix politiques, agricoles et commerciaux, et cinq scientifiques et littéraires. Le nombre des livres imprimés en Roumanie augmente considérablement d'année en année ; pour prendre quelques termes de comparaison, nous montrerons qu'en 1800 on a compté six livres en langue roumaine, douze en 1820, vingt-neuf en 1830, soixante-quatorze en 1840, cent neuf en 1847, cent quarante-cinq en 1856 et cent quatre-vingt-seize en 1864...

Parmi les objets exposés, on remarque un nombre important de manuels scolaires, mais aussi des imprimés de toutes sortes, dont notamment les *Annales bibliographiques roumaines, ou Catalogue général de toutes les publications faites en Roumanie...*³⁸ Enfin, la *Notice* donne quelques lignes sur l'apparition et l'histoire de l'imprimerie en Roumanie, depuis les premières presses en 1512 jusqu'au premier livre en roumain, à Cronstadt (Brasov) en 1577 – il s'agit du *Psautier* du diacre Coresi³⁹.

³⁶ Probablement par Jules Belin de Launay, *Coup d'œil sur l'Exposition nationale ottomane de 1863*, ouvrage non conservé à la BnF.

³⁷ Commission princière de la Roumanie, *Notice sur la Roumanie, principalement du point de vue de son économie rurale, industrielle et commerciale, suivie du Catalogue spécial des produits exposés dans la section roumaine, (...) et d'une Notice sur l'histoire du travail dans ce pays*, Paris 1868.

³⁸ Bucarest, Iarco.

³⁹ Cette chronologie n'est pas assurée : voir notamment *Bibliografia românesca veche, 1508–1830*, I (1508–1716), Bucuresci, Stabilimentul grafic J. V. Sorec, 1903 (cité ci-après *B.R.V.*). Il est porrisble qu'il y ait eu un catéchisme imprimé à Sibiu en 1544 (*B.R.V.*, 5). Sur ces questions, voir aussi Émile Picot, *Coup d'œil sur l'histoire de la*

À côté de la perspective économique, voire culturelle, intervient explicitement une perspective culturelle et identitaire, celle, pourrait-on dire, des « lieux de mémoire ». C'est grâce au rôle international qui reste celui de la langue française (également langue de la diplomatie), mais aussi à ses fonctions d'ordre culturel et artistique, que Paris réussit réellement à s'imposer au XIX^e siècle comme la capitale du monde ⁴⁰. S'il n'y a pas trace d'exposition spécialement consacrée à une bibliothèque, on remarque pourtant comment l'Imprimerie impériale joue, en France en 1867, le rôle d'un pôle central et d'un véritable lieu de mémoire pour les professionnels. Son exposition est considérée comme à part.

L'Imprimerie impériale n'est pas un établissement qui puisse déchoir. Tous les secrets, tous les moyens, toutes les traditions de l'art typographique s'y réunissent comme à leur centre naturel (...), nulle part ailleurs on ne peut rien rencontrer de supérieur ni même de semblable (ni en France, ni ailleurs, cela soit dit sans affectation aucune de patriotisme)... ⁴¹

Mais l'essentiel est ailleurs. Le principe d'une exposition consacrée à l'histoire du travail a été décidé par arrêté du ministre d'État en date du 8 janvier 1866. Il s'agissait de

faciliter, pour la pratique des arts et l'étude de leur histoire, la comparaison des produits du travail de l'homme aux diverses époques et chez les différents peuples, [de] fournir aux producteurs de toute sorte des modèles à imiter, et [de] signaler à l'attention publique les personnes qui conservent des œuvres remarquables des temps passés.

La visée est d'ordre à la fois patrimonial et identitaire et, au demeurant, le président de la Commission d'organisation est le comte de Nieuwerkerke, surintendant des Beaux-Arts. L'exposition française fera une très large part aux livres, et notamment aux livres tirés des collections privées, puisque l'on ne souhaite pas dépouiller, en quelque sorte, bibliothèques et musées alors même que la capitale doit recevoir un nombre exceptionnellement élevé de visiteurs. Le rôle de la collection Firmin Didot est essentiel ⁴²,

typographie dans les pays roumains au XVI^e siècle, Paris, 1895. On notera que Cronsstadt est alors une ville hongroise, de même que Sibiu/Hermannstadt.

⁴⁰ *Capitales culturelles, capitales symboliques : Paris et les expériences européennes*, dir. Christophe Charle, Daniel Roche, Paris 2002.

⁴¹ *Rapports...*, 1867, t. II, p. 19.

⁴² « M. Ambroise Firmin-Didot avait peut-être eu, en définitive, la plus belle exposition typographique de tous les pays. Nous ne parlons point de celle de sa maison de Paris et de ses ateliers du Mesnil et de Sorel (...). Nous voulons parler de sa superbe collection de livres de tous les maîtres, exposée par lui dans l'une des salles de l'Histoire du travail : les incunables, les Aldes, les Elzevirs, les Didot. En passant à

qu'il s'agisse des manuscrits carolingiens (« quelques manuscrits précieux confiés par M. Firmin Didot, la Bibliothèque de Troyes et le séminaire d'Autun »), des autres manuscrits médiévaux (« la collection sans rivale des manuscrits de M. Firmin Didot »), ou encore des pièces de la Renaissance. La présentation est sensiblement moins riche lorsque l'on quitte le XVI^e siècle pour aborder pleinement la période moderne jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Du côté des « sections étrangères », l'Angleterre a présenté un certain nombre d'ouvrages du *British Museum*, et la Hollande,

plusieurs beaux livres d'heures manuscrits de la fin du XV^e siècle, en langue hollandaise et en latin, et parmi les premiers imprimés le *Speculum humanum* de L. Coster appartenant à la ville de Harlem, quelques livres d'armoiries et de costumes...

Le Portugal figure par un très bel ensemble de documents, réuni par les Archives du royaume, la Bibliothèque nationale de Lisbonne et plusieurs autres établissements, au total « deux cent quatre-vingts ouvrages de choix ». La Roumanie est elle aussi présente dans la galerie de l'Histoire du travail, d'abord à travers des découvertes archéologiques de premier rang (le Trésor de Pétrossa, que l'on admire comme l'un des sommets de l'Exposition), mais aussi à travers un certain nombre de livres exceptionnels : le psautier de Stephan Douchan (1345) et celui de Coresi, imprimé en 1547 (« premier incunable roumain »)⁴³, la *Bible* roumaine de 1688⁴⁴, des « évangiles slaves », etc. En revanche, les livres italiens sont tirés des collections françaises, faute pour les organisateurs d'avoir réussi à intéresser les institutions et collectionneurs de la péninsule. Enfin, un certain nombre de pays n'ont pratiquement pas envoyé de livres, à l'image de l'Espagne ou encore

côté de ces admirables et inimitables chefs-d'œuvre, le plus ignorant s'arrête et réjouit ses yeux. (...). C'est là qu'il faut voir tout ce que la typographie française doit en particulier à la famille des Didot. Eux seuls, après les anciens maîtres, ont fait avancer l'imprimerie dans le chemin de l'art (...). Fiers de cette gloire, les héritiers de Firmin Didot n'avaient pas l'espoir de la grandir. M. Ambroise Firmin-Didot a trouvé cependant le moyen d'y ajouter, en formant le plus beau musée de l'art typographique qu'un particulier ait jamais créé, en l'ouvrant avec une élégante libéralité à quiconque désire s'y instruire, en le décrivant avec amour, en recueillant toutes les pièces intéressantes de l'histoire de l'imprimerie et en les mettant lui-même en œuvre... » (*Rapports...*, 1867, t. II, p. 41).

⁴³ B.R.V., 19. *Psaltirea publicata românesce la 1577 de diaconul Coresi, reproducă cu un studiu bibliografic și un glosar comparativ...*, t. I, Bucuresci, Tipografia Academiei Române, 1881.

⁴⁴ Sur la *Bible* roumaine de 1688, B.R.V. 86. Il s'agit d'un ouvrage considérable, puisqu'il compte 932 pages numérotées en format in-folio.

de l'empire d'Autriche : l'exposition autrichienne est très brillante, malgré le fait qu'elle ne dispose que d'une seule salle, avec des cristaux de roche, des armes anciennes, des porcelaines précieuses et plusieurs pièces envoyées par le Musée hongrois de Pest...

Participer à une des grandes expositions industrielles, c'est donc, pour chaque nationalité, à la fois se présenter aux yeux du monde, mais aussi manifester que l'on prend le rang le plus favorable possible dans le mouvement général vers la modernité et le progrès. Parmi les exemples les plus significatifs de cette volonté figure la Turquie ottomane : plus de deux mille objets sont envoyés par la Turquie à Paris en 1855, sept cent soixante-sept exposants turcs sont à Londres en 1862 tandis que la première exposition nationale ottomane est organisée à Constantinople en 1863. La treizième classe de produits y est consacrée aux « beaux-arts », parmi lesquels l'écriture et les activités dérivées occupent une position centrale : « écriture, dessin, peinture, gravure sur métal et sur bois, photographie, imprimerie, caractères d'imprimerie, livres, reliures... »

En 1867, l'exposition turque fait l'objet d'un catalogue imprimé publié par Hachette⁴⁵. Le discours du catalogue est ambigu, puisque, tout en illustrant la modernité affichée de l'Empire, le rédacteur privilégie sans cesse les catégories du pittoresque et de l'exotique. La présentation du secteur des « arts graphiques » est, elle-même, traditionnelle, qui s'organise tout entière autour d'artisanats – l'écriture, la peinture et la reliure. On a donc exposé « de riches échantillons de reliures pour albums et couvertures de Koran », puis des encriers de toutes sortes et du matériel de bureau (le *kalem*, roseau taillé servant de plume, le *kalemtrach*, canif, le *makass*, ciseaux, le *maktah*, tablette d'ivoire, etc.). Nous sommes ici aux antipodes des idées d'un Michel Chevalier :

Les ciseaux de bureau, comme on le voit à l'Exposition, sont aussi l'objet de soins tout particuliers de la part de l'ouvrier ; la trempe surtout en est excellente. On les orne toujours de minces filets d'or délicatement contournés, et le nom du fabricant y est aussi inscrit en or, avec la date de fabrication. Tout ce qui sert à l'usage des bureaux étant ordinairement assez bien payé, le coutelier n'épargne pas sa peine ; ainsi la paire de ciseaux exposée sous le numéro 21 n'a pas coûté moins d'un mois de travail...

Le système rigide des corporations apporte, lui aussi, un élément d'exotisme, avec les noms des différentes classes d'ouvriers, des *mudjellids* qui ont l'exclusivité des étuis et reliures pour les livres religieux aux *def-*

⁴⁵ Salaheddin Bey, *La Turquie à l'Exposition universelle de 1867...*, Paris 1867.

terdjis qui s'occupent des travaux de reliure ordinaire et appartiennent en règle générale aux communautés arménienne, grecque ou juive. Et, de manière significative, la présentation de l'exposition ottomane ne donne aucune information sur l'imprimé ni sur les bibliothèques. Tout se passe, en définitive, comme si l'identité de la Turquie s'appuyait d'abord sur l'image du pays dans l'esprit de l'Occident. La présentation du secteur du livre reste toujours dominée par cette silhouette du « maître d'écriture », du calligraphe, qui a été largement diffusée par la gravure occidentale depuis le XVIII^e siècle comme l'une des figures « pittoresques » du monde ottoman.

2) Budapest, 1896 : la génération du millénaire

La Hongrie avait présenté une exposition nationale à Paris l'année même du compromis, en 1867⁴⁶, tandis que d'autres publications spéciales ont pu être ou seront données à l'occasion de telle ou telle manifestation : ainsi d'une étude très précise sur *L'Enseignement en Hongrie* publiée à l'occasion de l'Exposition de 1900⁴⁷. Une place particulière doit pourtant être faite aux manifestations du « millénaire hongrois », à Budapest en 1896.

Une génération après la signature du compromis, la situation du royaume s'est en effet radicalement modifiée. La Hongrie multinationale est alors devenue le principal État d'Europe centrale, dont le territoire s'étend notamment aux territoires actuels de la Slovaquie, de la Transylvanie, de la Croatie – avec le port de Fiume – et de la Bosnie-Herzégovine, annexée en 1878. Dans le même temps, Buda et Pest ont été reliés par plusieurs ponts sur le Danube⁴⁸, Pest est atteinte par le rail dès 1847 et le réseau ferroviaire s'étend rapidement à travers tout le pays dans les décennies 1860–1870. La ville, de quelque soixante mille habitants en 1810, en comptera près de neuf cent mille en 1910, et la réforme administrative de 1873 crée le grand Budapest, capitale en pleine expansion d'un pays qui s'impose lui-même comme le pôle structurant de l'Europe danubienne. Les trois dernières décennies du XIX^e siècle sont également celles où s'impose la nouvelle figure de la capitale, surtout à Pest, avec le percement d'avenues monumentales, le développement d'une spéculation immobilière

⁴⁶ *Catalogue spécial du royaume de Hongrie...*, Paris 1867.

⁴⁷ *L'Enseignement en Hongrie...*, Budapest 1900, XIV-546 p.

⁴⁸ Le premier est le Pont des chaînes (*Lanchid*), dont la société a été fondée par Istvan Széchenyi en 1836 et qui est achevé en 1849. Il est suivi par le pont Sainte-Marguerite (1876), par le pont ferroviaire de la ceinture sud (1876) et par le pont François-Joseph en 1896.

très active, la construction d'un certain nombre de bâtiments « représentatifs » (dont le plus important est le nouveau palais du Parlement, sur le Danube, mais il faudrait aussi citer l'Opéra, etc.), le percement aussi du premier chemin de fer métropolitain d'Europe continentale⁴⁹. On pourrait montrer que l'économie hongroise de l'imprimé participe pleinement de cette conjoncture particulièrement dynamique. Victor Tissot peut écrire, en 1883 : « Ici, à Pesth, la toile se lève sur l'un des plus beaux décors du monde... »⁵⁰ Et Gyula Laurencic de proclamer, dans la préface de l'album commémoratif de 1896 (*Az Ezeréves Magyarország*)⁵¹ :

Ces derniers lustres ont été pour [*la Hongrie*] une période de merveilleux épanouissement. Depuis le moment où la nation a pu s'élancer hors du tombeau où elle était enfermée, elle marche à pas de géant vers des idéals de civilisation et de bien-être, et aujourd'hui déjà elle peut soutenir la concurrence avec les autres nations. D'un seul coup, elle a effectué ce qu'un [*sic*] autre peuple n'avait pu atteindre que par un travail de plusieurs siècles...

L'Exposition du millénaire marque l'apogée de cette identification très rapide de l'État pratiquement nouveau reconnu par le compromis de 1867. Elle constitue comme une réplique de l'Exposition de Vienne en 1873 et peut être analysée sous trois angles différents. D'une part, il s'agit d'une exposition agricole et industrielle sur le modèle des manifestations du même type qui se déroulent à travers les principales puissances occidentales. Mais il s'agit aussi d'une exposition historique, dont l'objectif est celui de la reconnaissance et de l'identification à travers un passé commun : la date a été choisie symboliquement pour commémorer le premier millénaire de l'établissement des populations hongroises dans la plaine du Danube sous les Arpád (Géza, mort en 997, auquel succède István (Étienne I^{er}). Ce projet s'articule implicitement avec un projet d'appropriation du territoire national : le château de Vajdahunyad a été construit pour l'Exposition et est constitué de copies de plusieurs monuments dont la réunion symbolise le territoire hongrois dans son ensemble, tandis que l'on présentera également un « village hongrois » (avec des maisons des différentes régions de Hongrie), etc.

⁴⁹ Une présentation synthétique commode est donnée, en hongrois, par Szilvia Andrea Holló, *Budapest régi térképeken, 1686-1896*, Budapest, 1995.

⁵⁰ Victor Tissot, *La Hongrie, de l'Adriatique au Danube. Impressions de voyage*, Paris 1883, p. 352.

⁵¹ Gyula Laurencic se présente comme le directeur de l'entreprise éditoriale liée à l'Exposition : il a ses bureaux au Palais de New York (New York Palota), Erzsébet körút 9-11, Budapest VII, et fait sa publicité dans le bottin de 1895-1896, p. 445.

L'Exposition comporte donc deux sections : section historique (documents, outils anciens, monuments historiques, œuvres d'art) et section moderne. Et, parmi les attractions qui accompagnent la manifestation figure le grand panorama peint par Arpád Feszty (1856–1914) et mettant en scène l'invasion des Hongrois à la fin du premier millénaire de notre ère⁵². Enfin, la commémoration contribue à remodeler en profondeur la ville même de Budapest, qu'il s'agisse de la création de la place des Héros (*Hősök tere*), du chemin de fer souterrain conduisant à l'Exposition sous l'avenue Andrásy ou du parc même de l'exposition au Petit bois de ville (*Városliget*). Parmi les attractions, on remarque la

reproduction de la ville de Bude telle qu'elle existait sous la domination turque. (...) Une mosquée (...) a été reproduite d'après la mosquée existant encore à Eger et d'après celle de Serajevo. Devant la mosquée, on a installé une très jolie fontaine. Tous les soirs du haut du minaret retentit la voix monotone du muezzin invitant les croyants à la prière...⁵³

Les manifestations du millénaire sont bien évidemment l'occasion de publier un certain nombre de titres commémoratifs ou autres, parmi lesquels nous retiendrons les deux grands albums de présentation de la « Hongrie du millénaire » donnés en livraisons par Gyula Laurencic⁵⁴.

Sur ces différents plans, l'imprimé et les bibliothèques interviennent très directement.

En premier lieu, les « industries polygraphiques » sont présentées largement dans l'exposition artistique et industrielle elle-même⁵⁵ : dans la partie moderne, il s'agit des classes II (« Culture, avec une attention spéciale pour les produits de la littérature et de la presse... »⁵⁶), III (« Instruc-

⁵² La panorama, aujourd'hui restauré et présenté à Ópusztaszer, a fait l'objet de multiples opérations financières, et, notamment, « la Société anonyme hongroise littéraire « Könyves Kálmán » a fait reproduire à grands frais, par la gravure, ce magnifique Panorama, et l'a ainsi rendu accessible à tout le monde, à toutes les bourses... »

⁵³ *Az Ezeréves Magyarország ésa millenium kiállítás. Millénaire de la Hongrie et l'Exposition nationale. The Millenium of Hungary and the National exhibition. Das tausendjährige Ungarn und die Milleniums-Austellung*, Budapest, 1896, 2 vol. Le tirage annoncé est de 50 000 exemplaires. Le texte et le choix des illustrations mériteraient une étude détaillée.

⁵⁴ *Az Ezeréves Magyarország...*, ouvr. cité.

⁵⁵ Moriz Gelleri, *Führer durch die Millenium Landes-Ausstellung...*, Budapest 1896. *Budapest és az esredéves kiállítás*, Budapest 1896.

⁵⁶ « Kultur, mit besonderer Rücksicht auf die Produkte der Literatur und der Presse, sowie auf die Wirkung der wissenschaftlichen und kulturellen Institute und Vereine. Statistik ».

tion »⁵⁷) et XV (« Industrie du papier. Art de la reproduction »⁵⁸). La classe III est accueillie dans un pavillon construit dans un style inspiré de la Grèce antique, tandis que la classe XV est également installée dans un bâtiment spécial :

Ce pavillon (...) est généralement connu du public sous le nom de pavillon de l'imprimerie. Là se trouvera exposé tout ce qui se rapporte à l'imprimerie, à l'industrie du papier, à l'art photographique qui, dans ce dernier quart de siècle, ont pris un notable développement dans notre pays. Une machine rotative fonctionnera dans ce pavillon, elle servira, entre autres, à l'impression d'un journal quotidien de l'exposition...⁵⁹

Ce bâtiment, appelé le « Pavillon de l'imprimerie », est l'un des plus importants de l'Exposition, et entièrement orienté vers le processus de fabrication (papeterie et imprimerie). Non loin, le « Pavillon de la culture » est élevé dans le « style français » et présente l'exposition des sociétés savantes et celle des éditeurs, puis la presse périodique – avec la plus grande partie des locaux ouvertes au public et les autres aux seuls journalistes (des salles de réunion et de travail, un bureau télégraphique, etc.). Au premier étage se trouve une bibliothèque publique, proposant toutes les feuilles périodiques et un grand nombre de titres récents paraissant en Hongrie.

Mais le livre, manuscrit et imprimé, intervient aussi très largement au sein de la section historique, abritée dans le château de Vajdahunyad⁶⁰. Bornons-nous à mentionner ici la « Bibliothèque médiévale » installée dans la salle XIV : il s'agit d'un ensemble de près de deux cents pièces manuscrites ou imprimées, dont plusieurs livres enchaînés, provenant des bibliothèques du comte Batthyány à Gyula-Fehérvár (Alba Julia) et à Budapest, mais aussi de celles de l'archevêché de Gran (Esztergom) et des diocèses de Raab (Győr), Steinamanger (Szombathely) et Fünfkirchen (Pécs), de la bibliothèque de la cathédrale de Szepesváralja (Spisské Podhradie) et de celle du chapitre de Pressburg/Poszony (Bratislava), des collections du séminaire et des piaristes de Budapest, du séminaire de Steinamanger et des franciscains de Nemetujvár (Güssing) et de Szent Antal, des prémontrés de Csorna, du Musée national et de l'Université de Budapest, du collège réformé de Sárospatak, de la ville de Neusohl (Banská Bystrica), du curé de Kremnitz (Kremnica), du baron Desider Prónai et de l'éditeur Gustav

⁵⁷ « Unterrichtswesen ».

⁵⁸ « Papierindustrie. Vervielfältigungskunst ».

⁵⁹ *Az Ezeréves Magyarországa...*, *ouvr. cité*.

⁶⁰ *Amtlicher Katalog der Historischen Hauptgruppe...*, *Complete Ausgabe...*, Budapest 1896.

Emich à Budapest)... La Bibliothèque impériale de Vienne a prêté trois *Corvina*. Le livre est, ici, directement perçu comme un élément absolument central du patrimoine national et de la construction de l'identité, tandis que la médiation des grandes familles et des collectionneurs est systématiquement soulignée. Enfin, le statut de la capitale apparaît également comme très spécifique.

3) À Leipzig : capitale des livres, capitale de la culture ?

L'Allemagne est le « pays du livre », et la branche des « industries polygraphiques » connaît en Allemagne un développement particulièrement important, surtout depuis la fondation de l'Empire wilhelminien, au point que la production imprimée allemande serait la première du monde à la veille de la Guerre de 1914⁶¹. À Berlin sans doute plus encore qu'à Budapest, c'est le temps des fondateurs, le *Gründerzeit*, dont l'éclatante réussite et la modernité affichée (pensons au *Jugendstil* et à toutes les recherches souvent très brillantes conduites dans le secteur des arts graphiques) s'accompagnent d'un besoin d'autant plus fortement ressenti du côté des lieux de mémoire et d'identité et du côté des grandes figures commémoratives. Un très grand nombre d'expositions qui se déroulent alors et sont notamment rapportées par la *Zeitschrift für Bibliothekswesen* font une large place au livre imprimé, tandis qu'un Musée du livre est progressivement organisé à Leipzig – sans parler de la commémoration en 1913 de la bataille de Leipzig et de l'érection du monument de la « Bataille des nations » (*Völkerschlachtdenkmal*). Le jubilé de Gutenberg, en 1900, marque le temps fort d'une multitude de manifestations à travers tout le pays, mais l'apogée du mouvement sera atteint à Leipzig dans les années 1910-1914, avec la mise en œuvre de deux projets majeurs : la Bibliothèque nationale allemande (*Deutsche Bücherei*)⁶² et l'Exposition internationale des industries du livre et des arts graphiques (*Internationale Ausstellung für Buchgewerbe und Graphik*), en abrégé la *BUGRA*⁶³.

⁶¹ Frédéric Barbier, *L'Empire du livre : le livre imprimé et la construction de l'Allemagne contemporaine*, Paris 1995 (« Bibliothèque franco-allemande »).

⁶² Frédéric Barbier, « À propos de l'espace du livre et de la fonction symbolique des bibliothèques en Allemagne au XIX^e siècle », dans *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ? Approches pour une théorie interculturelle du champ littéraire*, Paris 1994 (« Philologiques », III) p. 315–329.

⁶³ Frédéric Barbier, « Un enjeu symbolique : le salon du Livre, (Bugra) de Leipzig en 1914 », dans *Préfaces*, mai-juin 1989, n° 13, p. 114-119.

L'idée est de faire de Leipzig la « capitale mondiale du livre »⁶⁴, et le prétexte celui de commémorer le cent cinquantième de l'Académie royale des arts graphiques et du livre de Saxe. Des commissions se mettent en place, un programme est tracé, l'organisation d'ensemble des différents pavillons est fixée : des pavillons nationaux et des pavillons thématiques (par exemple la « Maison de la femme », *Haus der Frau*) entourent le pavillon central, consacré à la culture du livre en général (sous le titre de *Halle der Kultur*⁶⁵). Les pavillons nationaux sont, pour certains, tout particulièrement développés, comme dans le cas de la France, dont le catalogue de près de trois cents numéros est très soigné, dans un style classique évidemment inspiré du XVIII^e siècle⁶⁶. Nous ne pouvons ici entrer dans les détails de la présentation d'une manifestation qui justifierait une étude en soi, et nous bornerons donc à évoquer le cœur de l'exposition, la *Halle der Kultur*. L'organisation scientifique en a été confiée à l'un des plus grands historiens allemands de l'époque, Karl Lamprecht, qui préface et supervise le guide du visiteur, lui-même ouvert par cette formule⁶⁷ : « Die kulturhistorische Abteilung der Internationalen Ausstellung für Buchgewerbe und Graphik ist eine wissenschaftliche Leistung... » Le plan du pavillon se déploie autour d'une coupole, selon un principe général théorique que l'on dirait inspiré des catégories kantienne et qui met en exergue la *Wissenschaft* :

Der allgemeine Plan, der sich schließlich ergab, erwuchs organisch aus dem Gedanken, daß die Darstellungen der steigenden Beherrschung irdischen Raumes und irdischer Zeit durch Schrift und Druck die beste und tiefste Aufgabe der Ausstellung sein müsse: womit Schrift und Druck unmittelbar in der Reihe der großen Kulturfaktoren erschienen. Zum Verständnis dieses Zusammenhanges wolle man von der einfachen Tatsache ausgehen, daß wir nichts vorstellen, ohne es in den Rahmen der in unserer Zeit geltenden Zeitvorstellung und Rauman-schauung zu fassen: diese sind für unser Denken mithin schlichtweg maßgebend.

⁶⁴ Frédéric Barbier, « Construction d'une capitale : Leipzig et la librairie allemande, 1750–1914 », dans *Capitales culturelles...*, op. cit., p. 335–357. On pourra consulter également : Id., « De la République des auteurs à la République des libraires : statut de l'auteur, fonctions et pratiques de la librairie en Allemagne au XVIII^e siècle », dans *L'Europe et le livre : réseaux et pratiques du négoce de librairie, XVI^e–XIX^e siècles*, Paris 1996, p. 415–449 ; Id., « Entre Montesquieu et Adam Smith : Leipzig et la société des libraires », dans *Revue française d'histoire du livre*, 2001 (2), p. 149–170, ill.

⁶⁵ Il convient de souligner l'emploi du mot, qui renvoie à la problématique de l'opposition possible entre les deux concepts de « culture » et de « civilisation ».

⁶⁶ *Exposition internationale du livre et des arts graphiques. Catalogue officiel de la section française*, [Paris 1914].

⁶⁷ *Halle der Kultur. Amtlicher Führer*, Leipzig 1914.

Nun gibt es allerdings viele Arten der Raum -und Zeiterweiterung für den Menschen, von hoher Bedeutung ist dafür zum Beispiel natürlich die Entfaltung des Verkehrs. Indes kaum eine dieser Erweiterungen ist so intensiv wirksam wie die durch Schrift und Druck, insbesondere ist die Übertragung höchster Kulturleistungen von Raum zu Raum und in noch höherem Maße von Zeit zu Zeit an sie gebunden...

Donc, la coupole est réservée aux grandes cultures écrites de l'Extrême-Orient, l'aile droite du rez-de-chaussée aux débuts de la culture écrite (*Halle der niederen Kulturen*)⁶⁸, l'aile gauche aux cultures de l'Antiquité classique. Au premier étage, on trouve la présentation chronologique de l'évolution de l'écrit en Europe occidentale. La succession des grandes époques est des plus traditionnelle, depuis l'époque primitive, les grandes invasions, le haut Moyen Âge (*frühes Mittelalter* : Carolingiens et Ottoniens), le Moyen Âge (*hohes Mittelalter* : les années 1000–1250), jusqu'au bas Moyen Âge (*spätes Mittelalter*). La période moderne suit une stricte subdivision par siècles qui, s'agissant d'histoire du livre, pourra paraître quelque peu problématique, jusqu'à l'époque contemporaine : « die Neuzeit ist unsere Zeit ». L'exposition est complétée par quelques présentations annexes, par exemple sur les caricatures depuis la Réforme, les menus gastronomiques (*internationale Speisekarten*), la statistique, pour finir avec la présentation, par un médecin professeur à la Faculté de médecine de Leipzig, de « Trois millénaires d'art graphique au service de la science ».

Les livres présentés tracent comme le catalogue des grandes bibliothèques et des *Residenzstädte* allemandes : Berlin, Brême, Breslau, Bückeburg, Darmstadt, Donaueschingen, Dresde, Fulda, Gießen, Gotha, Haguenau, Hambourg, Halle, Kassel, Karlsruhe, Leipzig, Lüneburg, Metz, Munich, Nuremberg, Pforta, Saalfeld, Strasbourg, Tübingen, Weilburg, Weimar, Zerbst et Zittau. Pour ce qui regarde l'étranger, on ne trouve qu'Amsterdam et Leyde, et, une nouvelle fois, le « Batschany Institut » à Karlsburg/Alba Julia. Des prêteurs privés ont également été sollicités – parmi lesquels, par exemple, le baron Max von Oppenheim, consul d'Allemagne à Alep, pour des *Corans* enluminés.

Ce dispositif scientifiquement fondé recouvre pourtant un certain nombre *d'a priori*. Il s'articule, paradoxalement, avec l'idée d'une hiérarchisation des cultures autour du modèle occidental et de la tradition classique. Les termes mêmes employés par les auteurs du guide font référence aux

⁶⁸ La présentation est faite dans une perspective chronologique (les marques, les peintures, etc., aux époques pré et protohistorique) ou ethnologique (les écritures de peuples « primitifs », comme par exemple les Indiens d'Amérique).

cultures « inférieures » (*niedere*), par opposition aux stades plus élevés du développement culturel (*die hohen Kulturstufen*) culminant avec l'apogée atteint dans les grandes nations européennes. D'autre part, Athènes et Rome, traités à part, se trouvent comme exclus du déroulement chronologique de l'histoire et placés sur le plan idéal d'un modèle absolu. Du coup, les origines de la culture écrite en Europe remontent, d'une manière pour nous quelque peu surprenante mais qui s'intègre pleinement aux débats en cours dans l'Europe du temps, aux civilisations scandinaves protohistoriques et à l'époque des grandes migrations (*Völkerwanderungen*) :

Das Schrift- und Buchwesen wie die Graphik durchlaufen in Europa seit der Gründung der germanischen Reiche in der Zeit der Völkerwanderung eine Entwicklung, die bis zur Gegenwart niemals eine völlige Durchbrechung erlitten hat (...). Die frühesten Zeugnisse, ihre Gedanken graphisch niederzulegen, haben wir von den Skandinaviern aus der Bronzezeit...

Sur un dossier qui reste encore, on le voit, largement ouvert, la conclusion ne pourra elle-même être que partielle. L'articulation est directe entre le livre, ou le monde du livre, le processus d'identité collective et la mise en scène de cette identité : le livre est un objet symbolique extrêmement fort, et cette charge même ne va pas sans poser des problèmes au chercheur. La multiplication des statuts et des rôles du livre et du « monde du livre », dont les expositions et les bibliothèques, est à l'origine d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation. En bref, il faut prendre garde à ne pas tomber dans la surinterprétation *a posteriori*, à ne pas décoder et analyser les phénomènes à un niveau qui ne les concerne plus⁶⁹.

Ceci étant, ces précautions une fois en tête, il est possible de proposer quelques grands axes de réflexion, en manière de conclusion. Le premier point, qui paraît en effet surprenant, c'est l'absence à peu près générale des bibliothèques en tant que telles dans les expositions internationales et universelles. En règle générale, les bibliothèques ne sont présents ici que par le biais de leurs livres et de leurs collections, et notamment de leurs collections les plus prestigieuses. Les seules exceptions d'envergure sont l'Exposition de Chicago (1893), et surtout l'Exposition internationale du livre et des arts graphiques, à Leipzig en 1914 (avec notamment une place

⁶⁹ Un autre sujet d'études pourrait être, dans cette même optique, celui des dons de livres effectués au niveau des Gouvernements. On pense notamment aux trente-cinq manuscrits de la bibliothèque de Matthias Corvin rendus par le sultan Abdul Hamid II à la Hongrie en 1869 et 1877 et aujourd'hui conservés à la Bibliothèque universitaire de Budapest.

importante faite aux bibliothèques publiques d'Amérique du Nord). Seconde remarque : ce que l'on expose, lorsque l'on expose des livres et des imprimés, c'est d'abord un savoir-faire et une réussite commerciale – la *Bible* de Mame illustre aussi bien le savoir-faire de la grande entreprise toulousaine que sa réussite industrielle. Lorsque Paul Dupont publie *Une Imprimerie en 1867*⁷⁰, c'est autant pour illustrer la perfection de l'outil de travail qu'il a créé de toutes pièces que pour souligner le lien entre la réussite économique et la distribution équitables des richesses qui en découlent : une partie non négligeable du volume est consacrée aux institutions ouvrières, aux « caisses » d'entraide et aux systèmes d'assurance. Nous sommes ici dans la logique politique du Second Empire, qui articule progrès technique, essor industriel et économique, diffusion plus large des connaissances, amélioration de la situation du plus grand nombre et, en dernière analyse, paix sociale.

Dernier ensemble de remarques : lorsque l'on expose des livres, comme c'est très généralement le cas lors des multiples expositions Gutenberg qui se déroulent en Allemagne à l'occasion du jubilé de l'imprimerie en 1900, c'est aussi pour mettre en évidence une certaine forme d'identité collective organisée autour de la langue, de la littérature et de l'histoire nationales. Une distinction est généralement faite, entre les périodes les plus anciennes (les manuscrits médiévaux), la Renaissance et l'époque classique, et les XVIII^e et XIX^e siècles, plus négligés. À Budapest en 1896, on expose non seulement les livres eux-mêmes, à Vajdahunyad, mais aussi à travers eux les plus grandes bibliothèques du pays – et donc le rôle de médiateurs tenu par certaines grandes familles nobles, au premier rang desquelles les Batthyány, et les institutions religieuses.

L'exposition internationale de Leipzig, en 1914, réunit ces différentes dimensions et, notamment, elle est la plus importante qui présente ce que nous appelons aujourd'hui la bibliothéconomie. Cette dimension est tout particulièrement soulignée dans l'exposition organisée par l'*American librarians association* (ALA), et qui rencontre un très franc succès, mais aussi dans les expositions de différentes institutions ou structures allemandes travaillant dans le domaine des *Lesehallen*, *öffentliche Bibliotheken* et *Le-sebibliotheken* – on remarque entre autres la présentation des entreprises Krupp. Les grandes maisons d'édition, la foule des entreprises travaillant dans le domaine du livre, ont évidemment leurs stands, tandis que livres anciens et *Monumenta* se voient consacrer le cœur du dispositif, la *Halle*

⁷⁰ Paul Dupont, *Une Imprimerie en 1867*, Paris 1867.

der Kultur. Mais, quelques semaines après l'inauguration et l'ouverture au public, c'est le déclenchement de la Première Guerre mondiale, et l'une des premières conférences présentées au *Börsenverein* au cours de l'automne 1914 s'intitule : « Von der Weltausstellung zum Weltkrieg ».

Culture, livres, classification : réflexion autour de trois termes

Henri-Jean Martin

J'avais primitivement prévu de centrer le présent exposé sur le problème des classifications livresques. Mais je me suis vite aperçu qu'on ne pouvait pas aborder ce sujet sans réfléchir préalablement sur ce que représentait vraiment un livre dans une société et par voie de conséquence sur ce qu'est une culture. Il importait donc de préciser le sens de trois termes généraux et ce qu'ils ont représenté dans l'histoire des civilisations. Le tout, bien entendu, afin de tenter de comprendre la crise dont le monde actuel semble être le théâtre en ces domaines.

D'abord, donc, que représente une culture ? Je m'appuierai pour répondre à cette question sur deux penseurs éminents : le sociologue français Edgar Morin et le philosophe d'origine autrichienne devenu britannique, Karl Popper, grand défenseur, on le sait, des sociétés ouvertes.

Interrogeons d'abord Edgar Morin à travers un texte publié en 1984 et intitulé *Les trois cultures*. Selon celui-ci, nos pays disposent aujourd'hui de trois types de culture, soit ennemis, soit en état de coexistence pacifique, et qui n'entretiennent entre eux que des connexions très faibles. Il s'agit, d'une part de la culture humaniste, d'autre part de la culture scientifique, et enfin, en troisième lieu, de la culture de masse. La culture humaniste qui a connu son apogée en France au XVII^e et au XVIII^e siècle est une culture qui comporte une quantité limitée d'informations et peut par conséquent être engrammée dans l'esprit de ce qu'on appelait autrefois un « honnête homme ». Elle vit selon Morin sur le même stock d'informations qui s'est constitué *grosso modo* depuis la découverte de l'Amérique jusqu'à la Révolution française et elle est axée sur les problèmes fondamentaux : Dieu et son existence ou sa non-existence, le sens de la vie, le bien et le mal, la recherche de la vérité.

La culture scientifique, quant à elle, est une culture qui a entraîné un formidable accroissement de connaissances qu'il n'est plus possible d'acquérir dans leur ensemble et d'engrammer dans son esprit; elle est de plus fortement structurée, notamment à travers les théories logico-mathématiques. Elle

s'est particulièrement développée aux XIX^e et XX^e siècles, rejetant au moins partiellement les grandes questions caractéristiques de la culture humaniste. A quoi on peut ajouter qu'elle utilise des langages diversifiés et se différencie en secteurs dont chacun est seulement accessible aux initiés. D'autre part, quand on parle de la faire communiquer avec la culture humaniste, on profère selon Morin une absurdité, car il n'y a pas de symétrie, pas d'analogie, pas de structure commune entre ces deux cultures de types absolument différents. Elles peuvent coexister de façon schizophrène chez la même personne : « le savant est un savant dans son laboratoire; chez lui, il écrit des poèmes. C'est Einstein et son violon ».

Arrivons-en maintenant à la troisième culture de Morin, la culture de masse. Celle-ci est constituée par une énorme quantité d'informations, qui s'accroît sans cesse, mais en se détruisant sans cesse, en se transformant en ce qu'on appelle des « bruits ». Il s'agit d'un nuage d'informations non structurées. Chaque jour un nouveau nuage y chasse le nuage du jour précédent. D'où cette réflexion de Morin : « On reproche à la culture de masse d'être une culture dégradée : c'est vrai mais elle a produit aussi des chefs d'œuvre, et il y a peut-être proportionnellement autant d'œuvres médiocres dans la « haute culture » que dans la culture de masse. Du reste les universités ont tort de ne voir que la basse crétinisation, sans voir la haute, celle de la culture universitaire ». De sorte que, en fin de compte, « le vrai problème c'est le mode de consommation de cette culture. C'est une culture qui ne permet pas la réflexivité non seulement parce qu'une émission chasse l'autre, une image chasse l'autre, un nuage chasse l'autre, mais aussi parce que c'est vu au moment de la détente, de façon consommatoire, au moment du repas, avant d'aller dormir ». D'où cette conclusion : « finalement la tragédie culturelle a pour noeud la tragédie de la réflexion. Alors que la connaissance semblait destinée à être pensée, discutée, réfléchie pour être incorporée dans l'expérience de la vie, la réflexion se dégrade partout, même dans la culture humaniste dont le moulin tourne à vide et ne peut plus prendre des matériaux de la culture scientifique pour les réfléchir. Les communications entre philosophie et science sont devenues extrêmement rares. La difficulté d'acquérir le savoir spécialisé des sciences rend la culture humaniste incapable de jouer son rôle réflexif sur la connaissance de l'homme dans le monde ». Enfin, la culture de masse parachève cette dégradation de la pensée réflexive.

L'historien objectera que, de tout temps, il exista des formes de culture de masse, mais celles-ci étaient à peu près purement orales et disparaiss-

saient sans presque laisser de trace, si ce n'est dans les mémoires collectives ou à travers quelques chefs d'œuvre fixés par l'écrit. Le véritable problème de la culture actuelle est donc en fait que la nouvelle culture de masse a acquis désormais une incroyable puissance de diffusion collective, qu'elle possède dans une certaine mesure la propriété de laisser des traces souvent fugaces, à travers de nouveaux canaux de communication, en même temps qu'elle gagne des sortes de lettres de noblesse en vulgarisant parfois des sujets savants, par exemple lors d'interviews. Si bien que son existence rejaillit en quelque sorte sur les autres formes de culture.

Très différent est le propos de Popper dans un livre intitulé *La connaissance objective*, publié pour la première fois en 1972. Je rappellerai rapidement qu'il y distingue trois mondes englobant toutes les formes d'existence ainsi que toutes les expériences. Le Monde 1 est celui des choses et des états matériels, qu'il s'agisse de la matière comme de la structure et de l'action des êtres vivants. Le Monde 2 est entièrement formé des expériences subjectives et des états de conscience, des perceptions, de la pensée, des émotions ou des intentions. Le Monde 3 est le monde des contenus de pensée et des significations, c'est le monde de la culture, créé par l'homme, intégrant le langage, et, qui est avant tout celui des livres et des bibliothèques. Cependant l'originalité de la conception poppérienne de ce Troisième Monde, est de souligner qu'il est devenu autonome par rapport à celui qui l'a créé. Les théories échappent ainsi à leur créateur qui doit dès lors se battre contre leur opacité – comme on le voit bien avec l'exemple des mathématiques. Ce qui conduit Popper à formuler cette réflexion :

Nous ne modelons pas ou ni « instruisons » pas ce monde en y exprimant l'état de notre esprit; et il ne nous instruit pas non plus. Tous deux, nous et le troisième monde, nous nous développons à travers une lutte et une sélection mutuelle. Ce qui vaut, semble-t-il, au stade de l'enzyme et du gène : on peut conjecturer que le code génétique opère par sélection ou rejet et non pas instruction ou commande. Et cela semble valoir aussi bien à tous les stades, jusqu'à celui du langage articulé et critique de nos théories.

Ainsi s'est révélée et développée de génération en génération, une sorte de monde des idées fait de connaissances objectives potentielles, mises à la disposition des hommes et susceptibles d'être bien ou mal comprises ou interprétées. C'est là une sorte de royaume où le livre possède une existence propre comme Popper lui-même le souligne :

Pour s'en rendre plus clairement compte, on peut imaginer que, après l'extinction de la race humaine, certains livres ou certaines bibliothèques

pourraient être découvertes par une espèce civilisée qui nous aurait succédé (peu importe qu'il s'agisse d'animaux terrestres devenus civilisés ou de visiteurs venus de l'espace intersidéral). Ces livres pourraient être déchiffrés. Il pourrait s'agir, pour la beauté de l'argument, de tables de logarithmes qui n'avaient jamais été lues auparavant. Ce qui montre tout à fait clairement que ce n'est ni le fait d'avoir été composé par des animaux pensant ni d'avoir été effectivement lu ou compris qui est essentiel pour faire qu'un objet soit un livre : il suffit que cet objet puisse être déchiffré.

Tout cela me semble poser des questions de deux ordres.

D'une part, il est strictement exact que les civilisations continuent à vivre tant qu'une bibliothèque subsiste pour en témoigner. Que savons-nous aujourd'hui en effet des civilisations sans écriture ? En ce qui concerne notre culture commune, ce fut déjà à une poignée de collections que les conceptions et la littérature antiques ont dû de survivre jusqu'à nos jours – pensons à la Bibliothèque d'Alexandrie, mais plus encore à celle du Vivarium rassemblée au temps de l'empereur Théodoric par le savant Cassiodore afin de sauvegarder les textes dans lesquels la religion chrétienne s'enracinait, ainsi qu'à celles des premières cathédrales et abbayes. Donc une bibliothèque incarne et matérialise une culture et en assure la survie. Voilà encore, me semble-t-il, la principale raison d'être, dans nos différents pays, de nos bibliothèques nationales.

D'autre part, Popper n'évoque pas dans son texte qui remonte, je le rappelle, à 1974, l'irruption de nouveaux moyens de communication. On serait curieux de lui demander s'il était encore là ce qu'il pense par exemple d'Internet. Et l'on peut parier qu'il serait, comme nous, singulièrement embarrassé face à de telles questions.

Mais on ne peut s'empêcher dès lors de s'interroger sur ce qu'on appelle au juste « livre ».

Je commencerai à ce propos par une réflexion préalable. Platon avait souligné ce qui différencie la parole vivante de la lettre morte, dans le dialogue immortel de *Phèdre* dont le grand philosophe allemand Hans Erich Gadamer s'est livré à une exégèse brillante qu'il a eu autrefois la générosité de me communiquer. Malheureusement, il semble qu'on ne s'interroge guère sur ce qui différencie fondamentalement les formes de culture traditionnelle et les nouvelles formes de communication. Ne faudrait-il pas tenir compte, comme Mc Luhan avait commencé à le faire, du canal par lequel la connaissance circule et est proposée au public ?

Tout cela me semble éclairer tout propos concernant le livre, et le faire apparaître comme un instrument qui n'a pas cessé d'évoluer en reflétant la variation des frontières séparant le dit et l'écrit au fil des civilisations. Les textes de l'Antiquité classique n'étaient pas conçus dans ces conditions selon la même optique que ceux que nous connaissons aujourd'hui. Pierre Hadot, historien de la philosophie et professeur au Collège de France, mais aussi grand éditeur de textes anciens, a ainsi montré que la plupart des ouvrages de Platon et des philosophes grecs étaient avant tout le fruit de discussions et de conversations, car il s'agissait pour ceux-ci moins de créer une doctrine organisée et homogène, que d'inviter leurs interlocuteurs et disciples à mener une forme de vie en accord avec leur pensée. Cela correspond à une époque où l'écriture n'était conçue que pour fixer une parole déjà prononcée et où les textes étaient le plus souvent copiés, à Rome par exemple, sans intervalles entre les mots et entre les phrases et conçus pour être lus à haute voix ou à voix murmurante et pour être compris en même temps qu'entendus. Cependant la masse d'information qu'ils contenaient – je pense par exemple à Tacite – exigeait de toute évidence d'autres capacités d'attention que celles auxquelles nous sommes accoutumés aujourd'hui. De sorte que les Anciens conservaient une part de ce genre de mémoire et sans doute de structure mentale qui était celle des sociétés sans écriture. Voici cependant que, à partir du XI^e siècle, comme l'a montré le chercheur américain Paul Saenger, on commence à séparer les mots et on cesse d'écouter les textes écrits. Et, parallèlement, la mise en texte et la composition d'œuvres de théologie et de philosophie scolastique comme la Somme de saint Thomas, sont inspirées dans leur structure et leur présentation par les techniques de la dispute scolastique – donc toujours par une procédure orale – mais l'argumentation parlée, destinée à être fixée et répandue sur le parchemin dans le monde des docteurs et des lettrés qui dominaient l'écrit, était sous-tendue par un corset logique rigide contraignant l'orateur à ne pas dévier dans ses raisonnements comme le font trop souvent les hommes politiques d'aujourd'hui dans les entretiens télévisés qu'ils accordent à des journalistes, dès qu'ils se sentent entraînés sur un terrain dangereux. Donc, là encore, une interaction complexe entre la parole et la lettre.

Pour résumer ma pensée, je dirai que la parole fut à l'époque des manuscrits placée en une sorte de liberté surveillée par suite de sa mise par écrit et des réflexions critiques que celle-ci invite à faire. Cependant, tout changea une nouvelle fois avec de l'apparition de l'imprimerie. Il fallut, je crois l'avoir montré, un long cheminement pour que le livre prenne sa pré-

sensation moderne, avec une mise en paragraphes systématique et l'introduction d'espaces blancs permettant un temps de réflexion entre chaque développement. Ce n'est assurément pas un hasard si René Descartes fut en France le premier philosophe à procéder ainsi et si la nouvelle présentation ne fut adoptée pour les romans qu'à la fin du siècle, avec les nouvelles psychologiques de Mme de Lafayette et de ses émules. On conçoit dans ces conditions que le théâtre classique français ait été conçu comme un théâtre écrit, contrairement par exemple à celui de Shakespeare. Et je suis persuadé pour ma part que des études attentives concernant la mise en texte des œuvres des philosophes et des auteurs des différents pays d'Europe seraient révélatrices des différences de comportement et de mentalité qu'on constate encore de nos jours chez les uns et les autres.

Parallèlement, le livre devient de plus en plus avec l'art typographique un ensemble en quelque sorte structuré soutenant une thèse et élaborant méthodiquement une doctrine cohérente. Du même coup, à partir de la Renaissance, le texte, comme l'œuvre d'art, est caractérisé par son attribution à un auteur. C'est lui qui apparaît avant tout en gloire sur la page de titre des ouvrages, souvent en compagnie du mécène ou du protecteur à qui l'ouvrage est dédié. Aussi, tandis que la censure condamnait au Moyen Âge avant tout les idées, l'auteur et l'éditeur seront désormais poursuivis en priorité. Mais la sacralisation de l'écrit s'exprime aussi dans l'« objet livre », car il fait appel à la sensibilité à travers la multitude de signes symboliques qu'il véhicule dans sa forme. Lire par exemple un classique dans une édition de poche n'a nullement la même signification que le parcourir dans une édition d'amateur où le dessin et la dimension de chaque lettre lui confèrent parfois une valeur d'inscription, tandis que les illustrations de quelques grands artistes proposent en quelque sorte une vision du texte.

Sacralisation donc des œuvres et prestige de leurs auteurs. Mais, plus généralement aussi sacralisation de la culture écrite prise dans son ensemble dans les bibliothèques. Ainsi en témoignent éloquentement ces galeries de livres qui se multiplient au XVII^e et au XVIII^e siècle et qu'on rencontre plus souvent dans les pays d'Europe centrale qu'aujourd'hui en France, où elles ont disparu à la suite des saisies de bibliothèques opérées lors de la Révolution. Elles sont volontiers rythmées des bustes ou des portraits des penseurs ou des écrivains les plus respectés. Chaque ouvrage est souvent relié en un habit qui reflète tant le respect éprouvé pour son auteur que la richesse et la magnanimité du propriétaire du lieu, conscient de ses fonctions de mécène et de protecteur des lettres. Mais comment proposer une

mise en ordre de tous ces volumes s'alignent ainsi, de plus en plus nombreux à la suite de l'invention de l'imprimerie ? Ainsi se trouve posé un problème de classification – d'abord classification des livres sur les rayons, mais aussi ordre des descriptions de chacun d'entre eux sur des catalogues manuscrits ou imprimés, qui permettraient de se retrouver dans une masse croissante. Éternel problème et à propos duquel je voudrais me livrer à quelques réflexions dans la troisième partie de cet exposé.

Je rappellerai d'abord que le besoin de proposer des classifications est aussi vieux que le monde, on le sait en France depuis Durckheim et Mauss jusqu'à Lévi-Strauss. Cependant, l'apparition de l'écriture facilita et renforça le besoin d'établir des listes et d'opérer la mise en ordre d'objets ou de notions. Les tablettes et les rouleaux antiques rassemblés dans les bibliothèques firent dès leur origine dans le Moyen-Orient et en Occident, l'objet de catalogues et de classement correspondant à l'idéologie de l'époque et de la société concernées. Et il en alla plus encore ainsi en Chine où les classifications, en partie inspirées à l'origine par la structure du pouvoir impérial et essentiellement numériques, étaient chargées de correspondances symboliques comme mon ami Jean-Pierre Drège l'a montré à la suite de Marcel Granet. De même, Mme Olga Weijers a récemment exposé comment les classifications médiévales reflétaient les manières de penser des écoles philosophiques et théologiques de l'époque. Mais ce fut surtout, bien entendu, avec l'imprimerie que le problème se posa avec une acuité croissante. Au XVI^e siècle, plusieurs conceptions s'affrontèrent – les unes envisageant de s'inspirer des théories des grands philosophes, et d'abord d'Aristote, comme le fit par exemple la classification arborescente esquissée par Gessner qui était, soulignons-le, avant tout naturaliste; en revanche, La Croix Du Maine recourut aux techniques enseignées notamment par les Jésuites pour constituer des cahiers de lieux commun et proposa au Roi une classification particulièrement originale en sept grandes catégories (les « choses sacrées », les « arts et les sciences », la « description de l'univers tant en général qu'en particulier », le « genre humain », les « hommes illustres en guerre », les « ouvrages de Dieu », les « mélanges de diverses mémoires ». De plus en plus, cependant, les grandes masses des livres qui arrivaient sur le marché imposèrent leur loi. À partir de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e, la mise en ordre des volumes en fonction des séries correspondant aux sujets traités l'emporta, car elle apparaissait la plus commode, comme nous l'explique Gabriel Naudé, le futur bibliothécaire de Mazarin, dans son fameux *Advis pour dresser une bibliothèque* (1643) :

Le ... point qui semble absolument devoir être traité après les précédents est celui de l'ordre de la disposition que doivent garder les livres dans une bibliothèque : car il n'y a point de doute que sans icelle toute notre recherche seroit vaine et notre labeur sans fruit puisque les livres ne sont mis en réserve en cet endroit que pour en tirer service aux occasions qui se présentent. Ce que toutes fois il est impossible de faire s'ils ne sont rangez et disposez suivant leurs diverses matières ou en telle autre façon qu'on puisse les trouver facilement et à point nommé. Je dis davantage que, sans cette disposition, tel amas de livres fust-il de cinquante mille volumes, ne méritoit pas le nom de bibliothèque...

Or, un tel point de vue n'est nullement propre à l'Occident : Naudé ne faisait que reprendre une idée déjà développée plusieurs siècles auparavant par le Chinois Zhen Quiao (1104–1162) concernant la nécessité de classer les livres de façon cohérente :

« laisser les livres est comme commander une armée. Si celle-ci est organisée, quel qu'en soit le nombre, elle peut être dirigée. Mais sans organisation, même peu nombreuse, elle est désordonnée. La classification ne pâtit pas du grand nombre, mais souffre de ce qu'il n'y ait pas de technique pour maîtriser ce grand nombre. »

Les livres furent donc rangés dans les bibliothèques dans ce but pragmatique, mais non point sans refléter une idéologie très claire et proposer une hiérarchisation des savoirs. Il en alla ainsi pour les livres rangés le long des galeries auxquels j'ai déjà fait allusion. Et il en alla naturellement de même au temps de Louis XIV à la Bibliothèque du Roi. A cette époque, Colbert voulant rendre cet établissement fondé au début de la Renaissance française et quelque peu négligé depuis les Guerres de Religions digne de son maître, l'avait placé, afin de mieux veiller sur lui, derrière les jardins de son hôtel, tout près de l'actuelle rue Vivienne et lui avait donné son bibliothécaire personnel, nommé Clément. Les livres imprimés n'y avaient été séparés des manuscrits qu'une cinquantaine d'années auparavant à la suite du legs de la bibliothèque des frères Dupuy. Ils devenaient de plus en plus nombreux à la suite notamment de l'application de plus en plus stricte de la règle du Dépôt légal et il s'agissait désormais de savoir comment les ranger. D'où un système de classement dans les catalogues comme sur les rayons selon les lettres de l'alphabet. On y trouve, placé, bien entendu, au premier rang, ce qui vient du Ciel, donc l'Écriture, ses interprétations, les œuvres des Pères de l'Église, les études théologiques et la spiritualité. Puis, au deuxième rang, l'ordre terrestre, donc le Droit, à commencer par le droit romain et à continuer par le droit monarchique et féodal. Ensuite, l'Histoire, suivie des

Belles-Lettres et des Sciences et techniques – chacune de ces cinq catégories se trouvant, bien entendu, hiérarchisée selon de multiples échelons. Cependant, comme les bibliothécaires de mon pays sont des perfectionnistes impénitents, dénués du pragmatisme qui permet d'aller vite, ils s'acharnèrent durant les deux siècles suivants à multiplier au sein de chaque lettre les subdivisions. D'où de nombreuses tentatives de classement des livres, donc de la pensée, par les bibliothécaires de ce grand établissement au cours du XVIII^e siècle et durant une bonne partie du dix-neuvième, dont on possède les archives inexploitées par les chercheurs d'aujourd'hui. On retrouve évidemment trace de ces efforts dans l'ordre des livres disposés sur les rayons de l'établissement dans le siècle qui suivit leur saisie lors de la Révolution française. Je crois bien avoir appartenu à la dernière génération qui exploita directement de tels travaux lorsque, vers 1950, je tâchais de suivre l'histoire de certains livres précieux à travers ces anciens catalogues. Et je dois aussi à ces vénérables systèmes qui débouchaient sur un classement à prétention logique le long des rayons de l'établissement, d'avoir pu écrire une thèse analysant la production parisienne du XVII^e siècle par catégories en feuilletant les livres correspondant à chacune d'entre celles-ci, qui se trouvaient ainsi regroupés ensemble.

Ce système fut, je crois bien, à la base du système bibliographique dit de Paris qui fut mis en forme par le libraire De Bure dans la seconde partie du XVIII^e siècle et qui fut repris de manière définitive au siècle suivant dans le volume de tables du Manuel du libraire et de l'amateur de livres de Brunet, bien connu encore de nos jours. Je me préoccupai pour ma part à l'aube de l'informatique, dans les années 1960, lorsque j'étais conservateur de la Bibliothèque de Lyon, d'adapter ce système et de le rendre plus logique en le décomposant au moyen d'une série de facettes qui permettaient d'organiser un système d'interrogation des livres anciens réalisable sans trop de travail. J'ajouterai au passage que ce projet qui entraînait dans un ensemble plus vaste voulu par le Président Pompidou, fut ensuite abandonné et sombra à la suite de l'invasion en France des normes américaines conçues dans une optique toute différente. Cependant, tandis que je réfléchissais sur les classifications bibliographiques, je rencontrais à peu près chaque jour alors qu'il travaillait à la bibliothèque, l'un des grands philosophes français actuels, mon ami, le philosophe François Dagognet, historien des sciences et spécialiste précisément des système de classification en matière de botanique, de zoologie et de chimie. Nous pûmes constater qu'il existait un parallèle frappant entre l'établissement des classifications scientifiques dites artificielles du

XVI^e au XVIII^e siècle et les classifications anciennes de bibliothèques, si bien que Dagognet expliqua en tête d'un ouvrage qu'il publia en 1975, qu'il s'adressait prioritairement à tous ceux qui avaient des classifications à opérer, et notamment aux bibliothécaires. Chacun sait cependant que les classifications des anciens naturalistes étaient réalisées à chaque échelon en fonction d'un seul critère. Certes, ce procédé aboutissait à des contradictions dénoncées par exemple par Buffon lorsqu'il s'en prit au système de Linné. De tels systèmes ne reflétaient peut-être pas l'ordre de la nature – Darwin allait se charger d'expliquer pourquoi. Ils n'en rendirent pas moins et continuent encore dans une certaine mesure de rendre d'éminents services, de suggérer des rapprochements et de rendre évidentes des contradictions. Parfois même, ils font découvrir un ordre jusque là caché – je pense en avançant cela au fameux tableau des corps chimiques de Mendeleïev et à toutes les correspondances qu'il révèle sur les deux dimensions de la feuille de papier où il est inscrit.

De plus en plus, par suite de l'afflux des livres à la Bibliothèque nationale durant les XIX^e et XX^e siècles, le grand problème fut de disposer des espaces nécessaires dans les magasins et l'ordre des livres sur les rayons de la Bibliothèque nationale n'avait plus qu'une importance que je qualifierai de symbolique, puisque les lecteurs n'y avaient plus accès. Dans ces conditions, on avait commencé à partir de la seconde partie du règne de Napoléon III, à simplifier la cotes des ouvrages – ce qu'on appelait le « lettrage » – sauf pour les livres concernant l'histoire de France, la fameuse lettre L, et je me souviens des acrobaties que cette survivance m'imposa au début de ma carrière lorsque je fis un stage dans le service qui avait pour mission de coter les ouvrages nouvellement arrivés selon des normes qui ne correspondaient plus à la problématique historique contemporaine. En fait, au reste, cette survivance ne constituait qu'un combat d'arrière-garde. Tout avait changé depuis les années 1860 qui se trouvaient correspondre au temps où Maxwell élaborait ses fameux théorèmes qui annonçaient l'avènement de nouvelles formes de sciences, et les directeurs de la Bibliothèque nationale de Paris, adoptèrent dès lors, comme au reste leurs collègues des autres pays européens, d'autres systèmes de recherche.

D'une part le système de classement alphabétique des livres par nom d'auteur et par titre. Longtemps, nos ancêtres s'étaient comme sentimentalement opposés à ce genre de procédure – un concile n'avait-il pas condamné au reste vers le Xe siècle cette manière de procéder comme contraire à l'ordre voulu par Dieu ? – qui apparaissait en quelque sorte contre nature, inégali-

taire et nivelant, si bien qu'il n'était couramment utilisé que dans les index placés à la fin des livres. Certes, des novateurs comme La Croix Du Maine et du Verdier au XVI^e siècle, avaient proposé leur Bibliothèque à partir de la catégorie de l'auteur classé selon son prénom, mais la plupart des catalogues de bibliothèque avaient continué d'être rangés méthodiquement. Et ce ne me semble pas être un hasard si les Révolutionnaires furent les premiers en France à prescrire de classer et de répertorier selon l'ordre alphabétique des noms de leurs auteurs les livres qu'ils avaient saisis, sur des fiches rédigées au dos de cartes à jouer devenues inutilisables pour leur usage primitif puisqu'on y trouvait des rois et des reines. Et, pourtant, ce ne fut qu'à la fin du XIX^e siècle que le grand érudit Léopold Delisle, devenu administrateur général de la Bibliothèque nationale, décida de publier le catalogue de l'établissement en fonction du même ordre. Mais cela ne suffisait évidemment pas pour retrouver les livres concernant un sujet. D'où la lente gestations menée parallèlement à partir des années 1870 environ d'un système de catalogage par matière à partir de séries de points de vue. Ainsi naquirent en France les fameux « catalogues matière ».

Mais les classifications répondent autant à un besoin d'ordre matériel qu'à un désir de mise en relations des notions au sein du cerveau humain, qu'elles sont les héroïnes d'éternels retours. C'est ainsi qu'elles opérèrent dès le début du XX^e siècle, un retour en force avec l'avènement à partir des pays anglo-saxons de bibliothèques d'un type nouveau, pratiquant l'accès libre.

Bien plus, désormais, ces classifications culturelles, parfaitement artificielles, vont être basées, comme les chinoises, sur le culte du nombre par l'intermédiaire du système décimal. Tel est le cas de la classification américaine fondée par Melvil Dewey qui fit l'objet de multiples éditions et essaima dans le monde ancien et de la classification décimale universelle, la fameuse C.D.U. L'une et l'autre comportent des contradictions qui leur ont valu de la part de Jorge Luis Borges des sarcasmes comparables à ceux que Buffon avait adressé à Linné près de deux siècles auparavant. C'est ainsi que, proclamant qu'il n'existe pas de classification de l'univers qui ne soit arbitraire ou conjectural, il relève avec ironie que, parmi les 1000 premières subdivisions de la C.D.U., le n° 262 correspond au Pape, le n° 282 à l'Eglise catholique romaine, le n° 263 au jour du Seigneur, le n° 268 aux écoles du dimanche, le n° 298 au mormonisme, le n° 294 au brahmanisme, au bouddhisme, au shintoïsme et au taoïsme.

Cependant, on continue à grouper les livres sur les rayons de la Bibliothèque nationale selon une formule simplifiée du « lettrage » de Clément où, soit dit au passage, les ouvrages scientifiques et techniques occupent une place naturellement restreinte. Mais ce système qui regroupait les livres en grandes masses était en quelque sorte indestructible. Aussi connut-il un dernier avatar particulièrement significatif lorsque le Président de la République François Mitterrand décida de construire une très grande bibliothèque qui engloba finalement les fonds de la Bibliothèque nationale. On sait que deux options se proposèrent alors : l'une, de Jacques Attali, qui envisageait de constituer une bibliothèque, sinon virtuelle, du moins recourant largement aux nouvelles techniques, qui malheureusement ne s'avérèrent pas toutes opérationnelles ou étaient encore bien trop coûteuses. Dans ces conditions, l'option qui triompha fut celle qui envisageait plus simplement de partir du fonds de la Bibliothèque nationale. La Bibliothèque François Mitterrand ne fut donc pas comme certains l'avaient peut-être rêvé, une très petite bibliothèque, en quelque sorte intemporelle. Et, en fin de compte, Emmanuel Leroy-Ladurie imposa l'arrivée en force des gros bataillons livresques de la rue de Richelieu. Du même coup, le problème se posa de diviser pour des raisons pratiques ces millions d'ouvrages en groupes correspondant aux quatre tours du nouveau bâtiment. Mais, comment dès lors procéder autrement qu'en partant de l'ordre multiséculaire imposé aux livres – donc de suivre la classification inventée au temps de Louis XIV. Ainsi fut donc fait à l'initiative, je crois bien, d'une de mes élèves. Certes, le parti ainsi pris n'engageait pas grand chose. Mais on peut voir dans cette histoire le symbole d'un choix, celui d'une tentative visant à sauvegarder les cadres de la pensée humaniste. Tentative malheureusement abandonnée il y a peu, puisque bientôt les livres rangés en ce redoutable établissement seront fournis au lecteur en fonction d'un simple chiffre et que l'ordinateur gardera pour lui le secret de son rangement. On objectera, certes, que cela n'a pas trop d'importance puisque les lecteurs et même la plupart des bibliothécaires sont interdits de circulation en ce mystérieux saint des saints de ce bâtiment pharaonesque par crainte des vols et des désordres. Mais j'ai appris récemment qu'il va bientôt en aller de même à la bibliothèque de la Sorbonne où je passe encore des heures délicieuses à feuilleter les livres rangés là selon un vieux classement parfois bizarre. Heureusement, il me restera la bibliothèque de mon quartier assez bien achalandée pour me suggérer, lorsque j'ai un problème en tête, des lectures inattendues et souvent stimulantes.

Ainsi, notre société apparaît-elle incapable de classer sa culture, voire ses idées selon un système euclidien. Je me permettrai pour le montrer d'évoquer une dernière anecdote. Chacun connaît l'intérêt éprouvé par la société des Lumières à examiner la classification des connaissances placée par d'Alembert à la tête de la Grande Encyclopédie. Bien entendu le problème se posa de proposer en un tableau une nouvelle classification lorsque le ministre de l'Education nationale, Anatole de Monzie, décida vers 1930 de lancer la publication d'une nouvelle encyclopédie destinée à faire le point sur l'état des connaissances de cette époque en mobilisant tous les intellectuels français, à commencer par les savants ayant obtenu le Prix Nobel. On projeta alors de confier au philosophe Lalande le soin de rédiger ce tableau. Mais on se décida finalement à remettre la maîtrise de l'ouvrage entre les mains de mon maître, Lucien Febvre, et celui-ci, invité à indiquer sa vision du problème, s'opposa fort sagement, dans une intervention exceptionnellement brillante, à proposer une classification qui risquait d'apparaître aussitôt périmée et proposa de composer une encyclopédie méthodique dont chaque volume serait axé sur un thème spécifique. Il réussit à convaincre ainsi le grand physicien Paul Langevin et fut élu quelques jours plus tard, un peu sur sa lancée, au Collège de France. Anatole de Monzie rédigea sur un coin de table, le jour de la déclaration de la guerre en 1939, la Préface du tome XX consacré au livre, dirigé par Julien Cain de qui je tiens cette histoire. Puis tout dut s'arrêter et, en dépit des efforts du philosophe Gaston Berger, alors directeur des enseignements supérieurs, et de la collaboration de savants tels que le duc de Broglie, l'entreprise perdit de son unité primitive lorsqu'elle fut reprise en 1945 dans un climat tout différent. Ainsi, notre époque s'avère incapable de suivre le rythme du progrès dans une publication de ce type qui demande désormais sans cesse d'être mise à jour. Et dans ces conditions, l'arrivée d'Internet ne fait que confirmer l'avènement d'une culture en miettes qui peine à trouver son unité et ses idéologies, et le règne d'interrogations en langage naturel de documents innombrables et de mérite inégal. Reste à savoir comment le cerveau humain sortira structuré de ce nouvel avatar. Ne nous y trompons pas, cependant. Le livre ne fait que vivre actuellement un nouvel épisode de sa longue histoire. Ce qui me semble menacé est moins son existence à proprement parler, sous une forme ou une autre, que la fonction qu'il exerce traditionnellement d'une sacralisation de la pensée et de l'art d'un homme fixant un discours dans le temps. Ce qui explique les conceptions venues d'Amérique qui tendent à réduire le droit de l'auteur sur son œuvre. Au delà cependant

de tout cela, une autre question, plus grave à mon sens, se trouve posée à nous : désormais, les connaissances et des informations affluent sans ordre ni hiérarchie au risque d'entraîner des changements de la structuration du cerveau, et donc du comportement des hommes. Cela, en vérité, me semble mériter une réflexion qui requiert une très large coopération interdisciplinaire. Soit une réflexion qui trouve sa place ici, dans une région de l'Europe qui vit autrefois des efforts de ce type se développer, notamment à Prague et à Vienne.

Quoi qu'il en aille, tout cela ne fait de toute évidence que renforcer la nécessité où nous sommes de renforcer nos cultures à travers les bibliothèques qui en constituent la mémoire, mais aussi de trouver dans une Europe tenant enfin compte du facteur culturel une sorte de dénominateur commun aux centres d'intérêt des pays à la fois si divers et si voisins qui la composent, tout en la maintenant ouverte sur le reste du monde.

Liste des illustrations

Article de Pierre Casselle :

- (1) Antoine Moriau, donateur de la première bibliothèque de la Ville de Paris.
- (2) Armoiries de la Ville de Paris pour les reliures de la bibliothèque (fin du XVIII^e siècle).
- (3) Les ruines de l'Hôtel de Ville en 1871.
- (4) La Bibliothèque administrative de la Ville de Paris en 1900.

Article de Dorottya Lipták :

- (5) Marmortafel im großen Lesesaal der Bibliothek der Pester Universität. „Der Rat der Hauptstadt Budapest vermacht die vom Lehrer Frank geerbten 14.000 Bände großzügig der Universitätsbibliothek, MDCCCLXXV“
- (6) Großer Lesesaal in der Bibliothek des Budapester neuen Rathauses 1908.
- (7) Das Gebäude der Hauptstädtischen Bibliothek Budapest in der Károlyi Straße 1914.

Article de Thomas Serrier :

- (8) „Gruß aus Posen“. Mairie. Château impérial. Cathédrale. Commission de colonisation. Théâtre de la ville. Bibliothèque de l'Empereur Guillaume. Musée de l'Empereur Guillaume. – Carte postale allemande (autour de 1910–1915) / „Pozdrowienie z Poznania“. Cathédrale. Gare. Mairie. Monument de Mickiewicz. Monument de Kochanowski. Musée Mielżyński. Théâtre polonais. Bibliothèque Raczyński. – Carte postale polonaise (mêmes dates).
- (9) Poznań: Bibliothèque Raczyński. Carte postale polonaise éditée par le Salon des peintres polonais à Cracovie (autour de 1905–1914) / Posen: Bibliothèque de l'Empereur Guillaume/Kaiser Wilhelm-Bibliothek. Carte postale allemande, sans indication d'éditeur (vers 1913).
- (10) Posen/Poznań: Mairie. Bibliothèque Raczyński. Carte postale éditée par Ottmar Zieher, Munich, 1896. Les légendes sont encore bilingues.
- (11) „Pozdrowienie z Poznania“. Mairie. Bibliothèque Raczyński. Poste. Carte postale éditée par Ottmar Zieher, Munich, 1899. Trois ans plus

tard, la disposition des vues reste quasi identique, mais les légendes sont devenues unilingues. Notons que l'utilisateur est néanmoins un germanophone.

Article de Andris Vilks :

- (12) Kreuzgang des Doms im 18. Jahrhundert. Bibliothek und Stadtdruckerei Riga (gegr. im Jahre 1588)
- (13) Erstes Hauptgebäude der 1919 gegründeten Staatsbibliothek, Riga

Article de Jean-Michel Leniaud :

- (14) Étienne-Louis Boullée, projet pour une bibliothèque royale, intérieure, 1785, plume encre de chine, coll. part.
- (15) Louis Visconti, bibliothèque nationale, coupe de la galerie et du grand escalier, 1829, lavis, Arch. nat.
- (16) Henri Labrouste, bibliothèque Sainte-Geneviève, façade, Paris, 1842–1852.
- (17) Henri Labrouste, Bibliothèque nationale, les magasins, 1858–1868
- (18) Henri Labrouste, Bibliothèque nationale, salle de lecture des imprimés, 1868.
- (19) Jean-Louis Pascal, plan à rez-de-chaussée de la salle ovale, 1892, lavis, Bibliothèque nationale.
- (20) Jean-Louis Pascal, projet de façade rue Vivienne, 1892, lavis, Bibliothèque nationale.
- (21) Jean-Louis Pascal, coupe sur la salle ovale, 1892, lavis, Bibliothèque nationale, détail.
- (22) Jean-Louis Pascal, coupe sur la salle ovale, 1892, lavis, Bibliothèque nationale, détail.

Liste des auteurs

Norbert Bachleitner, professeur à l'Université de Vienne (Autriche)

Frédéric Barbier, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (Paris), directeur d'études à l'École pratique des hautes études (Histoire et civilisation du livre)

Daniel Baric, docteur de l'École pratique des hautes études (Paris), Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'Université du Havre

Bruno Blasselle, conservateur général, directeur de la Bibliothèque de l'Arsenal (Paris)

Pierre Casselle, conservateur général, directeur de la Bibliothèque administrative de la Ville de Paris

Aneta Dontscheva, conservateur à la Bibliothèque nationale de Bulgarie (Sofia)

Otto S. Lankhorst, conservateur à la bibliothèque de l'université de Nîmègue

Jean-Michel Leniaud, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (Histoire de l'architecture des XIX^e et XX^e siècles), professeur à l'École nationale des chartes

Dorottya Lipták, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (OTKA), Budapest

Henri-Jean Martin, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, professeur honoraire à l'École nationale des chartes (Paris)

Eva Mârza, professeur à l'Université d'Alba Iulia

Iacob Mârza, professeur à l'Université d'Alba Iulia

Augustin Mat'ovčík, conservateur à la Bibliothèque nationale de Slovaquie (Martin)

Jean-Dominique Mellot, conservateur en chef à la Bibliothèque nationale de France (Paris)

István Monok, directeur général de la Bibliothèque nationale Széchényi (Hongrie, Budapest), professeur à l'Université de Szeged

Jiří Pokorný, professeur à l'Université de Prague

Paul Raabe, ancien directeur de la Herzog-August-Bibliothek, Wolfenbüttel, président de la Franckesche Stiftungen, Halle an der Saale

Marie Ryantová, chercheur au Musée national de la République tchèque (Prague)

Thomas Serrier, maître de conférences à l'Université de Paris VIII, actuellement boursier de la Fondation Alexander von Humboldt en séjour de recherche à Berlin

Vladimir Somov, professeur au Conservatoire national de Saint-Pétersbourg (Russie)

Attila Verók, doctorant à l'Université de Szeged

Andris Vilks, directeur général de la Bibliothèque nationale de Lettonie (Riga)

Sabine Wefers, directrice de la Thüringer Universitäts- und Landesbibliothek (Jena)



L'Europe en réseaux.
Contributions à l'histoire de la culture écrite 1650–1918
Vernetztes Europa.
Beiträge zur Kulturgeschichte des Buchwesens 1650–1918

Edité par / Herausgegeben von
Frédéric Barbier, Marie-Elisabeth Ducreux, Matthias Middell,
István Monok, Éva Ring und Martin Svatoš

Volume III

ISBN 3-86583-050-1 (Band 3)
ISBN 3-86583-056-0 (Bände 1-3)